



Digitized by the Internet Archive
in 2022 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761115494577>

A1
B
356
C-43

Second Session, Thirty-second Parliament,
32-33 Elizabeth II, 1983-84

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-43

An Act respecting the Canada-Nova Scotia Agreement on
Offshore Oil and Gas Resource Management and
Revenue Sharing and to make related and consequen-
tial amendments

First reading, May 31, 1984

THE MINISTER OF ENERGY, MINES AND RESOURCES

C-43

Deuxième session, trente-deuxième législature,
32-33 Elizabeth II, 1983-84

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-43

Loi concernant l'Accord entre le Canada et la Nouvelle-
Écosse sur la gestion des ressources pétrolières et
gazières situées au large des côtes et sur le partage des
recettes et apportant des modifications corrélatives ou
connexes

Première lecture le 31 mai 1984

LE MINISTRE DE L'ÉNERGIE, DES MINES ET DES
RESSOURCES

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-43

PROJET DE LOI C-43

An Act respecting the Canada-Nova Scotia Agreement on Offshore Oil and Gas Resource Management and Revenue Sharing and to make related and consequential amendments

Loi concernant l'Accord entre le Canada et la Nouvelle-Écosse sur la gestion des ressources pétrolières et gazières situées au large des côtes et sur le partage des recettes et apportant des modifications corrélatives ou connexes

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète :

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *Canada-Nova Scotia Oil and Gas Agreement Act*.

1. *Loi sur l'Accord entre le Canada et la Nouvelle-Écosse sur la gestion des ressources pétrolières et gazières.*

Titre abrégé

INTERPRETATION

DÉFINITIONS

Definitions

2. (1) In this Act,

2. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

Définitions

"Agreement"
«Accord»

"Agreement" means the Canada-Nova Scotia Agreement on Offshore Oil and Gas Resource Management and Revenue Sharing dated March 2, 1982 and entered into by the Government of Canada, as represented by the Prime Minister of Canada, and by the Government of Nova Scotia, as represented by the Premier of Nova Scotia, and includes any amendments thereto;

«Accord» L'Accord entre le Canada et la Nouvelle-Écosse sur la gestion des ressources pétrolières et gazières situées au large des côtes et sur le partage des recettes, en date du 2 mars 1982, conclu par le gouvernement du Canada, représenté par le premier ministre et par le gouvernement de la Nouvelle-Écosse, représenté par le premier ministre; sont incluses les modifications apportées à l'Accord.

«Accord»
"Agreement"

"fiscal year"
«exercice»

"fiscal year" means the period beginning on April 1st in one year and ending on March 31st in the next following year;

«exercice» Période commençant le 1^{er} avril et se terminant le 31 mars de l'année suivante.

«exercice»
"fiscal year"

"Nova Scotia Agreement Act"
«Loi néo-écossaise sur l'Accord»

"Nova Scotia Agreement Act" means the *Canada-Nova Scotia Oil and Gas Agreement (Nova Scotia) Act* (Nova Scotia);

«Loi néo-écossaise sur l'Accord» Loi de la Nouvelle-Écosse intitulée *Canada-Nova*

«Loi néo-écossaise sur l'Accord»
"Nova Scotia Agreement Act"

RECOMMENDATION

Her Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled "An Act respecting the Canada-Nova Scotia Agreement on Offshore Oil and Gas Resources Management and Revenue Sharing and to make other related and consequential amendments".

RECOMMANDATION

Son Excellence le gouverneur général recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée «Loi concernant l'Accord entre le Canada et la Nouvelle-Écosse sur la gestion des ressources pétrolières et gazières situées au large des côtes et sur le partage des recettes et apportant des modifications corrélatives ou connexes».

"Nova Scotia Oil Act" «Loi néo-écossaise sur le pétrole»	"Nova Scotia Oil Act" means the <i>Offshore Oil and Gas Act</i> (Nova Scotia);	<i>Scotia Oil and Gas Agreement (Nova Scotia) Act.</i>	
"Nova Scotia Oil Production Act" «Loi néo-écossaise sur la production...»	"Nova Scotia Oil Production Act" means the <i>Oil and Gas Production and Conservation (Nova Scotia) Act</i> (Nova Scotia);	«Loi néo-écossaise sur la production du pétrole» Loi de la Nouvelle-Écosse intitulée <i>Oil and Gas Production and Conservation (Nova Scotia) Act.</i>	5
"Oil Act" «Loi sur le pétrole»	"Oil Act" means the <i>Canada Oil and Gas Act</i> ;	«Loi néo-écossaise sur le pétrole» Loi de la Nouvelle-Écosse intitulée <i>Offshore Oil and Gas Act.</i>	
"Oil Production Act" «Loi sur la production du pétrole»	"Oil Production Act" means the <i>Oil and Gas Production and Conservation Act.</i>	«Loi sur la production du pétrole» <i>Loi sur la production et la conservation du pétrole et du gaz.</i>	10
		«Loi sur le pétrole» <i>Loi sur le pétrole et le gaz du Canada.</i>	
Definitions in Oil Act	(2) In this Act, the terms "Canada lands", "commercial discovery", "Crown share", "gas", "interest", "oil" and "significant discovery" have the same meaning as in the Oil Act.	(2) Pour l'application de la présente loi, les termes «découverte commerciale», «découverte importante», «droits» ou «intérêts», «gaz», «part de la Couronne», «pétrole» et «terres du Canada» s'entendent au sens de la Loi sur le pétrole.	15
Definitions in Oil Production Act	(3) In this Act, the terms "Chief Conservation Officer", "Committee" and "field" have the same meaning as in the Oil Production Act.	(3) Pour l'application de la présente loi, les termes «champ», «Comité» et «Directeur de la conservation» s'entendent au sens de la Loi sur la production du pétrole.	15
Construction	(4) The provisions of this Act shall not be construed as providing a basis for any claim by or on behalf of a province in respect of any entitlement to or legislative jurisdiction over any offshore area or any living or non-living resources in any offshore area.	(4) La présente loi n'a pas pour effet de permettre à une province, ou à quiconque en son nom, de prétendre à des droits ou à une compétence législative sur les zones extracôtières ou sur leurs ressources biologiques ou non.	25
Inconsistency	3. In the event of any inconsistency between the provisions of this Act and the provisions of any other Act of Parliament, the provisions of this Act prevail.	3. Les dispositions contraires de la présente loi l'emportent sur les dispositions incompatibles de toute autre loi fédérale.	30

AGREEMENT

ACCORD

Amendment of Agreement	4. The Government of Canada, as represented by the Prime Minister of Canada or by such other member of the Queen's Privy Council for Canada as may be designated by the Governor in Council, may, jointly with the Government of Nova Scotia, amend the Agreement from time to time.	4. Le gouvernement fédéral, représenté par le premier ministre ou tel des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada désigné par le gouverneur en conseil, peut modifier l'Accord de concert avec celui de la Nouvelle-Écosse.	35
------------------------	--	---	----

Terminologie :
Loi sur le pétrole

Terminologie :
Loi sur la production du pétrole

Interprétation

Incompatibilité

Modification de l'Accord

PART I

PARTIE I

OFFSHORE OIL AND GAS RESOURCE
MANAGEMENTGESTION DES RESSOURCES
PÉTROLIÈRES ET GAZIÈRES AU
LARGE DES CÔTES

Interpretation

Définitions

Definitions	5. In this Part,	5. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.	Définitions
"Board" «Office»	"Board" means the Canada-Nova Scotia Offshore Oil and Gas Board established by subsection 7(1);	«membres néo-écossais» Les membres de l'Office nommés par le ministre néo-écossais.	«membres néo-écossais» "Nova Scotia member"
"Minister" «ministre fédéral»	"Minister" means the Minister of Energy, Mines and Resources, but if the Governor in Council, by order under subsection 35(2), designates a Minister for the purposes of a provision of this Part, then, for the purposes of that provision, "Minister" means the Minister so designated;	«ministre fédéral» Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, ou le ministre que désigne, par décret pris au titre du paragraphe 35(2), le gouverneur en conseil pour l'application de telle des dispositions de la présente partie.	«ministre fédéral» "Minister"
"Nova Scotia member" «membres...»	"Nova Scotia member" means a member of the Board appointed by the Nova Scotia Minister;	«ministre néo-écossais» Le ministre des Mines et de l'Énergie de la Nouvelle-Écosse ou son délégué, ou le ministre que désigne le lieutenant-gouverneur en conseil, au titre de la Loi néo-écossaise sur l'Accord, pour l'application de telle des dispositions de la présente partie, ou son délégué.	«ministre néo-écossais» "Nova Scotia Minister"
"Nova Scotia Minister" «ministre néo-écossais»	"Nova Scotia Minister" means the Minister of Mines and Energy for Nova Scotia and includes any delegate of that Minister, but if the Lieutenant Governor in Council of Nova Scotia, pursuant to the Nova Scotia Agreement Act, designates another Minister for the purposes of a provision of this Part, then, for the purposes of that provision, "Nova Scotia Minister" means the Minister so designated and includes any delegate of that Minister;	«Office» L'Office canadien et néo-écossais du pétrole et du gaz extracôtiers.	«Office» "Board"
"offshore area" «zone...»	"offshore area" means the Canada lands within the limits described in Schedule I.	«zone extracôtière» Les terres du Canada délimitées à l'annexe I.	«zone extracôtière» "offshore area"

Application

Champ d'application

Exclusion order	6. (1) The Governor in Council may, by order, declare that this Part does not apply in respect of any part of the offshore area specified in the order.	6. (1) Le gouverneur en conseil peut, par décret, soustraire toute partie de la zone extracôtière à l'application de la présente partie.	Décret d'exclusion
Approval of Nova Scotia Minister	(2) Before an order is made pursuant to subsection (1), the Minister shall consult the Nova Scotia Minister with respect to the proposed order and no order shall be so made without the approval of the Nova Scotia Minister.	(2) Le décret ne peut être pris avant que, le ministre fédéral l'ayant consulté, le ministre néo-écossais ne l'ait approuvé.	Accord du ministre néo-écossais

*Establishment of Board*Board
established

7. (1) There is hereby established a board, to be known as the Canada-Nova Scotia Offshore Oil and Gas Board, consisting of five members.

Appointment of
members

(2) Three members of the Board are to be appointed by the Minister and two members are to be appointed by the Nova Scotia Minister.

Appointment of
alternate
members

(3) An alternate member for each member appointed under subsection (2) may be appointed by the Minister or the Nova Scotia Minister, as the case may be, and an alternate member so appointed

(a) may attend all meetings of the Board, but, subject to paragraph (b), is not entitled to vote thereat; and

(b) has and may perform all of the functions of the member for whom he is an alternate during any period in which that member is, by reason of absence or incapacity, unable to act.

Appointment of
temporary
substitute
members

(4) If any member appointed under subsection (2) is, by reason of absence or incapacity, unable to act and any alternate member appointed for him is similarly unable to act, a temporary substitute member for the member appointed under subsection (2) may be appointed by the Minister or the Nova Scotia Minister, as the case may be, and a temporary substitute member so appointed has and may perform all of the functions of the member for whom he is a temporary substitute during the period in which that member is so unable to act.

Selection of
members
appointed by
Minister

(5) A member appointed under this section by the Minister is to be selected from among persons employed in the public service of Canada and holds office during pleasure.

*Functions of Board*Functions of
Board

8. (1) The Board shall

(a) perform such functions as are conferred or imposed on it, or delegated to it, by or pursuant to the Agreement or this Part;

Constitution de l'Office

7. (1) Est constitué l'Office canadien et néo-écossais du pétrole et du gaz extracôtiers, composé de cinq membres.

Constitution

(2) Trois des membres de l'Office sont nommés par le ministre fédéral et deux membres sont nommés par le ministre néo-écossais.

Nomination des
membres

(3) Le ministre fédéral ou le ministre néo-écossais, selon le cas, peut nommer un suppléant pour chaque membre titulaire; le suppléant :

Nomination de
suppléants

a) assiste à toutes les réunions de l'Office, mais, sous réserve de l'alinéa b), il n'a pas voix délibérative;

b) assure l'intérim avec plein exercice des attributions du titulaire absent ou empêché.

(4) En cas d'absence ou d'empêchement du titulaire et de son suppléant, le ministre fédéral ou le ministre néo-écossais, selon le cas, peut nommer un suppléant temporaire, qui assume l'intérim avec plein exercice des attributions du titulaire.

Nomination de
suppléants
temporaires

(5) Les membres sont nommés à titre amovible par le ministre fédéral au titre du présent article et choisis au sein de l'administration publique fédérale.

Mandat des
membres
fédéraux*Fonctions de l'Office*

8. (1) L'Office a pour mission :

Mission

a) d'exercer les attributions qui lui sont conférées ou déléguées en vertu de l'Accord ou de la présente partie;

b) de diriger les activités du secteur fédéral chargé du domaine des ressources

	<p>(b) direct the operations of that branch of the Government of Canada that is responsible for oil and gas resource activities in the offshore area;</p> <p>(c) keep under review the objectives set out in Schedule II to the Agreement and make such recommendations to the Minister and Nova Scotia Minister with respect thereto as it considers appropriate; and</p> <p>(d) advise the Minister and Nova Scotia Minister on legislation relating to oil and gas resource activities in the offshore area, as defined in this Part and in the Nova Scotia Agreement Act.</p>	<p>pétrolières et gazières de la zone extracôtière;</p> <p>c) d'étudier en permanence les objectifs exposés à l'annexe II de l'Accord et de faire au ministre fédéral et au ministre néo-écossais les recommandations qu'il estime indiquées à leur sujet;</p> <p>d) de conseiller le ministre fédéral et le ministre néo-écossais sur la législation relative au domaine des ressources pétrolières et gazières de la zone extracôtière, au sens de la présente partie et de la Loi néo-écossaise sur l'Accord.</p>	
Delegated provincial functions	<p>(2) When authorized by or pursuant to the Nova Scotia Agreement Act, the Board shall, on behalf of the Nova Scotia Minister, perform any functions in relation to the offshore area, as defined in that Act, that the Board is authorized to perform in relation to the offshore area, as defined in this Part.</p>	<p>(2) Lorsqu'il y est autorisé par la Loi néo-écossaise sur l'Accord ou sous son régime, l'Office exerce, pour le compte du ministre néo-écossais, à l'égard de la zone extracôtière, au sens de la même loi, les attributions qu'il peut exercer relativement à la zone extracôtière au sens de la présente partie.</p>	Délégation des attributions provinciales
Authorization of systems	<p>(3) Notwithstanding the Oil Act and the Oil Production Act, the Board shall, in lieu of the Minister, authorize systems for producing oil and gas in the offshore area.</p>	<p>(3) Par dérogation aux lois sur le pétrole et sur la production du pétrole, l'Office peut, au lieu du ministre fédéral, autoriser des systèmes de production de pétrole et de gaz dans la zone extracôtière.</p>	Autorisation des systèmes
Advisory function	<p>(4) The Board may, on its own motion, and shall, on request, advise the Minister and Nova Scotia Minister on any matter relating to oil and gas resource activities in the offshore area, as defined in this Part and in the Nova Scotia Agreement Act, including the pace of such activities and pricing, revenues and marketing.</p>	<p>(4) L'Office peut, de sa propre initiative, et doit, sur demande, conseiller le ministre fédéral et le ministre néo-écossais sur tout aspect du domaine des ressources pétrolières et gazières de la zone extracôtière, au sens de la présente partie et de la Loi néo-écossaise sur l'Accord, y compris la cadence des activités correspondantes ainsi que la fixation des prix, les recettes et la commercialisation.</p>	Fonctions consultatives
Use of government agencies	<p>(5) In performing its functions, the Board shall, so far as practicable, use departments and agencies of the Government of Canada and of the Government of Nova Scotia to obtain information and advice.</p>	<p>(5) Dans l'exercice de ses attributions, l'Office peut recourir aux ministères et aux organismes fédéraux ou néo-écossais pour obtenir des renseignements et des avis.</p>	Emploi d'organismes gouvernementaux
Directions	<p>9. The Board shall comply with such directions as the Minister and Nova Scotia Minister may jointly give to it in writing.</p>	<p>9. L'Office se conforme aux directives que lui remettent conjointement les ministres fédéral et néo-écossais.</p>	Directives
	<p><i>Administration</i></p>	<p><i>Administration</i></p>	
Chairman	<p>10. (1) The Minister shall designate one member of the Board appointed by him to be Chairman of the Board.</p>	<p>10. (1) Le ministre fédéral nomme le président parmi les membres fédéraux de l'Office.</p>	Président

Functions	(2) The Chairman of the Board has supervision over and direction of the work of the Board and the staff provided to the Board and shall call and preside at meetings of the Board.	(2) Le président assure la direction de l'Office, dont il convoque et préside les réunions, et contrôle la gestion de son personnel.	Fonctions
Principal office	11. (1) The principal office of the Board shall be at Halifax, Nova Scotia.	11. (1) Le siège de l'Office est à Halifax (Nouvelle-Écosse).	Siège
Meetings	(2) Meetings of the Board shall be held as often as practicable at the principal office of the Board, but may be held at such other places in Canada as the Board may determine.	(2) Les réunions se tiennent dans la mesure du possible au siège, mais elles peuvent avoir lieu en d'autres lieux du Canada, au choix de l'Office.	Réunions
Idem	(3) The Chairman shall call a meeting of the Board on the request of two or more members of the Board.	(3) Le président convoque une réunion sur demande d'au moins deux membres.	Idem
Participation by telephone	(4) Subject to the by-laws of the Board, a member of the Board may, if all the members consent, participate in a meeting of the Board by means of such telephone or other communications facilities as will permit all members participating in the meeting to hear each other, and a member participating in such a meeting by such means is deemed for the purposes of this Part to be present at that meeting.	(4) Sous réserve des règlements administratifs, un membre peut, avec le consentement unanime de ses collègues, participer à une réunion par tout moyen technique, notamment le téléphone, permettant à tous les participants de communiquer oralement entre eux; il est alors réputé, pour l'application de la présente partie, avoir assisté à la réunion.	Téléconférences
Quorum	(5) Three members of the Board, one being the Chairman of the Board and at least one being a Nova Scotia member, constitute a quorum of the Board.	(5) Trois membres dont le président et au moins un membre néo-écossais constituent le quorum.	Quorum
By-laws	12. (1) The Board may make by-laws respecting (a) the calling and conduct of meetings of the Board; (b) the manner of dealing with matters and business before the Board; and (c) the performance of the functions of the Board and the members and officers thereof.	12. (1) L'Office peut, par règlement administratif, prévoir : (a) la convocation et le déroulement de ses réunions; (b) la procédure relative à l'expédition des affaires dont il doit traiter; (c) l'exercice de ses attributions et de celles de ses membres et dirigeants.	Règlements administratifs
Effect	(2) A by-law of the Board is not effective until both the Minister and the Nova Scotia Minister have approved the by-law in writing.	(2) La validité des règlements administratifs de l'Office est subordonnée à leur approbation écrite par le ministre fédéral et le ministre néo-écossais.	Validité
Staff	13. The Minister shall provide the Board with such professional, technical, secretarial, clerical and other staff from among the persons employed in, or seconded to, the Department of Energy, Mines and Resources as is	13. Le ministre fédéral fournit à l'Office le personnel nécessaire à l'exécution de ses travaux en faisant appel aux effectifs du ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources.	Personnel

necessary for the proper performance of the functions of the Board.

Disclosure of information

14. (1) Notwithstanding section 50 of the Oil Act, information or documentation relating to oil and gas resource activities in the offshore area that is furnished under that Act or the Oil Production Act shall, on request, be disclosed to the Nova Scotia Minister, the Nova Scotia members or to any other person specified pursuant to subsection (6), without requiring the consent of the party who furnished the information or documentation.

14. (1) Par dérogation à l'article 50 de la Loi sur le pétrole, les renseignements et les documents relatifs au domaine des ressources pétrolières et gazières de la zone extracôtière et fournis en vertu de la même loi ou de la Loi sur la production du pétrole doivent, sur demande, être communiqués au ministre ou aux membres néo-écossais ou à toute personne désignée conformément au paragraphe (6), sans qu'il soit nécessaire d'obtenir le consentement des personnes qui les ont fournis.

Communication des renseignements

Description of information

(2) For the purposes of facilitating requests for disclosure under subsection (1), the Nova Scotia members shall, at each meeting of the Board, be given a general description, in writing, of the information or documentation referred to in that subsection that has been furnished under the Oil Act or the Oil Production Act since the last such description.

(2) En vue de faciliter le traitement des demandes de communication, il est remis aux membres néo-écossais, à chaque réunion de l'Office, un sommaire des renseignements ou documents fournis, en vertu des lois mentionnées au paragraphe (1), depuis la remise du dernier sommaire.

Sommaire

First description

(3) The first general description to be given pursuant to subsection (2) shall cover the information or documentation that has been furnished under the Oil Act or the Oil Production Act since the coming into force of this section.

(3) Le premier sommaire porte sur les renseignements ou documents fournis depuis l'entrée en vigueur du présent article.

Premier sommaire

Applicable provision

(4) Section 50 of the Oil Act applies, with such modifications as the circumstances require, to a person to whom information or documentation is disclosed pursuant to subsection (1) as if the references in that section to the administration or enforcement of the Oil Act or the Oil Production Act included references to the administration or enforcement of this Act, the Nova Scotia Agreement Act, the Nova Scotia Oil Act or the Nova Scotia Oil Production Act.

(4) L'article 50 de la Loi sur le pétrole s'applique, compte tenu des adaptations de circonstance, aux personnes à qui sont communiqués des renseignements ou des documents au titre du paragraphe (1) comme si les mentions, dans cet article, de l'application de la même loi ou de la Loi sur la production du pétrole visaient en outre l'application de la présente loi ou des lois néo-écossaises sur l'Accord, le pétrole ou sur la production du pétrole.

Disposition applicable

Restriction on release

(5) Notwithstanding subsection (4), no person, other than the Nova Scotia Minister, to whom information or documentation is disclosed pursuant to subsection (1) shall disclose the information or documentation pursuant to subsection 50(3) of the Oil Act unless he is authorized by the Board to do so.

(5) Par dérogation au paragraphe (4), il est interdit aux personnes ayant eu communication de renseignements ou de documents au titre du paragraphe (1) de les révéler au titre du paragraphe 50(3) de la Loi sur le pétrole, sans l'autorisation de l'Office. Cette interdiction ne s'applique pas au ministre néo-écossais.

Réserve

Specified persons	(6) The Minister and the Nova Scotia Minister may, for the purposes of subsection (1), jointly specify in writing, by name or by title or description of office, any person who is engaged in the administration or enforcement of this Act, the Oil Act, the Oil Production Act, the Nova Scotia Agreement Act, the Nova Scotia Oil Act or the Nova Scotia Oil Production Act.	(6) Le ministre fédéral et le ministre néo-écossais peuvent, pour l'application du paragraphe (1), désigner de concert, par écrit, nommément ou se servant de son titre officiel, toute personne affectée à l'application de la présente loi, des lois sur le pétrole ou sur la production du pétrole ou des lois néo-écossaises sur l'Accord, sur le pétrole ou sur la production du pétrole.	Personnes désignées
Expenses of Board	15. Subject to any other Act of Parliament that appropriates moneys for the administrative expenses of the Board, the sums required for those expenses shall be paid out of the Consolidated Revenue Fund from time to time as required.	15. Sous réserve de toute autre loi fédérale portant affectation de crédits à l'Office, les sommes nécessaires à ses dépenses administratives sont prélevées sur le Fonds du revenu consolidé en tant que de besoin.	Frais de l'Office
Definitions	<i>Decisions of the Board and the Minister</i> 16. (1) In this section, "rules" means the rules made pursuant to subsection (6); "specified decision" means a decision of the Board respecting (a) the calling for the submission of proposals for an exploration agreement pursuant to the Oil Act, (b) the entering into and terms of an exploration agreement under the Oil Act, (c) the approval of and terms of a plan submitted pursuant to subsection 10(3) of the Oil Act, (d) the granting of and terms of a production licence or provisional lease under the Oil Act, (e) the authorization of a system for producing oil or gas pursuant to the Oil Production Act, and (f) the approval of and terms of a plan submitted pursuant to subsection 3.2(2) of the Oil Production Act in respect of an authorization referred to in paragraph (e), and includes a decision of the Board varying a decision of the Board respecting a matter referred to in any of paragraphs (a) to (f).	<i>Décisions de l'Office et du ministre</i> 16. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article. «décision particulière» Décision, originale ou modificative, portant sur : a) les avis d'appel d'offres relatifs aux accords d'exploration publiés conformément à la Loi sur le pétrole; b) la conclusion et les modalités d'un accord d'exploration prévus dans la Loi sur le pétrole; c) l'approbation et les modalités des programmes soumis conformément au paragraphe 10(3) de la Loi sur le pétrole; d) l'octroi et les modalités des licences de production ou des concessions provisoires prévues dans la Loi sur le pétrole; e) l'autorisation d'un système de production de pétrole et de gaz conformément à la Loi sur la production du pétrole; f) l'approbation et les modalités d'un programme soumis conformément au paragraphe 3.2(2) de la Loi sur la production du pétrole relativement à l'autorisation visée à l'alinéa e).	Définitions «décision particulière» «specified decision»
Power to make decisions	(2) The Minister may, in accordance with the rules,	(2) Le ministre fédéral peut, conformément aux règles :	Pouvoir décisionnel

	<p>(a) accept a decision of the Board;</p> <p>(b) substitute his decision for a decision of the Board; and</p> <p>(c) make a decision in lieu of the Board where the Board has failed to make the decision after a written request of the Minister to do so.</p>	<p>a) confirmer les décisions de l'Office;</p> <p>b) substituer ses propres décisions à celles de l'Office;</p> <p>c) rendre une décision à la place de l'Office quand ce dernier n'en a pas rendu sur demande écrite du ministre.</p>	
Power to delay implementation of decisions	<p>(3) Where the Minister,</p> <p>(a) pursuant to paragraph (2)(a) or (b), accepts a specified decision of the Board or substitutes his decision for a specified decision of the Board, or</p> <p>(b) pursuant to paragraph (2)(c), makes a decision in lieu of the Board where the Board has failed to make a specified decision after a written request to do so,</p> <p>a Nova Scotia member may, in accordance with the rules, delay implementation of the decision of the Minister.</p>	<p>(3) Tout membre néo-écossais peut, conformément aux règles, reporter la mise à exécution d'une décision du ministre fédéral qui :</p> <p>a) conformément aux alinéas (2)a) ou b), confirme une décision particulière de l'Office ou y substitue la sienne;</p> <p>b) conformément à l'alinéa (2)c), prend une décision lorsque l'Office n'a pas pris une décision particulière bien que saisi d'une demande écrite à cet effet.</p>	<p>Veto suspensif des membres</p>
Idem	<p>(4) The Nova Scotia Minister may, in accordance with the rules, delay implementation of any decision of the Minister referred to in the rules.</p>	<p>(4) Le ministre néo-écossais peut, conformément aux règles, reporter la mise à exécution de toute décision du ministre fédéral précisée dans les règles.</p>	<p>Veto suspensif du ministre</p>
No implementation	<p>(5) Subject to the rules, a decision of the Board or the Minister shall not be implemented during any period in which further action may be, or is required to be, taken under the rules in respect of the decision.</p>	<p>(5) Sous réserve des règles, les décisions de l'Office ou du ministre fédéral ne sont pas mises en oeuvre avant l'expiration du délai pendant lequel des mesures peuvent être prises à leur égard en application des règles.</p>	<p>Mise en oeuvre différente</p>
Rules	<p>(6) The Minister and Nova Scotia Minister shall jointly make such rules as they deem necessary to give effect to the provisions of this section.</p>	<p>(6) Le ministre fédéral et le ministre néo-écossais prennent de concert les règles d'application du présent article.</p>	<p>Règles</p>
Idem	<p>(7) Without restricting the generality of subsection (6), the rules may</p> <p>(a) provide for the recording in writing of decisions or votes on decisions;</p> <p>(b) provide for the reference of decisions or the giving of notice of decisions;</p> <p>(c) prescribe limitation periods for the taking of any action and prohibit the taking of any action during such periods; and</p> <p>(d) prescribe different periods during which implementation of decisions of different types may be delayed.</p>	<p>(7) Les règles peuvent notamment prévoir :</p> <p>a) la constatation par écrit des décisions ou des votes exprimés à leur sujet;</p> <p>b) le renvoi des décisions ou la remise d'avis de décision;</p> <p>c) la fixation de délais pour la prise de mesures et l'interdiction de prendre des mesures pendant ces délais;</p> <p>d) la fixation de délais de report des diverses décisions.</p>	<p>Objet</p>
Binding effect of rules	<p>(8) The rules are binding on the Board, the Minister and the Nova Scotia Minister.</p>	<p>(8) Les règles lient l'Office et les ministres fédéral et néo-écossais.</p>	<p>Effet</p>

*Crown Shares**Parts de la Couronne*

Definitions	17. (1) In this section,	17. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.	Définitions
"Crown share" «part...»	"Crown share" means a Crown share in respect of the offshore area;	«part de la Couronne» Part de la Couronne afférente à la zone extracôtière.	«part de la Couronne» "Crown share"
"provincial corporate agent" «société...»	"provincial corporate agent" means a corporation that is an agent of Her Majesty in right of Nova Scotia.	5 «société mandataire provinciale» Société mandataire de Sa Majesté du chef de la Nouvelle-Écosse.	5 «société mandataire provinciale» "provincial corporate agent"
Right to acquire	(2) Subject to this section, Her Majesty in right of Nova Scotia may acquire (a) up to a fifty per cent portion of any Crown share in a gas field; and (b) up to a twenty-five per cent portion of any Crown share in an oil field.	(2) Sous réserve du présent article, Sa Majesté du chef de la Nouvelle-Écosse peut acquérir : 10 a) jusqu'à cinquante pour cent de toute part de la Couronne dans un champ de gaz; b) jusqu'à vingt-cinq pour cent de toute part de la Couronne dans un champ 15 pétrolifère.	Droit d'acquisition 10
Acquisition by provincial corporate agent	(3) The Nova Scotia Minister may authorize any provincial corporate agent to acquire, on behalf of Her Majesty in right of Nova Scotia, a portion of a Crown share pursuant to subsection (2), and only a provincial corporate agent so authorized may acquire a portion pursuant to that subsection.	(3) Le ministre néo-écossais peut autoriser toute société mandataire provinciale à acquérir, pour le compte de Sa Majesté du chef de la Nouvelle-Écosse, une fraction d'une part 20 de la Couronne au titre du paragraphe (2), et seule cette société peut faire l'acquisition en cause.	Acquisition par une société mandataire provinciale 20
Restriction	(4) No portion of a Crown share in a field 20 may be acquired pursuant to subsection (2) earlier than the day on which an order is made in respect of the field under section 44 or 46 of the Oil Act, whichever first occurs, or later than the day immediately preceding 25 the day on which the share is transferred or disposed of pursuant to paragraph 31(1)(a) or subsection 32(1) of the Oil Act.	(4) Les acquisitions visées au paragraphe (2) ne peuvent s'effectuer ni avant la 25 date du premier arrêté pris, à l'égard du champ en cause, en vertu des articles 44 ou 46 de la Loi sur le pétrole, ni à compter de la date du transfert ou d'aliénation, conformément à l'alinéa 31(1)a) ou au paragraphe 30 32(1) de la même loi, de la part de la Couronne en cause.	Réserve 25
Significant or commercial discoveries	(5) On the request in writing of the Nova Scotia Minister, the Board shall as soon as practicable determine if a significant or commercial discovery has been made on any part of the offshore area specified in the request and, where the Board is satisfied that such a discovery has been made, the Minister shall 35 make a declaration to that effect under section 44 or 46 of the Oil Act, as the case may be.	(5) À la demande écrite du ministre néo-écossais, l'Office détermine, dans les meilleurs délais, s'il a été fait une découverte 35 importante ou une découverte commerciale dans un secteur de la zone extracôtière indiqué dans la demande. Lorsque l'Office est convaincu que tel est le cas, le ministre fédéral fait une déclaration en ce sens conformément aux articles 44 ou 46 de la Loi sur le pétrole.	Découvertes importantes et découvertes commerciales 35
Notice of intention to acquire	(6) Where it is intended to acquire a portion of a Crown share pursuant to subsection (2), the Nova Scotia Minister shall notify the	(6) En cas de projet d'acquisition d'une fraction au titre du paragraphe (2), le ministre néo-écossais, indique, par avis écrit, au 45	Avis : acquisition 45

Minister in writing of the portion to be acquired, the day on which the portion is to be acquired and the provincial corporate agent by which the portion is to be acquired.

Notice of
intention to
transfer or
dispose

(7) At least sixty days before a Crown share is transferred or disposed of pursuant to paragraph 31(1)(a) or subsection 32(1) of the Oil Act, the Minister shall notify the Nova Scotia Minister in writing of the proposed transfer or disposal, including the day on which the transfer or disposal is to take place.

Notice of
intention to
acquire

(8) Notwithstanding subsection (6), where the Nova Scotia Minister has been notified pursuant to subsection (7) of the proposed transfer or disposal of a Crown share and it is intended to acquire a portion of that share pursuant to subsection (2), the Nova Scotia Minister shall notify the Minister in accordance with subsection (6) at least fifteen days before the day specified in the notice of the Minister as the day on which the transfer or disposal is to take place, and if the Nova Scotia Minister fails to do so, no portion of that share may, within one year after the day so specified, be acquired pursuant to subsection (2) without the approval of the Minister.

Terms and
conditions of
acquisition

(9) An acquisition pursuant to subsection (2) shall be made on such terms and conditions as are determined by the Minister and Nova Scotia Minister in accordance with the Agreement and takes effect on the day specified in the notice of the Nova Scotia Minister under subsection (6).

Restriction

(10) A portion of a Crown share acquired pursuant to subsection (2) shall not be transferred to or held by the Nova Scotia Minister.

Applicable
provisions

(11) Sections 33, 34, 36, 37 and 38 of the Oil Act apply, with such modifications as the circumstances require, to a provincial corporate agent that has acquired a portion of a Crown share pursuant to subsection (2) as if
(a) the references therein to a designated Crown corporation were references to the provincial corporate agent;
(b) the references therein to a Crown share transferred under section 31 of that Act were references to the portion; and

ministre fédéral, la fraction visée, la date d'acquisition prévue et la société mandataire provinciale qui se porte acquéreur.

Préavis :
transfert ou
aliénation

(7) Le ministre fédéral donne au ministre néo-écossais un préavis écrit d'au moins soixante jours de tout projet de transfert d'une part de la Couronne au titre de l'alinéa 31(1)a) de la Loi sur le pétrole ou d'aliénation au titre du paragraphe 32(1) de la même loi et de la date de transfert ou d'aliénation prévue.

Avis : projet
d'acquisition

(8) Par dérogation au paragraphe (6), lorsque le ministre néo-écossais a été avisé en application du paragraphe (7) et que l'acquisition d'une fraction au titre du paragraphe (2) est projetée, il donne au ministre fédéral l'avis visé au paragraphe (6) au moins quinze jours avant la date de transfert ou d'aliénation prévue dans le préavis. À défaut, le consentement du ministre fédéral est obligatoire pour l'acquisition de cette fraction au titre du paragraphe (2) dans l'année qui suit cette date.

Modalités de
l'acquisition

(9) L'acquisition se fait suivant les modalités que fixent les ministres fédéral et néo-écossais conformément à l'Accord; elles prennent effet à la date mentionnée dans l'avis que donne le ministre néo-écossais conformément au paragraphe (6).

Réserve

(10) La fraction acquise au titre du paragraphe (2) ne peut être transférée au ministre néo-écossais, ni être détenue par lui.

Dispositions
applicables

(11) Les articles 33, 34, 36, 37 et 38 de la Loi sur le pétrole s'appliquent, compte tenu des adaptations de circonstance, à la société mandataire provinciale qui a acquis une fraction au titre du paragraphe (2) comme si les mentions qui y sont faites :

- a) d'une société de la Couronne désignée visaient la société mandataire provinciale; 40
- b) d'une part de la Couronne transférée au titre de l'article 31 de la même loi visaient la fraction en cause;

(c) the reference therein to Her Majesty in right of Canada were a reference to Her Majesty in right of Nova Scotia.

c) de Sa Majesté du chef du Canada visaient Sa Majesté du chef de la Nouvelle-Écosse.

Idem

(12) Where a portion of a Crown share acquired pursuant to subsection (2) is transferred by a provincial corporate agent to another provincial corporate agent, sections 33, 34, 36, 37 and 38 of the Oil Act apply, with such modifications as the circumstances require, to that other provincial corporate agent as if

(a) the references therein to a designated Crown corporation were references to the other provincial corporate agent;

(b) the references therein to a Crown share transferred under section 31 of that Act were references to the portion; and

(c) the reference therein to Her Majesty in right of Canada were a reference to Her Majesty in right of Nova Scotia.

(12) Lorsqu'une fraction acquise au titre du paragraphe (2) est transférée par une société mandataire provinciale à une autre, les articles 33, 34, 36, 37 et 38 de la Loi sur le pétrole s'appliquent, compte tenu des adaptations de circonstance, à l'autre société comme si les mentions qui y sont faites :

a) d'une société de la Couronne désignée visaient l'autre société;

b) d'une part de la Couronne transférée au titre de l'article 31 de cette loi visaient la fraction en cause;

c) de Sa Majesté du chef du Canada visaient Sa Majesté du chef de la Nouvelle-Écosse.

Idem

Immunity from reduction

(13) A portion of a Crown share acquired pursuant to subsection (2) is immune from reduction under section 23 of the Oil Act for as long as it is held by a provincial corporate agent.

(13) Les fractions acquises au titre du paragraphe (2) sont exemptes de la réduction visée à l'article 23 de la Loi sur le pétrole tant qu'une société mandataire provinciale les détient.

Exemption de réduction

Opportunity to acquire

(14) Where, within ten years after the acquisition of a portion of a Crown share pursuant to subsection (2), the portion or any part thereof is held on behalf of Her Majesty in right of Nova Scotia and it is intended to dispose of the portion or part otherwise than to an agent or servant of Her Majesty in right of Nova Scotia, the Minister shall be given a reasonable opportunity prior to such disposal to acquire the portion or part on behalf of Her Majesty in right of Canada at a price determined in accordance with the Agreement.

(14) Le ministre fédéral dispose d'un droit de préemption pour le compte de Sa Majesté du chef du Canada, sur tout ou partie de la fraction acquise au titre du paragraphe (2) et détenue pour le compte de Sa Majesté du chef du Canada, lorsqu'il est prévu de l'aliéner, dans les dix ans suivant l'acquisition, si l'aliénataire n'est ni un mandataire ou un agent de Sa Majesté du chef de la Nouvelle-Écosse. Le prix en est fixé conformément à l'Accord.

Droit de préemption

Break in Crown ownership

(15) Subsections (10) to (14) do not apply in respect of any portion of a Crown share acquired pursuant to subsection (2) that has been transferred otherwise than to a provincial corporate agent, whether or not the portion has subsequently been acquired or reacquired by a provincial corporate agent.

(15) Les paragraphes (10) à (14) ne s'appliquent pas aux fractions acquises au titre du paragraphe (2) qui ont été cédées à d'autres personnes qu'à une société mandataire provinciale. L'exclusion vaut même si une telle société se porte par la suite acquéreur de la fraction.

Rupture de la chaîne des titres

Acquisition under Oil Act

(16) Nothing in this section shall be construed as preventing or otherwise restricting Her Majesty in right of Nova Scotia from

(16) Le présent article n'a pas pour effet d'empêcher ou de limiter pour Sa Majesté du chef de la Nouvelle-Écosse la possibilité d'ac-

Acquisition : Loi sur le pétrole

acquiring a Crown share pursuant to the Oil Act.

Provincial
Crown share

18. Section 17, other than paragraphs (11)(c) and (12)(c) and subsection (16), applies, with such modifications as the circumstances require, in respect of a Crown share held and administered by the Minister pursuant to subsection 25(3) as if

(a) the references therein to a Crown share were references to the Crown share 10 so held and administered;

(b) the references therein to provisions of the Oil Act were references to the corresponding provisions of the Nova Scotia Oil Act; and

(c) the references therein to the offshore area were references to the offshore area as defined in the Nova Scotia Agreement Act.

quérir une part de la Couronne au titre de la Loi sur le pétrole.

18. L'article 17, hormis ses alinéas (11)c) et (12)c) et son paragraphe (16), s'applique, 5 compte tenu des adaptations de circonstance, 5 aux parts de la Couronne détenues et gérées par le ministre fédéral au titre du paragraphe 25(3) comme si les mentions qui y sont faites :

a) d'une part de la Couronne visaient des 10 parts de la Couronne ainsi détenues et gérées;

b) des dispositions de la Loi sur le pétrole visaient les dispositions correspondantes de la Loi néo-écossaise sur le pétrole; 15

c) de la zone extracôtière visaient la zone extracôtière au sens de la Loi néo-écossaise sur l'Accord.

Part de la
Couronne
provinciale

Calls for Proposals

Request for call

19. (1) The Nova Scotia Minister may 20 request the Board in writing to prepare a call for the submission of proposals for an exploration agreement pursuant to the Oil Act.

Consideration
by Board

(2) On receipt of a request under subsection (1), the Board shall forthwith consider the request, having due regard to the objectives set out in Schedule II to the Agreement, and make such decision with respect thereto as it considers appropriate. 30

Benefit Plans

Terms of plan

20. (1) A plan submitted pursuant to subsection 10(3) of the Oil Act or subsection 3.2(2) of the Oil Production Act in respect of the offshore area shall, in addition to the requirements of that subsection, make particular provision 35

(a) for the employment of individuals resident in Nova Scotia at all levels in the work program or the work or activity to which the plan relates; and 40

(b) for giving manufacturers, consultants, contractors and service companies based in Nova Scotia a full and fair opportunity to participate on a competitive basis in the

Appels d'offres

Demande

19. (1) Le ministre néo-écossais peut, par écrit, demander à l'Office de préparer tout 20 avis d'appel d'offre publié conformément à la Loi sur le pétrole, relatif à un accord d'exploration.

Examen

(2) Sur réception de la demande, l'Office l'examine, en tenant compte des objectifs 25 exposés à l'annexe II de l'Accord, et prend la décision qu'il estime indiquée.

Retombées économiques locales

Main-d'œuvre
et entreprise

20. (1) Les plans visés aux paragraphes 10(3) de la Loi sur le pétrole ou 3.2(2) de la Loi sur la production du pétrole à l'égard de 30 la zone extracôtière doivent comporter, outre les mesures d'application de ces paragraphes, les objectifs suivants :

a) recours à la main-d'œuvre néo-écossaise à tous les niveaux de l'exécution des 35 programmes de travaux, des travaux et des activités;

b) juste possibilité pour les industriels, les conseillers, les entrepreneurs et les sociétés de services établis en Nouvelle-Écosse de 40 participer, dans des conditions de libre

supply of goods and services used in that work program or that work or activity.

concurrence, à la fourniture des biens et services nécessités par ces travaux ou activités.

Additional program

(2) In addition to the plan referred to in subsection (1), the Minister shall require the submission, before the commencement of any work program or before he authorizes any work or activity, as the case may be, in respect of the offshore area, of a program satisfactory to the Minister and Nova Scotia Minister for the promotion of education and training and of research and development in Nova Scotia in relation to oil and gas resource activities in the offshore area.

(2) Outre les plans visés au paragraphe (1), le ministre fédéral se fait présenter, avant la mise en oeuvre du programme de travaux ou l'octroi de l'autorisation de travaux ou d'activités relatifs à la zone extracôtière, un programme prévoyant des actions d'enseignement, de formation et de recherche-développement en Nouvelle-Écosse dans le domaine des ressources pétrolières et gazières de cette zone, l'appréciation du programme lui incombant conjointement avec le ministre néo-écossais.

Programme supplémentaire

Supply

Approvisionnement

Security of supply

21. The Minister may, with the approval of the Governor in Council, enter into an agreement with the Nova Scotia Minister to implement the provisions of the Agreement respecting the security of the supply of oil and gas in Nova Scotia.

21. Le ministre fédéral peut, avec l'agrément du gouverneur en conseil, conclure des accords avec le ministre néo-écossais sur la mise en oeuvre des clauses de l'Accord relatives à la sécurité des approvisionnements pétroliers et gaziers en Nouvelle-Écosse.

Sécurité des approvisionnements

Definitions

"issuing authority"
«autorité...»

"Nova Scotia offshore pipeline"
«pipe-line...»

22. (1) In this section, "issuing authority" means the Minister and the National Energy Board;

"Nova Scotia offshore pipeline" means a line for the transmission of oil or gas in the offshore area or from the offshore area to Nova Scotia, and includes all lines, branches, extensions, tanks, reservoirs, storage facilities, pumps, racks, compressors, loading facilities, interstation systems of communication by telephone, telegraph or radio, and real and personal property and works connected therewith that are located within Nova Scotia or the offshore area.

22. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.
«autorité responsable» Le ministre fédéral et l'Office national de l'Énergie.

«pipe-line extracôtier néo-écossais» Canalisation de transport de pétrole et de gaz dans la zone extracôtière et à partir de celle-ci à destination de la Nouvelle-Écosse. Y sont assimilés les lignes, les branchements, extensions, citernes, réservoirs, installations d'emmagasinement, pompes, rampes de chargement, compresseurs, moyens de chargement, systèmes de communication entre station par téléphone, télégraphe ou radio, ainsi que les biens immeubles ou meubles et les ouvrages connexes situés en Nouvelle-Écosse ou dans la zone extracôtière.

Définitions

«autorité responsable»
"issuing authority"

«pipe-line extracôtier néo-écossais»
"Nova Scotia offshore pipeline"

Pipelines

(2) Notwithstanding any other Act of Parliament, an issuing authority shall not issue a certificate or authorization in respect of a Nova Scotia offshore pipeline, unless the issuing authority is satisfied that the Government of Nova Scotia has been given a

(2) Par dérogation à toute autre loi fédérale, l'autorité responsable ne peut délivrer de certificat ou d'autorisation pour un pipe-line extracôtier néo-écossais que si elle estime que le gouvernement néo-écossais s'est vu offrir la possibilité d'acquiescer au moins

Pipe-lines

reasonable opportunity to acquire at least a fifty per cent ownership interest in the pipeline.

cinquante pour cent de la propriété du pipe-line.

Delegation

Délégation de pouvoirs

Delegation to Board

23. (1) The Minister shall, by order, delegate to the Board, in relation to the offshore area, his functions referred to in Schedule III to the Agreement, other than the execution of interests and licences under section 26 of the Oil Act and subsection 3.2(1) of the Oil Production Act.

23. (1) Le ministre fédéral délègue, par 5 arrêté, à l'Office, celles de ses attributions intéressant la zone extracôtière, qui sont 5 visées à l'annexe III de l'Accord, à l'exception de son pouvoir d'exécution à l'égard des droits et des licences au titre de l'article 26 10 de la Loi sur le pétrole et du paragraphe 3.2(1) de la Loi sur la production du pétrole. 10

Délégation à l'Office

Additional delegation

(2) The Minister may, with the approval of the Governor in Council, enter into an agreement with the Nova Scotia Minister for the performance by the Board of any of their corresponding functions under the Oil Act or 15 Oil Production Act and under the Nova Scotia Oil Act or Nova Scotia Oil Production Act and for such other matters relating thereto as may be agreed upon by the Minister and Nova Scotia Minister. 20

(2) Le ministre fédéral peut, avec l'agrément du gouverneur en conseil, conclure des accords avec le ministre néo-écossais sur l'exécution par l'Office de leurs attributions 15 respectives aux termes des lois fédérales et 15 provinciales sur le pétrole ou sur la production du pétrole au sens de la présente loi et sur toute autre question y afférente.

Délégation additionnelle

Idem

(3) Where the Minister enters into an agreement pursuant to subsection (2), he shall, by order, delegate to the Board, in relation to the offshore area, his functions specified in the agreement with effect as of 25 the date on which the Board is authorized to perform the corresponding functions of the Nova Scotia Minister.

(3) Lorsque le ministre fédéral conclut un tel accord, il délègue à l'Office, par arrêté, 20 les attributions intéressant la zone extracôtière qui y sont mentionnées. La délégation prend effet au moment où l'Office peut exercer les attributions correspondantes du 25 ministre néo-écossais. 25

Idem

Terms

(4) The Minister may, with the concurrence of the Nova Scotia Minister, make an order under this section subject to such terms and conditions, including restriction of the order to any specified part of the offshore area, as the Minister deems appropriate. 30

(4) Le ministre fédéral peut, avec l'agrément du ministre néo-écossais, assortir les 30 arrêtés qu'il prend au titre du présent article des modalités qu'il estime indiquées, notamment pour en restreindre l'application à toute 30 partie de la zone extracôtière.

Modalités

Delegation to Nova Scotia Minister

24. (1) With the approval of the Governor 35 in Council, the Minister may, by order, grant authority to the Nova Scotia Minister to perform, in relation to the offshore area and on behalf of the Minister, any function that the Minister is authorized to perform under 40 this Act, the Oil Act or the Oil Production Act, other than a function that is delegated to the Board pursuant to section 23.

24. (1) Avec l'agrément du gouverneur en 35 conseil, le ministre fédéral peut, par arrêté, déléguer au ministre néo-écossais l'exercice, pour le compte du délégant, des attributions 35 intéressant la zone extracôtière qui lui sont dévolues au titre de la présente loi et des lois sur le pétrole et sur la production du pétrole, à l'exception de celles qui sont déléguées à l'Office en vertu de l'article 23. 40

Délégation au ministre néo-écossais

Terms

(2) The Minister may make an order under this section subject to such terms and 45 conditions, including restriction of the order

(2) Le ministre fédéral peut assortir les 45 arrêtés qu'il prend au titre du présent article des modalités qu'il estime indiquées, notam-

Modalités

to any specified part of the offshore area, as he deems appropriate.

Definition of
"federal
authority"

25. (1) In this section, "federal authority" means the Minister, Committee, Chief Conservation Officer and any conservation engineer appointed for the purposes of the Oil Production Act.

Delegated
provincial
functions

(2) When authorized by or pursuant to the Nova Scotia Agreement Act, a federal authority may, on behalf of the Government of Nova Scotia, perform any functions in relation to the offshore area, as defined in that Act, that the federal authority is authorized to perform under this Act, the Oil Act, the Oil Production Act or the *Canadian Ownership and Control Determination Act*.

Provincial
Crown share

(3) When authorized by or pursuant to the Nova Scotia Agreement Act, the Minister may, on behalf of Her Majesty in right of Nova Scotia, hold and administer, and transfer or dispose of, any Crown share in respect of the offshore area, as defined in that Act, reserved to Her Majesty in that right by that Act.

Receiver
General

(4) When authorized by or pursuant to the Nova Scotia Agreement Act, the Receiver General may, on behalf of Her Majesty in right of Nova Scotia, accept payment of any amount on account of any royalty, rental, fee, cash bonus, deposit or other amount payable under or pursuant to the Nova Scotia Oil Act or the Nova Scotia Oil Production Act or the regulations under either such Act.

Additional
members

26. (1) For the purposes of performing any functions in relation to the offshore area and any functions that the Committee is authorized to perform pursuant to subsection 25(2), the Committee shall consist of

- (a) the five members appointed pursuant to section 4 of the Oil Production Act; and
- (b) two members to be appointed by the Governor in Council from among persons named in a list of nominees submitted by the Nova Scotia Minister to the Minister.

ment pour en restreindre l'application à toute partie de la zone extracôtière.

Définition de
«délégataire
fédéral»

25. (1) Pour l'application du présent article, «délégataire fédéral» s'entend du ministre fédéral, du Comité et du Directeur et des ingénieurs de la conservation nommés pour l'application de la Loi sur la production du pétrole.

Délégation
d'attributions
provinciales

(2) Lorsqu'il y est autorisé par la Loi néo-écossaise sur l'Accord ou sous son régime, le délégataire fédéral peut exercer, pour le compte du gouvernement de la Nouvelle-Écosse, les attributions intéressant la zone extracôtière, au sens de la même loi, qu'il peut exercer au titre de la présente loi, des lois sur le pétrole ou sur la production du pétrole ou de la *Loi sur la détermination de la participation et du contrôle canadien*.

Part de la
Couronne
provinciale

(3) Lorsqu'il y est autorisé par la Loi néo-écossaise sur l'Accord ou sous son régime, le ministre fédéral peut, pour le compte de Sa Majesté du chef de la Nouvelle-Écosse, détenir, gérer, transférer ou aliéner toute part de la Couronne relative à la zone extracôtière, au sens de la même loi, qui est réservée par celle-ci à Sa Majesté de ce chef.

Attributions :
receveur
général

(4) Lorsqu'il y est autorisé par la Loi néo-écossaise sur l'Accord ou sous son régime, le receveur général peut, pour le compte de Sa Majesté du chef de la Nouvelle-Écosse, accepter tout montant — redevance, loyer, droit, prime, dépôt ou autre — payable, au titre des lois néo-écossaises sur le pétrole ou sur la production du pétrole ou de leurs règlements d'application.

Complément
d'effectifs

26. (1) Pour l'exercice de ses attributions intéressant la zone extracôtière et des attributions qui lui sont dévolues au titre du paragraphe 25(2), le Comité est composé comme il suit :

- a) les cinq membres nommés en application de l'article 4 de la Loi sur la production du pétrole;
- b) deux membres nommés par le gouverneur en conseil à partir d'une liste de candidats que le ministre néo-écossais propose au ministre fédéral.

Nomination	(2) At least five persons shall be named in the list referred to in paragraph (1)(b) and no person shall be so named unless he has specialized, expert or technical knowledge of oil and gas.	(2) La liste, qui ne peut comporter que des experts ou des spécialistes en pétrole ou gaz, compte au moins cinq personnes.	Qualité
Terms of appointment	(3) A member of the Committee appointed pursuant to paragraph (1)(b) holds office subject to such terms and conditions as the Governor in Council may prescribe.	(3) Le mandat des membres nommés à partir de la liste est assujéti aux conditions fixées par le gouverneur en conseil.	Mandat
Provision not applicable	(4) Subsection 4(2) of the Oil Production Act does not apply in respect of a member of the Committee appointed pursuant to paragraph (1)(b).	(4) Le paragraphe 4(2) de la Loi sur la production du pétrole ne s'applique pas à un membre nommé à partir de la liste.	Exclusion
Provisions applicable	(5) Subsections 4(3), 5(2), 5(4) and 5(5) and section 6 of the Oil Production Act apply in respect of a member of the Committee appointed pursuant to paragraph (1)(b).	(5) Les paragraphes 4(3), 5(2), (4) et (5) et l'article 6 de la même loi s'appliquent à ces membres.	Application

Legal Proceedings

Contentieux

Appeal to Supreme Court of Nova Scotia	27. (1) Where the Minister under subsection 43(4) of the Oil Act confirms or varies an assessment of royalty payable in respect of the offshore area or fails, within ninety days after the date of mailing of a notice of objection, to notify the party objecting that the Minister has vacated, varied or confirmed such an assessment, that party may appeal to the Trial Division of the Supreme Court of Nova Scotia to have the assessment vacated or varied.	27. (1) Lorsqu'en application du paragraphe 43(4) de la Loi sur le pétrole, le ministre fédéral confirme ou modifie la cotisation d'une redevance payable à l'égard de la zone extracôtière, ou n'avise pas, dans les quatre-vingt-dix jours suivant la date d'envoi par la poste de l'avis d'opposition, la partie qui en est l'auteur, celle-ci peut interjeter appel auprès de la division de première instance de la Cour suprême de la Nouvelle-Écosse, pour faire annuler ou modifier la cotisation.	Appel à la Cour suprême de la Nouvelle-Écosse
Provision not applicable	(2) Subsection 43(5) of the Oil Act does not apply in respect of an assessment referred to in subsection (1).	(2) Le paragraphe 43(5) de la même loi ne s'applique pas à une cotisation visée au paragraphe (1).	Exclusion
Provisions applicable	(3) Subsections 43(6) to (9) of the Oil Act apply, with such modifications as the circumstances require, in respect of an appeal under subsection (1) as if (a) the references therein to an appeal under subsection (5) were references to an appeal under subsection (1) of this section; and (b) the references therein to the Federal Court of Canada were references to the Trial Division of the Supreme Court of Nova Scotia.	(3) Les paragraphes 43(6) à (9) de la même loi s'appliquent, compte tenu des adaptations de circonstance, à l'appel formé en application du paragraphe (1) comme si la mention qui y est faite : a) d'un appel formé en application du paragraphe (5) de la même loi visait celui formé en application du présent article; b) de la Cour fédérale du Canada visait la division de première instance de la Cour suprême de la Nouvelle-Écosse.	Application
Appeal to Supreme Court of Nova Scotia	28. (1) Any order in respect of the offshore area that is the subject of a hearing under section 56 of the Oil Act is subject to	28. (1) Est soumis au pouvoir de révision de la division de première instance de la Cour suprême de la Nouvelle-Écosse, qui	Révision en Cour suprême de la Nouvelle-Écosse

	review and to be set aside by the Trial Division of the Supreme Court of Nova Scotia.	peut l'annuler, l'arrêté relatif à la zone extracôtière qui fait l'objet d'une audition sous le régime de l'article 56 de la Loi sur le pétrole.	
Provision not applicable	(2) Subsection 56(5) of the Oil Act does not apply in respect of an order referred to in subsection (1).	(2) Le paragraphe 56(5) de la même loi ne s'applique pas à un arrêté visé au paragraphe (1).	Exclusion 5
Enforcement of Committee orders	29. (1) Any order made by the Committee in respect of the offshore area may, for the purposes of the enforcement thereof, be made an order of the Supreme Court of Nova Scotia and, when so made, may be enforced in like manner as any order of that Court.	29. (1) Les ordonnances du Comité intéressant la zone extracôtière peuvent être homologuées devant la Cour suprême de la Nouvelle-Écosse et, dès lors, leur mode d'exécution est assimilé à celui des ordonnances de cette juridiction.	Homologation à fin d'exécution 10
Procedure	(2) To make an order of the Committee an order of the Supreme Court of Nova Scotia, the practice and procedure established by the Nova Scotia Oil Production Act for making any order an order of that Court may be followed.	(2) La procédure d'homologation est celle établie par la Loi néo-écossaise sur la production du pétrole.	Procédure 15
New order	(3) When an order of the Committee has been made an order of the Supreme Court of Nova Scotia, any order of the Committee, or of the Governor in Council under section 40 of the Oil Production Act, rescinding or replacing the first mentioned order of the Committee, is deemed to cancel the order of the Court and may in like manner be made an order of the Court.	(3) L'ordonnance du Comité ou celle rendue par le gouverneur en conseil en application de l'article 40 de la Loi sur la production du pétrole annulant ou remplaçant une ordonnance homologuée est réputée annuler l'ordonnance de la juridiction. Elle peut également y être homologuée.	Nouvelle ordonnance 20
Provision not applicable	(4) Section 11 of the Oil Production Act does not apply in respect of an order referred to in subsection (1).	(4) L'article 11 de la même loi ne s'applique pas aux ordonnances visées au paragraphe (1).	Exclusion 25
Stated case for Supreme Court of Nova Scotia	30. (1) The Committee may of its own motion, or at the request of the Minister, state a case, in writing, for the opinion of the Appeal Division of the Supreme Court of Nova Scotia upon any question relating to the offshore area that in the opinion of the Committee is a question of law or of the jurisdiction of the Committee.	30. (1) Le Comité peut, d'office ou à la demande du ministre fédéral, soumettre une affaire par écrit, en vue d'obtenir un jugement déclaratoire de la division d'appel de la Cour suprême de la Nouvelle-Écosse, sur toute question relative à la zone extracôtière qu'il estime être une question de droit ou de sa compétence.	Exposé de faits 30
Provision not applicable	(2) Section 39 of the Oil Production Act does not apply in respect of a question referred to in subsection (1).	(2) L'article 39 de la même loi ne s'applique pas aux questions visées au paragraphe (1).	Exclusion 35
Appeal to Supreme Court of Canada	31. The references in subsection 41(1) of the Oil Production Act to a decision or order of the Committee include references to a decision or order of the Committee made in the performance of a function that the Com-	31. La mention au paragraphe 41(1) de la Loi sur la production du pétrole d'une décision ou d'une ordonnance du Comité vise celle prise dans l'exécution d'attributions qu'il peut exercer au titre du paragraphe 25(2).	Appel à la Cour suprême 40

mittee is authorized to perform pursuant to subsection 25(2).

Criminal
liability

32. No person, including the Chief Conservation Officer, required, directed or authorized to act under section 24 of the Nova Scotia Oil Production Act is criminally liable in respect of any act or omission in the course of complying with that section unless it is shown that he did not act reasonably in the circumstances.

32. Les personnes, dont le Directeur de la conservation, qui prennent les mesures prévues à l'article 24 de la Loi néo-écossaise sur la production du pétrole, n'encourent, sauf décision injustifiable prouvée, aucune responsabilité criminelle pour les actes qu'elles auront accomplis ou les omissions dont elles auront été responsables en application de ces dispositions.

Responsabilité
criminelle

General

Consultation
with Board

33. (1) Before the Minister or the Governor in Council exercises, in respect of the offshore area, a power conferred on him by subsection 5(2), section 6 or subsection 24(4), 40(13), 40(14), 41(9), 41(10), 44(3), 46(2), 48(1), 55(1) or 55(2) of the Oil Act, the Minister shall consult the Board with respect to the proposed exercise of the power and, if the power is one conferred on the Governor in Council, shall inform the Governor in Council of the advice of the Board.

33. (1) Le ministre fédéral, avant que lui-même ou le gouverneur en conseil n'exerce un pouvoir intéressant la zone extracôtière conféré par le paragraphe 5(2), l'article 7 ou les paragraphes 24(4), 40(13) ou (14), 41(9) ou (10), 44(3), 46(2), 48(1), 55(1) ou (2) de la Loi sur le pétrole, consulte l'Office à ce sujet et si ce pouvoir compte parmi ceux qui sont conférés au gouverneur en conseil, il lui transmet l'avis de l'Office.

Consultation de
l'Office

Delay

(2) Where the Minister has consulted the Board with respect to the proposed exercise of a power conferred on the Governor in Council by subsection 5(2) or section 6 of the Oil Act, the Minister shall, if requested by the Nova Scotia Minister within one week after the consultation, delay informing the Governor in Council of the advice of the Board with respect to the proposed exercise of the power for such period, not exceeding thirty days, as the Nova Scotia Minister may specify in his request.

(2) S'il s'agit d'un pouvoir conféré au gouverneur en conseil par le paragraphe 5(2) ou l'article 6 de la Loi sur le pétrole, le ministre fédéral, sur demande présentée par le ministre néo-écossais dans la semaine suivant la consultation, reporte la transmission du délai indiqué, à concurrence de trente jours, dans la demande.

Report de
transmission

Idem

(3) Where the Minister has consulted the Board with respect to the proposed exercise of a power conferred on him by subsection 24(4), 40(14), 41(10), 44(3) or 46(2) of the Oil Act, the Minister shall, if requested by the Nova Scotia Minister within one week after the consultation, delay exercising the power for such period, not exceeding thirty days, as the Nova Scotia Minister may specify in his request.

(3) S'il s'agit d'un pouvoir conféré par les paragraphes 24(4), 40(14), 41(10), 44(3) ou 46(2) de la Loi sur le pétrole, le ministre fédéral, sur demande présentée par le ministre néo-écossais dans la semaine suivant la consultation, reporte l'exercice de ce pouvoir du délai indiqué, à concurrence de trente jours, dans la demande.

Idem

Her Majesty in
right of Nova
Scotia

34. For the purposes of the Oil Act,
(a) "holder" or "interest holder", in relation to the offshore area, includes, where

34. Pour l'application de la Loi sur le pétrole :

Sa Majesté du
chef de la
Nouvelle-
Écosse

applicable, Her Majesty in right of Nova Scotia holding through the appropriate member of the Executive Council of Nova Scotia or through any corporate agent of Her Majesty in right of Nova Scotia; and 5

(b) Her Majesty in right of Nova Scotia shall be deemed to be an individual who is a Canadian citizen ordinarily resident in Canada, and any portion of a share acquired under section 17 and held by a 10 corporate agent of Her Majesty in right of Nova Scotia shall be included in determining a Canadian ownership rate for the relevant interest owner.

a) «titulaire» ou «titulaire de droits», relativement à la zone extracôtière, s'entend, le cas échéant, de Sa Majesté du chef de la Nouvelle-Écosse par l'intermédiaire du 5 membre compétent du Conseil exécutif de la Nouvelle-Écosse ou toute société mandataire de Sa Majesté du chef de la Nouvelle-Écosse;

b) Sa Majesté du chef de la Nouvelle-Écosse est réputée être un citoyen cana- 10 dien résidant habituellement au Canada, et toute fraction de part acquise en vertu de l'article 17 et détenue par une société mandataire de Sa Majesté du chef de la Nouvelle-Écosse doit être prise en compte 15 dans le calcul du taux de participation canadienne applicable au titulaire de droits concerné.

Regulations

Regulations

35. (1) The Governor in Council may 15 make regulations for carrying out or giving effect to any of the provisions of this Part or the Agreement.

Order
designating
Minister

(2) The Governor in Council may, by order, designate any member of the Queen's 20 Privy Council for Canada to be the Minister for the purposes of any provision of this Part specified in the order.

Copy of
proposed
regulation to
Nova Scotia
Minister

36. (1) Subject to subsection (2), the Minister shall furnish the Nova Scotia Minister 25 with a copy of

- (a) every regulation proposed to be made pursuant to subsection 35(1), and
- (b) every regulation proposed to be made pursuant to the Oil Act or the Oil Produc- 30 tion Act that affects oil and gas resource activities in the offshore area,

at least thirty days before the regulation is made, unless the Minister and Nova Scotia Minister otherwise agree.

Idem

(2) Where a copy of a proposed regulation has been furnished to the Nova Scotia Minister pursuant to subsection (1) and it is proposed to make the regulation with amend- 40 ments from the version so furnished, that subsection does not apply in respect of the proposed regulation as so amended, but the Minister shall furnish the Nova Scotia Min-

Règlements

Règlements

35. (1) Le gouverneur en conseil peut 20 prendre des règlements en vue de l'application de la présente partie et de l'Accord.

Décret

(2) Le gouverneur en conseil peut, par 25 décret, charger tout membre du Conseil privé de la Reine pour le Canada de l'application de telle disposition de la présente partie.

Projets de
règlement

36. (1) Le ministre fédéral remet au 35 ministre néo-écossais, sauf dispense de celui-ci, un exemplaire de tout projet de règlement d'application :

- a) du paragraphe 35(1); 30
- b) des lois sur le pétrole ou sur la production du pétrole, s'il porte sur le domaine des ressources pétrolières et gazières de la zone extracôtière.

La remise est à faire au moins trente jours 35 avant la date prévue pour la prise du règlement.

Exception

(2) Si, une fois qu'un exemplaire a été 40 remis au ministre néo-écossais, un projet de règlement doit être modifié, le paragraphe (1) ne s'applique pas à la version modifiée. Le ministre fédéral, sauf dispense du ministre néo-écossais, lui remet un exem- 45 plaire du règlement modifié avant qu'il ne soit pris.

ister with a copy of the proposed regulation as so amended before the regulation is made, unless the Minister and Nova Scotia Minister otherwise agree.

Coming into Force

Commence-
ment 37. Sections 1 to 4 and this Part or any provision thereof shall come into force on a day or days to be fixed by proclamation.

Entrée en vigueur

Entrée en
vigueur 37. Les articles 1 à 4 et la présente partie ou telle de ses dispositions entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par proclamation.

PART II

NOVA SCOTIA OFFSHORE RETAIL
SALES TAX ACT

Short Title

Short title 38. This Part may be cited as the *Nova Scotia Offshore Retail Sales Tax Act*.

PARTIE II

LOI SUR LA TAXE DE VENTE AU
DÉTAIL DANS LA ZONE
EXTRACÔTIÈRE DE LA
NOUVELLE-ÉCOSSE

Titre

Titre 38. La présente partie peut être citée sous le titre : *Loi sur la taxe de vente au détail dans la zone extracôtière de la Nouvelle-Écosse*.

Interpretation

Definitions 39. (1) For the purposes of this Part,
"Agreement" means the Canada-Nova Scotia Agreement on Offshore Oil and Gas Resource Management and Revenue Sharing dated March 2, 1982 and entered into by the Government of Canada, as represented by the Prime Minister of Canada, and by the Government of Nova Scotia, as represented by the Premier of Nova Scotia, and includes any amendments thereto;
"Deputy Minister" means the Deputy Minister of National Revenue for Customs and Excise;
"designated goods" means
"designated goods" means
(a) artificial islands, drilling rigs, drilling ships, storage vessels, installations, structures, equipment, machinery or apparatus, including production platforms, storage tanks, docks, caissons and pipelines, permanently or temporarily attached to or resting on the seabed or subsoil of the submarine areas of the offshore area for the exploration,

Définitions

Définitions 39. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.
«Accord» L'Accord entre le Canada et la Nouvelle-Écosse sur la gestion des ressources pétrolières et gazières situées au large des côtes et sur le partage des recettes, en date du 2 mars 1982, conclu par le gouvernement du Canada, représenté par le premier ministre, et par le gouvernement de la Nouvelle-Écosse, représenté par le premier ministre; sont incluses les modifications apportées à l'Accord.
«commissaire provincial des impôts» La personne occupant la fonction intitulée *Provincial Tax Commissioner* nommée en vertu de la loi intitulée *Public Service Act*, chapitre 255 des lois intitulées *Revised Statutes of Nova Scotia 1967*, dans sa version modifiée.
«loi néo-écossaise sur la taxe de vente» La loi intitulée *Health Services Tax Act*, chapitre 126 des lois intitulées *Revised Statutes of Nova Scotia 1967* modifiée par les lois intitulées *Statutes of Nova Scotia 1969*,

development or production of petroleum in the offshore area,

(b) equipment, machinery, apparatus or other structures used for the construction, erection or servicing of any artificial island, drilling rig, drilling ship, storage vessel, installation, structure, equipment, machinery or apparatus referred to in paragraph (a), and

(c) tangible personal property for use or consumption on or in respect of any artificial island, drilling rig, drilling ship, storage vessel, installation, structure, equipment, machinery, apparatus or other structure referred to in paragraph (a) or (b);

"federal law"
«lois fédérales»

"federal law" includes any Act of Parliament, any regulation within the meaning of the *Statutory Instruments Act* or any other law applicable in connection therewith;

"Minister"
«ministre»

"Minister" means the Minister of National Revenue;

"Nova Scotia Minister"
«ministre néo-écossais»

"Nova Scotia Minister" means the member of the Executive Council of Nova Scotia designated by or pursuant to the Nova Scotia Agreement Act for the purposes of this Part;

"Nova Scotia Sales Tax Act"
«loi néo-écossaise...»

"Nova Scotia Sales Tax Act" means the *Health Services Tax Act*, Revised Statutes of Nova Scotia 1967, Chapter 126, as amended by Statutes of Nova Scotia 1969, Chapter 49; 1970-71, Chapter 56; 1972, Chapter 37; 1973, Chapter 35; 1973 (2nd session) Chapter 3; 1974, Chapters 15, 38, 50; 1975, Chapters 27, 28, 59; 1976, Chapter 25; 1977, Chapter 31; 1978-79, Chapters 19, 20; 1980, Chapters 33, 34; 1981, Chapter 26; 1982, Chapter 27; 1984, Chapter 18;

"offshore area"
«zone...»

"offshore area" means Sable Island and the submarine areas within the limits described in Schedule I;

"petroleum"
«pétrole»

"petroleum" includes any oil, relative hydrocarbon and any natural gas existing in its natural condition in strata;

"prescribed"
Version anglaise seulement

"prescribed" means

chapitre 49; 1970-71, chapitre 56; 1972, chapitre 37; 1973, chapitre 35; 1973 (2^e session) chapitre 3; 1974, chapitres 15, 38, 50; 1975, chapitres 27, 28, 59; 1976, chapitre 25; 1977, chapitre 31; 1978-79, chapitres 19, 20; 1980, chapitres 33, 34; 1981, chapitre 26; 1982, chapitre 27; 1984, chapitre 18.

«lois fédérales» Loi du Parlement, règlement au sens de la *Loi sur les textes réglementaires* ou toute autre règle s'y appliquant.

«lois fédérales»
"federal law"

«lois provinciales» Comprend les lois de la législature de la Nouvelle-Écosse, les décrets en conseil, règles, proclamations et autres règles de droit de la Nouvelle-Écosse, à l'exception de la loi néo-écossaise sur la taxe de vente et de ses règlements, décrets en conseil, règles et proclamations.

«lois provinciales»
"provincial laws"

«marchandises désignées»

«marchandises désignées»
"designated goods"

a) Îles artificielles, installations de forage, navires de stockage, installations, constructions, matériel, machines ou appareils, notamment les plate-formes de production, les réservoirs de stockage, les docks, les caissons et les pipe-lines fixés au fond de la mer ou au sous-sol des zones sous-marines de la zone extracôtière, ou reposant sur celui-ci, de façon temporaire ou permanente en vue de la prospection, de la mise en valeur ou de la production du pétrole dans la zone extracôtière;

b) matériel, machines, appareils ou constructions utilisés pour la construction, la mise en place ou l'entretien des îles artificielles, des installations de forage, des navires de stockage, des installations, des constructions, du matériel ou des machines visés à l'alinéa a);

c) biens mobiliers corporels destinés à l'usage ou à la consommation sur les îles artificielles, les installations de forage, les navires de stockage visés aux alinéas a) ou b), ou en rapport avec ceux-ci ou avec les installations, les constructions, le matériel ou les machines visés aux alinéas a) ou b).

«ministre» Le ministre du Revenu national.

«ministre»
"Minister"

(a) in the case of a form or the information to be given on a form, prescribed by order of the Minister, and

(b) in any other case, prescribed by regulations made by the Governor in Council under this Part;

“production or processing”
«production ou transformation»

“production or processing”, in relation to any non-renewable resource, means the exploration for, extraction of, or transformation or conversion of, the non-renewable resource to the extent and in the manner prescribed;

“provincial laws”
«lois provinciales»

“provincial laws” includes Acts of the legislature of Nova Scotia and regulations, orders in council, rules, proclamations and any other laws of Nova Scotia, other than the Nova Scotia Sales Tax Act and any regulations, orders in council, rules and proclamations made thereunder;

“Provincial Tax Commissioner”
«commissaire...»

“Provincial Tax Commissioner” means the Provincial Tax Commissioner appointed under the *Public Service Act*, Revised Statutes of Nova Scotia 1967, Chapter 255, as amended;

“regulations”
«règlements»

“regulations” means regulations made by the Governor in Council under this Part.

Certain definitions of Nova Scotia Sales Tax Act applicable in respect of this Part

(2) Subject to this Part and the regulations,

(a) for the purposes of this Part, the words and expressions “consumer”, “consumption”, “non-renewable resource”, “purchaser”, “purchase price”, “sale”, “tangible personal property”, “use”, “user” and “vendor” have the same meaning as in section 1 of the Nova Scotia Sales Tax Act, as set out in Schedule IV, with such modifications as the circumstances require; and

(b) words and expressions used in the provisions of the Nova Scotia Sales Tax Act that are applicable in respect of this Part by virtue of section 50 have the same meaning as in section 1 of that Act, as set out in Schedule IV, with such modifications as the circumstances require.

Electricity not tangible personal property

(3) For the purposes of this Part, “tangible personal property” does not include electricity.

«ministre néo-écossais» Le membre du conseil exécutif de la Nouvelle-Écosse désigné pour l'application de la présente partie conformément à la Loi néo-écossaise sur l'Accord.

«ministre néo-écossais»
“Nova Scotia Minister”

«pétrole» Notamment les hydrocarbures apparentés et tout gaz naturel gisant à l'état naturel en couches géologiques.

«pétrole»
“petroleum”

«production ou transformation» La prospection en vue de la découverte de ressources non renouvelables, leur extraction, leur transformation ou leur conversion, selon les modalités réglementaires.

«production ou transformation»
“production or processing”

«règlements» Les règlements pris par le gouverneur en conseil en vertu de la présente partie.

«règlements»
“regulations”

«sous-ministre» Le sous-ministre du Revenu national pour les douanes et l'accise.

«sous-ministre»
“Deputy Minister”

«zone extracôtière» L'Île de Sable et les zones sous-marines délimitées à l'annexe I.

«zone extracôtière»
“offshore area”

(2) Sous réserve des autres dispositions de la présente partie et des règlements :

Application de définitions de la loi néo-écossaise sur la taxe de vente

a) pour l'application de la présente partie, les mots ou expressions suivants s'entendent au sens de l'article 1 de la loi néo-écossaise sur la taxe de vente, énoncée à l'annexe IV, avec les adaptations de circonstance : «consommateur», «consommation», «ressources non renouvelables», «acheteur», «prix d'achat», «vente», «bien mobilier corporel», «utilisation», «utilisateur» et «vendeur»;

b) les mots et expressions utilisés dans la loi néo-écossaise sur la taxe de vente applicables à la présente partie en application de l'article 50 s'entendent au sens de l'article 1 de cette loi, énoncé à l'annexe IV, avec les adaptations de circonstance.

(3) Pour l'application de la présente partie, «biens mobiliers corporels» ne comprend pas l'électricité.

Exclusion de l'électricité

References

40. (1) Notwithstanding section 3 but subject to this Part and the regulations, any provision or any part thereof of the Nova Scotia Sales Tax Act applicable in respect of this Part by virtue of section 50 or subsection 39(2) applies, in the same manner and for the purposes of this Part, as if it had been enacted by Parliament, unless the provision or part thereof is repugnant or inconsistent with any federal law.

Idem

(2) For greater certainty, with respect to any provision of the Nova Scotia Sales Tax Act applicable in respect of this Part,

(a) a reference in the Nova Scotia Sales Tax Act to "this Act" shall be deemed to be a reference to Part II of this Act;

(b) a reference in the Nova Scotia Sales Tax Act to Her Majesty in the right of the Province shall be deemed to be a reference to Her Majesty in right of Canada;

(c) a reference in the Nova Scotia Sales Tax Act to "the Province of Nova Scotia" or "the Province" shall be deemed to be a reference to the offshore area;

(d) a reference in the Nova Scotia Sales Tax Act to "the Minister" shall be deemed to be a reference to the Minister of National Revenue;

(e) a reference in the Nova Scotia Sales Tax Act to the "Governor in Council" shall be deemed to be a reference to the Governor General of Canada in Council;

(f) a reference in the Nova Scotia Sales Tax Act to "the regulations" shall be deemed to be a reference to the regulations made under Part II of this Act;

(g) a reference in the Nova Scotia Sales Tax Act to "the Commissioner" shall be deemed to be a reference to the Deputy Minister within the meaning of Part II of this Act; and

(h) a reference in the Nova Scotia Sales Tax Act to "a Member of the House of Assembly" shall be deemed to be a reference to a Member of the House of Commons or the Senate.

Renvois

40. (1) Nonobstant l'article 3 mais sous réserve des autres dispositions de la présente partie et des règlements, toute disposition de la loi néo-écossaise sur la taxe de vente, applicable à la présente partie par renvoi en application de l'article 50 ou du paragraphe 39(2), s'applique, de la même manière que si elle avait été édictée par le Parlement, sauf si la totalité ou une partie de la disposition est incompatible avec une loi fédérale.

Idem

(2) Il est entendu, en ce qui concerne toute disposition de la loi néo-écossaise sur la taxe de vente applicable à la présente partie, que la mention dans cette loi :

a) de la «présente loi» est interprétée comme celle de la partie II de la présente loi;

b) Sa Majesté du chef de la province est interprétée comme celle de Sa Majesté du chef du Canada;

c) de la «province de la Nouvelle-Écosse» ou de la «province» est interprétée comme celle de la zone extracôtière;

d) du «ministre» est interprétée comme celle du ministre du Revenu national;

e) du «gouverneur en conseil» est interprétée comme celle du gouverneur général du Canada en conseil;

f) des «règlements» est interprétée comme un renvoi aux règlements pris en vertu de la partie II de la présente loi;

g) du «commissaire» est interprétée comme celle du sous-ministre au sens de la partie II de la présente loi;

h) d'un «membre de l'assemblée» est interprétée comme celle d'un membre de la Chambre des communes ou du Sénat.

Application

Application

41. This Part applies only within the off-shore area.

Her Majesty

Binding on Her Majesty

42. This Part is binding on Her Majesty in right of Canada or a province.

Delegation of Powers

Responsibility of Minister

43. (1) The Minister is responsible for the administration and enforcement of this Part and shall control and supervise all persons appointed or employed to carry out or enforce this Part.

Documents under control of Department of National Revenue

(2) For greater certainty, records, accounts, vouchers, documents, returns, reports and things obtained or prepared by or on behalf of the Minister for any purpose related to the administration or enforcement of this Part are under the control of the Department of National Revenue.

Staff

(3) Such officers, clerks and employees as are necessary to administer and enforce this Part may be appointed or employed in the manner authorized by law.

Delegation

(4) Subject to section 45, the Minister may delegate to his deputy head or such other officer or class of officers as he deems appropriate any of his powers, duties or functions under this Part and he may in connection therewith impose such terms and conditions as he deems appropriate.

Administration of oaths

(4) The Minister may designate any officer employed in connection with the administration or enforcement of this Part to administer or receive any oath, affirmation or statutory declaration for the purposes of or incidental to the administration or enforcement of this Part or the regulations, and every officer so designated has for such purposes all the powers of a commissioner for administering oaths or taking affidavits.

Power to designate Nova Scotia Minister or Provincial Commissioner

44. (1) Where a tax administration agreement is entered into pursuant to section 49, the Minister may, subject to any regulations made under this section, designate, in respect of any period before or after the day on which the designation is made, the Nova

Application

41. La présente partie ne s'applique qu'à la zone extracôtière.

Sa Majesté

42. La présente partie lie Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province.

Délégation de pouvoirs

43. (1) Le ministre est chargé de l'application de la présente partie; il dirige et contrôle les personnels nommés ou employés pour l'application de la présente partie.

(2) Il est entendu que les registres, comptes, pièces justificatives, documents, déclarations, rapports et objets obtenus ou préparés par le ministre, ou pour son compte, à toute fin relative à l'application de la présente partie sont sous le contrôle du ministère du Revenu national.

(3) Le personnel nécessaire à l'application de la présente partie peut être nommé ou employé conformément à la loi.

(4) Sous réserve de l'article 45, le ministre peut déléguer à son sous-ministre, ou à un autre fonctionnaire ou à une catégorie de ceux-ci, les pouvoirs et fonctions qui lui sont attribués par la présente partie; il peut assujettir la délégation aux modalités qu'il estime indiquées.

(5) Le ministre peut désigner un fonctionnaire employé à l'application de la présente partie pour faire prêter les serments et recevoir les déclarations sous serment, solennelles ou autres, exigés par l'application de la présente partie ou des règlements. À cet effet, le fonctionnaire dispose des pouvoirs d'un commissaire aux serments.

44. (1) Lorsqu'un accord sur la perception des impôts est conclu conformément à l'article 49, le ministre peut, sous réserve des règlements pris en vertu du présent article, désigner, pour toute période antérieure ou postérieure à la désignation, le ministre néo-

Application

Application à la couronne

Responsabilité du ministre

Contrôle des documents par le ministère du Revenu national

Personnel

Délégation

Commissaire aux serments

Désignation du ministre néo-écossais ou du commissaire provincial des impôts

Scotia Minister or the Provincial Tax Commissioner to exercise any of the powers or to perform any of the duties and functions assigned to the Minister or the Deputy Minister by or under this Part that are, with the concurrence of the Nova Scotia Minister, specified in the designation from time to time, subject to such terms and conditions, if any, specified in the designation as may be prescribed by the regulations made under this section or as are provided for by the tax administration agreement and to such additional terms and conditions specified in the designation as the Minister deems appropriate.

Designation of officers

(2) Where the Minister has designated the Nova Scotia Minister or the Provincial Tax Commissioner to exercise any of his duties or powers or perform any of his duties and functions pursuant to subsection (1), the Nova Scotia Minister or the Provincial Tax Commissioner, as the case may be, may, subject to the regulations made under this section and the designation, delegate to his deputy or such other officer or class of officers as he deems appropriate any of the powers, duties and functions specified in the designation.

Regulations

(3) The Minister may make regulations governing the designation of the Nova Scotia Minister or Provincial Tax Commissioner pursuant to this section and prescribing anything that is by this section to be prescribed.

Certificates of the Nova Scotia Minister or Provincial Commissioner and their officials

(4) Where a tax administration agreement is entered into pursuant to section 49, any document or certificate that is executed or issued by the Nova Scotia Minister, the Provincial Tax Commissioner or an authorized delegate of the Nova Scotia Minister or the Provincial Tax Commissioner for the purpose of carrying out any of his powers, duties or functions under this Part on behalf or in place of the Minister, the Deputy Minister or an officer of the Department of National Revenue shall be deemed for all purposes of this Part, to be executed or issued by the Minister, the Deputy Minister or an officer of the Department of National Revenue, as the case may be.

écossais ou le commissaire provincial des impôts pour exercer les pouvoirs ou fonctions attribués au ministre ou au sous-ministre en vertu de la présente partie et qui sont, avec l'assentiment du ministre néo-écossais, précisés dans la désignation, sous réserve des modalités éventuelles précisées dans la désignation conformément aux règlements pris en vertu du présent article ou prévues dans l'accord sur la perception des impôts et aux modalités supplémentaires, précisées dans la désignation, que le ministre estime indiquées.

Désignation de fonctionnaires

(2) Lorsque le ministre a désigné le ministre néo-écossais ou le commissaire provincial des impôts pour exercer les pouvoirs et les fonctions visés au paragraphe (1), le ministre néo-écossais ou le commissaire provincial des impôts, selon le cas, peut, sous réserve des règlements pris en vertu du présent article et de la désignation, déléguer à son sous-chef, ou à un autre fonctionnaire ou à une catégorie de fonctionnaires qu'il estime indiqués, les pouvoirs et les fonctions précisés dans la désignation.

Règlements

(3) Le ministre peut prendre des règlements régissant la désignation du ministre néo-écossais ou du commissaire provincial des impôts conformément au présent article et prendre toute autre mesure réglementaire prévue par le présent article.

Certificat du ministre néo-écossais ou du commissaire provincial des impôts et de leurs fonctionnaires

(4) Lorsqu'un accord sur la perception des impôts est conclu conformément à l'article 49, tout document ou certificat, exécuté ou délivré par le ministre néo-écossais, le commissaire provincial des impôts ou un de leurs délégués à l'exercice de leurs pouvoirs ou fonctions prévus à la présente partie pour le compte du ministre, du sous-ministre ou d'un fonctionnaire du ministère du Revenu national, est réputé, pour l'application de la présente partie, exécuté ou délivré par le ministre, le sous-ministre ou un fonctionnaire du ministère du Revenu national, selon le cas.

Exception

45. The power to make regulations or statutory instruments, to recommend the making of regulations or to enter into agreements under this Part may not be delegated pursuant to section 43 or 44.

45. Le pouvoir de prendre des règlements ou des textes réglementaires, de recommander la prise de règlements ou de conclure des accords en vertu de la présente partie ne peut pas être délégué conformément à l'article 43 ou 44.

Exception

Nova Scotia Offshore Sales Tax

Taxe de vente extracôtière de la Nouvelle-Écosse

Imposition of tax in offshore area

46. (1) There shall be imposed, levied and collected a tax, at the rate prescribed by subsection (2), in respect of every sale in the offshore area to a purchaser of tangible personal property for use or consumption as 10 designated goods.

46. (1) Il est imposé, prélevé et perçu une taxe au taux indiqué au paragraphe (2) sur la vente à un acheteur dans la zone extracôtière de biens mobiliers corporels pour utilisation ou consommation comme marchandises désignées.

Imposition de la taxe dans la zone extracôtière

Rate of tax

(2) Tax shall be imposed, levied and collected under this section at

(2) Il est imposé, prélevé et perçu en vertu du présent article une taxe :

Taux de la taxe

(a) in the case of a cigarette,

a) sur les cigarettes :

(i) the rate of two cents on each cigarette, where the cigarette is sold on or after the day this Part comes into force and before such time as a rate of tax first becomes applicable pursuant to subparagraph (ii), and 20

(i) au taux de deux cents par cigarette, dans les cas où la cigarette est vendue à compter de l'entrée en vigueur de la présente partie et avant la date initiale d'application d'un taux de taxe conformément au sous-alinéa (ii), 20

(ii) the rate prescribed by regulations made pursuant to subsection 48(2), where the cigarette is sold in the period during which the regulations are applicable; 25

(ii) au taux fixé par règlement pris conformément au paragraphe 48(2), dans les cas où la cigarette est vendue pendant la période d'application du règlement; 25

(b) in the case of tobacco in any form other than a cigarette,

b) sur le tabac sous une forme autre que celle de cigarette :

(i) the rate of fifty per cent of the purchase price, where the tobacco is sold on or after the day this Part comes into force and before such time as a rate of tax first becomes applicable pursuant to subparagraph (ii), and 30

(i) au taux de cinquante pour cent du prix d'achat, dans les cas où le tabac est vendu à compter de l'entrée en vigueur de la présente partie et avant la date initiale d'application d'un taux de taxe conformément au sous-alinéa (ii), 30

(ii) the rate prescribed by regulations made pursuant to subsection 48(2), where the tobacco is sold in the period during which the regulations are applicable; 35

(ii) au taux fixé par règlement pris conformément au paragraphe 48(2), dans les cas où le tabac est vendu pendant la période d'application du règlement; 35

(c) in the case of the following tangible personal property, namely, 40

c) sur les biens mobiliers corporels suivants : 40

(i) any surveying precision instrument or equipment that is used by a contractor, operator or any other person for the purpose of exploration for petroleum,

(i) instruments d'arpentage ou matériel utilisé par un entrepreneur, un exploitant ou une autre personne pour la prospection du pétrole,

(ii) machinery or apparatus that is used by a contractor, operator or any other person for the purpose of

(A) exploration for petroleum,

(B) extraction of petroleum at petroleum and natural gas production sites, and

(iii) any other tangible personal property of a class prescribed for the purposes of this paragraph that is consumed or used in the production or processing of non-renewable resources,

the rate of four per cent of the purchase price, where the tangible personal property is sold on or after the day this Part comes into force and before such time as a rate of tax prescribed by regulations made pursuant to subsection 48(2) first becomes applicable, and the rate prescribed by those regulations, where the tangible personal property is sold in the period during which those regulations are applicable; and

(d) in the case of any tangible personal property, other than tangible personal property referred to in paragraphs (a) to (c),

(i) the rate of ten per cent of the purchase price where the tangible personal property is sold on or after the day this Part comes into force and before such time as a rate of tax first becomes applicable pursuant to subparagraph (ii), and

(ii) the rate prescribed by regulations made pursuant to subsection 48(2), where the tangible personal property is sold in the period during which the regulations are applicable.

(3) The tax imposed under this section in respect of any sale in the offshore area to a purchaser of tangible personal property for use or consumption as designated goods is payable

(a) by the purchaser whether or not the purchase price, if any, is payable in cash, on terms, by instalments or in any other manner; and

(b) at the time

(ii) machines ou appareils utilisés par un entrepreneur, un exploitant ou une autre personne pour :

(A) la prospection du pétrole,

(B) l'extraction du pétrole aux lieux de production de pétrole ou de gaz naturel,

(iii) sur les autres biens mobiliers corporels, d'une catégorie désignée par règlement pour l'application du présent alinéa, consommés ou utilisés pour la production ou la transformation de ressources non renouvelables,

au taux de quatre pour cent du prix d'achat, dans les cas où les biens mobiliers corporels sont vendus à compter de l'entrée en vigueur de la présente partie et avant la date initiale d'application d'un taux de taxe au taux fixé par ce règlement pris conformément au paragraphe 48(2), et au taux fixé par ce règlement, dans les cas où les biens mobiliers corporels sont vendus pendant la période d'application du règlement;

d) sur les biens mobiliers corporels autres que les biens mobiliers corporels visés aux alinéas a) à c) :

(i) au taux de dix pour cent du prix d'achat, dans les cas où les biens mobiliers corporels sont vendus à compter de l'entrée en vigueur de la présente partie et avant la date initiale d'application d'un taux de taxe conformément au sous-alinéa (ii),

(ii) au taux fixé par règlement pris conformément au paragraphe 48(2), dans les cas où les biens mobiliers corporels sont vendus pendant la période d'application du règlement.

(3) La taxe imposée en vertu du présent article sur les biens mobiliers corporels vendus dans la zone extracôtière pour utilisation ou consommation comme marchandises désignées est à payer :

a) par l'acheteur, que le prix d'achat, s'il y a lieu, soit payable ou non au comptant, à tempérament, par versements ou de toute autre manière;

b) à la date qui survient en premier lieu :

When and by whom tax is payable

Paiement de la taxe

(i) the tangible personal property is delivered to the purchaser, or
 (ii) the title in the tangible personal property is transferred to the purchaser, whichever is the earlier.

5

(i) soit au moment de la livraison des biens mobiliers corporels à l'acheteur,
 (ii) soit au moment du transfert à l'acheteur de la propriété des biens mobiliers corporels.

5

Deemed purchase

(4) For the purposes of this Part, any user or consumer in the offshore area of tangible personal property as designated goods, other than a user or consumer of tangible personal property who has previously paid or has incurred liability to pay tax under the Nova Scotia Sales Tax Act in respect of that tangible personal property, shall be deemed to have purchased the tangible personal property for use or consumption as designated goods from a vendor at a sale in the offshore area, and the user or consumer shall be deemed to be the purchaser of the property.

10

(4) Pour l'application de la présente partie, tout utilisateur ou consommateur dans la zone extracôtière de biens mobiliers corporels comme marchandises désignées, à l'exception d'un utilisateur ou d'un consommateur des biens mobiliers corporels qui a déjà payé ou est tenu de payer la taxe prévue par la loi néo-écossaise sur la taxe de vente sur ces biens mobiliers corporels, est réputé avoir acheté les biens mobiliers corporels pour utilisation ou consommation comme marchandises désignées d'un vendeur dans la zone extracôtière; l'utilisateur ou le consommateur est réputé être l'acheteur des biens.

20

Présomption

Definitions

"contractor"
 «entrepreneur»

(5) In this section, "contractor" means any person who contracts with another person having a right to engage in production or processing of a non-renewable resource to carry out any part of the right of that other person to engage in production or processing of a non-renewable resource;

20

(5) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

Définitions

«entrepreneur» Personne qui conclut un contrat avec une autre personne, ayant le droit de s'adonner à la production ou à la transformation de ressources non renouvelables, afin d'exercer une partie des droits de cette autre personne de s'adonner la production ou à la transformation des ressources non renouvelables.

30

«entrepreneur»
 "contractor"

"exploration"
 «prospection»

"exploration" includes development drilling;

"machinery or apparatus"
 «machines ou...»

"machinery or apparatus" includes drilling rigs;

"operator"
 «exploitant»

"operator" means any person who
 (a) has a right to engage in production or processing of a non-renewable resource, and
 (b) carries out production or processing of a non-renewable resource.

30

«exploitant» Personne qui, à la fois :

«exploitant»
 "operator"

a) a le droit de s'adonner à la production ou à la transformation de ressources non renouvelables;

b) produit ou transforme des ressources non renouvelables.

35

«machines ou appareils» Comprend des installations de forage.

«machines ou appareils»
 "machinery..."

«prospection» Comprend le forage en vue de la mise en valeur.

40

«prospection»
 "exploration"

Exemptions

Exemption for sales on certain wharfs

47. Notwithstanding section 46, tax under this Part is not payable in respect of tangible personal property sold on docks, wharfs or other structures that are permanently attached to the land that is

40

Exemptions

47. Nonobstant l'article 46, la taxe prévue à la présente partie n'est pas à payer sur les biens mobiliers corporels vendus sur les quais, les bassins et les autres constructions fixés en permanence au sol situé, à la fois :

45

Ventes sur
 quais exemptées

- (a) above the low water mark of Nova Scotia; and
- (b) outside the offshore area.

- a) au-dessus de la laisse de basse mer de la Nouvelle-Écosse;
- b) hors de la zone extracôtière.

Classes of goods

48. (1) Notwithstanding section 46 but subject to any regulations made under subsections (2) and (3), tax under this Part is not payable

- (a) in respect of tangible personal property of a class, or
- (b) by persons of a class

that is specifically exempted from the provisions of the Nova Scotia Sales Tax Act under the paragraphs of subsection 10(1) of that Act that are set out in Schedule IV.

Regulations

(2) The Governor in Council, on the recommendation of the Minister of Finance whenever it is considered to be in the public interest to do so, may make regulations,

- (a) excluding any exemption under this Part specified in subsection 10(1) of the Nova Scotia Sales Tax Act and referred to in subsection (1);
- (b) notwithstanding section 46, reducing the rate of tax prescribed by subsection 46(2) in respect of any tangible personal property for the period and under such conditions, if any, as may be prescribed;
- (c) prescribing, for the purposes of subparagraph 46(2)(a)(ii), a rate of tax not exceeding the rate prescribed for cigarettes by the Nova Scotia Sales Tax Act, as amended, in 1985 and thereafter, and the date on which the rate becomes applicable;
- (d) prescribing, for the purposes of subparagraph 46(2)(b)(ii), a rate of tax not exceeding the rate prescribed, for tobacco in any form other than a cigarette, by the Nova Scotia Sales Tax Act, as amended, in 1985 and thereafter, and the date on which the rate becomes applicable;
- (e) prescribing, for the purposes of subparagraph 46(2)(c)(ii), a rate of tax, not exceeding the rate prescribed by the Nova Scotia Sales Tax Act, as amended, for tangible personal property described in paragraph 46(2)(c), in 1985 and thereafter, and the date on which the rate becomes applicable; and

Catégories de biens

48. (1) Nonobstant l'article 46 mais sous réserve de tout règlement pris en vertu des paragraphes (2) et (3), la taxe imposée en vertu de la présente partie n'est pas payable :

- a) soit en ce qui concerne les biens mobiliers corporels d'une catégorie,

- b) soit par des personnes d'une catégorie, qui est expressément exemptée des dispositions de la loi néo-écossaise sur la taxe de vente en application des alinéas du paragraphe 10(1) de cette loi qui sont énoncés à l'annexe IV.

15

Règlements

(2) Le gouverneur en conseil peut, sur avis conforme du ministre des Finances et lorsqu'il y va de l'intérêt public, par règlement :

- a) annuler une exemption prévue à la présente partie, précisée au paragraphe 10(1) de la loi néo-écossaise sur la taxe de vente et visée au paragraphe (1);
- b) nonobstant l'article 46, réduire le taux de taxe, prévu au paragraphe 46(2), sur un bien mobilier corporel pour une période réglementaire et selon des conditions éventuellement prévues par règlement;
- c) fixer, pour l'application du sous-alinéa 46(2)a)(ii), un taux de taxe non supérieur au taux fixé pour les cigarettes par la loi néo-écossaise sur la taxe de vente, dans sa version modifiée en 1985 et par la suite, et la date d'entrée en vigueur du taux;
- d) fixer, pour l'application du sous-alinéa 46(2)b)(ii), un taux de taxe non supérieur au taux fixé pour le tabac, sous toute forme autre que celle de cigarette, par la loi néo-écossaise sur la taxe de vente, dans sa version modifiée en 1985 et par la suite, et la date d'entrée en vigueur du taux;
- e) fixer, pour l'application du sous-alinéa 46(2)c)(ii), un taux de taxe, non supérieur au taux fixé par la loi néo-écossaise sur la taxe de vente, dans sa version modifiée en 1985 et par la suite, pour les biens mobiliers corporels visés à l'alinéa 46(2)c), et la date d'entrée en vigueur du taux;
- f) fixer, pour l'application de l'alinéa 46(2)d)(ii), un taux de taxe, non supérieur

40

(f) prescribing, for the purposes of subparagraph 46(2)(d)(ii), a rate of tax, not exceeding the rate prescribed by the Nova Scotia Sales Tax Act, as amended, for any tangible personal property, other than tangible personal property referred to in paragraphs 46(2)(a) to (c), in 1985 and thereafter, and the date on which the rate becomes applicable.

au taux fixé par la loi néo-écossaise sur la taxe de vente, dans sa version modifiée en 1985 et par la suite, pour les biens mobiliers corporels autres que les biens mobiliers corporels visés aux alinéas 46(2)a) à c), et la date d'entrée en vigueur du taux.

Idem

(3) Notwithstanding section 46, the Governor in Council may make regulations conditionally or unconditionally, retroactively or prospectively,

- (a) of general application, on the recommendation of the Minister of Finance, or
- (b) in respect of a particular transaction or class of transactions, on the recommendation of the Minister,

exempting any person or persons of any class from the payment of tax under this Part or exempting any tangible personal property or class of tangible personal property from the application of this Part.

(3) Nonobstant l'article 46, le gouverneur en conseil peut, conditionnellement ou incondi-
tionnellement, rétroactivement ou éventuel-
lement, par règlement :

- a) soit d'application générale, sur recommandation du ministre des Finances,
- b) soit d'application particulière à une opération ou à une catégorie d'opérations, sur recommandation du ministre,

exempter toute personne ou toute catégorie de personnes du paiement de la taxe prévue à la présente partie ou exempter tous biens mobiliers corporels ou toute catégorie de biens mobiliers corporels de l'application de la présente partie.

Reduced rate of tax payable

(4) Notwithstanding section 46, where a regulation has been made under any of paragraphs (2)(b) to (f), tax shall be imposed, levied and collected under this Part at the rate prescribed by the regulation, in respect of the tangible personal property specified therein, for the period and under such conditions, if any, as are specified therein.

(4) Nonobstant l'article 46, dans les cas où un règlement est pris en vertu d'un des alinéas (2)b) à f), la taxe est imposée, prélevée et perçue en vertu de la présente partie au taux réglementaire sur les biens mobiliers corporels visés par le règlement pour la période et selon les conditions éventuelles qui y sont précisées.

Paiement au taux réduit

Tax Administration Agreement

Accord sur la perception des impôts

Power to collect

49. (1) Subject to subsection (4), where a tax administration agreement is entered into pursuant to subsection (2), tax, interest, penalties and other sums payable under this Part may be collected by the Government of Nova Scotia on behalf of the Government of Canada in accordance with the terms and conditions of the agreement, as amended from time to time pursuant to subsection (3).

49. (1) Sous réserve du paragraphe (4), la taxe, les intérêts, les amendes et les autres sommes à payer conformément à la présente partie peuvent être perçus par le gouvernement de la Nouvelle-Écosse pour le compte du gouvernement du Canada conformément aux modalités d'un accord sur la perception des impôts, dans sa forme éventuellement modifiée conformément au paragraphe (3), conclu conformément au paragraphe (2).

Pouvoir de percevoir

Tax administration agreement

(2) The Minister of Finance, with the approval of the Governor in Council, may, on behalf of the Government of Canada, enter into a tax administration agreement with the Government of Nova Scotia pursuant to

(2) Le ministre des Finances peut, avec l'approbation du gouverneur en conseil, conclure au nom du gouvernement du Canada, un accord sur la perception des impôts avec le gouvernement de la Nouvelle-Écosse aux

Accord sur la perception des impôts

which the Government of Nova Scotia shall, on behalf of the Government of Canada, collect and administer the tax, interest, penalties and other sums payable under this Part, in accordance with the terms and conditions set out in the agreement.

Amendments to the agreement

(3) The Minister of Finance, with the approval of the Governor in Council, may, on behalf of the Government of Canada, enter into an agreement amending the terms and conditions of any tax administration agreement entered into pursuant to subsection (2).

Remittance to Receiver General

(4) All taxes, interest, penalties or other sums payable under this Part shall be made payable and remitted to the Receiver General.

Consolidated Revenue Fund

(5) On the collection or receipt of any tax, interest, penalty or other sum by the Government of Nova Scotia pursuant to this Part, the tax, interest, penalty or other sum shall be deposited as soon as practicable to the credit of the Receiver General and paid into the Consolidated Revenue Fund in the manner prescribed by the Treasury Board under the *Financial Administration Act*.

Collection of excess sums

(6) Every person who knowingly collects or receives any sum of money as tax under this Part in circumstances where such sum is not payable shall forthwith

(a) refund the sum to the person from whom he collected it; or

(b) if the person referred to in paragraph (a) is not known or readily ascertainable, pay the sum to the Receiver General.

No further liability

(7) Any amount paid by or on behalf of any person on account of any tax, interest, penalty or other sum payable under this Part and collected by the Government of Nova Scotia

(a) relieves that person of liability to pay such amount

(i) on account of the tax, interest, penalty or other sum to the extent of the full amount thereof, or

termes duquel le gouvernement de la Nouvelle-Écosse doit percevoir et administrer, au nom du gouvernement du Canada, la taxe, les intérêts, les amendes et les autres sommes à payer prévus par la présente partie, en conformité avec les modalités de cet accord.

Modification de l'accord

(3) Le ministre des Finances peut, avec l'approbation du gouverneur en conseil, conclure au nom du gouvernement du Canada un accord modifiant les modalités de tout accord sur la perception des impôts qui a été conclu conformément au paragraphe (2).

Remise au receveur général

(4) Les taxes, intérêts, amendes ou autres sommes à payer en vertu de la présente partie sont à payer et sont versés au receveur général.

Fonds du revenu consolidé

(5) Dès la perception ou la réception d'une taxe, d'intérêts, d'une amende ou d'une autre somme par le gouvernement de la Nouvelle-Écosse conformément à la présente partie, la taxe, les intérêts, l'amende ou les autres sommes sont déposés aussitôt que possible au crédit du receveur général et versés au Fonds du revenu consolidé selon la manière prescrite par le conseil du Trésor conformément à la *Loi sur l'administration financière*.

Perception de sommes excédentaires

(6) Toute personne qui, sciemment, perçoit ou reçoit une somme d'argent à titre de taxe prévue à la présente partie en des circonstances où cette taxe n'est pas payable, doit sans délai :

a) soit rembourser la somme à la personne de qui elle l'a perçue;

b) soit, si la personne visée à l'alinéa a) n'est pas connue ou n'est pas facilement identifiable, verser la somme au receveur général.

Limitation de l'obligation

(7) Tout montant payé par une personne ou pour son compte à titre de taxe, d'intérêts, d'amende ou d'autre somme à payer en vertu de la présente partie et perçu par le gouvernement de la Nouvelle-Écosse :

a) dégage cette personne de l'obligation de payer ce montant :

(i) soit à titre de taxe, d'intérêts, d'amende ou d'autre somme dans la mesure du plein montant de ceux-ci,

	<p>(ii) as applied by the Minister; and</p> <p>(b) shall be deemed to have been applied in accordance with the direction of that person.</p>	<p>(ii) soit selon l'application qu'en fait le ministre;</p> <p>b) est réputé avoir été appliqué conformément aux instructions de cette personne.</p>
Proof of provision of tax administration agreement	<p>(8) A document purporting to be an agreement entered into pursuant to subsection (2) or (3) that is</p> <p>(a) published in the <i>Canada Gazette</i>, or</p> <p>(b) certified as such by, or on behalf of, the Minister, the Receiver General, the Deputy Receiver General or the Minister of Finance,</p> <p>is, in the absence of evidence to the contrary, evidence of the contents thereof and is admissible in evidence without proof of the signature or official character of the person purporting to have certified it.</p>	<p>(8) Un document, censé être un accord conclu conformément au paragraphe (2) ou (3), qui est :</p> <p>a) soit publié dans la <i>Gazette du Canada</i>,</p> <p>b) soit certifié comme tel par le ministre, le receveur général, le sous-receveur général ou le ministre des Finances, ou pour le compte de ceux-ci,</p> <p>fait, sauf preuve contraire, foi de son contenu et est admissible en preuve sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature qui y est apposée ou la qualité officielle du certificateur.</p>
	<p><i>Application of certain provisions of Nova Scotia Sales Tax Act in respect of this Part</i></p>	<p><i>Application de certaines dispositions de la loi néo-écossaise sur la taxe de vente à la présente partie</i></p>
Adoption by reference	<p>50. Subject to this Part and the regulations, sections 4 to 9, subsection 10(2), sections 11, 14, 15, 17 to 20 and 21 to 39, except subsection 19(5) and section 25, of the Nova Scotia Sales Tax Act, as set out in Schedule IV, apply in respect of this Part, with such modifications as the circumstances require.</p>	<p>50. Sous réserve des autres dispositions de la présente partie et de ses règlements, les articles 4 à 9, le paragraphe 10(2), les articles 11, 14, 15 et 17 à 20 et 21 à 39, sauf le paragraphe 19(5) et l'article 25, de la loi néo-écossaise sur la taxe de vente énoncés à l'annexe IV s'appliquent à la présente partie, avec les adaptations de circonstance.</p>
	<p><i>Liability and Collection of Tax</i></p>	<p><i>Responsabilité et perception de la taxe</i></p>
Debts due to Her Majesty	<p>51. All taxes, interest, penalties or other sums payable under this Part are debts due to Her Majesty in right of Canada and are recoverable as such from the person required to pay the taxes, interest, penalties or other sums in accordance with this Part.</p>	<p>51. Les taxes, intérêts, amendes ou autres sommes à payer en vertu de la présente partie sont des créances de Sa Majesté du chef du Canada et sont recouvrables comme telles auprès de la personne qui est tenue de les payer.</p>
	<p><i>Refunds, Deductions or Rebates</i></p>	<p><i>Remboursements, déductions ou rabais</i></p>
Refunds	<p>52. (1) Subject to this section, a deduction from, refund of or rebate of any tax imposed by this Part may be granted by the Minister</p> <p>(a) where an overpayment has been made by any person,</p> <p>(b) where the tax was paid in error, or</p> <p>(c) to the persons or persons of the classes prescribed or in respect of the tangible personal property or tangible personal property of the classes prescribed,</p>	<p>52. (1) Sous réserve des autres dispositions du présent article, le ministre peut accorder une déduction ou un remboursement de toute taxe, ou un rabais sur celle-ci, imposée en vertu de la présente partie :</p> <p>a) lorsqu'une personne a effectué un paiement en trop;</p> <p>b) lorsque la taxe a été payée par erreur;</p> <p>c) aux personnes ou aux catégories réglementaires de personnes ou en ce qui con-</p>

in such circumstances and according to such terms and conditions, if any, as may be prescribed.

cerne des biens mobiliers corporels ou des catégories réglementaires de biens mobiliers corporels,

dans les circonstances prévues par règlement et conformément aux modalités réglementaires éventuelles. 5

Limitation on amount of refund

(2) No deduction, refund or rebate may be granted pursuant to this section in respect of any tax paid if an amount equal to the total amount of the tax collected has previously been recovered by any person.

(2) Il ne peut être accordé de déduction, 5 de remboursement ni de rabais conformément au présent article en ce qui concerne des taxes payées, si un montant égal au total 10 des taxes perçues a été antérieurement recouvré par quiconque.

Limitation du montant du remboursement

Limitation on application for refund

(3) No deduction, refund or rebate may be granted pursuant to this section to any person in respect of any tax paid unless a written application therefor, in the form prescribed, is submitted to the Minister by or on behalf of the person within two years after the time the tax was paid.

(3) Il ne peut être accordé de déduction, 10 de remboursement ni de rabais à quiconque conformément au présent article en ce qui 15 concerne des taxes payées, sauf si une demande par écrit à cet effet, selon la forme réglementaire, est présentée au ministre par 15 la personne, ou pour son compte, dans les deux ans du paiement des taxes. 20

Prescription

Application to other taxes

(4) Instead of granting a deduction, refund or rebate that might otherwise be granted pursuant to this section to any person, the Minister may, where the person is liable or about to become liable to make any payment 20 under this Part, apply the amount of the overpayment to that other liability and notify the person of that action.

(4) Au lieu d'accorder une déduction, un 25 remboursement ou un rabais qui pourrait par ailleurs être accordé conformément au présent article à quiconque, le ministre peut, si 25 l'acheteur est tenu, ou sur le point de l'être, de faire un paiement conformément à la présente partie, appliquer le montant du paiement en trop à cette autre obligation et aviser l'acheteur de cette mesure.

Application à d'autres taxes

Definition of "tax"

(5) In this section, "tax" includes interest and penalties in respect of tax.

(5) Dans le présent article, «taxe» com- 30 prend les intérêts et les amendes qui s'y rapportent.

Définition de «taxe»

Disclosure of Information

Divulgence des renseignements

Definitions

53. (1) In this section, "official" means any person employed, or occupying a position of responsibility, in the service of Her Majesty in right of Canada or in right of Nova Scotia and 30 includes any person formerly so employed or formerly occupying such a position;

53. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

Définitions

"official"
«fonctionnaire»

«document fiscal» Tout registre, compte, 35 pièce justificative, document, déclaration, rapport ou objet obtenu par le ministre, ou pour son compte, à toute fin relative à l'application de la présente partie.

«document fiscal»
«tax document»

"tax document"
«document fiscal»

"tax document" means any record, account, voucher, document, return, report or thing obtained by or on behalf of the Minister 35 for any purpose related to the administration or enforcement of this Part;

«fonctionnaire» Toute personne employée ou 40 occupant un poste responsable au service de Sa Majesté du chef du Canada ou de la Nouvelle-Écosse et, notamment, toute personne ayant déjà été employée ainsi ou ayant déjà occupé un poste semblable. 45

«fonctionnaire»
«official»

"tax information"
«renseignement fiscal»

"tax information" means any information obtained by or on behalf of the Minister

«renseignement fiscal» Tout renseignement obtenu par le ministre, ou pour son

«renseignement fiscal»
«tax information»

	for any purpose related to the administration or enforcement of this Part.	compte, pour l'application de la présente partie.	
Disclosure of information	(2) Except as authorized by this section, no official shall	(2) Sauf autorisation du présent article, aucun fonctionnaire ne peut :	Divulgate des renseignements
	(a) knowingly communicate or knowingly allow to be communicated to any person any tax information; or	5 (a) soit sciemment communiquer ni sciemment permettre que soient communiqués à quiconque des renseignements fiscaux;	5
	(b) knowingly allow any person to inspect or to have access to any tax document.	(b) soit sciemment permettre à quiconque d'examiner des documents fiscaux ou d'y avoir accès.	10
Idem	(3) Notwithstanding any other Act or law, no official shall be required, in connection with any legal proceedings,	(3) Nonobstant toute autre loi ou règle de droit, aucun fonctionnaire ne peut être tenu, dans le cadre de procédures contentieuses :	Idem
	(a) to give evidence relating to any tax information; or	(a) soit de témoigner relativement à des renseignements fiscaux;	15
	(b) to produce any tax document.	15 (b) soit de produire des documents fiscaux.	
Exception	(4) Subsections (2) and (3) do not apply in respect of criminal proceedings, either by indictment or on summary conviction, under an Act of Parliament or in respect of proceedings relating to the administration or enforcement of this Part.	(4) Les paragraphes (2) et (3) ne s'appliquent pas en ce qui concerne les poursuites en matière criminelle, par voie d'acte d'accusation ou par déclaration de culpabilité par 20 procédure sommaire, en vertu d'une loi du Parlement ou relativement à des poursuites ayant trait à l'application de la présente partie.	Exception
Idem	(5) An official may communicate or allow to be communicated any tax information to, or allow inspection of or access to any tax document by,	(5) Un fonctionnaire peut communiquer 25 ou permettre que soient communiqués des renseignements fiscaux aux personnes suivantes ou permettre à ces mêmes personnes d'examiner ou d'avoir accès à des documents fiscaux :	Idem
	(a) any person employed, or occupying a position of responsibility, in the service of Her Majesty in right of Canada or in right of Nova Scotia, for any purpose relating to the administration or enforcement of this Part, including legal proceedings relating thereto;	25 (a) toute personne occupant un poste responsable au service de Sa Majesté du chef du Canada ou de la Nouvelle-Écosse, aux fins de l'application de la présente partie, y compris les procédures contentieuses y 35 afférentes;	30
	(b) any person employed, or occupying a position of responsibility, in the service of Her Majesty in right of Nova Scotia, for any purpose relating to the administration or enforcement of the Nova Scotia Sales Tax Act, if information obtained by the Government of Nova Scotia for that purpose is made available to the Minister on a reciprocal basis;	35 (b) toute personne employée ou occupant un poste responsable au service de Sa Majesté du chef de la Nouvelle-Écosse aux fins de l'application de la loi néo-écossaise 40 sur la taxe de vente, si les renseignements obtenus par le gouvernement de la Nouvelle-Écosse à cette fin sont communiqués au ministre selon une formule d'échange réciproque;	45
	(c) any person employed, or occupying a position of responsibility, in the Department of Finance for any purpose relating to the evaluation and formulation of tax policy;	45 (c) toute personne employée ou occupant un poste responsable au sein du ministère des Finances pour l'évaluation et la formulation de la politique fiscale;	

- (d) any person employed, or occupying a position of responsibility, in the Department of National Revenue, for any purpose relating to the administration and enforcement of the *Customs Act*, the *Customs Tariff*, the *Excise Act*, the *Excise Tax Act*, or the *Income Tax Act*;
- (e) the Minister of Energy, Mines and Resources solely for the purpose of evaluating and formulating policy in relation to energy matters;
- (f) the Chief Statistician of Canada for the purposes of the *Statistics Act*;
- (g) the Nova Scotia Minister or Provincial Tax Commissioner or their authorized delegates for the purpose of carrying out any of their powers, duties or functions under this Part; or
- (h) any person otherwise legally entitled thereto.

- d) toute personne employée ou occupant un poste responsable au sein du ministère du Revenu national en ce qui concerne l'application de la *Loi sur les douanes*, de la *Loi sur l'accise*, de la *Loi sur la taxe d'accise* ou de la *Loi de l'impôt sur le revenu*;
- e) le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, aux fins seulement de l'évaluation et de la formulation de la politique relative aux questions énergétiques;
- f) le statisticien en chef du Canada pour l'application de la *Loi sur la statistique*;
- g) le ministre néo-écossais, le commissaire provincial des impôts, ou leur délégués, pour l'exercice des pouvoirs ou fonctions que leur confère la présente partie;
- h) toute personne par ailleurs habilitée par la loi.

Protection of Officers

Protection des fonctionnaires

Limitation

54. No action or judicial proceeding shall be commenced against a person for anything done in the performance of his duties under this Act or a person called on to assist a person in the performance of such duties more than three months after the time when the cause of action or the subject-matter of the proceeding arose.

54. Il ne peut être intenté d'action ni de poursuite judiciaire contre une personne en ce qui concerne l'exercice des fonctions que lui confère la présente loi, ou contre une personne appelée à l'aide d'une autre qui exerce de telles fonctions, plus de trois mois après que la cause de l'action ou l'objet de la poursuite ait pris naissance.

Extension of Court Jurisdiction

Accroissement de la compétence de la cour

Jurisdiction extended

55. (1) It is hereby declared that, subject to any exceptions prescribed, every court in Nova Scotia has jurisdiction in respect of matters arising under this Part in the off-shore area as if those matters had arisen within the territorial limits of the County of Halifax, to the same extent as the court has jurisdiction in respect of matters occurring in its own territorial division.

55. (1) Il est déclaré que, sous réserve des exceptions réglementaires, toute cour de la Nouvelle-Écosse est compétente pour traiter des affaires résultant de l'application de la présente partie à la zone extracôtière, comme si ces affaires avaient pris naissance dans les limites territoriales du comté de Halifax, de la même manière que si la cour avait été compétente pour traiter d'affaires prenant naissance dans le cadre de sa division territoriale.

Compétence accrue

Jurisdiction of Federal Court

(2) The Federal Court has concurrent jurisdiction in respect of matters referred to in subsection (1).

(2) La Cour fédérale a compétence concurrente dans les affaires visées au paragraphe (1).

Compétence de la Cour fédérale

Saving

(3) Nothing in this Act limits the jurisdiction that a court may exercise apart from this Act.

(3) La présente loi ne restreint pas la compétence d'une cour hors du cadre de la présente loi.

Réserve

Definition of
"court"

(4) For the purposes of this section, "court" includes a judge thereof and any justice or magistrate.

(4) Pour l'application du présent article, «cour» comprend un juge de celle-ci et tout juge ou magistrat.

Définition de
«cour»

Application of Provincial Laws

Regulations
applying
provincial laws

56. (1) Subject to subsections (2) and (3), the Governor in Council, on the recommendation of the Minister of Finance made after consultation with the Minister, may, for the purposes of the application in respect of this Part of any provision of the Nova Scotia Sales Tax Act referred to in subsection 48(1) or section 50, make regulations making any provincial laws or any part thereof specified by the regulations applicable, with such modifications as the circumstances require, within the offshore area or such portions of the offshore area as are described in the regulations for any such purpose set out therein.

Provincial
agreement or
notice required

(2) No regulations shall be made under subsection (1) unless

(a) the Lieutenant Governor in Council of the Province of Nova Scotia has consented thereto; or

(b) the Nova Scotia Minister is given written notice of the proposed regulations together with a copy thereof at least ninety days before the proposed regulations come into force.

Exceptions

(3) This section does not apply to any provincial laws that impose a tax, charge or royalty or that are repugnant or inconsistent with any federal law.

Appropriation

57. In respect of each fiscal year during the term of the Agreement, the Minister of National Revenue may pay out of the Consolidated Revenue Fund, at such times and in such manner as may be prescribed, amounts required to be refunded or reimbursed during that fiscal year to taxpayers under this Part or in lieu of those amounts, an amount to Her Majesty in right of Nova Scotia on account of amounts that have been refunded or reimbursed to taxpayers in respect of taxes paid under this Part.

Application des lois provinciales

Règlements
d'application
des lois
provinciales

56. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), le gouverneur en conseil peut, sur recommandation du ministre des Finances après consultation avec le ministre, pour l'application de toute disposition de la loi néo-écossaise sur la taxe de vente visée ou au paragraphe 48(1) à l'article 50, prendre des règlements rendant applicables des lois provinciales ou des parties de celles-ci précisées dans les règlements, avec les adaptations de circonstance, à la zone extracôtière ou à des fractions de celle-ci indiquées dans les règlements, pour une fin qui y est précisée.

(2) Aucun règlement ne peut être pris en application du paragraphe (1), à moins que ne survienne un des événements suivants :

a) le gouvernement du Canada et le gouvernement de la Nouvelle-Écosse conviennent que des règlements doivent être pris;

b) le gouvernement de la Nouvelle-Écosse reçoit un avis écrit des règlements proposés ainsi qu'une copie de ces règlements au moins quatre-vingt-dix jours avant la date proposée de leur entrée en vigueur.

Nécessité d'un
accord avec la
province ou
d'un avis à
celle-ci

(3) Le présent article ne s'applique pas aux lois provinciales qui prévoient l'imposition d'une taxe, d'un droit ou d'une redevance, ou qui sont incompatibles avec les lois fédérales.

Exceptions

Appropriation

Affectation

Affectation

57. En ce qui concerne chaque exercice se déroulant pendant la durée de l'Accord, le ministre du Revenu national peut payer sur le Fonds du revenu consolidé, aux dates et de la manière réglementaires, les montants qui doivent être remboursés au cours de cet exercice aux contribuables en vertu de la présente partie ou, au lieu de ces montants, un montant à Sa Majesté du chef de la Nouvelle-Écosse au titre des montants qui ont été remboursés aux contribuables relativement

aux taxes payées en vertu de la présente partie.

Regulations

Regulations

58. (1) The Governor in Council may make regulations for carrying out the purposes and provisions of this Part and, without restricting the generality of the foregoing, may make regulations

(a) on the recommendation of the Minister,

(i) governing the determination of any matter that under this Part is to be determined by the Minister, 10

(ii) prescribing the accounts and records to be kept for the purposes of this Part, the place where, the manner in which and the terms and conditions under which those accounts and records 15 are to be kept and requiring those records to be kept in accordance with those regulations,

(iii) determining the manner of computing the amount of tax to be collected 20 and remitted under this Part and prescribing the periods within which returns by vendors are required to be filed under this Part,

(iv) prescribing the time when, manner 25 and circumstances in which and persons or classes of persons by whom, returns by users or consumers of tangible personal property are required to be filed for the purposes of this Part and requir- 30 ing those returns to be filed in accordance with those regulations,

(v) prescribing, for the purpose of paragraph 46(2)(c), any class of tangible personal property that may be consumed 35 or used in the production or processing of non-renewable resources,

(vi) prescribing the circumstances in which and the terms and conditions under which a deduction from, refund of 40 or rebate of any tax under this Part may be granted pursuant to subsection 52(1),

(vii) facilitating the granting of any deduction, refund or rebate under this Part, 45

Règlements

Règlements

58. (1) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, prendre les mesures nécessaires à l'application de la présente partie et, 5 notamment :

a) sur recommandation du ministre :

(i) concernant la décision à prendre sur toute question qui, en application de la présente partie, relève du ministre, 10

(ii) établir les comptes et les registres à tenir pour l'application de la présente partie, ainsi que le lieu où ceux-ci doivent être conservés et la manière et les modalités qui régissent leur tenue, et 15 l'obligation de les tenir conformément à ce règlement,

(iii) fixer la manière de calculer le montant de la taxe à percevoir et à verser en vertu de la présente partie et les périodes 20 au cours desquelles les déclarations des vendeurs doivent être produites en vertu de la présente partie,

(iv) fixer la date, la manière et les circonstances de la production, par des personnes ou des catégories de personnes, de déclarations d'utilisateurs ou de consommateurs de biens mobiliers corporels tenus à cette production en application de la présente partie et exiger que ces 30 déclarations soient produites, conformément à ce règlement,

(v) désigner, pour l'application de l'alinéa 46(2)c), une catégorie de biens mobiliers corporels qui peuvent être consommés ou utilisés pour la production ou la transformation de ressources non renouvelables,

(vi) prévoir les circonstances et les modalités de la déduction ou du remboursement de taxes prévues par la présente partie, ou d'un rabais sur celles-ci, pouvant être accordés conformément au paragraphe 52(1),

(vii) faciliter les déductions, les remboursements ou les rabais prévus par la présente partie, 45

- (viii) providing for the retention, by way of deduction or set-off, of the amount of tax or other indebtedness of a purchaser under this Part out of any amount or amounts that may be or become payable by Her Majesty to him, 5
- (ix) prescribing the time and manner of making payments pursuant to section 57, and
- (x) subject to this subsection and sub-10 sections 48(2) and (3), prescribing anything that is by this Part to be prescribed; and
- (b) on the recommendation of the Minister of Finance, 15
- (i) excluding any provision or any part thereof of the Nova Scotia Sales Tax Act from the application of subsection 39(2) or section 50,
- (ii) amending any of the provisions of 20 the Nova Scotia Sales Tax Act as set out in Schedule IV and the reference to that provision in subsection 39(2) or 48(1) or section 50 if the amendment would have the effect of making that 25 provision conform with the corresponding provision of the Nova Scotia Sales Tax Act as amended from time to time,
- (iii) for carrying out or giving effect to any provision of the Nova Scotia Sales 30 Tax Act applicable in respect of this Part,
- (iv) prescribing the interest rate or determining the manner of calculating the interest rate per year for the purpose 35 of subsection 30(1) of the Nova Scotia Sales Tax Act applicable in respect of this Part by virtue of section 50,
- (v) for the purpose of the definition "production or processing" in subsection 40 39(1),
- (A) prescribing the extent to which and the manner in which the exploration for, extraction of, or transformation or conversion of any non-renew- 45 able resource is carried out, and
- (B) defining any words or expressions for the purpose of the prescription under clause (A),
- (viii) prévoir la retenue, par voie de déduction ou de compensation, du montant de la taxe d'un acheteur, ou d'une dette de celui-ci, en vertu de la présente 5 partie de tout montant que Sa Majesté 5 peut lui devoir ou pourrait lui devoir,
- (ix) fixer la date et la manière de faire des paiements conformément à l'article 57,
- (x) sous réserve du présent paragraphe 10 et des paragraphes 48(2) et (3), prendre toute mesure d'ordre réglementaire prévue par la présente partie;
- b) sur recommandation du ministre des 15 Finances :
- (i) soustraire toute disposition, ou fraction de celle-ci, de la loi néo-écossaise sur la taxe de vente à l'application du paragraphe 39(2) ou de l'article 50,
- (ii) modifier toute disposition de la loi 20 néo-écossaise sur la taxe de vente énoncée à l'annexe IV et le renvoi à cette disposition au paragraphe 39(2) ou 48(1) ou à l'article 50, si la modification a pour effet de rendre cette disposition 25 conforme à la disposition correspondante de la loi néo-écossaise sur la taxe de vente, dans sa version éventuellement modifiée,
- (iii) sur l'application de toute disposi- 30 tion de la loi néo-écossaise sur la taxe de vente applicable à la présente partie,
- (iv) fixer le taux d'intérêt ou la méthode de calcul du taux d'intérêt annuel pour l'application du paragraphe 35 30(1) de la loi néo-écossaise sur la taxe de vente, applicable à la présente partie en vertu de l'article 50,
- (v) pour l'application de la définition de «production ou transformation» au para- 40 graphe 39(1) :
- (A) déterminer dans quelle mesure et de quelle manière les activités de prospection, d'extraction, de transformation ou de conversion de toutes 45 ressources non renouvelables peuvent être menées,
- (B) définir les mots et expressions nécessaires à la détermination prévue à la disposition (A), 50

(vi) prescribing the persons or classes of persons to whom or the tangible personal property or classes thereof in respect of which a deduction from, refund of or rebate of any tax under this Part may be granted pursuant to subsection 52(1), and

(vii) prescribing, for the purposes of subsection 55(1), exceptions to the jurisdiction of the courts in Nova Scotia.

(vi) désigner les personnes, ou les catégories de personnes, à qui peut être accordée, conformément au paragraphe 52(1), une déduction ou un remboursement de toute taxe, ou un rabais sur celle-ci, imposée en vertu de la présente partie, ou désigner les biens mobiliers corporels, ou les catégories de biens mobiliers corporels, qui peuvent faire l'objet de cette déduction, de ce remboursement ou de ce rabais,

(vii) déterminer, pour l'application du paragraphe 55(1), les exceptions à la compétence des cours de la Nouvelle-Écosse.

Regulations of general or particular application

(2) Any regulation made under subsection (1) may be made applicable generally or to apply in the manner specified in the regulations.

Copy of proposed regulation to Nova Scotia Minister

(3) Subject to subsection (4), the Minister or the Minister of Finance shall furnish the Nova Scotia Minister with a copy of every regulation proposed to be made pursuant to subsection (1) on the recommendation of that Minister at least thirty days before the regulation is made unless the Minister and the Nova Scotia Minister otherwise agree.

Idem

(4) Where a copy of a proposed regulation has been furnished to the Nova Scotia Minister pursuant to subsection (3) and it is proposed to make the regulation with amendments from the version so furnished, that subsection does not apply in respect of the proposed regulation as so amended, but the Minister shall furnish the Nova Scotia Minister with a copy of the proposed regulation as so amended, unless the Minister and the Nova Scotia Minister otherwise agree.

Commencement of Regulations

59. (1) Any regulation made under this Part for the purposes of the implementation of a provision of this Part shall, if the regulation so provides, have retroactive effect and be deemed to have come into force

- (a) on the date the provision comes into force; or
- (b) on any date thereafter as specified in the regulation.

Publication

(2) No regulation made under this Part has effect until it has been published in the

(2) Tout règlement pris en application du paragraphe (1) peut s'appliquer de façon générale ou spéciale, selon ce qui y est précisé.

(3) Sous réserve du paragraphe (4), le ministre des Finances fournit au ministre néo-écossais un exemplaire de tout règlement dont il propose, sur sa recommandation, la prise en vertu du paragraphe (1), au moins trente jours avant la prise du règlement, sauf si le ministre et le ministre néo-écossais en conviennent autrement.

(4) Lorsqu'un exemplaire d'un règlement proposé a été fourni au ministre néo-écossais conformément au paragraphe (3) et qu'il est proposé qu'une version modifiée du règlement fourni soit prise, ce paragraphe ne s'applique pas à cette version modifiée, mais le ministre doit fournir au ministre néo-écossais un exemplaire de la version modifiée du règlement, sauf si le ministre et le ministre néo-écossais en conviennent autrement.

59. (1) Un règlement pris en vertu de la présente partie pour l'application d'une disposition de la présente partie s'applique, si le règlement le prévoit, rétroactivement et est réputé en vigueur :

- a) soit à la date d'entrée en vigueur de la disposition;
- b) soit à toute date ultérieure précisée dans le règlement.

(2) Un règlement pris en vertu de la présente partie n'a pas d'effet avant sa publica-

Application générale ou spéciale

Exemplaire du règlement proposé au ministre néo-écossais

Idem

Entrée en vigueur d'un règlement

Publication

Canada Gazette, but, when so published, a regulation shall if it so provides, be effective with reference to a period before it was published.

tion dans la *Gazette du Canada*, mais une fois publié, un règlement prend effet en ce qui concerne une période antérieure à sa publication, s'il contient une disposition à cet effet.

Forms

60. (1) The Minister may, by order, prescribe any form or any information to be given on a form that is by this Part or the regulations to be prescribed and may include on any form so prescribed a declaration, to be signed by the person completing the form, declaring that the information given by him on the form is, to the best of his knowledge, true, accurate and complete.

5 60. (1) Le ministre peut, par arrêté, prévoir les formulaires et les renseignements que la présente loi prévoit devoir être précisés par règlement et inclure sur ces formulaires une déclaration, à être signée par la personne 10 remplissant le formulaire, à l'effet que les renseignements consignés sur le formulaire sont véridiques, complets et précis.

Formulaires

Forms prescribed or authorized

(2) Every form purporting to be a form prescribed or authorized by the Minister shall be deemed to be a form prescribed by order of the Minister under this Act unless called in question by the Minister or some person acting for the Minister or Her Majesty.

15 (2) Tout formulaire passant pour prévu ou autorisé par le ministre est réputé être un 15 formulaire réglementaire prévu par arrêté du ministre en vertu de la présente loi, sauf s'il est remis en question par le ministre, ou par une personne agissant pour le compte de 20 celui-ci, ou par Sa Majesté.

Formulaires réglementaires ou autorisés

Coming into Force

Entrée en vigueur

Commence-ment

61. This Part shall be deemed to have come into force on June 22, 1984.

61. La présente partie est réputée être entrée en vigueur le 22 juin 1984.

Entrée en vigueur

Expiry

Cessation d'effet

Expiration

62. This Part shall cease to have effect on a day to be fixed by proclamation.

62. La présente partie cesse d'avoir effet à la date fixée par proclamation.

Cessation d'effet

PART III

THE SHARING OF OFFSHORE REVENUE

PARTIE III

PARTAGE DES RECETTES PROVENANT DE LA ZONE EXTRACÔTIÈRE

Interpretation

Définitions

Definitions

63. (1) In this Part, "assessment" includes reassessment;

25 63. (1) Les définitions qui suivent s'appli- 25 quent à la présente partie.

«assessment» «cotisation»

«accord sur la perception des impôts» L'accord sur la perception des impôts conclu en application de la partie II.

«accord sur la perception des impôts» «tax administration...»

«Bay of Fundy» «baie de Fundy»

«Minister» «ministre»

30 «année» Année civile.

30 «année» «year»

«Nova Scotia Sales Tax Act» «loi néo-écossaise...»

«baie de Fundy» Les zones sous-marines délimitées à l'annexe II.

«baie de Fundy» «Bay of Fundy»

«Nova Scotia share»
«part de...»

«Nova Scotia share», in respect of a fiscal year,

(a) means the portion of the offshore revenue in respect of the fiscal year that is allocated to the Government of Nova Scotia, and

(b) includes

(i) those portions of the offshore revenue in respect of the fiscal year that are attributable to Sable Island and its footprint and the Bay of Fundy, and

(ii) the amounts realized during the fiscal year from forfeited deposits, paid to the Receiver General in respect of Sable Island and its footprint and the Bay of Fundy, provided for by exploration agreements entered into under section 10 of the Oil Act or the corresponding provision of the Nova Scotia Oil Act or provided for under subsection 3.2(1) of the Oil Production Act or the corresponding provision of the Nova Scotia Oil Production Act, to the extent, if any, that such Acts are applicable,

determined at the time, in the manner and subject to such terms and conditions as may be prescribed;

«offshore area»
«zone extracôtière»

«offshore area» means Sable Island and the submarine areas within the limits described in Schedule I;

«offshore revenue»
«recettes extracôtières»

«offshore revenue», in respect of any fiscal year, means, subject to subsections (2) to (7), the aggregate of the following amounts, namely,

(a) the aggregate of the amounts paid to the Receiver General during the fiscal year on account of the basic royalties and progressive incremental royalties payable in respect of the offshore area under the Oil Act or the Nova Scotia Oil Act, to the extent, if any, that either such Act is applicable,

(b) the aggregate of the proceeds derived from the disposition of shares, interests and shares in interests pursuant to subsections 23(6) and 55(3) of the Oil Act or the corresponding provisions of the Nova Scotia Oil Act, to the

«commissaire provincial des impôts» La personne occupant la fonction intitulée *Provincial Tax Commissioner* nommée en vertu de la loi intitulée *Public Service Act*, chapitre 225 des lois intitulées *Revised Statutes of Nova Scotia 1967*, dans sa version modifiée.

«commissaire provincial des impôts»
«Provincial...»

«cotisation» Comprend une nouvelle cotisation.

«cotisation»
«assessment»

«Fonds des recettes» Le compte ouvert en vertu de l'article 66.

«Fonds des recettes»
«Revenue Fund»

«Île de Sable et son empreinte» La zone, submergée ou non, délimitée à l'annexe III.

«Île de Sable et son empreinte»
«Sable...»

«loi néo-écossaise sur la taxe de vente» La loi intitulée *Health Services Tax Act*, chapitre 126 des lois intitulées *Revised Statutes of Nova Scotia 1967*, dans sa version modifiée.

«loi néo-écossaise sur la taxe de vente»
«Nova Scotia Sales...»

«ministre» Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources.

«ministre»
«Minister»

«part de la Nouvelle-Écosse» Pour un exercice, à la fois :

«part de la Nouvelle-Écosse»
«Nova Scotia share»

a) la fraction des recettes extracôtières pour l'exercice qui est attribuée au gouvernement de la Nouvelle-Écosse;

b) comprend les montants qui suivent, déterminés à la date, de la manière et sous réserve des modalités réglementaires :

30

(i) la fraction des recettes extracôtières pour l'exercice attribuable à l'Île de Sable et à son empreinte et à la baie de Fundy,

(ii) les sommes perçues pendant l'exercice provenant de dépôts confisqués, payées au receveur général relativement à l'Île de Sable et à son empreinte et à la baie de Fundy, prévues aux accords d'exploration conclus en vertu de l'article 10 de la Loi sur le pétrole ou de la disposition correspondante de la Loi néo-écossaise sur le pétrole ou prévus au paragraphe 3.2(1) de la Loi sur la production du pétrole ou de la disposition correspondante de la Loi néo-écossaise sur la production du pétrole.

45

extent, if any, that either such Act is applicable,

(c) the aggregate of the amounts paid to the Receiver General during the fiscal year on account of the cash bonuses payable in respect of the offshore area pursuant to exploration agreements entered into under section 10 of the Oil Act or the corresponding provision of the Nova Scotia Oil Act, to the extent, if any, that either such Act is applicable,

(d) the aggregate of the amounts paid to the Receiver General during the fiscal year in respect of the offshore area on account of

(i) the annual rentals payable under section 71 of the Oil Act,

(ii) the rentals provided for by exploration agreements entered into under section 10 of the Oil Act,

(iii) the fees, if any, payable

(A) for production licences issued under the Oil Act, and

(B) for operating licences issued pursuant to paragraph 3.2(1)(a) of the Oil Production Act, and

(iv) the fees, if any, and rentals payable under or provided for by exploration agreements entered into under the Nova Scotia Oil Act or the Nova Scotia Oil Production Act corresponding to the rentals and fees referred to in subparagraphs (i) to (iii),

to the extent, if any, that the Acts referred to in this paragraph are applicable and to the extent that the aggregate of all such rentals and fees exceeds the aggregate of all costs for the fiscal year as determined by the Minister, and where applicable, the Nova Scotia Minister, in respect of the administration and management of the offshore area under all of the Acts referred to in this paragraph that are applicable,

(e) the aggregate of

(i) ten per cent of the taxable income earned by all corporations during the fiscal year in the offshore area, and

(ii) the percentage of the taxable income earned by all corporations

«recettes extracôtières» Pour un exercice, sous réserve des paragraphes (2) à (7), le total des montants suivants :

«recettes extracôtières»
"offshore revenue"

a) le total des montants payés au receveur général au cours de l'exercice au titre des redevances de base et des redevances progressives de base à payer pour la zone extracôtière en vertu de la Loi sur le pétrole ou de la Loi néo-écossaise sur le pétrole, selon l'application éventuelle de chacune de ces lois;

b) le total du produit tiré de l'aliénation de parts, de droits et de parts dans des droits conformément aux paragraphes 23(6) et 55(3) de la Loi sur le pétrole ou 15 aux dispositions correspondantes de la Loi néo-écossaise sur le pétrole, selon l'application éventuelle de chacune de ces lois;

c) le total des montants payés au receveur général au cours de l'exercice au titre des bonis en espèces à payer pour la zone extracôtière conformément aux accords d'exploration conclus en vertu de l'article 10 de la Loi sur le pétrole ou 25 de la disposition correspondante de la Loi néo-écossaise sur le pétrole, selon l'application éventuelle de chacune de ces lois;

d) le total des montants payés au receveur général au cours de l'exercice pour la zone extracôtière au titre des montants suivants :

(i) les redevances fixes annuelles à payer en vertu de l'article 71 de la Loi sur le pétrole,

(ii) les redevances fixes prévues aux accords d'exploration conclus en vertu de l'article 10 de la Loi sur le pétrole,

(iii) les droits éventuels à payer pour :

(A) les licences de production accordées en vertu de la Loi sur le pétrole,

(B) les licences d'opération délivrées conformément à l'alinéa 3.2(1)a) de la Loi sur la production du pétrole,

(iv) les droits éventuels et les redevances fixes à payer dans le cadre des accords d'exploration conclus en vertu de la Loi néo-écossaise sur le pétrole

during the fiscal year in the offshore area that is referred to in paragraph 123(1)(b) of the *Income Tax Act*,

where the taxable income earned by corporations during the fiscal year is assessed under the *Income Tax Act* in respect of

(iii) taxation years of corporations ending in the year that ends in the fiscal year, and

(iv) those taxation years and portions of the taxation years of corporations prior to the taxation years referred to in subparagraph (iii) that are within the term of the Agreement and are not included in respect of a previous fiscal year, and

(f) the aggregate of the amounts on account of tax, interest, penalties or other sums payable under Part II collected in respect of

(i) the year that ends in the fiscal year, and

(ii) those years and portions of the years prior to the year referred to in subparagraph (i) that are within the term of the Agreement and are not included in respect of a previous fiscal year

less one and one-half per cent of the aggregate of such amounts on account of tax collected by vendors;

"prescribed"
Version
anglaise
seulement

"prescribed" means prescribed by regulations made by the Governor in Council pursuant to this Part;

"Provincial Tax
Commissioner"
«commis-
saire...»

"Provincial Tax Commissioner" means the Provincial Tax Commissioner appointed under the *Public Service Act*, Revised Statutes of Nova Scotia 1967, Chapter 255, as amended;

"Revenue
Fund"
«Fonds des...»

"Revenue Fund" means the account established by section 66;

"regulations"
«règlements»

"regulations" means regulations made by the Governor in Council under this Part;

"Sable Island
and its
footprint"
«Île de Sable...»

"Sable Island and its footprint" means the area, whether above or under water, that is within the limits described in Schedule III;

ou de la Loi néo-écossaise sur la production du pétrole correspondant aux droits et aux redevances fixes visés aux sous-alinéas (i) à (iii),

dans la mesure éventuelle où les lois visées au présent alinéa s'appliquent et dans la mesure où la somme de ces droits et redevances fixes est supérieure à la somme des frais pour l'exercice déterminés par le ministre et, lorsqu'il y a lieu, le ministre néo-écossais, pour l'administration et la gestion de la zone extracôtière conformément aux lois visées au présent alinéa qui sont applicables;

e) le total des montants suivants :

(i) dix pour cent du revenu imposable gagné par toutes les personnes morales au cours de l'exercice dans la zone extracôtière,

(ii) le pourcentage du revenu imposable gagné par toutes les personnes morales au cours de l'exercice dans la zone extracôtière visé à l'alinéa 123(1)b) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*,

lorsque le revenu imposable gagné par les personnes morales au cours de l'exercice est cotisé en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* pour :

(iii) les années d'imposition des personnes morales se terminant dans l'année qui finit au cours de l'exercice,

(iv) les années d'imposition et les fractions d'année d'imposition des personnes morales antérieures aux années d'imposition visées au sous-alinéa (iii) qui se déroulent pendant la durée de l'Accord et ne sont pas incluses pour un exercice antérieur;

f) le total des montants au titre de la taxe, des intérêts, des amendes ou des autres sommes à payer en vertu de la partie II perçus en ce qui concerne :

(i) l'année qui se termine au cours de l'exercice,

(ii) les années et les fractions d'année antérieures à l'année visée au sous-alinéa (i) qui se déroulent pendant la

“tax administration agreement”
«accord...»

“tax administration agreement” means a tax administration agreement entered into pursuant to Part II;

“year”
«année»

“year” means a calendar year.

durée de l'Accord et ne sont pas incluses pour un exercice antérieur, moins un et demi pour cent du total de ces montants au titre des taxes perçues par les vendeurs.

5

«règlements» Règlements pris par le gouverneur en conseil en vertu de la présente partie.

«règlements»
“regulations”

«zone extracôtière» L'Île de Sable et les zones sous-marines délimitées à l'annexe II.

«zone extracôtière»
“offshore area”

10

Determination of amounts referred to in paragraphs (1)(a) to (d)

(2) For the purposes of paragraphs (a) to (d) of the definition “offshore revenue” in subsection (1), the aggregate of the amounts referred to in each of those paragraphs shall be determined at the time, in the manner and subject to such terms and conditions as may be prescribed.

(2) Pour l'application des alinéas a) à d) de la définition de «recettes extracôtières» au paragraphe (1), le total des montants visés à chacun de ces alinéas est déterminé à la date, de la manière et selon les modalités réglementaires.

Détermination des montants visés aux alinéas (1)a) à d)

5

Corporation Income Tax Revenue

(3) Subject to subsections (5) to (7), for the purposes of paragraph (e) of the definition “offshore revenue” in subsection (1), the percentages of the taxable income earned by all corporations during a fiscal year in the offshore area shall be determined in the manner prescribed, assessed not later than twenty-four months after the end of the fiscal year, in respect of the taxation years of corporations ending in the year that ends in the fiscal year and taxation years and portions of the taxation years of corporations referred to in subparagraph (e)(iv) of the definition, where applicable.

(3) Sous réserve des paragraphes (5) à (7), pour l'application de l'alinéa e) de la définition de «recettes extracôtières» au paragraphe (1), les pourcentages du revenu imposable gagné par toutes les personnes morales au cours d'un exercice dans la zone extracôtière sont déterminés de la manière réglementaire, cotisé au plus tard vingt-quatre mois après la fin de l'exercice, pour les années d'imposition des personnes morales se terminant dans l'année finissant au cours de l'exercice et les années d'imposition et les fractions d'année d'imposition des personnes morales visées au sous-alinéa e)(iv) de la définition, lorsqu'il y a lieu.

Impôt sur le revenu des personnes morales

20

25

30

Sales tax calculation

(4) Subject to subsections (5) to (7), for the purposes of paragraph (f) of the definition “offshore revenue” in subsection (1), the aggregate of the amounts on account of tax, interest, penalties or other sums payable under Part II collected in respect of the year ending in a fiscal year shall be deemed to be (a) the aggregate of the taxes, interest, penalties and other sums payable under Part II collected, as determined in the manner prescribed, not later than twenty-four months after the end of the fiscal year minus

(4) Sous réserve des paragraphes (5) à (7), pour l'application de l'alinéa f) de la définition de «recettes extracôtières» au paragraphe (1), le total des montants au titre des taxes, des intérêts, des amendes ou des autres sommes à payer en vertu de la partie II, perçus pour l'année finissant au cours d'un exercice, est réputé être :

Calcul de la taxe de vente

a) le total des taxes, des intérêts, des amendes et des autres sommes à payer en vertu de la partie II, déterminé de la manière réglementaire, perçus au plus tard vingt-quatre mois après la fin de l'exercice

moins

45

(b) the aggregate, as determined in the manner prescribed, of the deductions from, refunds of and rebates of tax imposed under Part II that have been granted in

b) le total, déterminé de la manière réglementaire, des retenues des taxes imposées en vertu de la partie II, des rembourse-

respect of the taxes referred to in paragraph (a).

Definition of
"offshore
revenue"

(5) For the purposes of the definition "offshore revenue" in subsection (1), in respect of a fiscal year during the term of the Agreement before this Act comes into force,

(a) the amounts referred to in paragraph (e) of the definition shall be determined, in respect of taxable income earned after March 1, 1982, by the Minister of Finance in accordance with subsection (6) as if Part VI had come into force on March 2, 1982; and

(b) the amounts referred to in paragraph (f) of the definition shall be determined by the Minister of Finance in accordance with subsection (6) as if Part II had come into force on March 2, 1982.

Estimation of
revenues prior
to commence-
ment of Act

(6) For the purposes of subsection (5), the Minister of Finance shall, in respect of a fiscal year during the term of the Agreement before this Act comes into force, estimate the amounts referred to in paragraphs (e) and (f) of the definition "offshore revenue" in subsection (1) that would have been assessed or collected, as the case may be, under the *Income Tax Act* or Part II if Parts II and VI had come into force on March 2, 1982.

Additional
revenue

(7) For the purposes of the definition "offshore revenue" in subsection (1), in respect of any fiscal year,

(a) if

(i) the aggregate of the amounts referred to in paragraph (e) of the definition, determined in respect of the fiscal year in accordance with this section,

is less than

(ii) the amount determined by applying the general prevailing rate of tax under the *Income Tax Act*, Revised Statutes of Nova Scotia 1967, Chapter 134, as amended, to the taxable income earned by all corporations during the fiscal year in the offshore area, as determined by the Minister of Finance in accordance

ments de celles-ci et des rabais sur celles-ci accordés en ce qui concerne les taxes visées à l'alinéa a).

(5) Pour l'application de la définition de «recettes extracôtières» du paragraphe (1), en ce qui concerne un exercice se déroulant pendant la durée de l'Accord avant l'entrée en vigueur de la présente loi :

a) les montants visés à l'alinéa e) de la définition sont déterminés, en ce qui concerne le revenu imposable gagné après le 1^{er} mars 1982, par le ministre des Finances conformément au paragraphe (6) comme si la partie VI était entrée en vigueur le 2 mars 1982;

b) les montants visés à l'alinéa f) de la définition sont déterminés par le ministre des Finances conformément au paragraphe (6) comme si la partie II était entrée en vigueur le 2 mars 1982.

(6) Pour l'application du paragraphe (5), le ministre des Finances estime, pour un exercice se déroulant pendant la durée de l'Accord avant l'entrée en vigueur de la présente loi, les montants visés aux alinéas e) et f) de la définition de «recettes extracôtières» au paragraphe (1) qui auraient été perçus ou cotisés, selon le cas, en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* ou de la partie II comme si les parties II et VI étaient entrées en vigueur le 2 mars 1982.

(7) Pour l'application de la définition de «recettes extracôtières» du paragraphe (1), en ce qui concerne un exercice :

a) si

(i) le total des montants visés à l'alinéa e) de la définition, déterminé pour l'exercice conformément au présent article,

est inférieur

(ii) au taux général d'impôt actuel prévu à la loi intitulée *Income Tax Act*, chapitre 134 des lois intitulées *Revised Statutes of Nova Scotia 1967*, dans sa version modifiée, applicable au revenu imposable gagné par toutes les personnes morales au cours de l'exercice dans la zone extracôtière, déterminé par le ministre des Finances conformément

Définition de
«recettes
extracôtières»

Estimation des
recettes avant
l'entrée en
vigueur de la loi

Recettes
supplémentaires

with the rules that apply under the regulations made under the *Income Tax Act* relating to the allocation among provinces of the taxable income of a corporation,

an amount not exceeding the difference between the aggregate referred to in subparagraph (i) and the amount referred to in subparagraph (ii) shall be added to such aggregate and the sum so obtained shall be deemed to be the amounts referred to in paragraph (e) of the definition in respect of the fiscal year; and

(b) if the aggregate of the amounts referred to in paragraph (f) of the definition, determined in respect of the fiscal year in accordance with this section, is less than the total revenue that would have been derived, as determined by the Minister of Finance, in respect of the offshore area during the fiscal year if the Nova Scotia Sales Tax Act had applied in respect of designated goods within the offshore area during the fiscal year, an amount not exceeding the difference between such aggregate and such total revenue may, in the discretion of the Minister, be added to such aggregate and the sum so obtained shall be deemed to be the amounts referred to in paragraph (f) of the definition in respect of the fiscal year.

Sharing of the Offshore Revenue

Offshore
revenue shares

64. (1) Subject to this Part, the Government of Canada shall share in the offshore revenue, other than those portions of the offshore revenue attributable to Sable Island and its footprint and the Bay of Fundy, in respect of each fiscal year during the term of the Agreement.

Determination
of Nova Scotia
share

(2) Subject to this Part and the regulations, the Nova Scotia share in respect of each fiscal year during the term of the Agreement shall be determined by the Minister at the time, in the manner and subject to such terms and conditions as may be prescribed.

Ministerial
determination

(3) For the purposes of determining the Nova Scotia share in respect of any fiscal

aux règles prévues par les règlements d'application de la *Loi de l'impôt sur le revenu* relativement à l'allocation entre les provinces du revenu imposable d'une personne morale,

un montant non supérieur à la différence entre le total visé au sous-alinéa (i) et le montant visé au sous-alinéa (ii) est ajouté à ce total, et le produit de l'addition est réputé constituer les montants visés à l'alinéa e) de la définition pour l'exercice;

b) si le total des montants visés à l'alinéa f) de la définition, déterminé pour l'exercice conformément au présent article, est inférieur aux recettes totales qui auraient été tirées, selon la détermination du ministre des Finances, de la zone extracôtière au cours de l'exercice, si la loi néo-écossaise sur la taxe de vente s'était appliquée aux marchandises désignées dans la zone extracôtière pendant l'exercice, un montant non supérieur à la différence entre ce total et ces recettes totales peut, à la discrétion du ministre, être ajouté à ce total, et le produit de cette addition est réputé constituer les montants visés à l'alinéa f) de la définition pour l'exercice.

Partage des recettes extracôtières

64. (1) Sous réserve de la présente partie, le gouvernement du Canada partage les recettes extracôtières, sauf la fraction de ces recettes attribuable à l'Île de Sable et à son empreinte et à la baie de Fundy, pour chaque exercice pendant la durée de l'Accord.

Part des
recettes
extracôtières

(2) Sous réserve de la présente partie et des règlements, la part de la Nouvelle-Écosse pour chaque exercice pendant la durée de l'Accord est déterminée par le ministre à la date, de la manière et selon les modalités réglementaires.

Détermination
de la part de la
Nouvelle-
Écosse

(3) Pour la détermination de la part de la Nouvelle-Écosse pour un exercice conformé-

Détermination
ministérielle

year pursuant to subsection (2) and of exercising powers under paragraph 67(1)(a),

(a) the per capita fiscal capacity of Nova Scotia and the national average per capita fiscal capacity shall be determined by the Minister of Finance in accordance with Part IV; and

(b) the average annual unemployment rate of Nova Scotia and the national average annual unemployment rate in respect of that fiscal year, shall be determined by the Minister, on the basis of information furnished by the Chief Statistician of Canada, at the times, in the manner and subject to such terms and conditions as may be prescribed.

65. (1) The Nova Scotia share, in respect of any fiscal year, shall not include any amount referred to in paragraph (f) of the definition "offshore revenue" in subsection 63(1) unless

(a) the Government of Nova Scotia has undertaken to collect and continues to collect in accordance with Part II and the tax administration agreement, on behalf of the Government of Canada, tax, interest, penalties and other sums payable under Part II in respect of the year ending in the fiscal year; and

(b) the Nova Scotia Minister has furnished the Minister, the Minister of Finance or the Minister of National Revenue with such information or documentation as that Minister may request for the purposes of this Part or Part II.

(2) Where it is determined by order of the Governor in Council, after considering a report of a Minister mentioned in paragraph (1)(b), that any condition set out in subsection (1) is not being or has not been complied with, a copy of the order of the Governor in Council evidencing the determination and setting forth the particulars in respect of which that condition is not being or has not been complied with shall forthwith be communicated to the Government of Nova Scotia and,

(a) the Nova Scotia share, in respect of any fiscal year, shall not include any

ment au paragraphe (2) et de l'usage des pouvoirs prévus à l'alinéa 67(1)a) :

a) le potentiel fiscal par habitant de la Nouvelle-Écosse et la moyenne nationale du potentiel fiscal par habitant sont déterminés par le ministre des Finances conformément à la partie IV;

b) le taux annuel moyen de chômage de la Nouvelle-Écosse et le taux national annuel moyen de chômage pour cet exercice sont déterminés par le ministre, sur la base de renseignements fournis par le statisticien en chef du Canada, aux dates, de la manière et selon les modalités réglementaires.

65. (1) La part de la Nouvelle-Écosse, pour un exercice, ne comprend pas un montant visé à l'alinéa f) de la définition de «recettes extracôtières» au paragraphe 63(1), sauf si, à la fois :

a) le gouvernement de la Nouvelle-Écosse s'est engagé à percevoir et continue de percevoir conformément à la partie II et à l'accord sur la perception des impôts, pour le compte du gouvernement du Canada, les taxes, les intérêts, les amendes et les autres sommes à payer en vertu de la partie II pour l'année finissant au cours de l'exercice;

b) le ministre néo-écossais a fourni au ministre, au ministre des Finances ou au ministre du Revenu national les renseignements et la documentation qu'un de ces ministres demande pour l'administration de la présente partie ou de la partie II.

(2) Lorsqu'il est déterminé par décret du gouverneur en conseil, après considération d'un rapport d'un ministre visé à l'alinéa (1)b), qu'une condition énoncée au paragraphe (1) n'est pas, ou n'a pas été, observée, un exemplaire du décret du gouverneur en conseil attestant la détermination et précisant les détails du manquement à la condition est expédié sans délai au gouvernement de la Nouvelle-Écosse et :

a) la part de la Nouvelle-Écosse pour un exercice ne comprend pas un montant visé à l'alinéa f) de la définition de «recettes extracôtières» au paragraphe 63(1);

Eligibility for the determination of the Nova Scotia share

Effect of determination

Admissibilité à la détermination de la part de la Nouvelle-Écosse

Effet de la détermination

amount referred to in paragraph (f) of the definition "offshore revenue" in subsection 63(1), and

(b) no further amount shall be transferred to the Revenue Fund and no further payment shall be made to Her Majesty in right of Nova Scotia under this Part on account of that portion of the Nova Scotia share, in respect of any fiscal year, that is attributable to amounts referred to in paragraph (f) of the definition "offshore revenue" in subsection 63(1) unless and until the Governor in Council by order otherwise directs, but any payment made to Her Majesty in right of Nova Scotia under this Part, before the date of the making of the determination, is not recoverable.

b) aucun montant ultérieur n'est transféré au Fonds des recettes et aucun paiement ultérieur n'est effectué à Sa Majesté du chef de la Nouvelle-Écosse en vertu de la présente partie au titre de la fraction de la part de la Nouvelle-Écosse, pour un exercice, qui est attribuable aux montants visés à l'alinéa f) de la définition de «recettes extracôtières» au paragraphe 63(1), sauf si le gouverneur en conseil en dispose autrement par décret; cependant, tout paiement effectué à Sa Majesté du chef de la Nouvelle-Écosse en vertu de la présente partie, avant la date de la détermination, n'est pas recouvrable.

Definition of
"Nova Scotia
Minister"

(3) In this section, the expression "Nova Scotia Minister" has the same meaning as in Part II.

(3) Dans le présent article, «ministre néo-écossais» s'entend au sens de la partie II.

Définition de
«ministre
néo-écossais»

Offshore Oil and Gas Resource Revenue Fund

Fonds des recettes provenant des ressources pétrolières et gazières

Revenue fund

66. There shall be established in the accounts of Canada an account to be known as the Nova Scotia Offshore Oil and Gas Resource Revenue Fund.

66. Est ouvert, parmi les comptes du Canada, un compte intitulé «Fonds des recettes provenant des ressources pétrolières et gazières».

Fonds des
recettes

Power to make
payment

67. (1) Subject to subsection 65(2), the Minister shall, at the times and in the manner prescribed,

67. (1) Sous réserve du paragraphe 65(2), le ministre peut, aux dates et de la manière réglementaires :

Autorisation de
paiement

(a) transfer into the Revenue Fund

a) transférer au Fonds des recettes :

(i) the amount of the Nova Scotia share in respect of any fiscal year during the term of the Agreement, and

(i) la part de la Nouvelle-Écosse pour un exercice pendant la durée de l'Accord,

(ii) where, in any fiscal year ending during the term of the agreement, the per capita fiscal capacity of Nova Scotia, including the Nova Scotia share in respect of the fiscal year as determined without reference to sections 65 and 68, is less than one hundred and ten per cent of the national average per capita fiscal capacity increased by an amount equal to twice the amount by which the average unemployment rate of Nova Scotia exceeds the national average unemployment rate, an amount, determined by the Minister in the

(ii) lorsque, au cours d'un exercice se terminant pendant la durée de l'Accord, le potentiel fiscal par habitant de la Nouvelle-Écosse, y compris la part de la Nouvelle-Écosse pour l'exercice déterminée sans tenir compte des articles 65 et 68, est inférieur à cent dix pour cent de la moyenne nationale du potentiel fiscal par habitant, augmenté d'un montant égal au double de l'excédent du taux moyen de chômage de la Nouvelle-Écosse sur le taux moyen national de chômage, un montant, déterminé par le ministre de la manière et selon les

manner prescribed and subject to such terms and conditions as may be prescribed, equal to the lesser of

(A) the amount by which the aggregate of the taxes payable by taxpayers under the *Petroleum and Gas Revenue Tax Act* attributable to the production of oil or gas in the offshore area, as determined by the Minister of National Revenue, assessed or collected in respect of taxation years of taxpayers ending in the fiscal year, exceeds the aggregate, as determined by the Minister of National Revenue, of the tax credits that have been deducted pursuant to that Act from those taxes and the refunds of such taxes that have been made pursuant to that Act, and

(B) the portion of the aggregate referred to in clause (A) that, when added to the per capita fiscal capacity of Nova Scotia in the fiscal year, is such that the per capita fiscal capacity of Nova Scotia in the fiscal year, including the Nova Scotia share in respect of the fiscal year, is equal to one hundred and ten per cent of the national average per capita fiscal capacity in the fiscal year increased as described in this subparagraph; and

(b) pay to Her Majesty in right of the Province any amount transferred to the Revenue Fund pursuant to paragraph (a) or subsection (2).

Payments under
the tax
administration
agreement

(2) Where the Government of Nova Scotia has entered into a tax administration agreement, the Minister may, with the concurrence of the Minister of Finance, at the times and in the manner prescribed, transfer into the Revenue Fund an amount on account of any amount that may be payable or may become payable to Her Majesty in right of Nova Scotia under this Act in respect of any fiscal year.

Accounting of
payments on
account

(3) Where an amount has been transferred into the Revenue Fund pursuant to subsection (2) on account of the Nova Scotia share, the amount shall be accounted for and shall be deemed to be a portion of the Nova Scotia

modalités réglementaires, égal au moins élevé des montants suivants :

(A) l'excédent du total des impôts à payer par les contribuables en vertu de la *Loi de l'impôt sur les revenus pétroliers* attribuable à la production de pétrole ou de gaz dans la zone extracôtière, déterminé par le ministre du Revenu national, cotisé ou perçu pour les années d'imposition des contribuables se terminant au cours de l'exercice, sur le total, déterminé par le ministre du Revenu national, des crédits d'impôt qui ont été déduits conformément à cette loi de ces impôts et des remboursements de ces impôts qui ont été effectués conformément à cette loi,

(B) la fraction de la somme visée à la disposition (A) qui, ajoutée au potentiel fiscal par habitant de la Nouvelle-Écosse au cours de l'exercice, est telle que le potentiel fiscal par habitant de la Nouvelle-Écosse au cours de l'exercice, y compris la part de la Nouvelle-Écosse pour l'exercice, est égal à cent dix pour cent de la moyenne nationale du potentiel fiscal par habitant pour l'exercice augmenté ainsi que le prévoit le présent sous-alinéa;

b) payer à Sa Majesté du chef de la province tout montant transféré au Fonds des recettes conformément à l'alinéa a) ou au paragraphe (2).

(2) Lorsque le gouvernement de la Nouvelle-Écosse a conclu un accord sur la perception des impôts, le ministre peut, avec l'assentiment du ministre des Finances, selon les dates et de la manière réglementaires, transférer au Fonds des recettes un montant au titre de tout montant qui est à payer, ou peut le devenir, à Sa Majesté du chef de la Nouvelle-Écosse en vertu de la présente loi pour un exercice.

Paiements dans
le cadre de
l'accord sur la
perception des
impôts

(3) Lorsqu'un montant a été transféré au Fonds des recettes conformément au paragraphe (2) au titre de la part de la Nouvelle-Écosse, le montant est comptabilisé et est réputé constituer une fraction de la part de la

Comptabilité

share in respect of any fiscal year, as determined by the Minister in the manner prescribed, notwithstanding that the Nova Scotia share was not determined by the Minister in accordance with subsection 64(2).

Deemed payable

(4) Any amount transferred into the Revenue Fund pursuant to paragraph (1)(a) or subsection (2) shall be deemed to be payable to Her Majesty in right of Nova Scotia from the time the amount is so transferred.

Right of Nova Scotia to audit calculation of Nova Scotia share

(5) Notwithstanding section 3 but subject to section 15 and the *Income Tax Act* and the *Petroleum and Gas Revenue Tax Act*, the Government of Nova Scotia is entitled, at the times and in the manner and subject to such terms and conditions as may be prescribed,

(a) to inspect and make copies of any book, account, record or report, and

(b) to have access to any information

that is relevant for the purpose of demonstrating the calculation, in respect of any fiscal year, of the offshore revenue, the Nova Scotia share and any other amount referred to in subsection (1).

Charges to account

(6) There shall be credited to the Revenue Fund all amounts transferred thereto under this section and there shall be charged against the Revenue Fund all such amounts paid to Her Majesty in right of Nova Scotia under this section.

Repayment of Development Fund

68. (1) Notwithstanding any other provision of this Part, where amounts have been paid to Her Majesty in right of Nova Scotia pursuant to Part V,

(a) the amounts that are to be transferred into the Revenue Fund pursuant to paragraph 67(1)(a) in respect of each of the ten consecutive fiscal years commencing with the first fiscal year of offshore production shall, at the times and in the manner and subject to such terms and conditions as may be prescribed, be reduced by the aggregate or the portion thereof prescribed of all amounts paid to Her Majesty in right of Nova Scotia pursuant to Part V that have not been repaid to the Government of Canada before the

Nouvelle-Écosse pour un exercice, déterminée par le ministre de la manière réglementaire, nonobstant le fait que la part de la Nouvelle-Écosse n'a pas été déterminée par le ministre conformément au paragraphe 64(2).

Présomption

(4) Tout montant transféré au Fonds des recettes conformément à l'alinéa (1)a) ou au paragraphe (2) est réputé être à payer à Sa Majesté du chef de la Nouvelle-Écosse à 10 compter de la date d'un tel transfert.

Droit de la province de vérifier le calcul de la part de la Nouvelle-Écosse

(5) Nonobstant l'article 3 mais sous réserve de l'article 15 et de la *Loi de l'impôt sur le revenu* et de la *Loi de l'impôt sur les revenus pétroliers*, le gouvernement de la Nouvelle-Écosse a le droit, aux dates, de la manière et selon les modalités réglementaires :

a) d'examiner et de faire des copies de tout livre, compte, registre ou déclaration,

20 b) d'avoir accès à toute information

qui sont pertinents à l'élaboration du calcul, pour un exercice, des recettes extracôtières, de la part de la Nouvelle-Écosse et de tout autre montant visé au paragraphe (1).

25

(6) Sont crédités au Fonds des recettes tous les montants qui y sont transférés en vertu du présent article et sont imputés au Fonds des recettes tous les montants payés à Sa Majesté du chef de la Nouvelle-Écosse en vertu du présent article.

Imputations au compte

68. (1) Nonobstant toute autre disposition de la présente partie, lorsque des montants ont été payés à Sa Majesté du chef de la Nouvelle-Écosse conformément à la partie V :

Fonds de développement

a) les montants qui sont transférés dans le Fonds des recettes conformément à l'alinéa 67(1)a) pour chacun des dix exercices consécutifs à compter du premier exercice de production extracôtière sont, aux dates, de la manière et selon les modalités réglementaires, réduits de la somme, ou de la fraction de celle-ci, déterminée réglementairement, des montants payés à Sa Majesté du chef de la Nouvelle-Écosse conformément à la partie V qui n'ont pas été remboursés au gouvernement du

date on which those amounts are transferred into the Revenue Fund in respect of that fiscal year; and

(b) where the aggregate or portion thereof referred to in paragraph (a) exceeds the aggregate of all amounts that are to be transferred into the Revenue Fund pursuant to paragraph 67(1)(a) in respect of that fiscal year the amounts to be transferred into the Revenue Fund pursuant to paragraph 67(1)(a) in respect of the fiscal year next following that fiscal year and in respect of any fiscal year thereafter as long as amounts paid to Her Majesty in right of Nova Scotia pursuant to Part V that have not been repaid to the Government of Canada remain outstanding, shall be reduced at the time, in the manner and subject to such terms and conditions as may be prescribed.

Definition of first fiscal year of offshore production"

(2) In this section, "first fiscal year of offshore production" means the fiscal year during which falls the day that is three years immediately following the earliest of

(a) the day on which the production of oil or gas commences in the offshore area, as determined by the Minister and the Nova Scotia Minister; and

(b) the day on which the cumulative volume of production in the offshore area has reached an amount equal to one billion cubic metres of gas or an amount equivalent thereto of natural gas liquids or oil, as determined by the Minister in accordance with the regulations.

Definition of "Nova Scotia Minister"

(3) In this section, "Nova Scotia Minister" has the same meaning as in Part I.

Appropriation and Report

Appropriation

69. (1) In respect of each fiscal year during the term of the Agreement, the following amounts are hereby appropriated for the purposes of this Part and payments may be made out of the Consolidated Revenue Fund, at such times and in such manner as may be prescribed, as follows:

(a) the Minister of Finance may, after consultation with the Minister of National Revenue and subject to the tax administration agreement, pay out of the Consolidat-

Canada avant la date où ces montants sont transférés au Fonds des recettes pour cet exercice;

b) lorsque la somme, ou la fraction de celle-ci, visée à l'alinéa a) est supérieure à la somme des montants qui doivent être transférés au Fonds des recettes conformément à l'alinéa 67(1)a) pour cet exercice, les montants qui doivent être transférés au Fonds des recettes conformément à l'article 67(1)a) pour l'exercice suivant cet exercice et pour tout exercice ultérieur, tant que les montants payés à Sa Majesté du chef de la Nouvelle-Écosse conformément à la partie V qui n'ont pas été remboursés au gouvernement du Canada demeurent dus, sont réduits à la date, de la manière et selon les modalités réglementaires.

(2) Dans le présent article, «premier exercice de production extracôtière» s'entend de l'exercice survenant trois ans après la plus rapprochée des dates suivantes :

a) celle où la production de pétrole ou de gaz commence dans la zone extracôtière, déterminée par le ministre et le ministre néo-écossais;

b) celle où le volume cumulatif de production dans la zone extracôtière atteint un milliard de mètres cubes de gaz ou une quantité équivalente de liquides extraits du gaz naturel ou de pétrole, déterminée par le ministre conformément aux règlements.

(3) Dans le présent article, «ministre néo-écossais» s'entend au sens de la partie I.

Définition de «premier exercice de production extracôtière»

Définition de «ministre néo-écossais»

Affectation et rapport

Affectation

69. (1) Pour chaque exercice se déroulant pendant la durée de l'Accord, les montants suivants sont affectés à l'application de la présente partie et des paiements peuvent être faits sur le Fonds du revenu consolidé, aux dates et de la manière réglementaires, ainsi qu'il suit :

a) le ministre des Finances peut, après consultation du ministre du Revenu national et sous réserve de l'accord sur la perception des impôts, payer sur le Fonds du

ed Revenue Fund pursuant to this section to Her Majesty in right of Nova Scotia the amount of any costs relating to the collection or administration during that fiscal year of the tax imposed under Part II; and 5
 (b) the Minister may pay out of the Consolidated Revenue Fund pursuant to this section the amount of any Nova Scotia share or any other amount transferred to the Revenue Fund during that fiscal year 10 pursuant to this Part.

revenu consolidé, conformément au présent article, à Sa Majesté du chef de la Nouvelle-Écosse les frais relatifs à la perception ou à l'administration de la taxe imposée en vertu de la partie II au cours 5 de cet exercice;

b) le ministre peut payer sur le Fonds du revenu consolidé, conformément au présent article, le montant d'une part de la Nouvelle-Écosse ou tout autre montant 10 transféré au Fonds des recettes au cours de cet exercice conformément à la présente partie.

Report

(2) On or before the 31st day of December next following the end of each fiscal year during the term of the Agreement, the Minister shall cause to be prepared a report in 15 respect of that fiscal year, of all of the revenues and expenditures referred to in this Part, and shall cause the report to be laid before each House of Parliament on any of the first fifteen days on which that House is 20 sitting after the day the report is prepared.

(2) Au plus tard le quinzième jour de séance de chaque chambre du Parlement suivant le 31 décembre suivant chaque exercice 15 se déroulant pendant la durée de l'Accord, le ministre fait déposer devant elle le rapport pour l'exercice sur toutes les recettes et dépenses visées à la présente partie. 20

Rapport

Regulations

Regulations

70. (1) The Governor in Council may make regulations for carrying out the purposes and provisions of the Agreement or this Part and, without restricting the generality 25 of the foregoing, may make regulations

(a) on the recommendation of the Minister and the Minister of Finance,

(i) governing the transfer to the Revenue Fund of amounts on account of any 30 amount that may be payable or may become payable to Nova Scotia under this Act and the adjustment of or accounting of such amount and providing for the recovery of any over-payment, 35

(ii) prescribing, in accordance with the Agreement, the time and manner of determining the Nova Scotia share and the terms and conditions under which it 40 may be determined, and

(iii) prescribing, for the purposes of section 68, the time and manner of reducing the amounts that are to be trans-

Règlements

70. (1) Le gouverneur en conseil peut prendre des règlements d'application de l'Accord ou de la présente partie, notamment :

a) sur recommandation du ministre et du ministre des Finances : 25

(i) sur le transfert au Fonds des recettes de tout montant qui est à payer, ou qui peut le devenir, à la Nouvelle-Écosse en vertu de la présente loi et sur l'ajustement ou la comptabilisation de ce montant et sur le recouvrement de tout paiement en trop, 30

(ii) conformément à l'Accord, sur la date, la manière et, lorsqu'il y a lieu, sur la réduction de la part de la Nouvelle-Écosse et sur les modalités de sa détermination, 35

(iii) concernant, pour l'application de l'article 68, la date et la manière de la réduction des montants qui doivent être 40 transférés au Fonds des recettes et les modalités de cette réduction;

b) sur recommandation du ministre :

Règlements

ferred to the Revenue Fund and the terms and conditions under which those amounts are reduced;

(b) on the recommendation of the Minister,

(i) for the purposes of subsection 64(2) and paragraph 67(1)(a), defining the expressions "the average annual unemployment rate of Nova Scotia" and "the national average annual unemployment rate" and prescribing the time and manner of their determination,

(ii) subject to subparagraph (c)(ii), prescribing the time and manner of making any payment under this Part,

(iii) subject to subparagraph (c)(iii), prescribing the manner in which accounts are to be kept pursuant to this Part,

(iv) respecting the determination of any matter that under the Agreement or this Part is to be determined by the Minister, and

(v) subject to this subsection, prescribing anything that, by virtue of any other provision of this Part, is to be prescribed; and

(c) on the recommendation of the Minister of Finance,

(i) prescribing anything that, by virtue of subsections 63(3) and (4), is to be prescribed,

(ii) prescribing, subject to the tax administration agreement, the time and manner of making any payment pursuant to paragraph 69(1)(a),

(iii) prescribing, subject to the tax administration agreement, the manner in which accounts are to be kept for the purposes of making payments pursuant to paragraph 69(1)(a), and

(iv) respecting the determination of any matter that under the Agreement or this Part is to be determined by the Minister of Finance.

(i) pour l'application du paragraphe 64(2) et de l'alinéa 67(1)a), définir les expressions «taux annuel moyen de chômage de la Nouvelle-Écosse» et «taux national annuel moyen de chômage» et fixer la date et la manière de leur détermination,

(ii) sous réserve du sous-alinéa c)(ii), sur la date et la manière de faire un paiement prévu à la présente partie,

(iii) sous réserve du sous-alinéa c)(iii), sur la manière de tenir les comptes qui doivent l'être en application de la présente partie,

(iv) concernant la détermination de tout ce que le ministre doit déterminer en vertu de l'Accord ou de la présente partie,

(v) sous réserve du présent paragraphe, en vue de prendre toute mesure d'ordre réglementaire prévue à la présente partie;

c) sur la recommandation du ministre des Finances :

(i) en vue de prendre toute mesure d'ordre réglementaire prévue aux paragraphes 63(3) et (4),

(ii) sous réserve de l'accord sur la perception des impôts, sur la date et la manière de faire un paiement conformément à l'alinéa 69(1)a),

(iii) sous réserve de l'accord sur la perception des impôts, sur la manière de tenir les comptes aux fins de faire les paiements conformément à l'alinéa 69(1)a),

(iv) concernant la détermination de tout ce que le ministre des Finances doit déterminer en vertu de l'Accord ou de la présente partie.

(2) Subsections 58(3) and (4) apply in respect of every regulation proposed to be

(2) Les paragraphes 58(3) et (4) s'appliquent à tous les règlements proposés confor-

made pursuant to subsection (1), with such modifications as the circumstances require.

mément au paragraphe (1), avec les adaptations de circonstance.

Coming into Force

Entrée en vigueur

Commence-
ment

71. This Part or any provision thereof shall come into force on a day or days to be fixed by proclamation.

71. La présente partie ou telle de ses dispositions entre en vigueur à la date ou aux 5 dates fixées par proclamation.

Entrée en
vigueur

5

PART IV

FISCAL EQUALIZATION OFFSET PAYMENTS AND DETERMINATION OF PER CAPITA FISCAL CAPACITY

PARTIE IV

PAIEMENTS DE PÉRÉQUATION COMPENSATOIRES ET DÉTERMINATION DU POTENTIEL FISCAL PAR HABITANT

Interpretation

Définitions

Definitions

“Fiscal
Arrangements
Act”
«loi sur...»

“commence-
ment of
commercial
production of
oil or gas”
«début de la
production...»

“first fiscal
year of offshore
production”
«premier
exercice de
production
extracôtière»

72. (1) In this Part,
“Fiscal Arrangements Act” means the *Federal-Provincial Fiscal Arrangements and Established Programs Financing Act*, 1977;
“commencement of commercial production of oil or gas” means the earliest of
(a) the date designated by the Minister of Energy, Mines and Resources as the first day on which a volume of gas equal 15 to four million cubic metres or a volume equivalent thereto of natural gas liquids or oil, as determined by the Minister in accordance with the regulations, has, during that day, flowed through the first 20 sales meter for sale and delivery, and
(b) the date designated by the Nova Scotia Minister;
“first fiscal year of offshore production” means, at the option of the Government of 25 Nova Scotia, exercised by filing a notice in writing with the Minister of Energy, Mines and Resources before the commencement of commercial production of oil or gas in the offshore area, 30
(a) the earliest of
(i) the fiscal year beginning on the first day of April next following the day that is three years immediately following the commencement of com- 35 mercial production of oil or gas in the offshore area, and

72. (1) Les définitions qui suivent s’appliquent à la présente partie.

«début de la production commerciale de pétrole ou de gaz» La plus rapprochée des 10 dates suivantes :

- a) celle désignée par le ministre de l’Énergie, des Mines et des Ressources comme le premier jour au cours duquel un volume de gaz égal à quatre millions de mètres cubes, ou un volume équiva- 15 lent de liquides extraits du gaz naturel ou de pétrole, déterminé par le ministre conformément aux règlements, a passé par le premier compteur de ventes en vue de la vente et de la livraison; 20
- b) celle désignée par le ministre néo-écossais.

«fraction appliquée progressivement» À l’égard :

- a) du premier exercice de production 25 extracôtière et, lorsqu’il y a lieu, de l’exercice précédant le premier exercice de production extracôtière, dix pour cent;
- b) du premier exercice suivant le pre- 30 mier exercice de production extracôtière, vingt pour cent;
- c) du deuxième exercice suivant le premier exercice de production extracôtière, trente pour cent; 35

Définitions

«début de la
production
commerciale de
pétrole ou de
gaz»
“commence-
ment...”

10

20

«fraction
appliquée
progressive-
ment»
“phase-in...”

25

35

(ii) any one of the three fiscal years immediately preceding the fiscal year referred to in subparagraph (a)(i), if a request for the designation of such year as the first fiscal year of offshore production is made in writing to the Minister of Energy, Mines and Resources by the Nova Scotia Minister prior to the beginning of that fiscal year, or

(b) the fiscal year beginning on the first day of April next following the commencement of commercial production of oil or gas in the offshore area;

“Minister” means the Minister of Finance;

“national average per capita fiscal capacity” means the per capita fiscal capacity of all of the provinces;

“Nova Scotia Minister” means the Minister of Finance for the Government of Nova Scotia;

“offshore area” has the same meaning as in Part II;

“offshore revenue”, in respect of any fiscal year, has the same meaning as in Part III;

“phase-in portion” means,

(a) in respect of the first fiscal year of offshore production and, where applicable, the fiscal year immediately preceding the first fiscal year of offshore production, ten per cent,

(b) in respect of the first fiscal year following the first fiscal year of offshore production, twenty per cent,

(c) in respect of the second fiscal year following the first fiscal year of offshore production, thirty per cent,

(d) in respect of the third fiscal year following the first fiscal year of offshore production, forty per cent,

(e) in respect of the fourth fiscal year following the first fiscal year of offshore production, fifty per cent,

d) du troisième exercice suivant le premier exercice de production extracôtère, quarante pour cent;

e) du quatrième exercice suivant le premier exercice de production extracôtère, cinquante pour cent;

f) du cinquième exercice suivant le premier exercice de production extracôtère, soixante pour cent;

g) du sixième exercice suivant le premier exercice de production extracôtère, soixante-dix pour cent;

h) du septième exercice suivant le premier exercice de production extracôtère, quatre-vingts pour cent;

i) du huitième exercice suivant le premier exercice complet de production extracôtère, quatre-vingt-dix pour cent.

«loi» La Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur le financement des programmes établis.

«ministre» Le ministre des Finances.

«ministre néo-écossais» S'entend au sens de la partie I.

«moyenne nationale du potentiel fiscal par habitant» Le potentiel fiscal par habitant de l'ensemble des provinces.

«premier exercice de production extracôtère» S'entend, selon le choix du gouvernement de la Nouvelle-Écosse manifesté par le dépôt d'un avis écrit auprès du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources avant le début de la production de pétrole ou de gaz dans la zone extracôtère :

a) soit du plus rapproché des exercices suivants :

(i) l'exercice commençant le premier avril suivant la date survenant trois ans après le début de la production commerciale de pétrole ou de gaz dans la zone extracôtère,

(ii) un des trois exercices précédant celui visé au sous-alinéa a)(i), si une

«loi sur les accords fiscaux»
“Fiscal...”

«ministre»
“Minister”

«ministre néo-écossais»
“Nova Scotia...”

«moyenne nationale du potentiel fiscal par habitant»
“national...”

«premier exercice de production extracôtère»
“first fiscal...”

(f) in respect of the fifth fiscal year following the first fiscal year of offshore production, sixty per cent,

(g) in respect of the sixth fiscal year following the first fiscal year of offshore production, seventy per cent,

(h) in respect of the seventh fiscal year following the first fiscal year of offshore production, eighty per cent, and

(i) in respect of the eighth fiscal year following the first fiscal year of offshore production, ninety per cent;

“province”
«province»

“province” does not include the Northwest Territories or the Yukon Territory.

Determination
of population

(2) For the purposes of this Part, the population of a province for a fiscal year is the population of that province for that fiscal year, as determined for the purposes of Part I of the Fiscal Arrangements Act.

Fiscal Equalization Offset Payments

Fiscal
equalization
offset payments

73. The Minister of Energy, Mines and Resources may pay to Her Majesty in right of Nova Scotia, at the time and in the manner prescribed, in respect of

(a) the first fiscal year of offshore production,

(b) each of the eight fiscal years following the first fiscal year of offshore production, and

(c) where the first fiscal year of offshore production has the meaning assigned to that expression by paragraph (b) of the definition of that expression in subsection 72(1), the fiscal year immediately preceding the first fiscal year of offshore production,

a fiscal equalization offset payment not exceeding the amount computed in accordance with section 74.

Calculation of
fiscal equaliza-
tion offset
payment

74. (1) The fiscal equalization offset payment that may be paid to Her Majesty in right of Nova Scotia, for a fiscal year pursu-

demande en vue de la désignation d'une telle année comme premier exercice de production extracôtière est présentée par écrit au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources par le ministre néo-écossais avant le début de cet exercice,

b) soit de l'exercice commençant le premier avril suivant la date du début de la production commerciale de pétrole ou de gaz dans la zone extracôtière.

«province» Ne comprend pas les territoires du Nord-Ouest ni le territoire du Yukon.

«recettes extracôtières» S'entend au sens de la partie III en ce qui concerne un exercice.

«zone extracôtière» S'entend au sens de la partie II.

«province»
“province”

«recettes
extracôtières»
“offshore
revenue”

«zone
extracôtière»
“offshore area”

Détermination
du chiffre de la
population

(2) Pour l'application de la présente partie, le chiffre de la population d'une province pour un exercice est celui de cette province pour ce même exercice, déterminé pour l'application de la partie I de la loi sur les accords fiscaux.

Paielements de péréquation compensatoires

73. Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources peut, à la date et de la manière prescrites, verser à Sa Majesté du chef de la Nouvelle-Écosse un paiement de péréquation compensatoire non supérieur au montant calculé conformément à l'article 74 en ce qui concerne à la fois :

a) le premier exercice de production extracôtière,

b) chacun des huit exercices suivant le premier exercice de production extracôtière,

c) dans les cas où le premier exercice de production extracôtière a le sens que lui donne l'alinéa b) de la définition de cette expression au paragraphe 72(1), l'exercice précédant le premier exercice de production extracôtière.

Paielements de
péréquation
compensatoires

74. (1) Le paiement de péréquation compensatoire qui peut être fait à Sa Majesté du chef de la Nouvelle-Écosse pour un exercice

Calcul du
paiement de
péréquation
compensatoire

ant to section 73 is the amount, as determined by the Minister, equal to the amount, if any, by which

(a) the fiscal equalization payment that may be made to Her Majesty in right of Nova Scotia, for the fiscal year under Part I of the Fiscal Arrangements Act

is less than

(b) the fiscal equalization payment to Her Majesty in right of Nova Scotia, for the fiscal year referred to in paragraph (a), adjusted by

(i) excluding that portion of the offshore revenue in respect of the fiscal year that is included in the computation of that fiscal equalization payment, and

(ii) including in the computation of that fiscal equalization payment the phase-in portion of the offshore revenue in respect of the fiscal year.

(2) Notwithstanding subsection (1), where the first fiscal year of offshore production has the meaning assigned to that expression by paragraph (a) of the definition of that expression in subsection 72(1), the amount of the fiscal equalization offset payment that may be paid to Her Majesty in right of Nova Scotia for a fiscal year determined in accordance with subsection (1) shall be reduced by the amount equal to the product of

(a) the population of Nova Scotia for the fiscal year; and

(b) the amount, if any, by which

(i) the aggregate of

(A) the per capita fiscal capacity of Nova Scotia for the fiscal year as determined in accordance with section 75,

(B) an amount equal to the quotient obtained by dividing the fiscal equalization payment that may be made to Her Majesty in right of Nova Scotia for the fiscal year under Part I of the Fiscal Arrangements Act, by the population of Nova Scotia for the fiscal year, and

(C) an amount equal to the quotient obtained by dividing the fiscal equalization offset payment for Nova Scotia

conformément à l'article 73 est le montant, déterminé par le Ministre, égal au montant éventuel selon lequel :

a) le paiement de péréquation qui peut être fait à Sa Majesté du chef de la Nouvelle-Écosse pour l'exercice en vertu de la partie I de la loi sur les accords fiscaux

est moins élevé que

b) le paiement de péréquation fait à Sa Majesté du chef de la Nouvelle-Écosse pour l'exercice visé à l'alinéa a), corrigé par :

(i) l'exclusion de la fraction des recettes extracôtières pour l'exercice qui est comprise dans le calcul de ce paiement de péréquation,

(ii) l'inclusion dans le calcul de ce paiement de péréquation de la fraction appliquée progressivement des recettes extracôtières pour l'exercice.

(2) Nonobstant le paragraphe (1), lorsque le premier exercice de production extracôtière a le sens que lui donne l'alinéa a) de la définition de cette expression au paragraphe 72(1), le montant du paiement de péréquation compensatoire qui peut être versé à Sa Majesté du chef de la Nouvelle-Écosse pour un exercice, déterminé conformément au paragraphe (1), est réduit du montant égal au produit des montants suivants :

a) le chiffre de la population de la Nouvelle-Écosse pour l'exercice; et

b) l'excédent :

(i) du total des montants suivants :

(A) le potentiel fiscal par habitant de la Nouvelle-Écosse pour l'exercice, déterminé conformément à l'article 75,

(B) le quotient de la division du paiement de péréquation qui peut être fait à Sa Majesté du chef de la Nouvelle-Écosse pour l'exercice en vertu de la partie I de la loi sur les accords fiscaux par le chiffre de la population de la Nouvelle-Écosse pour l'exercice,

(C) le quotient de la division du paiement de péréquation compensatoire à la Nouvelle-Écosse pour l'exercice, déterminé en vertu du paragraphe

Limitation on
fiscal equaliza-
tion offset
payment

Limitation du
paiement de
péréquation
compensatoire

for the fiscal year as determined under subsection (1) by the population of Nova Scotia for the fiscal year,

exceeds

(ii) the national average per capita fiscal capacity for the fiscal year as determined in accordance with section 75.

(1), par le chiffre de la population de la Nouvelle-Écosse pour l'exercice,

sur

(ii) la moyenne nationale du potentiel fiscal par habitant pour l'exercice, 5 déterminée conformément à l'article 75.

Determination of Per Capita Fiscal Capacity

Détermination du potentiel fiscal par habitant

Determination of fiscal capacity

75. (1) For the purposes of paragraph 10 74(2)(b) and the determination of the Nova Scotia share and the exercise of any other powers under Part III, the per capita fiscal capacity of Nova Scotia and the national average per capita fiscal capacity in respect of any fiscal year shall be determined by the Minister by dividing the aggregate of the estimated revenues of Nova Scotia or of all provinces, as the case may be, in respect of the fiscal year, as determined in accordance with subsection (2), by the population of Nova Scotia or of all provinces, as the case may be, in respect of the fiscal year.

Estimated revenues determined in accordance with a representative tax system

(2) The aggregate of the estimated revenues of Nova Scotia or of all provinces, as the case may be, in respect of any fiscal year shall be determined by

(a) describing the sources from which are or may be derived the aggregate of the following revenues, namely, 30

(i) the aggregate of the revenues derived by all provinces in respect of the fiscal year from all sources described in the definition "revenue source" in subsection 4(2) of the Fiscal Arrangements Act as it read on April 1st, 1982, 35

(ii) the aggregate of the revenues that are

(A) derived by all municipalities, boards, commissions and other local 40 authorities from the sources described in paragraphs (z) and (bb) of the definition "revenue source" in subsection 4(2) of the Fiscal Arrangements Act as it read on April 1st, 1982, and 45

Détermination du potentiel fiscal

75. (1) Pour l'application de l'alinéa 74(2)b) et aux fins de la détermination de la part de la Nouvelle-Écosse et aux fins de l'exercice des autres pouvoirs prévus à la 10 partie III, le potentiel fiscal par habitant de la province et la moyenne nationale du potentiel fiscal par habitant pour un exercice sont déterminés par le ministre en divisant le total des revenus estimatifs de la Nouvelle- 15 Écosse ou de toutes les provinces, selon le cas, pour l'exercice, déterminé en conformité avec le paragraphe (2), par le chiffre de la population de la Nouvelle-Écosse ou de toutes les provinces, selon le cas, pour 20 l'exercice.

Revenus estimatifs déterminés en conformité avec un régime fiscal représentatif

(2) Le total des revenus estimatifs de la Nouvelle-Écosse ou de toutes les provinces, selon le cas, pour un exercice est déterminé :

a) en indiquant les sources dont provient, 25 ou peut provenir, la somme des revenus suivants :

(i) la somme des revenus tirés par toutes les provinces, pour l'exercice, de toutes les sources mentionnées à la défini- 30 tion de «source de revenu» au paragraphe 4(2) de la loi sur les accords fiscaux selon sa version du 1^{er} avril 1982,

(ii) la somme des revenus suivants :

(A) ceux qui sont tirés par toutes les 35 municipalités, commissions et autres administrations locales des sources mentionnées aux alinéas z) et bb) de la définition de «source de revenu» au paragraphe 4(2) de la loi sur les 40 accords fiscaux selon sa version du 1^{er} avril 1982,

(B) ceux qui sont censés, en application du paragraphe 4(5) de la loi sur

(B) deemed by virtue of subsection 4(5) of the Fiscal Arrangements Act as it read on April 1st, 1982 to be derived by a province in respect of the fiscal year, and

(iii) the aggregate of the revenues derived by all provinces in respect of the fiscal year and by all municipalities, boards, commissions and other local authorities in respect of their financial 10 years ending in the fiscal year that

(A) are not included in subparagraph (i) or (ii), and

(B) are included in the computation of fiscal equalization payments for the 15 fiscal year under the Fiscal Arrangements Act,

as those sources are described in the definition "revenue source" in subsection 4(2) of the Fiscal Arrangements Act, varying 20 the description of such sources to take into account the changes and factors referred to in subsection (3);

(b) defining the expression "revenue base", in respect of each distinct source 25 described pursuant to paragraph (a), for a province in respect of the fiscal year, that relates to the measure of the relative capacity of the province to derive revenue from such source for that fiscal year, 30

(i) as that expression is defined in respect of such source, in section 6 of the *Federal-Provincial Fiscal Arrangements and Established Programs Financing Regulations, 1982*, and 35

(ii) varying that definition to take into account the changes and factors referred to in subsection (3);

(c) estimate the amount of each revenue base defined in paragraph (b), in respect 40 of each source described pursuant to paragraph (a), for Nova Scotia or all provinces, as the case may be, for the fiscal year;

(d) estimate the amount of the revenues 45 of Nova Scotia or of all provinces, as the case may be, in respect of each source described pursuant to paragraph (a) for the fiscal year by multiplying

les accords fiscaux selon sa version du 1^{er} avril 1982, être tirés par une province pour l'exercice,

(iii) la somme des revenus tirés par toutes les provinces, pour l'exercice, et 5 par toutes les municipalités, commissions et autres administrations locales pour leurs exercices se terminant au cours de l'exercice, à la fois :

(A) qui ne sont pas compris dans les 10 sous-alinéas (i) ou (ii),

(B) qui sont compris dans le calcul des paiements de péréquation pour l'exercice en vertu de la loi sur les accords fiscaux, 15

d'une manière semblable à la désignation de ces sources indiquées dans la définition de «source de revenu» au paragraphe 4(2) de la loi sur les accords fiscaux, la description de ces sources variant selon les chan- 20 gements et les facteurs visés au paragraphe (3);

b) en définissant le terme «assiette», dans le cas de chaque source distincte désignée conformément à l'alinéa a) pour une pro- 25 vince à l'égard de l'exercice, qui se rattache à l'étendue de la compétence relative dont dispose la province pour tirer un revenu de cette source pour cet exercice, à la fois : 30

(i) selon la définition de ce terme à l'article 6 des *Règlements de 1982 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur le financement des programmes établis*, 35

(ii) en modifiant cette définition pour tenir compte des changements et des facteurs visés au paragraphe (3);

c) en estimant le montant de chaque assiette définie à l'alinéa b), à l'égard de 40 chaque source désignée conformément à l'alinéa a), pour la Nouvelle-Écosse ou toutes les provinces, selon le cas, pour l'exercice;

d) en estimant le montant des revenus de 45 la Nouvelle-Écosse ou de toutes les provinces, selon le cas, à l'égard de chaque source désignée conformément à l'alinéa a) pour l'exercice en multipliant les montants suivants : 50

(i) the national average rate of tax for the fiscal year in respect of that source, and

(ii) the amount of the revenue base estimated pursuant to paragraph (c) in respect of that source for Nova Scotia or all provinces, as the case may be, for the fiscal year; and

(e) add the amounts of the revenues of Nova Scotia or of all provinces, as the case may be, estimated pursuant to paragraph (d) in respect of all sources described pursuant to paragraph (a).

(i) le taux d'imposition national moyen pour l'exercice à l'égard de cette source,

(ii) le montant de l'assiette estimé conformément à l'alinéa c) à l'égard de cette source pour la Nouvelle-Écosse ou toutes les provinces, selon le cas, pour l'exercice;

e) en ajoutant les montants des revenus de la Nouvelle-Écosse ou de toutes les provinces, selon le cas, estimés conformément à l'alinéa d) à l'égard de toutes les sources désignées conformément à l'alinéa a).

Changes and factors to be taken into account in representative tax system

(3) For the purposes of paragraph (2)(a) and subparagraph (2)(b)(ii), the following changes and factors should be taken into account, namely,

(a) changes in any laws of a province relating to taxation that apply in respect of fiscal years subsequent to the fiscal year beginning on April 1, 1982,

(b) changes to improve the accuracy of comparisons among provinces of relative capacity to derive revenue from any source described pursuant to paragraph (2)(a),

(c) changes made by statistical agencies to statistical data or methods used to measure the relative capacities of provinces to derive revenue from any such source; and

(d) any other factors, that, in the opinion of the Minister are relevant in the circumstances.

(3) Pour l'application de l'alinéa 2a) et du sous-alinéa (2)b)(ii), il devrait être tenu compte des changements et des facteurs suivants :

a) les changements des lois d'une province affectant la fiscalité qui s'appliquent aux exercices postérieurs à celui qui commence le 1^{er} avril 1982;

b) les changements nécessaires pour ajuster les comparaisons entre provinces de leur potentiel relatif de tirer des revenus d'une source désignée conformément à l'alinéa (2)a);

c) les changements effectués par les organismes traitant les données statistiques ou les méthodes de mesure du potentiel relatif des provinces de tirer des revenus d'une de ces sources;

d) tous les autres facteurs qui, de l'avis du ministre, sont pertinents.

Changements et facteurs dont il faut tenir compte dans un système fiscal représentatif

Average rate of tax

(4) For the purposes of paragraph (2)(d), the national average rate of tax for a fiscal year in respect of a source is the quotient obtained by dividing

(a) the aggregate of the total revenues, as determined by the Minister, derived by all provinces for the fiscal year from that source, whether or not the total revenues or any portion thereof are included in the computation of the fiscal equalization payments to provinces for the fiscal year under Part I of the Fiscal Arrangements Act

by

(4) Pour l'application de l'alinéa (2)d), le taux d'imposition national moyen pour un exercice à l'égard d'une source est le quotient de la division de :

a) l'ensemble des revenus totaux, déterminés par le ministre, que toutes les provinces auraient tirés pour l'exercice de cette source, que les revenus totaux, ou une fraction de ceux-ci, soient inclus ou non dans le calcul des paiements de péréquation aux provinces pour l'exercice en vertu de la partie I de la loi sur les accords fiscaux

par

Taux d'imposition moyen

45

(b) the revenue base estimated pursuant to paragraph (2)(c) in respect of that source for all provinces for that fiscal year.

b) l'assiette estimée conformément à l'alinéa (2)c) à l'égard de cette source quant à toutes les provinces pour cet exercice.

Determinations

Final determination

76. (1) The final determination of a fiscal equalization offset payment for Nova Scotia for a fiscal year and the per capita fiscal capacity for Nova Scotia and the national average per capita fiscal capacity for a fiscal year shall be determined by the Minister following the end of the fiscal year, at the same time that the final computation of the amount, if any, of the fiscal equalization payment that is payable to a province is made for the fiscal year under Part I of the Fiscal Arrangements Act.

Interim determinations

(2) The Minister may make an interim determination of a fiscal equalization offset payment for Nova Scotia for a fiscal year or of the per capita fiscal capacity of Nova Scotia and the national average per capita fiscal capacity for a fiscal year, at the time and in the manner prescribed, prior to any final determination made under subsection (1).

Advance Payments

Advance payments

77. The Minister of Energy, Mines and Resources may, at the times and in the manner prescribed, pay to Her Majesty in right of Nova Scotia an amount on account of a fiscal equalization offset payment that may be payable or may become payable to Her Majesty in right of Nova Scotia under this Part in respect of any fiscal year.

Accounting of advances on account

78. Where an amount has been paid to Her Majesty in right of Nova Scotia pursuant to section 77 on account of a fiscal equalization offset payment for a fiscal year, the amount shall be accounted for and shall be deemed to be a portion of the fiscal equalization offset payment in respect of the fiscal year as determined by the Minister in the manner prescribed, notwithstanding that the fiscal equalization offset payment was not determined by the Minister in accordance with section 74.

Détermination

Détermination finale

76. (1) La détermination finale d'un paiement de péréquation compensatoire pour la Nouvelle-Écosse pour un exercice et du potentiel fiscal par habitant de la Nouvelle-Écosse et de la moyenne nationale du potentiel fiscal par habitant pour un exercice est effectuée par le ministre après la fin de l'exercice, au même moment que le calcul final du montant du paiement de péréquation éventuel à faire à une province pour l'exercice en vertu de la partie I de la loi sur les accords fiscaux.

15

Déterminations provisoires

(2) Le ministre peut effectuer la détermination provisoire d'un paiement de péréquation compensatoire à la Nouvelle-Écosse pour un exercice ou du potentiel fiscal par habitant de la Nouvelle-Écosse et de la moyenne nationale du potentiel fiscal par habitant pour un exercice, à la date et de la manière prescrites, antérieurement à toute détermination finale effectuée en vertu du paragraphe (1).

25

Paievements par anticipation

Paievements par anticipation

77. Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources peut, aux dates et de la manière prescrites, verser à Sa Majesté du chef de la Nouvelle-Écosse un montant au titre d'un paiement de péréquation compensatoire qui peut être à payer, ou qui peut le devenir, à Sa Majesté du chef de la Nouvelle-Écosse en vertu de la présente partie pour un exercice.

78. Lorsqu'un montant à valoir sur un paiement de péréquation compensatoire pour un exercice a été versé à Sa Majesté du chef de la Nouvelle-Écosse conformément à l'article 77, le montant est comptabilisé et est réputé être une fraction du paiement de péréquation compensatoire pour l'exercice, déterminée par le ministre de la manière réglementaire, nonobstant le fait que le paiement de péréquation compensatoire n'a pas été déterminé par le ministre conformément à l'article 74.

Comptabilisation des avances à valoir

Appropriation

Appropriation

79. The amounts authorized to be paid by sections 73 and 77 shall be paid out of the Consolidated Revenue Fund at such times and in such manner as may be prescribed.

*Report to Parliament*Report to
Parliament

80. On or before the 31st day of December next following the end of each fiscal year during the term of the Agreement, the Minister of Energy, Mines and Resources shall cause to be prepared a report in respect of that fiscal year, relating to

(a) every fiscal equalization offset payment, and

(b) every determination of the per capita fiscal capacity for Nova Scotia or the national average per capita fiscal capacity that has been made under this Part, and shall cause the report to be laid before each House of Parliament on any of the first fifteen days on which that House is sitting after the day the report is prepared.

Regulations

Regulations

81. The Governor in Council may, on the recommendation of the Minister, make regulations

(a) prescribing the time and manner of making any payment under this Part;

(b) respecting the determination of any matter that under this Part is to be determined by the Minister of Energy, Mines and Resources or the Minister;

(c) prescribing the time and manner of making any interim determination of a fiscal equalization offset payment or of the per capita fiscal capacity of Nova Scotia and the national average per capita fiscal capacity under this Part;

(d) providing for the payment to Her Majesty in right of Nova Scotia of advances on account of a fiscal equalization offset payment for a fiscal year that may be payable or may become payable to Her Majesty in right of Nova Scotia pursuant to this Part, the adjustment of other payments by reason of such advances and the recovery of over-payments;

*Affectation*Affectation de
crédit

79. Les montants dont le paiement est autorisé par les articles 73 et 77 sont prélevés sur le Fonds du revenu consolidé aux dates et selon les modalités réglementaires.

*Rapport*Rapport au
Parlement

80. Au plus tard le quinzième jour de séance de chaque chambre du Parlement suivant le 31 décembre, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources fait déposer devant elle le rapport sur l'exécution de la présente partie pour chaque exercice précédant cette date pendant la durée de l'Accord relativement à :

a) chaque paiement de péréquation compensatoire;

b) chaque détermination du potentiel fiscal par habitant de la Nouvelle-Écosse ou de la moyenne nationale du potentiel fiscal par habitant.

Rèlements

Rèlements

81. Le gouverneur en conseil peut, sur recommandation du ministre, par règlement :

a) fixer la date et déterminer la manière de faire un paiement prévu à la présente partie;

b) décider de toute question qui, en vertu de la présente partie, doit être tranchée par le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources ou par le ministre;

c) fixer la date et déterminer la manière d'effectuer une détermination provisoire d'un paiement de péréquation compensatoire ou du potentiel fiscal par habitant de la Nouvelle-Écosse et de la moyenne nationale du potentiel fiscal par habitant en vertu de la présente partie;

d) prévoir le versement à Sa Majesté du chef de la Nouvelle-Écosse d'avances sur un paiement de péréquation compensatoire pour un exercice qui peut être à payer, ou peut le devenir, à Sa Majesté du chef de la Nouvelle-Écosse en application de la présente partie, le rajustement d'autres paie-

(e) prescribing anything that, by virtue of any other provision of this Part, is to be prescribed; and

(f) generally for carrying into effect the purposes and provisions of this Part.

ments par suite de ces avances ainsi que le recouvrement des paiements en trop;

e) prendre toute autre mesure d'ordre réglementaire prévue par la présente partie;

f) prendre toute autre mesure d'application des dispositions de la présente partie.

Transitional and Coming into Force

Transitional

82. (1) If, during the second session of the thirty-second Parliament, Bill C-12 entitled *An Act to amend the Federal-Provincial Fiscal Arrangements and Established Programs Financing Act, 1977* is assented to, the definition "Fiscal Arrangements Act" in subsection 72(1) of this Act is repealed and the following substituted therefor:

"Fiscal Arrangements Act"
«loi sur les accords fiscaux»

"Fiscal Arrangements Act" means the *Federal-Provincial Fiscal Arrangements and Federal Post-Secondary Education and Health Contributions Act, 1977*;

Commencement

(2) This Part or any provision thereof shall come into force on a day or days to be fixed by proclamation.

Mesures transitoires et entrée en vigueur

Mesures transitoires

82. (1) Si, au cours de la deuxième session du trente-deuxième Parlement, le projet de loi C-12 intitulé *Loi modifiant la Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur le financement des programmes établis* est sanctionné, la définition de la «loi sur les accords fiscaux» au paragraphe 72(1) de la présente loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«loi sur les accords fiscaux» La *Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement post-secondaire et de santé.*

«loi sur les accords fiscaux»
"Fiscal..."

(2) La présente partie ou telle de ses dispositions entre en vigueur à la date ou aux dates fixées par proclamation.

Entrée en vigueur

PART V

CANADA-NOVA SCOTIA DEVELOPMENT FUND

Interpretation

Definitions

"amount"
«montant»

83. In this Part,
"amount" means, except in section 87, an amount of money for infrastructural costs directly or indirectly relating to the exploration for or development, production or transportation of oil or gas in the off-shore area;

"Development Fund"
«Fonds de...»

"Development Fund" means the account established by section 84;

"Minister"
«ministre»

"Minister" means the Minister of Energy, Mines and Resources;

"Nova Scotia Minister"
«ministre néo-écossais»

"Nova Scotia Minister" means the Minister of Development for the Government of

PARTIE V

FONDS DE DÉVELOPPEMENT CANADA-NOUVELLE-ÉCOSSE

Définitions

Définitions

83. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.

«Fonds de développement» Compte ouvert en vertu de l'article 84.

«Fonds de développement»
"Development Fund"

«ministre» Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources.

«ministre»
"Minister"

«ministre néo-écossais» Le ministre du Développement de la Nouvelle-Écosse ou un autre membre du conseil exécutif de la Nouvelle-Écosse que le lieutenant-gouverneur en conseil de la Nouvelle-Écosse peut

«ministre néo-écossais»
"Nova Scotia..."

Nova Scotia or such other member of the Executive Council of Nova Scotia as may be designated by the Lieutenant Governor in Council of Nova Scotia for the purposes of entering into an agreement pursuant to this Part.

déléguer pour conclure un accord conformément à la présente partie.

«montant» Sauf pour l'article 87, frais d'infrastructure se rapportant directement ou indirectement à la prospection, à la mise en valeur, à la production et au transport de pétrole et de gaz dans la zone extracôtière.

«montant»
"amount"

Development Fund

Fonds de développement

Development Fund

84. There shall be established in the accounts of Canada an account to be known as the Canada-Nova Scotia Development Fund, to which shall be charged all amounts paid to Her Majesty in Right of Nova Scotia pursuant to this Part.

84. Est ouvert, parmi les comptes du Canada, un compte intitulé «Fonds de développement Canada-Nouvelle-Écosse» auquel sont imputées toutes les sommes versées à Sa Majesté du chef de la Nouvelle-Écosse conformément à la présente partie.

Fonds de développement

Agreement with the Government of Nova Scotia

85. The Minister may, with the approval of the Governor in Council, enter into an agreement with the Nova Scotia Minister, having the approval of the Lieutenant Governor in Council of Nova Scotia, providing for

85. Le ministre peut, avec l'approbation du gouverneur en conseil, conclure un accord avec le ministre néo-écossais habilité par le lieutenant-gouverneur en conseil de la Nouvelle-Écosse, prévoyant à la fois :

Accord avec le gouvernement de la Nouvelle-Écosse

- (a) the procedure to be followed in making, and the criteria of, proposals for the payment of amounts to Her Majesty in right of Nova Scotia; and
- (b) the terms and conditions of the payment and repayment of the amounts or part thereof.

- a) les directives à suivre et les critères à utiliser lors de la préparation d'une proposition de paiement de montants à Sa Majesté du chef de la Nouvelle-Écosse;
- b) les modalités du paiement et du remboursement des montants ou d'une fraction de ceux-ci.

Power to make payment

86. (1) On a proposal by the Nova Scotia Minister to the Minister for the payment of an amount made in accordance with the terms of an agreement entered into pursuant to section 85 the Minister may, where he approves the proposal, subject to subsection (2), section 87 and the terms of the agreement, pay to Her Majesty in right of Nova Scotia in a lump sum or by instalment the amount, or any amount on account thereof in each of the fiscal years commencing on April 1 in 1984, 1985, 1986 and 1987.

86. (1) Lorsque le ministre néo-écossais propose au ministre que soit effectué un paiement dans le cadre d'un accord conclu conformément à l'article 85 et que le ministre approuve cette proposition, à compter du 1^{er} avril des exercices 1984, 1985, 1986 et 1987, le ministre peut, sous réserve du paragraphe (2), de l'article 87 et des termes de l'accord, payer d'un seul coup ou par versements le montant, ou toute somme au titre de celui-ci, à chacun de ces exercices à Sa Majesté du chef de la Nouvelle-Écosse.

Autorisation de paiement

Limitation

(2) Only amounts incurred or specified in a proposal referred to in subsection (1) made prior to the day that is the earliest of

(2) Seuls les montants engagés ou précisés dans une proposition visée au paragraphe (1) avant la plus rapprochée des dates suivantes :

Restriction

- (a) the day on which the production of oil or gas commences in the offshore area, as determined by the Minister and the Nova Scotia Minister, and
- (b) the day on which the cumulative volume of production in the offshore area

- a) celle où la production de pétrole ou de gaz commence dans la zone extracôtière, déterminée par le ministre et le ministre néo-écossais,
- b) celle où le volume cumulatif de production dans la zone extracôtière atteint une

has reached an amount equal to one billion cubic metres of gas or an amount equivalent thereto of natural gas liquids or oil, as determined by the Minister in accordance with the regulations,

whether or not the proposal has been approved prior thereto, may be paid by the Minister under this section.

Definition of
"Nova Scotia
Minister"

(3) In subsection (2), "Nova Scotia Minister" has the same meaning as in Part I.

Appropriation

Appropriation

87. (1) There is hereby appropriated for the purposes of making payments pursuant to this Part, and such payments may be made out of the Consolidated Revenue Fund in,

(a) the amount of fifty million dollars in each fiscal year, commencing with the fiscal year beginning on April 1, 1984, less

(b) the amount, if any, charged during that fiscal year, for the purpose of making payments to Her Majesty in right of Nova Scotia pursuant to this Part, to any other amount appropriated by Parliament, but the aggregate amount of all such payments shall not exceed the sum of two hundred million dollars.

Overlap

(2) Notwithstanding section 30 of the *Financial Administration Act*, any portion of the amounts appropriated under this section may be expended in subsequent fiscal years.

Charges to
Development
Fund

(3) All amounts paid to Her Majesty in right of Nova Scotia pursuant to this Part

(a) out of the Consolidated Revenue Fund pursuant to section 87, or

(b) that have been charged to any other amount appropriated by Parliament shall be charged to the Development Fund.

Report to Parliament

Report

88. On or before the 31st day of December next following the end of each fiscal year during the term of the Agreement, the Min-

quantité égale à un milliard de mètres cubes ou une quantité équivalente de liquides extraits du gaz naturel ou de pétrole, déterminée par le ministre conformément aux règlements,

que la proposition ait ou non été approuvée avant cette date, peuvent être payés par le ministre en vertu du présent article.

(3) Dans le paragraphe (2), «ministre néo-écossais» s'entend au sens de la partie I.

Affectation

Affectation

87. (1) Est affecté au versement des paiements prévus par la présente partie un montant total d'au plus deux cent millions de dollars que le ministre peut prélever sur le Fonds du revenu consolidé, selon la répartition suivante :

a) cinquante millions de dollars par exercice, à compter de l'exercice commençant le 1^{er} avril 1984,

b) le montant éventuel imputé à une autre affectation du Parlement pendant cet exercice afin de faire des paiements à Sa Majesté du chef de la Nouvelle-Écosse conformément à la présente partie.

(2) Nonobstant l'article 30 de la *Loi sur l'administration financière*, toute fraction des montants affectés en vertu du présent article peut être dépensée au cours des exercices subséquents.

(3) Les montants suivants payés à Sa Majesté du chef de la Nouvelle-Écosse conformément à la présente partie sont imputés au Fonds de développement :

a) les imputations au Fonds du revenu consolidé conformément au présent article; b) les imputations à une autre affectation du Parlement.

Rapport

88. Au plus tard le quinzième jour de séance de chaque chambre du Parlement suivant le 31 décembre de chaque exercice se

Rapport au
Parlement

ister shall cause to be prepared a report in respect of the operation of the Development Fund account during that fiscal year and shall cause the report to be laid before each House of Parliament on any of the first fifteen days on which that House is sitting after the day the report is prepared.

déroulant pendant la durée de l'Accord, le ministre fait déposer devant elle le rapport sur le Fonds de développement pour l'exercice précédant cette date.

Coming into Force

Entrée en vigueur

Commence-
ment

89. This Part or any provision thereof shall come into force on a day or days to be fixed by proclamation.

89. La présente partie ou telle de ses dispositions entre en vigueur à la date ou aux dates fixées par proclamation.

5 Entrée en
vigueur

PART VI

PARTIE VI

CORPORATE INCOME TAX

IMPÔT SUR LE REVENU DES
CORPORATIONS

R.S.C. 1952, c.
148

Income Tax Act

Loi de l'impôt sur le revenu

S.R. 1952,
c. 148

90. Section 123 of the *Income Tax Act* is repealed and the following substituted therefor:

90. L'article 123 de la *Loi de l'impôt sur le revenu* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

10

Rate for
corporations

"123. (1) The tax payable under this Part for a taxation year by a corporation upon its taxable income or taxable income earned in Canada, as the case may be, (in this section referred to as its "amount taxable") for the year is, except where otherwise provided, the aggregate of
(a) 46% of its amount taxable for the year; and
(b) 5% of the amount taxable earned by the corporation in the year in the Nova Scotia offshore area.

"123. (1) L'impôt payable par une corporation en vertu de la présente Partie sur son revenu imposable ou sur son revenu imposable gagné au Canada, selon le cas (appelé dans le présent article le «montant imposable») pour l'année est, sauf disposition contraire, le total de
a) 46% de son montant imposable pour l'année; et
b) 5% du montant imposable gagné par la corporation au cours de l'année dans la zone extracôtière de la Nouvelle-Écosse.

Taux afférents
aux corpora-
tions

Definitions

"amount
taxable earned
by the
corporation in
the year in the
Nova Scotia
offshore area"
«montant...»

(2) In this section,
"amount taxable earned by the corporation in the year in the Nova Scotia offshore area" means the amount determined under rules prescribed for the purpose by regulations made on the recommendation of the Minister of Finance;
"Nova Scotia offshore area" means the geographic area determined by regulations made on the recommendation of the Minister of Finance."

(2) Dans le présent article,
«montant imposable gagné par la corporation au cours de l'année dans la zone extracôtière de la Nouvelle-Écosse» s'entend du montant déterminé en vertu de règles prescrites à cette fin par des règlements pris sur recommandation du ministre des Finances;
«zone extracôtière de la Nouvelle-Écosse» s'entend de la zone géographique déterminée par des règlements pris sur recommandation du ministre des Finan- ces.»

Définitions

«montant
imposable
gagné par la
corporation au
cours de l'année
dans la zone
extracôtière de
la Nouvelle-
Écosse»
"amount..."
«zone
extracôtière de
la Nouvelle-
Écosse»
"Nova..."

"Nova Scotia
offshore area"
«zone...»

EXPLANATORY NOTES

Clause 90: This amendment would implement the Ways and Means Motion to amend the Income Tax Act tabled in the House of Commons on May 29, 1984.

NOTES EXPLICATIVES

Article 90. — Donne effet à la Motion des voies et moyens visant la modification de la Loi de l'impôt sur le revenu déposée à la Chambre des communes le 29 mai 1984.

91. Section 90 is applicable to taxation years commencing after June 22, 1984.

91. L'article 90 s'applique aux années d'imposition commençant après le 22 juin 1984.

PART VII

RELATED AND OTHER AMENDMENTS

Access to Information Act

1980-81-82-83,
c. 111, Sch. I

Amendment to
*Access to
Information
Act*

92. (1) Schedule II to the *Access to Information Act* is amended by adding thereto, immediately after the reference to

"Quebec Savings Banks Act
Loi sur les banques d'épargne de Québec"

a reference to

"Canada Oil and Gas Act
Loi sur le pétrole et le gaz du Canada"

and by adding a corresponding reference in respect of that Act to "section 50".

Idem

(2) Schedule II to the said Act is further amended by adding thereto, immediately after the reference to

"Canada Oil and Gas Act
Loi sur le pétrole et le gaz du Canada"

a reference to

"Canada-Nova Scotia Oil and Gas Agreement Act
Loi sur l'Accord entre le Canada et la Nouvelle-Écosse sur la gestion des ressources pétrolières et gazières"

and by adding a corresponding reference in respect of that Act to "section 53".

1980-81-82-83,
c. 81

Canada Oil and Gas Act

Amendments to
*Canada Oil and
Gas Act*

93. The definition "share" in subsection 2(1) of the *Canada Oil and Gas Act* is repealed and the following substituted therefor:

" "share", with respect to an interest, means an undivided share in the interest or a share in the interest held in accordance with section 4.1;"

"share"
"part"

PARTIE VII

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

Loi sur l'accès à l'information

1980-81-82-83,
c. 111, annexe I

Modification à
la *Loi sur
l'accès à
l'information*

92. (1) L'annexe II de la *Loi sur l'accès à l'information* est modifiée par insertion, 5 après la mention :

«Loi sur les marques de commerce
Trade Marks Act»,

de ce qui suit :

«Loi sur le pétrole et le gaz du Canada
Canada Oil and Gas Act» 10

et par adjonction d'un renvoi à l'article 50 de la même loi.

10

(2) L'annexe II de la même loi est modifiée par adjonction, sous la rubrique «Loi», de ce qui suit :

«Loi sur l'Accord entre le Canada et la Nouvelle-Écosse sur la gestion des ressources pétrolières et gazières
Canada-Nova Scotia Oil and Gas Agreement Act» 20

et par adjonction d'un renvoi à l'article 53 de la même loi.

Idem

Loi sur le pétrole et le gaz du Canada

1980-81-82-83,
c. 81

Modification à
la *Loi sur le
pétrole et le gaz
du Canada*

93. La définition de «part» de l'article 2 de la *Loi sur le pétrole et le gaz du Canada* est 25 abrogée et remplacée par ce qui suit :

«part» Part indivise dans un droit ou part dans un droit détenu conformément à l'article 4.1.»

«part»
"share"

30

Clause 92: These amendments to the *Access to Information Act* would add certain references to Schedule II of that Act.

Article 92. — Inclusion de la *Loi sur le pétrole et le gaz du Canada* et de la *Loi sur l'Accord entre le Canada et la Nouvelle-Écosse* à l'annexe II de la *Loi sur l'accès à l'information*.

Clause 93 and 94: These amendments to the *Canada Oil and Gas Act*, which add the sidelined words, would extend the meaning of the definition "share".

Articles 93 et 94. — Nouveaux. Modification à la *Loi sur le pétrole et le gaz du Canada*.

Texte actuel de la définition de «part»:

«part» Relativement à des droits, une part indivise dans ceux-ci.»

Idem	94. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 4 thereof, the following section:	94. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 4, de ce qui suit :	Idem
Shares	"4.1 A share in an interest may, with the approval of the Minister, be held with respect to a portion only of any Canada lands subject to the interest."	"4.1 Une part dans un droit peut, avec l'approbation du ministre, n'être détenue qu'à l'égard d'une fraction des terres du Canada visées par le droit."	Parts
Idem	95. Subsection 16(4) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:	95. Le paragraphe 16(4) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :	Idem
Idem	"(4) Where a declaration of significant discovery is in force on the day on which, but for this subsection, the term of an exploration agreement would expire, the exploration agreement continues in force 15 in respect of any grid area or portion thereof specified in the declaration of significant discovery for as long as the declaration is in force."	"(4) Lorsqu'une déclaration de découverte importante est en vigueur à la date où, n'eût été le présent paragraphe, l'accord demeure en vigueur, à l'égard de toute unité ou partie d'unité de quadrillage indiquée dans la déclaration, aussi longtemps que la déclaration demeure en vigueur."	Idem
	96. (1) Paragraphs 54(1)(e) and (f) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:	96. (1) Les alinéas 54(1)e) et f) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :	Idem
	"(e) respecting the filing of documents;	"e) prévoir la production de documents; 20	
	(f) respecting the transfer, assignment or other disposition of interests or shares in interests; 25	f) <u>pourvoir à l'aliénation — notamment par transfert ou cession — de droits ou de parts dans des droits;</u>	
	(f.1) respecting the registration of interests, transfers of interests or shares in interests, encumbrances and other documents and generally any other matter or thing necessary for or incidental to such registration, including 30	f.1) <u>pourvoir à l'enregistrement de droits, de transferts de droits ou de parts dans des droits, de charges et de documents ainsi que, d'une façon générale, aux aspects ressortissant de près ou de loin à l'enregistrement, et notamment :</u> 25	
	(i) the registration of a caution by a person claiming a right or benefit under a document that creates or may create an encumbrance (including a security given under section 177 of the <i>Bank Act</i>), an operating agreement in respect of any Canada lands subject to an interest, or any other document specified in the regulations, and 40	(i) à l'enregistrement d'une mise en garde par quiconque revendique un droit ou un avantage découlant soit d'un document créateur ou générateur de charges, dont toute garantie visée à l'article 177 de la <i>Loi sur les banques</i> , soit d'un accord d'exploitation relatif à des terres du Canada visées par un droit, soit de tout autre document visé aux règlements; 35	
	(ii) the effect of registration of any document, including the priority that a registered document may have over other registered documents or unregistered documents, and the priority that the rights or benefits claimed by a person under a document in respect 45	(ii) aux effets de l'enregistrement de documents et notamment au rang des documents enregistrés par rapport à d'autres documents enregistrés ou non et à celui de droits ou avantages revendiqués au titre de documents pour lesquels une mise en garde a été 45	

Clause 95: This amendment would remove the requirement that a significant discovery be made during the term of an exploration agreement for the purposes of subsection 16(4).

Subsection 16(4) at present reads as follows:

“(4) *Where a significant discovery has been made during the term of an exploration agreement and a declaration of significant discovery is in force on the day on which, but for this subsection, the term of the exploration agreement would expire, the exploration agreement continues in force in respect of any grid area or portion thereof specified in the declaration of significant discovery for as long as the declaration is in force.*”

Clause 96: These amendments would clarify and extend certain regulation-making powers.

The relevant portions of subsection 54(1) at present read as follows:

“54. (1) The Governor in Council may make regulations

...

(e) respecting the registration and filing of documents;

(f) respecting the transfer, assignment and registration of interests;

...

(i) respecting the registration of encumbrances;”

Article 95. — Modification d’une modalité relative à une découverte commerciale.

Texte actuel du paragraphe 16(4):

«(4) Lorsqu’une découverte importante est faite pendant la durée d’un accord d’exploration, et qu’une déclaration de découverte importante est en vigueur à la date où, n’eût été le présent paragraphe, l’accord aurait expiré, celui-ci demeure en vigueur à l’égard de toute unité ou partie d’unité de quadrillage indiquée dans la déclaration de découverte importante et ce, aussi longtemps que la déclaration demeure en vigueur.»

Article 96. — Précision assortie à la disposition habilitante.

Texte actuel des alinéas 54(1)e) et f):

«54. (1) Le gouverneur en conseil peut, par règlement,

...

e) prévoir l’enregistrement et la production des documents;

f) pourvoir aux transferts, aux cessions et à l’enregistrement des droits;

...

i) pourvoir à l’enregistrement des charges;»

of which a caution is registered may have over any rights or benefits acquired by a person under any other document, whether before or after registration of the caution;"

5

(2) Paragraph 54(1)(i) is repealed.

Coming into Force

Commence-
ment

97. (1) This Part or any provision thereof shall come into force on a day or days to be fixed by proclamation.

Idem

(2) Notwithstanding subsection (1), sections 93 and 94 shall be deemed to have come into force immediately after the coming into force of the *Canada Oil and Gas Act*.

enregistrée par rapport à d'autres droits ou avantages acquis aux termes d'autres documents, avant ou après l'enregistrement de la mise en garde;»

5

(2) L'alinéa 54(1)i) est abrogé.

Entrée en vigueur

97. (1) La présente partie ou telle de ses dispositions entre en vigueur à la date ou aux dates fixées par proclamation.

Entrée en
vigueur

(2) Par dérogation au paragraphe (1), l'entrée en vigueur des articles 93 et 94 est réputée suivre immédiatement celle de la *Loi sur le pétrole et le gaz du Canada*.

Présomption

SCHEDULE I

(Section 5, subsections 39(1) and 63(1),
definitions of "offshore area")

LIMITS OF THE OFFSHORE AREA

(All latitudes and longitudes referred to in
this Schedule are determined according to
N.A.D. 27 datum.)

The inner limit of the offshore area is the
low water mark of Nova Scotia, except that

- (a) in the vicinity of Chignecto Bay, the
inner limit is a straight line from the most
southwesterly point on the most northwest- 5
erly point on the low water mark at Cape
Chignecto (N.S.) to a point at latitude 45°
24' 10" and longitude 65° 03' 31", being
on a line between that point at Cape Chig- 10
necto (N.S.) and Martin Head (N.B.);
- (b) in the vicinity of Minas Channel, the
inner limit is a straight line from the most
southwesterly point on the low water mark
at Cape Chignecto (N.S.) to the most
northwesterly point on the low water mark 15
at Long Point (N.S.);
- (c) in the vicinity of St. Mary's Bay, the
inner limit is a straight line from the most
southerly point on the low water mark at 20
Long Island (N.S.) to the low water mark
at the nearest point on the mainland, being
approximately two kilometres southwester-
ly of Meteghan (N.S.);
- (d) in the vicinity of Chedabucto Bay, the
inner limit is a straight line from the most 25
easterly point on the low water mark at
Glasgow Head (N.S.) to the most south-
westerly point on the low water mark at
Red Point (N.S.);
- (e) in the vicinity of St. George's Bay, the 30
inner limit is a straight line from the most
easterly point on the low water mark at
Cape George Point (N.S.) to the most
westerly point on the low water mark at
McKays Point (N.S.); and
- (f) in any bay where a straight closing line
of ten kilometres or less may be drawn
between points on the low water mark of
the bay so that the area of the bay land-
ward of the closing line is greater than 40

ANNEXE I

(article 5, paragraphes 39(1) et 63(1),
définition de «zone extracôtière»)

LIMITES DE LA ZONE
EXTRACÔTIÈRE

(Les latitudes et les longitudes sont
rapportées à l'origine NAD 27)

La limite intérieure de la zone extracôtière
est la laisse de basse mer de la Nouvelle-
Écosse, sauf dans les six cas suivants :

- a) au voisinage de la baie Chignecto, elle
s'étend en ligne droite du point le plus au 5
sud-ouest de la laisse de basse mer au cap
Chignecto (N.-É.) jusqu'au point situé à
45° 24' 10" de latitude et à 65° 03' 31" de
longitude sur une ligne située entre le cap 10
Chignecto (N.-É.) et Martin Head 10
(N.-B.);
- b) au voisinage du canal Minas, elle
s'étend en ligne droite du point le plus au
sud-ouest de la laisse de basse mer au cap
Chignecto (N.-É.) jusqu'au point le plus 15
au nord-ouest de la laisse de basse mer à la
pointe Long (N.-É.);
- c) au voisinage de la baie Saint-Mary, elle
s'étend en ligne droite de la pointe la plus
au sud de la laisse de basse mer à l'île 20
Long (N.-É.) jusqu'à la laisse de basse
mer au point le plus rapproché sur la terre
ferme, soit approximativement deux kilo-
mètres au sud-ouest de Meteghan (N.-É.);
- d) au voisinage de la baie Chedabucto, 25
elle s'étend en ligne droite du point le plus
à l'est de la laisse de basse mer à Glasgow
Head (N.-É.) jusqu'au point le plus au
sud-ouest de la laisse de basse mer à la
pointe Red (N.-É.);
- e) au voisinage de la baie Saint-George, 30
elle s'étend en ligne droite du point le plus
à l'est de la laisse de basse mer au cap
George (N.-É.) jusqu'au point le plus à
l'ouest de la laisse de basse mer à la pointe 35
McKays (N.-É.);
- f) dans les baies là où une ligne droite de
fermeture d'au plus dix kilomètres peut
être tracée entre des points sur la laisse de
basse mer de la baie de manière à ce que 40

that of a semi-circle whose diameter is the closing line, the inner limit is the closing line; and for the purposes of this paragraph,

- (i) "bay" includes harbour, port, cove, 5 sound, channel, basin or other inlet,
- (ii) the closing line shall be drawn in such manner as to enclose a maximum area of the bay, and
- (iii) the area of the bay shall be cal- 10 culated as including any islands or parts of islands lying landward of the closing line and as excluding any area above the low water mark along the coast of the bay. 15

The outer limit of the offshore area is as follows:

Commencing at the most northerly point of the boundary between the Provinces of Nova Scotia and New Brunswick in the 20 mouth of the Tidnish River, the limit runs

northerly in a straight line to a point at latitude 46° 01' 10" and longitude 64° 02' 34", being approximately on the middle thread of Baie Verte;

thence easterly in a straight line to a point at latitude 46° 02' 18" and longitude 63° 49' 09", being approximately the midpoint between Coldspring Head (N.S.) and Cape Tormentine (N.B.);

thence northeasterly in a straight line to a point at latitude 46° 04' 30" and longitude 63° 39' 34", being approximately the midpoint between Coldspring Head (N.S.) and MacIvors Point (P.E.I.);

thence southeasterly in a straight line to a point at latitude 45° 59' 45" and longitude 63° 19' 41", being approximately the midpoint between Cape Cliff (N.S.) and Rice Point (P.E.I.);

thence southeasterly in a straight line to a point at latitude 45° 55' 38" and longitude 63° 05' 06", being approximately the mid-

la zone de la baie, vers la terre ferme, enfermée par la ligne de fermeture soit plus grande que la surface d'un demi-cercle construit sur cette ligne, elle correspond à la ligne de fermeture; pour l'appli- 5 cation du présent alinéa,

- (i) sont notamment assimilés à une baie, les ports, criques, anses, détroits, bras de mer et bassins,
- (ii) la ligne de fermeture est tracée dans 10 la baie de manière à inclure le maximum de la zone de la baie ou du port,
- (iii) la zone de la baie est déterminée en incluant tout ou partie des îles qui se trouvent vers la terre ferme mais en 15 excluant les zones au-dessus de la laisse de basse mer le long de la côte de la baie.

La limite extérieure de la zone extracôtière s'étend : 20

à partir du point le plus au nord de la frontière entre les provinces de la Nouvelle-Écosse et du Nouveau-Brunswick, à l'embouchure de la rivière Tidnish;

de là, vers le nord, en ligne droite, jusqu'à 25 un point situé à 46° 01' 10" de latitude et à 64° 02' 34" de longitude, soit approximativement sur l'axe de la baie Verte;

de là vers l'est, en ligne droite, jusqu'à un point situé à 46° 02' 18" de latitude et à 63° 30' 49" de longitude, soit approximativement à mi-chemin entre Coldspring Head (N.-É.) 30 et le cap Tormentine (N.-B.);

de là vers le nord-est, en ligne droite, jusqu'à un point situé à 46° 04' 30" de 35 latitude et à 63° 39' 34" de longitude, soit approximativement à mi-chemin entre le cap Coldspring (N.-É.) et la pointe MacIvors (Î.-P.-É.);

de là vers le sud-est, en ligne droite, jus- 40 qu'à un point situé à 45° 59' 45" de latitude et à 63° 19' 41" de longitude, soit approximativement à mi-chemin entre le cap Cliff 40 (N.-É.) et la pointe Rice (Î.-P.-É.);

de là vers le sud-est, en ligne droite, jus- 45 qu'à un point situé à 45° 55' 38" de latitude et à 63° 05' 06" de longitude, soit approxi-

point between Cape John (N.S.) and Prim Point (P.E.I.);

thence southeasterly in a straight line to a point at latitude 45° 51' 30" and longitude 62° 43' 30", being approximately the midpoint between Caribou Island (N.S.) and Wood Islands (P.E.I.);

thence northeasterly in a straight line to a point at latitude 45° 53' 51" and longitude 62° 33' 31", being approximately the midpoint between Pictou Island (N.S.) and the most southerly point of Bear Cape Peninsula (P.E.I.);

thence northeasterly in a straight line to a point at latitude 45° 56' 43" and longitude 62° 13' 06", being approximately the midpoint between Livingstone Cove (N.S.) and Murray Head (P.E.I.);

thence northeasterly in a straight line to a point at latitude 46° 19' 09" and longitude 61° 41' 56", being approximately the midpoint between Sight Point (N.S.) and East Point (P.E.I.);

thence northeasterly in a straight line to a point at latitude 46° 50' 24" and longitude 61° 24' 01", being in the direction of the midpoint between White Capes (N.S.) and Île d'Entrée (Que.), but terminating at an east-west line through the midpoint between Cable Head (P.E.I.) and Cap du Sud (Que.);

thence northeasterly in a straight line to a point at latitude 47° 00' 35" and longitude 61° 21' 05", being approximately the midpoint between White Capes (N.S.) and the south-east corner of the Île du Havre Aubert (Que.);

thence northeasterly in a straight line to a point at latitude 47° 19' 46" and longitude 60° 59' 34", being approximately the midpoint between Cape St. Lawrence (N.S.) and Pointe de l'Est (Que.);

thence northeasterly in a straight line to a point at latitude 47° 25' 24" and longitude 60° 45' 49", being approximately the mid-

mativement à mi-chemin entre le cap John (N.-É.) et la pointe Prim (Î.-P.-É.);

de là vers le sud-est, en ligne droite, jusqu'à un point situé à 45° 51' 30" de latitude et à 62° 43' 30" de longitude, soit approximativement à mi-chemin entre l'île Caribou (N.-É.) et les îles Wood (Î.-P.-É.);

de là vers le nord-est, en ligne droite, jusqu'à un point situé à 45° 53' 51" de latitude et à 62° 33' 31" de longitude, soit approximativement à mi-chemin entre l'île Pictou (N.-É.) et la pointe la plus au sud de la péninsule du cap Bear (Î.-P.-É.);

de là vers le nord-est, en ligne droite, jusqu'à un point situé à 45° 56' 43" de latitude et à 62° 13' 06" de longitude, soit approximativement à mi-chemin entre l'anse Livingstone (N.-É.) et Murray Head (Î.-P.-É.);

de là vers le nord-est, en ligne droite, jusqu'à un point situé à 46° 19' 09" de latitude et à 61° 41' 56" de longitude, soit approximativement à mi-chemin entre la pointe Sight (N.-É.) et la pointe East (Î.-P.-É.);

de là vers le nord-est, en ligne droite, jusqu'à un point situé à 46° 50' 24" de latitude et à 61° 24' 01" de longitude, soit dans la direction du point situé à mi-chemin entre les caps White (N.-É.) et l'île d'Entrée (Qc) jusqu'à une ligne est-ouest passant par le point situé à mi-chemin entre Cable Head (Î.-P.-É.) et le cap du Sud (Qc);

de là vers le nord-est, en ligne droite, jusqu'à un point situé à 47° 00' 35" de latitude et à 61° 21' 05" de longitude, soit approximativement à mi-chemin entre les caps White (N.-É.) et le coin sud-est de l'Île du Havre Aubert (Qc);

de là vers le nord-est, en ligne droite, jusqu'à un point situé à 47° 19' 46" de latitude et à 60° 59' 34" de longitude, soit approximativement à mi-chemin entre le cap Saint Lawrence (N.-É.) et la pointe de l'Est (Qc);

de là vers le nord-est, en ligne droite, jusqu'à un point situé à 47° 25' 24" de latitude et à 60° 45' 49" de longitude, soit

point between St. Paul Island (N.S.) and Pointe de l'Est (Que.);

thence northeasterly in a straight line to a point at latitude $47^{\circ} 45' 40''$ and longitude $60^{\circ} 24' 17''$, being approximately the mid-point between Cape Anguille (Nfld.) and Pointe de l'Est (Que.);

thence southeasterly in a straight line to a point at latitude $47^{\circ} 25' 28''$ and longitude $59^{\circ} 43' 33''$, being approximately the mid-point between St. Paul Island (N.S.) and Cape Ray (Nfld.);

thence southeasterly in a straight line to a point at latitude $46^{\circ} 54' 50''$ and longitude $59^{\circ} 00' 30''$, being approximately the mid-point between Flint Island (N.S.) and Grand Bruit (Nfld.);

thence southeasterly in a straight line and on an azimuth of $135^{\circ} 00' 00''$ to the outer edge of the continental margin;

thence in a general westerly direction along the outer edge of the continental margin to the Single Maritime Boundary between Canada and the United States of America;

thence in a general northerly direction along the Single Maritime Boundary to the point where the Boundary intersects a straight line drawn on an azimuth of $225^{\circ} 00' 00''$ from a point at latitude $44^{\circ} 25' 03''$ and longitude $66^{\circ} 38' 47''$, being approximately the midpoint between Whipple Point on Brier Island (N.S.) and Southwest Head on Grand Manan Island (N.B.);

thence northeasterly in a straight line to that point at latitude $44^{\circ} 25' 03''$ and longitude $66^{\circ} 38' 47''$;

thence northeasterly in a straight line to a point at latitude $44^{\circ} 26' 09''$ and longitude $66^{\circ} 32' 32''$, being approximately the mid-point between Brier Island (N.S.) and White Head Island (N.B.);

thence northeasterly in a straight line to a point at latitude $44^{\circ} 50' 16''$ and longitude $66^{\circ} 11' 39''$, being approximately the mid-

approximativement à mi-chemin entre l'île Saint Paul (N.-É.) et la pointe de l'Est (Qc);

de là vers le nord-est, en ligne droite, jusqu'à un point situé à $47^{\circ} 45' 40''$ de latitude et à $60^{\circ} 24' 17''$ de longitude, soit approximativement à mi-chemin entre le cap Anguille (T.-N.) et la pointe de l'Est (Qc);

de là vers le sud-est, en ligne droite, jusqu'à un point situé à $47^{\circ} 25' 28''$ de latitude et à $59^{\circ} 43' 33''$ de longitude, soit approximativement à mi-chemin entre l'île Saint Paul (N.-É.) et le cap Ray (T.-N.);

de là vers le sud-est, en ligne droite, jusqu'à un point situé à $46^{\circ} 54' 50''$ de latitude et à $59^{\circ} 00' 30''$ de longitude, soit approximativement à mi-chemin entre l'île Flint (N.-É.) et Grand Bruit (T.-N.);

de là vers le sud-est, en ligne droite, suivant un azimuth de $135^{\circ} 00' 00''$, à partir du point précédent jusqu'à la limite extérieure de la marge continentale;

de là dans une direction généralement ouest, le long de la limite extérieure de la marge continentale, jusqu'à la frontière marine entre le Canada et les États-Unis d'Amérique;

de là dans une direction généralement nord, suivant la frontière marine jusqu'au point d'intersection de la frontière et d'une ligne droite tirée sur un azimuth de $225^{\circ} 00' 00''$ à partir d'un point situé à $44^{\circ} 25' 03''$ de latitude et à $66^{\circ} 38' 47''$ de longitude, soit approximativement à mi-chemin entre la pointe Whipple sur l'île Brier (N.-É.) et Southwest Head sur l'île Grand Manan (N.-B.);

de là vers le nord-est, en ligne droite, jusqu'au point situé à $44^{\circ} 25' 03''$ de latitude et à $66^{\circ} 38' 47''$ de longitude;

de là vers le nord-est, en ligne droite, jusqu'à un point situé à $44^{\circ} 26' 09''$ de latitude et à $66^{\circ} 32' 32''$ de longitude, soit approximativement à mi-chemin entre l'île Brier (N.-É.) et l'île White Head (N.-B.);

de là vers le nord-est, en ligne droite, jusqu'à un point situé à $44^{\circ} 50' 16''$ de latitude et à $66^{\circ} 11' 39''$ de longitude, soit

point between Gullivers Head (N.S.) and Point Lepreau (N.B.);

thence northeasterly in a straight line to a point at latitude $45^{\circ} 00' 14''$ and longitude $65^{\circ} 43' 36''$, being approximately the mid-point between the west promontory of Parkers Cove (N.S.) and Cape Spencer (N.B.);

thence northeasterly in a straight line to a point at latitude $45^{\circ} 22' 19''$ and longitude $65^{\circ} 05' 31''$, being approximately the mid-point between Isle Haute (N.S.) and Martin Head (N.B.);

thence northeasterly in a straight line to a point at latitude $45^{\circ} 24' 10''$ and longitude $65^{\circ} 03' 31''$, being a point on the inner limit.

approximativement à mi-chemin entre Gullivers Head (N.-É.) et la pointe Lepreau (N.-B.);

de là vers le nord-est, en ligne droite, jusqu'à un point situé à $45^{\circ} 00' 14''$ de latitude et à $65^{\circ} 43' 36''$ de longitude, soit approximativement à mi-chemin entre le promontoire ouest de l'anse Parkers (N.-É.) et le cap Spencer (N.-B.);

de là vers le nord-est, en ligne droite, jusqu'à un point situé à $45^{\circ} 22' 19''$ de latitude et à $65^{\circ} 05' 31''$ de longitude, soit approximativement à mi-chemin entre l'Isle Haute (N.-É.) et Martin Head (N.-B.);

de là vers le nord-est, en ligne droite, jusqu'à un point situé à $45^{\circ} 24' 10''$ de latitude et à $65^{\circ} 03' 31''$ de longitude sur la limite intérieure.

SCHEDULE II

(Subsection 63(1), definition of "Bay of Fundy")

LIMITS OF THE BAY OF FUNDY

(All latitudes and longitudes referred to in this Schedule are determined according to N.A.D. 27 datum.)

Commencing at a point on the low water mark on the northwest side of Brier Island (N.S.), being the intersection of the low water mark and the parallel of latitude 44° 15' 00", the limits run

west along the parallel of latitude 44° 15' 00" to a point being the intersection of that parallel of latitude and a straight line drawn on an azimuth of 225° 00' 00" from a point at latitude 44° 25' 03" and longitude 66° 38' 10 47";

thence along the outer and inner limits of the offshore area, as described in Schedule I, in the Bay of Fundy to the point of commencement.

ANNEXE II

(paragraphe 63(1), définition de la «baie de Fundy»)

LIMITES DE LA BAIE DE FUNDY

(Les latitudes et les longitudes sont rapportées à l'origine NAD 27)

La limite s'étend à partir d'un point situé sur la laisse de basse mer, du côté nord-ouest de l'île Brier (N.-É.), à l'intersection de ladite laisse de basse mer et du parallèle de 5 44° 15' 00" de latitude;

de là vers l'ouest, le long du parallèle de 44° 15' 00" de latitude, jusqu'à un point situé à l'intersection dudit parallèle et d'une ligne droite tirée sur un azimut de 225° 00' 00" à partir d'un point situé à 44° 25' 03" de 10 latitude et à 66° 38' 47" de longitude;

de là suivant les limites extérieures et intérieures de la zone extracôtière, selon la description de l'annexe I, dans la baie de Fundy 15 jusqu'au point de départ. 15

SCHEDULE III

(Subsection 63(1), definition of "Sable Island and its footprint")

LIMITS OF SABLE ISLAND AND ITS FOOTPRINT

(All latitudes and longitudes referred to in this Schedule are determined according to N.A.D.27 datum.)

Commencing at a point at latitude 44° 01' 00" and longitude 60° 35' 00", the limits run

northeasterly in a straight line to a point at latitude 44° 03' 00" and longitude 60° 25' 00";

thence southeasterly in a straight line to a point at latitude 43° 58' 00" and longitude 60° 00' 00";

thence easterly along the parallel of latitude 43° 58' 00" to a point at longitude 59° 50' 00";

thence northeasterly in a straight line to a point at latitude 44° 09' 00" and longitude 59° 29' 00";

thence southwesterly in a straight line to a point at latitude 43° 56' 00" and longitude 59° 42' 00";

thence southwesterly in a straight line to a point at latitude 43° 53' 00" and longitude 60° 04' 00";

thence northwesterly in a straight line to a point at latitude 43° 57' 00" and longitude 60° 25' 00";

thence northwesterly in a straight line to the point of commencement.

ANNEXE III

(paragraphe 63(1), définition d'«Île de Sable et son empreinte»)

LIMITES DE L'ÎLE DE SABLE ET SON EMPREINTE

(Les latitudes et les longitudes sont rapportées à l'origine NAD 27)

La limite s'étend à partir d'un point situé à 44° 01' 00" de latitude et 60° 35' 00" de longitude,

vers le nord-est, en ligne droite, jusqu'à un point situé à 44° 03' 00" de latitude et 60° 5 25' 00" de longitude;

de là vers le sud-est, en ligne droite, jusqu'à un point situé à 43° 58' 00" de latitude et 60° 00' 00" de longitude;

de là vers l'est, le long du parallèle de 43° 10 58' 00" de latitude jusqu'à un point situé à 59° 50' 00" de longitude;

de là vers le nord-est, en ligne droite, jusqu'à un point situé à 44° 09' 00" de latitude et 59° 29' 00" de longitude; 15

de là vers le sud-ouest, en ligne droite, jusqu'à un point situé à 43° 56' 00" de latitude et 59° 42' 00" de longitude;

de là vers le sud-ouest, en ligne droite, jusqu'à un point situé à 43° 53' 00" de 20 latitude et 60° 04' 00" de longitude;

de là vers le nord-ouest, en ligne droite, jusqu'à un point situé à 43° 57' 00" de latitude et 60° 25' 00" de longitude;

de là vers le nord-ouest, en ligne droite, 25 jusqu'au point de départ.

SCHEDULE IV

(Subsections 39(2), 48(1), section 50)

HEALTH SERVICES TAX ACT

Revised Statutes of Nova Scotia 1967, Chapter 126, as amended by Statutes of Nova Scotia 1969, Chapter 49; 1970-71, Chapter 56; 1972, Chapter 37; 1973, Chapter 35; 1973 (2nd session), Chapter 3; 1974, Chapters 15, 38, 50; 1975, Chapters 27, 28, 59; 1976, Chapter 25; 1977, Chapter 31; 1978-79, Chapters 19, 20; 1980, Chapters 33, 34; 1981, Chapter 26; 1982, Chapter 27; 1984, Chapter 18.

Interpretation

1. In this Act,

- (a) "collector" means any person who has collected taxes under this Act;
- (b) "Commissioner" means the Provincial Tax Commissioner appointed under the Public Service Act;
- (ba) "consumption" or "use" includes the provision by way of promotional distribution of any tangible personal property and the incorporation into any structure, building or fixture, of tangible personal property including those manufactured by the consumer or further processed or otherwise improved by him;
- (c) "inspector" means a person appointed to be an inspector pursuant to this Act;
- (ca) "manufacture or production" means the transformation or conversion of raw or prepared material into a different state or form from that in which it originally existed as raw or prepared material but does not include production or processing;
- (d) "Minister" means the Minister of Finance;
- (e) "municipality" means "municipality" as defined in the Municipal Affairs Act;
- (ea) "non-renewable resource" means any naturally occurring inorganic substance, and includes coal, bituminous shales and other stratified deposits from which oil can be extracted by destructive distillation and including petroleum;
- (f) "person", in addition to the meaning ascribed to it by the Interpretation Act,

ANNEXE IV

(paragraphes 39(2) et 48(1), article 50)

LOI SUR LA TAXE DE SANTÉ

Chapitre 126 des lois intitulées *Revised Statutes of Nova Scotia 1967*, dans sa version modifiée par les lois intitulées *Statutes of Nova Scotia 1969*, chapitre 49; 1970-71, chapitre 56; 1972, chapitre 37; 1973, chapitre 35; 1973 (2^e session), chapitre 3; 1974, chapitres 15, 38, 50; 1975, chapitres 27, 28, 59; 1976, chapitre 25; 1977, chapitre 31; 1978-79, chapitres 19, 20; 1980, chapitres 33, 34; 1981, chapitre 26; 1982, chapitre 27; 1984, chapitre 18.

Interprétation

1. Dans la présente loi,

- a) «percepteur» désigne toute personne ayant perçu des taxes en vertu de la présente loi;
- b) «commissaire» désigne le commissaire provincial des impôts nommé en vertu de la loi intitulée *Public Service Act*;
- ba) «consommation» ou «utilisation» comprend la fourniture, au moyen de la distribution d'articles publicitaires, d'un bien mobilier corporel quelconque, ainsi que l'incorporation dans toute structure, tout bâtiment ou tout appareil, de biens mobiliers corporels, notamment de ceux qui sont fabriqués par le consommateur, ou que ce dernier transforme de nouveau ou améliore de toute autre façon;
- c) «inspecteur» désigne une personne nommée en cette qualité conformément à la présente loi;
- ca) «fabrication ou production» désigne la transformation ou le changement d'état des matières premières ou des produits élaborés, qui prennent alors une forme différente de celle qu'ils avaient à l'origine, à l'exclusion toutefois des activités de production ou de transformation;
- d) «ministre» désigne le ministre des Finances;
- e) «municipalité» s'entend des municipalités telles qu'elles sont définies par la loi intitulée *Municipal Affairs Act*;
- ea) «ressources non renouvelables» désigne toute matière non organique que l'on

includes firm, partnership, association of persons, estate, trustee, executor, administrator or agent;

(fa)

(fb)

(fc) "promotional distribution" means the provision by any person to others of any tangible personal property (other than the provision thereof that is prescribed by the Minister to be excluded from the applica- 10 tion of this clause) that is, in the opinion of the Minister, provided for anyone or any of the following:

(i) to describe or to promote or encourage the purchase, consumption or use of 15 any tangible personal property,

(ii) to furnish to any person any directory, listing or compilation of persons, places, prices, services, commodities, places of business or users of any ser- 20 vice, or

(iii) for any function, use or purpose prescribed by regulation to be promotional distribution;

(fd) "promotional distributor" means any 25 person who is a resident of, or carries on business in the Province and who, by way of promotional distribution, provides or causes to be provided to any person in the Province any tangible personal property 30 the fair value of which is not specifically charged to, and required to be paid by, the person to whom such tangible personal property is provided;

(g) "purchaser" means any person who 35 acquires tangible personal property at a sale in the Province for his own consumption or use or for the consumption or use by other persons at his expense, or on behalf of or as agent for a principal who 40 desires to acquire such property for consumption, or use by such principal or other persons at his expense, and includes a user and a promotional distributor to the extent that the fair value of any tangible personal 45 property provided by way of promotional distribution exceeds any payments specifically made therefor by the person to whom such property is so provided;

trouve dans la nature, y compris le charbon, les schistes bitumineux et autres gisements stratifiés dont on peut extraire du pétrole par craquage, y compris le pétrole;

5 f) «personne» en plus du sens que lui attribue la loi intitulée *Interpretation Act*, désigne une entreprise, une société en nom collectif, une association de personnes, une succession, un fiduciaire, un exécuteur testamentaire, un administrateur ou un 10 agent;

fa)

fb)

fc) «distribution d'articles publicitaires» désigne le fait pour une personne de four- 15 nir à des tiers un bien mobilier corporel (à l'exception des articles exemptés par le Ministre de l'application du présent alinéa) qui, de l'avis du Ministre, est fourni dans l'un quelconque des buts sui- 20 vants :

(i) décrire, promouvoir ou encourager l'achat, la consommation ou l'utilisation d'un bien mobilier corporel quelconque,

(ii) fournir à quiconque un annuaire, 25 une liste ou un répertoire de personnes, de lieux, de prix, de services, d'articles, d'entreprises ou d'utilisateurs de services quelconques, ou

(iii) dans le cadre de toute fonction, 30 utilisation ou finalité assimilées par règlement à une distribution d'articles publicitaires;

fd) «distributeur d'articles publicitaires» désigne toute personne qui réside ou qui 35 exploite une entreprise dans la province et qui, par voie de distribution d'articles publicitaires, fournit ou fait en sorte que soit fourni à une personne quelconque de la province tout bien mobilier corporel 40 dont la juste valeur n'est pas expressément facturée et dont il n'est pas expressément demandé de payer le prix à la personne à laquelle ce bien mobilier corporel est destiné; 45

g) «acheteur» désigne toute personne qui acquiert dans une vente ayant lieu dans la province un bien mobilier corporel qu'elle se propose de consommer ou d'utiliser elle-

(h) "retail sale" means a sale to a purchaser for purposes of consumption or use and not for resale;

(i) "sale" includes a conditional sale, hire purchase and any transfer of title or possession, conditional or otherwise, including a sale on credit or where the price is payable by instalments, an exchange, barter, lease or rental, or any other contract whereby at a price or other consideration a person delivers to another tangible personal property and also includes the provision by way of promotional distribution of any tangible personal property;

(j) "transfer of possession", "lease" or "rental" includes any transactions held by the Commissioner to be in lieu of a transfer of title, exchange or barter;

(k) "sale price" or "purchase price" or "fair value" includes a price in money and also the value of services rendered, the actual value of the thing exchanged and other considerations accepted by the seller or person from whom the property passes as price or on account of the price of the thing covered by the contract, sale or exchange, and includes

(i) customs and excise;

(ii) charges for installation of the thing sold, for interest, for finance and for service, unless such charges are shown separately, on the invoice or in the contract with the purchaser;

(iii) charges for transportation, unless the total charges for transportation of the thing sold relate solely to transportation within the Province and are shown separately on the invoice or in the contract with the purchaser;

(l) "tangible personal property"

(i) means personal property that can be seen, weighed, measured, felt or touched or that is in any way perceptible to the senses;

(ii) includes electricity, telecommunication and telephone services;

(iii) includes transient accommodation;

même ou de faire consommer ou utiliser par un tiers à ses propres frais ou pour le compte d'un commettant ou à titre de représentant d'un commettant qui désire se procurer ce bien pour le consommer ou l'utiliser lui-même ou pour le faire consommer ou utiliser par toute autre personne à ses frais, cette définition englobant l'utilisateur et le distributeur d'articles publicitaires dans la mesure où la valeur juste d'un bien mobilier corporel quelconque transmis par voie de distribution d'articles publicitaires dépasse le prix payé en réalité par la personne qui reçoit ce bien;

h) «vente au détail» désigne une vente à un acheteur à des fins de consommation ou d'utilisation et non de revente;

i) «vente» désigne une vente sous condition, une location-vente et toute transmission conditionnelle ou non d'un titre de propriété ou de possession, y compris une vente à crédit ou une vente à tempérament, un échange, un troc, un bail ou une location, ou tout autre contrat en vertu duquel une personne livre un bien mobilier corporel à une autre personne moyennant contrepartie, cette définition englobant par ailleurs la fourniture d'un bien mobilier corporel par voie de distribution d'articles publicitaires;

j) «transfert de possession», «bail» ou «location» s'entend notamment de toute opération qui, de l'avis du commissaire, tient lieu de transfert de propriété, d'échange ou de troc;

k) «prix de vente» ou «prix d'achat» ou «juste valeur» désigne un prix en argent mais aussi la valeur des services rendus, la valeur réelle de la chose échangée ainsi que les autres contreparties acceptées par le vendeur ou par la personne qui se départit du bien et qui font office de prix ou dont il est tenu compte dans le prix de la chose faisant l'objet du contrat, de la vente ou de l'échange et comprend :

(i) les droits de douane et d'accise;

(ii) les frais d'installation de la chose vendue au titre des intéréts, les frais financiers et de service, à moins que ces

(m) "taxes" includes all penalties and interest that are or may be added to taxes under this Act;

(n) "user" or "consumer" means any person who within the Province utilizes any tangible personal property for his own consumption or use, or for the consumption or use of other persons at his expense, or on behalf of, or as the agent for, a principal who desires to acquire such property for the consumption or use by such principal or other persons at his expense and includes any person who within the Province consumes tangible personal property acquired by him for resale, or who within the Province consumes tangible personal property manufactured, processed or purchased by him within or without the Province;

(o) "vendor" means any person who in the ordinary course of his business within the Province sells tangible personal property to a purchaser at a retail sale in the Province;

(p) "transient accommodation" means the provision of lodging in hotels, motels, hostels, apartment houses, lodging houses, boarding houses, clubs and other similar accommodation, whether or not a membership is required for the lodging, but does not include

(i) lodging let for a continuous period of one month or more,

(ii) lodging in a lodging house, rooming house or boarding house if such house has accommodation for fewer than four tenants,

(iii) lodging supplied to students, patients, residents or employees in educational institutions, hospitals, nursing homes or homes for the aged,

(iv) lodging supplied by religious or charitable organizations at summer camps and similar places,

(v) tent or trailer sites supplied by a camp or trailer park,

(vi) lodging where less than four rooms, suites of rooms, apartments, cottages or cabins are provided for the accommodation of tenants,

frais ne soient indiqués séparément sur la facture ou sur le contrat passé avec l'acheteur;

(iii) les frais de transport, à moins que la totalité des frais de transport de la chose vendue ne s'applique qu'au transport à l'intérieur de la province et ne figure séparément sur la facture ou sur le contrat passé avec l'acheteur;

l) «bien mobilier corporel»

(i) désigne un bien mobilier que l'on peut voir, soulever, mesurer, sentir ou toucher ou qui, d'une manière ou d'une autre, peut être perçu par les sens;

(ii) comprend les services liés à l'électricité, aux télécommunications et au téléphone;

(iii) comprend les logements de passage;

m) «taxes» comprend les amendes et l'intérêt qui sont ou peuvent être ajoutés à une taxe conformément à la présente loi;

n) «utilisateur» ou «consommateur» désigne une personne qui, à l'intérieur de la province, utilise ou consomme personnellement un bien mobilier corporel quelconque ou se propose de le faire consommer ou utiliser par toute autre personne à ses propres frais ou pour le compte d'un commettant ou à titre de représentant d'un commettant qui désire se procurer ce bien afin de le consommer ou de l'utiliser lui-même ou de le faire consommer ou utiliser par toute autre personne à ses frais, et comprend toute personne qui, à l'intérieur de la province, consomme un bien mobilier corporel qu'elle s'est procuré en vue de le revendre ou qui, à l'intérieur de la province, consomme un bien mobilier corporel qu'elle a fabriqué, transformé ou acheté à l'intérieur ou à l'extérieur de la province;

o) «vendeur» désigne toute personne qui, par l'intermédiaire d'un point de vente au détail de la province, vend un bien mobilier corporel à un acheteur selon la pratique normale du commerce dans la province;

p) «logement de passage» désigne un logement offert dans un hôtel, un motel, une auberge, une maison de rapports ou une

(vii) lodging where the charge for such is two dollars or less per day or fourteen dollars or less per week, or

(viii) rooms situated in an hotel or other lodging place that do not contain beds and that are used for displaying merchandise or holding meetings, dinners, receptions or entertainments.

maison en location, une pension de famille, un club et tout autre logement du même type, que l'on ait besoin ou non d'une carte de membre pour se loger, à l'exclusion toutefois :

(i) des logements loués sans interruption pour une période d'un mois ou davantage,

(ii) du logement dans un meublé, une résidence ou une pension de famille, si la maison ne permet pas de loger quatre locataires,

(iii) du logement fourni aux étudiants, aux malades, aux résidents ou aux employés des établissements scolaires, des hôpitaux, des maisons de soins ou des maisons pour les personnes âgées,

(iv) du logement fourni par les organisations religieuses ou charitables dans des camps d'été ou dans d'autres installations du même type,

(v) des emplacements pour les tentes ou les caravanes d'un terrain de camping ou de caravaning,

(vi) du logement lorsque moins de quatre chambres, suites de chambres, appartements, chalets ou maisonnettes sont mises à leur disposition,

(vii) des logements coûtant deux dollars ou moins par jour ou quatorze dollars ou moins par semaine, ou

(viii) des chambres situées dans un hôtel ou dans tout logement ne contenant pas de lits ou servant à exposer de la marchandise, à tenir des réunions ou à organiser des dîners, des réceptions ou des spectacles.

2.

2.

3.

10 3.

If purchase
alleged not for
consumption or
use

4. If a person sells any tangible personal property at a retail sale in the Province to a person who alleges that he is not purchasing it for consumption or use, he shall nevertheless require such person to pay the tax, but such payment shall be refunded by the Minister on receipt of satisfactory evidence that the tax was wrongly paid.

4. Lorsqu'une personne vend un bien mobilier corporel, lors d'une vente au détail effectuée dans la province, à une autre personne alléguant que ce bien n'est pas destiné à être consommé ou utilisé, il lui faut néanmoins exiger le paiement de la taxe, qui sera remboursé à cette autre personne à condition que cette dernière parvienne à justifier aux

Cas où l'on
allègue que le
bien n'est pas
destiné à être
consommé ou
utilisé

Property
brought into
Province

5. (1) Every person who brings into the Province or who receives delivery in the Province of tangible personal property acquired by him for value for his own consumption or use in the Province, or for the consumption or use in the Province of other persons at his expense, or on behalf of, or as agent for, a principal, who desires to acquire such property for the consumption or use in the Province by such principal or other persons at his expense, shall immediately report the matter in writing to the Commissioner and supply to him the invoice and all other pertinent information as required by him in respect of the consumption or use of such property, and at the same time shall pay to Her Majesty in the right of the Province the same tax in respect of the consumption or use of such property as would have been payable if the property had been purchased at a retail sale in the Province.

Restriction on
subsection (1)

(2) If the tangible personal property referred to in subsection (1) is of the same class and kind that is, in the opinion of the Minister, available in the Province, there is no entitlement to the benefit provided by Section 8.

Valuation by
Commissioner

6. (1) Where the Commissioner deems fit, he may make a valuation of any tangible personal property that passes at any sale, and thereupon the sale price for the purpose of taxation under this Act shall be as determined by the Commissioner.

Notice of
Valuation

(2) The Commissioner shall give notice in writing of his valuation to the seller and purchaser, either by mail or personal service.

Calculation of
tax

7. The tax imposed by this Act shall be calculated separately on every purchase, and shall be computed to the nearest cent, and one-half cent shall be counted as one cent, but where, on the same occasion or as part of one transaction, several items of tangible personal property are purchased, the total of the purchases shall be deemed one purchase for the purposes of this Act except that where on the same occasion or as part of one

yeux du Ministre le bien-fondé de sa réclamation.

5. (1) Quiconque apporte ou prend livraison dans la province d'un bien mobilier corporel qu'il s'est procuré moyennant une contrepartie en vue de le consommer ou de l'utiliser personnellement dans la province ou de le faire consommer par d'autres personnes dans la province à ses propres frais ou pour le compte d'un commettant ou à titre de représentant d'un commettant qui désire consommer ou utiliser lui-même ce bien dans la province, doit immédiatement en faire rapport par écrit au commissaire et lui remettre la facture et toute autre information qu'il pourra juger utile concernant la consommation ou l'utilisation de ce bien et verser en même temps à Sa Majesté du chef de la province une taxe relative à la consommation ou à l'utilisation de ce bien dont le montant est le même que celui qui aurait dû être payé si le bien avait été acheté dans un point de vente au détail de la province.

Bien apporté
dans la province

(2) Si le bien mobilier corporel mentionné au paragraphe (1) est de même catégorie et de même nature que ceux qui, aux yeux du ministre, peuvent être trouvés dans la province, on ne peut bénéficier des dispositions de l'article 8.

Restriction
concernant
l'application du
paragraphe (1)

6. (1) Lorsque le commissaire le juge utile, il peut évaluer tout bien mobilier corporel transmis au cours d'une vente et, par la suite, déterminer le prix de vente de ce bien aux fins de l'imposition prévue par la présente loi.

Évaluation par
le commissaire

(2) Le commissaire doit notifier par écrit son évaluation au vendeur et à l'acheteur, soit en la remettant en personne, soit en l'envoyant par courrier.

Notification de
l'évaluation

7. La taxe prévue par la présente loi doit être calculée séparément pour chaque achat et arrondie au cent le plus proche, un demi-cent étant compté comme un cent, étant entendu toutefois que, lorsque l'on achète en même temps ou dans le cadre d'une seule et même opération plusieurs biens mobiliers corporels, la somme des achats est réputée ne faire qu'un seul et même achat aux fins des dispositions de la présente loi, sauf que, lors-

Calcul de la
taxe

transaction more than one bottle or can of liquor is purchased from The Nova Scotia Liquor Commission the tax imposed by this Act shall be calculated separately on the purchase price of each bottle or can of liquor.

que l'on achète en même temps ou dans le cadre d'une seule et même opération plus d'une bouteille ou d'une cannette d'alcool auprès de la Commission des alcools de la Nouvelle-Écosse, la taxe appliquée en vertu de la présente loi doit être calculée séparément sur le prix d'achat de chaque bouteille ou cannette d'alcool.

Trade-in

8. Where tangible personal property is accepted in trade from the purchaser at the time of sale by the seller or vendor on account of the price of the property sold, the purchaser shall pay a tax at the rate of ten per cent of the difference between the purchase price of the property sold and the credit allowed for the tangible personal property accepted in trade on account of the purchase price.

8. Lorsqu'un bien mobilier corporel de l'acheteur est repris en échange par le vendeur et défalqué du prix de vente, l'acheteur est tenu de payer une taxe égale à dix pour cent de la différence entre le prix d'achat du bien vendu et le crédit accordé pour le bien mobilier corporel accepté en échange et entraînant une diminution du prix d'achat.

Reprise

Certificate required for retail sale

9. (1) No vendor shall sell any tangible personal property in the Province at a retail sale unless he has been granted upon his application in the form required by the Commissioner a registration certificate under authority of this Act and such certificate is in force at the time of sale.

9. (1) Nul vendeur ne peut vendre au détail dans la province des biens mobiliers corporels à moins de s'être vu octroyer, après en avoir fait la demande selon la forme imposée par le commissaire, un certificat d'immatriculation en vigueur au moment de la vente et délivré en application de la présente loi.

Exigences d'un certificat lors d'une vente au détail

Registration certificate

(2) Such registration certificate shall be issued by the Commissioner and shall be kept at the principal place of business of the vendor in the Province and shall not be transferable.

(2) Ce certificat d'immatriculation doit être délivré par le commissaire et conservé à l'établissement principal de l'entreprise du vendeur dans la province; il n'est pas cessible.

Certificat d'immatriculation

Cancellation or refusal of registration certificate

(3) Subject to the approval of the Minister, the Commissioner may cancel or suspend a registration certificate in the case of a person who has been found guilty of an offence against this Act, or has failed to post the security required under this Act, and may refuse to issue a registration certificate to any person who has been found guilty of an offence against this Act, or has failed to post the security required under this Act.

(3) Sous réserve de l'agrément du ministre, le commissaire peut annuler ou suspendre l'application du certificat d'immatriculation d'une personne qui a été déclarée coupable d'une infraction à la présente loi ou qui n'a pas fait le dépôt de garantie prévu par cette loi, et peut refuser de délivrer un certificat d'immatriculation à toute personne qui a été déclarée coupable d'une infraction à la présente loi ou qui n'a pas fait le dépôt de garantie prévu par cette loi.

Annulation ou refus d'accorder un certificat d'immatriculation

Sale in bulk

(4) No person shall dispose of his stock through a sale in bulk, as defined by the Bulk Sales Act, without first obtaining a certificate in duplicate from the Commissioner that all taxes collected by such person have been paid.

(4) Nul ne peut vendre son stock par une vente en bloc selon la définition qu'en donne la loi intitulée *Bulk Sales Act* sans obtenir au préalable un certificat en double exemplaire du commissaire attestant que toutes les taxes perçues par cette personne ont été payées.

Vente en bloc

45

Duty of
purchaser upon
sale in bulk

(5) Every person purchasing stock through a sale in bulk, as defined in the Bulk Sales Act, shall obtain from the person selling such stock the duplicate copy of the certificate furnished under subsection (4), and if he fails to do so he shall be responsible for payment to the Commissioner of all taxes collected by the person thus disposing of his stock through a sale in bulk.

Exemptions

10. (1) The following classes of tangible personal property are specifically exempted from the provisions of this Act

(a) food and food products for human consumption off the premises where purchased other than candies and similar confections, soft drinks and prepared meals;

(b) gasoline, coal, coke, fuel oil, natural and propane gas, and firewood for all purposes;

(c) 20

(d) Repealed 1969, c. 49, s. 5.

(e)

(ea) tangible personal property purchased by a volunteer fire department, where the purchase is made on a purchase order bearing the certificate of an official of the fire department that the property is being purchased for the sole use of and with the funds of the fire department and is not being purchased for resale; 30

(eb) smoke detection equipment;

(ec) portable fire extinguishers; and

(f) natural water, including ice and steam; and clay, sand, gravel and unfinished stone; 35

(g) artificial limbs, orthopaedic appliances, equipment designed solely for the use of cripples or chronic invalids; hearing aids; dentures and dental and optical appliances when purchased on the prescription of a dentist, optometrist or medical practitioner; toothpaste, baby's needs, personal hygiene supplies;

(gg) medicaments, whether purchased for use or consumption for humans or animals; 45

(ggg) concrete which is sold and delivered in liquid form but, notwithstanding clause

(5) Toute personne qui achète des stocks lors d'une vente en bloc, selon la définition qu'en donne la loi intitulée *Bulk Sales Act*, doit se procurer auprès du vendeur le double du certificat remis conformément au paragraphe (4) et, si cette disposition n'est pas respectée, elle est tenue de payer au commissaire toutes les taxes perçues par la personne qui se départit ainsi de son stock par l'intermédiaire d'une vente en bloc. 10

Responsabilité
de l'acheteur
lors d'une vente
en bloc

10. (1) Les catégories suivantes de biens mobiliers corporels sont expressément exonérées de l'application des dispositions de la présente loi :

a) les aliments et les produits alimentaires destinés à la consommation humaine hors des locaux où ils sont acquis, à l'exception des bonbons et autres confiseries, des boissons sans alcool et des repas préparés;

b) l'essence, le charbon, le coke, le mazout, le gaz naturel et le propane, ainsi que le bois de chauffage, quelle que soit leur utilisation;

c)

d) disposition abrogée : 1969, c. 49, art. 5. 25

e)

ea) les biens mobiliers corporels achetés par un service d'incendies volontaire, lorsque la commande d'achat porte le certificat d'un responsable du service à l'effet que le bien est acheté avec les fonds du service d'incendies en vue d'une utilisation exclusive à ce dernier et non pour la revente;

eb) le matériel de détection de la fumée; 35

ec) les extincteurs d'incendie portatifs;

f) l'eau naturelle, y compris la glace et la vapeur, ainsi que l'argile, le sable, le gravier et la pierre non façonnée;

g) les membres artificiels, les appareils orthopédiques et les appareils destinés à l'usage exclusif des infirmes et invalides chroniques; les appareils auditifs; les prothèses dentaires et les appareils dentaires et optiques obtenus sur ordonnance d'un dentiste, d'un optométriste ou d'un médecin; la pâte dentifrice, les accessoires pour bébé, les articles d'hygiène personnel; 40 45

Exonération

(j), not the ingredients of such concrete unless the said ingredients are exempt under clause (f) hereof;

(h) machinery and apparatus and parts thereof which are to be used or which are used in the manufacture or production of goods for sale;

(ha) tangible personal property purchased by manufacturers, producers or processors of goods, or such other persons engaged in other commercial activities as are designated by the Minister, for use by them in the detection, measurement, prevention, treatment, reduction, removal, disposal or carrying away of pollutants to water, soil or air;

(i) materials consumed or expended in the manufacture or production of goods for sale;

(j) goods purchased for the purpose of being processed, fabricated, or manufactured into, or incorporated into goods for the purpose of sale;

(ja) goods purchased for the purpose of becoming attached to the goods referred to in clause (j) during the processing, fabrication or manufacture of goods for the purpose of sale;

(jb) machinery and equipment, and parts thereof, which are to be used or which are used in research and development;

(k)

(l) goods to be shipped by the seller for delivery outside the Province and ship stores delivered to a commercial vessel or boat that normally operates in extra-territorial waters;

(m) vessels of more than five hundred tons gross, and repairs to such vessels;

(n) vessels that do not exceed five hundred tons gross and that are operated for commercial purposes, as defined by the regulations, and repairs to such vessels;

(o) tangible personal property other than cigarettes and cigars purchased at a purchase price of fifty cents or less;

(p) prepared meals when purchased at a purchase price of four dollars or less;

gg) les médicaments, qu'ils soient destinés à l'usage ou à la consommation des hommes ou des animaux;

ggg) le béton vendu et livré sous forme liquide à l'exclusion, nonobstant l'alinéa j), des ingrédients qui composent ce béton, à moins qu'il ne soit déjà exonéré en vertu des dispositions de l'alinéa f);

h) les machines et les appareils, ainsi que leurs pièces, servant ou devant servir à la fabrication ou à la production de marchandises destinées à la vente;

ha) les biens mobiliers corporels achetés par les fabricants, les producteurs ou les transformateurs de produits ou par toute autre personne dont les activités commerciales sont classées à ce titre par le ministre, afin de s'en servir pour détecter, mesurer, prévenir, traiter, réduire, supprimer, écarter ou éloigner la pollution de l'eau, du sol ou de l'air;

i) les matières consommées ou utilisées lors de la fabrication ou de la production de marchandises destinées à la vente;

j) les marchandises achetées à des fins de transformation, de fabrication ou de mise en oeuvre ou pour être incorporées à d'autres marchandises destinées à la vente;

ja) les marchandises devant servir d'accessoires aux marchandises mentionnées à l'alinéa j) lors de la transformation, de la fabrication ou de la mise en oeuvre de ces marchandises destinées à la vente;

jb) les machines et les appareils, et leurs pièces, destinés à l'utilisation pour la recherche et le développement;

k)

l) les marchandises qui doivent être expédiées par le vendeur et livrées hors de la province et les approvisionnements de navire livrés à un navire commercial qui navigue habituellement hors des eaux territoriales;

m) les navires dont la jauge brute est de plus de cinq cents tonneaux, ainsi que les réparations apportées à ces navires;

n) les navires dont la jauge brute est inférieure à cinq cents tonneaux et qui sont exploités à des fins commerciales définies

- (q) newspapers, however purchased, magazines and periodicals when purchased by subscription for delivery by mail;
- (r)
- (ra) 5
- (s)
- (sa) thermal insulation material, including thermal insulation material forming part of a building which is or is intended to be used exclusively for industrial purposes, 10 double and triple glazed windows and storm windows and doors, as determined by the Governor in Council pursuant to Section 40;
- (t) aircraft, normally engaged in foreign 15 or inter-provincial trade, and repairs thereto;
- (u)
- (v)
- (w) 20
- (x) clothing;
- (y) footwear;
- (z) books which are printed and bound, and which are solely for educational, technical, cultural or literary purposes, but not 25 including directories, price lists, time tables, rate books, catalogues, periodic reports, fashion books, albums, magazines, periodicals, books for writing or drawing upon, or any books of the same general 30 classes;
- (aa) explosives bought by a miner at his own expense and used by him in mining coal;
- (ab) tangible personal property, when 35 delivered to and consumed or used on a reserve as defined by the *Indian Act*, Chapter I-6 of the Revised Statutes of Canada, 1970, and tobacco in any form and beer, liquor and wine within the mean- 40 ing of the Liquor Control Act when the tobacco, beer, liquor or wine is purchased in a quantity not greater than the quantity prescribed from time to time by the regulations, and a motor vehicle within the 45 meaning of the Motor Vehicle Act and a snow vehicle within the meaning of the Snow Vehicles Act, when such tangible personal property, tobacco, beer, liquor, wine,
- par les règlements, ainsi que les réparations apportées à ces navires;
- o) les biens mobiliers corporels, autres que les cigarettes et les cigares, dont le prix d'achat est de cinquante cents ou moins; 5
- p) les repas préparés, lorsqu'ils sont acquis à un prix d'achat de quatre dollars ou moins;
- q) les journaux, quel que soit leur mode d'acquisition, les revues et périodiques 10 acquis par abonnement et livrés par la poste;
- r)
- ra)
- s) 15
- sa) les matériaux d'isolation thermique, y compris les matériaux d'isolation thermique faisant partie d'un bâtiment utilisé ou devant être utilisé exclusivement à des fins industrielles ainsi que les doubles et triples 20 fenêtres, les volets et les portes, suivant la décision qui est prise par le gouverneur en conseil conformément à l'article 40;
- t) les aéronefs normalement affectés au commerce interprovincial ou international 25 et leurs réparations;
- u)
- v)
- w)
- x) les vêtements; 30
- y) les chaussures;
- z) les livres imprimés et reliés, destinés uniquement à des fins pédagogiques, techniques, culturelles ou littéraires, à l'exclusion des annuaires, bulletins de prix, horai- 35 res, livres de tarifs, catalogues, rapports périodiques, journaux de mode, albums, revues, périodiques, cahiers à écrire ou à dessiner ou de tout livre entrant dans les mêmes catégories générales; 40
- aa) les explosifs qu'un mineur achète à ses propres frais et utilise pour extraire le charbon;
- ab) les biens mobiliers corporels, lorsqu'ils sont livrés et consommés ou utilisés sur 45 une réserve, telle que la définit la *Loi sur les Indiens*, chapitre I-6 des Statuts révisés du Canada de 1970, le tabac sous toutes ses formes, la bière, l'alcool et le vin au

motor vehicle or snow vehicle is purchased or used by an Indian whose name is entered in the Band List as provided by the said *Indian Act*;

(ac) settler's effects as defined in the 5 regulations;

(ad) heat pumps;

(ae) heat recovery units for extracting heat from waste air or water;

(af) time-controlled thermostats for heat- 10 ing systems;

(ag) devices to recycle heated air;

(ah) electricity produced or manufactured from excess material and energy of an industrial process where the electricity is 15 utilized by a corporation operating the process or a corporation that is, according to the regulations, related to it, for its own consumption or use.

sens où l'entend la loi intitulée *Liquor Control Act* lorsque les quantités de tabac, de bière, d'alcool ou de vin achetées ne dépassent pas les quantités prescrites de temps à autre par les règlements, un véhi- 5 cule automobile selon la définition qu'en donne la loi intitulée *Motor Vehicle Act* et une motoneige selon la définition qu'en donne la loi intitulée *Snow Vehicles Act*, lorsque ces biens mobiliers corporels, le 10 tabac, la bière, l'alcool, le vin, le véhicule automobile ou la motoneige sont achetés ou utilisés par un Indien dont le nom figure sur le registre de la réserve conformément aux dispositions de la *Loi sur les 15 Indiens*;

ac) les effets servant à s'établir, tels qu'ils sont définis par les règlements;

ad) les pompes à chaleur;

ae) les appareils de récupération de la 20 chaleur permettant de recycler la chaleur de l'air ou de l'eau renvoyés à l'extérieur;

af) les thermostats à minuterie des systèmes de chauffage;

ag) les dispositifs de recyclage de l'air 25 chaud;

ah) l'électricité produite ou fabriquée à partir d'une matière ou d'une énergie dégagée par un procédé industriel, lorsque cette électricité est utilisée pour ses pro- 30 pres besoins par la personne morale qui exploite le procédé ou par une personne morale qui est liée à elle aux termes des règlements.

Exemption for promotional distribution

(2) A person in the Province to whom any 20 tangible personal property is provided by way of promotional distribution is, with respect to the consumption or use thereof, exempt from the tax imposed by this Act on the amount by which the fair value thereof 25 exceeds any payment that is made by him solely and specifically for the receipt by him of the tangible personal property so provided and that is not referable to the purchase, consumption or use by him of any other 30 property, right or service.

Collection of tax

11. Every person who sells tangible personal property at a retail sale in the Province or maintains a place of business or has a representative within the Province shall be 35

(2) Lorsque, pour être consommé ou uti- 35 lisé, un bien mobilier corporel est fourni dans la province à une personne sous la forme d'une distribution d'articles publicitaires, il est exonéré de la taxe prévue par la présente loi sur la différence entre la juste valeur de 40 ce bien et tout paiement qu'elle a pu faire uniquement en vue de recevoir le bien mobilier corporel en question et qui ne peut être rapproché de l'achat, de la consommation ou de l'utilisation par cette personne de tout 45 autre bien, droit ou service.

Exonération au titre de la distribution d'articles publicitaires

Perception de la taxe

11. Toute personne qui vend un bien mobilier corporel dans un point de vente au détail de la province, exploite une entreprise ou possède un représentant dans la province, 50

deemed to be an agent for the Minister and as such shall levy and collect the tax imposed by this Act upon the purchaser or user, provided that no person acting under this Act shall thus be made ineligible as a Member of the House of Assembly.

12.

13.

Records and
returns

14. (1) Every vendor shall make returns to the Commissioner and shall keep such records in the form and at such location prescribed by the regulations, and any failure to do so shall constitute an offence against this Act.

Certificate is
prima facie
proof

(2) In a prosecution brought against a vendor for a violation of subsection (1), a certificate signed by the Commissioner that the vendor failed to keep such records and to make and file such returns in the form prescribed by the regulations shall be received in evidence without proof of the signature or of the official character of the person appearing to have signed the same and shall be *prima facie* proof of the matters contained therein.

Record of
purchase and
sale

15. Every manufacturer, wholesaler, importer, jobber, agent, and vendor shall keep records in the form prescribed by the regulations of all purchases and sales by him of tangible personal property, whether for consumption or use or for resale, and any failure to do so shall constitute an offence against this Act.

16.

Failure to make
return or
remittance

17. (1) When a person having sold tangible personal property fails to make a return or remittance as required under this Act, or if his returns are not substantiated by his records, the Commissioner may make an estimate of the amount of the tax collected or that should have been collected by such person for which he has not accounted, and such estimated amount shall thereupon be

est réputée agir en tant que mandataire du ministre et, en cette qualité, doit appliquer et percevoir la taxe imposée en vertu de la présente loi à l'acheteur ou à l'utilisateur, 5 étant entendu qu'aucune personne agissant en vertu de la présente loi ne peut de ce fait perdre le droit de siéger en tant que membre de l'assemblée législative.

12.

13.

10

14. (1) Tout vendeur doit tenir les registres et faire au commissaire les déclarations dans la forme et en un lieu prescrits par les règlements, sous peine d'enfreindre les dispositions de la présente loi.

Registres et
déclarations

15

(2) Lorsque des poursuites sont intentées à l'encontre d'un vendeur qui a enfreint les dispositions du paragraphe (1), un certificat signé par le commissaire attestant que le vendeur n'a pas tenu les registres ni fait les déclarations sous la forme prescrite par les règlements est admis à titre de preuve sans que l'on ait à démontrer l'authenticité de la signature ou la qualité officielle de la personne dont la signature apparaît dans le document, lequel sera considéré comme apportant une preuve *prima facie* de son contenu.

Le certificat
constitue une
preuve *prima*
facie

20

25

15. Tout fabricant, grossiste, importateur, courtier, agent ou vendeur doit, de la manière que peuvent prescrire les règlements, tenir les registres de l'ensemble des achats et des ventes de biens mobiliers corporels qu'il a effectués, qu'ils soient destinés à la consommation, à une utilisation quelconque ou à la revente, sous peine de contrevenir aux dispositions de la présente loi.

Registre
d'achat et de
vente

30

35

16.

17. (1) Lorsqu'une personne qui a vendu un bien mobilier corporel omet de faire une déclaration ou une remise exigée par la présente loi, ou lorsque ses déclarations ne sont pas justifiées par ses registres, le commissaire peut procéder à l'estimation du montant de taxe perçu ou qui aurait dû être perçu par cette personne et qui n'a pas été comptabilisé, cette estimation du montant ou du dépôt

Absence de
déclaration ou
de remise

40

45

deemed to be the tax collected or that should have been collected by that person, and he shall pay that amount to Her Majesty in the right of the Province, and the Commissioner may give notice in writing, either by mailing or by personal service, to the vendor, his heirs, administrators, executors or assigns, or to his custodian or trustee in bankruptcy, requiring that such estimated amount shall be paid over to the Minister or otherwise 10 accounted for within thirty days from the date the notice is mailed or served.

Proof of
amount owing

(2) Proof that notice under subsection (1) has been given shall constitute *prima facie* proof that the amount stated therein is due 15 and owing, and the onus of proving otherwise shall rest on the person who sold the tangible personal property.

Notice of
objection

18. (1) Where a person considers that he is not liable to taxation under this Act or 20 disputes liability for the amount assessed against him by the Commissioner under subsection (2) of Section 32, he may personally or by his solicitor or agent, within sixty days of the date of the mailing of a notice under 25 Section 32, serve on the Commissioner a notice of objection in duplicate setting out the reason for objection and all relevant facts.

Notice of
objection by
vendor

(2) Where a vendor disputes liability for 30 the amount stated in any notice received or delivered to him under Section 6 or Section 17, he may personally or by his solicitor or agent, within sixty days from the date of mailing of such notice, serve on the Commis- 35 sioner a notice of objection in duplicate setting out the reasons for the objection and all relevant facts.

Service

(3) A notice of objection under this Section may be served by registered letter 40 addressed to the Commissioner.

Decision by
Commissioner

(4) Upon receipt of the notice of objection, the Commissioner shall within sixty days reconsider the matter and vacate, confirm or

étant dès lors réputée être le montant de taxe qui a été perçu ou qui aurait dû être perçu par cette personne, cette dernière devant payer ce montant à Sa Majesté du chef de la 5 province et le commissaire pouvant notifier 5 par écrit au vendeur, à ses héritiers, administrateurs judiciaires, exécuteurs testamentaires ou ayants droit, ou encore à son séquestre ou syndic de faillite, soit par courrier, soit en 10 mains propres, que le montant ainsi évalué 10 doit être payé au ministre ou comptabilisé d'une manière ou d'une autre dans les trente jours de la notification de l'avis par courrier ou en mains propres.

(2) La preuve que l'avis mentionné au 15 paragraphe (1) a été signifié constitue une preuve *prima facie* que le montant qui y est indiqué est bien dû et échu, le fardeau de la preuve retombant sur le vendeur du bien mobilier corporel. 20

18. (1) Lorsqu'une personne prétend ne 20 pas être tenue de payer la taxe prévue par la présente loi ou conteste son obligation de payer le montant fixé par le commissaire en application du paragraphe 32(2), elle peut, 25 soit personnellement, soit par l'entremise de son avocat ou de son représentant, et dans les soixante jours de la date d'expédition par la poste de l'avis prévu à l'article 32, signifier au commissaire un avis d'opposition en 30 double exemplaire indiquant les motifs de son opposition et tous les faits pertinents.

(2) Lorsqu'un vendeur conteste son obliga- 35 tion de payer le montant indiqué dans un avis qu'il a reçu ou qui lui a été remis en applica- 35 tion des articles 6 ou 17, il peut, soit personnellement, soit par l'entremise de son avocat ou de son représentant, et dans les soixante jours de la mise à la poste de cet avis, signifier au commissaire un avis d'opposition 40 en double exemplaire indiquant les motifs de son opposition et tous les faits pertinents.

(3) La signification d'un avis d'opposition 40 donné en application du présent article peut se faire par courrier recommandé adressé au 45 commissaire.

(4) Dès réception d'un avis d'opposition, le commissaire doit, dans un délai de soixante jours, réexaminer la question et annuler, con-

Preuve de la
somme due

Avis d'opposi-
tion

Avis d'opposi-
tion de la part
du vendeur

Signification

Décision du
commissaire

vary the estimate, valuation or assessment, and he shall thereupon notify the vendor or purchaser, as the case may be, of his action by registered mail.

firmer ou modifier l'estimation, l'évaluation ou la cotisation, et aviser alors le vendeur ou l'acheteur, selon le cas, de ce qu'il a fait, par courrier recommandé.

Appeal to
Minister

(5) If the person who served or caused to be served a notice of objection pursuant to this Section is dissatisfied with the decision of the Commissioner under subsection (4), he may within thirty days of the receipt of such decision appeal from such decision to the Minister.

5 (5) Si la personne qui a signifié ou fait signifier un avis d'opposition en vertu des dispositions du présent article n'est pas satisfaite de la décision que le commissaire a prise en application du paragraphe (4), elle peut en appeler au ministre dans les trente 10 jours de la réception de cette décision.

5 Appel au
ministre

Notice of
appeal

(6) An appeal to the Minister shall be instituted by serving upon the Minister and the Commissioner by registered mail a notice of appeal setting out the grounds of the appeal and stating briefly all the facts relevant thereto.

(6) Un appel au ministre doit être interjeté en signifiant au ministre et au commissaire par courrier recommandé un avis d'appel énonçant les motifs de l'appel et indiquant 15 brièvement les faits qui s'y rapportent.

Avis d'appel

Decision by
Minister

(7) Upon receipt of the notice, the Minister shall consider the matter and may affirm, vary or reverse the decision of the Commissioner and shall forthwith give the appellant written notice of his decision by registered mail.

(7) Dès réception de l'avis, le ministre doit réexaminer la question; il peut confirmer, 20 modifier ou infirmer la décision du commissaire et doit donner immédiatement à l'appelant un avis écrit de sa décision par courrier recommandé.

Décision du
ministre

Appeal from
Minister

19. (1) If the appellant is dissatisfied with the decision of the Minister, he may appeal 25 therefrom to a judge of the Trial Division of the Supreme Court or to a judge of the County Court of the District in which the appellant resides or carries on business.

19. (1) Si l'appelant n'est pas satisfait de la décision du ministre, il peut en appeler à un juge de première instance de la Cour 25 suprême ou à un juge de la Cour de comté relevant du district dans lequel l'appelant réside ou exploite son entreprise.

Appel judiciaire

Notice of
appeal

(2) The appellant shall, within sixty days 30 from the date of the giving of the notice of the decision complained of, serve upon the Minister and the Commissioner a written notice of his intention to appeal to a judge of the Trial Division of the Supreme Court or 35 County Court, as the case may be, which notice shall be signed by the appellant or by his solicitor or agent, and shall set forth the grounds of the appeal.

(2) L'appelant doit, dans les soixante jours de la remise de l'avis de la décision contestée, 30 signifier par écrit au ministre et au commissaire un avis indiquant son intention d'appeler devant un juge de première instance de la Cour suprême ou d'une Cour de comté, selon le cas, cet avis devant être signé par 35 l'appelant, ou par son avocat ou son représentant, et indiquer les motifs de cet appel.

Avis d'appel

Notice of time
and place of
appeal

(3) Within fourteen days after the service 40 upon the Commissioner of the notice of appeal, the appellant shall apply to the judge for the appointment of a time and place for the hearing of the appeal, and shall serve upon the Minister and the Commissioner not 45 less than fourteen days before the hearing a written notice of the time and place appointed for the hearing.

(3) Dans les quatorze jours de la signification au ministre de l'avis d'appel, l'appelant doit demander au juge de désigner une date 40 et un lieu pour l'instruction de l'appel et signifier par écrit au ministre et au commissaire un avis de la date et du lieu de l'instruction au moins quatorze jours avant cette instruction.

Avis concernant
la date et le lieu
de l'audition de
l'appel

Duty of judge

(4) The judge shall hear the appeal and the evidence adduced before him by the appellant and Her Majesty in a summary manner, and shall decide the matter of the appeal. Upon the request made to the judge by any party to the appeal, the hearing may be held *in camera*.

(5)

Cost of appeal

(6) The costs of the appeal shall be in the discretion of the judge, and he may make an order respecting them in favour of or against Her Majesty, and may fix the amount thereof.

Appeal from judge

(7) The Minister or the appellant may appeal from the decision of the judge to the Appeal Division of the Supreme Court upon any point of law raised upon the hearing of the appeal, and the rules governing appeals to the Appeal Division from a decision of a judge of the Trial Division of the Supreme Court or a judge of the County Court, as the case may be, shall apply to appeals under this subsection.

Irregularity or omission

20. An estimate made by the Commissioner under Section 17 shall not be varied or disallowed because of any irregularity, informality, omission, or error on the part of any person in observing of any directory provision up to the date of the giving of the notice of the estimate.

Liability unaffected by appeal

21. Neither the giving of a notice of appeal by any person nor any delay in the hearing of the appeal shall in any way affect the due date, the interest or penalties, or any liability for payment provided under this Act in respect of any taxes due and payable or that have been collected on behalf of Her Majesty that are the subject matter of the appeal or in any way delay the collection of the same; but in the event of the estimate of the Commissioner being set aside or reduced on appeal, the Minister shall refund the amount or excess amount of taxes which have been paid or collected on behalf of Her Majesty and of any additional interest or penalty imposed and paid thereon.

Attributions du juge

(4) Le juge entend sous forme de procédure sommaire l'appel et les témoignages qui lui sont présentés par l'appellant et Sa Majesté, et statue sur la question portée en appel. Si l'une des parties à l'appel le demande au juge, l'audience peut se tenir à huis clos.

(5)

Frais d'appel

(6) Les frais d'appel sont laissés à la discrétion du juge, qui peut rendre une ordonnance les adjugeant à Sa Majesté ou à l'appellant et en fixer le montant.

Appel du juge

(7) Le ministre ou l'appellant peuvent en appeler de la décision du juge auprès de la Division d'appel de la Cour suprême sur toute question de droit soulevée lors de l'instruction de l'appel et les règles applicables aux appels d'une décision d'un juge de la Division de première instance de la Cour d'appel ou d'un juge de la Cour de comté, selon le cas, devant la Division d'appel de la Cour suprême s'appliquent aux appels interjetés en vertu du présent paragraphe.

Irrégularité ou omission

20. Une estimation faite par le commissaire en vertu des dispositions de l'article 17 ne peut être modifiée ou rejetée en raison d'une irrégularité, d'un manque de rigueur, d'une omission ou d'une erreur qu'a pu commettre une personne quelconque lors de l'observation d'une directive jusqu'à la date de la signification de l'avis d'évaluation.

La responsabilité ne change pas du fait de l'appel

21. Le fait que toute personne donne un avis d'appel ou tout retard dans l'instruction d'un appel ne modifient en rien la date d'échéance, les intérêts ou pénalités, ou toute obligation de payer prévus par la présente loi en ce qui concerne les taxes dues et payables à Sa Majesté ou perçues pour son compte, qui font l'objet de l'appel ou qui, d'une façon ou d'une autre retardent la perception des taxes; toutefois, dans le cas où l'estimation du commissaire est annulée ou réduite en appel, le ministre rembourse la somme ou la somme excédentaire payée à Sa Majesté ainsi que tout intérêt ou toute pénalité additionnelle payée sur cette somme.

Liability of
purchaser or
user

22. The purchaser or user shall be and remain liable for the tax imposed under this Act until the same has been collected and, in the event of failure on the part of the person selling tangible personal property to collect the tax, the seller shall immediately notify the Commissioner, and the purchaser or user may be sued therefor in any court of competent jurisdiction.

22. L'acheteur ou l'utilisateur restent responsables du paiement de la taxe appliquée en vertu de la présente loi tant que celle-ci n'a pas été perçue et, lorsque la personne qui vend un bien mobilier corporel ne parvient pas à percevoir la taxe sur ce bien, elle doit en avvertir immédiatement le commissaire, l'acheteur ou l'utilisateur pouvant alors être poursuivis en justice devant les tribunaux compétents.

Responsabilité
de l'acheteur ou
de l'utilisateur

Deemed trust

23. Every person who collects any tax under this Act shall be deemed to hold the same in trust for Her Majesty and for the payment over of the same in the manner and at the time provided under this Act; and the amount shall, until paid, form a lien and charge on the entire assets of his estate, and have priority over all other claims of any person.

23. Toute personne qui perçoit une taxe en application de la présente loi est réputée détenir cette taxe en fiducie pour le compte de Sa Majesté dans le but de lui remettre cette taxe de la manière et au moment prévus en application de la présente loi; et le montant de cette taxe constitue, tant qu'il n'a pas été remis, un privilège et une charge sur tous les biens qu'elle possède, et ce privilège et cette charge ont préséance sur toute autre revendication de toute personne.

Présomption de
fiducie

Notice of
collection
proceeding

24. Before taking any proceedings for the recovery of any taxes that are due and payable under this Act or that have been collected on behalf of Her Majesty in the right of the Province, the Commissioner shall give notice to the taxpayer or collector of his intention to enforce payment, but failure to give the notice in any case shall not affect the validity of any proceedings taken for the recovery of taxes or money collected as taxes under this Act.

24. Avant d'entreprendre une procédure visant à assurer le recouvrement de taxes dues et payables en vertu des dispositions de la présente loi ou qui ont été perçues pour le compte de Sa Majesté du chef de la province, le commissaire doit notifier les contribuables ou les percepteurs de son intention de les obliger à payer, étant entendu, toutefois, qu'une absence de notification ne peut en aucun cas remettre en cause la validité de toute procédure entreprise en vue d'assurer le recouvrement de taxes ou de sommes d'argent perçues au titre des taxes conformément aux dispositions de la présente loi.

Notification des
procédures de
recouvrement

25.

30 25.

Certificate
enforceable as
order of court

26. Where default is made in the payment of any taxes that are due and payable under this Act or that have been collected on behalf of Her Majesty in the right of the Province, or any part thereof, the Commissioner may issue his certificate stating the amount so due, the amount thereof remaining unpaid (including interest and penalties) and the name of the person by whom it is payable, and may file the certificate with any prothonotary of the Supreme Court or a clerk of any county court, and when so filed the certificate shall be of the same force and

26. En cas de défaut de paiement de la totalité ou d'une partie d'une taxe quelconque due et payable en vertu de la présente loi ou déjà perçue pour le compte de Sa Majesté du chef de la province, le commissaire peut délivrer un certificat précisant la somme qui est due, le montant restant à payer (intérêt et pénalité y compris) ainsi que le nom de la personne qui en est redevable, et il pourra déposer ce certificat auprès de l'un quelconque des protonotaires de la Cour suprême ou des greffiers d'une Cour de comté, ce certificat, une fois enregistré, ayant la même valeur

Certificat
exécutoire
comme s'il
s'agissait d'une
ordonnance de
la Cour

effect, and all proceedings may be taken thereon, as if it were a judgment of the Court for the recovery of a debt of the amount stated in the certificate against the person named therein.

et le même effet, et donnant le même pouvoir d'entamer des procédures que s'il s'agissait d'un jugement obtenu devant cette Cour contre la personne nommée dans le certificat à l'égard d'une dette du montant spécifié 5 dans ce certificat.

Statutory
garnishee

27. (1) Where the Commissioner has knowledge that any person is or is about to become indebted to a vendor or purchaser, he may demand of that person that the money otherwise payable by him to the vendor or purchaser be in whole or in part paid to the Minister on account of the vendor's or purchaser's liability under this Act.

27. (1) Lorsque le commissaire est informé qu'une personne est sur le point de s'endetter vis-à-vis d'un vendeur ou d'un acheteur, il peut exiger que l'argent qu'elle 10 aurait normalement dû déboursier au vendeur ou à l'acheteur soit versé intégralement ou en partie au ministre afin de compenser les dettes du vendeur ou de l'acheteur en vertu des dispositions de la présente loi. 15

Saisie légale

Discharge of
Liability

(2) The receipt of the Commissioner for money so paid shall constitute a good and sufficient discharge of the liability of such person to the vendor or purchaser to the extent of the amount referred to in the receipt.

(2) La réception par le ministre de la somme d'argent ainsi versée dégagera en bonne et due forme cette personne de ses responsabilités envers le vendeur ou l'acheteur jusqu'à concurrence de la somme figu- 20 rant sur le reçu.

Dégagement de
responsabilité

Liability of
garnishee

(3) Any person discharging any liability to a vendor or purchaser after receipt of a demand under this Section shall be personally liable to Her Majesty in the right of the Province to the extent of the liability discharged, as between him and the vendor or purchaser, or to the extent of the liability of the vendor or purchaser for the taxes due and payable under this Act or that have been collected on behalf of Her Majesty in the right of the Province, but not remitted, 30 including interest and penalties whichever is the lesser amount.

(3) Toute personne qui s'acquitte d'une dette quelconque envers un vendeur ou un acheteur après avoir fait l'objet d'une demande en vertu du présent article est personnellement responsable envers Sa Majesté 25 du chef de la province du paiement de la dette acquittée, comme si cette dette la liait au vendeur ou à l'acheteur, ou jusqu'à concurrence des dettes du vendeur ou de l'acheteur au titre des taxes dues et payables en vertu de la présente loi ou perçues pour le compte de Sa Majesté du chef de la province sans qu'elles lui aient été remises, pénalité et intérêt y compris, le montant le moins élevé 35 étant retenu.

Responsabilité
du tiers saisi

Injunction

28. In addition to any penalties provided in this Act, the Commissioner, subject to the approval of the Minister, may apply to a Judge of the Trial Division of the Supreme Court for an injunction against any vendor who, having been found guilty of an offence against the Act, continues to sell tangible personal property taxable under this Act, 40 ordering him to cease selling such tangible personal property until he has fulfilled his obligations under this Act and the regulations and has paid the costs of the application.

28. Sans préjuger des pénalités susceptibles d'être appliquées en vertu de la présente loi, le commissaire, sous réserve d'obtenir l'agrément du ministre, peut faire appel à un 40 juge de la Division de première instance de la Cour suprême afin d'obtenir une injonction à l'encontre de tout vendeur qui, reconnu coupable d'une infraction aux dispositions de la présente loi, continuerait à vendre des biens 45 mobiliers corporels taxables en vertu de la présente loi, lui ordonnant de cesser de vendre ces biens mobiliers corporels jusqu'à ce qu'il se soit acquitté de ses obligations en

Injonction

Exercise of
remedies to
recover tax

29. The powers conferred by this Act for the recovery of taxes or money collected as taxes, by action and by filing a certificate, may be exercised separately or concurrently, or cumulatively; and the liability of a person for the payment of any tax under this Act or the liability to remit taxes collected shall not be affected in any way by the fact that a fine or penalty has been imposed on or paid by him in respect of any contravention of this Act.

Penalty and
interest

30. (1) In addition to any other penalty, the Commissioner may assess a penalty equal to not more than five per cent of the amount due and may assess interest on the amount due at such interest rate per year as is determined from time to time by the Governor in Council, against any person who fails to remit to the Minister any tax collected under this Act within the time required or who fails to pay any tax which he is required to pay under this Act.

Forms part of
tax provided for
in section 23

(2) The penalty and interest under this section shall form part of the amount of tax due or accruing due provided for in section 23.

Variation of
assessment
under
subsection (1)

(3) The Commissioner may, where he deems fit, vary an assessment made under subsection (1) within a period of sixty days from the date of the original assessment.

Security by
applicant or
vendor

31. (1) Subject to the approval of the Minister, the Commissioner may require any applicant for a registration certificate or vendor to deposit with the Minister a bond by way of cash or other security satisfactory to the Minister in such amount as may be determined by the Commissioner, which shall not in any case be greater than an amount equal to six times the amount of the tax estimated by the Commissioner to be the amount normally collected by the applicant or vendor each month in compliance with this Act.

vertu de la présente loi et des règlements et qu'il ait payé les frais relatifs à la demande.

29. Les pouvoirs conférés par la présente loi en ce qui a trait au recouvrement de la taxe ou des sommes d'argent perçues à titre de taxe, qu'il s'agisse de poursuites judiciaires ou du dépôt d'un certificat, peuvent être exercés séparément, concurremment ou cumulativement; l'obligation pour une personne de payer toute taxe due en vertu de la présente loi ou de remettre les taxes déjà perçues ne sera absolument pas modifiée par le fait que cette personne s'est déjà vu imposer ou a déjà payé une amende ou une pénalité à la suite d'une infraction quelconque à la présente loi.

Exercice des
recours
permettant de
recouvrer la
taxe

5

10

15

Pénalité et
intérêt

30. (1) Sans préjuger de toute autre pénalité, le commissaire peut imposer une pénalité ne pouvant dépasser cinq pour cent de la somme due et peut appliquer des intérêts sur la somme due à un taux à l'encontre de quiconque omet de remettre au ministre, dans les délais prévus, toute taxe perçue en vertu de la présente loi, ou omet de payer toute taxe qu'il est tenu de payer en vertu de la présente loi.

20

25

Partie de la
taxe prévue à
l'article 23

(2) Les pénalités et les intérêts appliqués en vertu du présent article font partie du montant de la taxe due ou échue en vertu de l'article 23.

30

Modifications
de l'évaluation
au titre du
paragraphe (1)

(3) Lorsqu'il le juge utile, le commissaire a la possibilité de modifier une évaluation conformément aux dispositions du paragraphe (1) dans un délai de soixante jours à compter de la date de l'évaluation d'origine.

35

Dépôt de
garantie du
demandeur ou
du vendeur

31. (1) Sous réserve de l'autorisation du ministre, le commissaire peut exiger que le demandeur d'un certificat d'immatriculation ou que le vendeur dépose auprès du ministre un cautionnement en espèce ou toute autre forme de garantie donnant satisfaction au ministre et d'un montant susceptible d'être déterminé par le commissaire mais ne pouvant dépasser, quoi qu'il en soit, une somme égale à six fois le montant de la taxe jugée par le commissaire comme étant le montant mensuel que recueille normalement le

40

45

Commissioner's
estimate of tax
conclusive

(2) The Commissioner's estimate under subsection (1) is final and conclusive for the purposes of a bond under this Section.

Realization on
security

(3) Where a person who deposited a bond with the Minister under subsection (1) fails to collect or remit tax in accordance with this Act, the Commissioner may, by giving written notice to the person by registered mail or personal service, apply the bond in whole or in part to the amount that should have been collected, remitted or paid by the person as the amount due to Her Majesty as of the date of the notice.

Right of entry
and inspection

32. (1) Any person appointed by the Commissioner may enter at any reasonable time the business premises occupied by any person, or the premises where his records are kept to determine whether this Act and the regulations are being and have been complied with, or to inspect, audit, and examine books of account, records, or documents, or to ascertain the quantities of tangible personal property on hand or sold by him, and the person occupying the premises shall answer all questions pertaining to these matters, and shall produce such books of account, records, or documents as may be required.

Assessment of
tax after
inspection

(2) Where it appears from the inspection, audit, or examination of the books of account, records, or documents that this Act or the regulations have not been complied with, the person making the inspection, audit, or examination shall calculate the tax collected or due in such manner and form and by such procedure as the Commissioner may deem adequate and expedient, and the Commissioner shall assess the person for the amount of the tax so calculated, but the person so assessed may appeal the amount of the assessment under Sections 18 and 19.

demandeur ou le vendeur en appliquant les dispositions de la présente loi.

(2) L'évaluation faite par le commissaire en vertu des dispositions du paragraphe (1) est sans appel lorsqu'il s'agit de fixer le montant du cautionnement en vertu du présent article.

Évaluation du
commissaire
sans appel

(3) Lorsqu'une personne qui a déposé un cautionnement auprès du ministre en vertu des dispositions du paragraphe (1) omet de percevoir ou de remettre la taxe conformément aux dispositions de la présente loi, le commissaire peut, en lui notifiant par écrit son intention, par voie de courrier recommandé ou en mains propres, encaisser en totalité ou en partie ce dépôt de garantie pour payer le montant qui aurait dû être perçu, remis ou versé à cette personne au titre de la somme due à Sa Majesté à la date de la notification.

Encaissement
du dépôt de
garantie

32. (1) Quiconque est nommé à cette fin par le commissaire peut, à toute heure raisonnable, pénétrer dans les locaux de l'exploitation d'une personne ou dans les locaux où elle tient ses registres afin de vérifier si la présente loi et les règlements qui s'y rattachent ont été et sont toujours respectés, ou pour inspecter, vérifier et examiner les livres de comptes, les registres ou les documents, ou pour déterminer les quantités de biens mobiliers corporels dont cette personne dispose ou qu'elle a vendus, et l'occupant des lieux doit répondre à toutes les questions qui lui sont posées à ce sujet et produire les livres de comptes, les registres et les documents requis.

Droit d'accès et
d'inspection

(2) Lorsqu'il ressort de l'inspection, de la vérification ou de l'examen des livres de comptes, des registres ou des documents que la présente loi ou les règlements qui s'y rattachent n'ont pas été respectés, la personne chargée de cette inspection, de cette vérification ou de cet examen doit calculer la taxe perçue ou due de la manière, sous la forme et selon les modalités que le commissaire pourra juger utiles et pratiques et le commissaire doit imposer à la personne en cause le paiement de la taxe ainsi calculée, cette dernière pouvant toutefois appeler de cette coti-

Évaluation de
la taxe après
inspection

Variation of
assessment

(3) The Commissioner may, where he deems fit, vary an assessment made under subsection (2) within sixty days from the date of the original assessment, and such varied assessment shall be deemed to be an assessment made under subsection (2).

sation en vertu des dispositions des articles 18 et 19.

(3) Lorsqu'il le juge utile, le commissaire a la possibilité de modifier une évaluation conformément aux dispositions du paragraphe (2) dans un délai de soixante jours à compter de la date de l'évaluation d'origine, cette modification étant réputée constituer une évaluation aux termes du paragraphe (2).

Modifications
de l'évaluation

Period of
assessment
under
subsection (2)

(4) In making an assessment under subsection (2), the Commissioner shall not consider a period greater than four years prior to the date of the assessment unless the person has made any misrepresentation that is attributable to neglect, carelessness or wilful default or if there is evidence that he has committed fraud.

(4) Lorsqu'il procède à une évaluation aux termes du paragraphe (2), le commissaire ne doit pas remonter plus de quatre ans à l'arrière à compter de la date de l'évaluation, à moins que la personne en cause ait présenté les faits de manière erronée par négligence, insouciance ou imprudence, ou à moins qu'il soit démontré qu'une fraude a été commise.

Période
d'évaluation
aux termes du
paragraphe (2)

Search warrant

33. (1) Any justice who is satisfied by information upon oath that there is reasonable ground for believing that any person has in his possession any tangible personal property in respect of the consumption or use of which the tax payable has not been paid may at any time issue a warrant under his hand authorizing the Commissioner or other official appointed by the Commissioner named therein to enter and search any building, receptacle, or place where such tangible personal property is believed to be situate, and to make such enquiries as are deemed necessary; and such person shall produce for inspection by the person named in the warrant any tangible personal property in his possession and answer any questions relating thereto.

33. (1) Tout juge ayant acquis la conviction sur la foi d'une déclaration sous serment, qu'il y a des motifs raisonnables de croire qu'une personne a en sa possession un bien mobilier corporel dont la consommation ou l'utilisation est passible d'une taxe qui n'a pas été payée peut, à tout moment, délivrer un mandat portant sa signature et autorisant le commissaire ou tout autre officier ministériel nommé par celui-ci, à entrer et à perquisitionner dans tout bâtiment, local ou lieu qui semble devoir abriter ce bien mobilier corporel, et à procéder à toutes les enquêtes jugées nécessaires; la personne nommée dans le mandat étant tenue de laisser inspecter tout bien mobilier corporel en sa possession et de répondre à toute question s'y rapportant.

Mandat de
perquisition

Offence

(2) Any person who wilfully refuses to answer any questions put to him under subsection (1) respecting the tangible personal property kept on hand on the premises, or who wilfully fails to produce for inspection any books of account, records, or documents, or any parcel, box, carton, barrel, tank or other receptacle in his possession or under his control that he is required to produce for purposes of inspection, shall be guilty of an offence against this Act.

(2) Toute personne qui, sciemment, refuse de répondre à une question qui lui est posée en vertu des dispositions du paragraphe (1) touchant les biens mobiliers corporels qu'elle détient dans les locaux ou qui, sciemment, refuse de laisser inspecter ses livres de compte, ses registres, ses documents ou tout colis, boîte, carton, tonneau, réservoir ou autre contenant placé en sa possession ou sous son contrôle et qu'elle est tenue de laisser inspecter, est coupable d'une infraction aux dispositions de la présente loi.

Infraction

No offer by
seller to absorb
or refund tax

34. No person who sells tangible personal property shall advertise or hold out or state to the public or to any purchaser or user, directly or indirectly, that the tax or any part thereof imposed under this Act will be assumed or absorbed by him or that it will not be considered as an element in the price to the purchaser or user or, if added, that it or any part thereof will be refunded.

34. Nulle personne qui vend un bien mobilier corporel ne doit annoncer, soutenir ou affirmer en public ou à un acheteur ou à un utilisateur, directement ou indirectement, qu'il prendra à son propre compte ou absorbera la totalité ou une partie de la taxe imposée par la présente loi ou qu'il n'en sera pas tenu compte dans le prix fait à l'acheteur ou à l'utilisateur ou encore, si elle est rajoutée au prix, que la totalité ou toute partie de cette taxe sera remboursée.

Le vendeur ne doit pas offrir de prendre à sa charge ou de rembourser la taxe

Offence

35. Every person contravening any provision of this Act or of the regulations shall be guilty of an offence against this Act, and every violation in connection with a separate sale or transaction shall be considered a separate offence.

35. Quiconque enfreint les dispositions de la présente loi ou des règlements est coupable d'une infraction à l'encontre de la présente loi et toute infraction commise au sujet d'une vente ou d'une transaction en particulier doit être considérée comme une infraction distincte.

Infraction

Liability of
officer or agent
for offence

36. If a corporation is guilty of an offence against this Act, and if an officer, director, employee, or agent of the corporation wilfully directed, authorized, assented to, acquiesced, or participated in the commission of the offence, that person is a party to and guilty of the offence.

36. Lorsqu'une corporation est coupable d'une infraction prévue par la présente loi, tout dirigeant, administrateur ou représentant de la corporation qui, sciemment, a ordonné ou permis que l'infraction soit commise ou y a acquiescé, consenti ou participé, est partie à l'infraction et en est coupable.

Responsabilité des dirigeants ou des représentants en cas d'infraction

False statement

37. Every person who makes a false statement in any form or return prescribed by this Act or the regulations is guilty of an offence against this Act.

37. Quiconque fait une fausse déclaration dans une formule prescrite par la présente loi ou les règlements est coupable d'une infraction aux dispositions de la présente loi.

Fausse déclaration

Penalty

38. (1) Subject to subsection (2), a person guilty of an offence against this Act shall be liable, on summary conviction, to a fine of not less than ten dollars and not more than one thousand dollars; and, in default of payment, to imprisonment for a term not exceeding three months, and, in addition, shall be ordered by the magistrate or justice to pay the amount of the tax that is owing including any arrears, penalties, and interest, on or before such date as shall be fixed by the magistrate or justice.

38. (1) Sous réserve des dispositions du paragraphe (2), une personne coupable d'une infraction à la présente loi est passible, sur déclaration sommaire de culpabilité, d'une amende de dix à mille dollars et, à défaut de paiement, d'une peine d'emprisonnement ne dépassant pas trois mois et, en outre, elle est tenue par voie d'ordonnance du magistrat ou du juge de paix de payer la taxe qu'elle doit, y compris les montants en souffrance, les pénalités et les intérêts éventuels, au plus tard à la date fixée par le magistrat ou le juge de paix.

Pénalités

Evidence and
penalty for
failure to
collect tax

(2) (a) Every person who fails to collect the tax imposed by this Act shall be liable, on summary conviction, to a fine equal to the amount of the tax, including any arrears, penalties, and interest, that should have been collected, as determined under clause (b), and, in addition, to a penalty of

(2) a) Quiconque omet de percevoir la taxe imposée par la présente loi est passible, sur déclaration sommaire de culpabilité, d'une pénalité égale au montant de la taxe, y compris les montants en souffrance, les pénalités et les intérêts éventuels, qui aurait dû être perçue en applica-

Règles de la preuve et pénalités en cas de défaut de percevoir la taxe

not less than ten dollars and not more than one thousand dollars, and, in default of payment, to imprisonment for a term not exceeding three months.

(b) The Commissioner shall determine the amount of the tax referred to in clause (a) from such information as is available to him, and shall issue a certificate as to the amount, but except where he deems there has been deliberate evasion of this Act, the Commissioner shall not consider a period of greater than three years in determining the said amount.

(c) In any prosecution under clause (a) a certificate signed or purporting to be signed by the Commissioner stating the amount of tax that should have been collected shall be evidence and *prima facie* proof of the amount of the tax that should have been collected, and of the authority of the person giving or making the same without any proof of appointment or signature.

(3) Any information or complaint in respect of an offence under this Act or the regulations may be for one or more than one offence, and no information, complaint, warrant, conviction, or other proceedings in a prosecution under this Act or the regulations, is objectionable or insufficient by reason of the fact that it relates to two or more offences.

(4) Nothing contained in this section, nor the enforcement of any penalty hereunder, shall suspend or affect any remedy for the recovery of any tax or amount payable under this Act.

(5) Fines collected under this Act shall be paid to the Minister of Finance.

39. (1) In any prosecution for failure to pay the tax or to collect or remit the tax, the onus of proving that the tax was paid, col-

tion des dispositions de l'alinéa b) et, en sus, d'une amende de dix à mille dollars à laquelle viendra s'ajouter, à défaut de paiement, une peine d'emprisonnement ne dépassant pas trois mois.

b) Le commissaire doit déterminer le montant de taxe visé à l'alinéa a) à partir des renseignements dont il dispose, doit délivrer un certificat correspondant à cette somme et, sauf s'il juge que l'on a cherché délibérément à éviter le paiement de la taxe, il ne doit pas remonter sur une période de plus de trois ans pour déterminer ce montant.

c) Dans toute poursuite intentée en vertu des dispositions de l'alinéa a), un certificat signé par le commissaire ou qui lui est attribué et qui précise le montant de la taxe qui aurait dû être perçu constitue la démonstration et la preuve *prima facie* que c'est bien ce montant qui aurait dû être perçu et témoigne de la qualité de la personne qui l'a signé sans que celle-ci ait à la démontrer.

(3) Toute dénonciation ou plainte touchant une infraction à la loi ou aux règlements peut porter sur une ou plusieurs infractions et aucune demande d'information, aucune plainte, aucun mandat, aucune déclaration de culpabilité ou autre poursuite judiciaire en vertu des dispositions de la présente loi ou des règlements ne peut être contestée ou faire l'objet d'une fin de non recevoir parce qu'ils s'appliquent à plusieurs infractions.

(4) Aucune disposition du présent article et aucune décision visant à appliquer une pénalité en vertu des présentes ne vient remettre en cause un recours éventuel ou ne s'y oppose lorsqu'il s'agit de recouvrer une taxe ou un montant quelconque qui doit être payé en vertu des dispositions de la présente loi.

(5) Les amendes perçues en vertu des dispositions de la présente loi sont versées au ministre des Finances.

39. (1) Dans toute poursuite intentée en cas de défaut de paiement, de perception ou de remise de la taxe, il appartient au défen-

More than one offence

Remedy for recovery unaffected

Disposition of fine

Onus of proof

Multiplicité des infractions

Maintien des possibilités de recours concernant la perception de la taxe

Paiement des amendes

Fardeau de la preuve

Limitation
period

lected, or remitted, as the case may be, to the Minister, shall be upon the defendant.

(2) An information or complaint, in respect of an offence against this Act or the regulations, shall be laid or made within six years of the time when the matter of the information or complaint arose, except that in the case of fraud no limitation shall apply.

Form is *prima
facie* proof

(3) In a prosecution brought against a vendor who is required to register under this Act, his application form shall be *prima facie* proof that the person charged is a vendor registered under this Act, and his return form shall be *prima facie* proof that he collected tax.

Proof
respecting
partnership

(4) Where the vendor is described as a partnership on the application form, the application form shall be *prima facie* proof that the persons named thereon are partners registered as such under this Act, and the return form shall be *prima facie* proof that the partnership firm collected the tax.

Certificate is
prima facie
proof

(5) In a prosecution brought against a vendor who is required to register under this Act, a certificate signed by the Commissioner that the person charged is a vendor registered under this Act shall be received in evidence without proof of the signature or of the official character of the person appearing to have signed the same and shall be *prima facie* proof of the matters contained therein.

deur de prouver au ministre que la taxe a bien été payée, perçue ou remise, selon le cas.

(2) Toute dénonciation ou plainte touchant une infraction commise à l'encontre des dispositions de la présente loi ou des règlements qui s'y rapportent doit être présentée ou déposée dans un délai de six ans à compter du moment où se sont produits les faits faisant l'objet de cette dénonciation ou de cette plainte, aucun délai de prescription ne s'appliquant toutefois en cas de fraude.

(3) En cas de poursuite intentée à l'encontre d'un vendeur devant être immatriculé en vertu des dispositions de la présente loi, le formulaire de demande de ce dernier constitue la preuve *prima facie* qu'il est bien un vendeur immatriculé en vertu de la loi, son formulaire de déclaration constituant une preuve *prima facie* qu'il a perçu la taxe.

(4) Lorsque le vendeur est décrit comme étant une société en nom collectif dans le formulaire de demande, ce formulaire constitue la preuve *prima facie* que les personnes dont le nom y figure sont des associés immatriculés en tant que tels en vertu de la présente loi, le formulaire de déclaration constituant une preuve *prima facie* que la société en nom collectif a perçu la taxe.

(5) Lorsque des poursuites sont intentées à l'encontre d'un vendeur tenu d'être immatriculé en vertu de la présente loi et qu'un certificat signé par le commissaire atteste que la personne accusée est un vendeur immatriculé aux termes de la présente loi, il n'est pas nécessaire de démontrer l'authenticité de la signature ou la qualité officielle de la personne l'ayant signé, ce certificat constituant une preuve *prima facie* des éléments qu'il contient.

Prescription

Le formulaire
constitue une
preuve *prima
facie*

Règle de la
preuve
concernant les
sociétés en nom
collectif

Le certificat
constitue une
preuve *prima
facie*

40.
41.
42.

40.
41.
42.

40

C-43

Second Session, Thirty-second Parliament,
32-33 Elizabeth II, 1983-84

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-43

An Act respecting the Canada-Nova Scotia Agreement on
Offshore Oil and Gas Resource Management and
Revenue Sharing and to make related and consequen-
tial amendments

AS PASSED BY THE HOUSE OF COMMONS
JUNE 28, 1984

C-43

Deuxième session, trente-deuxième législature,
32-33 Elizabeth II, 1983-84

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-43

Loi concernant l'Accord entre le Canada et la Nouvelle-
Écosse sur la gestion des ressources pétrolières et
gazières situées au large des côtes et sur le partage des
recettes et apportant des modifications corrélatives ou
connexes

ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES COMMUNES
LE 28 JUIN 1984



THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-43

PROJET DE LOI C-43

An Act respecting the Canada-Nova Scotia Agreement on Offshore Oil and Gas Resource Management and Revenue Sharing and to make related and consequential amendments

Loi concernant l'Accord entre le Canada et la Nouvelle-Écosse sur la gestion des ressources pétrolières et gazières situées au large des côtes et sur le partage des recettes et apportant des modifications corrélatives ou connexes

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète :

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *Canada-Nova Scotia Oil and Gas Agreement Act*.

1. *Loi sur l'Accord entre le Canada et la Nouvelle-Écosse sur la gestion des ressources pétrolières et gazières.* 10

INTERPRETATION

DÉFINITIONS

Definitions

"Agreement"
«Accord»

2. (1) In this Act,
"Agreement" means the Canada-Nova Scotia Agreement on Offshore Oil and Gas Resource Management and Revenue Sharing dated March 2, 1982 and entered into by the Government of Canada, as represented by the Prime Minister of Canada, and by the Government of Nova Scotia, as represented by the Premier of Nova Scotia, and includes any amendments thereto;

"fiscal year"
«exercice»

"fiscal year" means the period beginning on April 1st in one year and ending on March 31st in the next following year;

"Nova Scotia Agreement Act"
«Loi néo-écossaise sur l'Accord»

"Nova Scotia Agreement Act" means the *Canada-Nova Scotia Oil and Gas Agreement Act* (Nova Scotia);

2. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

«Accord» L'Accord entre le Canada et la Nouvelle-Écosse sur la gestion des ressources pétrolières et gazières situées au large des côtes et sur le partage des recettes, en date du 2 mars 1982, conclu par le gouvernement du Canada, représenté par le premier ministre et par le gouvernement de la Nouvelle-Écosse, représenté par le premier ministre; sont incluses les modifications apportées à l'Accord.

«exercice» Période commençant le 1^{er} avril et se terminant le 31 mars de l'année suivante.

«Loi néo-écossaise sur l'Accord» Loi de la Nouvelle-Écosse intitulée *Canada-Nova*

Définitions

«Accord»
"Agreement"

«exercice»
"fiscal year"

«Loi néo-écossaise sur l'Accord»
"Nova Scotia Agreement Act"

"Nova Scotia Oil Act"
«Loi néo-écossaise sur le pétrole»

"Nova Scotia Oil Act" means the *Offshore Oil and Gas Act* (Nova Scotia);

Scotia Oil and Gas Agreement (Nova Scotia) Act.

"Nova Scotia Oil Production Act"
«Loi néo-écossaise sur la production...»

"Nova Scotia Oil Production Act" means the *Oil and Gas Production and Conservation* (Nova Scotia) Act;

«Loi néo-écossaise sur la production du pétrole» Loi de la Nouvelle-Écosse intitulée *Oil and Gas Production and Conservation* (Nova Scotia) Act.

«Loi néo-écossaise sur la production du pétrole»
"Nova Scotia Oil Production Act"

"Oil Act"
«Loi sur le pétrole»

"Oil Act" means the *Canada Oil and Gas Act*;

«Loi néo-écossaise sur le pétrole» Loi de la Nouvelle-Écosse intitulée *Offshore Oil and Gas Act*.

«Loi néo-écossaise sur le pétrole»
"Nova Scotia Oil Act"

"Oil Production Act"
«Loi sur la production du pétrole»

"Oil Production Act" means the *Oil and Gas Production and Conservation Act*.

«Loi sur la production du pétrole» Loi sur la production et la conservation du pétrole et du gaz.

«Loi sur la production du pétrole»
"Oil Production Act"

Definitions in Oil Act

(2) In this Act, the terms "Canada lands", "commercial discovery", "Crown share", "gas", "interest", "oil" and "significant discovery" have the same meaning as in the Oil Act.

(2) Pour l'application de la présente loi, les termes «découverte commerciale», «découverte importante», «droits» ou «intérêts», «gaz», «part de la Couronne», «pétrole» et «terres du Canada» s'entendent au sens de la Loi sur le pétrole.

Terminologie :
Loi sur le pétrole

Definitions in Oil Production Act

(3) In this Act, the terms "Chief Conservation Officer", "Committee" and "field" have the same meaning as in the Oil Production Act.

(3) Pour l'application de la présente loi, les termes «champ», «Comité» et «Directeur de la conservation» s'entendent au sens de la Loi sur la production du pétrole.

Terminologie :
Loi sur la production du pétrole

Construction

(4) The provisions of this Act shall not be construed as providing a basis for any claim by or on behalf of a province in respect of any entitlement to or legislative jurisdiction over any offshore area or any living or non-living resources in any offshore area.

(4) La présente loi n'a pas pour effet de permettre à une province, ou à quiconque en son nom, de prétendre à des droits ou à une compétence législative sur les zones extracôtières ou sur leurs ressources biologiques ou non.

Interprétation

Inconsistency

3. In the event of any inconsistency between the provisions of this Act and the provisions of any other Act of Parliament, the provisions of this Act prevail.

3. Les dispositions contraires de la présente loi l'emportent sur les dispositions incompatibles de toute autre loi fédérale.

Incompatibilité

AGREEMENT

ACCORD

Amendment of Agreement

4. The Government of Canada, as represented by the Prime Minister of Canada or by such other member of the Queen's Privy Council for Canada as may be designated by the Governor in Council, may, jointly with the Government of Nova Scotia, amend the Agreement from time to time.

4. Le gouvernement fédéral, représenté par le premier ministre ou tel des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada désigné par le gouverneur en conseil, peut modifier l'Accord de concert avec celui de la Nouvelle-Écosse.

Modification de l'Accord

PART I

PARTIE I

OFFSHORE OIL AND GAS RESOURCE
MANAGEMENTGESTION DES RESSOURCES
PÉTROLIÈRES ET GAZIÈRES AU
LARGE DES CÔTES

Interpretation

Définitions

Definitions	5. In this Part,	5. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.	Définitions
"Board" «Office»	"Board" means the Canada-Nova Scotia Offshore Oil and Gas Board established by subsection 7(1);		
"Minister" «ministre fédéral»	"Minister" means the Minister of Energy, Mines and Resources, but if the Governor in Council, by order under subsection 35(2), designates a Minister for the purposes of a provision of this Part, then, for the purposes of that provision, "Minister" 10 means the Minister so designated;	«membres néo-écossais» Les membres de l'Office nommés par le ministre néo-écossais. 5	«membres néo-écossais» "Nova Scotia member"
"Nova Scotia member" «membres...»	"Nova Scotia member" means a member of the Board appointed by the Nova Scotia Minister;	«ministre fédéral» Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, ou le ministre que désigne, par décret pris au titre du paragraphe 35(2), le gouverneur en conseil 10 pour l'application de telle des dispositions de la présente partie.	«ministre fédéral» "Minister"
"Nova Scotia Minister" «ministre néo-écossais»	"Nova Scotia Minister" means the Minister 15 of Mines and Energy for Nova Scotia and includes any delegate of that Minister, but if the Lieutenant Governor in Council of Nova Scotia, pursuant to the Nova Scotia Agreement Act, designates another Minister for the purposes of a provision of this Part, then, for the purposes of that provision, "Nova Scotia Minister" means the Minister so designated and includes any delegate of that Minister; 20	«ministre néo-écossais» Le ministre des Mines et de l'Énergie de la Nouvelle-Écosse ou son délégué, ou le ministre que 15 désigne le lieutenant-gouverneur en conseil, au titre de la Loi néo-écossaise sur l'Accord, pour l'application de telle des dispositions de la présente partie, ou son délégué. 20	«ministre néo-écossais» "Nova Scotia Minister"
"offshore area" «zone...»	"offshore area" means the Canada lands within the limits described in Schedule I. 25	«Office» L'Office canadien et néo-écossais du pétrole et du gaz extracôtiers.	«Office» "Board"
		«zone extracôtière» Les terres du Canada délimitées à l'annexe I. 25	«zone extracôtière» "offshore area"

Application

Champ d'application

Exclusion order	6. (1) The Governor in Council may, by order, declare that this Part does not apply in respect of any part of the offshore area specified in the order. 30	6. (1) Le gouverneur en conseil peut, par 25 décret, soustraire toute partie de la zone extracôtière à l'application de la présente partie.	Décret d'exclusion
Approval of Nova Scotia Minister	(2) Before an order is made pursuant to subsection (1), the Minister shall consult the Nova Scotia Minister with respect to the proposed order and no order shall be so made 35 without the approval of the Nova Scotia Minister.	(2) Le décret ne peut être pris avant que, le ministre fédéral l'ayant consulté, le minis- 30 tre néo-écossais ne l'ait approuvé.	Accord du ministre néo-écossais

*Establishment of Board*Board
established

7. (1) There is hereby established a board, to be known as the Canada-Nova Scotia Offshore Oil and Gas Board, consisting of five members.

Appointment of
members

(2) Three members of the Board are to be appointed by the Minister and two members are to be appointed by the Nova Scotia Minister.

Appointment of
alternate
members

(3) An alternate member for each member appointed under subsection (2) may be appointed by the Minister or the Nova Scotia Minister, as the case may be, and an alternate member so appointed

(a) may attend all meetings of the Board, but, subject to paragraph (b), is not entitled to vote thereat; and

(b) has and may perform all of the functions of the member for whom he is an alternate during any period in which that member is, by reason of absence or incapacity, unable to act.

Appointment of
temporary
substitute
members

(4) If any member appointed under subsection (2) is, by reason of absence or incapacity, unable to act and any alternate member appointed for him is similarly unable to act, a temporary substitute member for the member appointed under subsection (2) may be appointed by the Minister or the Nova Scotia Minister, as the case may be, and a temporary substitute member so appointed has and may perform all of the functions of the member for whom he is a temporary substitute during the period in which that member is so unable to act.

Selection of
members
appointed by
Minister

(5) A member appointed under this section by the Minister is to be selected from among persons employed in the public service of Canada and holds office during pleasure.

*Functions of Board*Functions of
Board

8. (1) The Board shall
(a) perform such functions as are conferred or imposed on it, or delegated to it, by or pursuant to the Agreement or this Part;

Constitution de l'Office

Constitution

7. (1) Est constitué l'Office canadien et néo-écossais du pétrole et du gaz extracôtiers, composé de cinq membres.

Nomination des
membres

(2) Trois des membres de l'Office sont nommés par le ministre fédéral et deux membres sont nommés par le ministre néo-écossais.

Nomination de
suppléants

(3) Le ministre fédéral ou le ministre néo-écossais, selon le cas, peut nommer un suppléant pour chaque membre titulaire; le suppléant :

a) assiste à toutes les réunions de l'Office, mais, sous réserve de l'alinéa b), il n'a pas voix délibérative;

b) assure l'intérim avec plein exercice des attributions du titulaire absent ou empêché.

Nomination de
suppléants
temporaires

(4) En cas d'absence ou d'empêchement du titulaire et de son suppléant, le ministre fédéral ou le ministre néo-écossais, selon le cas, peut nommer un suppléant temporaire, qui assume l'intérim avec plein exercice des attributions du titulaire.

Mandat des
membres
fédéraux

(5) Les membres sont nommés à titre amovible par le ministre fédéral au titre du présent article et choisis au sein de l'administration publique fédérale.

Fonctions de l'Office

Mission

8. (1) L'Office a pour mission :
a) d'exercer les attributions qui lui sont conférées ou déléguées en vertu de l'Accord ou de la présente partie;
b) de diriger les activités du secteur fédéral chargé du domaine des ressources

(b) direct the operations of that branch of the Government of Canada that is responsible for oil and gas resource activities in the offshore area;

(c) keep under review the objectives set out in Schedule II to the Agreement and make such recommendations to the Minister and Nova Scotia Minister with respect thereto as it considers appropriate; and

(d) advise the Minister and Nova Scotia Minister on legislation relating to oil and gas resource activities in the offshore area, as defined in this Part and in the Nova Scotia Agreement Act.

pétrolières et gazières de la zone extracôtière;

c) d'étudier en permanence les objectifs exposés à l'annexe II de l'Accord et de faire au ministre fédéral et au ministre néo-écossais les recommandations qu'il estime indiquées à leur sujet;

d) de conseiller le ministre fédéral et le ministre néo-écossais sur la législation relative au domaine des ressources pétrolières et gazières de la zone extracôtière, au sens de la présente partie et de la Loi néo-écossaise sur l'Accord.

Delegated
provincial
functions

(2) When authorized by or pursuant to the Nova Scotia Agreement Act, the Board shall, on behalf of the Nova Scotia Minister, perform any functions in relation to the offshore area, as defined in that Act, that the Board is authorized to perform in relation to the offshore area, as defined in this Part.

(2) Lorsqu'il y est autorisé par la Loi néo-écossaise sur l'Accord ou sous son régime, l'Office exerce, pour le compte du ministre néo-écossais, à l'égard de la zone extracôtière, au sens de la même loi, les attributions qu'il peut exercer relativement à la zone extracôtière au sens de la présente partie.

Délégation des
attributions
provinciales

Authorization
of systems

(3) Notwithstanding the Oil Act and the Oil Production Act, the Board shall, in lieu of the Minister, authorize systems for producing oil and gas in the offshore area.

(3) Par dérogation aux lois sur le pétrole et sur la production du pétrole, l'Office peut, au lieu du ministre fédéral, autoriser des systèmes de production de pétrole et de gaz dans la zone extracôtière.

Autorisation
des systèmes

Advisory
function

(4) The Board may, on its own motion, and shall, on request, advise the Minister and Nova Scotia Minister on any matter relating to oil and gas resource activities in the offshore area, as defined in this Part and in the Nova Scotia Agreement Act, including the pace of such activities and pricing, revenues and marketing.

(4) L'Office peut, de sa propre initiative, et doit, sur demande, conseiller le ministre fédéral et le ministre néo-écossais sur tout aspect du domaine des ressources pétrolières et gazières de la zone extracôtière, au sens de la présente partie et de la Loi néo-écossaise sur l'Accord, y compris la cadence des activités correspondantes ainsi que la fixation des prix, les recettes et la commercialisation.

Fonctions
consultatives

Use of
government
agencies

(5) In performing its functions, the Board shall, so far as practicable, use departments and agencies of the Government of Canada and of the Government of Nova Scotia to obtain information and advice.

(5) Dans l'exercice de ses attributions, l'Office peut recourir aux ministères et aux organismes fédéraux ou néo-écossais pour obtenir des renseignements et des avis.

Emploi
d'organismes
gouvernementaux

Directions

9. The Board shall comply with such directions as the Minister and Nova Scotia Minister may jointly give to it in writing.

9. L'Office se conforme aux directives que lui remettent conjointement les ministres fédéral et néo-écossais.

Directives

Administration

Administration

Chairman

10. (1) The Minister shall designate one member of the Board appointed by him to be Chairman of the Board.

10. (1) Le ministre fédéral nomme le président parmi les membres fédéraux de l'Office.

Président

Functions	(2) The Chairman of the Board has supervision over and direction of the work of the Board and the staff provided to the Board and shall call and preside at meetings of the Board.	(2) Le président assure la direction de l'Office, dont il convoque et préside les réunions, et contrôle la gestion de son personnel.	Fonctions
Principal office	11. (1) The principal office of the Board shall be at Halifax, Nova Scotia.	11. (1) Le siège de l'Office est à Halifax (Nouvelle-Écosse).	Siège
Meetings	(2) Meetings of the Board shall be held as often as practicable at the principal office of the Board, but may be held at such other places in Canada as the Board may determine.	(2) Les réunions se tiennent dans la mesure du possible au siège, mais elles peuvent avoir lieu en d'autres lieux du Canada, au choix de l'Office.	Réunions
Idem	(3) The Chairman shall call a meeting of the Board on the request of two or more members of the Board.	(3) Le président convoque une réunion sur demande d'au moins deux membres.	Idem
Participation by telephone	(4) Subject to the by-laws of the Board, a member of the Board may, if all the members consent, participate in a meeting of the Board by means of such telephone or other communications facilities as will permit all members participating in the meeting to hear each other, and a member participating in such a meeting by such means is deemed for the purposes of this Part to be present at that meeting.	(4) Sous réserve des règlements administratifs, un membre peut, avec le consentement unanime de ses collègues, participer à une réunion par tout moyen technique, notamment le téléphone, permettant à tous les participants de communiquer oralement entre eux; il est alors réputé, pour l'application de la présente partie, avoir assisté à la réunion.	Téléconférences
Quorum	(5) Three members of the Board, one being the Chairman of the Board and at least one being a Nova Scotia member, constitute a quorum of the Board.	(5) Trois membres dont le président et au moins un membre néo-écossais constituent le quorum.	Quorum
By-laws	12. (1) The Board may make by-laws respecting (a) the calling and conduct of meetings of the Board; (b) the manner of dealing with matters and business before the Board; and (c) the performance of the functions of the Board and the members and officers thereof.	12. (1) L'Office peut, par règlement administratif, prévoir : a) la convocation et le déroulement de ses réunions; b) la procédure relative à l'expédition des affaires dont il doit traiter; c) l'exercice de ses attributions et de celles de ses membres et dirigeants.	Règlements administratifs
Effect	(2) A by-law of the Board is not effective until both the Minister and the Nova Scotia Minister have approved the by-law in writing.	(2) La validité des règlements administratifs de l'Office est subordonnée à leur approbation écrite par le ministre fédéral et le ministre néo-écossais.	Validité
Staff	13. The Minister shall provide the Board with such professional, technical, secretarial, clerical and other staff from among the persons employed in, or seconded to, the Department of Energy, Mines and Resources as is	13. Le ministre fédéral fournit à l'Office le personnel nécessaire à l'exécution de ses travaux en faisant appel aux effectifs du ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources.	Personnel

necessary for the proper performance of the functions of the Board.

Disclosure of
information

14. (1) Notwithstanding section 50 of the Oil Act, information or documentation relating to oil and gas resource activities in the offshore area that is furnished under that Act or the Oil Production Act shall, on request, be disclosed to the Nova Scotia Minister, the Nova Scotia members or to any other person specified pursuant to subsection (6), without requiring the consent of the party who furnished the information or documentation.

Description of
information

(2) For the purposes of facilitating requests for disclosure under subsection (1), the Nova Scotia members shall, at each meeting of the Board, be given a general description, in writing, of the information or documentation referred to in that subsection that has been furnished under the Oil Act or the Oil Production Act since the last such description.

First descrip-
tion

(3) The first general description to be given pursuant to subsection (2) shall cover the information or documentation that has been furnished under the Oil Act or the Oil Production Act since the coming into force of this section.

Applicable
provision

(4) Section 50 of the Oil Act applies, with such modifications as the circumstances require, to a person to whom information or documentation is disclosed pursuant to subsection (1) as if the references in that section to the administration or enforcement of the Oil Act or the Oil Production Act included references to the administration or enforcement of this Act, the Nova Scotia Agreement Act, the Nova Scotia Oil Act or the Nova Scotia Oil Production Act.

Restriction on
release

(5) Notwithstanding subsection (4), no person, other than the Nova Scotia Minister, to whom information or documentation is disclosed pursuant to subsection (1) shall disclose the information or documentation pursuant to subsection 50(3) of the Oil Act unless he is authorized by the Board to do so.

14. (1) Par dérogation à l'article 50 de la Loi sur le pétrole, les renseignements et les documents relatifs au domaine des ressources pétrolières et gazières de la zone extracôtière et fournis en vertu de la même loi ou de la Loi sur la production du pétrole doivent, sur demande, être communiqués au ministre ou aux membres néo-écossais ou à toute personne désignée conformément au paragraphe (6), sans qu'il soit nécessaire d'obtenir le consentement des personnes qui les ont fournis.

Communication
des renseigne-
ments

(2) En vue de faciliter le traitement des demandes de communication, il est remis aux membres néo-écossais, à chaque réunion de l'Office, un sommaire des renseignements ou documents fournis, en vertu des lois mentionnées au paragraphe (1), depuis la remise du dernier sommaire.

Sommaire

(3) Le premier sommaire porte sur les renseignements ou documents fournis depuis l'entrée en vigueur du présent article.

Premier
sommaire

(4) L'article 50 de la Loi sur le pétrole s'applique, compte tenu des adaptations de circonstance, aux personnes à qui sont communiqués des renseignements ou des documents au titre du paragraphe (1) comme si les mentions, dans cet article, de l'application de la même loi ou de la Loi sur la production du pétrole visaient en outre l'application de la présente loi ou des lois néo-écossaises sur l'Accord, le pétrole ou sur la production du pétrole.

Disposition
applicable

(5) Par dérogation au paragraphe (4), il est interdit aux personnes ayant eu communication de renseignements ou de documents au titre du paragraphe (1) de les révéler au titre du paragraphe 50(3) de la Loi sur le pétrole, sans l'autorisation de l'Office. Cette interdiction ne s'applique pas au ministre néo-écossais.

Réserve

Specified
persons

(6) The Minister and the Nova Scotia Minister may, for the purposes of subsection (1), jointly specify in writing, by name or by title or description of office, any person who is engaged in the administration or enforcement of this Act, the Oil Act, the Oil Production Act, the Nova Scotia Agreement Act, the Nova Scotia Oil Act or the Nova Scotia Oil Production Act.

Expenses of
Board

15. Subject to any other Act of Parliament that appropriates moneys for the administrative expenses of the Board, the sums required for those expenses shall be paid out of the Consolidated Revenue Fund from time to time as required.

Decisions of the Board and the Minister

Definitions

"rules"
«règles»

"specified
decision"
«décision...»

16. (1) In this section,
"rules" means the rules made pursuant to subsection (6);
"specified decision" means a decision of the Board respecting

- (a) the calling for the submission of proposals for an exploration agreement pursuant to the Oil Act,
- (b) the entering into and terms of an exploration agreement under the Oil Act,
- (c) the approval of and terms of a plan submitted pursuant to subsection 10(3) of the Oil Act,
- (d) the granting of and terms of a production licence or provisional lease under the Oil Act,
- (e) the authorization of a system for producing oil or gas pursuant to the Oil Production Act, and
- (f) the approval of and terms of a plan submitted pursuant to subsection 3.2(2) of the Oil Production Act in respect of an authorization referred to in paragraph (e),

and includes a decision of the Board varying a decision of the Board respecting a matter referred to in any of paragraphs (a) to (f).

Power to make
decisions

(2) The Minister may, in accordance with the rules,

Personnes
désignées

(6) Le ministre fédéral et le ministre néo-écossais peuvent, pour l'application du paragraphe (1), désigner de concert, par écrit, nommément ou se servant de son titre officiel, toute personne affectée à l'application de la présente loi, des lois sur le pétrole ou sur la production du pétrole ou des lois néo-écossaises sur l'Accord, sur le pétrole ou sur la production du pétrole.

15. Sous réserve de toute autre loi fédérale portant affectation de crédits à l'Office, les sommes nécessaires à ses dépenses administratives sont prélevées sur le Fonds du revenu consolidé en tant que de besoin.

Décisions de l'Office et du ministre

16. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

«décision particulière» Décision, originale ou modificative, portant sur :

- a) les avis d'appel d'offres relatifs aux accords d'exploration publiés conformément à la Loi sur le pétrole;
- b) la conclusion et les modalités d'un accord d'exploration prévus dans la Loi sur le pétrole;
- c) l'approbation et les modalités des programmes soumis conformément au paragraphe 10(3) de la Loi sur le pétrole;
- d) l'octroi et les modalités des licences de production ou des concessions provisoires prévues dans la Loi sur le pétrole;
- e) l'autorisation d'un système de production de pétrole et de gaz conformément à la Loi sur la production du pétrole;
- f) l'approbation et les modalités d'un programme soumis conformément au paragraphe 3.2(2) de la Loi sur la production du pétrole relativement à l'autorisation visée à l'alinéa e).

«règles» Les règles d'application du paragraphe (6).

(2) Le ministre fédéral peut, conformément aux règles :

«décision
particulière»
"specified
decision"

«règles»
"rules"

Pouvoir
décisionnel

- (a) accept a decision of the Board;
 (b) substitute his decision for a decision of the Board; and
 (c) make a decision in lieu of the Board where the Board has failed to make the decision after a written request of the Minister to do so.
- 5
- a) confirmer les décisions de l'Office;
 b) substituer ses propres décisions à celles de l'Office;
 c) rendre une décision à la place de l'Office quand ce dernier n'en a pas rendu sur demande écrite du ministre.
- 5

Power to delay implementation of decisions

- (3) Where the Minister,
 (a) pursuant to paragraph (2)(a) or (b), accepts a specified decision of the Board or substitutes his decision for a specified decision of the Board, or
 (b) pursuant to paragraph (2)(c), makes a decision in lieu of the Board where the Board has failed to make a specified decision after a written request to do so,
 a Nova Scotia member may, in accordance with the rules, delay implementation of the decision of the Minister.
- 10
- (3) Tout membre néo-écossais peut, conformément aux règles, reporter la mise à exécution d'une décision du ministre fédéral qui :
- 10
- a) conformément aux alinéas (2)a) ou b), confirme une décision particulière de l'Office ou y substitue la sienne;
 b) conformément à l'alinéa (2)c), prend une décision lorsque l'Office n'a pas pris une décision particulière bien que saisi d'une demande écrite à cet effet.
- 15

Veto suspensif des membres

Idem

- (4) The Nova Scotia Minister may, in accordance with the rules, delay implementation of any decision of the Minister referred to in the rules.
- 20
- (4) Le ministre néo-écossais peut, conformément aux règles, reporter la mise à exécution de toute décision du ministre fédéral précisée dans les règles.
- 20

Veto suspensif du ministre

No implementation

- (5) Subject to the rules, a decision of the Board or the Minister shall not be implemented during any period in which further action may be, or is required to be, taken under the rules in respect of the decision.
- 25
- (5) Sous réserve des règles, les décisions de l'Office ou du ministre fédéral ne sont pas mises en oeuvre avant l'expiration du délai pendant lequel des mesures peuvent être prises à leur égard en application des règles.
- 25

Mise en oeuvre différente

Rules

- (6) The Minister and Nova Scotia Minister shall jointly make such rules as they deem necessary to give effect to the provisions of this section.
- 30
- (6) Le ministre fédéral et le ministre néo-écossais prennent de concert les règles d'application du présent article.
- 30

Règles

Idem

- (7) Without restricting the generality of subsection (6), the rules may
 (a) provide for the recording in writing of decisions or votes on decisions;
 (b) provide for the reference of decisions or the giving of notice of decisions;
 (c) prescribe limitation periods for the taking of any action and prohibit the taking of any action during such periods; and
 (d) prescribe different periods during which implementation of decisions of different types may be delayed.
- 35
- (7) Les règles peuvent notamment prévoir :
- 35
- a) la constatation par écrit des décisions ou des votes exprimés à leur sujet;
 b) le renvoi des décisions ou la remise d'avis de décision;
 c) la fixation de délais pour la prise de mesures et l'interdiction de prendre des mesures pendant ces délais;
 d) la fixation de délais de report des diverses décisions.
- 40

Objet

Binding effect of rules

- (8) The rules are binding on the Board, the Minister and the Nova Scotia Minister.
- (8) Les règles lient l'Office et les ministres fédéral et néo-écossais.

Effet

Crown Shares

Parts de la Couronne

Definitions	17. (1) In this section,	17. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.	Définitions
"Crown share" «part...»	"Crown share" means a Crown share in respect of the offshore area;	«part de la Couronne» Part de la Couronne afférente à la zone extracôtière.	«part de la Couronne» "Crown share"
"provincial corporate agent" «société...»	"provincial corporate agent" means a corporation that is an agent of Her Majesty in right of Nova Scotia.	5 «société mandataire provinciale» Société mandataire de Sa Majesté du chef de la Nouvelle-Écosse.	5 «société mandataire provinciale» "provincial corporate agent"
Right to acquire	(2) Subject to this section, Her Majesty in right of Nova Scotia may acquire (a) up to a fifty per cent portion of any Crown share in a gas field; and (b) up to a twenty-five per cent portion of any Crown share in an oil field.	(2) Sous réserve du présent article, Sa Majesté du chef de la Nouvelle-Écosse peut acquérir : 10 a) jusqu'à cinquante pour cent de toute part de la Couronne dans un champ de gaz; b) jusqu'à vingt-cinq pour cent de toute part de la Couronne dans un champ 15 pétrolifère.	Droit d'acquisition 10
Acquisition by provincial corporate agent	(3) The Nova Scotia Minister may authorize any provincial corporate agent to acquire, on behalf of Her Majesty in right of Nova Scotia, a portion of a Crown share pursuant to subsection (2), and only a provincial corporate agent so authorized may acquire a portion pursuant to that subsection.	(3) Le ministre néo-écossais peut autoriser toute société mandataire provinciale à acquérir, pour le compte de Sa Majesté du chef de la Nouvelle-Écosse, une fraction d'une part 20 de la Couronne au titre du paragraphe (2), et seule cette société peut faire l'acquisition en cause.	Acquisition par une société mandataire provinciale
Restriction	(4) No portion of a Crown share in a field 20 may be acquired pursuant to subsection (2) earlier than the day on which an order is made in respect of the field under section 44 or 46 of the Oil Act, whichever first occurs, or later than the day immediately preceding 25 the day on which the share is transferred or disposed of pursuant to paragraph 31(1)(a) or subsection 32(1) of the Oil Act.	(4) Les acquisitions visées au paragraphe (2) ne peuvent s'effectuer ni avant la 25 date du premier arrêté pris, à l'égard du champ en cause, en vertu des articles 44 ou 46 de la Loi sur le pétrole, ni à compter de la date du transfert ou d'aliénation, conformément à l'alinéa 31(1)a) ou au paragraphe 30 32(1) de la même loi, de la part de la Couronne en cause.	Réserve
Significant or commercial discoveries	(5) On the request in writing of the Nova Scotia Minister, the Board shall as soon as 30 practicable determine if a significant or commercial discovery has been made on any part of the offshore area specified in the request and, where the Board is satisfied that such a discovery has been made, the Minister shall 35 make a declaration to that effect under section 44 or 46 of the Oil Act, as the case may be.	(5) À la demande écrite du ministre néo-écossais, l'Office détermine, dans les meilleurs délais, s'il a été fait une découverte 35 importante ou une découverte commerciale dans un secteur de la zone extracôtière indiqué dans la demande. Lorsque l'Office est convaincu que tel est le cas, le ministre fédéral fait une déclaration en ce sens conformément aux articles 44 ou 46 de la Loi sur le pétrole.	Découvertes importantes et découvertes commerciales
Notice of intention to acquire	(6) Where it is intended to acquire a portion of a Crown share pursuant to subsection 40 (2), the Nova Scotia Minister shall notify the	(6) En cas de projet d'acquisition d'une fraction au titre du paragraphe (2), le ministre néo-écossais, indique, par avis écrit, au 45	Avis : acquisition

Minister in writing of the portion to be acquired, the day on which the portion is to be acquired and the provincial corporate agent by which the portion is to be acquired.

Notice of
intention to
transfer or
dispose

(7) At least sixty days before a Crown share is transferred or disposed of pursuant to paragraph 31(1)(a) or subsection 32(1) of the Oil Act, the Minister shall notify the Nova Scotia Minister in writing of the proposed transfer or disposal, including the day on which the transfer or disposal is to take place.

Notice of
intention to
acquire

(8) Notwithstanding subsection (6), where the Nova Scotia Minister has been notified pursuant to subsection (7) of the proposed transfer or disposal of a Crown share and it is intended to acquire a portion of that share pursuant to subsection (2), the Nova Scotia Minister shall notify the Minister in accordance with subsection (6) at least fifteen days before the day specified in the notice of the Minister as the day on which the transfer or disposal is to take place, and if the Nova Scotia Minister fails to do so, no portion of that share may, within one year after the day so specified, be acquired pursuant to subsection (2) without the approval of the Minister.

Terms and
conditions of
acquisition

(9) An acquisition pursuant to subsection (2) shall be made on such terms and conditions as are determined by the Minister and Nova Scotia Minister in accordance with the Agreement and takes effect on the day specified in the notice of the Nova Scotia Minister under subsection (6).

Restriction

(10) A portion of a Crown share acquired pursuant to subsection (2) shall not be transferred to or held by the Nova Scotia Minister.

Applicable
provisions

(11) Sections 33, 34, 36, 37 and 38 of the Oil Act apply, with such modifications as the circumstances require, to a provincial corporate agent that has acquired a portion of a Crown share pursuant to subsection (2) as if

(a) the references therein to a designated Crown corporation were references to the provincial corporate agent;

(b) the references therein to a Crown share transferred under section 31 of that Act were references to the portion; and

ministre fédéral, la fraction visée, la date d'acquisition prévue et la société mandataire provinciale qui se porte acquéreur.

Préavis :
transfert ou
aliénation

(7) Le ministre fédéral donne au ministre néo-écossais un préavis écrit d'au moins soixante jours de tout projet de transfert d'une part de la Couronne au titre de l'alinéa 31(1)a) de la Loi sur le pétrole ou d'aliénation au titre du paragraphe 32(1) de la même loi et de la date de transfert ou d'aliénation prévue.

Avis : projet
d'acquisition

(8) Par dérogation au paragraphe (6), lorsque le ministre néo-écossais a été avisé en application du paragraphe (7) et que l'acquisition d'une fraction au titre du paragraphe (2) est projetée, il donne au ministre fédéral l'avis visé au paragraphe (6) au moins quinze jours avant la date de transfert ou d'aliénation prévue dans le préavis. À défaut, le consentement du ministre fédéral est obligatoire pour l'acquisition de cette fraction au titre du paragraphe (2) dans l'année qui suit cette date.

Modalités de
l'acquisition

(9) L'acquisition se fait suivant les modalités que fixent les ministres fédéral et néo-écossais conformément à l'Accord; elles prennent effet à la date mentionnée dans l'avis que donne le ministre néo-écossais conformément au paragraphe (6).

Réserve

(10) La fraction acquise au titre du paragraphe (2) ne peut être transférée au ministre néo-écossais, ni être détenue par lui.

Dispositions
applicables

(11) Les articles 33, 34, 36, 37 et 38 de la Loi sur le pétrole s'appliquent, compte tenu des adaptations de circonstance, à la société mandataire provinciale qui a acquis une fraction au titre du paragraphe (2) comme si les mentions qui y sont faites :

a) d'une société de la Couronne désignée visaient la société mandataire provinciale;

b) d'une part de la Couronne transférée au titre de l'article 31 de la même loi visaient la fraction en cause;

(c) the reference therein to Her Majesty in right of Canada were a reference to Her Majesty in right of Nova Scotia.

c) de Sa Majesté du chef du Canada visaient Sa Majesté du chef de la Nouvelle-Écosse.

Idem

(12) Where a portion of a Crown share acquired pursuant to subsection (2) is transferred by a provincial corporate agent to another provincial corporate agent, sections 33, 34, 36, 37 and 38 of the Oil Act apply, with such modifications as the circumstances require, to that other provincial corporate agent as if

(12) Lorsqu'une fraction acquise au titre du paragraphe (2) est transférée par une société mandataire provinciale à une autre, les articles 33, 34, 36, 37 et 38 de la Loi sur le pétrole s'appliquent, compte tenu des adaptations de circonstance, à l'autre société comme si les mentions qui y sont faites :

(a) the references therein to a designated Crown corporation were references to the other provincial corporate agent;

a) d'une société de la Couronne désignée visaient l'autre société;

(b) the references therein to a Crown share transferred under section 31 of that Act were references to the portion; and

b) d'une part de la Couronne transférée au titre de l'article 31 de cette loi visaient la fraction en cause;

(c) the reference therein to Her Majesty in right of Canada were a reference to Her Majesty in right of Nova Scotia.

c) de Sa Majesté du chef du Canada visaient Sa Majesté du chef de la Nouvelle-Écosse.

Immunity from reduction

(13) A portion of a Crown share acquired pursuant to subsection (2) is immune from reduction under section 23 of the Oil Act for as long as it is held by a provincial corporate agent.

(13) Les fractions acquises au titre du paragraphe (2) sont exemptes de la réduction visée à l'article 23 de la Loi sur le pétrole tant qu'une société mandataire provinciale les détient.

Opportunity to acquire

(14) Where, within ten years after the acquisition of a portion of a Crown share pursuant to subsection (2), the portion or any part thereof is held on behalf of Her Majesty in right of Nova Scotia and it is intended to dispose of the portion or part otherwise than to an agent or servant of Her Majesty in right of Nova Scotia, the Minister shall be given a reasonable opportunity prior to such disposal to acquire the portion or part on behalf of Her Majesty in right of Canada at a price determined in accordance with the Agreement.

(14) Le ministre fédéral dispose d'un droit de préemption pour le compte de Sa Majesté du chef du Canada, sur tout ou partie de la fraction acquise au titre du paragraphe (2) et détenue pour le compte de Sa Majesté du chef du Canada, lorsqu'il est prévu de l'aliéner, dans les dix ans suivant l'acquisition, si l'aliénataire n'est ni un mandataire ou un agent de Sa Majesté du chef de la Nouvelle-Écosse. Le prix en est fixé conformément à l'Accord.

Break in Crown ownership

(15) Subsections (10) to (14) do not apply in respect of any portion of a Crown share acquired pursuant to subsection (2) that has been transferred otherwise than to a provincial corporate agent, whether or not the portion has subsequently been acquired or reacquired by a provincial corporate agent.

(15) Les paragraphes (10) à (14) ne s'appliquent pas aux fractions acquises au titre du paragraphe (2) qui ont été cédées à d'autres personnes qu'à une société mandataire provinciale. L'exclusion vaut même si une telle société se porte par la suite acquéreur de la fraction.

Acquisition under Oil Act

(16) Nothing in this section shall be construed as preventing or otherwise restricting Her Majesty in right of Nova Scotia from

(16) Le présent article n'a pas pour effet d'empêcher ou de limiter pour Sa Majesté du chef de la Nouvelle-Écosse la possibilité d'ac-

Acquisition : Loi sur le pétrole

acquiring a Crown share pursuant to the Oil Act.

quérir une part de la Couronne au titre de la Loi sur le pétrole.

Provincial
Crown share

18. Section 17, other than paragraphs (11)(c) and (12)(c) and subsection (16), applies, with such modifications as the circumstances require, in respect of a Crown share held and administered by the Minister pursuant to subsection 25(3) as if

(a) the references therein to a Crown share were references to the Crown share 10 so held and administered;

(b) the references therein to provisions of the Oil Act were references to the corresponding provisions of the Nova Scotia Oil Act; and 15

(c) the references therein to the offshore area were references to the offshore area as defined in the Nova Scotia Agreement Act.

18. L'article 17, hormis ses alinéas (11)c) et (12)c) et son paragraphe (16), s'applique, 5 compte tenu des adaptations de circonstance, aux parts de la Couronne détenues et gérées par le ministre fédéral au titre du paragraphe 25(3) comme si les mentions qui y sont faites :

a) d'une part de la Couronne visaient des 10 parts de la Couronne ainsi détenues et gérées;

b) des dispositions de la Loi sur le pétrole visaient les dispositions correspondantes de la Loi néo-écossaise sur le pétrole; 15

c) de la zone extracôtière visaient la zone extracôtière au sens de la Loi néo-écossaise sur l'Accord.

Part de la
Couronne
provinciale

Calls for Proposals

Appels d'offres

Request for call

19. (1) The Nova Scotia Minister may 20 request the Board in writing to prepare a call for the submission of proposals for an exploration agreement pursuant to the Oil Act.

19. (1) Le ministre néo-écossais peut, par 20 écrit, demander à l'Office de préparer tout avis d'appel d'offre publié conformément à la Loi sur le pétrole, relatif à un accord d'exploration.

Demande

Consideration
by Board

(2) On receipt of a request under subsection (1), the Board shall forthwith consider the request, having due regard to the objectives set out in Schedule II to the Agreement, and make such decision with respect thereto as it considers appropriate. 30

(2) Sur réception de la demande, l'Office l'examine, en tenant compte des objectifs 25 exposés à l'annexe II de l'Accord, et prend la décision qu'il estime indiquée.

Examen

Benefit Plans

Retombées économiques locales

Terms of plan

20. (1) A plan submitted pursuant to subsection 10(3) of the Oil Act or subsection 3.2(2) of the Oil Production Act in respect of the offshore area shall, in addition to the requirements of that subsection, make particular provision 35

20. (1) Les plans visés aux paragraphes 10(3) de la Loi sur le pétrole ou 3.2(2) de la Loi sur la production du pétrole à l'égard de 30 la zone extracôtière doivent comporter, outre les mesures d'application de ces paragraphes, les objectifs suivants :

Main-d'œuvre
et entreprise

(a) for the employment of individuals resident in Nova Scotia at all levels in the work program or the work or activity to which the plan relates; and 40

(b) for giving manufacturers, consultants, contractors and service companies based in Nova Scotia a full and fair opportunity to participate on a competitive basis in the

a) recours à la main-d'œuvre néo-écossaise à tous les niveaux de l'exécution des 35 programmes de travaux, des travaux et des activités;

b) juste possibilité pour les industriels, les conseillers, les entrepreneurs et les sociétés de services établis en Nouvelle-Écosse de 40 participer, dans des conditions de libre

supply of goods and services used in that work program or that work or activity.

concurrence, à la fourniture des biens et services nécessités par ces travaux ou activités.

Additional
program

(2) In addition to the plan referred to in subsection (1), the Minister shall require the submission, before the commencement of any work program or before he authorizes any work or activity, as the case may be, in respect of the offshore area, of a program satisfactory to the Minister and Nova Scotia Minister for the promotion of education and training and of research and development in Nova Scotia in relation to oil and gas resource activities in the offshore area.

(2) Outre les plans visés au paragraphe (1), le ministre fédéral se fait présenter, avant la mise en oeuvre du programme de travaux ou l'octroi de l'autorisation de travaux ou d'activités relatifs à la zone extracôtière, un programme prévoyant des actions d'enseignement, de formation et de recherche-développement en Nouvelle-Écosse dans le domaine des ressources pétrolières et gazières de cette zone, l'appréciation du programme lui incombant conjointement avec le ministre néo-écossais.

Programme
supplémentaire

Supply

Approvisionnement

Security of
supply

21. The Minister may, with the approval of the Governor in Council, enter into an agreement with the Nova Scotia Minister to implement the provisions of the Agreement respecting the security of the supply of oil and gas in Nova Scotia.

21. Le ministre fédéral peut, avec l'agrément du gouverneur en conseil, conclure des accords avec le ministre néo-écossais sur la mise en oeuvre des clauses de l'Accord relatives à la sécurité des approvisionnements pétroliers et gaziers en Nouvelle-Écosse.

Sécurité des
approvisionne-
ments

Definitions

"issuing
authority"
«autorité...»

"Nova Scotia
offshore
pipeline"
«pipe-line...»

22. (1) In this section, "issuing authority" means the Minister and the National Energy Board;

"Nova Scotia offshore pipeline" means a line for the transmission of oil or gas in the offshore area or from the offshore area to Nova Scotia, and includes all lines, branches, extensions, tanks, reservoirs, storage facilities, pumps, racks, compressors, loading facilities, interstation systems of communication by telephone, telegraph or radio, and real and personal property and works connected therewith that are located within Nova Scotia or the offshore area.

22. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

«autorité responsable» Le ministre fédéral et l'Office national de l'Énergie.

«pipe-line extracôtier néo-écossais» Canalisation de transport de pétrole et de gaz dans la zone extracôtière et à partir de celle-ci à destination de la Nouvelle-Écosse. Y sont assimilés les lignes, les branchements, extensions, citernes, réservoirs, installations d'emmagasiner, pompes, rampes de chargement, compresseurs, moyens de chargement, systèmes de communication entre station par téléphone, télégraphe ou radio, ainsi que les biens immeubles ou meubles et les ouvrages connexes situés en Nouvelle-Écosse ou dans la zone extracôtière.

Définitions

«autorité
responsable»
"issuing
authority"

«pipe-line
extracôtier
néo-écossais»
"Nova Scotia
offshore
pipeline"

Pipelines

(2) Notwithstanding any other Act of Parliament, an issuing authority shall not issue a certificate or authorization in respect of a Nova Scotia offshore pipeline, unless the issuing authority is satisfied that the Government of Nova Scotia has been given a

(2) Par dérogation à toute autre loi fédérale, l'autorité responsable ne peut délivrer de certificat ou d'autorisation pour un pipe-line extracôtier néo-écossais que si elle estime que le gouvernement néo-écossais s'est vu offrir la possibilité d'acquiescer au moins

Pipe-lines

reasonable opportunity to acquire at least a fifty per cent ownership interest in the pipeline.

cinquante pour cent de la propriété du pipe-line.

Delegation

Délégation de pouvoirs

Delegation to Board

23. (1) The Minister shall, by order, delegate to the Board, in relation to the offshore area, his functions referred to in Schedule III to the Agreement, other than the execution of interests and licences under section 26 of the Oil Act and subsection 3.2(1) of the Oil Production Act.

23. (1) Le ministre fédéral délègue, par arrêté, à l'Office, celles de ses attributions intéressant la zone extracôtière, qui sont visées à l'annexe III de l'Accord, à l'exception de son pouvoir d'exécution à l'égard des droits et des licences au titre de l'article 26 de la Loi sur le pétrole et du paragraphe 3.2(1) de la Loi sur la production du pétrole.

Délégation à l'Office

Additional delegation

(2) The Minister may, with the approval of the Governor in Council, enter into an agreement with the Nova Scotia Minister for the performance by the Board of any of their corresponding functions under the Oil Act or Oil Production Act and under the Nova Scotia Oil Act or Nova Scotia Oil Production Act and for such other matters relating thereto as may be agreed upon by the Minister and Nova Scotia Minister.

(2) Le ministre fédéral peut, avec l'agrément du gouverneur en conseil, conclure des accords avec le ministre néo-écossais sur l'exécution par l'Office de leurs attributions respectives aux termes des lois fédérales et provinciales sur le pétrole ou sur la production du pétrole au sens de la présente loi et sur toute autre question y afférente.

Délégation additionnelle

Idem

(3) Where the Minister enters into an agreement pursuant to subsection (2), he shall, by order, delegate to the Board, in relation to the offshore area, his functions specified in the agreement with effect as of the date on which the Board is authorized to perform the corresponding functions of the Nova Scotia Minister.

(3) Lorsque le ministre fédéral conclut un tel accord, il délègue à l'Office, par arrêté, les attributions intéressant la zone extracôtière qui y sont mentionnées. La délégation prend effet au moment où l'Office peut exercer les attributions correspondantes du ministre néo-écossais.

Idem

Terms

(4) The Minister may, with the concurrence of the Nova Scotia Minister, make an order under this section subject to such terms and conditions, including restriction of the order to any specified part of the offshore area, as the Minister deems appropriate.

(4) Le ministre fédéral peut, avec l'agrément du ministre néo-écossais, assortir les arrêtés qu'il prend au titre du présent article des modalités qu'il estime indiquées, notamment pour en restreindre l'application à toute partie de la zone extracôtière.

Modalités

Delegation to Nova Scotia Minister

24. (1) With the approval of the Governor in Council, the Minister may, by order, grant authority to the Nova Scotia Minister to perform, in relation to the offshore area and on behalf of the Minister, any function that the Minister is authorized to perform under this Act, the Oil Act or the Oil Production Act, other than a function that is delegated to the Board pursuant to section 23.

24. (1) Avec l'agrément du gouverneur en conseil, le ministre fédéral peut, par arrêté, déléguer au ministre néo-écossais l'exercice, pour le compte du délégant, des attributions intéressant la zone extracôtière qui lui sont dévolues au titre de la présente loi et des lois sur le pétrole et sur la production du pétrole, à l'exception de celles qui sont déléguées à l'Office en vertu de l'article 23.

Délégation au ministre néo-écossais

Terms

(2) The Minister may make an order under this section subject to such terms and conditions, including restriction of the order

(2) Le ministre fédéral peut assortir les arrêtés qu'il prend au titre du présent article des modalités qu'il estime indiquées, notam-

Modalités

to any specified part of the offshore area, as he deems appropriate.

Definition of
"federal
authority"

25. (1) In this section, "federal authority" means the Minister, Committee, Chief Conservation Officer and any conservation engineer appointed for the purposes of the Oil Production Act.

Delegated
provincial
functions

(2) When authorized by or pursuant to the Nova Scotia Agreement Act, a federal authority may, on behalf of the Government of Nova Scotia, perform any functions in relation to the offshore area, as defined in that Act, that the federal authority is authorized to perform under this Act, the Oil Act, the Oil Production Act or the *Canadian Ownership and Control Determination Act*.

Provincial
Crown share

(3) When authorized by or pursuant to the Nova Scotia Agreement Act, the Minister may, on behalf of Her Majesty in right of Nova Scotia, hold and administer, and transfer or dispose of, any Crown share in respect of the offshore area, as defined in that Act, reserved to Her Majesty in that right by that Act.

Receiver
General

(4) When authorized by or pursuant to the Nova Scotia Agreement Act, the Receiver General may, on behalf of Her Majesty in right of Nova Scotia, accept payment of any amount on account of any royalty, rental, fee, cash bonus, deposit or other amount payable under or pursuant to the Nova Scotia Oil Act or the Nova Scotia Oil Production Act or the regulations under either such Act.

Additional
members

26. (1) For the purposes of performing any functions in relation to the offshore area and any functions that the Committee is authorized to perform pursuant to subsection 25(2), the Committee shall consist of

- (a) the five members appointed pursuant to section 4 of the Oil Production Act; and
- (b) two members to be appointed by the Governor in Council from among persons named in a list of nominees submitted by the Nova Scotia Minister to the Minister.

ment pour en restreindre l'application à toute partie de la zone extracôtière.

25. (1) Pour l'application du présent article, «délégué fédéral» s'entend du ministre fédéral, du Comité et du Directeur et des ingénieurs de la conservation nommés pour l'application de la Loi sur la production du pétrole.

(2) Lorsqu'il y est autorisé par la Loi néo-écossaise sur l'Accord ou sous son régime, le délégué fédéral peut exercer, pour le compte du gouvernement de la Nouvelle-Écosse, les attributions intéressant la zone extracôtière, au sens de la même loi, qu'il peut exercer au titre de la présente loi, des lois sur le pétrole ou sur la production du pétrole ou de la *Loi sur la détermination de la participation et du contrôle canadien*.

(3) Lorsqu'il y est autorisé par la Loi néo-écossaise sur l'Accord ou sous son régime, le ministre fédéral peut, pour le compte de Sa Majesté du chef de la Nouvelle-Écosse, détenir, gérer, transférer ou aliéner toute part de la Couronne relative à la zone extracôtière, au sens de la même loi, qui est réservée par celle-ci à Sa Majesté de ce chef.

(4) Lorsqu'il y est autorisé par la Loi néo-écossaise sur l'Accord ou sous son régime, le receveur général peut, pour le compte de Sa Majesté du chef de la Nouvelle-Écosse, accepter tout montant — redevance, loyer, droit, prime, dépôt ou autre — payable, au titre des lois néo-écossaises sur le pétrole ou sur la production du pétrole ou de leurs règlements d'application.

26. (1) Pour l'exercice de ses attributions intéressant la zone extracôtière et des attributions qui lui sont dévolues au titre du paragraphe 25(2), le Comité est composé comme il suit :

- a) les cinq membres nommés en application de l'article 4 de la Loi sur la production du pétrole;
- b) deux membres nommés par le gouverneur en conseil à partir d'une liste de candidats que le ministre néo-écossais propose au ministre fédéral.

Définition de
«délégué
fédéral»

Délégation
d'attributions
provinciales

Part de la
Couronne
provinciale

Attributions :
receveur
général

Complément
d'effectifs

Nomination	(2) At least five persons shall be named in the list referred to in paragraph (1)(b) and no person shall be so named unless he has specialized, expert or technical knowledge of oil and gas.	(2) La liste, qui ne peut comporter que des experts ou des spécialistes en pétrole ou gaz, compte au moins cinq personnes.	Qualité
Terms of appointment	(3) A member of the Committee appointed pursuant to paragraph (1)(b) holds office subject to such terms and conditions as the Governor in Council may prescribe.	(3) Le mandat des membres nommés à partir de la liste est assujéti aux conditions fixées par le gouverneur en conseil.	Mandat
Provision not applicable	(4) Subsection 4(2) of the Oil Production Act does not apply in respect of a member of the Committee appointed pursuant to paragraph (1)(b).	(4) Le paragraphe 4(2) de la Loi sur la production du pétrole ne s'applique pas à un membre nommé à partir de la liste.	Exclusion
Provisions applicable	(5) Subsections 4(3), 5(2), 5(4) and 5(5) and section 6 of the Oil Production Act apply in respect of a member of the Committee appointed pursuant to paragraph (1)(b).	(5) Les paragraphes 4(3), 5(2), (4) et (5) et l'article 6 de la même loi s'appliquent à ces membres.	Application

*Legal Proceedings**Contentieux*

Appeal to Supreme Court of Nova Scotia	27. (1) Where the Minister under subsection 43(4) of the Oil Act confirms or varies an assessment of royalty payable in respect of the offshore area or fails, within ninety days after the date of mailing of a notice of objection, to notify the party objecting that the Minister has vacated, varied or confirmed such an assessment, that party may appeal to the Trial Division of the Supreme Court of Nova Scotia to have the assessment vacated or varied.	27. (1) Lorsqu'en application du paragraphe 43(4) de la Loi sur le pétrole, le ministre fédéral confirme ou modifie la cotisation d'une redevance payable à l'égard de la zone extracôtière, ou n'avise pas, dans les quarante-vingt-dix jours suivant la date d'envoi par la poste de l'avis d'opposition, la partie qui en est l'auteur, celle-ci peut interjeter appel auprès de la division de première instance de la Cour suprême de la Nouvelle-Écosse, pour faire annuler ou modifier la cotisation.	Appel à la Cour suprême de la Nouvelle-Écosse
Provision not applicable	(2) Subsection 43(5) of the Oil Act does not apply in respect of an assessment referred to in subsection (1).	(2) Le paragraphe 43(5) de la même loi ne s'applique pas à une cotisation visée au paragraphe (1).	Exclusion
Provisions applicable	(3) Subsections 43(6) to (9) of the Oil Act apply, with such modifications as the circumstances require, in respect of an appeal under subsection (1) as if (a) the references therein to an appeal under subsection (5) were references to an appeal under subsection (1) of this section; and (b) the references therein to the Federal Court of Canada were references to the Trial Division of the Supreme Court of Nova Scotia.	(3) Les paragraphes 43(6) à (9) de la même loi s'appliquent, compte tenu des adaptations de circonstance, à l'appel formé en application du paragraphe (1) comme si la mention qui y est faite : a) d'un appel formé en application du paragraphe (5) de la même loi visait celui formé en application du présent article; b) de la Cour fédérale du Canada visait la division de première instance de la Cour suprême de la Nouvelle-Écosse.	Application
Appeal to Supreme Court of Nova Scotia	28. (1) Any order in respect of the offshore area that is the subject of a hearing under section 56 of the Oil Act is subject to	28. (1) Est soumis au pouvoir de révision de la division de première instance de la Cour suprême de la Nouvelle-Écosse, qui	Révision en Cour suprême de la Nouvelle-Écosse

review and to be set aside by the Trial Division of the Supreme Court of Nova Scotia.

peut l'annuler, l'arrêté relatif à la zone extracôtière qui fait l'objet d'une audition sous le régime de l'article 56 de la Loi sur le pétrole.

Provision not applicable

(2) Subsection 56(5) of the Oil Act does not apply in respect of an order referred to in subsection (1).

(2) Le paragraphe 56(5) de la même loi ne s'applique pas à un arrêté visé au paragraphe (1).

Exclusion

Enforcement of Committee orders

29. (1) Any order made by the Committee in respect of the offshore area may, for the purposes of the enforcement thereof, be made an order of the Supreme Court of Nova Scotia and, when so made, may be enforced in like manner as any order of that Court.

29. (1) Les ordonnances du Comité intéressant la zone extracôtière peuvent être homologuées devant la Cour suprême de la Nouvelle-Écosse et, dès lors, leur mode d'exécution est assimilé à celui des ordonnances de cette juridiction.

Homologation à fin d'exécution

Procedure

(2) To make an order of the Committee an order of the Supreme Court of Nova Scotia, the practice and procedure established by the Nova Scotia Oil Production Act for making any order an order of that Court may be followed.

(2) La procédure d'homologation est celle établie par la Loi néo-écossaise sur la production du pétrole.

Procédure

New order

(3) When an order of the Committee has been made an order of the Supreme Court of Nova Scotia, any order of the Committee, or of the Governor in Council under section 40 of the Oil Production Act, rescinding or replacing the first mentioned order of the Committee, is deemed to cancel the order of the Court and may in like manner be made an order of the Court.

(3) L'ordonnance du Comité ou celle rendue par le gouverneur en conseil en application de l'article 40 de la Loi sur la production du pétrole annulant ou remplaçant une ordonnance homologuée est réputée annuler l'ordonnance de la juridiction. Elle peut également y être homologuée.

Nouvelle ordonnance

Provision not applicable

(4) Section 11 of the Oil Production Act does not apply in respect of an order referred to in subsection (1).

(4) L'article 11 de la même loi ne s'applique pas aux ordonnances visées au paragraphe (1).

Exclusion

Stated case for Supreme Court of Nova Scotia

30. (1) The Committee may of its own motion, or at the request of the Minister, state a case, in writing, for the opinion of the Appeal Division of the Supreme Court of Nova Scotia upon any question relating to the offshore area that in the opinion of the Committee is a question of law or of the jurisdiction of the Committee.

30. (1) Le Comité peut, d'office ou à la demande du ministre fédéral, soumettre une affaire par écrit, en vue d'obtenir un jugement déclaratoire de la division d'appel de la Cour suprême de la Nouvelle-Écosse, sur toute question relative à la zone extracôtière qu'il estime être une question de droit ou de sa compétence.

Exposé de faits

Provision not applicable

(2) Section 39 of the Oil Production Act does not apply in respect of a question referred to in subsection (1).

(2) L'article 39 de la même loi ne s'applique pas aux questions visées au paragraphe (1).

Exclusion

Appeal to Supreme Court of Canada

31. The references in subsection 41(1) of the Oil Production Act to a decision or order of the Committee include references to a decision or order of the Committee made in the performance of a function that the Com-

31. La mention au paragraphe 41(1) de la Loi sur la production du pétrole d'une décision ou d'une ordonnance du Comité vise celle prise dans l'exécution d'attributions qu'il peut exercer au titre du paragraphe 25(2).

Appel à la Cour suprême

mittee is authorized to perform pursuant to subsection 25(2).

Criminal
liability

32. No person, including the Chief Conservation Officer, required, directed or authorized to act under section 24 of the Nova Scotia Oil Production Act is criminally liable in respect of any act or omission in the course of complying with that section unless it is shown that he did not act reasonably in the circumstances.

32. Les personnes, dont le Directeur de la conservation, qui prennent les mesures prévues à l'article 24 de la Loi néo-écossaise sur la production du pétrole, n'encourent, sauf décision injustifiable prouvée, aucune responsabilité criminelle pour les actes qu'elles auront accomplis ou les omissions dont elles auront été responsables en application de cet article.

Responsabilité
criminelle

General

Consultation
with Board

33. (1) Before the Minister or the Governor in Council exercises, in respect of the offshore area, a power conferred on him by subsection 5(2), section 6 or subsection 24(4), 40(13), 40(14), 41(9), 41(10), 44(3), 46(2), 48(1), 55(1) or 55(2) of the Oil Act, the Minister shall consult the Board with respect to the proposed exercise of the power and, if the power is one conferred on the Governor in Council, shall inform the Governor in Council of the advice of the Board.

Delay

(2) Where the Minister has consulted the Board with respect to the proposed exercise of a power conferred on the Governor in Council by subsection 5(2) or section 6 of the Oil Act, the Minister shall, if requested by the Nova Scotia Minister within one week after the consultation, delay informing the Governor in Council of the advice of the Board with respect to the proposed exercise of the power for such period, not exceeding thirty days, as the Nova Scotia Minister may specify in his request.

Idem

(3) Where the Minister has consulted the Board with respect to the proposed exercise of a power conferred on him by subsection 24(4), 40(14), 41(10), 44(3) or 46(2) of the Oil Act, the Minister shall, if requested by the Nova Scotia Minister within one week after the consultation, delay exercising the power for such period, not exceeding thirty days, as the Nova Scotia Minister may specify in his request.

Her Majesty in
right of Nova
Scotia

34. For the purposes of the Oil Act,
(a) "holder" or "interest holder", in relation to the offshore area, includes, where

Dispositions générales

33. (1) Le ministre fédéral, avant que lui-même ou le gouverneur en conseil n'exerce un pouvoir intéressant la zone extracôtière conféré par le paragraphe 5(2), l'article 7 ou les paragraphes 24(4), 40(13) ou (14), 41(9) ou (10), 44(3), 46(2), 48(1), 55(1) ou (2) de la Loi sur le pétrole, consulte l'Office à ce sujet et si ce pouvoir compte parmi ceux qui sont conférés au gouverneur en conseil, il lui transmet l'avis de l'Office.

Consultation de
l'Office

(2) S'il s'agit d'un pouvoir conféré au gouverneur en conseil par le paragraphe 5(2) ou l'article 6 de la Loi sur le pétrole, le ministre fédéral, sur demande présentée par le ministre néo-écossais dans la semaine suivant la consultation, reporte la transmission du délai indiqué, à concurrence de trente jours, dans la demande.

Report de
transmission

(3) S'il s'agit d'un pouvoir conféré par les paragraphes 24(4), 40(14), 41(10), 44(3) ou 46(2) de la Loi sur le pétrole, le ministre fédéral, sur demande présentée par le ministre néo-écossais dans la semaine suivant la consultation, reporte l'exercice de ce pouvoir du délai indiqué, à concurrence de trente jours, dans la demande.

Idem

34. Pour l'application de la Loi sur le pétrole :

Sa Majesté du
chef de la
Nouvelle-
Écosse

applicable, Her Majesty in right of Nova Scotia holding through the appropriate member of the Executive Council of Nova Scotia or through any corporate agent of Her Majesty in right of Nova Scotia; and 5

(b) Her Majesty in right of Nova Scotia shall be deemed to be an individual who is a Canadian citizen ordinarily resident in Canada, and any portion of a share acquired under section 17 and held by a 10 corporate agent of Her Majesty in right of Nova Scotia shall be included in determining a Canadian ownership rate for the relevant interest owner.

a) «titulaire» ou «titulaire de droits», relativement à la zone extracôtière, s'entend, le cas échéant, de Sa Majesté du chef de la Nouvelle-Écosse par l'intermédiaire du 5 membre compétent du Conseil exécutif de la Nouvelle-Écosse ou toute société mandataire de Sa Majesté du chef de la Nouvelle-Écosse;

b) Sa Majesté du chef de la Nouvelle-Écosse est réputée être un citoyen cana- 10 dien résidant habituellement au Canada, et toute fraction de part acquise en vertu de l'article 17 et détenue par une société mandataire de Sa Majesté du chef de la Nouvelle-Écosse doit être prise en compte 15 dans le calcul du taux de participation canadienne applicable au titulaire de droits concerné.

Regulations

Règlements

Regulations

35. (1) The Governor in Council may 15 make regulations for carrying out or giving effect to any of the provisions of this Part or the Agreement.

35. (1) Le gouverneur en conseil peut 20 prendre des règlements en vue de l'application de la présente partie et de l'Accord.

Règlements

Order
designating
Minister

(2) The Governor in Council may, by order, designate any member of the Queen's 20 Privy Council for Canada to be the Minister for the purposes of any provision of this Part specified in the order.

(2) Le gouverneur en conseil peut, par 25 décret, charger tout membre du Conseil privé de la Reine pour le Canada de l'application de telle disposition de la présente partie.

Décret

Copy of
proposed
regulation to
Nova Scotia
Minister

36. (1) Subject to subsection (2), the Minister shall furnish the Nova Scotia Minister 25 with a copy of

36. (1) Le ministre fédéral remet au 30 ministre néo-écossais, sauf dispense de celui-ci, un exemplaire de tout projet de règlement d'application :

Projets de
règlement

(a) every regulation proposed to be made pursuant to subsection 35(1), and

a) du paragraphe 35(1); 30

(b) every regulation proposed to be made pursuant to the Oil Act or the Oil Produc- 30 tion Act that affects oil and gas resource activities in the offshore area,

b) des lois sur le pétrole ou sur la produc- 35 tion du pétrole, s'il porte sur le domaine des ressources pétrolières et gazières de la zone extracôtière.

at least thirty days before the regulation is made, unless the Minister and Nova Scotia Minister otherwise agree.

La remise est à faire au moins trente jours 35 avant la date prévue pour la prise du règlement.

Idem

(2) Where a copy of a proposed regulation has been furnished to the Nova Scotia Minister pursuant to subsection (1) and it is proposed to make the regulation with amend- 40 ments from the version so furnished, that subsection does not apply in respect of the proposed regulation as so amended, but the Minister shall furnish the Nova Scotia Min-

(2) Si, une fois qu'un exemplaire a été 45 remis au ministre néo-écossais, un projet de règlement doit être modifié, le paragraphe (1) ne s'applique pas à la version modifiée. Le ministre fédéral, sauf dispense du ministre néo-écossais, lui remet un exemplaire du règlement modifié avant qu'il ne soit pris.

Exception

ister with a copy of the proposed regulation as so amended before the regulation is made, unless the Minister and Nova Scotia Minister otherwise agree.

Coming into Force

Commence-
ment

37. Sections 1 to 4 and this Part or any provision thereof shall come into force on a day or days to be fixed by proclamation.

Entrée en vigueur

37. Les articles 1 à 4 et la présente partie ou telle de ses dispositions entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par proclamation.

Entrée en
vigueur

PART II

NOVA SCOTIA OFFSHORE RETAIL
SALES TAX ACT

Short Title

Short title

38. This Part may be cited as the *Nova Scotia Offshore Retail Sales Tax Act*.

PARTIE II

LOI SUR LA TAXE DE VENTE AU
DÉTAIL DANS LA ZONE
EXTRACÔTIÈRE DE LA
NOUVELLE-ÉCOSSE

Titre

38. La présente partie peut être citée sous le titre : *Loi sur la taxe de vente au détail dans la zone extracôtière de la Nouvelle-Écosse*.

Titre

Interpretation

Definitions

"Agreement"
«Accord»

39. (1) For the purposes of this Part, "Agreement" means the Canada-Nova Scotia Agreement on Offshore Oil and Gas Resource Management and Revenue Sharing dated March 2, 1982 and entered into by the Government of Canada, as represented by the Prime Minister of Canada, and by the Government of Nova Scotia, as represented by the Premier of Nova Scotia, and includes any amendments thereto;

"Deputy
Minister"
«sous-ministre»

"Deputy Minister" means the Deputy Minister of National Revenue for Customs and Excise;

"designated
goods"
«marchandises
désignées»

"designated goods" means (a) artificial islands, drilling rigs, drilling ships, storage vessels, installations, structures, equipment, machinery or apparatus, including production platforms, storage tanks, docks, caissons and pipelines, permanently or temporarily attached to or resting on the seabed or subsoil of the submarine areas of the offshore area for the exploration,

Définitions

39. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.

«Accord» L'Accord entre le Canada et la Nouvelle-Écosse sur la gestion des ressources pétrolières et gazières situées au large des côtes et sur le partage des recettes, en date du 2 mars 1982, conclu par le gouvernement du Canada, représenté par le premier ministre, et par le gouvernement de la Nouvelle-Écosse, représenté par le premier ministre; sont incluses les modifications apportées à l'Accord.

«commissaire provincial des impôts» La personne occupant la fonction intitulée *Provincial Tax Commissioner* nommée en vertu de la loi intitulée *Public Service Act*, chapitre 255 des lois intitulées *Revised Statutes of Nova Scotia 1967*, dans sa version modifiée.

«loi néo-écossaise sur la taxe de vente» La loi intitulée *Health Services Tax Act*, chapitre 126 des lois intitulées *Revised Statutes of Nova Scotia 1967* modifiée par les lois intitulées *Statutes of Nova Scotia 1969*,

Définitions

10

«Accord»
"Agreement"

20

«commissaire
provincial des
impôts»
"Provincial
Tax Commis-
sioner"

30

«loi néo-
écossaise sur la
taxe de vente»
"Nova Scotia
Sales Tax Act"

development or production of petroleum in the offshore area,

(b) equipment, machinery, apparatus or other structures used for the construction, erection or servicing of any artificial island, drilling rig, drilling ship, storage vessel, installation, structure, equipment, machinery or apparatus referred to in paragraph (a), and

(c) tangible personal property for use or consumption on or in respect of any artificial island, drilling rig, drilling ship, storage vessel, installation, structure, equipment, machinery, apparatus or other structure referred to in paragraph (a) or (b);

"federal law"
«lois fédérales»

"federal law" includes any Act of Parliament, any regulation within the meaning of the *Statutory Instruments Act* or any other law applicable in connection therewith;

"Minister"
«ministre»

"Minister" means the Minister of National Revenue;

"Nova Scotia Minister"
«ministre néo-écossais»

"Nova Scotia Minister" means the member of the Executive Council of Nova Scotia designated by or pursuant to the Nova Scotia Agreement Act for the purposes of this Part;

"Nova Scotia Sales Tax Act"
«loi néo-écossaise...»

"Nova Scotia Sales Tax Act" means the *Health Services Tax Act*, Revised Statutes of Nova Scotia 1967, Chapter 126, as amended by Statutes of Nova Scotia 1969, Chapter 49; 1970-71, Chapter 56; 1972, Chapter 37; 1973, Chapter 35; 1973 (2nd session) Chapter 3; 1974, Chapters 15, 38, 50; 1975, Chapters 27, 28, 59; 1976, Chapter 25; 1977, Chapter 31; 1978-79, Chapters 19, 20; 1980, Chapters 33, 34; 1981, Chapter 26; 1982, Chapter 27; 1984, Chapter 18;

"offshore area"
«zone...»

"offshore area" means Sable Island and the submarine areas within the limits described in Schedule I;

"petroleum"
«pétrole»

"petroleum" includes any oil, relative hydrocarbon and any natural gas existing in its natural condition in strata;

"prescribed"
Version anglaise seulement

"prescribed" means

chapitre 49; 1970-71, chapitre 56; 1972, chapitre 37; 1973, chapitre 35; 1973 (2^e session) chapitre 3; 1974, chapitres 15, 38, 50; 1975, chapitres 27, 28, 59; 1976, chapitre 25; 1977, chapitre 31; 1978-79, chapitres 19, 20; 1980, chapitres 33, 34; 1981, chapitre 26; 1982, chapitre 27; 1984, chapitre 18.

«lois fédérales» Loi du Parlement, règlement au sens de la *Loi sur les textes réglementaires* ou toute autre règle s'y appliquant.

«lois fédérales»
"federal law"

«lois provinciales» Comprend les lois de la législature de la Nouvelle-Écosse, les décrets en conseil, règles, proclamations et autres règles de droit de la Nouvelle-Écosse, à l'exception de la loi néo-écossaise sur la taxe de vente et de ses règlements, décrets en conseil, règles et proclamations.

«lois provinciales»
"provincial laws"

«marchandises désignées»

a) Îles artificielles, installations de forage, navires de stockage, installations, constructions, matériel, machines ou appareils, notamment les plate-formes de production, les réservoirs de stockage, les docks, les caissons et les pipe-lines fixés au fond de la mer ou au sous-sol des zones sous-marines de la zone extracôtière, ou reposant sur celui-ci, de façon temporaire ou permanente en vue de la prospection, de la mise en valeur ou de la production du pétrole dans la zone extracôtière;

«marchandises désignées»
"designated goods"

b) matériel, machines, appareils ou constructions utilisés pour la construction, la mise en place ou l'entretien des îles artificielles, des installations de forage, des navires de stockage, des installations, des constructions, du matériel ou des machines visés à l'alinéa a);

c) biens mobiliers corporels destinés à l'usage ou à la consommation sur les îles artificielles, les installations de forage, les navires de stockage visés aux alinéas a) ou b), ou en rapport avec ceux-ci ou avec les installations, les constructions, le matériel ou les machines visés aux alinéas a) ou b).

«ministre» Le ministre du Revenu national.

«ministre»
"Minister"

(a) in the case of a form or the information to be given on a form, prescribed by order of the Minister, and

(b) in any other case, prescribed by regulations made by the Governor in Council under this Part;

"production or processing"
«production ou transformations»

"production or processing", in relation to any non-renewable resource, means the exploration for, extraction of, or transformation or conversion of, the non-renewable resource to the extent and in the manner prescribed;

"provincial laws"
«lois provinciales»

"provincial laws" includes Acts of the legislature of Nova Scotia and regulations, orders in council, rules, proclamations and any other laws of Nova Scotia, other than the Nova Scotia Sales Tax Act and any regulations, orders in council, rules and proclamations made thereunder;

"Provincial Tax Commissioner"
«commissaire...»

"Provincial Tax Commissioner" means the Provincial Tax Commissioner appointed under the *Public Service Act*, Revised Statutes of Nova Scotia 1967, Chapter 255, as amended;

"regulations"
«règlements»

"regulations" means regulations made by the Governor in Council under this Part.

Certain definitions of Nova Scotia Sales Tax Act applicable in respect of this Part

(2) Subject to this Part and the regulations,

(a) for the purposes of this Part, the words and expressions "consumer", "consumption", "non-renewable resource", "purchaser", "purchase price", "sale", "tangible personal property", "use", "user" and "vendor" have the same meaning as in section 1 of the Nova Scotia Sales Tax Act, as set out in Schedule IV, with such modifications as the circumstances require; and

(b) words and expressions used in the provisions of the Nova Scotia Sales Tax Act that are applicable in respect of this Part by virtue of section 50 have the same meaning as in section 1 of that Act, as set out in Schedule IV, with such modifications as the circumstances require.

Electricity not tangible personal property

(3) For the purposes of this Part, "tangible personal property" does not include electricity.

«ministre néo-écossais» Le membre du conseil exécutif de la Nouvelle-Écosse désigné pour l'application de la présente partie conformément à la Loi néo-écossaise sur l'Accord.

«ministre néo-écossais»
"Nova Scotia Minister"

«pétrole» Notamment les hydrocarbures apparentés et tout gaz naturel gisant à l'état naturel en couches géologiques.

«pétrole»
"petroleum"

«production ou transformation» La prospection en vue de la découverte de ressources non renouvelables, leur extraction, leur transformation ou leur conversion, selon les modalités réglementaires.

«production ou transformation»
"production or processing"

«règlements» Les règlements pris par le gouverneur en conseil en vertu de la présente partie.

«règlements»
"regulations"

«sous-ministre» Le sous-ministre du Revenu national pour les douanes et l'accise.

«sous-ministre»
"Deputy Minister"

«zone extracôtière» L'Île de Sable et les zones sous-marines délimitées à l'annexe I.

«zone extracôtière»
"offshore area"

(2) Sous réserve des autres dispositions de la présente partie et des règlements :

a) pour l'application de la présente partie, les mots ou expressions suivants s'entendent au sens de l'article 1 de la loi néo-écossaise sur la taxe de vente, énoncée à l'annexe IV, avec les adaptations de circonstance : «consommateur», «consommation», «ressources non renouvelables», «acheteur», «prix d'achat», «vente», «bien mobilier corporel», «utilisation», «utilisateur» et «vendeur»;

b) les mots et expressions utilisés dans la loi néo-écossaise sur la taxe de vente applicables à la présente partie en application de l'article 50 s'entendent au sens de l'article 1 de cette loi, énoncé à l'annexe IV, avec les adaptations de circonstance.

Application de définitions de la loi néo-écossaise sur la taxe de vente

(3) Pour l'application de la présente partie, «biens mobiliers corporels» ne comprend pas l'électricité.

Exclusion de l'électricité

References

40. (1) Notwithstanding section 3 but subject to this Part and the regulations, any provision or any part thereof of the Nova Scotia Sales Tax Act applicable in respect of this Part by virtue of section 50 or subsection 39(2) applies, in the same manner and for the purposes of this Part, as if it had been enacted by Parliament, unless the provision or part thereof is repugnant to or inconsistent with any federal law.

Idem

(2) For greater certainty, with respect to any provision of the Nova Scotia Sales Tax Act applicable in respect of this Part,

(a) a reference in the Nova Scotia Sales Tax Act to "this Act" shall be deemed to be a reference to Part II of this Act;

(b) a reference in the Nova Scotia Sales Tax Act to Her Majesty in the right of the Province shall be deemed to be a reference to Her Majesty in right of Canada;

(c) a reference in the Nova Scotia Sales Tax Act to "the Province of Nova Scotia" or "the Province" shall be deemed to be a reference to the offshore area;

(d) a reference in the Nova Scotia Sales Tax Act to "the Minister" shall be deemed to be a reference to the Minister of National Revenue;

(e) a reference in the Nova Scotia Sales Tax Act to the "Governor in Council" shall be deemed to be a reference to the Governor General of Canada in Council;

(f) a reference in the Nova Scotia Sales Tax Act to "the regulations" shall be deemed to be a reference to the regulations made under Part II of this Act;

(g) a reference in the Nova Scotia Sales Tax Act to "the Commissioner" shall be deemed to be a reference to the Deputy Minister within the meaning of Part II of this Act; and

(h) a reference in the Nova Scotia Sales Tax Act to "a Member of the House of Assembly" shall be deemed to be a reference to a Member of the House of Commons or the Senate.

Renvois

40. (1) Nonobstant l'article 3 mais sous réserve des autres dispositions de la présente partie et des règlements, toute disposition de la loi néo-écossaise sur la taxe de vente, applicable à la présente partie par renvoi en application de l'article 50 ou du paragraphe 39(2), s'applique, de la même manière que si elle avait été édictée par le Parlement, sauf si la totalité ou une partie de la disposition est incompatible avec une loi fédérale.

10

Idem

(2) Il est entendu, en ce qui concerne toute disposition de la loi néo-écossaise sur la taxe de vente applicable à la présente partie, que la mention dans cette loi :

a) de la «présente loi» est interprétée comme celle de la partie II de la présente loi;

b) Sa Majesté du chef de la province est interprétée comme celle de Sa Majesté du chef du Canada;

c) de la «province de la Nouvelle-Écosse» ou de la «province» est interprétée comme celle de la zone extracôtière;

d) du «ministre» est interprétée comme celle du ministre du Revenu national;

e) du «gouverneur en conseil» est interprétée comme celle du gouverneur général du Canada en conseil;

f) des «règlements» est interprétée comme un renvoi aux règlements pris en vertu de la partie II de la présente loi;

g) du «commissaire» est interprétée comme celle du sous-ministre au sens de la partie II de la présente loi;

h) d'un «membre de l'assemblée» est interprétée comme celle d'un membre de la Chambre des communes ou du Sénat.

Application

Application

41. This Part applies only within the off-shore area.

Her Majesty

Binding on Her Majesty

42. This Part is binding on Her Majesty in right of Canada or a province.

Delegation of Powers

Responsibility of Minister

43. (1) The Minister is responsible for the administration and enforcement of this Part and shall control and supervise all persons appointed or employed to carry out or enforce this Part.

Documents under control of Department of National Revenue

(2) For greater certainty, records, accounts, vouchers, documents, returns, reports and things obtained or prepared by or on behalf of the Minister for any purpose related to the administration or enforcement of this Part are under the control of the Department of National Revenue.

Staff

(3) Such officers, clerks and employees as are necessary to administer and enforce this Part may be appointed or employed in the manner authorized by law.

Delegation

(4) Subject to section 45, the Minister may delegate to his deputy head or such other officer or class of officers as he deems appropriate any of his powers, duties or functions under this Part and he may in connection therewith impose such terms and conditions as he deems appropriate.

Administration of oaths

(4) The Minister may designate any officer employed in connection with the administration or enforcement of this Part to administer or receive any oath, affirmation or statutory declaration for the purposes of or incidental to the administration or enforcement of this Part or the regulations, and every officer so designated has for such purposes all the powers of a commissioner for administering oaths or taking affidavits.

Power to designate Nova Scotia Minister or Provincial Commissioner

44. (1) Where a tax administration agreement is entered into pursuant to section 49, the Minister may, subject to any regulations made under this section, designate, in respect of any period before or after the day on which the designation is made, the Nova

Application

41. La présente partie ne s'applique qu'à la zone extracôtière.

Sa Majesté

42. La présente partie lie Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province.

Délégation de pouvoirs

43. (1) Le ministre est chargé de l'application de la présente partie; il dirige et contrôle les personnels nommés ou employés pour l'application de la présente partie.

(2) Il est entendu que les registres, comptes, pièces justificatives, documents, déclarations, rapports et objets obtenus ou préparés par le ministre, ou pour son compte, à toute fin relative à l'application de la présente partie sont sous le contrôle du ministère du Revenu national.

(3) Le personnel nécessaire à l'application de la présente partie peut être nommé ou employé conformément à la loi.

(4) Sous réserve de l'article 45, le ministre peut déléguer à son sous-ministre, ou à un autre fonctionnaire ou à une catégorie de ceux-ci, les pouvoirs et fonctions qui lui sont attribués par la présente partie; il peut assujettir la délégation aux modalités qu'il estime indiquées.

(5) Le ministre peut désigner un fonctionnaire employé à l'application de la présente partie pour faire prêter les serments et recevoir les déclarations sous serment, solennelles ou autres, exigés par l'application de la présente partie ou des règlements. À cet effet, le fonctionnaire dispose des pouvoirs d'un commissaire aux serments.

44. (1) Lorsqu'un accord sur la perception des impôts est conclu conformément à l'article 49, le ministre peut, sous réserve des règlements pris en vertu du présent article, désigner, pour toute période antérieure ou postérieure à la désignation, le ministre néo-

Application

Application à la couronne

Responsabilité du ministre

Contrôle des documents par le ministère du Revenu national

Personnel

Délégation

Commissaire aux serments

Désignation du ministre néo-écossais ou du commissaire provincial des impôts

Scotia Minister or the Provincial Tax Commissioner to exercise any of the powers or to perform any of the duties and functions assigned to the Minister or the Deputy Minister by or under this Part that are, with the concurrence of the Nova Scotia Minister, specified in the designation from time to time, subject to such terms and conditions, if any, specified in the designation as may be prescribed by the regulations made under this section or as are provided for by the tax administration agreement and to such additional terms and conditions specified in the designation as the Minister deems appropriate.

Designation of officers

(2) Where the Minister has designated the Nova Scotia Minister or the Provincial Tax Commissioner to exercise any of his duties or powers or perform any of his duties and functions pursuant to subsection (1), the Nova Scotia Minister or the Provincial Tax Commissioner, as the case may be, may, subject to the regulations made under this section and the designation, delegate to his deputy or such other officer or class of officers as he deems appropriate any of the powers, duties and functions specified in the designation.

Regulations

(3) The Minister may make regulations governing the designation of the Nova Scotia Minister or Provincial Tax Commissioner pursuant to this section and prescribing anything that is by this section to be prescribed.

Certificates of the Nova Scotia Minister or Provincial Commissioner and their officials

(4) Where a tax administration agreement is entered into pursuant to section 49, any document or certificate that is executed or issued by the Nova Scotia Minister, the Provincial Tax Commissioner or an authorized delegate of the Nova Scotia Minister or the Provincial Tax Commissioner for the purpose of carrying out any of his powers, duties or functions under this Part on behalf or in place of the Minister, the Deputy Minister or an officer of the Department of National Revenue shall be deemed for all purposes of this Part, to be executed or issued by the Minister, the Deputy Minister or an officer of the Department of National Revenue, as the case may be.

écossais ou le commissaire provincial des impôts pour exercer les pouvoirs ou fonctions attribués au ministre ou au sous-ministre en vertu de la présente partie et qui sont, avec l'assentiment du ministre néo-écossais, précisés dans la désignation, sous réserve des modalités éventuelles précisées dans la désignation conformément aux règlements pris en vertu du présent article ou prévues dans l'accord sur la perception des impôts et aux modalités supplémentaires, précisées dans la désignation, que le ministre estime indiquées.

Désignation de fonctionnaires

(2) Lorsque le ministre a désigné le ministre néo-écossais ou le commissaire provincial des impôts pour exercer les pouvoirs et les fonctions visés au paragraphe (1), le ministre néo-écossais ou le commissaire provincial des impôts, selon le cas, peut, sous réserve des règlements pris en vertu du présent article et de la désignation, déléguer à son sous-chef, ou à un autre fonctionnaire ou à une catégorie de fonctionnaires qu'il estime indiqués, les pouvoirs et les fonctions précisés dans la désignation.

Règlements

(3) Le ministre peut prendre des règlements régissant la désignation du ministre néo-écossais ou du commissaire provincial des impôts conformément au présent article et prendre toute autre mesure réglementaire prévue par le présent article.

Certificat du ministre néo-écossais ou du commissaire provincial des impôts et de leurs fonctionnaires

(4) Lorsqu'un accord sur la perception des impôts est conclu conformément à l'article 49, tout document ou certificat, exécuté ou délivré par le ministre néo-écossais, le commissaire provincial des impôts ou un de leurs délégués à l'exercice de leurs pouvoirs ou fonctions prévus à la présente partie pour le compte du ministre, du sous-ministre ou d'un fonctionnaire du ministère du Revenu national, est réputé, pour l'application de la présente partie, exécuté ou délivré par le ministre, le sous-ministre ou un fonctionnaire du ministère du Revenu national, selon le cas.

Exception

45. The power to make regulations or statutory instruments, to recommend the making of regulations or to enter into agreements under this Part may not be delegated pursuant to section 43 or 44.

45. Le pouvoir de prendre des règlements ou des textes réglementaires, de recommander la prise de règlements ou de conclure des accords en vertu de la présente partie ne peut pas être délégué conformément à l'article 43 ou 44.

Exception

Nova Scotia Offshore Sales Tax

Taxe de vente extracôtière de la Nouvelle-Écosse

Imposition of tax in offshore area

46. (1) There shall be imposed, levied and collected a tax, at the rate prescribed by subsection (2), in respect of every sale in the offshore area to a purchaser of tangible personal property for use or consumption as 10 designated goods.

46. (1) Il est imposé, prélevé et perçu une taxe au taux indiqué au paragraphe (2) sur la vente à un acheteur dans la zone extracôtière de biens mobiliers corporels pour utilisation ou consommation comme marchandises désignées.

Imposition de la taxe dans la zone extracôtière

Rate of tax

(2) Tax shall be imposed, levied and collected under this section at

(2) Il est imposé, prélevé et perçu en vertu du présent article une taxe :

Taux de la taxe

(a) in the case of a cigarette,

a) sur les cigarettes :

15

(i) the rate of two cents on each cigarette, where the cigarette is sold on or after the day this Part comes into force and before such time as a rate of tax first becomes applicable pursuant to subparagraph (ii), and 20

(i) au taux de deux cents par cigarette, dans les cas où la cigarette est vendue à compter de l'entrée en vigueur de la présente partie et avant la date initiale d'application d'un taux de taxe conformément au sous-alinéa (ii), 20

(ii) the rate prescribed by regulations made pursuant to subsection 48(2), where the cigarette is sold in the period during which the regulations are applicable; 25

(ii) au taux fixé par règlement pris conformément au paragraphe 48(2), dans les cas où la cigarette est vendue pendant la période d'application du règlement; 25

(b) in the case of tobacco in any form other than a cigarette,

b) sur le tabac sous une forme autre que celle de cigarette :

(i) the rate of fifty per cent of the purchase price, where the tobacco is sold on or after the day this Part comes into force and before such time as a rate of tax first becomes applicable pursuant to subparagraph (ii), and 30

(i) au taux de cinquante pour cent du prix d'achat, dans les cas où le tabac est vendu à compter de l'entrée en vigueur de la présente partie et avant la date initiale d'application d'un taux de taxe conformément au sous-alinéa (ii), 30

(ii) the rate prescribed by regulations made pursuant to subsection 48(2), where the tobacco is sold in the period during which the regulations are applicable; 35

(ii) au taux fixé par règlement pris conformément au paragraphe 48(2), dans les cas où le tabac est vendu pendant la période d'application du règlement; 35

(c) in the case of the following tangible personal property, namely, 40

c) sur les biens mobiliers corporels suivants : 40

(i) any surveying precision instrument or equipment that is used by a contractor, operator or any other person for the purpose of exploration for petroleum,

(i) instruments d'arpentage ou matériel utilisé par un entrepreneur, un exploitant ou une autre personne pour la prospection du pétrole,

(ii) machinery or apparatus that is used by a contractor, operator or any other person for the purpose of

(A) exploration for petroleum,

(B) extraction of petroleum at 5 petroleum and natural gas production sites, and

(iii) any other tangible personal property of a class prescribed for the purposes of this paragraph that is consumed 10 or used in the production or processing of non-renewable resources,

the rate of four per cent of the purchase price, where the tangible personal property is sold on or after the day this Part comes 15 into force and before such time as a rate of tax prescribed by regulations made pursuant to subsection 48(2) first becomes applicable, and the rate prescribed by those regulations, where the tangible personal 20 property is sold in the period during which those regulations are applicable; and

(d) in the case of any tangible personal property, other than tangible personal property referred to in paragraphs (a) to 25 (c),

(i) the rate of ten per cent of the purchase price where the tangible personal property is sold on or after the day this Part comes into force and before such 30 time as a rate of tax first becomes applicable pursuant to subparagraph (ii), and

(ii) the rate prescribed by regulations made pursuant to subsection 48(2), where the tangible personal property is 35 sold in the period during which the regulations are applicable.

(ii) machines ou appareils utilisés par un entrepreneur, un exploitant ou une autre personne pour :

(A) la prospection du pétrole,

(B) l'extraction du pétrole aux lieux 5 de production de pétrole ou de gaz naturel,

(iii) sur les autres biens mobiliers corporels, d'une catégorie désignée par règlement pour l'application du présent 10 alinéa, consommés ou utilisés pour la production ou la transformation de ressources non renouvelables,

au taux de quatre pour cent du prix d'achat, dans les cas où les biens mobiliers 15 corporels sont vendus à compter de l'entrée en vigueur de la présente partie et avant la date initiale d'application d'un taux de taxe au taux fixé par ce règlement pris conformément au paragraphe 48(2), et au 20 taux fixé par ce règlement, dans les cas où les biens mobiliers corporels sont vendus pendant la période d'application du règlement;

d) sur les biens mobiliers corporels autres 25 que les biens mobiliers corporels visés aux alinéas a) à c) :

(i) au taux de dix pour cent du prix d'achat, dans les cas où les biens mobiliers corporels sont vendus à compter de 30 l'entrée en vigueur de la présente partie et avant la date initiale d'application d'un taux de taxe conformément au sous-alinéa (ii),

(ii) au taux fixé par règlement pris con- 35 formément au paragraphe 48(2), dans les cas où les biens mobiliers corporels sont vendus pendant la période d'application du règlement.

When and by
whom tax is
payable

(3) The tax imposed under this section in respect of any sale in the offshore area to a purchaser of tangible personal property for 40 use or consumption as designated goods is payable

(a) by the purchaser whether or not the purchase price, if any, is payable in cash, on terms, by instalments or in any other 45 manner; and

(b) at the time

(3) La taxe imposée en vertu du présent 40 article sur les biens mobiliers corporels vendus dans la zone extracôtière pour utilisation ou consommation comme marchandises désignées est à payer :

a) par l'acheteur, que le prix d'achat, s'il y 45 a lieu, soit payable ou non au comptant, à tempérament, par versements ou de toute autre manière;

b) à la date qui survient en premier lieu :

Paiement de la
taxe

- (i) the tangible personal property is delivered to the purchaser, or
 (ii) the title in the tangible personal property is transferred to the purchaser, whichever is the earlier.

5

- (i) soit au moment de la livraison des biens mobiliers corporels à l'acheteur,
 (ii) soit au moment du transfert à l'acheteur de la propriété des biens mobiliers corporels.

5

Deemed purchase

(4) For the purposes of this Part, any user or consumer in the offshore area of tangible personal property as designated goods, other than a user or consumer of tangible personal property who has previously paid or has incurred liability to pay tax under the Nova Scotia Sales Tax Act in respect of that tangible personal property, shall be deemed to have purchased the tangible personal property for use or consumption as designated goods from a vendor at a sale in the offshore area, and the user or consumer shall be deemed to be the purchaser of the property.

10

15

(4) Pour l'application de la présente partie, tout utilisateur ou consommateur dans la zone extracôtière de biens mobiliers corporels comme marchandises désignées, à l'exception d'un utilisateur ou d'un consommateur des biens mobiliers corporels qui a déjà payé ou est tenu de payer la taxe prévue par la loi néo-écossaise sur la taxe de vente sur ces biens mobiliers corporels, est réputé avoir acheté les biens mobiliers corporels pour utilisation ou consommation comme marchandises désignées d'un vendeur dans la zone extracôtière; l'utilisateur ou le consommateur est réputé être l'acheteur des biens.

20

Présomption

Definitions

"contractor"
 «entrepreneur»

(5) In this section, "contractor" means any person who contracts with another person having a right to engage in production or processing of a non-renewable resource to carry out any part of the right of that other person to engage in production or processing of a non-renewable resource;

20

(5) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

Définitions

«entrepreneur» Personne qui conclut un contrat avec une autre personne, ayant le droit de s'adonner à la production ou à la transformation de ressources non renouvelables, afin d'exercer une partie des droits de cette autre personne de s'adonner la production ou à la transformation des ressources non renouvelables.

30

«entrepreneur»
 "contractor"

"exploration"
 «prospection»

"exploration" includes development drilling;

"machinery or apparatus"
 «machines ou...»

"machinery or apparatus" includes drilling rigs;

«exploitant» Personne qui, à la fois :

«exploitant»
 "operator"

"operator"
 «exploitant»

"operator" means any person who

30

(a) has a right to engage in production or processing of a non-renewable resource, and

(b) carries out production or processing of a non-renewable resource.

35

a) a le droit de s'adonner à la production ou à la transformation de ressources non renouvelables;

b) produit ou transforme des ressources non renouvelables.

«machines ou appareils» Comprend des installations de forage.

«machines ou appareils»
 "machinery..."

«prospection» Comprend le forage en vue de la mise en valeur.

40

«prospection»
 "exploration"

Exemptions

Exemption for sales on certain wharfs

47. Notwithstanding section 46, tax under this Part is not payable in respect of tangible personal property sold on docks, wharfs or other structures that are permanently attached to the land that is

Exemptions

47. Nonobstant l'article 46, la taxe prévue à la présente partie n'est pas à payer sur les biens mobiliers corporels vendus sur les quais, les bassins et les autres constructions fixés en permanence au sol situé, à la fois :

45

Ventes sur
 quais exemptées

- (a) above the low water mark of Nova Scotia; and
 (b) outside the offshore area.

- a) au-dessus de la laisse de basse mer de la Nouvelle-Écosse;
 b) hors de la zone extracôtière.

Classes of goods

48. (1) Notwithstanding section 46 but subject to any regulations made under subsections (2) and (3), tax under this Part is not payable

- (a) in respect of tangible personal property of a class, or
 (b) by persons of a class

that is specifically exempted from the provisions of the Nova Scotia Sales Tax Act under the paragraphs of subsection 10(1) of that Act that are set out in Schedule IV.

Regulations

(2) The Governor in Council, on the recommendation of the Minister of Finance whenever it is considered to be in the public interest to do so, may make regulations,

- (a) excluding any exemption under this Part specified in subsection 10(1) of the Nova Scotia Sales Tax Act and referred to in subsection (1);
 (b) notwithstanding section 46, reducing the rate of tax prescribed by subsection 46(2) in respect of any tangible personal property for the period and under such conditions, if any, as may be prescribed;
 (c) prescribing, for the purposes of subparagraph 46(2)(a)(ii), a rate of tax not exceeding the rate prescribed for cigarettes by the Nova Scotia Sales Tax Act, as amended, in 1985 and thereafter, and the date on which the rate becomes applicable;
 (d) prescribing, for the purposes of subparagraph 46(2)(b)(ii), a rate of tax not exceeding the rate prescribed, for tobacco in any form other than a cigarette, by the Nova Scotia Sales Tax Act, as amended, in 1985 and thereafter, and the date on which the rate becomes applicable;
 (e) prescribing, for the purposes of subparagraph 46(2)(c)(ii), a rate of tax, not exceeding the rate prescribed by the Nova Scotia Sales Tax Act, as amended, for tangible personal property described in paragraph 46(2)(c), in 1985 and thereafter, and the date on which the rate becomes applicable; and

Catégories de biens

48. (1) Nonobstant l'article 46 mais sous réserve de tout règlement pris en vertu des paragraphes (2) et (3), la taxe imposée en vertu de la présente partie n'est pas payable :

- a) soit en ce qui concerne les biens mobiliers corporels d'une catégorie,

b) soit par des personnes d'une catégorie, qui est expressément exemptée des dispositions de la loi néo-écossaise sur la taxe de vente en application des alinéas du paragraphe 10(1) de cette loi qui sont énoncés à l'annexe IV.

15

Règlements

(2) Le gouverneur en conseil peut, sur avis conforme du ministre des Finances et lorsqu'il y va de l'intérêt public, par règlement :

- a) annuler une exemption prévue à la présente partie, précisée au paragraphe 10(1) de la loi néo-écossaise sur la taxe de vente et visée au paragraphe (1);
 b) nonobstant l'article 46, réduire le taux de taxe, prévu au paragraphe 46(2), sur un bien mobilier corporel pour une période réglementaire et selon des conditions éventuellement prévues par règlement;
 c) fixer, pour l'application du sous-alinéa 46(2)a)(ii), un taux de taxe non supérieur au taux fixé pour les cigarettes par la loi néo-écossaise sur la taxe de vente, dans sa version modifiée en 1985 et par la suite, et la date d'entrée en vigueur du taux;
 d) fixer, pour l'application du sous-alinéa 46(2)b)(ii), un taux de taxe non supérieur au taux fixé pour le tabac, sous toute forme autre que celle de cigarette, par la loi néo-écossaise sur la taxe de vente, dans sa version modifiée en 1985 et par la suite, et la date d'entrée en vigueur du taux;
 e) fixer, pour l'application du sous-alinéa 46(2)c)(ii), un taux de taxe, non supérieur au taux fixé par la loi néo-écossaise sur la taxe de vente, dans sa version modifiée en 1985 et par la suite, pour les biens mobiliers corporels visés à l'alinéa 46(2)c), et la date d'entrée en vigueur du taux;
 f) fixer, pour l'application de l'alinéa 46(2)d)(ii), un taux de taxe, non supérieur

40

(f) prescribing, for the purposes of subparagraph 46(2)(d)(ii), a rate of tax, not exceeding the rate prescribed by the Nova Scotia Sales Tax Act, as amended, for any tangible personal property, other than tangible personal property referred to in paragraphs 46(2)(a) to (c), in 1985 and thereafter, and the date on which the rate becomes applicable.

au taux fixé par la loi néo-écossaise sur la taxe de vente, dans sa version modifiée en 1985 et par la suite, pour les biens mobiliers corporels autres que les biens mobiliers corporels visés aux alinéas 46(2)a) à c), et la date d'entrée en vigueur du taux.

Idem

(3) Notwithstanding section 46, the Governor in Council may make regulations conditionally or unconditionally, retroactively or prospectively,

(3) Nonobstant l'article 46, le gouverneur en conseil peut, conditionnellement ou inconditionnellement, rétroactivement ou éventuellement, par règlement :

Idem

(a) of general application, on the recommendation of the Minister of Finance, or
(b) in respect of a particular transaction or class of transactions, on the recommendation of the Minister,

a) soit d'application générale, sur recommandation du ministre des Finances,
b) soit d'application particulière à une opération ou à une catégorie d'opérations, sur recommandation du ministre,

exempting any person or persons of any class from the payment of tax under this Part or exempting any tangible personal property or class of tangible personal property from the application of this Part.

exempter toute personne ou toute catégorie de personnes du paiement de la taxe prévue à la présente partie ou exempter tous biens mobiliers corporels ou toute catégorie de biens mobiliers corporels de l'application de la présente partie.

Reduced rate of tax payable

(4) Notwithstanding section 46, where a regulation has been made under any of paragraphs (2)(b) to (f), tax shall be imposed, levied and collected under this Part at the rate prescribed by the regulation, in respect of the tangible personal property specified therein, for the period and under such conditions, if any, as are specified therein.

(4) Nonobstant l'article 46, dans les cas où un règlement est pris en vertu d'un des alinéas (2)b) à f), la taxe est imposée, prélevée et perçue en vertu de la présente partie au taux réglementaire sur les biens mobiliers corporels visés par le règlement pour la période et selon les conditions éventuelles qui y sont précisées.

Paiement au taux réduit

Tax Administration Agreement

Accord sur la perception des impôts

Power to collect

49. (1) Subject to subsection (4), where a tax administration agreement is entered into pursuant to subsection (2), tax, interest, penalties and other sums payable under this Part may be collected by the Government of Nova Scotia on behalf of the Government of Canada in accordance with the terms and conditions of the agreement, as amended from time to time pursuant to subsection (3).

49. (1) Sous réserve du paragraphe (4), la taxe, les intérêts, les amendes et les autres sommes à payer conformément à la présente partie peuvent être perçus par le gouvernement de la Nouvelle-Écosse pour le compte du gouvernement du Canada conformément aux modalités d'un accord sur la perception des impôts, dans sa forme éventuellement modifiée conformément au paragraphe (3), conclu conformément au paragraphe (2).

Pouvoir de percevoir

Tax administration agreement

(2) The Minister of Finance, with the approval of the Governor in Council, may, on behalf of the Government of Canada, enter into a tax administration agreement with the Government of Nova Scotia pursuant to

(2) Le ministre des Finances peut, avec l'approbation du gouverneur en conseil, conclure au nom du gouvernement du Canada, un accord sur la perception des impôts avec le gouvernement de la Nouvelle-Écosse aux

Accord sur la perception des impôts

which the Government of Nova Scotia shall, on behalf of the Government of Canada, collect and administer the tax, interest, penalties and other sums payable under this Part, in accordance with the terms and conditions set out in the agreement.

termes duquel le gouvernement de la Nouvelle-Écosse doit percevoir et administrer, au nom du gouvernement du Canada, la taxe, les intérêts, les amendes et les autres sommes 5 à payer prévus par la présente partie, en 5 conformité avec les modalités de cet accord.

Amendments to the agreement

(3) The Minister of Finance, with the approval of the Governor in Council, may, on behalf of the Government of Canada, enter into an agreement amending the terms and conditions of any tax administration agreement entered into pursuant to subsection (2).

(3) Le ministre des Finances peut, avec l'approbation du gouverneur en conseil, conclure au nom du gouvernement du Canada un accord modifiant les modalités de tout 10 accord sur la perception des impôts qui a été 10 conclu conformément au paragraphe (2).

Modification de l'accord

Remittance to Receiver General

(4) All taxes, interest, penalties or other sums payable under this Part shall be made payable and remitted to the Receiver General.

(4) Les taxes, intérêts, amendes ou autres sommes à payer en vertu de la présente 15 partie sont à payer et sont versés au receveur 15 général.

Remise au receveur général

Consolidated Revenue Fund

(5) On the collection or receipt of any tax, interest, penalty or other sum by the Government of Nova Scotia pursuant to this Part, the tax, interest, penalty or other sum shall be deposited as soon as practicable to the credit of the Receiver General and paid into the Consolidated Revenue Fund in the manner prescribed by the Treasury Board under the *Financial Administration Act*.

(5) Dès la perception ou la réception d'une taxe, d'intérêts, d'une amende ou d'une autre somme par le gouvernement de la Nouvelle-Écosse conformément à la présente partie, la 20 taxe, les intérêts, l'amende ou les autres sommes sont déposés aussitôt que possible au crédit du receveur général et versés au Fonds du revenu consolidé selon la manière pres- 25 crite par le conseil du Trésor conformément 25 à la *Loi sur l'administration financière*.

Fonds du revenu consolidé

Collection of excess sums

(6) Every person who knowingly collects or receives any sum of money as tax under this Part in circumstances where such sum is not payable shall forthwith

(6) Toute personne qui, sciemment, perçoit ou reçoit une somme d'argent à titre de taxe prévue à la présente partie en des circonstances où cette taxe n'est pas payable, doit 30

Perception de sommes excédentaires

(a) refund the sum to the person from 30 whom he collected it; or

a) soit rembourser la somme à la personne de qui elle l'a perçue;

(b) if the person referred to in paragraph (a) is not known or readily ascertainable, pay the sum to the Receiver General.

b) soit, si la personne visée à l'alinéa a) n'est pas connue ou n'est pas facilement 35 identifiable, verser la somme au receveur général.

No further liability

(7) Any amount paid by or on behalf of 35 any person on account of any tax, interest, penalty or other sum payable under this Part and collected by the Government of Nova Scotia

(7) Tout montant payé par une personne ou pour son compte à titre de taxe, d'intérêts, d'amende ou d'autre somme à payer en vertu 40 de la présente partie et perçu par le gouvernement de la Nouvelle-Écosse :

Limitation de l'obligation

(a) relieves that person of liability to pay 40 such amount

a) dégage cette personne de l'obligation de payer ce montant :

(i) on account of the tax, interest, penalty or other sum to the extent of the full amount thereof, or

(i) soit à titre de taxe, d'intérêts, 45 d'amende ou d'autre somme dans la mesure du plein montant de ceux-ci,

Proof of
provision of tax
administration
agreement

(ii) as applied by the Minister; and
(b) shall be deemed to have been applied in accordance with the direction of that person.

(8) A document purporting to be an agreement entered into pursuant to subsection (2) or (3) that is

(a) published in the *Canada Gazette*, or
(b) certified as such by, or on behalf of, the Minister, the Receiver General, the Deputy Receiver General or the Minister of Finance,

is, in the absence of evidence to the contrary, evidence of the contents thereof and is admissible in evidence without proof of the signature or official character of the person purporting to have certified it.

Application of certain provisions of Nova Scotia Sales Tax Act in respect of this Part

Adoption by
reference

50. Subject to this Part and the regulations, sections 4 to 9, subsection 10(2), sections 11, 14, 15, 17 to 20 and 21 to 39, except subsection 19(5) and section 25, of the Nova Scotia Sales Tax Act, as set out in Schedule IV, apply in respect of this Part, with such modifications as the circumstances require.

Liability and Collection of Tax

Debts due to
Her Majesty

51. All taxes, interest, penalties or other sums payable under this Part are debts due to Her Majesty in right of Canada and are recoverable as such from the person required to pay the taxes, interest, penalties or other sums in accordance with this Part.

Refunds, Deductions or Rebates

Refunds

52. (1) Subject to this section, a deduction from, refund of or rebate of any tax imposed by this Part may be granted by the Minister

(a) where an overpayment has been made by any person,
(b) where the tax was paid in error, or
(c) to the persons or persons of the classes prescribed or in respect of the tangible personal property or tangible personal property of the classes prescribed,

(ii) soit selon l'application qu'en fait le ministre;

b) est réputé avoir été appliqué conformément aux instructions de cette personne.

(8) Un document, censé être un accord conclu conformément au paragraphe (2) ou (3), qui est :

a) soit publié dans la *Gazette du Canada*,
b) soit certifié comme tel par le ministre, le receveur général, le sous-receveur général ou le ministre des Finances, ou pour le compte de ceux-ci,

fait, sauf preuve contraire, foi de son contenu et est admissible en preuve sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature qui y est apposée ou la qualité officielle du certificateur.

Application de certaines dispositions de la loi néo-écossaise sur la taxe de vente à la présente partie

5 Preuve d'une
disposition de
l'accord sur la
perception des
impôts

50. Sous réserve des autres dispositions de la présente partie et de ses règlements, les articles 4 à 9, le paragraphe 10(2), les articles 11, 14, 15 et 17 à 20 et 21 à 39, sauf le paragraphe 19(5) et l'article 25, de la loi néo-écossaise sur la taxe de vente énoncés à l'annexe IV s'appliquent à la présente partie, avec les adaptations de circonstance.

Incorporation
par renvoi

Responsabilité et perception de la taxe

51. Les taxes, intérêts, amendes ou autres sommes à payer en vertu de la présente partie sont des créances de Sa Majesté du chef du Canada et sont recouvrables comme telles auprès de la personne qui est tenue de les payer.

Créances de Sa
Majesté

Remboursements, déductions ou rabais

52. (1) Sous réserve des autres dispositions du présent article, le ministre peut accorder une déduction ou un remboursement de toute taxe, ou un rabais sur celle-ci, imposée en vertu de la présente partie :

a) lorsqu'une personne a effectué un paiement en trop;
b) lorsque la taxe a été payée par erreur;
c) aux personnes ou aux catégories réglementaires de personnes ou en ce qui con-

Rembourse-
ments

in such circumstances and according to such terms and conditions, if any, as may be prescribed.

Limitation on
application for
refund

(2) No deduction, refund or rebate may be granted pursuant to this section in respect of any tax paid if an amount equal to the total amount of the tax collected has previously been recovered by any person.

Limitation on
amount of
refund

(3) No deduction, refund or rebate may be granted pursuant to this section to any person in respect of any tax paid unless a written application therefor, in the form prescribed, is submitted to the Minister by or on behalf of the person within two years after the time the tax was paid.

Application to
other taxes

(4) Instead of granting a deduction, refund or rebate that might otherwise be granted pursuant to this section to any person, the Minister may, where the person is liable or about to become liable to make any payment under this Part, apply the amount of the overpayment to that other liability and notify the person of that action.

Definition of
"tax"

(5) In this section, "tax" includes interest and penalties in respect of tax.

cerne des biens mobiliers corporels ou des catégories réglementaires de biens mobiliers corporels,

dans les circonstances prévues par règlement et conformément aux modalités réglementaires éventuelles. 5

Limitation du
montant du
remboursement

(2) Il ne peut être accordé de déduction, de remboursement ni de rabais conformément au présent article en ce qui concerne des taxes payées, si un montant égal au total des taxes perçues a été antérieurement recouvré par quiconque. 10

(3) Il ne peut être accordé de déduction, de remboursement ni de rabais à quiconque conformément au présent article en ce qui concerne des taxes payées, sauf si une demande par écrit à cet effet, selon la forme réglementaire, est présentée au ministre par la personne, ou pour son compte, dans les deux ans du paiement des taxes. 15 20

Prescription

(4) Au lieu d'accorder une déduction, un remboursement ou un rabais qui pourrait par ailleurs être accordé conformément au présent article à quiconque, le ministre peut, si l'acheteur est tenu, ou sur le point de l'être, de faire un paiement conformément à la présente partie, appliquer le montant du paiement en trop à cette autre obligation et aviser l'acheteur de cette mesure. 25

Application à
d'autres taxes

(5) Dans le présent article, «taxe» comprend les intérêts et les amendes qui s'y rapportent. 30

Définition de
«taxe»

Disclosure of Information

Definitions

"official"
«fonctionnaire»

53. (1) In this section, "official" means any person employed, or occupying a position of responsibility, in the service of Her Majesty in right of Canada or in right of Nova Scotia and includes any person formerly so employed or formerly occupying such a position; 30

"tax document"
«document
fiscal»

"tax document" means any record, account, voucher, document, return, report or thing obtained by or on behalf of the Minister for any purpose related to the administration or enforcement of this Part; 35

"tax
information"
«renseignement
fiscal»

"tax information" means any information obtained by or on behalf of the Minister

Divulgence des renseignements

Définitions

53. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

«document fiscal» Tout registre, compte, pièce justificative, document, déclaration, rapport ou objet obtenu par le ministre, ou pour son compte, à toute fin relative à l'application de la présente partie. 35

«fonctionnaire» Toute personne employée ou occupant un poste responsable au service de Sa Majesté du chef du Canada ou de la Nouvelle-Écosse et, notamment, toute personne ayant déjà été employée ainsi ou ayant déjà occupé un poste semblable. 40 45

«renseignement fiscal» Tout renseignement obtenu par le ministre, ou pour son

«renseignement
fiscal»
"tax
information"

	for any purpose related to the administration or enforcement of this Part.	compte, pour l'application de la présente partie.	
Disclosure of information	(2) Except as authorized by this section, no official shall	(2) Sauf autorisation du présent article, aucun fonctionnaire ne peut :	Divulgence des renseignements
	(a) knowingly communicate or knowingly allow to be communicated to any person any tax information; or	5 a) soit sciemment communiquer ni sciemment permettre que soient communiqués à quiconque des renseignements fiscaux;	5
	(b) knowingly allow any person to inspect or to have access to any tax document.	b) soit sciemment permettre à quiconque d'examiner des documents fiscaux ou d'y avoir accès.	10
Idem	(3) Notwithstanding any other Act or law, no official shall be required, in connection with any legal proceedings,	(3) Nonobstant toute autre loi ou règle de droit, aucun fonctionnaire ne peut être tenu, dans le cadre de procédures contentieuses :	Idem
	(a) to give evidence relating to any tax information; or	a) soit de témoigner relativement à des renseignements fiscaux;	15
	(b) to produce any tax document.	b) soit de produire des documents fiscaux.	15
Exception	(4) Subsections (2) and (3) do not apply in respect of criminal proceedings, either by indictment or on summary conviction, under an Act of Parliament or in respect of proceedings relating to the administration or enforcement of this Part.	(4) Les paragraphes (2) et (3) ne s'appliquent pas en ce qui concerne les poursuites en matière criminelle, par voie d'acte d'accusation ou par déclaration de culpabilité par procédure sommaire, en vertu d'une loi du Parlement ou relativement à des poursuites ayant trait à l'application de la présente partie.	Exception
Idem	(5) An official may communicate or allow to be communicated any tax information to, or allow inspection of or access to any tax document by,	(5) Un fonctionnaire peut communiquer ou permettre que soient communiqués des renseignements fiscaux aux personnes suivantes ou permettre à ces mêmes personnes d'examiner ou d'avoir accès à des documents fiscaux :	Idem
	(a) any person employed, or occupying a position of responsibility, in the service of Her Majesty in right of Canada or in right of Nova Scotia, for any purpose relating to the administration or enforcement of this Part, including legal proceedings relating thereto;	a) toute personne occupant un poste responsable au service de Sa Majesté du chef du Canada ou de la Nouvelle-Écosse, aux fins de l'application de la présente partie, y compris les procédures contentieuses y afférentes;	30
	(b) any person employed, or occupying a position of responsibility, in the service of Her Majesty in right of Nova Scotia, for any purpose relating to the administration or enforcement of the Nova Scotia Sales Tax Act, if information obtained by the Government of Nova Scotia for that purpose is made available to the Minister on a reciprocal basis;	b) toute personne employée ou occupant un poste responsable au service de Sa Majesté du chef de la Nouvelle-Écosse aux fins de l'application de la loi néo-écossaise sur la taxe de vente, si les renseignements obtenus par le gouvernement de la Nouvelle-Écosse à cette fin sont communiqués au ministre selon une formule d'échange réciproque;	35
	(c) any person employed, or occupying a position of responsibility, in the Department of Finance for any purpose relating to the evaluation and formulation of tax policy;	c) toute personne employée ou occupant un poste responsable au sein du ministère des Finances pour l'évaluation et la formulation de la politique fiscale;	40
			45

(d) any person employed, or occupying a position of responsibility, in the Department of National Revenue, for any purpose relating to the administration and enforcement of the *Customs Act*, the *Customs Tariff*, the *Excise Act*, the *Excise Tax Act*, or the *Income Tax Act*; 5

(e) the Minister of Energy, Mines and Resources solely for the purpose of evaluating and formulating policy in relation 10 to energy matters;

(f) the Chief Statistician of Canada for the purposes of the *Statistics Act*;

(g) the Nova Scotia Minister or Provincial Tax Commissioner or their authorized 15 delegates for the purpose of carrying out any of their powers, duties or functions under this Part; or

(h) any person otherwise legally entitled thereto. 20

Protection of Officers

Limitation

54. No action or judicial proceeding shall be commenced against a person for anything done in the performance of his duties under this Act or a person called on to assist a person in the performance of such duties 25 more than three months after the time when the cause of action or the subject-matter of the proceeding arose.

Extension of Court Jurisdiction

Jurisdiction extended

55. (1) It is hereby declared that, subject to any exceptions prescribed, every court in Nova Scotia has jurisdiction in respect of matters arising under this Part in the off-shore area as if those matters had arisen within the territorial limits of the County of Halifax, to the same extent as the court has 35 jurisdiction in respect of matters occurring in its own territorial division.

Jurisdiction of Federal Court

(2) The Federal Court has concurrent jurisdiction in respect of matters referred to in subsection (1).

Saving

(3) Nothing in this Act limits the jurisdiction that a court may exercise apart from this Act.

d) toute personne employée ou occupant un poste responsable au sein du ministère du Revenu national en ce qui concerne l'application de la *Loi sur les douanes*, de la *Loi sur l'accise*, de la *Loi sur la taxe 5 d'accise* ou de la *Loi de l'impôt sur le revenu*;

e) le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, aux fins seulement de l'évaluation et de la formulation de la politique relative aux questions énergétiques; 10

f) le statisticien en chef du Canada pour l'application de la *Loi sur la statistique*;

g) le ministre néo-écossais, le commissaire provincial des impôts, ou leur délégués, 15 pour l'exercice des pouvoirs ou fonctions que leur confère la présente partie;

h) toute personne par ailleurs habilitée par la loi.

Protection des fonctionnaires

54. Il ne peut être intenté d'action ni de 20 Prescription poursuite judiciaire contre une personne en ce qui concerne l'exercice des fonctions que lui confère la présente loi, ou contre une personne appelée à l'aide d'une autre qui exerce de telles fonctions, plus de trois mois 25 après que la cause de l'action ou l'objet de la poursuite ait pris naissance.

Accroissement de la compétence de la cour

Compétence accrue

55. (1) Il est déclaré que, sous réserve des exceptions réglementaires, toute cour de la Nouvelle-Écosse est compétente pour traiter 30 des affaires résultant de l'application de la présente partie à la zone extracôtière, comme si ces affaires avaient pris naissance dans les limites territoriales du comté de Halifax, de la même manière que si la cour avait été 35 compétente pour traiter d'affaires prenant naissance dans le cadre de sa division territoriale.

(2) La Cour fédérale a compétence concurrente dans les affaires visées au para- 40 gr- (1). Compétence de la Cour fédérale

(3) La présente loi ne restreint pas la compétence d'une cour hors du cadre de la présente loi. Réserve

Definition of
"court"

(4) For the purposes of this section, "court" includes a judge thereof and any justice or magistrate.

(4) Pour l'application du présent article, «cour» comprend un juge de celle-ci et tout juge ou magistrat.

Définition de
«cour»

Application of Provincial Laws

Regulations
applying
provincial laws

56. (1) Subject to subsections (2) and (3), the Governor in Council, on the recommendation of the Minister of Finance made after consultation with the Minister, may, for the purposes of the application in respect of this Part of any provision of the Nova Scotia Sales Tax Act referred to in subsection 48(1) 10 or section 50, make regulations making any provincial laws or any part thereof specified by the regulations applicable, with such modifications as the circumstances require, within the offshore area or such portions of 15 the offshore area as are described in the regulations for any such purpose set out therein.

Provincial
agreement or
notice required

(2) No regulations shall be made under subsection (1) unless

(a) the Lieutenant Governor in Council of the Province of Nova Scotia has consented thereto; or

(b) the Nova Scotia Minister is given written notice of the proposed regulations 25 together with a copy thereof at least ninety days before the proposed regulations come into force.

Exceptions

(3) This section does not apply to any provincial laws that impose a tax, charge or 30 royalty or that are repugnant to or inconsistent with any federal law.

Appropriation

Appropriation

57. In respect of each fiscal year during the term of the Agreement, the Minister of National Revenue may pay out of the Consolidated Revenue Fund, at such times and in such manner as may be prescribed, amounts required to be refunded or reimbursed during that fiscal year to taxpayers under this Part or in lieu of those amounts, an amount to 40 Her Majesty in right of Nova Scotia on account of amounts that have been refunded or reimbursed to taxpayers in respect of taxes paid under this Part.

Application des lois provinciales

Règlements
d'application
des lois
provinciales

56. (1) Sous réserve des paragraphes (2) 5 et (3), le gouverneur en conseil peut, sur recommandation du ministre des Finances après consultation avec le ministre, pour l'application de toute disposition de la loi néo-écossaise sur la taxe de vente visée ou au 10 paragraphe 48(1) à l'article 50, prendre des règlements rendant applicables des lois provinciales ou des parties de celles-ci précisées dans les règlements, avec les adaptations de circonstance, à la zone extracôtière ou à des 15 fractions de celle-ci indiquées dans les règlements, pour une fin qui y est précisée.

(2) Aucun règlement ne peut être pris en 20 application du paragraphe (1), à moins que ne survienne un des événements suivants :

a) le gouvernement du Canada et le gou- 20 vernement de la Nouvelle-Écosse conviennent que des règlements doivent être pris;

b) le gouvernement de la Nouvelle-Écosse reçoit un avis écrit des règlements proposés ainsi qu'une copie de ces règlements au 25 moins quatre-vingt-dix jours avant la date proposée de leur entrée en vigueur.

Nécessité d'un
accord avec la
province ou
d'un avis à
celle-ci

(3) Le présent article ne s'applique pas 30 aux lois provinciales qui prévoient l'imposition d'une taxe, d'un droit ou d'une redevance, ou qui sont incompatibles avec les lois fédérales.

Exceptions

Affectation

Affectation

57. En ce qui concerne chaque exercice se déroulant pendant la durée de l'Accord, le 35 ministre du Revenu national peut payer sur le Fonds du revenu consolidé, aux dates et de la manière réglementaires, les montants qui doivent être remboursés au cours de cet exercice aux contribuables en vertu de la présente 40 partie ou, au lieu de ces montants, un montant à Sa Majesté du chef de la Nouvelle-Écosse au titre des montants qui ont été remboursés aux contribuables relativement

aux taxes payées en vertu de la présente partie.

Regulations

Regulations

58. (1) The Governor in Council may make regulations for carrying out the purposes and provisions of this Part and, without restricting the generality of the foregoing, may make regulations

(a) on the recommendation of the Minister,

(i) governing the determination of any matter that under this Part is to be determined by the Minister, 10

(ii) prescribing the accounts and records to be kept for the purposes of this Part, the place where, the manner in which and the terms and conditions under which those accounts and records 15 are to be kept and requiring those records to be kept in accordance with those regulations,

(iii) determining the manner of computing the amount of tax to be collected 20 and remitted under this Part and prescribing the periods within which returns by vendors are required to be filed under this Part,

(iv) prescribing the time when, manner 25 and circumstances in which and persons or classes of persons by whom, returns by users or consumers of tangible personal property are required to be filed for the purposes of this Part and requiring those returns to be filed in accordance with those regulations, 30

(v) prescribing, for the purpose of paragraph 46(2)(c), any class of tangible personal property that may be consumed 35 or used in the production or processing of non-renewable resources,

(vi) prescribing the circumstances in which and the terms and conditions under which a deduction from, refund of 40 or rebate of any tax under this Part may be granted pursuant to subsection 52(1),

(vii) facilitating the granting of any deduction, refund or rebate under this Part, 45

Règlements

Règlements

58. (1) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, prendre les mesures nécessaires à l'application de la présente partie et, 5 notamment :

a) sur recommandation du ministre :

(i) concernant la décision à prendre sur toute question qui, en application de la présente partie, relève du ministre, 10

(ii) établir les comptes et les registres à tenir pour l'application de la présente partie, ainsi que le lieu où ceux-ci doivent être conservés et la manière et les modalités qui régissent leur tenue, et 15 l'obligation de les tenir conformément à ce règlement,

(iii) fixer la manière de calculer le montant de la taxe à percevoir et à verser en vertu de la présente partie et les périodes 20 des au cours desquelles les déclarations des vendeurs doivent être produites en vertu de la présente partie,

(iv) fixer la date, la manière et les circonstances de la production, par des personnes ou des catégories de personnes, de déclarations d'utilisateurs ou de consommateurs de biens mobiliers corporels tenus à cette production en application de la présente partie et exiger que ces 30 déclarations soient produites, conformément à ce règlement,

(v) désigner, pour l'application de l'alinéa 46(2)c), une catégorie de biens mobiliers corporels qui peuvent être consommés ou utilisés pour la production ou la transformation de ressources non renouvelables, 35

(vi) prévoir les circonstances et les modalités de la déduction ou du remboursement de taxes prévues par la présente partie, ou d'un rabais sur celles-ci, pouvant être accordés conformément au paragraphe 52(1), 40

(vii) faciliter les déductions, les remboursements ou les rabais prévus par la présente partie, 45

- (viii) providing for the retention, by way of deduction or set-off, of the amount of tax or other indebtedness of a purchaser under this Part out of any amount or amounts that may be or become payable by Her Majesty to him, 5
- (ix) prescribing the time and manner of making payments pursuant to section 57, and
- (x) subject to this subsection and subsections 48(2) and (3), prescribing anything that is by this Part to be prescribed; and 10
- (b) on the recommendation of the Minister of Finance, 15
- (i) excluding any provision or any part thereof of the Nova Scotia Sales Tax Act from the application of subsection 39(2) or section 50,
- (ii) amending any of the provisions of the Nova Scotia Sales Tax Act as set out in Schedule IV and the reference to that provision in subsection 39(2) or 48(1) or section 50 if the amendment would have the effect of making that provision conform with the corresponding provision of the Nova Scotia Sales Tax Act as amended from time to time, 20
- (iii) for carrying out or giving effect to any provision of the Nova Scotia Sales Tax Act applicable in respect of this Part, 25
- (iv) prescribing the interest rate or determining the manner of calculating the interest rate per year for the purpose of subsection 30(1) of the Nova Scotia Sales Tax Act applicable in respect of this Part by virtue of section 50, 35
- (v) for the purpose of the definition "production or processing" in subsection 39(1), 40
- (A) prescribing the extent to which and the manner in which the exploration for, extraction of, or transformation or conversion of any non-renewable resource is carried out, and 45
- (B) defining any words or expressions for the purpose of the prescription under clause (A), 50
- (viii) prévoir la retenue, par voie de déduction ou de compensation, du montant de la taxe d'un acheteur, ou d'une dette de celui-ci, en vertu de la présente partie de tout montant que Sa Majesté peut lui devoir ou pourrait lui devoir, 5
- (ix) fixer la date et la manière de faire des paiements conformément à l'article 57,
- (x) sous réserve du présent paragraphe et des paragraphes 48(2) et (3), prendre toute mesure d'ordre réglementaire prévue par la présente partie; 10
- b) sur recommandation du ministre des Finances : 15
- (i) soustraire toute disposition, ou fraction de celle-ci, de la loi néo-écossaise sur la taxe de vente à l'application du paragraphe 39(2) ou de l'article 50,
- (ii) modifier toute disposition de la loi néo-écossaise sur la taxe de vente énoncée à l'annexe IV et le renvoi à cette disposition au paragraphe 39(2) ou 48(1) ou à l'article 50, si la modification a pour effet de rendre cette disposition conforme à la disposition correspondante de la loi néo-écossaise sur la taxe de vente, dans sa version éventuellement modifiée, 20
- (iii) sur l'application de toute disposition de la loi néo-écossaise sur la taxe de vente applicable à la présente partie, 30
- (iv) fixer le taux d'intérêt ou la méthode de calcul du taux d'intérêt annuel pour l'application du paragraphe 30(1) de la loi néo-écossaise sur la taxe de vente, applicable à la présente partie en vertu de l'article 50, 35
- (v) pour l'application de la définition de «production ou transformation» au paragraphe 39(1) : 40
- (A) déterminer dans quelle mesure et de quelle manière les activités de prospection, d'extraction, de transformation ou de conversion de toutes ressources non renouvelables peuvent être menées, 45
- (B) définir les mots et expressions nécessaires à la détermination prévue à la disposition (A), 50

(vi) prescribing the persons or classes of persons to whom or the tangible personal property or classes thereof in respect of which a deduction from, refund of or rebate of any tax under this Part may be granted pursuant to subsection 52(1), and

(vii) prescribing, for the purposes of subsection 55(1), exceptions to the jurisdiction of the courts in Nova Scotia.

(vi) désigner les personnes, ou les catégories de personnes, à qui peut être accordée, conformément au paragraphe 52(1), une déduction ou un remboursement de toute taxe, ou un rabais sur celle-ci, imposée en vertu de la présente partie, ou désigner les biens mobiliers corporels, ou les catégories de biens mobiliers corporels, qui peuvent faire l'objet de cette déduction, de ce remboursement ou de ce rabais,

(vii) déterminer, pour l'application du paragraphe 55(1), les exceptions à la compétence des cours de la Nouvelle-Écosse.

Regulations of general or particular application

(2) Any regulation made under subsection (1) may be made applicable generally or to apply in the manner specified in the regulations.

(2) Tout règlement pris en application du paragraphe (1) peut s'appliquer de façon générale ou spéciale, selon ce qui y est précisé.

Application générale ou spéciale

Copy of proposed regulation to Nova Scotia Minister

(3) Subject to subsection (4), the Minister or the Minister of Finance shall furnish the Nova Scotia Minister with a copy of every regulation proposed to be made pursuant to subsection (1) on the recommendation of that Minister at least thirty days before the regulation is made unless the Minister and the Nova Scotia Minister otherwise agree.

(3) Sous réserve du paragraphe (4), le ministre des Finances fournit au ministre néo-écossais un exemplaire de tout règlement dont il propose, sur sa recommandation, la prise en vertu du paragraphe (1), au moins trente jours avant la prise du règlement, sauf si le ministre et le ministre néo-écossais en conviennent autrement.

Exemplaire du règlement proposé au ministre néo-écossais

Idem

(4) Where a copy of a proposed regulation has been furnished to the Nova Scotia Minister pursuant to subsection (3) and it is proposed to make the regulation with amendments from the version so furnished, that subsection does not apply in respect of the proposed regulation as so amended, but the Minister shall furnish the Nova Scotia Minister with a copy of the proposed regulation as so amended, unless the Minister and the Nova Scotia Minister otherwise agree.

(4) Lorsqu'un exemplaire d'un règlement proposé a été fourni au ministre néo-écossais conformément au paragraphe (3) et qu'il est proposé qu'une version modifiée du règlement fourni soit prise, ce paragraphe ne s'applique pas à cette version modifiée, mais le ministre doit fournir au ministre néo-écossais un exemplaire de la version modifiée du règlement, sauf si le ministre et le ministre néo-écossais en conviennent autrement.

Idem

Commencement of Regulations

59. (1) Any regulation made under this Part for the purposes of the implementation of a provision of this Part shall, if the regulation so provides, have retroactive effect and be deemed to have come into force

59. (1) Un règlement pris en vertu de la présente partie pour l'application d'une disposition de la présente partie s'applique, si le règlement le prévoit, rétroactivement et est réputé en vigueur :

Entrée en vigueur d'un règlement

(a) on the date the provision comes into force; or

(b) on any date thereafter as specified in the regulation.

a) soit à la date d'entrée en vigueur de la disposition;

b) soit à toute date ultérieure précisée dans le règlement.

Publication

(2) No regulation made under this Part has effect until it has been published in the

(2) Un règlement pris en vertu de la présente partie n'a pas d'effet avant sa publica-

Publication

Canada Gazette, but, when so published, a regulation shall if it so provides, be effective with reference to a period before it was published.

tion dans la *Gazette du Canada*, mais une fois publié, un règlement prend effet en ce qui concerne une période antérieure à sa publication, s'il contient une disposition à cet effet.

5

Forms

60. (1) The Minister may, by order, prescribe any form or any information to be given on a form that is by this Part or the regulations to be prescribed and may include on any form so prescribed a declaration, to be signed by the person completing the form, 10 declaring that the information given by him on the form is, to the best of his knowledge, true, accurate and complete.

5 60. (1) Le ministre peut, par arrêté, prévoir les formulaires et les renseignements que la présente loi prévoit devoir être précisés par règlement et inclure sur ces formulaires une déclaration, à être signée par la personne 10 remplissant le formulaire, à l'effet que les renseignements consignés sur le formulaire sont véridiques, complets et précis.

Formulaires

Forms prescribed or authorized

(2) Every form purporting to be a form prescribed or authorized by the Minister shall be deemed to be a form prescribed by order of the Minister under this Act unless called in question by the Minister or some person acting for the Minister or Her Majesty.

(2) Tout formulaire passant pour prévu ou 15 autorisé par le ministre est réputé être un 15 formulaire réglementaire prévu par arrêté du ministre en vertu de la présente loi, sauf s'il est remis en question par le ministre, ou par une personne agissant pour le compte de 20 celui-ci, ou par Sa Majesté. 20

Formulaires réglementaires ou autorisés

Coming into Force

Commencement

61. This Part shall be deemed to have come into force on June 22, 1984.

61. La présente partie est réputée être entrée en vigueur le 22 juin 1984.

Entrée en vigueur

Expiry

Expiration

62. This Part shall cease to have effect on a day to be fixed by proclamation.

62. La présente partie cesse d'avoir effet à la date fixée par proclamation.

Cessation d'effet

PART III

THE SHARING OF OFFSHORE REVENUE

Interpretation

Definitions

“assessment”
«cotisation»

63. (1) In this Part,
“assessment” includes reassessment;

“Bay of Fundy”
«baie de Fundy»

“Bay of Fundy” means the submarine areas within the limits described in Schedule II;

“Minister”
«ministre»

“Minister” means the Minister of Energy, Mines and Resources;

“Nova Scotia Sales Tax Act”
«loi néo-écossaise...»

“Nova Scotia Sales Tax Act” means the *Health Services Tax Act*, Revised Statutes of Nova Scotia 1967, Chapter 126, as amended;

PARTIE III

PARTAGE DES RECETTES PROVENANT DE LA ZONE EXTRACÔTIÈRE

Définitions

25 63. (1) Les définitions qui suivent s'appli- 25 quent à la présente partie.

«accord sur la perception des impôts» L'accord sur la perception des impôts conclu en application de la partie II.

30 «année» Année civile.

«baie de Fundy» Les zones sous-marines délimitées à l'annexe II.

Définitions

«accord sur la perception des impôts»
“tax administration...”

30 «année»
“year”

«baie de Fundy»
“Bay of Fundy”

“Nova Scotia
share”
«part de...»

“Nova Scotia share”, in respect of a fiscal year,

(a) means the portion of the offshore revenue in respect of the fiscal year that is allocated to the Government of Nova Scotia, and

(b) includes

(i) those portions of the offshore revenue in respect of the fiscal year that are attributable to Sable Island and its footprint and the Bay of Fundy, and

(ii) the amounts realized during the fiscal year from forfeited deposits, paid to the Receiver General in respect of Sable Island and its footprint and the Bay of Fundy, provided for by exploration agreements entered into under section 10 of the Oil Act or the corresponding provision of the Nova Scotia Oil Act or provided for under subsection 3.2(1) of the Oil Production Act or the corresponding provision of the Nova Scotia Oil Production Act, to the extent, if any, that such Acts are applicable,

determined at the time, in the manner and subject to such terms and conditions as may be prescribed;

“offshore area”
«zone
extracôtière»

“offshore area” means Sable Island and the submarine areas within the limits described in Schedule I;

“offshore
revenue”
«recettes
extracôtières»

“offshore revenue”, in respect of any fiscal year, means, subject to subsections (2) to (7), the aggregate of the following amounts, namely,

(a) the aggregate of the amounts paid to the Receiver General during the fiscal year on account of the basic royalties and progressive incremental royalties payable in respect of the offshore area under the Oil Act or the Nova Scotia Oil Act, to the extent, if any, that either such Act is applicable,

(b) the aggregate of the proceeds derived from the disposition of shares, interests and shares in interests pursuant to subsections 23(6) and 55(3) of the Oil Act or the corresponding provisions of the Nova Scotia Oil Act, to the

«commissaire provincial des impôts» La personne occupant la fonction intitulée *Provincial Tax Commissioner* nommée en vertu de la loi intitulée *Public Service Act*, chapitre 225 des lois intitulées *Revised Statutes of Nova Scotia 1967*, dans sa version modifiée.

«cotisation» Comprend une nouvelle cotisation.

«Fonds des recettes» Le compte ouvert en vertu de l'article 66.

«Île de Sable et son empreinte» La zone, submergée ou non, délimitée à l'annexe III.

«loi néo-écossaise sur la taxe de vente» La loi intitulée *Health Services Tax Act*, chapitre 126 des lois intitulées *Revised Statutes of Nova Scotia 1967*, dans sa version modifiée.

«ministre» Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources.

«part de la Nouvelle-Écosse» Pour un exercice, à la fois :

a) la fraction des recettes extracôtières pour l'exercice qui est attribuée au gouvernement de la Nouvelle-Écosse;

b) comprend les montants qui suivent, déterminés à la date, de la manière et sous réserve des modalités réglementaires :

(i) la fraction des recettes extracôtières pour l'exercice attribuable à l'Île de Sable et à son empreinte et à la baie de Fundy,

(ii) les sommes perçues pendant l'exercice provenant de dépôts confisqués, payées au receveur général relativement à l'Île de Sable et à son empreinte et à la baie de Fundy, prévues aux accords d'exploration conclus en vertu de l'article 10 de la Loi sur le pétrole ou de la disposition correspondante de la Loi néo-écossaise sur le pétrole ou prévus au paragraphe 3.2(1) de la Loi sur la production du pétrole ou de la disposition correspondante de la Loi néo-écossaise sur la production du pétrole.

«commissaire provincial des impôts»
“Provincial...”

«cotisation»
“assessment”

«Fonds des recettes»
“Revenue Fund”

«Île de Sable et son empreinte»
“Sable...”

«loi néo-écossaise sur la taxe de vente»
“Nova Scotia Sales...”

«ministre»
“Minister”

«part de la Nouvelle-Écosse»
“Nova Scotia share”

extent, if any, that either such Act is applicable,

(c) the aggregate of the amounts paid to the Receiver General during the fiscal year on account of the cash bonuses payable in respect of the offshore area pursuant to exploration agreements entered into under section 10 of the Oil Act or the corresponding provision of the Nova Scotia Oil Act, to the extent, if any, that either such Act is applicable,

(d) the aggregate of the amounts paid to the Receiver General during the fiscal year in respect of the offshore area on account of

(i) the annual rentals payable under section 71 of the Oil Act,

(ii) the rentals provided for by exploration agreements entered into under section 10 of the Oil Act,

(iii) the fees, if any, payable

(A) for production licences issued under the Oil Act, and

(B) for operating licences issued pursuant to paragraph 3.2(1)(a) of the Oil Production Act, and

(iv) the fees, if any, and rentals payable under or provided for by exploration agreements entered into under the Nova Scotia Oil Act or the Nova Scotia Oil Production Act corresponding to the rentals and fees referred to in subparagraphs (i) to (iii),

to the extent, if any, that the Acts referred to in this paragraph are applicable and to the extent that the aggregate of all such rentals and fees exceeds the aggregate of all costs for the fiscal year as determined by the Minister, and where applicable, the Nova Scotia Minister, in respect of the administration and management of the offshore area under all of the Acts referred to in this paragraph that are applicable,

(e) the aggregate of

(i) ten per cent of the taxable income earned by all corporations during the fiscal year in the offshore area, and

(ii) the percentage of the taxable income earned by all corporations

«recettes extracôtières» Pour un exercice, sous réserve des paragraphes (2) à (7), le total des montants suivants :

«recettes extracôtières»
"offshore revenue"

a) le total des montants payés au receveur général au cours de l'exercice au titre des redevances de base et des redevances progressives de base à payer pour la zone extracôtière en vertu de la Loi sur le pétrole ou de la Loi néo-écossaise sur le pétrole, selon l'application éventuelle de chacune de ces lois;

b) le total du produit tiré de l'aliénation de parts, de droits et de parts dans des droits conformément aux paragraphes 23(6) et 55(3) de la Loi sur le pétrole ou aux dispositions correspondantes de la Loi néo-écossaise sur le pétrole, selon l'application éventuelle de chacune de ces lois;

c) le total des montants payés au receveur général au cours de l'exercice au titre des bonis en espèces à payer pour la zone extracôtière conformément aux accords d'exploration conclus en vertu de l'article 10 de la Loi sur le pétrole ou de la disposition correspondante de la Loi néo-écossaise sur le pétrole, selon l'application éventuelle de chacune de ces lois;

d) le total des montants payés au receveur général au cours de l'exercice pour la zone extracôtière au titre des montants suivants :

(i) les redevances fixes annuelles à payer en vertu de l'article 71 de la Loi sur le pétrole,

(ii) les redevances fixes prévues aux accords d'exploration conclus en vertu de l'article 10 de la Loi sur le pétrole,

(iii) les droits éventuels à payer pour :

(A) les licences de production accordées en vertu de la Loi sur le pétrole,

(B) les licences d'opération délivrées conformément à l'alinéa 3.2(1)a) de la Loi sur la production du pétrole,

(iv) les droits éventuels et les redevances fixes à payer dans le cadre des accords d'exploration conclus en vertu de la Loi néo-écossaise sur le pétrole

during the fiscal year in the offshore area that is referred to in paragraph 123(1)(b) of the *Income Tax Act*,

where the taxable income earned by corporations during the fiscal year is assessed under the *Income Tax Act* in respect of

(iii) taxation years of corporations ending in the year that ends in the fiscal year, and

(iv) those taxation years and portions of the taxation years of corporations prior to the taxation years referred to in subparagraph (iii) that are within the term of the Agreement and are not included in respect of a previous fiscal year, and

(f) the aggregate of the amounts on account of tax, interest, penalties or other sums payable under Part II collected in respect of

(i) the year that ends in the fiscal year, and

(ii) those years and portions of the years prior to the year referred to in subparagraph (i) that are within the term of the Agreement and are not included in respect of a previous fiscal year

less one and one-half per cent of the aggregate of such amounts on account of tax collected by vendors;

“prescribed”
Version
anglaise
seulement

“prescribed” means prescribed by regulations made by the Governor in Council pursuant to this Part;

“Provincial Tax
Commissioner”
«commis-
saire...»

“Provincial Tax Commissioner” means the Provincial Tax Commissioner appointed under the *Public Service Act*, Revised Statutes of Nova Scotia 1967, Chapter 255, as amended;

“Revenue
Fund”
«Fonds des...»

“Revenue Fund” means the account established by section 66;

“regulations”
«règlements»

“regulations” means regulations made by the Governor in Council under this Part;

“Sable Island
and its
footprint”
«Île de Sable...»

“Sable Island and its footprint” means the area, whether above or under water, that is within the limits described in Schedule III;

ou de la Loi néo-écossaise sur la production du pétrole correspondant aux droits et aux redevances fixes visés aux sous-alinéas (i) à (iii),

dans la mesure éventuelle où les lois visées au présent alinéa s'appliquent et dans la mesure où la somme de ces droits et redevances fixes est supérieure à la somme des frais pour l'exercice déterminés par le ministre et, lorsqu'il y a lieu, le ministre néo-écossais, pour l'administration et la gestion de la zone extracôtière conformément aux lois visées au présent alinéa qui sont applicables;

e) le total des montants suivants :

(i) dix pour cent du revenu imposable gagné par toutes les personnes morales au cours de l'exercice dans la zone extracôtière,

(ii) le pourcentage du revenu imposable gagné par toutes les personnes morales au cours de l'exercice dans la zone extracôtière visé à l'alinéa 123(1)b) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*,

lorsque le revenu imposable gagné par les personnes morales au cours de l'exercice est cotisé en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* pour :

(iii) les années d'imposition des personnes morales se terminant dans l'année qui finit au cours de l'exercice,

(iv) les années d'imposition et les fractions d'année d'imposition des personnes morales antérieures aux années d'imposition visées au sous-alinéa (iii) qui se déroulent pendant la durée de l'Accord et ne sont pas incluses pour un exercice antérieur;

f) le total des montants au titre de la taxe, des intérêts, des amendes ou des autres sommes à payer en vertu de la partie II perçus en ce qui concerne :

(i) l'année qui se termine au cours de l'exercice,

(ii) les années et les fractions d'année antérieures à l'année visée au sous-alinéa (i) qui se déroulent pendant la

“tax administration agreement”
«accord...»

“tax administration agreement” means a tax administration agreement entered into pursuant to Part II;

“year”
«année»

“year” means a calendar year.

durée de l'Accord et ne sont pas incluses pour un exercice antérieur,

moins un et demi pour cent du total de ces montants au titre des taxes perçues par les vendeurs.

5

«règlements» Règlements pris par le gouverneur en conseil en vertu de la présente partie.

«règlements»
“regulations”

«zone extracôtière» L'Île de Sable et les zones sous-marines délimitées à l'annexe II.

10 «zone extracôtière»
“offshore area”

Determination of amounts referred to in paragraphs (1)(a) to (d)

(2) For the purposes of paragraphs (a) to (d) of the definition “offshore revenue” in subsection (1), the aggregate of the amounts referred to in each of those paragraphs shall be determined at the time, in the manner and subject to such terms and conditions as may be prescribed.

5 (2) Pour l'application des alinéas a) à d) de la définition de «recettes extracôtières» au paragraphe (1), le total des montants visés à chacun de ces alinéas est déterminé à la date, de la manière et selon les modalités 15 réglementaires.

Détermination des montants visés aux alinéas (1)a) à d)

Corporation Income Tax Revenue

(3) Subject to subsections (5) to (7), for the purposes of paragraph (e) of the definition “offshore revenue” in subsection (1), the percentages of the taxable income earned by all corporations during a fiscal year in the offshore area shall be determined in the manner prescribed, assessed not later than twenty-four months after the end of the fiscal year, in respect of the taxation years of corporations ending in the year that ends in the fiscal year and taxation years and portions of the taxation years of corporations referred to in subparagraph (e)(iv) of the definition, where applicable.

(3) Sous réserve des paragraphes (5) à (7), pour l'application de l'alinéa e) de la définition de «recettes extracôtières» au paragraphe (1), les pourcentages du revenu imposable gagné par toutes les personnes morales au cours d'un exercice dans la zone extracôtière sont déterminés de la manière réglementaire, cotisé au plus tard vingt-quatre mois après la fin de l'exercice, pour les années d'imposition des personnes morales se terminant dans l'année finissant au cours de l'exercice et les années d'imposition et les fractions d'année d'imposition des personnes morales visées au sous-alinéa e)(iv) de la définition, lorsqu'il y a 25 lieu.

Impôt sur le revenu des personnes morales

Sales tax calculation

(4) Subject to subsections (5) to (7), for the purposes of paragraph (f) of the definition “offshore revenue” in subsection (1), the aggregate of the amounts on account of tax, interest, penalties or other sums payable under Part II collected in respect of the year ending in a fiscal year shall be deemed to be

(4) Sous réserve des paragraphes (5) à (7), pour l'application de l'alinéa f) de la définition de «recettes extracôtières» au paragraphe (1), le total des montants au titre des taxes, des intérêts, des amendes ou des autres sommes à payer en vertu de la partie II, perçus pour l'année finissant au cours d'un exercice, est réputé être :

Calcul de la taxe de vente

(a) the aggregate of the taxes, interest, penalties and other sums payable under Part II collected, as determined in the manner prescribed, not later than twenty-four months after the end of the fiscal year minus

a) le total des taxes, des intérêts, des amendes et des autres sommes à payer en vertu de la partie II, déterminé de la manière réglementaire, perçus au plus tard vingt-quatre mois après la fin de l'exercice

moins

45

(b) the aggregate, as determined in the manner prescribed, of the deductions from, refunds of and rebates of tax imposed under Part II that have been granted in

b) le total, déterminé de la manière réglementaire, des retenues des taxes imposées en vertu de la partie II, des rembourse-

respect of the taxes referred to in paragraph (a).

Definition of
"offshore
revenue"

(5) For the purposes of the definition "offshore revenue" in subsection (1), in respect of a fiscal year during the term of the Agreement before this Act comes into force,

- (a) the amounts referred to in paragraph (e) of the definition shall be determined, in respect of taxable income earned after March 1, 1982, by the Minister of Finance in accordance with subsection (6) as if Part VI had come into force on March 2, 1982; and
- (b) the amounts referred to in paragraph (f) of the definition shall be determined by the Minister of Finance in accordance with subsection (6) as if Part II had come into force on March 2, 1982.

Estimation of
revenues prior
to commence-
ment of Act

(6) For the purposes of subsection (5), the Minister of Finance shall, in respect of a fiscal year during the term of the Agreement before this Act comes into force, estimate the amounts referred to in paragraphs (e) and (f) of the definition "offshore revenue" in subsection (1) that would have been assessed or collected, as the case may be, under the *Income Tax Act* or Part II if Parts II and VI had come into force on March 2, 1982.

Additional
revenue

(7) For the purposes of the definition "offshore revenue" in subsection (1), in respect of any fiscal year,

- (a) if
 - (i) the aggregate of the amounts referred to in paragraph (e) of the definition, determined in respect of the fiscal year in accordance with this section,
 - is less than
 - (ii) the amount determined by applying the general prevailing rate of tax under the *Income Tax Act*, Revised Statutes of Nova Scotia 1967, Chapter 134, as amended, to the taxable income earned by all corporations during the fiscal year in the offshore area, as determined by the Minister of Finance in accordance

ments de celles-ci et des rabais sur celles-ci accordés en ce qui concerne les taxes visées à l'alinéa a).

(5) Pour l'application de la définition de «recettes extracôtières» du paragraphe (1), en ce qui concerne un exercice se déroulant pendant la durée de l'Accord avant l'entrée en vigueur de la présente loi :

- a) les montants visés à l'alinéa e) de la définition sont déterminés, en ce qui concerne le revenu imposable gagné après le 1^{er} mars 1982, par le ministre des Finances conformément au paragraphe (6) comme si la partie VI était entrée en vigueur le 2 mars 1982;
- b) les montants visés à l'alinéa f) de la définition sont déterminés par le ministre des Finances conformément au paragraphe (6) comme si la partie II était entrée en vigueur le 2 mars 1982.

(6) Pour l'application du paragraphe (5), le ministre des Finances estime, pour un exercice se déroulant pendant la durée de l'Accord avant l'entrée en vigueur de la présente loi, les montants visés aux alinéas e) et f) de la définition de «recettes extracôtières» au paragraphe (1) qui auraient été perçus ou cotisés, selon le cas, en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* ou de la partie II comme si les parties II et VI étaient entrées en vigueur le 2 mars 1982.

(7) Pour l'application de la définition de «recettes extracôtières» du paragraphe (1), en ce qui concerne un exercice :

- a) si
 - (i) le total des montants visés à l'alinéa e) de la définition, déterminé pour l'exercice conformément au présent article,
 - est inférieur
 - (ii) au taux général d'impôt actuel prévu à la loi intitulée *Income Tax Act*, chapitre 134 des lois intitulées *Revised Statutes of Nova Scotia 1967*, dans sa version modifiée, applicable au revenu imposable gagné par toutes les personnes morales au cours de l'exercice dans la zone extracôtière, déterminé par le ministre des Finances conformément

Définition de
«recettes
extracôtières»

Estimation des
recettes avant
l'entrée en
vigueur de la loi

Recettes
supplémentaires

with the rules that apply under the regulations made under the *Income Tax Act* relating to the allocation among provinces of the taxable income of a corporation,

an amount not exceeding the difference between the aggregate referred to in subparagraph (i) and the amount referred to in subparagraph (ii) shall be added to such aggregate and the sum so obtained shall be deemed to be the amounts referred to in paragraph (e) of the definition in respect of the fiscal year; and

(b) if the aggregate of the amounts referred to in paragraph (f) of the definition, determined in respect of the fiscal year in accordance with this section, is less than the total revenue that would have been derived, as determined by the Minister of Finance, in respect of the offshore area during the fiscal year if the Nova Scotia Sales Tax Act had applied in respect of designated goods within the offshore area during the fiscal year, an amount not exceeding the difference between such aggregate and such total revenue may, in the discretion of the Minister, be added to such aggregate and the sum so obtained shall be deemed to be the amounts referred to in paragraph (f) of the definition in respect of the fiscal year.

Sharing of the Offshore Revenue

Offshore
revenue shares

64. (1) Subject to this Part, the Government of Canada shall share in the offshore revenue, other than those portions of the offshore revenue attributable to Sable Island and its footprint and the Bay of Fundy, in respect of each fiscal year during the term of the Agreement.

Determination
of Nova Scotia
share

(2) Subject to this Part and the regulations, the Nova Scotia share in respect of each fiscal year during the term of the Agreement shall be determined by the Minister at the time, in the manner and subject to such terms and conditions as may be prescribed.

Ministerial
determination

(3) For the purposes of determining the Nova Scotia share in respect of any fiscal

aux règles prévues par les règlements d'application de la *Loi de l'impôt sur le revenu* relativement à l'allocation entre les provinces du revenu imposable d'une personne morale,

un montant non supérieur à la différence entre le total visé au sous-alinéa (i) et le montant visé au sous-alinéa (ii) est ajouté à ce total, et le produit de l'addition est réputé constituer les montants visés à l'alinéa e) de la définition pour l'exercice;

b) si le total des montants visés à l'alinéa f) de la définition, déterminé pour l'exercice conformément au présent article, est inférieur aux recettes totales qui auraient été tirées, selon la détermination du ministre des Finances, de la zone extracôtière au cours de l'exercice, si la loi néo-écossaise sur la taxe de vente s'était appliquée aux marchandises désignées dans la zone extracôtière pendant l'exercice, un montant non supérieur à la différence entre ce total et ces recettes totales peut, à la discrétion du ministre, être ajouté à ce total, et le produit de cette addition est réputé constituer les montants visés à l'alinéa f) de la définition pour l'exercice.

Partage des recettes extracôtières

64. (1) Sous réserve de la présente partie, le gouvernement du Canada partage les recettes extracôtières, sauf la fraction de ces recettes attribuable à l'Île de Sable et à son empreinte et à la baie de Fundy, pour chaque exercice pendant la durée de l'Accord.

Part des
recettes
extracôtières

(2) Sous réserve de la présente partie et des règlements, la part de la Nouvelle-Écosse pour chaque exercice pendant la durée de l'Accord est déterminée par le ministre à la date, de la manière et selon les modalités réglementaires.

Détermination
de la part de la
Nouvelle-
Écosse

(3) Pour la détermination de la part de la Nouvelle-Écosse pour un exercice conformé-

Détermination
ministérielle

year pursuant to subsection (2) and of exercising powers under paragraph 67(1)(a),

(a) the per capita fiscal capacity of Nova Scotia and the national average per capita fiscal capacity shall be determined by the Minister of Finance in accordance with Part IV; and

(b) the average annual unemployment rate of Nova Scotia and the national average annual unemployment rate in respect of that fiscal year, shall be determined by the Minister, on the basis of information furnished by the Chief Statistician of Canada, at the times, in the manner and subject to such terms and conditions as may be prescribed.

Eligibility for the determination of the Nova Scotia share

65. (1) The Nova Scotia share, in respect of any fiscal year, shall not include any amount referred to in paragraph (f) of the definition "offshore revenue" in subsection 63(1) unless

(a) the Government of Nova Scotia has undertaken to collect and continues to collect in accordance with Part II and the tax administration agreement, on behalf of the Government of Canada, tax, interest, penalties and other sums payable under Part II in respect of the year ending in the fiscal year; and

(b) the Nova Scotia Minister has furnished the Minister, the Minister of Finance or the Minister of National Revenue with such information or documentation as that Minister may request for the purposes of this Part or Part II.

Effect of determination

(2) Where it is determined by order of the Governor in Council, after considering a report of a Minister mentioned in paragraph (1)(b), that any condition set out in subsection (1) is not being or has not been complied with, a copy of the order of the Governor in Council evidencing the determination and setting forth the particulars in respect of which that condition is not being or has not been complied with shall forthwith be communicated to the Government of Nova Scotia and,

(a) the Nova Scotia share, in respect of any fiscal year, shall not include any

ment au paragraphe (2) et de l'usage des pouvoirs prévus à l'alinéa 67(1)a) :

a) le potentiel fiscal par habitant de la Nouvelle-Écosse et la moyenne nationale du potentiel fiscal par habitant sont déterminés par le ministre des Finances conformément à la partie IV;

b) le taux annuel moyen de chômage de la Nouvelle-Écosse et le taux national annuel moyen de chômage pour cet exercice sont déterminés par le ministre, sur la base de renseignements fournis par le statisticien en chef du Canada, aux dates, de la manière et selon les modalités réglementaires.

15

65. (1) La part de la Nouvelle-Écosse, pour un exercice, ne comprend pas un montant visé à l'alinéa f) de la définition de «recettes extracôtières» au paragraphe 63(1), sauf si, à la fois :

a) le gouvernement de la Nouvelle-Écosse s'est engagé à percevoir et continue de percevoir conformément à la partie II et à l'accord sur la perception des impôts, pour le compte du gouvernement du Canada, les taxes, les intérêts, les amendes et les autres sommes à payer en vertu de la partie II pour l'année finissant au cours de l'exercice;

b) le ministre néo-écossais a fourni au ministre, au ministre des Finances ou au ministre du Revenu national les renseignements et la documentation qu'un de ces ministres demande pour l'administration de la présente partie ou de la partie II.

20

(2) Lorsqu'il est déterminé par décret du gouverneur en conseil, après considération d'un rapport d'un ministre visé à l'alinéa (1)b), qu'une condition énoncée au paragraphe (1) n'est pas, ou n'a pas été, observée, un exemplaire du décret du gouverneur en conseil attestant la détermination et précisant les détails du manquement à la condition est expédié sans délai au gouvernement de la Nouvelle-Écosse et :

a) la part de la Nouvelle-Écosse pour un exercice ne comprend pas un montant visé à l'alinéa f) de la définition de «recettes extracôtières» au paragraphe 63(1);

45

Admissibilité à la détermination de la part de la Nouvelle-Écosse

Effet de la détermination

amount referred to in paragraph (f) of the definition "offshore revenue" in subsection 63(1), and

(b) no further amount shall be transferred to the Revenue Fund and no further payment shall be made to Her Majesty in right of Nova Scotia under this Part on account of that portion of the Nova Scotia share, in respect of any fiscal year, that is attributable to amounts referred to in paragraph (f) of the definition "offshore revenue" in subsection 63(1) unless and until the Governor in Council by order otherwise directs, but any payment made to Her Majesty in right of Nova Scotia under this Part, before the date of the making of the determination, is not recoverable.

b) aucun montant ultérieur n'est transféré au Fonds des recettes et aucun paiement ultérieur n'est effectué à Sa Majesté du chef de la Nouvelle-Écosse en vertu de la présente partie au titre de la fraction de la part de la Nouvelle-Écosse, pour un exercice, qui est attribuable aux montants visés à l'alinéa f) de la définition de «recettes extracôtières» au paragraphe 63(1), sauf si le gouverneur en conseil en dispose autrement par décret; cependant, tout paiement effectué à Sa Majesté du chef de la Nouvelle-Écosse en vertu de la présente partie, avant la date de la détermination, n'est pas recouvrable.

Definition of
"Nova Scotia
Minister"

(3) In this section, the expression "Nova Scotia Minister" has the same meaning as in Part II.

(3) Dans le présent article, «ministre néo-écossais» s'entend au sens de la partie II.

Définition de
«ministre
néo-écossais»

Offshore Oil and Gas Resource Revenue Fund

Fonds des recettes provenant des ressources pétrolières et gazières

Revenue fund

66. There shall be established in the accounts of Canada an account to be known as the Nova Scotia Offshore Oil and Gas Resource Revenue Fund.

66. Est ouvert, parmi les comptes du Canada, un compte intitulé «Fonds des recettes provenant des ressources pétrolières et gazières».

Fonds des
recettes

Power to make
payment

67. (1) Subject to subsection 65(2), the Minister shall, at the times and in the manner prescribed,

67. (1) Sous réserve du paragraphe 65(2), le ministre peut, aux dates et de la manière réglementaires :

Autorisation de
paiement

(a) transfer into the Revenue Fund

a) transférer au Fonds des recettes :

(i) the amount of the Nova Scotia share in respect of any fiscal year during the term of the Agreement, and

(i) la part de la Nouvelle-Écosse pour un exercice pendant la durée de l'Accord,

(ii) where, in any fiscal year ending during the term of the agreement, the per capita fiscal capacity of Nova Scotia, including the Nova Scotia share in respect of the fiscal year as determined without reference to sections 65 and 68, is less than one hundred and ten per cent of the national average per capita fiscal capacity increased by an amount equal to twice the amount by which the average unemployment rate of Nova Scotia exceeds the national average unemployment rate, an amount, determined by the Minister in the

(ii) lorsque, au cours d'un exercice se terminant pendant la durée de l'Accord, le potentiel fiscal par habitant de la Nouvelle-Écosse, y compris la part de la Nouvelle-Écosse pour l'exercice déterminée sans tenir compte des articles 65 et 68, est inférieur à cent dix pour cent de la moyenne nationale du potentiel fiscal par habitant, augmenté d'un montant égal au double de l'excédent du taux moyen de chômage de la Nouvelle-Écosse sur le taux moyen national de chômage, un montant, déterminé par le ministre de la manière et selon les

manner prescribed and subject to such terms and conditions as may be prescribed, equal to the lesser of

(A) the amount by which the aggregate of the taxes payable by taxpayers under the *Petroleum and Gas Revenue Tax Act* attributable to the production of oil or gas in the offshore area, as determined by the Minister of National Revenue, assessed or collected in respect of taxation years of taxpayers ending in the fiscal year, exceeds the aggregate, as determined by the Minister of National Revenue, of the tax credits that have been deducted pursuant to that Act from those taxes and the refunds of such taxes that have been made pursuant to that Act, and

(B) the portion of the aggregate referred to in clause (A) that, when added to the per capita fiscal capacity of Nova Scotia in the fiscal year, is such that the per capita fiscal capacity of Nova Scotia in the fiscal year, including the Nova Scotia share in respect of the fiscal year, is equal to one hundred and ten per cent of the national average per capita fiscal capacity in the fiscal year increased as described in this subparagraph; and

(b) pay to Her Majesty in right of the Province any amount transferred to the Revenue Fund pursuant to paragraph (a) or subsection (2).

(2) Where the Government of Nova Scotia has entered into a tax administration agreement, the Minister may, with the concurrence of the Minister of Finance, at the times and in the manner prescribed, transfer into the Revenue Fund an amount on account of any amount that may be payable or may become payable to Her Majesty in right of Nova Scotia under this Act in respect of any fiscal year.

(3) Where an amount has been transferred into the Revenue Fund pursuant to subsection (2) on account of the Nova Scotia share, the amount shall be accounted for and shall be deemed to be a portion of the Nova Scotia

modalités réglementaires, égal au moins élevé des montants suivants :

(A) l'excédent du total des impôts à payer par les contribuables en vertu de la *Loi de l'impôt sur les revenus pétroliers* attribuable à la production de pétrole ou de gaz dans la zone extracôtière, déterminé par le ministre du Revenu national, cotisé ou perçu pour les années d'imposition des contribuables se terminant au cours de l'exercice, sur le total, déterminé par le ministre du Revenu national, des crédits d'impôt qui ont été déduits conformément à cette loi de ces impôts et des remboursements de ces impôts qui ont été effectués conformément à cette loi,

(B) la fraction de la somme visée à la disposition (A) qui, ajoutée au potentiel fiscal par habitant de la Nouvelle-Écosse au cours de l'exercice, est telle que le potentiel fiscal par habitant de la Nouvelle-Écosse au cours de l'exercice, y compris la part de la Nouvelle-Écosse pour l'exercice, est égal à cent dix pour cent de la moyenne nationale du potentiel fiscal par habitant pour l'exercice augmenté ainsi que le prévoit le présent sous-alinéa;

b) payer à Sa Majesté du chef de la province tout montant transféré au Fonds des recettes conformément à l'alinéa a) ou au paragraphe (2).

(2) Lorsque le gouvernement de la Nouvelle-Écosse a conclu un accord sur la perception des impôts, le ministre peut, avec l'assentiment du ministre des Finances, selon les dates et de la manière réglementaires, transférer au Fonds des recettes un montant au titre de tout montant qui est à payer, ou peut le devenir, à Sa Majesté du chef de la Nouvelle-Écosse en vertu de la présente loi pour un exercice.

(3) Lorsqu'un montant a été transféré au Fonds des recettes conformément au paragraphe (2) au titre de la part de la Nouvelle-Écosse, le montant est comptabilisé et est réputé constituer une fraction de la part de la

Payments under the tax administration agreement

Accounting of payments on account

Paiements dans le cadre de l'accord sur la perception des impôts

Comptabilité

share in respect of any fiscal year, as determined by the Minister in the manner prescribed, notwithstanding that the Nova Scotia share was not determined by the Minister in accordance with subsection 64(2).

Nouvelle-Écosse pour un exercice, déterminée par le ministre de la manière réglementaire, nonobstant le fait que la part de la Nouvelle-Écosse n'a pas été déterminée par le ministre conformément au paragraphe 64(2).

Deemed payable

(4) Any amount transferred into the Revenue Fund pursuant to paragraph (1)(a) or subsection (2) shall be deemed to be payable to Her Majesty in right of Nova Scotia from the time the amount is so transferred.

(4) Tout montant transféré au Fonds des recettes conformément à l'alinéa (1)a) ou au paragraphe (2) est réputé être à payer à Sa Majesté du chef de la Nouvelle-Écosse à compter de la date d'un tel transfert.

Présomption

Right of Nova Scotia to audit calculation of Nova Scotia share

(5) Notwithstanding section 3 but subject to section 15 and the *Income Tax Act* and the *Petroleum and Gas Revenue Tax Act*, the Government of Nova Scotia is entitled, at the times and in the manner and subject to such terms and conditions as may be prescribed,

(5) Nonobstant l'article 3 mais sous réserve de l'article 15 et de la *Loi de l'impôt sur le revenu* et de la *Loi de l'impôt sur les revenus pétroliers*, le gouvernement de la Nouvelle-Écosse a le droit, aux dates, de la manière et selon les modalités réglementaires :

Droit de la province de vérifier le calcul de la part de la Nouvelle-Écosse

(a) to inspect and make copies of any book, account, record or report, and

a) d'examiner et de faire des copies de tout livre, compte, registre ou déclaration,

(b) to have access to any information

b) d'avoir accès à toute information

that is relevant for the purpose of demonstrating the calculation, in respect of any fiscal year, of the offshore revenue, the Nova Scotia share and any other amount referred to in subsection (1).

qui sont pertinents à l'élaboration du calcul, pour un exercice, des recettes extracôtières, de la part de la Nouvelle-Écosse et de tout autre montant visé au paragraphe (1).

Charges to account

(6) There shall be credited to the Revenue Fund all amounts transferred thereto under this section and there shall be charged against the Revenue Fund all such amounts paid to Her Majesty in right of Nova Scotia under this section.

(6) Sont crédités au Fonds des recettes tous les montants qui y sont transférés en vertu du présent article et sont imputés au Fonds des recettes tous les montants payés à Sa Majesté du chef de la Nouvelle-Écosse en vertu du présent article.

Imputations au compte

Repayment of Development Fund

68. (1) Notwithstanding any other provision of this Part, where amounts have been paid to Her Majesty in right of Nova Scotia pursuant to Part V,

68. (1) Nonobstant toute autre disposition de la présente partie, lorsque des montants ont été payés à Sa Majesté du chef de la Nouvelle-Écosse conformément à la partie V :

Fonds de développement

(a) the amounts that are to be transferred into the Revenue Fund pursuant to paragraph 67(1)(a) in respect of each of the ten consecutive fiscal years commencing with the first fiscal year of offshore production shall, at the times and in the manner and subject to such terms and conditions as may be prescribed, be reduced by the aggregate or the portion thereof prescribed of all amounts paid to Her Majesty in right of Nova Scotia pursuant to Part V that have not been repaid to the Government of Canada before the

a) les montants qui sont transférés dans le Fonds des recettes conformément à l'alinéa 67(1)a) pour chacun des dix exercices consécutifs à compter du premier exercice de production extracôtière sont, aux dates, de la manière et selon les modalités réglementaires, réduits de la somme, ou de la fraction de celle-ci, déterminée réglementairement, des montants payés à Sa Majesté du chef de la Nouvelle-Écosse conformément à la partie V qui n'ont pas été remboursés au gouvernement du

date on which those amounts are transferred into the Revenue Fund in respect of that fiscal year; and

(b) where the aggregate or portion thereof referred to in paragraph (a) exceeds the aggregate of all amounts that are to be transferred into the Revenue Fund pursuant to paragraph 67(1)(a) in respect of that fiscal year the amounts to be transferred into the Revenue Fund pursuant to paragraph 67(1)(a) in respect of the fiscal year next following that fiscal year and in respect of any fiscal year thereafter as long as amounts paid to Her Majesty in right of Nova Scotia pursuant to Part V that have not been repaid to the Government of Canada remain outstanding, shall be reduced at the time, in the manner and subject to such terms and conditions as may be prescribed.

Definition of
first fiscal year
of offshore
production"

(2) In this section, "first fiscal year of offshore production" means the fiscal year during which falls the day that is three years immediately following the earliest of

(a) the day on which the production of oil or gas commences in the offshore area, as determined by the Minister and the Nova Scotia Minister; and

(b) the day on which the cumulative volume of production in the offshore area has reached an amount equal to one billion cubic metres of gas or an amount equivalent thereto of natural gas liquids or oil, as determined by the Minister in accordance with the regulations.

Definition of
"Nova Scotia
Minister"

(3) In this section, "Nova Scotia Minister" has the same meaning as in Part I.

Appropriation and Report

Appropriation

69. (1) In respect of each fiscal year during the term of the Agreement, the following amounts are hereby appropriated for the purposes of this Part and payments may be made out of the Consolidated Revenue Fund, at such times and in such manner as may be prescribed, as follows:

(a) the Minister of Finance may, after consultation with the Minister of National Revenue and subject to the tax administration agreement, pay out of the Consolidat-

Canada avant la date où ces montants sont transférés au Fonds des recettes pour cet exercice;

b) lorsque la somme, ou la fraction de celle-ci, visée à l'alinéa a) est supérieure à la somme des montants qui doivent être transférés au Fonds des recettes conformément à l'alinéa 67(1)a) pour cet exercice, les montants qui doivent être transférés au Fonds des recettes conformément à l'article 67(1)a) pour l'exercice suivant cet exercice et pour tout exercice ultérieur, tant que les montants payés à Sa Majesté du chef de la Nouvelle-Écosse conformément à la partie V qui n'ont pas été remboursés au gouvernement du Canada demeurent dus, sont réduits à la date, de la manière et selon les modalités réglementaires.

(2) Dans le présent article, «premier exercice de production extracôtière» s'entend de l'exercice survenant trois ans après la plus rapprochée des dates suivantes :

a) celle où la production de pétrole ou de gaz commence dans la zone extracôtière, déterminée par le ministre et le ministre néo-écossais;

b) celle où le volume cumulatif de production dans la zone extracôtière atteint un milliard de mètres cubes de gaz ou une quantité équivalente de liquides extraits du gaz naturel ou de pétrole, déterminée par le ministre conformément aux règlements.

(3) Dans le présent article, «ministre néo-écossais» s'entend au sens de la partie I.

Définition de
«premier
exercice de
production
extracôtière»

Définition de
«ministre
néo-écossais»

Affectation et rapport

Affectation

69. (1) Pour chaque exercice se déroulant pendant la durée de l'Accord, les montants suivants sont affectés à l'application de la présente partie et des paiements peuvent être faits sur le Fonds du revenu consolidé, aux dates et de la manière réglementaires, ainsi qu'il suit :

a) le ministre des Finances peut, après consultation du ministre du Revenu national et sous réserve de l'accord sur la perception des impôts, payer sur le Fonds du

ed Revenue Fund pursuant to this section to Her Majesty in right of Nova Scotia the amount of any costs relating to the collection or administration during that fiscal year of the tax imposed under Part II; and 5
(b) the Minister may pay out of the Consolidated Revenue Fund pursuant to this section the amount of any Nova Scotia share or any other amount transferred to the Revenue Fund during that fiscal year 10 pursuant to this Part.

revenu consolidé, conformément au présent article, à Sa Majesté du chef de la Nouvelle-Écosse les frais relatifs à la perception ou à l'administration de la taxe imposée en vertu de la partie II au cours 5 de cet exercice;

b) le ministre peut payer sur le Fonds du revenu consolidé, conformément au présent article, le montant d'une part de la Nouvelle-Écosse ou tout autre montant 10 transféré au Fonds des recettes au cours de cet exercice conformément à la présente partie.

Report

(2) On or before the 31st day of December next following the end of each fiscal year during the term of the Agreement, the Minister shall cause to be prepared a report in 15 respect of that fiscal year, of all of the revenues and expenditures referred to in this Part, and shall cause the report to be laid before each House of Parliament on any of the first fifteen days on which that House is 20 sitting after the day the report is prepared.

(2) Au plus tard le quinzième jour de séance de chaque chambre du Parlement suivant le 31 décembre suivant chaque exercice 15 se déroulant pendant la durée de l'Accord, le ministre fait déposer devant elle le rapport pour l'exercice sur toutes les recettes et dépenses visées à la présente partie. 20

Rapport

Regulations

Regulations

70. (1) The Governor in Council may make regulations for carrying out the purposes and provisions of the Agreement or this Part and, without restricting the generality 25 of the foregoing, may make regulations

(a) on the recommendation of the Minister and the Minister of Finance,

(i) governing the transfer to the Revenue Fund of amounts on account of any 30 amount that may be payable or may become payable to Nova Scotia under this Act and the adjustment of or accounting of such amount and providing for the recovery of any over-payment,

(ii) prescribing, in accordance with the Agreement, the time and manner of determining the Nova Scotia share and the terms and conditions under which it 40 may be determined, and

(iii) prescribing, for the purposes of section 68, the time and manner of reducing the amounts that are to be trans-

Règlements

70. (1) Le gouverneur en conseil peut prendre des règlements d'application de l'Accord ou de la présente partie, notamment :

a) sur recommandation du ministre et du ministre des Finances : 25

(i) sur le transfert au Fonds des recettes de tout montant qui est à payer, ou qui peut le devenir, à la Nouvelle-Écosse en vertu de la présente loi et sur l'ajustement ou la comptabilisation de ce montant et sur le recouvrement de tout paiement en trop,

(ii) conformément à l'Accord, sur la date, la manière et, lorsqu'il y a lieu, sur la réduction de la part de la Nouvelle-Écosse et sur les modalités de sa 35 détermination,

(iii) concernant, pour l'application de l'article 68, la date et la manière de la réduction des montants qui doivent être 40 transférés au Fonds des recettes et les modalités de cette réduction;

b) sur recommandation du ministre :

Règlements

- ferred to the Revenue Fund and the terms and conditions under which those amounts are reduced;
- (b) on the recommendation of the Minister,
- (i) for the purposes of subsection 64(2) and paragraph 67(1)(a), defining the expressions "the average annual unemployment rate of Nova Scotia" and "the national average annual unemployment rate" and prescribing the time and manner of their determination,
 - (ii) subject to subparagraph (c)(ii), prescribing the time and manner of making any payment under this Part,
 - (iii) subject to subparagraph (c)(iii), prescribing the manner in which accounts are to be kept pursuant to this Part,
 - (iv) respecting the determination of any matter that under the Agreement or this Part is to be determined by the Minister, and
 - (v) subject to this subsection, prescribing anything that, by virtue of any other provision of this Part, is to be prescribed; and
- (c) on the recommendation of the Minister of Finance,
- (i) prescribing anything that, by virtue of subsections 63(3) and (4), is to be prescribed,
 - (ii) prescribing, subject to the tax administration agreement, the time and manner of making any payment pursuant to paragraph 69(1)(a),
 - (iii) prescribing, subject to the tax administration agreement, the manner in which accounts are to be kept for the purposes of making payments pursuant to paragraph 69(1)(a), and
 - (iv) respecting the determination of any matter that under the Agreement or this Part is to be determined by the Minister of Finance.

5

15

20

25

30

35

40

45

- (i) pour l'application du paragraphe 64(2) et de l'alinéa 67(1)a), définir les expressions «taux annuel moyen de chômage de la Nouvelle-Écosse» et «taux national annuel moyen de chômage» et fixer la date et la manière de leur détermination,
 - (ii) sous réserve du sous-alinéa c)(ii), sur la date et la manière de faire un paiement prévu à la présente partie,
 - (iii) sous réserve du sous-alinéa c)(iii), sur la manière de tenir les comptes qui doivent l'être en application de la présente partie,
 - (iv) concernant la détermination de tout ce que le ministre doit déterminer en vertu de l'Accord ou de la présente partie,
 - (v) sous réserve du présent paragraphe, en vue de prendre toute mesure d'ordre réglementaire prévue à la présente partie;
- c) sur la recommandation du ministre des Finances :
- (i) en vue de prendre toute mesure d'ordre réglementaire prévue aux paragraphes 63(3) et (4),
 - (ii) sous réserve de l'accord sur la perception des impôts, sur la date et la manière de faire un paiement conformément à l'alinéa 69(1)a),
 - (iii) sous réserve de l'accord sur la perception des impôts, sur la manière de tenir les comptes aux fins de faire les paiements conformément à l'alinéa 69(1)a),
 - (iv) concernant la détermination de tout ce que le ministre des Finances doit déterminer en vertu de l'Accord ou de la présente partie.

10

15

20

25

30

35

40

made pursuant to subsection (1), with such modifications as the circumstances require.

mément au paragraphe (1), avec les adaptations de circonstance.

Coming into Force

Entrée en vigueur

Commence-
ment

71. This Part or any provision thereof shall come into force on a day or days to be fixed by proclamation.

71. La présente partie ou telle de ses dispositions entre en vigueur à la date ou aux dates fixées par proclamation.

Entrée en
vigueur

5

PART IV

PARTIE IV

FISCAL EQUALIZATION OFFSET PAYMENTS AND DETERMINATION OF PER CAPITA FISCAL CAPACITY

PAIEMENTS DE PÉRÉQUATION COMPENSATOIRES ET DÉTERMINATION DU POTENTIEL FISCAL PAR HABITANT

Interpretation

Définitions

Definitions

“Fiscal
Arrangements
Act”
«loi sur...»

“commence-
ment of
commercial
production of
oil or gas”
«début de la
production...»

“first fiscal
year of offshore
production”
«premier
exercice de
production
extracôtière»

72. (1) In this Part,
“Fiscal Arrangements Act” means the *Federal-Provincial Fiscal Arrangements and Established Programs Financing Act, 1977*;
“commencement of commercial production of oil or gas” means the earliest of
(a) the date designated by the Minister of Energy, Mines and Resources as the first day on which a volume of gas equal 15 to four million cubic metres or a volume equivalent thereto of natural gas liquids or oil, as determined by the Minister in accordance with the regulations, has, during that day, flowed through the first 20 sales meter for sale and delivery, and
(b) the date designated by the Nova Scotia Minister;
“first fiscal year of offshore production” means, at the option of the Government of 25 Nova Scotia, exercised by filing a notice in writing with the Minister of Energy, Mines and Resources before the commencement of commercial production of oil or gas in the offshore area, 30
(a) the earliest of
(i) the fiscal year beginning on the first day of April next following the day that is three years immediately following the commencement of com- 35
ercial production of oil or gas in the offshore area, and

72. (1) Les définitions qui suivent s’appliquent à la présente partie.

«début de la production commerciale de pétrole ou de gaz» La plus rapprochée des 10 dates suivantes :

a) celle désignée par le ministre de l’Énergie, des Mines et des Ressources comme le premier jour au cours duquel un volume de gaz égal à quatre millions de mètres cubes, ou un volume équiva- 15
lent de liquides extraits du gaz naturel ou de pétrole, déterminé par le ministre conformément aux règlements, a passé par le premier compteur de ventes en vue de la vente et de la livraison; 20
b) celle désignée par le ministre néo-écossais.

«fraction appliquée progressivement» À l’égard :

a) du premier exercice de production 25
extracôtière et, lorsqu’il y a lieu, de l’exercice précédant le premier exercice de production extracôtière, dix pour cent;
b) du premier exercice suivant le pre- 30
mier exercice de production extracôtière, vingt pour cent;
c) du deuxième exercice suivant le pre-
mier exercice de production extracôtière, trente pour cent; 35

Définitions

«début de la
production
commerciale de
pétrole ou de
gaz»
«commence-
ment...»

«fraction
appliquée
progressive-
ment»
«phase-in...»

	(ii) any one of the three fiscal years immediately preceding the fiscal year referred to in subparagraph (a)(i), if a request for the designation of such year as the first fiscal year of offshore production is made in writing to the Minister of Energy, Mines and Resources by the Nova Scotia Minister prior to the beginning of that fiscal year, or	5	d) du troisième exercice suivant le premier exercice de production extracôtière, quarante pour cent;	
	(b) the fiscal year beginning on the first day of April next following the commencement of commercial production of oil or gas in the offshore area;	10	e) du quatrième exercice suivant le premier exercice de production extracôtière, cinquante pour cent;	5
"Minister" «ministre»	"Minister" means the Minister of Finance;	15	f) du cinquième exercice suivant le premier exercice de production extracôtière, soixante pour cent;	
"national average per capita fiscal capacity" «moyenne...»	"national average per capita fiscal capacity" means the per capita fiscal capacity of all of the provinces;		g) du sixième exercice suivant le premier exercice de production extracôtière, soixante-dix pour cent;	10
"Nova Scotia Minister" «ministre néo-écossais»	"Nova Scotia Minister" means the Minister of Finance for the Government of Nova Scotia;	20	h) du septième exercice suivant le premier exercice de production extracôtière, quatre-vingts pour cent;	15
"offshore area" «zone...»	"offshore area" has the same meaning as in Part II;		i) du huitième exercice suivant le premier exercice complet de production extracôtière, quatre-vingt-dix pour cent.	
"offshore revenue" «recettes...»	"offshore revenue", in respect of any fiscal year, has the same meaning as in Part III;	25	«loi» La Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur le financement des programmes établis.	20 «loi sur les accords fiscaux» "Fiscal..."
"phase-in portion" «fraction appliquée progressive-ment»	"phase-in portion" means, (a) in respect of the first fiscal year of offshore production and, where applicable, the fiscal year immediately preceding the first fiscal year of offshore production, ten per cent, (b) in respect of the first fiscal year following the first fiscal year of offshore production, twenty per cent, (c) in respect of the second fiscal year following the first fiscal year of offshore production, thirty per cent, (d) in respect of the third fiscal year following the first fiscal year of offshore production, forty per cent, (e) in respect of the fourth fiscal year following the first fiscal year of offshore production, fifty per cent,	30 35 40	«ministre» Le ministre des Finances. «ministre néo-écossais» S'entend au sens de la partie I. «moyenne nationale du potentiel fiscal par habitant» Le potentiel fiscal par habitant de l'ensemble des provinces. «premier exercice de production extracôtière» S'entend, selon le choix du gouvernement de la Nouvelle-Écosse manifesté par le dépôt d'un avis écrit auprès du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources avant le début de la production de pétrole ou de gaz dans la zone extracôtière : a) soit du plus rapproché des exercices suivants : (i) l'exercice commençant le premier avril suivant la date survenant trois ans après le début de la production commerciale de pétrole ou de gaz dans la zone extracôtière, (ii) un des trois exercices précédant celui visé au sous-alinéa a)(i), si une	25 «ministre» "Minister" «ministre néo-écossais» "Nova Scotia..." «moyenne nationale du potentiel fiscal par habitant» "national..." «premier exercice de production extracôtière» "first fiscal..."

(f) in respect of the fifth fiscal year following the first fiscal year of offshore production, sixty per cent,

(g) in respect of the sixth fiscal year following the first fiscal year of offshore production, seventy per cent,

(h) in respect of the seventh fiscal year following the first fiscal year of offshore production, eighty per cent, and

(i) in respect of the eighth fiscal year following the first fiscal year of offshore production, ninety per cent;

“province”
«province»

“province” does not include the Northwest Territories or the Yukon Territory.

Determination
of population

(2) For the purposes of this Part, the population of a province for a fiscal year is the population of that province for that fiscal year, as determined for the purposes of Part I of the Fiscal Arrangements Act.

Fiscal Equalization Offset Payments

Fiscal
equalization
offset payments

73. The Minister of Energy, Mines and Resources may pay to Her Majesty in right of Nova Scotia, at the time and in the manner prescribed, in respect of

(a) the first fiscal year of offshore production,

(b) each of the eight fiscal years following the first fiscal year of offshore production, and

(c) where the first fiscal year of offshore production has the meaning assigned to that expression by paragraph (b) of the definition of that expression in subsection 72(1), the fiscal year immediately preceding the first fiscal year of offshore production,

a fiscal equalization offset payment not exceeding the amount computed in accordance with section 74.

Calculation of
fiscal equaliza-
tion offset
payment

74. (1) The fiscal equalization offset payment that may be paid to Her Majesty in right of Nova Scotia, for a fiscal year pursu-

demande en vue de la désignation d'une telle année comme premier exercice de production extracôtière est présentée par écrit au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources par le ministre néo-écossais avant le début de cet exercice,

b) soit de l'exercice commençant le premier avril suivant la date du début de la production commerciale de pétrole ou de gaz dans la zone extracôtière.

«province» Ne comprend pas les territoires du Nord-Ouest ni le territoire du Yukon.

«recettes extracôtières» S'entend au sens de la partie III en ce qui concerne un exercice.

«zone extracôtière» S'entend au sens de la partie II.

«province»
“province”

«recettes
extracôtières»
“offshore
revenue”

«zone
extracôtière»
“offshore area”

Détermination
du chiffre de la
population

(2) Pour l'application de la présente partie, le chiffre de la population d'une province pour un exercice est celui de cette province pour ce même exercice, déterminé pour l'application de la partie I de la loi sur les accords fiscaux.

Paiements de péréquation compensatoires

73. Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources peut, à la date et de la manière prescrites, verser à Sa Majesté du chef de la Nouvelle-Écosse un paiement de péréquation compensatoire non supérieur au montant calculé conformément à l'article 74 en ce qui concerne à la fois :

a) le premier exercice de production extracôtière,

b) chacun des huit exercices suivant le premier exercice de production extracôtière,

c) dans les cas où le premier exercice de production extracôtière a le sens que lui donne l'alinéa b) de la définition de cette expression au paragraphe 72(1), l'exercice précédant le premier exercice de production extracôtière.

Paiements de
péréquation
compensatoires

74. (1) Le paiement de péréquation compensatoire qui peut être fait à Sa Majesté du chef de la Nouvelle-Écosse pour un exercice

Calcul du
paiement de
péréquation
compensatoire

ant to section 73 is the amount, as determined by the Minister, equal to the amount, if any, by which

(a) the fiscal equalization payment that may be made to Her Majesty in right of Nova Scotia, for the fiscal year under Part I of the Fiscal Arrangements Act is less than

(b) the fiscal equalization payment to Her Majesty in right of Nova Scotia, for the fiscal year referred to in paragraph (a), adjusted by

(i) excluding that portion of the offshore revenue in respect of the fiscal year that is included in the computation of that fiscal equalization payment, and

(ii) including in the computation of that fiscal equalization payment the phase-in portion of the offshore revenue in respect of the fiscal year.

(2) Notwithstanding subsection (1), where the first fiscal year of offshore production has the meaning assigned to that expression by paragraph (a) of the definition of that expression in subsection 72(1), the amount of the fiscal equalization offset payment that may be paid to Her Majesty in right of Nova Scotia for a fiscal year determined in accordance with subsection (1) shall be reduced by the amount equal to the product of

(a) the population of Nova Scotia for the fiscal year; and

(b) the amount, if any, by which

(i) the aggregate of

(A) the per capita fiscal capacity of Nova Scotia for the fiscal year as determined in accordance with section 75,

(B) an amount equal to the quotient obtained by dividing the fiscal equalization payment that may be made to Her Majesty in right of Nova Scotia for the fiscal year under Part I of the Fiscal Arrangements Act, by the population of Nova Scotia for the fiscal year, and

(C) an amount equal to the quotient obtained by dividing the fiscal equalization offset payment for Nova Scotia

conformément à l'article 73 est le montant, déterminé par le Ministre, égal au montant éventuel selon lequel :

a) le paiement de péréquation qui peut être fait à Sa Majesté du chef de la Nouvelle-Écosse pour l'exercice en vertu de la partie I de la loi sur les accords fiscaux est moins élevé que

b) le paiement de péréquation fait à Sa Majesté du chef de la Nouvelle-Écosse pour l'exercice visé à l'alinéa a), corrigé par :

(i) l'exclusion de la fraction des recettes extracôtières pour l'exercice qui est comprise dans le calcul de ce paiement de péréquation,

(ii) l'inclusion dans le calcul de ce paiement de péréquation de la fraction appliquée progressivement des recettes extracôtières pour l'exercice.

(2) Nonobstant le paragraphe (1), lorsque le premier exercice de production extracôtière a le sens que lui donne l'alinéa a) de la définition de cette expression au paragraphe 72(1), le montant du paiement de péréquation compensatoire qui peut être versé à Sa Majesté du chef de la Nouvelle-Écosse pour un exercice, déterminé conformément au paragraphe (1), est réduit du montant égal au produit des montants suivants :

a) le chiffre de la population de la Nouvelle-Écosse pour l'exercice; et

b) l'excédent :

(i) du total des montants suivants :

(A) le potentiel fiscal par habitant de la Nouvelle-Écosse pour l'exercice, déterminé conformément à l'article 75,

(B) le quotient de la division du paiement de péréquation qui peut être fait à Sa Majesté du chef de la Nouvelle-Écosse pour l'exercice en vertu de la partie I de la loi sur les accords fiscaux par le chiffre de la population de la Nouvelle-Écosse pour l'exercice,

(C) le quotient de la division du paiement de péréquation compensatoire à la Nouvelle-Écosse pour l'exercice, déterminé en vertu du paragraphe

Limitation on
fiscal equaliza-
tion offset
payment

Limitation du
paiement de
péréquation
compensatoire

for the fiscal year as determined under subsection (1) by the population of Nova Scotia for the fiscal year,
exceeds
(ii) the national average per capita fiscal capacity for the fiscal year as determined in accordance with section 75.

(1), par le chiffre de la population de la Nouvelle-Écosse pour l'exercice, sur

(ii) la moyenne nationale du potentiel fiscal par habitant pour l'exercice, déterminée conformément à l'article 75.

Determination of Per Capita Fiscal Capacity

Détermination du potentiel fiscal par habitant

Determination of fiscal capacity

75. (1) For the purposes of paragraph 74(2)(b) and the determination of the Nova Scotia share and the exercise of any other powers under Part III, the per capita fiscal capacity of Nova Scotia and the national average per capita fiscal capacity in respect of any fiscal year shall be determined by the Minister by dividing the aggregate of the estimated revenues of Nova Scotia or of all provinces, as the case may be, in respect of the fiscal year, as determined in accordance with subsection (2), by the population of Nova Scotia or of all provinces, as the case may be, in respect of the fiscal year.

75. (1) Pour l'application de l'alinéa 74(2)b) et aux fins de la détermination de la part de la Nouvelle-Écosse et aux fins de l'exercice des autres pouvoirs prévus à la partie III, le potentiel fiscal par habitant de la province et la moyenne nationale du potentiel fiscal par habitant pour un exercice sont déterminés par le ministre en divisant le total des revenus estimatifs de la Nouvelle-Écosse ou de toutes les provinces, selon le cas, pour l'exercice, déterminé en conformité avec le paragraphe (2), par le chiffre de la population de la Nouvelle-Écosse ou de toutes les provinces, selon le cas, pour l'exercice.

Détermination du potentiel fiscal

Estimated revenues determined in accordance with a representative tax system

(2) The aggregate of the estimated revenues of Nova Scotia or of all provinces, as the case may be, in respect of any fiscal year shall be determined by

(2) Le total des revenus estimatifs de la Nouvelle-Écosse ou de toutes les provinces, selon le cas, pour un exercice est déterminé :

Revenus estimatifs déterminés en conformité avec un régime fiscal représentatif

(a) describing the sources from which are or may be derived the aggregate of the following revenues, namely,

a) en indiquant les sources dont provient, ou peut provenir, la somme des revenus suivants :

(i) the aggregate of the revenues derived by all provinces in respect of the fiscal year from all sources described in the definition "revenue source" in subsection 4(2) of the Fiscal Arrangements Act as it read on April 1st, 1982,

(i) la somme des revenus tirés par toutes les provinces, pour l'exercice, de toutes les sources mentionnées à la définition de «source de revenu» au paragraphe 4(2) de la loi sur les accords fiscaux selon sa version du 1^{er} avril 1982,

(ii) the aggregate of the revenues that are

(ii) la somme des revenus suivants :

(A) derived by all municipalities, boards, commissions and other local authorities from the sources described in paragraphs (z) and (bb) of the definition "revenue source" in subsection 4(2) of the Fiscal Arrangements Act as it read on April 1st, 1982, and

(A) ceux qui sont tirés par toutes les municipalités, commissions et autres administrations locales des sources mentionnées aux alinéas z) et bb) de la définition de «source de revenu» au paragraphe 4(2) de la loi sur les accords fiscaux selon sa version du 1^{er} avril 1982,
(B) ceux qui sont censés, en application du paragraphe 4(5) de la loi sur

(B) deemed by virtue of subsection 4(5) of the Fiscal Arrangements Act as it read on April 1st, 1982 to be derived by a province in respect of the fiscal year, and

(iii) the aggregate of the revenues derived by all provinces in respect of the fiscal year and by all municipalities, boards, commissions and other local authorities in respect of their financial years ending in the fiscal year that

(A) are not included in subparagraph (i) or (ii), and

(B) are included in the computation of fiscal equalization payments for the fiscal year under the Fiscal Arrangements Act,

as those sources are described in the definition "revenue source" in subsection 4(2) of the Fiscal Arrangements Act, varying the description of such sources to take into account the changes and factors referred to in subsection (3);

(b) defining the expression "revenue base", in respect of each distinct source described pursuant to paragraph (a), for a province in respect of the fiscal year, that relates to the measure of the relative capacity of the province to derive revenue from such source for that fiscal year,

(i) as that expression is defined in respect of such source, in section 6 of the *Federal-Provincial Fiscal Arrangements and Established Programs Financing Regulations, 1982*, and

(ii) varying that definition to take into account the changes and factors referred to in subsection (3);

(c) estimate the amount of each revenue base defined in paragraph (b), in respect of each source described pursuant to paragraph (a), for Nova Scotia or all provinces, as the case may be, for the fiscal year;

(d) estimate the amount of the revenues of Nova Scotia or of all provinces, as the case may be, in respect of each source described pursuant to paragraph (a) for the fiscal year by multiplying

les accords fiscaux selon sa version du 1^{er} avril 1982, être tirés par une province pour l'exercice,

(iii) la somme des revenus tirés par toutes les provinces, pour l'exercice, et par toutes les municipalités, commissions et autres administrations locales pour leurs exercices se terminant au cours de l'exercice, à la fois :

(A) qui ne sont pas compris dans les sous-alinéas (i) ou (ii),

(B) qui sont compris dans le calcul des paiements de péréquation pour l'exercice en vertu de la loi sur les accords fiscaux,

d'une manière semblable à la désignation de ces sources indiquées dans la définition de «source de revenu» au paragraphe 4(2) de la loi sur les accords fiscaux, la description de ces sources variant selon les changements et les facteurs visés au paragraphe (3);

b) en définissant le terme «assiette», dans le cas de chaque source distincte désignée conformément à l'alinéa a) pour une province à l'égard de l'exercice, qui se rattache à l'étendue de la compétence relative dont dispose la province pour tirer un revenu de cette source pour cet exercice, à la fois :

(i) selon la définition de ce terme à l'article 6 des *Règlements de 1982 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur le financement des programmes établis*,

(ii) en modifiant cette définition pour tenir compte des changements et des facteurs visés au paragraphe (3);

c) en estimant le montant de chaque assiette définie à l'alinéa b), à l'égard de chaque source désignée conformément à l'alinéa a), pour la Nouvelle-Écosse ou toutes les provinces, selon le cas, pour l'exercice;

d) en estimant le montant des revenus de la Nouvelle-Écosse ou de toutes les provinces, selon le cas, à l'égard de chaque source désignée conformément à l'alinéa a) pour l'exercice en multipliant les montants suivants :

5

5

10

15

20

25

30

30

35

35

40

40

45

45

50

(i) the national average rate of tax for the fiscal year in respect of that source, and

(ii) the amount of the revenue base estimated pursuant to paragraph (c) in respect of that source for Nova Scotia or all provinces, as the case may be, for the fiscal year; and

(e) add the amounts of the revenues of Nova Scotia or of all provinces, as the case may be, estimated pursuant to paragraph (d) in respect of all sources described pursuant to paragraph (a).

(i) le taux d'imposition national moyen pour l'exercice à l'égard de cette source,

(ii) le montant de l'assiette estimé conformément à l'alinéa c) à l'égard de cette source pour la Nouvelle-Écosse ou toutes les provinces, selon le cas, pour l'exercice;

e) en ajoutant les montants des revenus de la Nouvelle-Écosse ou de toutes les provinces, selon le cas, estimés conformément à l'alinéa d) à l'égard de toutes les sources désignées conformément à l'alinéa a).

Changes and factors to be taken into account in representative tax system

(3) For the purposes of paragraph (2)(a) and subparagraph (2)(b)(ii), the following changes and factors should be taken into account, namely,

(a) changes in any laws of a province relating to taxation that apply in respect of fiscal years subsequent to the fiscal year beginning on April 1, 1982,

(b) changes to improve the accuracy of comparisons among provinces of relative capacity to derive revenue from any source described pursuant to paragraph (2)(a),

(c) changes made by statistical agencies to statistical data or methods used to measure the relative capacities of provinces to derive revenue from any such source; and

(d) any other factors, that, in the opinion of the Minister are relevant in the circumstances.

(3) Pour l'application de l'alinéa 2a) et du sous-alinéa (2)b)(ii), il devrait être tenu compte des changements et des facteurs suivants :

a) les changements des lois d'une province affectant la fiscalité qui s'appliquent aux exercices postérieurs à celui qui commence le 1^{er} avril 1982;

b) les changements nécessaires pour ajuster les comparaisons entre provinces de leur potentiel relatif de tirer des revenus d'une source désignée conformément à l'alinéa (2)a);

c) les changements effectués par les organismes traitant les données statistiques ou les méthodes de mesure du potentiel relatif des provinces de tirer des revenus d'une de ces sources;

d) tous les autres facteurs qui, de l'avis du ministre, sont pertinents.

Changements et facteurs dont il faut tenir compte dans un système fiscal représentatif

Average rate of tax

(4) For the purposes of paragraph (2)(d), the national average rate of tax for a fiscal year in respect of a source is the quotient obtained by dividing

(a) the aggregate of the total revenues, as determined by the Minister, derived by all provinces for the fiscal year from that source, whether or not the total revenues or any portion thereof are included in the computation of the fiscal equalization payments to provinces for the fiscal year under Part I of the Fiscal Arrangements Act

by

(4) Pour l'application de l'alinéa (2)d), le taux d'imposition national moyen pour un exercice à l'égard d'une source est le quotient de la division de :

a) l'ensemble des revenus totaux, déterminés par le ministre, que toutes les provinces auraient tirés pour l'exercice de cette source, que les revenus totaux, ou une fraction de ceux-ci, soient inclus ou non dans le calcul des paiements de péréquation aux provinces pour l'exercice en vertu de la partie I de la loi sur les accords fiscaux

par

Taux d'imposition moyen

(b) the revenue base estimated pursuant to paragraph (2)(c) in respect of that source for all provinces for that fiscal year.

b) l'assiette estimée conformément à l'alinéa (2)c) à l'égard de cette source quant à toutes les provinces pour cet exercice.

Determinations

Final determination

76. (1) The final determination of a fiscal equalization offset payment for Nova Scotia for a fiscal year and the per capita fiscal capacity for Nova Scotia and the national average per capita fiscal capacity for a fiscal year shall be determined by the Minister following the end of the fiscal year, at the same time that the final computation of the amount, if any, of the fiscal equalization payment that is payable to a province is made for the fiscal year under Part I of the Fiscal Arrangements Act.

Interim determinations

(2) The Minister may make an interim determination of a fiscal equalization offset payment for Nova Scotia for a fiscal year or of the per capita fiscal capacity of Nova Scotia and the national average per capita fiscal capacity for a fiscal year, at the time and in the manner prescribed, prior to any final determination made under subsection (1).

Advance Payments

Advance payments

77. The Minister of Energy, Mines and Resources may, at the times and in the manner prescribed, pay to Her Majesty in right of Nova Scotia an amount on account of a fiscal equalization offset payment that may be payable or may become payable to Her Majesty in right of Nova Scotia under this Part in respect of any fiscal year.

Accounting of advances on account

78. Where an amount has been paid to Her Majesty in right of Nova Scotia pursuant to section 77 on account of a fiscal equalization offset payment for a fiscal year, the amount shall be accounted for and shall be deemed to be a portion of the fiscal equalization offset payment in respect of the fiscal year as determined by the Minister in the manner prescribed, notwithstanding that the fiscal equalization offset payment was not determined by the Minister in accordance with section 74.

Détermination

Détermination finale

76. (1) La détermination finale d'un paiement de péréquation compensatoire pour la Nouvelle-Écosse pour un exercice et du potentiel fiscal par habitant de la Nouvelle-Écosse et de la moyenne nationale du potentiel fiscal par habitant pour un exercice est effectuée par le ministre après la fin de l'exercice, au même moment que le calcul final du montant du paiement de péréquation éventuel à faire à une province pour l'exercice en vertu de la partie I de la loi sur les accords fiscaux.

Déterminations provisoires

(2) Le ministre peut effectuer la détermination provisoire d'un paiement de péréquation compensatoire à la Nouvelle-Écosse pour un exercice ou du potentiel fiscal par habitant de la Nouvelle-Écosse et de la moyenne nationale du potentiel fiscal par habitant pour un exercice, à la date et de la manière prescrites, antérieurement à toute détermination finale effectuée en vertu du paragraphe (1).

Paievements par anticipation

Paievements par anticipation

77. Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources peut, aux dates et de la manière prescrites, verser à Sa Majesté du chef de la Nouvelle-Écosse un montant au titre d'un paiement de péréquation compensatoire qui peut être à payer, ou qui peut le devenir, à Sa Majesté du chef de la Nouvelle-Écosse en vertu de la présente partie pour un exercice.

78. Lorsqu'un montant à valoir sur un paiement de péréquation compensatoire pour un exercice a été versé à Sa Majesté du chef de la Nouvelle-Écosse conformément à l'article 77, le montant est comptabilisé et est réputé être une fraction du paiement de péréquation compensatoire pour l'exercice, déterminée par le ministre de la manière réglementaire, nonobstant le fait que le paiement de péréquation compensatoire n'a pas été déterminé par le ministre conformément à l'article 74.

Appropriation

Appropriation

79. The amounts authorized to be paid by sections 73 and 77 shall be paid out of the Consolidated Revenue Fund at such times and in such manner as may be prescribed.

*Report to Parliament*Report to
Parliament

80. On or before the 31st day of December next following the end of each fiscal year during the term of the Agreement, the Minister of Energy, Mines and Resources shall cause to be prepared a report in respect of that fiscal year, relating to

(a) every fiscal equalization offset payment, and

(b) every determination of the per capita fiscal capacity for Nova Scotia or the national average per capita fiscal capacity that has been made under this Part, and shall cause the report to be laid before each House of Parliament on any of the first fifteen days on which that House is sitting after the day the report is prepared.

Regulations

Regulations

81. The Governor in Council may, on the recommendation of the Minister, make regulations

(a) prescribing the time and manner of making any payment under this Part;

(b) respecting the determination of any matter that under this Part is to be determined by the Minister of Energy, Mines and Resources or the Minister;

(c) prescribing the time and manner of making any interim determination of a fiscal equalization offset payment or of the per capita fiscal capacity of Nova Scotia and the national average per capita fiscal capacity under this Part;

(d) providing for the payment to Her Majesty in right of Nova Scotia of advances on account of a fiscal equalization offset payment for a fiscal year that may be payable or may become payable to Her Majesty in right of Nova Scotia pursuant to this Part, the adjustment of other payments by reason of such advances and the recovery of over-payments;

*Affectation*Affectation de
crédit

79. Les montants dont le paiement est autorisé par les articles 73 et 77 sont prélevés sur le Fonds du revenu consolidé aux dates et selon les modalités réglementaires.

*Rapport*Rapport au
Parlement

80. Au plus tard le quinzième jour de séance de chaque chambre du Parlement suivant le 31 décembre, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources fait déposer devant elle le rapport sur l'exécution de la présente partie pour chaque exercice précédant cette date pendant la durée de l'Accord relativement à :

a) chaque paiement de péréquation compensatoire;

b) chaque détermination du potentiel fiscal par habitant de la Nouvelle-Écosse ou de la moyenne nationale du potentiel fiscal par habitant.

Règlements

Règlements

81. Le gouverneur en conseil peut, sur recommandation du ministre, par règlement :

a) fixer la date et déterminer la manière de faire un paiement prévu à la présente partie;

b) décider de toute question qui, en vertu de la présente partie, doit être tranchée par le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources ou par le ministre;

c) fixer la date et déterminer la manière d'effectuer une détermination provisoire d'un paiement de péréquation compensatoire ou du potentiel fiscal par habitant de la Nouvelle-Écosse et de la moyenne nationale du potentiel fiscal par habitant en vertu de la présente partie;

d) prévoir le versement à Sa Majesté du chef de la Nouvelle-Écosse d'avances sur un paiement de péréquation compensatoire pour un exercice qui peut être à payer, ou peut le devenir, à Sa Majesté du chef de la Nouvelle-Écosse en application de la présente partie, le rajustement d'autres paie-

(e) prescribing anything that, by virtue of any other provision of this Part, is to be prescribed; and
(f) generally for carrying into effect the purposes and provisions of this Part.

5

ments par suite de ces avances ainsi que le recouvrement des paiements en trop;
e) prendre toute autre mesure d'ordre réglementaire prévue par la présente partie;
f) prendre toute autre mesure d'application des dispositions de la présente partie.

5

Transitional and Coming into Force

Mesures transitoires et entrée en vigueur

Transitional

82. (1) If, during the second session of the thirty-second Parliament, Bill C-12 entitled *An Act to amend the Federal-Provincial Fiscal Arrangements and Established Programs Financing Act, 1977* is assented to, the definition "Fiscal Arrangements Act" in subsection 72(1) of this Act is repealed and the following substituted therefor:

82. (1) Si, au cours de la deuxième session du trente-deuxième Parlement, le projet de loi C-12 intitulé *Loi modifiant la Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur le financement des programmes établis* est sanctionné, la définition de la «loi sur les accords fiscaux» au paragraphe 72(1) de la présente loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

Mesures transitoires

"Fiscal Arrangements Act"
«loi sur les accords fiscaux»

"Fiscal Arrangements Act" means the *Federal-Provincial Fiscal Arrangements and Federal Post-Secondary Education and Health Contributions Act, 1977*;

15

«loi sur les accords fiscaux» La *Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement post-secondaire et de santé.*

«loi sur les accords fiscaux»
"Fiscal..."

Commencement

(2) This Part or any provision thereof shall come into force on a day or days to be fixed by proclamation.

(2) La présente partie ou telle de ses dispositions entre en vigueur à la date ou aux dates fixées par proclamation.

Entrée en vigueur

PART V

CANADA-NOVA SCOTIA
DEVELOPMENT FUND

Interpretation

Definitions

"amount"
«montant»

83. In this Part,
"amount" means, except in section 87, an amount of money for infrastructural costs directly or indirectly relating to the exploration for or development, production or transportation of oil or gas in the off-shore area;

83. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.
«Fonds de développement» Compte ouvert en vertu de l'article 84.

Définitions

«Fonds de développement»
"Development Fund"

"Development Fund"
«Fonds de...»

"Development Fund" means the account established by section 84;

30

"Minister"
«ministre»

"Minister" means the Minister of Energy, Mines and Resources;

«ministre» Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources.

«ministre»
"Minister"

"Nova Scotia Minister"
«ministre néo-écossais»

"Nova Scotia Minister" means the Minister of Development for the Government of

«ministre néo-écossais» Le ministre du Développement de la Nouvelle-Écosse ou un autre membre du conseil exécutif de la Nouvelle-Écosse que le lieutenant-gouverneur en conseil de la Nouvelle-Écosse peut

«ministre néo-écossais»
"Nova Scotia..."

Nova Scotia or such other member of the Executive Council of Nova Scotia as may be designated by the Lieutenant Governor in Council of Nova Scotia for the purposes of entering into an agreement pursuant to this Part.

déléguer pour conclure un accord conformément à la présente partie.

«montant» Sauf pour l'article 87, frais d'infrastructure se rapportant directement ou indirectement à la prospection, à la mise en valeur, à la production et au transport de pétrole et de gaz dans la zone extracôtière.

«montant»
"amount"

Development Fund

Development Fund

84. There shall be established in the accounts of Canada an account to be known as the Canada-Nova Scotia Development Fund, to which shall be charged all amounts paid to Her Majesty in Right of Nova Scotia pursuant to this Part.

Agreement with the Government of Nova Scotia

85. The Minister may, with the approval of the Governor in Council, enter into an agreement with the Nova Scotia Minister, having the approval of the Lieutenant Governor in Council of Nova Scotia, providing for

- (a) the procedure to be followed in making, and the criteria of, proposals for the payment of amounts to Her Majesty in right of Nova Scotia; and
- (b) the terms and conditions of the payment and repayment of the amounts or part thereof.

Power to make payment

86. (1) On a proposal by the Nova Scotia Minister to the Minister for the payment of an amount made in accordance with the terms of an agreement entered into pursuant to section 85 the Minister may, where he approves the proposal, subject to subsection (2), section 87 and the terms of the agreement, pay to Her Majesty in right of Nova Scotia in a lump sum or by instalment the amount, or any amount on account thereof in each of the fiscal years commencing on April 1 in 1984, 1985, 1986 and 1987.

Limitation

(2) Only amounts incurred or specified in a proposal referred to in subsection (1) made prior to the day that is the earliest of

- (a) the day on which the production of oil or gas commences in the offshore area, as determined by the Minister and the Nova Scotia Minister, and
- (b) the day on which the cumulative volume of production in the offshore area

Fonds de développement

Fonds de développement

84. Est ouvert, parmi les comptes du Canada, un compte intitulé «Fonds de développement Canada-Nouvelle-Écosse» auquel sont imputées toutes les sommes versées à Sa Majesté du chef de la Nouvelle-Écosse conformément à la présente partie.

85. Le ministre peut, avec l'approbation du gouverneur en conseil, conclure un accord avec le ministre néo-écossais habilité par le lieutenant-gouverneur en conseil de la Nouvelle-Écosse, prévoyant à la fois :

- a) les directives à suivre et les critères à utiliser lors de la préparation d'une proposition de paiement de montants à Sa Majesté du chef de la Nouvelle-Écosse;
- b) les modalités du paiement et du remboursement des montants ou d'une fraction de ceux-ci.

Accord avec le gouvernement de la Nouvelle-Écosse

86. (1) Lorsque le ministre néo-écossais propose au ministre que soit effectué un paiement dans le cadre d'un accord conclu conformément à l'article 85 et que le ministre approuve cette proposition, à compter du 1^{er} avril des exercices 1984, 1985, 1986 et 1987, le ministre peut, sous réserve du paragraphe (2), de l'article 87 et des termes de l'accord, payer d'un seul coup ou par versements le montant, ou toute somme au titre de celui-ci, à chacun de ces exercices à Sa Majesté du chef de la Nouvelle-Écosse.

Autorisation de paiement

(2) Seuls les montants engagés ou précisés dans une proposition visée au paragraphe (1) avant la plus rapprochée des dates suivantes :

- a) celle où la production de pétrole ou de gaz commence dans la zone extracôtière, déterminée par le ministre et le ministre néo-écossais,
- b) celle où le volume cumulatif de production dans la zone extracôtière atteint une

Restriction

has reached an amount equal to one billion cubic metres of gas or an amount equivalent thereto of natural gas liquids or oil, as determined by the Minister in accordance with the regulations,

whether or not the proposal has been approved prior thereto, may be paid by the Minister under this section.

Definition of
"Nova Scotia
Minister"

(3) In subsection (2), "Nova Scotia Minister" has the same meaning as in Part I.

quantité égale à un milliard de mètres cubes ou une quantité équivalente de liquides extraits du gaz naturel ou de pétrole, déterminée par le ministre conformément aux règlements,

que la proposition ait ou non été approuvée avant cette date, peuvent être payés par le ministre en vertu du présent article.

(3) Dans le paragraphe (2), «ministre néo-écossais» s'entend au sens de la partie I.

Définition de
«ministre
néo-écossais»

Appropriation

Appropriation

87. (1) There is hereby appropriated for the purposes of making payments pursuant to this Part, and such payments may be made out of the Consolidated Revenue Fund in,

(a) the amount of fifty million dollars in each fiscal year, commencing with the fiscal year beginning on April 1, 1984, less

(b) the amount, if any, charged during that fiscal year, for the purpose of making payments to Her Majesty in right of Nova Scotia pursuant to this Part, to any other amount appropriated by Parliament, but the aggregate amount of all such payments shall not exceed the sum of two hundred million dollars.

Overlap

(2) Notwithstanding section 30 of the *Financial Administration Act*, any portion of the amounts appropriated under this section may be expended in subsequent fiscal years.

Charges to
Development
Fund

(3) All amounts paid to Her Majesty in right of Nova Scotia pursuant to this Part

(a) out of the Consolidated Revenue Fund pursuant to section 87, or

(b) that have been charged to any other amount appropriated by Parliament shall be charged to the Development Fund.

Report to Parliament

Report

88. On or before the 31st day of December next following the end of each fiscal year during the term of the Agreement, the Min-

Affectation

Affectation

87. (1) Est affecté au versement des paiements prévus par la présente partie un montant total d'au plus deux cent millions de dollars que le ministre peut prélever sur le Fonds du revenu consolidé, selon la répartition suivante :

a) cinquante millions de dollars par exercice, à compter de l'exercice commençant le 1^{er} avril 1984,

moins :

b) le montant éventuel imputé à une autre affectation du Parlement pendant cet exercice afin de faire des paiements à Sa Majesté du chef de la Nouvelle-Écosse conformément à la présente partie.

(2) Nonobstant l'article 30 de la *Loi sur l'administration financière*, toute fraction des montants affectés en vertu du présent article peut être dépensée au cours des exercices subséquents.

(3) Les montants suivants payés à Sa Majesté du chef de la Nouvelle-Écosse conformément à la présente partie sont imputés au Fonds de développement :

a) les imputations au Fonds du revenu consolidé conformément au présent article; b) les imputations à une autre affectation du Parlement.

Rapport

Rapport au
Parlement

88. Au plus tard le quinzième jour de séance de chaque chambre du Parlement suivant le 31 décembre de chaque exercice se

ister shall cause to be prepared a report in respect of the operation of the Development Fund account during that fiscal year and shall cause the report to be laid before each House of Parliament on any of the first fifteen days on which that House is sitting after the day the report is prepared. 5

déroulant pendant la durée de l'Accord, le ministre fait déposer devant elle le rapport sur le Fonds de développement pour l'exercice précédant cette date.

Coming into Force

Entrée en vigueur

Commencement

89. This Part or any provision thereof shall come into force on a day or days to be fixed by proclamation.

89. La présente partie ou telle de ses dispositions entre en vigueur à la date ou aux dates fixées par proclamation. 10

5 Entrée en vigueur

PART VI

PARTIE VI

CORPORATE INCOME TAX

IMPÔT SUR LE REVENU DES CORPORATIONS

R.S.C. 1952, c. 148

Income Tax Act

Loi de l'impôt sur le revenu

S.R. 1952, c. 148

90. Section 123 of the *Income Tax Act* is repealed and the following substituted therefor:

90. L'article 123 de la *Loi de l'impôt sur le revenu* est abrogé et remplacé par ce qui suit : 10

Rate for corporations

"123. (1) The tax payable under this Part for a taxation year by a corporation upon its taxable income or taxable income earned in Canada, as the case may be, (in this section referred to as its "amount taxable") for the year is, except where otherwise provided, the aggregate of 20

(a) 46% of its amount taxable for the year; and

(b) 5% of the amount taxable earned by the corporation in the year in the Nova Scotia offshore area. 25

"123. (1) L'impôt payable par une corporation en vertu de la présente Partie sur son revenu imposable ou sur son revenu imposable gagné au Canada, selon le cas (appelé dans le présent article le «montant 15 imposable») pour l'année est, sauf disposition contraire, le total de

a) 46% de son montant imposable pour l'année; et

b) 5% du montant imposable gagné par 20 la corporation au cours de l'année dans la zone extracôtière de la Nouvelle-Écosse.

Taux afférents aux corporations

Definitions

"amount taxable earned by the corporation in the year in the Nova Scotia offshore area" "montant..."

"Nova Scotia offshore area" "zone..."

(2) In this section, "amount taxable earned by the corporation in the year in the Nova Scotia offshore area" means the amount determined under rules prescribed for the 30 purpose by regulations made on the recommendation of the Minister of Finance;

"Nova Scotia offshore area" means the geographic area determined by regula- 35 tions made on the recommendation of the Minister of Finance."

(2) Dans le présent article,

"montant imposable gagné par la corpora- 25 tion au cours de l'année dans la zone extracôtière de la Nouvelle-Écosse" s'entend du montant déterminé en vertu de règles prescrites à cette fin par des règlements pris sur recommandation du 30 ministre des Finances;

"zone extracôtière de la Nouvelle-Écosse" s'entend de la zone géographique déterminée par des règlements pris sur recommandation du ministre des Finan- 35 ces."

Définitions

"montant imposable gagné par la corporation au cours de l'année dans la zone extracôtière de la Nouvelle-Écosse" "amount..."

"zone extracôtière de la Nouvelle-Écosse" "Nova..."

91. Section 90 is applicable to taxation years commencing after June 22, 1984.

91. L'article 90 s'applique aux années d'imposition commençant après le 22 juin 1984.

PART VII

RELATED AND OTHER
AMENDMENTS*Access to Information Act*

1980-81-82-83,
c. 111, Sch. I

Amendment to
*Access to
Information
Act*

92. (1) Schedule II to the *Access to Information Act* is amended by adding thereto, immediately after the reference to

"Quebec Savings Banks Act
Loi sur les banques d'épargne de Québec"

a reference to

"Canada Oil and Gas Act
Loi sur le pétrole et le gaz du Canada"

and by adding a corresponding reference in respect of that Act to "section 50".

Idem

(2) Schedule II to the said Act is further amended by adding thereto, immediately after the reference to

"Canada Oil and Gas Act
Loi sur le pétrole et le gaz du Canada"

a reference to

"Canada-Nova Scotia Oil and Gas Agreement Act
Loi sur l'Accord entre le Canada et la Nouvelle-Écosse sur la gestion des ressources pétrolières et gazières"

and by adding a corresponding reference in respect of that Act to "section 53".

1980-81-82-83,
c. 81

Amendments to
*Canada Oil and
Gas Act*

"share"
"part"

Canada Oil and Gas Act

93. The definition "share" in subsection 2(1) of the *Canada Oil and Gas Act* is repealed and the following substituted therefor:

" "share", with respect to an interest, means an undivided share in the interest or a share in the interest held in accordance with section 4.1;"

PARTIE VII

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

Loi sur l'accès à l'information

1980-81-82-83,
c. 111, annexe I

Modification à
la *Loi sur
l'accès à
l'information*

92. (1) L'annexe II de la *Loi sur l'accès à l'information* est modifiée par insertion, 5 après la mention :

«Loi sur les marques de commerce
Trade Marks Act,

de ce qui suit :

«Loi sur le pétrole et le gaz du Canada
Canada Oil and Gas Act» 10

et par adjonction d'un renvoi à l'«article 50» de la même loi.

(2) L'annexe II de la même loi est modifiée par adjonction, sous la rubrique «Loi», de 15 ce qui suit :

«Loi sur l'Accord entre le Canada et la Nouvelle-Écosse sur la gestion des ressources pétrolières et gazières
Canada-Nova Scotia Oil and Gas Agreement Act» 20

et par adjonction d'un renvoi à l'«article 53» de la même loi.

Idem

Loi sur le pétrole et le gaz du Canada

1980-81-82-83,
c. 81

Modification à
la *Loi sur le
pétrole et le gaz
du Canada*

93. La définition de «part» de l'article 2 de la *Loi sur le pétrole et le gaz du Canada* est 25 abrogée et remplacée par ce qui suit :

«part» Part indivise dans un droit ou part dans un droit détenu conformément à l'article 4.1.»

«part»
"share"

Idem	94. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 4 thereof, the following section:	94. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 4, de ce qui suit :	Idem
Shares	"4.1 A share in an interest may, with the approval of the Minister, be held with respect to a portion only of any Canada lands subject to the interest."	"4.1 Une part dans un droit peut, avec l'approbation du ministre, n'être détenue qu'à l'égard d'une fraction des terres du Canada visées par le droit."	Parts
Idem	95. Subsection 16(4) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:	95. Le paragraphe 16(4) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :	Idem
Idem	"(4) Where a declaration of significant discovery is in force on the day on which, but for this subsection, the term of an exploration agreement would expire, the exploration agreement continues in force in respect of any grid area or portion thereof specified in the declaration of significant discovery for as long as the declaration is in force."	"(4) Lorsqu'une déclaration de découverte importante est en vigueur à la date où, n'eût été le présent paragraphe, l'accord demeure en vigueur, à l'égard de toute unité ou partie d'unité de quadrillage indiquée dans la déclaration, aussi longtemps que la déclaration demeure en vigueur."	Idem
	96. (1) Paragraphs 54(1)(e) and (f) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:	96. (1) Les alinéas 54(1)e) et f) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :	Idem
	"(e) respecting the filing of documents;	"e) prévoir la production de documents;	20
	(f) respecting the transfer, assignment or other disposition of interests or shares in interests;	f) pourvoir à l'aliénation — notamment par transfert ou cession — de droits ou de parts dans des droits;	
	(f.1) respecting the registration of interests, transfers of interests or shares in interests, encumbrances and other documents and generally any other matter or thing necessary for or incidental to such registration, including	f.1) pourvoir à l'enregistrement de droits, de transferts de droits ou de parts dans des droits, de charges et de documents ainsi que, d'une façon générale, aux aspects ressortissant de près ou de loin à l'enregistrement, et notamment :	25
	(i) the registration of a caution by a person claiming a right or benefit under a document that creates or may create an encumbrance (including a security given under section 177 of the <i>Bank Act</i>), an operating agreement in respect of any Canada lands subject to an interest, or any other document specified in the regulations, and	(i) à l'enregistrement d'une mise en garde par quiconque revendique un droit ou un avantage découlant soit d'un document créateur ou générateur de charges, dont toute garantie visée à l'article 177 de la <i>Loi sur les banques</i> , soit d'un accord d'exploitation relatif à des terres du Canada visées par un droit, soit de tout autre document visé aux règlements;	35
	(ii) the effect of registration of any document, including the priority that a registered document may have over other registered documents or unregistered documents, and the priority that the rights or benefits claimed by a person under a document in respect	(ii) aux effets de l'enregistrement de documents et notamment au rang des documents enregistrés par rapport à d'autres documents enregistrés ou non et à celui de droits ou avantages revendiqués au titre de documents pour lesquels une mise en garde a été	45

of which a caution is registered may have over any rights or benefits acquired by a person under any other document, whether before or after registration of the caution;"

5

(2) Paragraph 54(1)(i) is repealed.

Coming into Force

Commence-
ment

97. (1) This Part or any provision thereof shall come into force on a day or days to be fixed by proclamation.

Idem

(2) Notwithstanding subsection (1), sections 93 and 94 shall be deemed to have come into force immediately after the coming into force of the *Canada Oil and Gas Act*.

enregistrée par rapport à d'autres droits ou avantages acquis aux termes d'autres documents, avant ou après l'enregistrement de la mise en garde;»

(2) L'alinéa 54(1)i) est abrogé.

5

Entrée en vigueur

97. (1) La présente partie ou telle de ses dispositions entre en vigueur à la date ou aux dates fixées par proclamation.

Entrée en
vigueur

(2) Par dérogation au paragraphe (1), l'entrée en vigueur des articles 93 et 94 est réputée suivre immédiatement celle de la *Loi sur le pétrole et le gaz du Canada*.

Présomption

SCHEDULE I

(Section 5, subsections 39(1) and 63(1),
definitions of "offshore area")

LIMITS OF THE OFFSHORE AREA

(All latitudes and longitudes referred to in
this Schedule are determined according to
N.A.D. 27 datum.)

The inner limit of the offshore area is the
low water mark of Nova Scotia, except that

(a) in the vicinity of Chignecto Bay, the
inner limit is a straight line from the most
southwesterly point on the most northwest- 5
erly point on the low water mark at Cape
Chignecto (N.S.) to a point at latitude 45°
24' 10" and longitude 65° 03' 31", being
on a line between that point at Cape Chig-
necto (N.S.) and Martin Head (N.B.); 10

(b) in the vicinity of Minas Channel, the
inner limit is a straight line from the most
southwesterly point on the low water mark
at Cape Chignecto (N.S.) to the most
northwesterly point on the low water mark 15
at Long Point (N.S.);

(c) in the vicinity of St. Mary's Bay, the
inner limit is a straight line from the most
southerly point on the low water mark at
Long Island (N.S.) to the low water mark 20
at the nearest point on the mainland, being
approximately two kilometres southwest-
erly of Meteghan (N.S.);

(d) in the vicinity of Chedabucto Bay, the
inner limit is a straight line from the most 25
easterly point on the low water mark at
Glasgow Head (N.S.) to the most south-
westerly point on the low water mark at
Red Point (N.S.);

(e) in the vicinity of St. George's Bay, the 30
inner limit is a straight line from the most
easterly point on the low water mark at
Cape George Point (N.S.) to the most
westerly point on the low water mark at
McKays Point (N.S.); and 35

(f) in any bay where a straight closing line
of ten kilometres or less may be drawn
between points on the low water mark of
the bay so that the area of the bay land-
ward of the closing line is greater than 40

ANNEXE I

(article 5, paragraphes 39(1) et 63(1),
définition de «zone extracôtière»)

LIMITES DE LA ZONE
EXTRACÔTIÈRE

(Les latitudes et les longitudes sont
rapportées à l'origine NAD 27)

La limite intérieure de la zone extracôtière
est la laisse de basse mer de la Nouvelle-
Écosse, sauf dans les six cas suivants :

a) au voisinage de la baie Chignecto, elle
s'étend en ligne droite du point le plus au 5
sud-ouest de la laisse de basse mer au cap
Chignecto (N.-É.) jusqu'au point situé à
45° 24' 10" de latitude et à 65° 03' 31" de
longitude sur une ligne située entre le cap
Chignecto (N.-É.) et Martin Head 10
(N.-B.);

b) au voisinage du canal Minas, elle
s'étend en ligne droite du point le plus au
sud-ouest de la laisse de basse mer au cap
Chignecto (N.-É.) jusqu'au point le plus 15
au nord-ouest de la laisse de basse mer à la
pointe Long (N.-É.);

c) au voisinage de la baie Saint-Mary, elle
s'étend en ligne droite de la pointe la plus
au sud de la laisse de basse mer à l'île 20
Long (N.-É.) jusqu'à la laisse de basse
mer au point le plus rapproché sur la terre
ferme, soit approximativement deux kilo-
mètres au sud-ouest de Meteghan (N.-É.);

d) au voisinage de la baie Chedabucto, 25
elle s'étend en ligne droite du point le plus
à l'est de la laisse de basse mer à Glasgow
Head (N.-É.) jusqu'au point le plus au
sud-ouest de la laisse de basse mer à la
pointe Red (N.-É.); 30

e) au voisinage de la baie Saint-George,
elle s'étend en ligne droite du point le plus
à l'est de la laisse de basse mer au cap
George (N.-É.) jusqu'au point le plus à
l'ouest de la laisse de basse mer à la pointe 35
McKays (N.-É.);

f) dans les baies là où une ligne droite de
fermeture d'au plus dix kilomètres peut
être tracée entre des points sur la laisse de
basse mer de la baie de manière à ce que 40

that of a semi-circle whose diameter is the closing line, the inner limit is the closing line; and for the purposes of this paragraph,

- (i) "bay" includes harbour, port, cove, 5
sound, channel, basin or other inlet,
- (ii) the closing line shall be drawn in
such manner as to enclose a maximum
area of the bay, and
- (iii) the area of the bay shall be cal- 10
culated as including any islands or parts
of islands lying landward of the closing
line and as excluding any area above the
low water mark along the coast of the 15
bay.

The outer limit of the offshore area is as follows:

Commencing at the most northerly point of the boundary between the Provinces of Nova Scotia and New Brunswick in the 20
mouth of the Tidnish River, the limit runs

northerly in a straight line to a point at latitude 46° 01' 10" and longitude 64° 02' 34", being approximately on the middle thread of Baie Verte;

thence easterly in a straight line to a point at latitude 46° 02' 18" and longitude 63° 49' 09", being approximately the midpoint between Coldspring Head (N.S.) and Cape Tormentine (N.B.);

thence northeasterly in a straight line to a point at latitude 46° 04' 30" and longitude 63° 39' 34", being approximately the midpoint between Coldspring Head (N.S.) and MacIvors Point (P.E.I.);

thence southeasterly in a straight line to a point at latitude 45° 59' 45" and longitude 63° 19' 41", being approximately the midpoint between Cape Cliff (N.S.) and Rice Point (P.E.I.);

thence southeasterly in a straight line to a point at latitude 45° 55' 38" and longitude 63° 05' 06", being approximately the mid-

la zone de la baie, vers la terre ferme, enfermée par la ligne de fermeture soit plus grande que la surface d'un demi-cercle construit sur cette ligne, elle correspond à la ligne de fermeture; pour l'appli- 5
cation du présent alinéa,

- (i) sont notamment assimilés à une
baie, les ports, criques, anses, détroits,
bras de mer et bassins,

- (ii) la ligne de fermeture est tracée dans 10
la baie de manière à inclure le maximum de la zone de la baie ou du port,

- (iii) la zone de la baie est déterminée en
incluant tout ou partie des îles qui se
trouvent vers la terre ferme mais en 15
excluant les zones au-dessus de la laisse
de basse mer le long de la côte de la
baie.

La limite extérieure de la zone extracôtière s'étend : 20

à partir du point le plus au nord de la frontière entre les provinces de la Nouvelle-Écosse et du Nouveau-Brunswick, à l'embouchure de la rivière Tidnish;

de là, vers le nord, en ligne droite, jusqu'à 25
un point situé à 46° 01' 10" de latitude et à
64° 02' 34" de longitude, soit approximative-
ment sur l'axe de la baie Verte;

de là vers l'est, en ligne droite, jusqu'à un
point situé à 46° 02' 18" de latitude et à 63° 30
49' 09" de longitude, soit approximativement
à mi-chemin entre Coldspring Head (N.-É.)
30 et le cap Tormentine (N.-B.);

de là vers le nord-est, en ligne droite, jusqu'à un point situé à 46° 04' 30" de 35
latitude et à 63° 39' 34" de longitude, soit
approximativement à mi-chemin entre le cap
Coldspring (N.-É.) et la pointe MacIvors
(Î.-P.-É.);

de là vers le sud-est, en ligne droite, jus- 40
qu'à un point situé à 45° 59' 45" de latitude
et à 63° 19' 41" de longitude, soit approxi-
mativement à mi-chemin entre le cap Cliff
40 (N.-É.) et la pointe Rice (Î.-P.-É.);

de là vers le sud-est, en ligne droite, jus- 45
qu'à un point situé à 45° 55' 38" de latitude
et à 63° 05' 06" de longitude, soit approxi-

point between Cape John (N.S.) and Prim Point (P.E.I.);

thence southeasterly in a straight line to a point at latitude 45° 51' 30" and longitude 62° 43' 30", being approximately the midpoint between Caribou Island (N.S.) and Wood Islands (P.E.I.);

thence northeasterly in a straight line to a point at latitude 45° 53' 51" and longitude 62° 33' 31", being approximately the midpoint between Pictou Island (N.S.) and the most southerly point of Bear Cape Peninsula (P.E.I.);

thence northeasterly in a straight line to a point at latitude 45° 56' 43" and longitude 62° 13' 06", being approximately the midpoint between Livingstone Cove (N.S.) and Murray Head (P.E.I.);

thence northeasterly in a straight line to a point at latitude 46° 19' 09" and longitude 61° 41' 56", being approximately the midpoint between Sight Point (N.S.) and East Point (P.E.I.);

thence northeasterly in a straight line to a point at latitude 46° 50' 24" and longitude 61° 24' 01", being in the direction of the midpoint between White Capes (N.S.) and Île d'Entrée (Que.), but terminating at an east-west line through the midpoint between Cable Head (P.E.I.) and Cap du Sud (Que.);

thence northeasterly in a straight line to a point at latitude 47° 00' 35" and longitude 61° 21' 05", being approximately the midpoint between White Capes (N.S.) and the south-east corner of the Île du Havre Aubert (Que.);

thence northeasterly in a straight line to a point at latitude 47° 19' 46" and longitude 60° 59' 34", being approximately the midpoint between Cape St. Lawrence (N.S.) and Pointe de l'Est (Que.);

thence northeasterly in a straight line to a point at latitude 47° 25' 24" and longitude 60° 45' 49", being approximately the mid-

mativement à mi-chemin entre le cap John (N.-É.) et la pointe Prim (Î.-P.-É.);

de là vers le sud-est, en ligne droite, jusqu'à un point situé à 45° 51' 30" de latitude 5 et à 62° 43' 30" de longitude, soit approximativement à mi-chemin entre l'île Caribou (N.-É.) et les îles Wood (Î.-P.-É.);

de là vers le nord-est, en ligne droite, jusqu'à un point situé à 45° 53' 51" de latitude et à 62° 33' 31" de longitude, soit 10 approximativement à mi-chemin entre l'île Pictou (N.-É.) et la pointe la plus au sud de la péninsule du cap Bear (Î.-P.-É.);

de là vers le nord-est, en ligne droite, jusqu'à un point situé à 45° 56' 43" de 15 latitude et à 62° 13' 06" de longitude, soit approximativement à mi-chemin entre l'anse Livingstone (N.-É.) et Murray Head (Î.-P.-É.);

de là vers le nord-est, en ligne droite, 20 jusqu'à un point situé à 46° 19' 09" de latitude et à 61° 41' 56" de longitude, soit approximativement à mi-chemin entre la pointe Sight (N.-É.) et la pointe East (Î.-P.-É.); 25

de là vers le nord-est, en ligne droite, jusqu'à un point situé à 46° 50' 24" de latitude et à 61° 24' 01" de longitude, soit dans la direction du point situé à mi-chemin entre les caps White (N.-É.) et l'île d'Entrée 30 (Qc) jusqu'à une ligne est-ouest passant par le point situé à mi-chemin entre Cable Head (Î.-P.-É.) et le cap du Sud (Qc);

de là vers le nord-est, en ligne droite, jusqu'à un point situé à 47° 00' 35" de 35 latitude et à 61° 21' 05" de longitude, soit approximativement à mi-chemin entre les caps White (N.-É.) et le coin sud-est de l'Île du Havre Aubert (Qc);

de là vers le nord-est, en ligne droite, 40 jusqu'à un point situé à 47° 19' 46" de latitude et à 60° 59' 34" de longitude, soit approximativement à mi-chemin entre le cap Saint Lawrence (N.-É.) et la pointe de l'Est (Qc); 45

de là vers le nord-est, en ligne droite, jusqu'à un point situé à 47° 25' 24" de latitude et à 60° 45' 49" de longitude, soit

point between St. Paul Island (N.S.) and Pointe de l'Est (Que.);

thence northeasterly in a straight line to a point at latitude $47^{\circ} 45' 40''$ and longitude $60^{\circ} 24' 17''$, being approximately the midpoint between Cape Anguille (Nfld.) and Pointe de l'Est (Que.);

thence southeasterly in a straight line to a point at latitude $47^{\circ} 25' 28''$ and longitude $59^{\circ} 43' 33''$, being approximately the midpoint between St. Paul Island (N.S.) and Cape Ray (Nfld.);

thence southeasterly in a straight line to a point at latitude $46^{\circ} 54' 50''$ and longitude $59^{\circ} 00' 30''$, being approximately the midpoint between Flint Island (N.S.) and Grand Bruit (Nfld.);

thence southeasterly in a straight line and on an azimuth of $135^{\circ} 00' 00''$ to the outer edge of the continental margin;

thence in a general westerly direction along the outer edge of the continental margin to the Single Maritime Boundary between Canada and the United States of America;

thence in a general northerly direction along the Single Maritime Boundary to the point where the Boundary intersects a straight line drawn on an azimuth of $225^{\circ} 00' 00''$ from a point at latitude $44^{\circ} 25' 03''$ and longitude $66^{\circ} 38' 47''$, being approximately the midpoint between Whipple Point on Brier Island (N.S.) and Southwest Head on Grand Manan Island (N.B.);

thence northeasterly in a straight line to that point at latitude $44^{\circ} 25' 03''$ and longitude $66^{\circ} 38' 47''$;

thence northeasterly in a straight line to a point at latitude $44^{\circ} 26' 09''$ and longitude $66^{\circ} 32' 32''$, being approximately the midpoint between Brier Island (N.S.) and White Head Island (N.B.);

thence northeasterly in a straight line to a point at latitude $44^{\circ} 50' 16''$ and longitude $66^{\circ} 11' 39''$, being approximately the mid-

approximativement à mi-chemin entre l'île Saint Paul (N.-É.) et la pointe de l'Est (Qc);

de là vers le nord-est, en ligne droite, jusqu'à un point situé à $47^{\circ} 45' 40''$ de latitude et à $60^{\circ} 24' 17''$ de longitude, soit approximativement à mi-chemin entre le cap Anguille (T.-N.) et la pointe de l'Est (Qc);

de là vers le sud-est, en ligne droite, jusqu'à un point situé à $47^{\circ} 25' 28''$ de latitude et à $59^{\circ} 43' 33''$ de longitude, soit approximativement à mi-chemin entre l'île Saint Paul (N.-É.) et le cap Ray (T.-N.);

de là vers le sud-est, en ligne droite, jusqu'à un point situé à $46^{\circ} 54' 50''$ de latitude et à $59^{\circ} 00' 30''$ de longitude, soit approximativement à mi-chemin entre l'île Flint (N.-É.) et Grand Bruit (T.-N.);

de là vers le sud-est, en ligne droite, suivant un azimuth de $135^{\circ} 00' 00''$, à partir du point précédent jusqu'à la limite extérieure de la marge continentale;

de là dans une direction généralement ouest, le long de la limite extérieure de la marge continentale, jusqu'à la frontière marine entre le Canada et les États-Unis d'Amérique;

de là dans une direction généralement nord, suivant la frontière marine jusqu'au point d'intersection de la frontière et d'une ligne droite tirée sur un azimuth de $225^{\circ} 00' 30''$ à partir d'un point situé à $44^{\circ} 25' 03''$ de latitude et à $66^{\circ} 38' 47''$ de longitude, soit approximativement à mi-chemin entre la pointe Whipple sur l'île Brier (N.-É.) et Southwest Head sur l'île Grand Manan (N.-B.);

de là vers le nord-est, en ligne droite, jusqu'au point situé à $44^{\circ} 25' 03''$ de latitude et à $66^{\circ} 38' 47''$ de longitude;

de là vers le nord-est, en ligne droite, jusqu'à un point situé à $44^{\circ} 26' 09''$ de latitude et à $66^{\circ} 32' 32''$ de longitude, soit approximativement à mi-chemin entre l'île Brier (N.-É.) et l'île White Head (N.-B.);

de là vers le nord-est, en ligne droite, jusqu'à un point situé à $44^{\circ} 50' 16''$ de latitude et à $66^{\circ} 11' 39''$ de longitude, soit

point between Gullivers Head (N.S.) and Point Lepreau (N.B.);

thence northeasterly in a straight line to a point at latitude $45^{\circ} 00' 14''$ and longitude $65^{\circ} 43' 36''$, being approximately the mid-point between the west promontory of Parkers Cove (N.S.) and Cape Spencer (N.B.);

thence northeasterly in a straight line to a point at latitude $45^{\circ} 22' 19''$ and longitude $65^{\circ} 05' 31''$, being approximately the mid-point between Isle Haute (N.S.) and Martin Head (N.B.);

thence northeasterly in a straight line to a point at latitude $45^{\circ} 24' 10''$ and longitude $65^{\circ} 03' 31''$, being a point on the inner limit.

approximativement à mi-chemin entre Gullivers Head (N.-É.) et la pointe Lepreau (N.-B.);

de là vers le nord-est, en ligne droite, jusqu'à un point situé à $45^{\circ} 00' 14''$ de latitude et à $65^{\circ} 43' 36''$ de longitude, soit approximativement à mi-chemin entre le promontoire ouest de l'anse Parkers (N.-É.) et le cap Spencer (N.-B.);

de là vers le nord-est, en ligne droite, jusqu'à un point situé à $45^{\circ} 22' 19''$ de latitude et à $65^{\circ} 05' 31''$ de longitude, soit approximativement à mi-chemin entre l'Isle Haute (N.-É.) et Martin Head (N.-B.);

de là vers le nord-est, en ligne droite, jusqu'à un point situé à $45^{\circ} 24' 10''$ de latitude et à $65^{\circ} 03' 31''$ de longitude sur la limite intérieure.

SCHEDULE II

(Subsection 63(1), definition of "Bay of Fundy")

LIMITS OF THE BAY OF FUNDY

(All latitudes and longitudes referred to in this Schedule are determined according to N.A.D. 27 datum.)

Commencing at a point on the low water mark on the northwest side of Brier Island (N.S.), being the intersection of the low water mark and the parallel of latitude $44^{\circ} 15' 00''$, the limits run

west along the parallel of latitude $44^{\circ} 15' 00''$ to a point being the intersection of that parallel of latitude and a straight line drawn on an azimuth of $225^{\circ} 00' 00''$ from a point at latitude $44^{\circ} 25' 03''$ and longitude $66^{\circ} 38' 10 00''$ to a point situated at $44^{\circ} 25' 03''$ de 10 latitude et à $66^{\circ} 38' 47''$ de longitude;

thence along the outer and inner limits of the offshore area, as described in Schedule I, in the Bay of Fundy to the point of commencement.

ANNEXE II

(paragraphe 63(1), définition de la «baie de Fundy»)

LIMITES DE LA BAIE DE FUNDY

(Les latitudes et les longitudes sont rapportées à l'origine NAD 27)

La limite s'étend à partir d'un point situé sur la laisse de basse mer, du côté nord-ouest de l'île Brier (N.-É.), à l'intersection de ladite laisse de basse mer et du parallèle de $44^{\circ} 15' 00''$ de latitude;

5

de là vers l'ouest, le long du parallèle de $44^{\circ} 15' 00''$ de latitude, jusqu'à un point situé à l'intersection dudit parallèle et d'une ligne droite tirée sur un azimut de $225^{\circ} 00'$ à partir d'un point situé à $44^{\circ} 25' 03''$ de 10 latitude et à $66^{\circ} 38' 47''$ de longitude;

de là suivant les limites extérieures et intérieures de la zone extracôtière, selon la description de l'annexe I, dans la baie de Fundy 15 jusqu'au point de départ.

15

SCHEDULE III

(Subsection 63(1), definition of "Sable Island and its footprint")

LIMITS OF SABLE ISLAND AND ITS FOOTPRINT

(All latitudes and longitudes referred to in this Schedule are determined according to N.A.D.27 datum.)

Commencing at a point at latitude 44° 01' 00" and longitude 60° 35' 00", the limits run

northeasterly in a straight line to a point at latitude 44° 03' 00" and longitude 60° 25' 00";

thence southeasterly in a straight line to a point at latitude 43° 58' 00" and longitude 60° 00' 00";

thence easterly along the parallel of latitude 43° 58' 00" to a point at longitude 59° 10' 50" 00";

thence northeasterly in a straight line to a point at latitude 44° 09' 00" and longitude 59° 29' 00";

thence southwesterly in a straight line to a point at latitude 43° 56' 00" and longitude 59° 42' 00";

thence southwesterly in a straight line to a point at latitude 43° 53' 00" and longitude 60° 04' 00";

thence northwesterly in a straight line to a point at latitude 43° 57' 00" and longitude 60° 25' 00";

thence northwesterly in a straight line to the point of commencement.

ANNEXE III

(paragraphe 63(1), définition d'«Île de Sable et son empreinte»)

LIMITES DE L'ÎLE DE SABLE ET SON EMPREINTE

(Les latitudes et les longitudes sont rapportées à l'origine NAD 27)

La limite s'étend à partir d'un point situé à 44° 01' 00" de latitude et 60° 35' 00" de longitude,

vers le nord-est, en ligne droite, jusqu'à un point situé à 44° 03' 00" de latitude et 60° 5 25' 00" de longitude;

de là vers le sud-est, en ligne droite, jusqu'à un point situé à 43° 58' 00" de latitude et 60° 00' 00" de longitude;

de là vers l'est, le long du parallèle de 43° 10 58' 00" de latitude jusqu'à un point situé à 59° 50' 00" de longitude;

de là vers le nord-est, en ligne droite, jusqu'à un point situé à 44° 09' 00" de latitude et 59° 29' 00" de longitude; 15

de là vers le sud-ouest, en ligne droite, jusqu'à un point situé à 43° 56' 00" de latitude et 59° 42' 00" de longitude;

de là vers le sud-ouest, en ligne droite, jusqu'à un point situé à 43° 53' 00" de 20 latitude et 60° 04' 00" de longitude;

de là vers le nord-ouest, en ligne droite, jusqu'à un point situé à 43° 57' 00" de latitude et 60° 25' 00" de longitude;

de là vers le nord-ouest, en ligne droite, 25 jusqu'au point de départ.

SCHEDULE IV

(Subsections 39(2), 48(1), section 50)

HEALTH SERVICES TAX ACT

Revised Statutes of Nova Scotia 1967, Chapter 126, as amended by Statutes of Nova Scotia 1969, Chapter 49; 1970-71, Chapter 56; 1972, Chapter 37; 1973, Chapter 35; 1973 (2nd session), Chapter 3; 1974, Chapters 15, 38, 50; 1975, Chapters 27, 28, 59; 1976, Chapter 25; 1977, Chapter 31; 1978-79, Chapters 19, 20; 1980, Chapters 33, 34; 1981, Chapter 26; 1982, Chapter 27; 1984, Chapter 18.

Interpretation

1. In this Act,

- (a) "collector" means any person who has collected taxes under this Act;
- (b) "Commissioner" means the Provincial Tax Commissioner appointed under the Public Service Act;
- (ba) "consumption" or "use" includes the provision by way of promotional distribution of any tangible personal property and the incorporation into any structure, building or fixture, of tangible personal property including those manufactured by the consumer or further processed or otherwise improved by him;
- (c) "inspector" means a person appointed to be an inspector pursuant to this Act;
- (ca) "manufacture or production" means the transformation or conversion of raw or prepared material into a different state or form from that in which it originally existed as raw or prepared material but does not include production or processing;
- (d) "Minister" means the Minister of Finance;
- (e) "municipality" means "municipality" as defined in the Municipal Affairs Act;
- (ea) "non-renewable resource" means any naturally occurring inorganic substance, and includes coal, bituminous shales and other stratified deposits from which oil can be extracted by destructive distillation and including petroleum;
- (f) "person", in addition to the meaning ascribed to it by the Interpretation Act,

ANNEXE IV

(paragraphes 39(2) et 48(1), article 50)

LOI SUR LA TAXE DE SANTÉ

Chapitre 126 des lois intitulées *Revised Statutes of Nova Scotia 1967*, dans sa version modifiée par les lois intitulées *Statutes of Nova Scotia 1969*, chapitre 49; 1970-71, chapitre 56; 1972, chapitre 37; 1973, chapitre 35; 1973 (2^e session), chapitre 3; 1974, chapitres 15, 38, 50; 1975, chapitres 27, 28, 59; 1976, chapitre 25; 1977, chapitre 31; 1978-79, chapitres 19, 20; 1980, chapitres 33, 34; 1981, chapitre 26; 1982, chapitre 27; 1984, chapitre 18.

Interprétation

1. Dans la présente loi,

- a) «percepteur» désigne toute personne ayant perçu des taxes en vertu de la présente loi;
- b) «commissaire» désigne le commissaire provincial des impôts nommé en vertu de la loi intitulée *Public Service Act*;
- ba) «consommation» ou «utilisation» comprend la fourniture, au moyen de la distribution d'articles publicitaires, d'un bien mobilier corporel quelconque, ainsi que l'incorporation dans toute structure, tout bâtiment ou tout appareil, de biens mobiliers corporels, notamment de ceux qui sont fabriqués par le consommateur, ou que ce dernier transforme de nouveau ou améliore de toute autre façon;
- c) «inspecteur» désigne une personne nommée en cette qualité conformément à la présente loi;
- ca) «fabrication ou production» désigne la transformation ou le changement d'état des matières premières ou des produits élaborés, qui prennent alors une forme différente de celle qu'ils avaient à l'origine, à l'exclusion toutefois des activités de production ou de transformation;
- d) «ministre» désigne le ministre des Finances;
- e) «municipalité» s'entend des municipalités telles qu'elles sont définies par la loi intitulée *Municipal Affairs Act*;
- ea) «ressources non renouvelables» désigne toute matière non organique que l'on

includes firm, partnership, association of persons, estate, trustee, executor, administrator or agent;

(fa)

(fb)

(fc) "promotional distribution" means the provision by any person to others of any tangible personal property (other than the provision thereof that is prescribed by the Minister to be excluded from the application of this clause) that is, in the opinion of the Minister, provided for anyone or any of the following:

(i) to describe or to promote or encourage the purchase, consumption or use of any tangible personal property,

(ii) to furnish to any person any directory, listing or compilation of persons, places, prices, services, commodities, places of business or users of any service, or

(iii) for any function, use or purpose prescribed by regulation to be promotional distribution;

(fd) "promotional distributor" means any person who is a resident of, or carries on business in the Province and who, by way of promotional distribution, provides or causes to be provided to any person in the Province any tangible personal property the fair value of which is not specifically charged to, and required to be paid by, the person to whom such tangible personal property is provided;

(g) "purchaser" means any person who acquires tangible personal property at a sale in the Province for his own consumption or use or for the consumption or use by other persons at his expense, or on behalf of or as agent for a principal who desires to acquire such property for consumption, or use by such principal or other persons at his expense, and includes a user and a promotional distributor to the extent that the fair value of any tangible personal property provided by way of promotional distribution exceeds any payments specifically made therefor by the person to whom such property is so provided;

trouve dans la nature, y compris le charbon, les schistes bitumineux et autres gisements stratifiés dont on peut extraire du pétrole par craquage, y compris le pétrole;

5 f) «personne» en plus du sens que lui attribue la loi intitulée *Interpretation Act*, désigne une entreprise, une société en nom collectif, une association de personnes, une succession, un fiduciaire, un exécuteur testamentaire, un administrateur ou un agent;

fa)

fb)

fc) «distribution d'articles publicitaires» désigne le fait pour une personne de fournir à des tiers un bien mobilier corporel (à l'exception des articles exemptés par le Ministre de l'application du présent alinéa) qui, de l'avis du Ministre, est fourni dans l'un quelconque des buts suivants :

(i) décrire, promouvoir ou encourager l'achat, la consommation ou l'utilisation d'un bien mobilier corporel quelconque,

(ii) fournir à quiconque un annuaire, une liste ou un répertoire de personnes, de lieux, de prix, de services, d'articles, d'entreprises ou d'utilisateurs de services quelconques, ou

(iii) dans le cadre de toute fonction, utilisation ou finalité assimilées par règlement à une distribution d'articles publicitaires;

fd) «distributeur d'articles publicitaires» désigne toute personne qui réside ou qui exploite une entreprise dans la province et qui, par voie de distribution d'articles publicitaires, fournit ou fait en sorte que soit fourni à une personne quelconque de la province tout bien mobilier corporel dont la juste valeur n'est pas expressément facturée et dont il n'est pas expressément demandé de payer le prix à la personne à laquelle ce bien mobilier corporel est destiné;

g) «acheteur» désigne toute personne qui acquiert dans une vente ayant lieu dans la province un bien mobilier corporel qu'elle se propose de consommer ou d'utiliser elle-

(h) "retail sale" means a sale to a purchaser for purposes of consumption or use and not for resale;

(i) "sale" includes a conditional sale, hire purchase and any transfer of title or possession, conditional or otherwise, including a sale on credit or where the price is payable by instalments, an exchange, barter, lease or rental, or any other contract whereby at a price or other consideration a person delivers to another tangible personal property and also includes the provision by way of promotional distribution of any tangible personal property;

(j) "transfer of possession", "lease" or "rental" includes any transactions held by the Commissioner to be in lieu of a transfer of title, exchange or barter;

(k) "sale price" or "purchase price" or "fair value" includes a price in money and also the value of services rendered, the actual value of the thing exchanged and other considerations accepted by the seller or person from whom the property passes as price or on account of the price of the thing covered by the contract, sale or exchange, and includes

(i) customs and excise;

(ii) charges for installation of the thing sold, for interest, for finance and for service, unless such charges are shown separately, on the invoice or in the contract with the purchaser;

(iii) charges for transportation, unless the total charges for transportation of the thing sold relate solely to transportation within the Province and are shown separately on the invoice or in the contract with the purchaser;

(l) "tangible personal property"

(i) means personal property that can be seen, weighed, measured, felt or touched or that is in any way perceptible to the senses;

(ii) includes electricity, telecommunication and telephone services;

(iii) includes transient accommodation;

même ou de faire consommer ou utiliser par un tiers à ses propres frais ou pour le compte d'un commettant ou à titre de représentant d'un commettant qui désire se procurer ce bien pour le consommer ou l'utiliser lui-même ou pour le faire consommer ou utiliser par toute autre personne à ses frais, cette définition englobant l'utilisateur et le distributeur d'articles publicitaires dans la mesure où la valeur juste d'un bien mobilier corporel quelconque transmis par voie de distribution d'articles publicitaires dépasse le prix payé en réalité par la personne qui reçoit ce bien;

h) «vente au détail» désigne une vente à un acheteur à des fins de consommation ou d'utilisation et non de revente;

i) «vente» désigne une vente sous condition, une location-vente et toute transmission conditionnelle ou non d'un titre de propriété ou de possession, y compris une vente à crédit ou une vente à tempérament, un échange, un troc, un bail ou une location, ou tout autre contrat en vertu duquel une personne livre un bien mobilier corporel à une autre personne moyennant contrepartie, cette définition englobant par ailleurs la fourniture d'un bien mobilier corporel par voie de distribution d'articles publicitaires;

j) «transfert de possession», «bail» ou «location» s'entend notamment de toute opération qui, de l'avis du commissaire, tient lieu de transfert de propriété, d'échange ou de troc;

k) «prix de vente» ou «prix d'achat» ou «juste valeur» désigne un prix en argent mais aussi la valeur des services rendus, la valeur réelle de la chose échangée ainsi que les autres contreparties acceptées par le vendeur ou par la personne qui se départit du bien et qui font office de prix ou dont il est tenu compte dans le prix de la chose faisant l'objet du contrat, de la vente ou de l'échange et comprend :

(i) les droits de douane et d'accise;

(ii) les frais d'installation de la chose vendue au titre des intéréts, les frais financiers et de service, à moins que ces

(m) "taxes" includes all penalties and interest that are or may be added to taxes under this Act;

(n) "user" or "consumer" means any person who within the Province utilizes any tangible personal property for his own consumption or use, or for the consumption or use of other persons at his expense, or on behalf of, or as the agent for, a principal who desires to acquire such property for the consumption or use by such principal or other persons at his expense and includes any person who within the Province consumes tangible personal property acquired by him for resale, or who within the Province consumes tangible personal property manufactured, processed or purchased by him within or without the Province;

(o) "vendor" means any person who in the ordinary course of his business within the Province sells tangible personal property to a purchaser at a retail sale in the Province;

(p) "transient accommodation" means the provision of lodging in hotels, motels, hostels, apartment houses, lodging houses, boarding houses, clubs and other similar accommodation, whether or not a membership is required for the lodging, but does not include

- (i) lodging let for a continuous period of one month or more,
- (ii) lodging in a lodging house, rooming house or boarding house if such house has accommodation for fewer than four tenants,
- (iii) lodging supplied to students, patients, residents or employees in educational institutions, hospitals, nursing homes or homes for the aged,
- (iv) lodging supplied by religious or charitable organizations at summer camps and similar places,
- (v) tent or trailer sites supplied by a camp or trailer park,
- (vi) lodging where less than four rooms, suites of rooms, apartments, cottages or cabins are provided for the accommodation of tenants,

frais ne soient indiqués séparément sur la facture ou sur le contrat passé avec l'acheteur;

(iii) les frais de transport, à moins que la totalité des frais de transport de la chose vendue ne s'applique qu'au transport à l'intérieur de la province et ne figure séparément sur la facture ou sur le contrat passé avec l'acheteur;

l) «bien mobilier corporel»

(i) désigne un bien mobilier que l'on peut voir, soulever, mesurer, sentir ou toucher ou qui, d'une manière ou d'une autre, peut être perçu par les sens;

(ii) comprend les services liés à l'électricité, aux télécommunications et au téléphone;

(iii) comprend les logements de passage;

m) «taxes» comprend les amendes et l'intérêt qui sont ou peuvent être ajoutés à une taxe conformément à la présente loi;

n) «utilisateur» ou «consommateur» désigne une personne qui, à l'intérieur de la province, utilise ou consomme personnellement un bien mobilier corporel quelconque ou se propose de le faire consommer ou utiliser par toute autre personne à ses propres frais ou pour le compte d'un commettant ou à titre de représentant d'un commettant qui désire se procurer ce bien afin de le consommer ou de l'utiliser lui-même ou de le faire consommer ou utiliser par toute autre personne à ses frais, et comprend toute personne qui, à l'intérieur de la province, consomme un bien mobilier corporel qu'elle s'est procuré en vue de le revendre ou qui, à l'intérieur de la province, consomme un bien mobilier corporel qu'elle a fabriqué, transformé ou acheté à l'intérieur ou à l'extérieur de la province;

o) «vendeur» désigne toute personne qui, par l'intermédiaire d'un point de vente au détail de la province, vend un bien mobilier corporel à un acheteur selon la pratique normale du commerce dans la province;

p) «logement de passage» désigne un logement offert dans un hôtel, un motel, une auberge, une maison de rapports ou une

(vii) lodging where the charge for such is two dollars or less per day or fourteen dollars or less per week, or

(viii) rooms situated in an hotel or other lodging place that do not contain beds and that are used for displaying merchandise or holding meetings, dinners, receptions or entertainments.

maison en location, une pension de famille, un club et tout autre logement du même type, que l'on ait besoin ou non d'une carte de membre pour se loger, à l'exclusion toutefois :

- (i) des logements loués sans interruption pour une période d'un mois ou davantage,
- (ii) du logement dans un meublé, une résidence ou une pension de famille, si la maison ne permet pas de loger quatre locataires,
- (iii) du logement fourni aux étudiants, aux malades, aux résidents ou aux employés des établissements scolaires, des hôpitaux, des maisons de soins ou des maisons pour les personnes âgées,
- (iv) du logement fourni par les organisations religieuses ou charitables dans des camps d'été ou dans d'autres installations du même type,
- (v) des emplacements pour les tentes ou les caravanes d'un terrain de camping ou de caravaning,
- (vi) du logement lorsque moins de quatre chambres, suites de chambres, appartements, chalets ou maisonnettes sont mises à leur disposition,
- (vii) des logements coûtant deux dollars ou moins par jour ou quatorze dollars ou moins par semaine, ou
- (viii) des chambres situées dans un hôtel ou dans tout logement ne contenant pas de lits ou servant à exposer de la marchandise, à tenir des réunions ou à organiser des dîners, des réceptions ou des spectacles.

2.

2.

3.

10 3.

4. If a person sells any tangible personal property at a retail sale in the Province to a person who alleges that he is not purchasing it for consumption or use, he shall nevertheless require such person to pay the tax, but such payment shall be refunded by the Minister on receipt of satisfactory evidence that the tax was wrongly paid.

4. Lorsqu'une personne vend un bien mobilier corporel, lors d'une vente au détail effectuée dans la province, à une autre personne alléguant que ce bien n'est pas destiné à être consommé ou utilisé, il lui faut néanmoins exiger le paiement de la taxe, qui sera remboursé à cette autre personne à condition que cette dernière parvienne à justifier aux

Cas où l'on allègue que le bien n'est pas destiné à être consommé ou utilisé

If purchase alleged not for consumption or use

Property
brought into
Province

5. (1) Every person who brings into the Province or who receives delivery in the Province of tangible personal property acquired by him for value for his own consumption or use in the Province, or for the consumption or use in the Province of other persons at his expense, or on behalf of, or as agent for, a principal, who desires to acquire such property for the consumption or use in the Province by such principal or other persons at his expense, shall immediately report the matter in writing to the Commissioner and supply to him the invoice and all other pertinent information as required by him in respect of the consumption or use of such property, and at the same time shall pay to Her Majesty in the right of the Province the same tax in respect of the consumption or use of such property as would have been payable if the property had been purchased at a retail sale in the Province.

Restriction on
subsection (1)

(2) If the tangible personal property referred to in subsection (1) is of the same class and kind that is, in the opinion of the Minister, available in the Province, there is no entitlement to the benefit provided by Section 8.

Valuation by
Commissioner

6. (1) Where the Commissioner deems fit, he may make a valuation of any tangible personal property that passes at any sale, and thereupon the sale price for the purpose of taxation under this Act shall be as determined by the Commissioner.

Notice of
Valuation

(2) The Commissioner shall give notice in writing of his valuation to the seller and purchaser, either by mail or personal service.

Calculation of
tax

7. The tax imposed by this Act shall be calculated separately on every purchase, and shall be computed to the nearest cent, and one-half cent shall be counted as one cent, but where, on the same occasion or as part of one transaction, several items of tangible personal property are purchased, the total of the purchases shall be deemed one purchase for the purposes of this Act except that where on the same occasion or as part of one

yeux du Ministre le bien-fondé de sa réclamation.

Bien apporté
dans la province

5. (1) Quiconque apporte ou prend livraison dans la province d'un bien mobilier corporel qu'il s'est procuré moyennant une contrepartie en vue de le consommer ou de l'utiliser personnellement dans la province ou de le faire consommer par d'autres personnes dans la province à ses propres frais ou pour le compte d'un commettant ou à titre de représentant d'un commettant qui désire consommer ou utiliser lui-même ce bien dans la province, doit immédiatement en faire rapport par écrit au commissaire et lui remettre la facture et toute autre information qu'il pourra juger utile concernant la consommation ou l'utilisation de ce bien et verser en même temps à Sa Majesté du chef de la province une taxe relative à la consommation ou à l'utilisation de ce bien dont le montant est le même que celui qui aurait dû être payé si le bien avait été acheté dans un point de vente au détail de la province.

Restriction
concernant
l'application du
paragraphe (1)

(2) Si le bien mobilier corporel mentionné au paragraphe (1) est de même catégorie et de même nature que ceux qui, aux yeux du ministre, peuvent être trouvés dans la province, on ne peut bénéficier des dispositions de l'article 8.

Évaluation par
le commissaire

6. (1) Lorsque le commissaire le juge utile, il peut évaluer tout bien mobilier corporel transmis au cours d'une vente et, par la suite, déterminer le prix de vente de ce bien aux fins de l'imposition prévue par la présente loi.

35

Notification de
l'évaluation

(2) Le commissaire doit notifier par écrit son évaluation au vendeur et à l'acheteur, soit en la remettant en personne, soit en l'envoyant par courrier.

Calcul de la
taxe

7. La taxe prévue par la présente loi doit être calculée séparément pour chaque achat et arrondie au cent le plus proche, un demi-cent étant compté comme un cent, étant entendu toutefois que, lorsque l'on achète en même temps ou dans le cadre d'une seule et même opération plusieurs biens mobiliers corporels, la somme des achats est réputée ne faire qu'un seul et même achat aux fins des dispositions de la présente loi, sauf que, lors-

transaction more than one bottle or can of liquor is purchased from The Nova Scotia Liquor Commission the tax imposed by this Act shall be calculated separately on the purchase price of each bottle or can of liquor.

que l'on achète en même temps ou dans le cadre d'une seule et même opération plus d'une bouteille ou d'une cannette d'alcool auprès de la Commission des alcools de la Nouvelle-Écosse, la taxe appliquée en vertu de la présente loi doit être calculée séparément sur le prix d'achat de chaque bouteille ou cannette d'alcool.

Trade-in

8. Where tangible personal property is accepted in trade from the purchaser at the time of sale by the seller or vendor on account of the price of the property sold, the purchaser shall pay a tax at the rate of ten per cent of the difference between the purchase price of the property sold and the credit allowed for the tangible personal property accepted in trade on account of the purchase price.

8. Lorsqu'un bien mobilier corporel de l'acheteur est repris en échange par le vendeur et déduit du prix de vente, l'acheteur est tenu de payer une taxe égale à dix pour cent de la différence entre le prix d'achat du bien vendu et le crédit accordé pour le bien mobilier corporel accepté en échange et entraînant une diminution du prix d'achat.

Reprise

Certificate required for retail sale

9. (1) No vendor shall sell any tangible personal property in the Province at a retail sale unless he has been granted upon his application in the form required by the Commissioner a registration certificate under authority of this Act and such certificate is in force at the time of sale.

9. (1) Nul vendeur ne peut vendre au détail dans la province des biens mobiliers corporels à moins de s'être vu octroyer, après en avoir fait la demande selon la forme imposée par le commissaire, un certificat d'immatriculation en vigueur au moment de la vente et délivré en application de la présente loi.

Exigences d'un certificat lors d'une vente au détail

Registration certificate

(2) Such registration certificate shall be issued by the Commissioner and shall be kept at the principal place of business of the vendor in the Province and shall not be transferable.

(2) Ce certificat d'immatriculation doit être délivré par le commissaire et conservé à l'établissement principal de l'entreprise du vendeur dans la province; il n'est pas cessible.

Certificat d'immatriculation

Cancellation or refusal of registration certificate

(3) Subject to the approval of the Minister, the Commissioner may cancel or suspend a registration certificate in the case of a person who has been found guilty of an offence against this Act, or has failed to post the security required under this Act, and may refuse to issue a registration certificate to any person who has been found guilty of an offence against this Act, or has failed to post the security required under this Act.

(3) Sous réserve de l'agrément du ministre, le commissaire peut annuler ou suspendre l'application du certificat d'immatriculation d'une personne qui a été déclarée coupable d'une infraction à la présente loi ou qui n'a pas fait le dépôt de garantie prévu par cette loi, et peut refuser de délivrer un certificat d'immatriculation à toute personne qui a été déclarée coupable d'une infraction à la présente loi ou qui n'a pas fait le dépôt de garantie prévu par cette loi.

Annulation ou refus d'accorder un certificat d'immatriculation

Sale in bulk

(4) No person shall dispose of his stock through a sale in bulk, as defined by the Bulk Sales Act, without first obtaining a certificate in duplicate from the Commissioner that all taxes collected by such person have been paid.

(4) Nul ne peut vendre son stock par une vente en bloc selon la définition qu'en donne la loi intitulée *Bulk Sales Act* sans obtenir au préalable un certificat en double exemplaire du commissaire attestant que toutes les taxes perçues par cette personne ont été payées.

Vente en bloc

Duty of
purchaser upon
sale in bulk

(5) Every person purchasing stock through a sale in bulk, as defined in the Bulk Sales Act, shall obtain from the person selling such stock the duplicate copy of the certificate furnished under subsection (4), and if he fails to do so he shall be responsible for payment to the Commissioner of all taxes collected by the person thus disposing of his stock through a sale in bulk.

Exemptions

10. (1) The following classes of tangible personal property are specifically exempted from the provisions of this Act

(a) food and food products for human consumption off the premises where purchased other than candies and similar confections, soft drinks and prepared meals;

(b) gasoline, coal, coke, fuel oil, natural and propane gas, and firewood for all purposes;

(c)

(d) Repealed 1969, c. 49, s. 5.

(e)

(ea) tangible personal property purchased by a volunteer fire department, where the purchase is made on a purchase order bearing the certificate of an official of the fire department that the property is being purchased for the sole use of and with the funds of the fire department and is not being purchased for resale;

(eb) smoke detection equipment;

(ec) portable fire extinguishers; and

(f) natural water, including ice and steam; and clay, sand, gravel and unfinished stone;

(g) artificial limbs, orthopaedic appliances, equipment designed solely for the use of cripples or chronic invalids; hearing aids; dentures and dental and optical appliances when purchased on the prescription of a dentist, optometrist or medical practitioner; toothpaste, baby's needs, personal hygiene supplies;

(gg) medicaments, whether purchased for use or consumption for humans or animals;

(ggg) concrete which is sold and delivered in liquid form but, notwithstanding clause

(5) Toute personne qui achète des stocks lors d'une vente en bloc, selon la définition qu'en donne la loi intitulée *Bulk Sales Act*, doit se procurer auprès du vendeur le double du certificat remis conformément au paragraphe (4) et, si cette disposition n'est pas respectée, elle est tenue de payer au commissaire toutes les taxes perçues par la personne qui se départit ainsi de son stock par l'intermédiaire d'une vente en bloc.

Responsabilité
de l'acheteur
lors d'une vente
en bloc

10

10. (1) Les catégories suivantes de biens mobiliers corporels sont expressément exonérées de l'application des dispositions de la présente loi :

Exonération

a) les aliments et les produits alimentaires destinés à la consommation humaine hors des locaux où ils sont acquis, à l'exception des bonbons et autres confiseries, des boissons sans alcool et des repas préparés;

b) l'essence, le charbon, le coke, le mazout, le gaz naturel et le propane, ainsi que le bois de chauffage, quelle que soit leur utilisation;

c)

d) disposition abrogée : 1969, c. 49, art. 5.

e)

ea) les biens mobiliers corporels achetés par un service d'incendies volontaire, lorsque la commande d'achat porte le certificat d'un responsable du service à l'effet que le bien est acheté avec les fonds du service d'incendies en vue d'une utilisation exclusive à ce dernier et non pour la revente;

eb) le matériel de détection de la fumée;

ec) les extincteurs d'incendie portatifs;

f) l'eau naturelle, y compris la glace et la vapeur, ainsi que l'argile, le sable, le gravier et la pierre non façonnée;

g) les membres artificiels, les appareils orthopédiques et les appareils destinés à l'usage exclusif des infirmes et invalides chroniques; les appareils auditifs; les prothèses dentaires et les appareils dentaires et optiques obtenus sur ordonnance d'un dentiste, d'un optométriste ou d'un médecin; la pâte dentifrice, les accessoires pour bébé, les articles d'hygiène personnel;

35

40

45

(j), not the ingredients of such concrete unless the said ingredients are exempt under clause (f) hereof;

(h) machinery and apparatus and parts thereof which are to be used or which are used in the manufacture or production of goods for sale;

(ha) tangible personal property purchased by manufacturers, producers or processors of goods, or such other persons engaged in other commercial activities as are designated by the Minister, for use by them in the detection, measurement, prevention, treatment, reduction, removal, disposal or carrying away of pollutants to water, soil or air;

(i) materials consumed or expended in the manufacture or production of goods for sale;

(j) goods purchased for the purpose of being processed, fabricated, or manufactured into, or incorporated into goods for the purpose of sale;

(ja) goods purchased for the purpose of becoming attached to the goods referred to in clause (j) during the processing, fabrication or manufacture of goods for the purpose of sale;

(jb) machinery and equipment, and parts thereof, which are to be used or which are used in research and development;

(k)

(l) goods to be shipped by the seller for delivery outside the Province and ship stores delivered to a commercial vessel or boat that normally operates in extra-territorial waters;

(m) vessels of more than five hundred tons gross, and repairs to such vessels;

(n) vessels that do not exceed five hundred tons gross and that are operated for commercial purposes, as defined by the regulations, and repairs to such vessels;

(o) tangible personal property other than cigarettes and cigars purchased at a purchase price of fifty cents or less;

(p) prepared meals when purchased at a purchase price of four dollars or less;

gg) les médicaments, qu'ils soient destinés à l'usage ou à la consommation des hommes ou des animaux;

ggg) le béton vendu et livré sous forme liquide à l'exclusion, nonobstant l'alinéa j), des ingrédients qui composent ce béton, à moins qu'il ne soit déjà exonéré en vertu des dispositions de l'alinéa f);

h) les machines et les appareils, ainsi que leurs pièces, servant ou devant servir à la fabrication ou à la production de marchandises destinées à la vente;

ha) les biens mobiliers corporels achetés par les fabricants, les producteurs ou les transformateurs de produits ou par toute autre personne dont les activités commerciales sont classées à ce titre par le ministre, afin de s'en servir pour détecter, mesurer, prévenir, traiter, réduire, supprimer, écarter ou éloigner la pollution de l'eau, du sol ou de l'air;

i) les matières consommées ou utilisées lors de la fabrication ou de la production de marchandises destinées à la vente;

j) les marchandises achetées à des fins de transformation, de fabrication ou de mise en oeuvre ou pour être incorporées à d'autres marchandises destinées à la vente;

ja) les marchandises devant servir d'accessoires aux marchandises mentionnées à l'alinéa j) lors de la transformation, de la fabrication ou de la mise en oeuvre de ces marchandises destinées à la vente;

jb) les machines et les appareils, et leurs pièces, destinés à l'utilisation pour la recherche et le développement;

k)

l) les marchandises qui doivent être expédiées par le vendeur et livrées hors de la province et les approvisionnements de navire livrés à un navire commercial qui navigue habituellement hors des eaux territoriales;

m) les navires dont la jauge brute est de plus de cinq cents tonneaux, ainsi que les réparations apportées à ces navires;

n) les navires dont la jauge brute est inférieure à cinq cents tonneaux et qui sont exploités à des fins commerciales définies

- (q) newspapers, however purchased, magazines and periodicals when purchased by subscription for delivery by mail;
- (r)
- (ra) 5
- (s)
- (sa) thermal insulation material, including thermal insulation material forming part of a building which is or is intended to be used exclusively for industrial purposes, 10 double and triple glazed windows and storm windows and doors, as determined by the Governor in Council pursuant to Section 40;
- (t) aircraft, normally engaged in foreign 15 or inter-provincial trade, and repairs thereto;
- (u)
- (v)
- (w) 20
- (x) clothing;
- (y) footwear;
- (z) books which are printed and bound, and which are solely for educational, technical, cultural or literary purposes, but not 25 including directories, price lists, time tables, rate books, catalogues, periodic reports, fashion books, albums, magazines, periodicals, books for writing or drawing upon, or any books of the same general 30 classes;
- (aa) explosives bought by a miner at his own expense and used by him in mining coal;
- (ab) tangible personal property, when 35 delivered to and consumed or used on a reserve as defined by the *Indian Act*, Chapter I-6 of the Revised Statutes of Canada, 1970, and tobacco in any form and beer, liquor and wine within the mean- 40 ing of the Liquor Control Act when the tobacco, beer, liquor or wine is purchased in a quantity not greater than the quantity prescribed from time to time by the regulations, and a motor vehicle within the 45 meaning of the Motor Vehicle Act and a snow vehicle within the meaning the Snow Vehicles Act, when such tangible personal property, tobacco, beer, liquor, wine,
- par les règlements, ainsi que les réparations apportées à ces navires;
- o) les biens mobiliers corporels, autres que les cigarettes et les cigares, dont le prix d'achat est de cinquante cents ou moins; 5
- p) les repas préparés, lorsqu'ils sont acquis à un prix d'achat de quatre dollars ou moins;
- q) les journaux, quel que soit leur mode d'acquisition, les revues et périodiques 10 acquis par abonnement et livrés par la poste;
- r)
- ra)
- s) 15
- sa) les matériaux d'isolation thermique, y compris les matériaux d'isolation thermique faisant partie d'un bâtiment utilisé ou devant être utilisé exclusivement à des fins industrielles ainsi que les doubles et triples 20 fenêtres, les volets et les portes, suivant la décision qui est prise par le gouverneur en conseil conformément à l'article 40;
- t) les aéronefs normalement affectés au commerce interprovincial ou international 25 et leurs réparations;
- u)
- v)
- w)
- x) les vêtements; 30
- y) les chaussures;
- z) les livres imprimés et reliés, destinés uniquement à des fins pédagogiques, techniques, culturelles ou littéraires, à l'exclusion des annuaires, bulletins de prix, horaires, livres de tarifs, catalogues, rapports périodiques, journaux de mode, albums, revues, périodiques, cahiers à écrire ou à dessiner ou de tout livre entrant dans les 40 mêmes catégories générales;
- aa) les explosifs qu'un mineur achète à ses propres frais et utilise pour extraire le charbon;
- ab) les biens mobiliers corporels, lorsqu'ils sont livrés et consommés ou utilisés sur 45 une réserve, telle que la définit la *Loi sur les Indiens*, chapitre I-6 des Statuts révisés du Canada de 1970, le tabac sous toutes ses formes, la bière, l'alcool et le vin au

motor vehicle or snow vehicle is purchased or used by an Indian whose name is entered in the Band List as provided by the said *Indian Act*;

(ac) settler's effects as defined in the 5 regulations;

(ad) heat pumps;

(ae) heat recovery units for extracting heat from waste air or water;

(af) time-controlled thermostats for heat- 10 ing systems;

(ag) devices to recycle heated air;

(ah) electricity produced or manufactured from excess material and energy of an industrial process where the electricity is 15 utilized by a corporation operating the process or a corporation that is, according to the regulations, related to it, for its own consumption or use.

sens où l'entend la loi intitulée *Liquor Control Act* lorsque les quantités de tabac, de bière, d'alcool ou de vin achetées ne dépassent pas les quantités prescrites de temps à autre par les règlements, un véhi- 5 cule automobile selon la définition qu'en donne la loi intitulée *Motor Vehicle Act* et une motoneige selon la définition qu'en donne la loi intitulée *Snow Vehicles Act*, lorsque ces biens mobiliers corporels, le 10 tabac, la bière, l'alcool, le vin, le véhicule automobile ou la motoneige sont achetés ou utilisés par un Indien dont le nom figure sur le registre de la réserve conformément aux dispositions de la *Loi sur les 15 Indiens*;

ac) les effets servant à s'établir, tels qu'ils sont définis par les règlements;

ad) les pompes à chaleur;

ae) les appareils de récupération de la 20 chaleur permettant de recycler la chaleur de l'air ou de l'eau renvoyés à l'extérieur;

af) les thermostats à minuterie des systè- mes de chauffage;

ag) les dispositifs de recyclage de l'air 25 chaud;

ah) l'électricité produite ou fabriquée à partir d'une matière ou d'une énergie dégagée par un procédé industriel, lorsque cette électricité est utilisée pour ses pro- 30 pres besoins par la personne morale qui exploite le procédé ou par une personne morale qui est liée à elle aux termes des règlements.

Exemption for promotional distribution

(2) A person in the Province to whom any 20 tangible personal property is provided by way of promotional distribution is, with respect to the consumption or use thereof, exempt from the tax imposed by this Act on the amount by which the fair value thereof 25 exceeds any payment that is made by him solely and specifically for the receipt by him of the tangible personal property so provided and that is not referable to the purchase, consumption or use by him of any other 30 property, right or service.

Collection of tax

11. Every person who sells tangible personal property at a retail sale in the Province or maintains a place of business or has a representative within the Province shall be 35

(2) Lorsque, pour être consommé ou uti- 35 lisé, un bien mobilier corporel est fourni dans la province à une personne sous la forme d'une distribution d'articles publicitaires, il est exonéré de la taxe prévue par la présente loi sur la différence entre la juste valeur de 40 ce bien et tout paiement qu'elle a pu faire uniquement en vue de recevoir le bien mobilier corporel en question et qui ne peut être rapproché de l'achat, de la consommation ou de l'utilisation par cette personne de tout 45 autre bien, droit ou service.

Exonération au titre de la distribution d'articles publicitaires

11. Toute personne qui vend un bien mobilier corporel dans un point de vente au détail de la province, exploite une entreprise ou possède un représentant dans la province, 50

Perception de la taxe

deemed to be an agent for the Minister and as such shall levy and collect the tax imposed by this Act upon the purchaser or user, provided that no person acting under this Act shall thus be made ineligible as a Member of the House of Assembly.

12.

13.

Records and
returns

14. (1) Every vendor shall make returns to the Commissioner and shall keep such records in the form and at such location prescribed by the regulations, and any failure to do so shall constitute an offence against this Act.

Certificate is
prima facie
proof

(2) In a prosecution brought against a vendor for a violation of subsection (1), a certificate signed by the Commissioner that the vendor failed to keep such records and to make and file such returns in the form prescribed by the regulations shall be received in evidence without proof of the signature or of the official character of the person appearing to have signed the same and shall be *prima facie* proof of the matters contained therein.

Record of
purchase and
sale

15. Every manufacturer, wholesaler, importer, jobber, agent, and vendor shall keep records in the form prescribed by the regulations of all purchases and sales by him of tangible personal property, whether for consumption or use or for resale, and any failure to do so shall constitute an offence against this Act.

16.

Failure to make
return or
remittance

17. (1) When a person having sold tangible personal property fails to make a return or remittance as required under this Act, or if his returns are not substantiated by his records, the Commissioner may make an estimate of the amount of the tax collected or that should have been collected by such person for which he has not accounted, and such estimated amount shall thereupon be

est réputée agir en tant que mandataire du ministre et, en cette qualité, doit appliquer et percevoir la taxe imposée en vertu de la présente loi à l'acheteur ou à l'utilisateur, étant entendu qu'aucune personne agissant en vertu de la présente loi ne peut de ce fait perdre le droit de siéger en tant que membre de l'assemblée législative.

12.

13.

10

14. (1) Tout vendeur doit tenir les registres et faire au commissaire les déclarations dans la forme et en un lieu prescrits par les règlements, sous peine d'enfreindre les dispositions de la présente loi.

Registres et
déclarations

15

(2) Lorsque des poursuites sont intentées à l'encontre d'un vendeur qui a enfreint les dispositions du paragraphe (1), un certificat signé par le commissaire attestant que le vendeur n'a pas tenu les registres ni fait les déclarations sous la forme prescrite par les règlements est admis à titre de preuve sans que l'on ait à démontrer l'authenticité de la signature ou la qualité officielle de la personne dont la signature apparaît dans le document, lequel sera considéré comme apportant une preuve *prima facie* de son contenu.

Le certificat
constitue une
preuve *prima
facie*

20

25

15. Tout fabricant, grossiste, importateur, courtier, agent ou vendeur doit, de la manière que peuvent prescrire les règlements, tenir les registres de l'ensemble des achats et des ventes de biens mobiliers corporels qu'il a effectués, qu'ils soient destinés à la consommation, à une utilisation quelconque ou à la revente, sous peine de contrevenir aux dispositions de la présente loi.

Registre
d'achat et de
vente

30

35

16.

17. (1) Lorsqu'une personne qui a vendu un bien mobilier corporel omet de faire une déclaration ou une remise exigée par la présente loi, ou lorsque ses déclarations ne sont pas justifiées par ses registres, le commissaire peut procéder à l'estimation du montant de taxe perçu ou qui aurait dû être perçu par cette personne et qui n'a pas été comptabilisé, cette estimation du montant ou du dépôt

Absence de
déclaration ou
de remise

40

45

deemed to be the tax collected or that should have been collected by that person, and he shall pay that amount to Her Majesty in the right of the Province, and the Commissioner may give notice in writing, either by mailing or by personal service, to the vendor, his heirs, administrators, executors or assigns, or to his custodian or trustee in bankruptcy, requiring that such estimated amount shall be paid over to the Minister or otherwise 10 accounted for within thirty days from the date the notice is mailed or served.

Proof of
amount owing

(2) Proof that notice under subsection (1) has been given shall constitute *prima facie* proof that the amount stated therein is due 15 and owing, and the onus of proving otherwise shall rest on the person who sold the tangible personal property.

Notice of
objection

18. (1) Where a person considers that he is not liable to taxation under this Act or 20 disputes liability for the amount assessed against him by the Commissioner under subsection (2) of Section 32, he may personally or by his solicitor or agent, within sixty days of the date of the mailing of a notice under 25 Section 32, serve on the Commissioner a notice of objection in duplicate setting out the reason for objection and all relevant facts.

Notice of
objection by
vendor

(2) Where a vendor disputes liability for 30 the amount stated in any notice received or delivered to him under Section 6 or Section 17, he may personally or by his solicitor or agent, within sixty days from the date of mailing of such notice, serve on the Commis- 35 sioner a notice of objection in duplicate setting out the reasons for the objection and all relevant facts.

Service

(3) A notice of objection under this Section may be served by registered letter 40 addressed to the Commissioner.

Decision by
Commissioner

(4) Upon receipt of the notice of objection, the Commissioner shall within sixty days reconsider the matter and vacate, confirm or

étant dès lors réputée être le montant de taxe qui a été perçu ou qui aurait dû être perçu par cette personne, cette dernière devant payer ce montant à Sa Majesté du chef de la 5 province et le commissaire pouvant notifier 5 par écrit au vendeur, à ses héritiers, administrateurs judiciaires, exécuteurs testamentaires ou ayants droit, ou encore à son séquestre ou syndic de faillite, soit par courrier, soit en 10 mains propres, que le montant ainsi évalué 10 doit être payé au ministre ou comptabilisé d'une manière ou d'une autre dans les trente jours de la notification de l'avis par courrier ou en mains propres.

(2) La preuve que l'avis mentionné au 15 paragraphe (1) a été signifié constitue une preuve *prima facie* que le montant qui y est indiqué est bien dû et échu, le fardeau de la 20 preuve retombant sur le vendeur du bien mobilier corporel.

20

18. (1) Lorsqu'une personne prétend ne pas être tenue de payer la taxe prévue par la présente loi ou conteste son obligation de payer le montant fixé par le commissaire en application du paragraphe 32(2), elle peut, 25 soit personnellement, soit par l'entremise de son avocat ou de son représentant, et dans les soixante jours de la date d'expédition par la poste de l'avis prévu à l'article 32, signifier au commissaire un avis d'opposition en 30 double exemplaire indiquant les motifs de son opposition et tous les faits pertinents.

Avis d'opposi-
tion

(2) Lorsqu'un vendeur conteste son obligation de payer le montant indiqué dans un avis qu'il a reçu ou qui lui a été remis en applica- 35 tion des articles 6 ou 17, il peut, soit personnellement, soit par l'entremise de son avocat ou de son représentant, et dans les soixante jours de la mise à la poste de cet avis, signifier au commissaire un avis d'opposition 40 en double exemplaire indiquant les motifs de son opposition et tous les faits pertinents.

Avis d'opposi-
tion de la part
du vendeur

(3) La signification d'un avis d'opposition donné en application du présent article peut se faire par courrier recommandé adressé au 45 commissaire.

Signification

(4) Dès réception d'un avis d'opposition, le commissaire doit, dans un délai de soixante jours, réexaminer la question et annuler, con-

Décision du
commissaire

vary the estimate, valuation or assessment, and he shall thereupon notify the vendor or purchaser, as the case may be, of his action by registered mail.

firmer ou modifier l'estimation, l'évaluation ou la cotisation, et aviser alors le vendeur ou l'acheteur, selon le cas, de ce qu'il a fait, par courrier recommandé.

Appeal to Minister

(5) If the person who served or caused to be served a notice of objection pursuant to this Section is dissatisfied with the decision of the Commissioner under subsection (4), he may within thirty days of the receipt of such decision appeal from such decision to the Minister.

(5) Si la personne qui a signifié ou fait signifier un avis d'opposition en vertu des dispositions du présent article n'est pas satisfaite de la décision que le commissaire a prise en application du paragraphe (4), elle peut en appeler au ministre dans les trente jours de la réception de cette décision.

5 Appel au ministre

Notice of appeal

(6) An appeal to the Minister shall be instituted by serving upon the Minister and the Commissioner by registered mail a notice of appeal setting out the grounds of the appeal and stating briefly all the facts relevant thereto.

(6) Un appel au ministre doit être interjeté en signifiant au ministre et au commissaire par courrier recommandé un avis d'appel énonçant les motifs de l'appel et indiquant brièvement les faits qui s'y rapportent.

Avis d'appel

Decision by Minister

(7) Upon receipt of the notice, the Minister shall consider the matter and may affirm, vary or reverse the decision of the Commissioner and shall forthwith give the appellant written notice of his decision by registered mail.

(7) Dès réception de l'avis, le ministre doit réexaminer la question; il peut confirmer, modifier ou infirmer la décision du commissaire et doit donner immédiatement à l'appelant un avis écrit de sa décision par courrier recommandé.

Décision du ministre

Appeal from Minister

19. (1) If the appellant is dissatisfied with the decision of the Minister, he may appeal therefrom to a judge of the Trial Division of the Supreme Court or to a judge of the County Court of the District in which the appellant resides or carries on business.

19. (1) Si l'appelant n'est pas satisfait de la décision du ministre, il peut en appeler à un juge de première instance de la Cour suprême ou à un juge de la Cour de comté relevant du district dans lequel l'appelant réside ou exploite son entreprise.

Appel judiciaire

Notice of appeal

(2) The appellant shall, within sixty days from the date of the giving of the notice of the decision complained of, serve upon the Minister and the Commissioner a written notice of his intention to appeal to a judge of the Trial Division of the Supreme Court or County Court, as the case may be, which notice shall be signed by the appellant or by his solicitor or agent, and shall set forth the grounds of the appeal.

(2) L'appelant doit, dans les soixante jours de la remise de l'avis de la décision contestée, signifier par écrit au ministre et au commissaire un avis indiquant son intention d'en appeler devant un juge de première instance de la Cour suprême ou d'une Cour de comté, selon le cas, cet avis devant être signé par l'appelant, ou par son avocat ou son représentant, et indiquer les motifs de cet appel.

Avis d'appel

Notice of time and place of appeal

(3) Within fourteen days after the service upon the Commissioner of the notice of appeal, the appellant shall apply to the judge for the appointment of a time and place for the hearing of the appeal, and shall serve upon the Minister and the Commissioner not less than fourteen days before the hearing a written notice of the time and place appointed for the hearing.

(3) Dans les quatorze jours de la signification au ministre de l'avis d'appel, l'appelant doit demander au juge de désigner une date et un lieu pour l'instruction de l'appel et signifier par écrit au ministre et au commissaire un avis de la date et du lieu de l'instruction au moins quatorze jours avant cette instruction.

Avis concernant la date et le lieu de l'audition de l'appel

Duty of judge	(4) The judge shall hear the appeal and the evidence adduced before him by the appellant and Her Majesty in a summary manner, and shall decide the matter of the appeal. Upon the request made to the judge by any party to the appeal, the hearing may be held <i>in camera</i> .	(4) Le juge entend sous forme de procédure sommaire l'appel et les témoignages qui lui sont présentés par l'appelant et Sa Majesté, et statue sur la question portée en appel. Si l'une des parties à l'appel le demande au juge, l'audience peut se tenir à huis clos.	Attributions du juge
Cost of appeal	(5) (6) The costs of the appeal shall be in the discretion of the judge, and he may make an order respecting them in favour of or against Her Majesty, and may fix the amount thereof.	(5) (6) Les frais d'appel sont laissés à la discrétion du juge, qui peut rendre une ordonnance les adjugeant à Sa Majesté ou à l'appelant et en fixer le montant.	Frais d'appel
Appeal from judge	(7) The Minister or the appellant may appeal from the decision of the judge to the Appeal Division of the Supreme Court upon any point of law raised upon the hearing of the appeal, and the rules governing appeals to the Appeal Division from a decision of a judge of the Trial Division of the Supreme Court or a judge of the County Court, as the case may be, shall apply to appeals under this subsection.	(7) Le ministre ou l'appelant peuvent en appeler de la décision du juge auprès de la Division d'appel de la Cour suprême sur toute question de droit soulevée lors de l'instruction de l'appel et les règles applicables aux appels d'une décision d'un juge de la Division de première instance de la Cour d'appel ou d'un juge de la Cour de comté, selon le cas, devant la Division d'appel de la Cour suprême s'appliquent aux appels interjetés en vertu du présent paragraphe.	Appel du juge
Irregularity or omission	20. An estimate made by the Commissioner under Section 17 shall not be varied or disallowed because of any irregularity, informality, omission, or error on the part of any person in observing of any directory provision up to the date of the giving of the notice of the estimate.	20. Une estimation faite par le commissaire en vertu des dispositions de l'article 17 ne peut être modifiée ou rejetée en raison d'une irrégularité, d'un manque de rigueur, d'une omission ou d'une erreur qu'a pu commettre une personne quelconque lors de l'observation d'une directive jusqu'à la date de la signification de l'avis d'évaluation.	Irrégularité ou omission
Liability unaffected by appeal	21. Neither the giving of a notice of appeal by any person nor any delay in the hearing of the appeal shall in any way affect the due date, the interest or penalties, or any liability for payment provided under this Act in respect of any taxes due and payable or that have been collected on behalf of Her Majesty that are the subject matter of the appeal or in any way delay the collection of the same; but in the event of the estimate of the Commissioner being set aside or reduced on appeal, the Minister shall refund the amount or excess amount of taxes which have been paid or collected on behalf of Her Majesty and of any additional interest or penalty imposed and paid thereon.	21. Le fait que toute personne donne un avis d'appel ou tout retard dans l'instruction d'un appel ne modifient en rien la date d'échéance, les intérêts ou pénalités, ou toute obligation de payer prévus par la présente loi en ce qui concerne les taxes dues et payables à Sa Majesté ou perçues pour son compte, qui font l'objet de l'appel ou qui, d'une façon ou d'une autre retardent la perception des taxes; toutefois, dans le cas où l'estimation du commissaire est annulée ou réduite en appel, le ministre rembourse la somme ou la somme excédentaire payée à Sa Majesté ainsi que tout intérêt ou toute pénalité additionnelle payée sur cette somme.	La responsabilité ne change pas du fait de l'appel

Liability of
purchaser or
user

22. The purchaser or user shall be and remain liable for the tax imposed under this Act until the same has been collected and, in the event of failure on the part of the person selling tangible personal property to collect the tax, the seller shall immediately notify the Commissioner, and the purchaser or user may be sued therefor in any court of competent jurisdiction.

22. L'acheteur ou l'utilisateur restent responsables du paiement de la taxe appliquée en vertu de la présente loi tant que celle-ci n'a pas été perçue et, lorsque la personne qui vend un bien mobilier corporel ne parvient pas à percevoir la taxe sur ce bien, elle doit en avvertir immédiatement le commissaire, l'acheteur ou l'utilisateur pouvant alors être poursuivis en justice devant les tribunaux compétents.

Responsabilité
de l'acheteur ou
de l'utilisateur

Deemed trust

23. Every person who collects any tax under this Act shall be deemed to hold the same in trust for Her Majesty and for the payment over of the same in the manner and at the time provided under this Act; and the amount shall, until paid, form a lien and charge on the entire assets of his estate, and have priority over all other claims of any person.

23. Toute personne qui perçoit une taxe en application de la présente loi est réputée détenir cette taxe en fiducie pour le compte de Sa Majesté dans le but de lui remettre cette taxe de la manière et au moment prévus en application de la présente loi; et le montant de cette taxe constitue, tant qu'il n'a pas été remis, un privilège et une charge sur tous les biens qu'elle possède, et ce privilège et cette charge ont préséance sur toute autre revendication de toute personne.

Présomption de
fiducie

Notice of
collection
proceeding

24. Before taking any proceedings for the recovery of any taxes that are due and payable under this Act or that have been collected on behalf of Her Majesty in the right of the Province, the Commissioner shall give notice to the taxpayer or collector of his intention to enforce payment, but failure to give the notice in any case shall not affect the validity of any proceedings taken for the recovery of taxes or money collected as taxes under this Act.

24. Avant d'entreprendre une procédure visant à assurer le recouvrement de taxes dues et payables en vertu des dispositions de la présente loi ou qui ont été perçues pour le compte de Sa Majesté du chef de la province, le commissaire doit notifier les contribuables ou les percepteurs de son intention de les obliger à payer, étant entendu, toutefois, qu'une absence de notification ne peut en aucun cas remettre en cause la validité de toute procédure entreprise en vue d'assurer le recouvrement de taxes ou de sommes d'argent perçues au titre des taxes conformément aux dispositions de la présente loi.

Notification des
procédures de
recouvrement

25.

30 25.

Certificate
enforceable as
order of court

26. Where default is made in the payment of any taxes that are due and payable under this Act or that have been collected on behalf of Her Majesty in the right of the Province, or any part thereof, the Commissioner may issue his certificate stating the amount so due, the amount thereof remaining unpaid (including interest and penalties) and the name of the person by whom it is payable, and may file the certificate with any prothonotary of the Supreme Court or a clerk of any county court, and when so filed the certificate shall be of the same force and

26. En cas de défaut de paiement de la totalité ou d'une partie d'une taxe quelconque due et payable en vertu de la présente loi ou déjà perçue pour le compte de Sa Majesté du chef de la province, le commissaire peut délivrer un certificat précisant la somme qui est due, le montant restant à payer (intérêt et pénalité y compris) ainsi que le nom de la personne qui en est redevable, et il pourra déposer ce certificat auprès de l'un quelconque des protonotaires de la Cour suprême ou des greffiers d'une Cour de comté, ce certificat, une fois enregistré, ayant la même valeur

Certificat
exécutoire
comme s'il
s'agissait d'une
ordonnance de
la Cour

effect, and all proceedings may be taken thereon, as if it were a judgment of the Court for the recovery of a debt of the amount stated in the certificate against the person named therein.

et le même effet, et donnant le même pouvoir d'entamer des procédures que s'il s'agissait d'un jugement obtenu devant cette Cour contre la personne nommée dans le certificat 5 à l'égard d'une dette du montant spécifié 5 dans ce certificat.

Statutory
garnishee

27. (1) Where the Commissioner has knowledge that any person is or is about to become indebted to a vendor or purchaser, he may demand of that person that the money otherwise payable by him to the vendor or purchaser be in whole or in part paid to the Minister on account of the vendor's or purchaser's liability under this Act.

27. (1) Lorsque le commissaire est informé qu'une personne est sur le point de s'endetter vis-à-vis d'un vendeur ou d'un acheteur, il peut exiger que l'argent qu'elle 10 aurait normalement dû déboursier au vendeur ou à l'acheteur soit versé intégralement ou en partie au ministre afin de compenser les dettes du vendeur ou de l'acheteur en vertu des dispositions de la présente loi. 15

Saisie légale

Discharge of
Liability

(2) The receipt of the Commissioner for money so paid shall constitute a good and sufficient discharge of the liability of such person to the vendor or purchaser to the extent of the amount referred to in the receipt.

(2) La réception par le ministre de la somme d'argent ainsi versée dégage en bonne et due forme cette personne de ses responsabilités envers le vendeur ou l'acheteur jusqu'à concurrence de la somme figu- 20 rant sur le reçu.

Dégagement de
responsabilité

Liability of
garnishee

(3) Any person discharging any liability to a vendor or purchaser after receipt of a demand under this Section shall be personally liable to Her Majesty in the right of the Province to the extent of the liability discharged, as between him and the vendor or purchaser, or to the extent of the liability of the vendor or purchaser for the taxes due and payable under this Act or that have been collected on behalf of Her Majesty in the right of the Province, but not remitted, 30 including interest and penalties whichever is the lesser amount.

(3) Toute personne qui s'acquitte d'une dette quelconque envers un vendeur ou un acheteur après avoir fait l'objet d'une demande en vertu du présent article est personnellement responsable envers Sa Majesté 25 du chef de la province du paiement de la dette acquittée, comme si cette dette la liait au vendeur ou à l'acheteur, ou jusqu'à concurrence des dettes du vendeur ou de l'acheteur au titre des taxes dues et payables en vertu de la présente loi ou perçues pour le compte de Sa Majesté du chef de la province sans qu'elles lui aient été remises, pénalité et intérêt y compris, le montant le moins élevé 35 étant retenu.

Responsabilité
du tiers saisi

Injunction

28. In addition to any penalties provided in this Act, the Commissioner, subject to the approval of the Minister, may apply to a Judge of the Trial Division of the Supreme Court for an injunction against any vendor who, having been found guilty of an offence against the Act, continues to sell tangible personal property taxable under this Act, 40 ordering him to cease selling such tangible personal property until he has fulfilled his obligations under this Act and the regulations and has paid the costs of the application.

28. Sans préjuger des pénalités susceptibles d'être appliquées en vertu de la présente loi, le commissaire, sous réserve d'obtenir l'agrément du ministre, peut faire appel à un 40 juge de la Division de première instance de la Cour suprême afin d'obtenir une injonction à l'encontre de tout vendeur qui, reconnu coupable d'une infraction aux dispositions de la présente loi, continuerait à vendre des biens 45 mobiliers corporels taxables en vertu de la présente loi, lui ordonnant de cesser de vendre ces biens mobiliers corporels jusqu'à ce qu'il se soit acquitté de ses obligations en

Injonction

Exercise of
remedies to
recover tax

29. The powers conferred by this Act for the recovery of taxes or money collected as taxes, by action and by filing a certificate, may be exercised separately or concurrently, or cumulatively; and the liability of a person for the payment of any tax under this Act or the liability to remit taxes collected shall not be affected in any way by the fact that a fine or penalty has been imposed on or paid by him in respect of any contravention of this Act.

Penalty and
interest

30. (1) In addition to any other penalty, the Commissioner may assess a penalty equal to not more than five per cent of the amount due and may assess interest on the amount due at such interest rate per year as is determined from time to time by the Governor in Council, against any person who fails to remit to the Minister any tax collected under this Act within the time required or who fails to pay any tax which he is required to pay under this Act.

Forms part of
tax provided for
in section 23

(2) The penalty and interest under this section shall form part of the amount of tax due or accruing due provided for in section 23.

Variation of
assessment
under
subsection (1)

(3) The Commissioner may, where he deems fit, vary an assessment made under subsection (1) within a period of sixty days from the date of the original assessment.

Security by
applicant or
vendor

31. (1) Subject to the approval of the Minister, the Commissioner may require any applicant for a registration certificate or vendor to deposit with the Minister a bond by way of cash or other security satisfactory to the Minister in such amount as may be determined by the Commissioner, which shall not in any case be greater than an amount equal to six times the amount of the tax estimated by the Commissioner to be the amount normally collected by the applicant or vendor each month in compliance with this Act.

vertu de la présente loi et des règlements et qu'il ait payé les frais relatifs à la demande.

29. Les pouvoirs conférés par la présente loi en ce qui a trait au recouvrement de la taxe ou des sommes d'argent perçues à titre de taxe, qu'il s'agisse de poursuites judiciaires ou du dépôt d'un certificat, peuvent être exercés séparément, concurremment ou cumulativement; l'obligation pour une personne de payer toute taxe due en vertu de la présente loi ou de remettre les taxes déjà perçues ne sera absolument pas modifiée par le fait que cette personne s'est déjà vu imposer ou a déjà payé une amende ou une pénalité à la suite d'une infraction quelconque à la présente loi.

Exercice des
recours
permettant de
recouvrer la
taxe

5

Pénalité et
intérêt

30. (1) Sans préjuger de toute autre pénalité, le commissaire peut imposer une pénalité ne pouvant dépasser cinq pour cent de la somme due et peut appliquer des intérêts sur la somme due à un taux à l'encontre de quiconque omet de remettre au ministre, dans les délais prévus, toute taxe perçue en vertu de la présente loi, ou omet de payer toute taxe qu'il est tenu de payer en vertu de la présente loi.

Partie de la
taxe prévue à
l'article 23

(2) Les pénalités et les intérêts appliqués en vertu du présent article font partie du montant de la taxe due ou échue en vertu de l'article 23.

30

(3) Lorsqu'il le juge utile, le commissaire a la possibilité de modifier une évaluation conformément aux dispositions du paragraphe (1) dans un délai de soixante jours à compter de la date de l'évaluation d'origine.

Modifications
de l'évaluation
au titre du
paragraphe (1)

35

31. (1) Sous réserve de l'autorisation du ministre, le commissaire peut exiger que le demandeur d'un certificat d'immatriculation ou que le vendeur dépose auprès du ministre un cautionnement en espèce ou toute autre forme de garantie donnant satisfaction au ministre et d'un montant susceptible d'être déterminé par le commissaire mais ne pouvant dépasser, quoi qu'il en soit, une somme égale à six fois le montant de la taxe jugée par le commissaire comme étant le montant mensuel que recueille normalement le

Dépôt de
garantie du
demandeur ou
du vendeur

40

45

Commissioner's
estimate of tax
conclusive

(2) The Commissioner's estimate under subsection (1) is final and conclusive for the purposes of a bond under this Section.

Realization on
security

(3) Where a person who deposited a bond with the Minister under subsection (1) fails to collect or remit tax in accordance with this Act, the Commissioner may, by giving written notice to the person by registered mail or personal service, apply the bond in whole or in part to the amount that should have been collected, remitted or paid by the person as the amount due to Her Majesty as of the date of the notice.

Right of entry
and inspection

32. (1) Any person appointed by the Commissioner may enter at any reasonable time the business premises occupied by any person, or the premises where his records are kept to determine whether this Act and the regulations are being and have been complied with, or to inspect, audit, and examine books of account, records, or documents, or to ascertain the quantities of tangible personal property on hand or sold by him, and the person occupying the premises shall answer all questions pertaining to these matters, and shall produce such books of account, records, or documents as may be required.

Assessment of
tax after
inspection

(2) Where it appears from the inspection, audit, or examination of the books of account, records, or documents that this Act or the regulations have not been complied with, the person making the inspection, audit, or examination shall calculate the tax collected or due in such manner and form and by such procedure as the Commissioner may deem adequate and expedient, and the Commissioner shall assess the person for the amount of the tax so calculated, but the person so assessed may appeal the amount of the assessment under Sections 18 and 19.

demandeur ou le vendeur en appliquant les dispositions de la présente loi.

(2) L'évaluation faite par le commissaire en vertu des dispositions du paragraphe (1) est sans appel lorsqu'il s'agit de fixer le montant du cautionnement en vertu du présent article.

Évaluation du
commissaire
sans appel

5

(3) Lorsqu'une personne qui a déposé un cautionnement auprès du ministre en vertu des dispositions du paragraphe (1) omet de percevoir ou de remettre la taxe conformément aux dispositions de la présente loi, le commissaire peut, en lui notifiant par écrit son intention, par voie de courrier recommandé ou en mains propres, encaisser en totalité ou en partie ce dépôt de garantie pour payer le montant qui aurait dû être perçu, remis ou versé à cette personne au titre de la somme due à Sa Majesté à la date de la notification.

Encaissement
du dépôt de
garantie

20

32. (1) Quiconque est nommé à cette fin par le commissaire peut, à toute heure raisonnable, pénétrer dans les locaux de l'exploitation d'une personne ou dans les locaux où elle tient ses registres afin de vérifier si la présente loi et les règlements qui s'y rattachent ont été et sont toujours respectés, ou pour inspecter, vérifier et examiner les livres de comptes, les registres ou les documents, ou pour déterminer les quantités de biens mobiliers corporels dont cette personne dispose ou qu'elle a vendus, et l'occupant des lieux doit répondre à toutes les questions qui lui sont posées à ce sujet et produire les livres de comptes, les registres et les documents requis.

Droit d'accès et
d'inspection

20

(2) Lorsqu'il ressort de l'inspection, de la vérification ou de l'examen des livres de comptes, des registres ou des documents que la présente loi ou les règlements qui s'y rattachent n'ont pas été respectés, la personne chargée de cette inspection, de cette vérification ou de cet examen doit calculer la taxe perçue ou due de la manière, sous la forme et selon les modalités que le commissaire pourra juger utiles et pratiques et le commissaire doit imposer à la personne en cause le paiement de la taxe ainsi calculée, cette dernière pouvant toutefois appeler de cette coti-

Évaluation de
la taxe après
inspection

40

45

Variation of assessment	(3) The Commissioner may, where he deems fit, vary an assessment made under subsection (2) within sixty days from the date of the original assessment, and such varied assessment shall be deemed to be an assessment made under subsection (2).	sation en vertu des dispositions des articles 18 et 19.	Modifications de l'évaluation
Period of assessment under subsection (2)	(4) In making an assessment under subsection (2), the Commissioner shall not consider a period greater than four years prior to the date of the assessment unless the person has made any misrepresentation that is attributable to neglect, carelessness or wilfull default or if there is evidence that he has committed fraud.	(3) Lorsqu'il le juge utile, le commissaire a la possibilité de modifier une évaluation conformément aux dispositions du paragraphe (2) dans un délai de soixante jours à compter de la date de l'évaluation d'origine, cette modification étant réputée constituer une évaluation aux termes du paragraphe (2).	5 10
Search warrant	33. (1) Any justice who is satisfied by information upon oath that there is reasonable ground for believing that any person has in his possession any tangible personal property in respect of the consumption or use of which the tax payable has not been paid may at any time issue a warrant under his hand authorizing the Commissioner or other official appointed by the Commissioner named therein to enter and search any building, receptacle, or place where such tangible personal property is believed to be situate, and to make such enquiries as are deemed necessary; and such person shall produce for inspection by the person named in the warrant any tangible personal property in his possession and answer any questions relating thereto.	(4) Lorsqu'il procède à une évaluation aux termes du paragraphe (2), le commissaire ne doit pas remonter plus de quatre ans à l'arrière à compter de la date de l'évaluation, à moins que la personne en cause ait présenté les faits de manière erronée par négligence, insouciance ou imprudence, ou à moins qu'il soit démontré qu'une fraude a été commise.	Période d'évaluation aux termes du paragraphe (2)
Offence	(2) Any person who wilfully refuses to answer any questions put to him under subsection (1) respecting the tangible personal property kept on hand on the premises, or who wilfully fails to produce for inspection any books of account, records, or documents, or any parcel, box, carton, barrel, tank or other receptacle in his possession or under his control that he is required to produce for purposes of inspection, shall be guilty of an offence against this Act.	33. (1) Tout juge ayant acquis la conviction sur la foi d'une déclaration sous serment, qu'il y a des motifs raisonnables de croire qu'une personne a en sa possession un bien mobilier corporel dont la consommation ou l'utilisation est passible d'une taxe qui n'a pas été payée peut, à tout moment, délivrer un mandat portant sa signature et autorisant le commissaire ou tout autre officier ministériel nommé par celui-ci, à entrer et à perquisitionner dans tout bâtiment, local ou lieu qui semble devoir abriter ce bien mobilier corporel, et à procéder à toutes les enquêtes jugées nécessaires; la personne nommée dans le mandat étant tenue de laisser inspecter tout bien mobilier corporel en sa possession et de répondre à toute question s'y rapportant.	Mandat de perquisition 20 25 30 35
Offence	(2) Toute personne qui, sciemment, refuse de répondre à une question qui lui est posée en vertu des dispositions du paragraphe (1) touchant les biens mobiliers corporels qu'elle détient dans les locaux ou qui, sciemment, refuse de laisser inspecter ses livres de compte, ses registres, ses documents ou tout colis, boîte, carton, tonneau, réservoir ou autre contenant placé en sa possession ou sous son contrôle et qu'elle est tenue de laisser inspecter, est coupable d'une infraction aux dispositions de la présente loi.	(2) Toute personne qui, sciemment, refuse de répondre à une question qui lui est posée en vertu des dispositions du paragraphe (1) touchant les biens mobiliers corporels qu'elle détient dans les locaux ou qui, sciemment, refuse de laisser inspecter ses livres de compte, ses registres, ses documents ou tout colis, boîte, carton, tonneau, réservoir ou autre contenant placé en sa possession ou sous son contrôle et qu'elle est tenue de laisser inspecter, est coupable d'une infraction aux dispositions de la présente loi.	Infraction 40 45

No offer by
seller to absorb
or refund tax

34. No person who sells tangible personal property shall advertise or hold out or state to the public or to any purchaser or user, directly or indirectly, that the tax or any part thereof imposed under this Act will be assumed or absorbed by him or that it will not be considered as an element in the price to the purchaser or user or, if added, that it or any part thereof will be refunded.

34. Nulle personne qui vend un bien mobilier corporel ne doit annoncer, soutenir ou affirmer en public ou à un acheteur ou à un utilisateur, directement ou indirectement, qu'il prendra à son propre compte ou absorbera la totalité ou une partie de la taxe imposée par la présente loi ou qu'il n'en sera pas tenu compte dans le prix fait à l'acheteur ou à l'utilisateur ou encore, si elle est rajoutée au prix, que la totalité ou toute partie de cette taxe sera remboursée.

Le vendeur ne doit pas offrir de prendre à sa charge ou de rembourser la taxe

Offence

35. Every person contravening any provision of this Act or of the regulations shall be guilty of an offence against this Act, and every violation in connection with a separate sale or transaction shall be considered a separate offence.

35. Quiconque enfreint les dispositions de la présente loi ou des règlements est coupable d'une infraction à l'encontre de la présente loi et toute infraction commise au sujet d'une vente ou d'une transaction en particulier doit être considérée comme une infraction distincte.

Infraction

Liability of
officer or agent
for offence

36. If a corporation is guilty of an offence against this Act, and if an officer, director, employee, or agent of the corporation willfully directed, authorized, assented to, acquiesced, or participated in the commission of the offence, that person is a party to and guilty of the offence.

36. Lorsqu'une corporation est coupable d'une infraction prévue par la présente loi, tout dirigeant, administrateur ou représentant de la corporation qui, sciemment, a ordonné ou permis que l'infraction soit commise ou y a acquiescé, consenti ou participé, est partie à l'infraction et en est coupable.

Responsabilité des dirigeants ou des représentants en cas d'infraction

False statement

37. Every person who makes a false statement in any form or return prescribed by this Act or the regulations is guilty of an offence against this Act.

37. Quiconque fait une fausse déclaration dans une formule prescrite par la présente loi ou les règlements est coupable d'une infraction aux dispositions de la présente loi.

Fausse déclaration

Penalty

38. (1) Subject to subsection (2), a person guilty of an offence against this Act shall be liable, on summary conviction, to a fine of not less than ten dollars and not more than one thousand dollars; and, in default of payment, to imprisonment for a term not exceeding three months, and, in addition, shall be ordered by the magistrate or justice to pay the amount of the tax that is owing, including any arrears, penalties, and interest, on or before such date as shall be fixed by the magistrate or justice.

38. (1) Sous réserve des dispositions du paragraphe (2), une personne coupable d'une infraction à la présente loi est passible, sur déclaration sommaire de culpabilité, d'une amende de dix à mille dollars et, à défaut de paiement, d'une peine d'emprisonnement ne dépassant pas trois mois et, en outre, elle est tenue par voie d'ordonnance du magistrat ou du juge de paix de payer la taxe qu'elle doit, y compris les montants en souffrance, les pénalités et les intérêts éventuels, au plus tard à la date fixée par le magistrat ou le juge de paix.

Pénalités

Evidence and
penalty for
failure to
collect tax

(2) (a) Every person who fails to collect the tax imposed by this Act shall be liable, on summary conviction, to a fine equal to the amount of the tax, including any arrears, penalties, and interest, that should have been collected, as determined under clause (b), and, in addition, to a penalty of

(2) a) Quiconque omet de percevoir la taxe imposée par la présente loi est passible, sur déclaration sommaire de culpabilité, d'une pénalité égale au montant de la taxe, y compris les montants en souffrance, les pénalités et les intérêts éventuels, qui aurait dû être perçue en applica-

Règles de la preuve et pénalités en cas de défaut de percevoir la taxe

not less than ten dollars and not more than one thousand dollars, and, in default of payment, to imprisonment for a term not exceeding three months.

(b) The Commissioner shall determine the amount of the tax referred to in clause (a) from such information as is available to him, and shall issue a certificate as to the amount, but except where he deems there has been deliberate evasion of this Act, the Commissioner shall not consider a period of greater than three years in determining the said amount.

(c) In any prosecution under clause (a) a certificate signed or purporting to be signed by the Commissioner stating the amount of tax that should have been collected shall be evidence and *prima facie* proof of the amount of the tax that should have been collected, and of the authority of the person giving or making the same without any proof of appointment or signature.

More than one offence

(3) Any information or complaint in respect of an offence under this Act or the regulations may be for one or more than one offence, and no information, complaint, warrant, conviction, or other proceedings in a prosecution under this Act or the regulations, is objectionable or insufficient by reason of the fact that it relates to two or more offences.

Remedy for recovery unaffected

(4) Nothing contained in this section, nor the enforcement of any penalty hereunder, shall suspend or affect any remedy for the recovery of any tax or amount payable under this Act.

Disposition of fine

(5) Fines collected under this Act shall be paid to the Minister of Finance.

Onus of proof

39. (1) In any prosecution for failure to pay the tax or to collect or remit the tax, the onus of proving that the tax was paid, col-

tion des dispositions de l'alinéa b) et, en sus, d'une amende de dix à mille dollars à laquelle viendra s'ajouter, à défaut de paiement, une peine d'emprisonnement ne dépassant pas trois mois.

b) Le commissaire doit déterminer le montant de taxe visé à l'alinéa a) à partir des renseignements dont il dispose, doit délivrer un certificat correspondant à cette somme et, sauf s'il juge que l'on a cherché délibérément à éviter le paiement de la taxe, il ne doit pas remonter sur une période de plus de trois ans pour déterminer ce montant.

c) Dans toute poursuite intentée en vertu des dispositions de l'alinéa a), un certificat signé par le commissaire ou qui lui est attribué et qui précise le montant de la taxe qui aurait dû être perçu constitue la démonstration et la preuve *prima facie* que c'est bien ce montant qui aurait dû être perçu et témoigne de la qualité de la personne qui l'a signé sans que celle-ci ait à la démontrer.

(3) Toute dénonciation ou plainte touchant une infraction à la loi ou aux règlements peut porter sur une ou plusieurs infractions et aucune demande d'information, aucune plainte, aucun mandat, aucune déclaration de culpabilité ou autre poursuite judiciaire en vertu des dispositions de la présente loi ou des règlements ne peut être contestée ou faire l'objet d'une fin de non recevoir parce qu'ils s'appliquent à plusieurs infractions.

(4) Aucune disposition du présent article et aucune décision visant à appliquer une pénalité en vertu des présentes ne vient remettre en cause un recours éventuel ou ne s'y oppose lorsqu'il s'agit de recouvrer une taxe ou un montant quelconque qui doit être payé en vertu des dispositions de la présente loi.

(5) Les amendes perçues en vertu des dispositions de la présente loi sont versées au ministre des Finances.

Multiplicité des infractions

Maintien des possibilités de recours concernant la perception de la taxe

Paiement des amendes

Fardeau de la preuve

39. (1) Dans toute poursuite intentée en cas de défaut de paiement, de perception ou de remise de la taxe, il appartient au défen-

lected, or remitted, as the case may be, to the Minister, shall be upon the defendant.

Limitation period

(2) An information or complaint, in respect of an offence against this Act or the regulations, shall be laid or made within six years of the time when the matter of the information or complaint arose, except that in the case of fraud no limitation shall apply.

Form is *prima facie* proof

(3) In a prosecution brought against a vendor who is required to register under this Act, his application form shall be *prima facie* proof that the person charged is a vendor registered under this Act, and his return form shall be *prima facie* proof that he collected tax.

Proof respecting partnership

(4) Where the vendor is described as a partnership on the application form, the application form shall be *prima facie* proof that the persons named thereon are partners registered as such under this Act, and the return form shall be *prima facie* proof that the partnership firm collected the tax.

Certificate is *prima facie* proof

(5) In a prosecution brought against a vendor who is required to register under this Act, a certificate signed by the Commissioner that the person charged is a vendor registered under this Act shall be received in evidence without proof of the signature or of the official character of the person appearing to have signed the same and shall be *prima facie* proof of the matters contained therein.

deur de prouver au ministre que la taxe a bien été payée, perçue ou remise, selon le cas.

Prescription

(2) Toute dénonciation ou plainte touchant une infraction commise à l'encontre des dispositions de la présente loi ou des règlements qui s'y rapportent doit être présentée ou déposée dans un délai de six ans à compter du moment où se sont produits les faits faisant l'objet de cette dénonciation ou de cette plainte, aucun délai de prescription ne s'appliquant toutefois en cas de fraude.

Le formulaire constitue une preuve *prima facie*

(3) En cas de poursuite intentée à l'encontre d'un vendeur devant être immatriculé en vertu des dispositions de la présente loi, le formulaire de demande de ce dernier constitue la preuve *prima facie* qu'il est bien un vendeur immatriculé en vertu de la loi, son formulaire de déclaration constituant une preuve *prima facie* qu'il a perçu la taxe.

Règle de la preuve concernant les sociétés en nom collectif

(4) Lorsque le vendeur est décrit comme étant une société en nom collectif dans le formulaire de demande, ce formulaire constitue la preuve *prima facie* que les personnes dont le nom y figure sont des associés immatriculés en tant que tels en vertu de la présente loi, le formulaire de déclaration constituant une preuve *prima facie* que la société en nom collectif a perçu la taxe.

Le certificat constitue une preuve *prima facie*

(5) Lorsque des poursuites sont intentées à l'encontre d'un vendeur tenu d'être immatriculé en vertu de la présente loi et qu'un certificat signé par le commissaire atteste que la personne accusée est un vendeur immatriculé aux termes de la présente loi, il n'est pas nécessaire de démontrer l'authenticité de la signature ou la qualité officielle de la personne l'ayant signé, ce certificat constituant une preuve *prima facie* des éléments qu'il contient.

40.

40.

40

41.

41.

42.

42.

C-44

Second Session, Thirty-second Parliament,
32-33 Elizabeth II, 1983-84

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-44

An Act to amend the Yukon Quartz Mining Act

First reading, May 31, 1984

**THE MINISTER OF INDIAN AFFAIRS AND NORTHERN
DEVELOPMENT**

C-44

Deuxième session, trente-deuxième législature,
32-33 Elizabeth II, 1983-84

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-44

Loi modifiant la Loi sur l'extraction du quartz dans le
Yukon

Première lecture le 31 mai 1984

**LE MINISTRE DES AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD
CANADIEN**

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-44

PROJET DE LOI C-44

An Act to amend the Yukon Quartz Mining
Act

Loi modifiant la Loi sur l'extraction du
quartz dans le Yukon

R.S., c. Y-4;
1972, c. 17;
1976-77, cc.
28, 30

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consente-
ment du Sénat et de la Chambre des commu-
nes du Canada, décrète :

S.R., c. Y-4;
1972, c. 17;
1976-77, c. 28,
30

1. Section 12 of the *Yukon Quartz Mining
Act* is repealed and the following substituted
therefor:

1. L'article 12 de la *Loi sur l'extraction
du quartz dans le Yukon* est abrogé et rem- 5
placé par ce qui suit :

Entry, location
and mining

“12. Any individual eighteen years of
age or over may enter, locate, prospect and
mine for minerals on

(a) any vacant territorial lands in the 10
Territory; and

(b) any lands in the Territory in respect
of which the right to enter, prospect and
mine for minerals is reserved to the
Crown. 15

«12. Toute personne âgée d'au moins
dix-huit ans peut pénétrer dans les terres
suivantes, y localiser des claims, prospecter
et creuser pour en extraire les minéraux : 10

a) toutes terres territoriales vacantes
dans le Territoire;

b) toutes terres dans le Territoire à
l'égard desquelles le droit d'y pénétrer,
de prospecter et d'en extraire les miné- 15
raux est réservé à la Couronne.

Entrée et
localisation

Savings

12.1 No mineral claim recorded before
this section comes into force shall be held
invalid by reason only that

(a) during any period of twelve months
more than seven mineral claims were 20
located by the same person, whether
personally, as attorney for another or by
an attorney, within a distance of ten
miles from any other mineral claim
located by him, whether personally, as 25
attorney for another or by an attorney,
during that period; or

(b) a power of attorney authorizing a
person to enter, locate, prospect or mine
was not filed with a mining recorder 30

12.1 Un claim minier enregistré avant
l'entrée en vigueur du présent article n'est
pas invalide au seul motif que, selon le cas,

a) durant toute période de douze mois, 20
plus de sept claims miniers ont été loca-
lisés par la même personne, soit person-
nellement, à titre de fondé de pouvoir
pour un autre ou par l'entremise d'un
fondé de pouvoir, dans un rayon de dix 25
milles de tout autre claim minier loca-
lisé durant cette période par lui person-
nellement, à titre de fondé de pouvoir ou
par l'entremise d'un fondé de pouvoir;

b) une procuration autorisant une per- 30
sonne à pénétrer dans des terres, y loca-

Réserves

EXPLANATORY NOTE

The purpose of this Bill is to repeal the provisions of the *Yukon Quartz Mining Act* respecting the number of claims that may be staked by any one individual and the staking of claims by attorneys and to validate any claims staked contrary to subsection 12(2) or (3) of that Act.

Section 12 at present reads as follows:

“12. (1) *Subject to subsection (2), a person eighteen years of age, or over, may personally or by attorney enter, locate, prospect and mine upon any vacant territorial lands in the Yukon Territory, for the minerals defined in this Act, and upon all lands in respect of which the right to so enter, prospect and mine such minerals has been, or is after the 19th day of July 1924 reserved in the Crown.*

(2) *Subject to section 46, during any period of twelve months no person is entitled to locate, whether personally, as attorney for another or by an attorney, more than seven mineral claims in the aggregate within a distance of ten miles from any other mineral claim (making a total of eight mineral claims) located by him personally, as attorney or by attorney, during that period.*

(3) *Every power of attorney authorizing a person to enter, locate, prospect or mine pursuant to subsection (1) shall be filed with the mining recorder before the entering, locating, prospecting or mining is undertaken.”*

NOTE EXPLICATIVE

Le présent projet de loi a pour objet d'abroger les dispositions de la *Loi sur l'extraction du quartz dans le Yukon* portant sur les restrictions imposées quant au nombre de claims qui peuvent être localisés par une même personne, sur la localisation de claims par fondés de pouvoir et sur la validation de claims localisés en contravention du paragraphe 12(2) ou (3) de cette loi.

Texte actuel de l'article 12 :

«12. (1) *Sous réserve du paragraphe (2), toute personne âgée de dix-huit ans ou plus peut, personnellement ou par fondé de pouvoir, pénétrer dans toutes terres territoriales vacantes du territoire du Yukon, y localiser des claims, prospecter et creuser pour en extraire les minéraux définis en la présente loi, et dans toutes terres à l'égard desquelles le droit d'y pénétrer, prospecter et d'en extraire ainsi ces minéraux a été ou est après le 19 juillet 1924 réservé à la Couronne.*

(2) *Sous réserve de l'article 46, nul n'a le droit, durant toute période de douze mois, de localiser, soit personnellement, à titre de fondé de pouvoir pour un autre ou par l'entremise d'un fondé de pouvoir, plus de sept claims miniers en tout dans un rayon de dix milles de tout autre claim minier (soit un total de huit claims miniers) localisé durant cette période par lui personnellement, à titre de fondé de pouvoir ou par l'entremise d'un fondé de pouvoir.*

(3) *Toute procuration autorisant une personne à pénétrer dans des terres, à y localiser des claims, y prospecter ou en extraire des minéraux en conformité du paragraphe (1), doit être produite au bureau du registraire minier avant l'entreprise des opérations susdites.»*

before the entering, locating, prospecting or mining was undertaken.”

liser des claims, y prospecter ou en extraire des minéraux n'a pas été produite au bureau du registraire minier avant l'entreprise de ces opérations.»

C-44

C-44

Second Session, Thirty-second Parliament,
32-33 Elizabeth II, 1983-84

Deuxième session, trente-deuxième législature,
32-33 Elizabeth II, 1983-84

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-44

PROJET DE LOI C-44

An Act to amend the Yukon Quartz Mining Act

Loi modifiant la Loi sur l'extraction du quartz dans le
Yukon

**AS PASSED BY THE HOUSE OF COMMONS
JUNE 1, 1984**

**ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES COMMUNES
LE 1 JUIN 1984**

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-44

PROJET DE LOI C-44

An Act to amend the Yukon Quartz Mining
Act

Loi modifiant la Loi sur l'extraction du
quartz dans le Yukon

R.S., c. Y-4;
1972, c. 17;
1976-77, cc.
28, 30

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

1. Section 12 of the *Yukon Quartz Mining
Act* is repealed and the following substituted
therefor:

“12. Any individual eighteen years of
age or over may enter, locate, prospect and
mine for minerals on

(a) any vacant territorial lands in the 10
Territory; and

(b) any lands in the Territory in respect
of which the right to enter, prospect and
mine for minerals is reserved to the
Crown. 15

12.1 No mineral claim recorded before
this section comes into force shall be held
invalid by reason only that

(a) during any period of twelve months
more than seven mineral claims were 20
located by the same person, whether
personally, as attorney for another or by
an attorney, within a distance of ten
miles from any other mineral claim
located by him, whether personally, as 25
attorney for another or by an attorney,
during that period; or

(b) a power of attorney authorizing a
person to enter, locate, prospect or mine
was not filed with a mining recorder 30

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consente-
ment du Sénat et de la Chambre des commu-
nes du Canada, décrète :

1. L'article 12 de la *Loi sur l'extraction
5 du quartz dans le Yukon* est abrogé et rem-
placé par ce qui suit :

«12. Toute personne âgée d'au moins
dix-huit ans peut pénétrer dans les terres
suivantes, y localiser des claims, prospecter
et creuser pour en extraire les minéraux : 10

a) toutes terres territoriales vacantes
dans le Territoire;

b) toutes terres dans le Territoire à
l'égard desquelles le droit d'y pénétrer,
de prospecter et d'en extraire les miné- 15
raux est réservé à la Couronne.

12.1 Un claim minier enregistré avant
l'entrée en vigueur du présent article n'est
pas invalide au seul motif que, selon le cas,

a) durant toute période de douze mois, 20
plus de sept claims miniers ont été loca-
lisés par la même personne, soit person-
nellement, à titre de fondé de pouvoir
pour un autre ou par l'entremise d'un
fondé de pouvoir, dans un rayon de dix 25
milles de tout autre claim minier loca-
lisé durant cette période par lui person-
nellement, à titre de fondé de pouvoir ou
par l'entremise d'un fondé de pouvoir;

b) une procuration autorisant une per- 30
sonne à pénétrer dans des terres, y loca-

S.R., c. Y-4;
1972, c. 17;
1976-77, c.
28, 30

Entrée et
localisation

Réserves

Entry, location
and mining

Savings

before the entering, locating, prospecting or mining was undertaken.”

liser des claims, y prospecter ou en extraire des minéraux n'a pas été produite au bureau du registraire minier avant l'entreprise de ces opérations.»

056

C-46

C-46

Second Session, Thirty-second Parliament,
32-33 Elizabeth II, 1983-84

Deuxième session, trente-deuxième législature,
32-33 Elizabeth II, 1983-84

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-46

PROJET DE LOI C-46

an Act respecting certain provisions of the James Bay and Northern Quebec Agreement and the Northeastern Quebec Agreement relating principally to Cree and Naskapi local government and to the land regime governing Category IA and Category IA-N land

Loi concernant diverses dispositions de la Convention de la Baie James et du Nord québécois et de la Convention du Nord-Est québécois relatives essentiellement à l'administration locale des Cris et des Naskapis et au régime des terres des catégories IA et IA-N

First reading, June 7, 1984

Première lecture le 7 juin 1984



**THE MINISTER OF INDIAN AFFAIRS AND NORTHERN
DEVELOPMENT**

**LE MINISTRE DES AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD
CANADIEN**

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-46

PROJET DE LOI C-46

An Act respecting certain provisions of the James Bay and Northern Quebec Agreement and the Northeastern Quebec Agreement relating principally to Cree and Naskapi local government and to the land regime governing Category IA and Category IA-N land

Loi concernant diverses dispositions de la Convention de la Baie James et du Nord québécois et de la Convention du Nord-Est québécois relatives essentiellement à l'administration locale des Cris et des Naskapis et au régime des terres des catégories IA et IA-N

Preamble

WHEREAS the Government of Canada is obligated, pursuant to section 9 of the James Bay and Northern Quebec Agreement and section 7 of the Northeastern Quebec Agreement, to recommend to Parliament special legislation to provide for an orderly and efficient system of Cree and Naskapi local government, for the administration, management and control of Category IA and Category IA-N land by the Cree and Naskapi bands respectively, and for the protection of certain individual and collective rights under the said Agreements;

AND WHEREAS this Act is not intended to preclude the James Bay Crees and the Naskapis of Quebec from benefitting from future legislative or other measures respecting Indian government in Canada that are not incompatible with the said Agreements;

NOW, THEREFORE, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

SHORT TITLE

Short title

1. This Act may be cited as the *Cree-Naskapi (of Quebec) Act*.

Attendu :

que le gouvernement du Canada est tenu, aux termes du chapitre 9 de la Convention de la Baie James et du Nord québécois et du chapitre 7 de la Convention du Nord-Est québécois, de recommander au Parlement l'adoption d'une loi spéciale prévoyant, pour les Cris et les Naskapis, un régime d'administration locale organisé et efficace, ainsi que l'administration, la régie et le contrôle par les bandes cries et la bande naskapie des terres des catégories IA et IA-N, ainsi que la protection des droits individuels et collectifs prévus aux Conventions;

que la présente loi n'a pas pour objet d'empêcher les Cris de la Baie James et les Naskapis du Québec de bénéficier de toute mesure législative ou autre, compatible avec les Conventions, édictée à l'avenir en ce qui concerne le régime d'autonomie des Indiens du Canada,

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète :

TITRE ABRÉGÉ

1. *Loi sur les Cris et les Naskapis du Québec.*

RECOMMENDATION

Her Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled "An Act respecting certain provisions of the James Bay and Northern Quebec Agreement and the Northeastern Quebec Agreement relating principally to Cree and Naskapi local government and to the land regime governing Category IA and Category IA-N land".

RECOMMANDATION

Son Excellence le gouverneur général recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée «Loi concernant diverses dispositions de la Convention de la Baie James et du Nord québécois et de la Convention du Nord-Est québécois relatives essentiellement à l'administration locale des Cris et des Naskapis et au régime des terres des catégories IA et IA-N».

INTERPRETATION

DÉFINITIONS

Definitions			Définitions
"Agreements" «Conventions»	2. (1) In this Act,	2. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.	Définitions
"band" «bande»	"Agreements" means the James Bay and Northern Quebec Agreement and the Northeastern Quebec Agreement;	«Administration régionale crie» L'Administration régionale crie constituée par la <i>Loi sur l'Administration régionale crie</i> (Québec).	«Administration régionale crie» "Cree Regional..."
"building" «bâtiment»	"band" means a band incorporated by section 12 or 14;	«assemblée extraordinaire» L'assemblée de bande mentionnée aux articles 83 à 88.	«assemblée extraordinaire» "special..."
"Canada" «Canada»	"building" includes a permanent structure of any kind and also includes a mobile home;	«bande» Bande constituée par les articles 12 ou 14.	«bande» "band"
"Category IA land" «terre de catégorie IA»	"Canada" means Her Majesty in right of Canada;	«bande crie» Bande constituée par l'article 12.	«bande crie» "Cree band"
	"Category IA land" means	«bande naskapie» Bande Naskapi du Québec constituée par l'article 14.	«bande naskapie» "Naskapi band"
	(a) until the transfer to Canada by Quebec by final deed referred to in paragraph (b), the land referred to in sections 4 and 5 of the James Bay and Northern Quebec Agreement of which the administration, management and control was transferred to Canada by Quebec by temporary deed by Quebec Order in Council No. 1851-79 of June 27, 1979, pursuant to section 21 of <i>An Act respecting the land regime in the James Bay and New Quebec territories</i> (Quebec), and accepted by Canada by Canada Order in Council P.C.1979-25 2178 of August 16, 1979,	«bâtiment» Sont assimilées à un bâtiment les constructions permanentes et les maisons mobiles.	«bâtiment» "building"
	(b) after the transfer to Canada by Quebec by final deed pursuant to sections 4 and 5 of the James Bay and Northern Quebec Agreement and section 22 of <i>An Act respecting the land regime in the James Bay and New Quebec territories</i> (Quebec), the land described in such final deed,	«bénéficiaire crie» Personne inscrite, ou admissible à l'être, à titre de bénéficiaire crie, conformément au chapitre 3 de la Convention de la Baie James et du Nord québécois.	«bénéficiaire crie» "Cree beneficiary"
	(c) any land set aside as Category IA land pursuant to paragraph 125(1)(d) of this Act, and	«bénéficiaire naskapi» Personne inscrite, ou admissible à l'être, à titre de bénéficiaire naskapi, conformément au chapitre 3 de la Convention du Nord-Est québécois.	«bénéficiaire naskapi» "Naskapi beneficiary"
	(d) any other land set aside by the Governor in Council as Category IA land for the exclusive use and benefit of a Cree band,	«Canada» Sa Majesté du chef du Canada.	«Canada» "Canada"
	and, in relation to any particular Cree band, means	«chef» Personne qui occupe le poste de chef d'une bande conformément à la partie II.	«chef» "chief"
	(e) land described in paragraph (b), (c) or (d) set aside for the exclusive use and benefit of that band, or	«conseil» Le groupe permanent visé à l'article 25.	«conseil» "council"
		«conseiller» Personne qui occupe un poste de conseiller conformément à la partie II.	«conseiller» "councillor"
		«Convention de la Baie James et du Nord québécois» La convention passée entre le <i>Grand Council of the Crees (of Québec)</i> , la <i>Northern Québec Inuit Association</i> , le gouvernement du Québec, la Société d'énergie de la Baie James, la Société de développement de la Baie James, la Commission hydroélectrique de Québec et le gouvernement du Canada, le 11 novembre 1975, dans sa version modifiée par :	«Convention de la Baie James et du Nord québécois» "James Bay..."

(f) land described in paragraph (a) set aside for the exclusive use and benefit of that band's predecessor *Indian Act* band;

"Category IA-N land"
«terre de catégorie IA-N»

"Category IA-N land" means

(a) until the transfer to Canada by Quebec by final deed referred to in paragraph (b), the land referred to in sections 4.4 and 5 of the Northeastern Quebec Agreement of which the administration, management and control was transferred to Canada by Quebec by temporary deed by Quebec Order in Council No. 394-81 of February 12, 1981, pursuant to sections 191-3 15 and 191-5 of *An Act respecting the land regime in the James Bay and New Quebec territories* (Quebec) for the exclusive use and benefit of the *Indian Act* Naskapis de Schefferville band, and accepted by Canada by Canada Order in Council P.C. 1981-809 of March 26, 1981,

(b) after the transfer to Canada by Quebec by final deed for the exclusive use and benefit of the Naskapi band pursuant to sections 4.4 and 5 of the Northeastern Quebec Agreement and section 191-6 of *An Act respecting the land regime in the James Bay and New Quebec territories* (Quebec), the land described in such final deed,

(c) any land set aside as Category IA-N land pursuant to paragraph 125(1)(d) of this Act for the exclusive use and benefit of the Naskapi band, and

(d) any other land set aside by the Governor in Council as Category IA-N land for the exclusive use and benefit of the Naskapi band;

"Category II land"
«terre de catégorie II»

"Category II land" means the land established and allocated as Category II land pursuant to the James Bay and Northern Quebec Agreement and *An Act respecting the land regime in the James Bay and New Quebec territories* (Quebec);

"Category II-N land"
«terre de catégorie II-N»

"Category II-N land" means the land established and allocated as Category II-N land pursuant to the Northeastern Quebec Agreement and *An Act respecting the land*

a) toute convention non visée aux alinéas b) ou c) et passée conformément aux dispositions modificatrices de la Convention de la Baie James et du Nord québécois;

b) la convention passée entre les mêmes parties le 12 décembre 1975, déposée devant la Chambre des communes par le ministre le 13 juillet 1976 et enregistrée sous le numéro 301-5/180C;

c) toute autre convention passée avant ou après l'entrée en vigueur du présent article et visée à :

(i) l'alinéa 4(1)a) de la *Loi sur le règlement des revendications des autochtones de la Baie James et du Nord québécois*,

(ii) l'article 3 de la *Loi approuvant la Convention de la Baie James et du Nord québécois* (Québec).

«Convention du Nord-Est québécois» La convention passée entre la bande antérieure des Naskapis de Schefferville, le gouvernement du Québec, la Société d'énergie de la Baie James, la Société de développement de la Baie James, la Commission hydroélectrique de Québec, le *Grand Council of the Crees (of Québec)*, la *Northern Québec Inuit Association* et le gouvernement du Canada, le 31 janvier 1978, et mentionnée dans le décret du Canada n° C.P. 1978-502 daté du 23 février 1978, dans sa version modifiée par :

a) toute convention non visée à l'alinéa b) et passée conformément aux dispositions modificatrices de la Convention du Nord-Est québécois;

b) toute autre convention passée avant ou après l'entrée en vigueur du présent article et visée à l'article 3 de la *Loi approuvant la Convention du Nord-Est québécois* (Québec).

«Conventions» La Convention de la Baie James et du Nord québécois et la Convention du Nord-Est québécois.

«électeur» Membre d'une bande qui est âgé d'au moins dix-huit ans et qui n'a pas été déclaré mentalement incapable selon les lois de la province.

«Convention du Nord-Est québécois»
"Northeastern..."

«Conventions»
"Agreements"

«électeur»
"elector"

regime in the James Bay and New Quebec territories (Quebec);

“Category III land”
«terre de catégorie III»

“Category III land” means the land established as Category III land pursuant to the James Bay and Northern Quebec Agreement and *An Act respecting the land regime in the James Bay and New Quebec territories (Quebec)*; 5

“chief”
«chef»

“chief”, in relation to a band, means the person holding the office of chief of that band pursuant to Part II; 10

“council”
«conseil»

“council” means the continuing body of persons described in section 25;

“council member”
«membre du conseil»

“council member”, in relation to a band, means the chief or a councillor of that band; 15

“councillor”
«conseiller»

“councillor” means a person holding office as councillor of a band pursuant to Part II;

“Cree band”
«bande crie»

“Cree band” means a band incorporated by section 12; 20

“Cree beneficiary”
«bénéficiaire crie»

“Cree beneficiary” means a person who is enrolled or entitled to be enrolled as a Cree beneficiary pursuant to section 3 of the James Bay and Northern Quebec Agreement; 25

“Cree Regional Authority”
«Administration...»

“Cree Regional Authority” means the Cree Regional Authority established by *An Act respecting the Cree Regional Authority (Quebec)*;

“elector”
«électeur»

“elector” means a member of a band who is eighteen years of age or over and not declared mentally incompetent under the laws of the Province; 30

“Inuk of Fort George” or
“Inuit of Fort George”
«Inuk...»

“Inuk of Fort George” (in the singular) or “Inuit of Fort George” (in the plural) means a person who 35

(a) is enrolled or entitled to be enrolled on the official list for the Inuit community of Fort George published by the Enrollment Commission pursuant to section 3 of the James Bay and Northern Quebec Agreement, 40

(b) is a legitimate or an illegitimate descendant of a person described in paragraph (a),

(c) is an adopted child of a person described in paragraph (a) or (b),

«Inuk de Fort George» (pluriel «Inuit de Fort George»)

«Inuk de Fort George»
“Inuk...”

a) Personne inscrite, ou admissible à l'être, sur la liste officielle de la communauté des Inuit de Fort George publiée par la Commission d'inscription prévue au chapitre 3 de la Convention de la Baie James et du Nord québécois; 5

b) le descendant légitime ou illégitime de la personne visée à l'alinéa a); 10

c) l'enfant adoptif de la personne visée aux alinéas a) ou b);

d) le conjoint de la personne visée aux alinéas a), b) ou c), pourvu que le mariage ait été célébré ou soit reconnu conformément aux lois de la province; 15

e) personne affiliée à la communauté des Inuit de Fort George, conformément au sous-alinéa 3.5.5f) de la Convention de la Baie James et du Nord québécois : 20

(i) entre le 31 janvier 1978 et l'entrée en vigueur du présent article, avec le consentement écrit de la bande antérieure de Fort George,

(ii) après l'entrée en vigueur du présent article, avec le consentement écrit de la bande de Chisasibi. 25

«membre» Membre d'une bande crie ou de la bande naskapie, selon qu'il s'agit des dispositions des articles 17 ou 20. 30

«membre»
“member”

«membre du conseil» Le chef ou un conseiller d'une bande.

«membre du conseil»
“council member”

«ministre» Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien.

«ministre»
“Minister”

«personne morale» ou «personnalité morale» S'entendent en un sens correspondant à celui de «corporation» dans les Conventions. 35

«personne morale» ou
«personnalité morale»
French version only

«province» La province de Québec.

«province»
“province”

«Québec» Sa Majesté du chef du Québec. 40

«Québec»
“Quebec”

«référendum» Le référendum visé aux articles 83 à 88. 45

«référendum»
“referendum”

«réserve Matimekosh» Le territoire visé par le décret du Québec n° 2718 daté du 21 août 1968. 45

«réserve Matimekosh»
“Matimekosh”
kosh...

(d) is married to a person described in paragraph (a), (b) or (c), where the marriage was solemnized in accordance with, or is recognized under, the laws of the Province, or

(e) has,

(i) between January 31, 1978 and the coming into force of this section, with the written consent of the *Indian Act* Fort George Band, or

(ii) after the coming into force of this section, with the written consent of the Chisasibi Band,

become affiliated with the Inuit community of Fort George pursuant to sub-paragraph 3.5.5f) of the James Bay and Northern Quebec Agreement;

“James Bay and Northern Quebec Agreement” means the agreement between the Grand Council of the Crees (of Quebec), the Northern Quebec Inuit Association, the Government of Quebec, la Société d’énergie de la Baie James, la Société de développement de la Baie James, la Commission hydro-électrique de Québec and the Government of Canada, dated November 11, 1975, as amended by

(a) any agreement not described in paragraph (b) or (c) made in accordance with the applicable amending provisions of the James Bay and Northern Quebec Agreement,

(b) the agreement between those parties dated December 12, 1975, tabled in the House of Commons by the Minister on July 13, 1976 and recorded as part of document number 301-5/180C, and

(c) any other agreement, whether made before or after the coming into force of this section, referred to in

(i) paragraph 4(1)(a) of the *James Bay and Northern Quebec Native Claims Settlement Act*, or

(ii) section 3 of *An Act approving the Agreement concerning James Bay and Northern Quebec* (Quebec);

“Matimekosh Reserve” means the area of land described in Quebec Order in Council No. 2718 of August 21, 1968;

«Société de développement des Naskapis» La Société de développement des Naskapis constituée par la *Loi sur la Société de développement des Naskapis* (Québec).

5 «terre de catégorie IA» Selon le cas :

a) terre visée aux chapitres 4 et 5 de la Convention de la Baie James et du Nord québécois et qui, tant que n’a pas été passé l’acte final de transfert prévu à ces chapitres et à l’article 22 de la *Loi sur le régime des terres dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec* (Québec), reste placée sous l’autorité du Canada aux termes d’un acte provisoire de transfert passé par le décret du Québec n° 1851-79 du 27 juin 1979 conformément à l’article 21 de la même loi et entériné par le décret du Canada n° C.P. 1979-2178 du 16 août 1979;

b) terre visée, après la passation de l’acte final de transfert mentionné à l’alinéa a), par cet acte;

c) terre mise de côté comme terre de catégorie IA conformément à l’alinéa 125(1)d) de la présente loi;

d) terre mise de côté par le gouverneur en conseil comme terre de catégorie IA à l’usage et au bénéfice exclusifs d’une bande crie;

e) terre visée aux alinéas b), c) ou d) et mise de côté à l’usage et au bénéfice exclusifs d’une bande crie donnée;

f) terre visée à l’alinéa a) et mise de côté à l’usage et au bénéfice exclusifs de la bande antérieure à une bande crie donnée.

«terre de catégorie IA-N» Selon le cas :

a) terre visée aux chapitres 4.4. et 5 de la Convention du Nord-Est québécois et qui, tant que n’a pas été passé l’acte final de transfert prévu à ces chapitres et à l’article 191-6 de la *Loi sur le régime des terres dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec* (Québec), reste placée, à l’usage et au bénéfice exclusifs de la bande antérieure des Naskapis de Schefferville, sous l’autorité du Canada aux termes d’un acte provisoire de transfert passé par le

«Société de développement des Naskapis»
“Naskapi Development...”

5 «terre de catégorie IA»
“Category IA...”

25

«terre de catégorie IA-N»
“Category IA-N...”

40

40

45

45

“James Bay and Northern Quebec Agreement”
«Convention de la Baie James...»

“Matimekosh Reserve”
«réserve...»

"member" «membre»	<p>"member", in relation to a band, means a member of a band as provided in</p> <p>(a) section 17, in the case of a Cree band, or</p> <p>(b) section 20, in the case of the Naskapi band; 5</p>	<p>décret du Québec n° 394-81 du 12 février 1981 conformément aux articles 191-3 et 191-5 de la même loi et entériné par le décret du Canada n° C.P. 1981-809 du 26 mars 1981; 5</p>
"Minister" «ministre»	"Minister" means the Minister of Indian Affairs and Northern Development;	b) terre visée, après la passation de l'acte final de transfert mentionné à l'alinéa a), par cet acte;
"Naskapi band" «bande naskapie»	"Naskapi band" means the band incorporated by section 14; 10	c) terre mise de côté comme terre de catégorie IA-N conformément à l'alinéa 10 125(1)d) de la présente loi à l'usage et au bénéfice exclusifs de la bande naskapie;
"Naskapi beneficiary" «bénéficiaire naskapi»	"Naskapi beneficiary" means a person who is enrolled or entitled to be enrolled as a Naskapi beneficiary pursuant to section 3 of the Northeastern Quebec Agreement;	d) terre mise de côté par le gouverneur en conseil comme terre de catégorie 15 IA-N à l'usage et au bénéfice exclusifs de la bande naskapie.
"Naskapi Development Corporation" «Société de...»	"Naskapi Development Corporation" means 15 the Naskapi Development Corporation established by <i>An Act to establish the Naskapi Development Corporation</i> (Quebec);	«terre de catégorie II» Terre constituée en terre de catégorie II et répartie conformément à la Convention de la Baie James et 20 du Nord québécois et à la <i>Loi sur le régime des terres dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec</i> (Québec).
"Northeastern Quebec Agreement" «Convention du Nord-Est québécois»	<p>"Northeastern Quebec Agreement" means 20 the agreement between the <i>Indian Act</i> Naskapis de Schefferville band, the Government of Quebec, La Société d'énergie de la Baie James, La Société de développement de la Baie James, La Commission 25 hydroélectrique de Québec, the Grand Council of the Crees (of Quebec), the Northern Quebec Inuit Association and the Government of Canada, dated January 31, 1978 and referred to in Canada Order 30 in Council P.C. 1978-502 of February 23, 1978, as amended by</p> <p>(a) any agreement not described in paragraph (b) made in accordance with the applicable amending provisions of 35 the Northeastern Quebec Agreement, and</p> <p>(b) any other agreement, whether made before or after the coming into force of this section, referred to in section 3 of 40 <i>An Act approving the Northeastern Quebec Agreement</i> (Quebec);</p>	<p>«terre de catégorie II-N» Terre constituée en 25 terre de catégorie II-N et répartie conformément à la Convention du Nord-Est québécois et à la <i>Loi sur le régime des terres dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec</i> (Québec). 30</p>
"ordinary band meeting" Version anglaise seulement	"ordinary band meeting" means any band meeting other than a special band meeting; 45	«terre de catégorie III» Terre constituée en terre de catégorie III conformément à la Convention de la Baie James et du Nord québécois et à la <i>Loi sur le régime des terres dans les territoires de la Baie 35 James et du Nouveau-Québec</i> (Québec).
"prescribed" Version anglaise seulement	"prescribed" means prescribed by regulation;	

"Province" «provinces»	"Province" means the Province of Quebec;		
"Quebec" «Québec»	"Quebec" means Her Majesty in right of Quebec;		
"referendum" «référendum»	"referendum" means a referendum of a band referred to in sections 83 to 88;	5	
"special band meeting" «assemblée...»	"special band meeting" means a band meeting referred to in sections 83 to 88.		
"Indian Act" band	(2) A reference in this Act to an "Indian Act" band is a reference to a "band" within the meaning of the <i>Indian Act</i> .	(2) Dans la présente loi, «bande antérieure» s'entend de «bande» au sens de la <i>Loi sur les Indiens</i> .	«bande antérieure» "Indian Act" band
References to "natural resources" and "land"	(3) The reference to "natural resources" in certain provisions of this Act is for emphasis only and shall not be construed as affecting in any way the meaning of the word "land" as including natural resources in those provisions or in any other provision of this Act or the regulations.	(3) La mention de «ressources naturelles» dans certaines dispositions de la présente loi ne vise que la précision; elle ne doit pas être interprétée comme si le mot «terre», dans ces dispositions, dans les autres dispositions de cette loi et dans celles des règlements, excluait la notion de «ressources naturelles».	Mention de «ressources naturelles»
References to Quebec statutes	(4) Unless otherwise indicated in this Act, a reference to an Act of the legislature of Quebec or to a provision thereof is a reference to that Act or provision as amended from time to time.	(4) Sauf indication contraire de la présente loi, la mention d'une loi du Québec ou de telle de ses dispositions est celle de son état éventuellement modifié.	Mention des lois du Québec
INCONSISTENCY WITH FEDERAL OR PROVINCIAL LAW		INCOMPATIBILITÉ AVEC DES LOIS FÉDÉRALES OU PROVINCIALES	
Federal Acts	3. (1) Subject to subsection (2), where there is any inconsistency or conflict between the provisions of this Act and any other Act of Parliament, this Act shall prevail to the extent of the inconsistency or conflict.	3. (1) Sous réserve du paragraphe (2), les dispositions de la présente loi l'emportent sur les dispositions incompatibles de toute autre loi fédérale.	Lois fédérales
<i>James Bay and Northern Quebec Native Claims Settlement Act</i>	(2) Where there is any inconsistency or conflict between the provisions of this Act and the <i>James Bay and Northern Quebec Native Claims Settlement Act</i> , the <i>James Bay and Northern Quebec Native Claims Settlement Act</i> shall prevail to the extent of the inconsistency or conflict.	(2) Les dispositions de la <i>Loi sur le règlement des revendications des autochtones de la Baie James et du Nord québécois</i> l'emportent sur les dispositions incompatibles de la présente loi.	<i>Loi sur le règlement des revendications des autochtones de la Baie James et du Nord québécois</i>
Provincial laws of general application	4. Provincial laws of general application do not apply to the extent that they are inconsistent or in conflict with this Act or a regulation or by-law made thereunder or to the extent that they make provision for a matter that is provided for by this Act.	4. Les lois provinciales d'application générale ne s'appliquent pas en cas d'incompatibilité avec la présente loi ou les règlements ou règlements administratifs pris sous son régime, ni dans la mesure où ces lois contiennent des dispositions sur toute question prévue par la présente loi.	Lois provinciales d'application générale

APPLICATION OF INDIAN ACT

Application of
Indian Act

5. Except for the purpose of determining which of the Cree beneficiaries and Naskapi beneficiaries are "Indians" within the meaning of the *Indian Act*, the *Indian Act* does not apply to Cree bands or the Naskapi band, nor does it apply on or in respect of Category IA or IA-N land.

BAND BY-LAWS AND RESOLUTIONS

Territorial
limits of band
by-laws

6. A by-law of a band made under this Act may have application within the following territorial limits:

- (a) that band's Category IA or IA-N land; and
- (b) Category III land situated within the perimeter of that band's Category IA or IA-N land and the ownership of which was 15 ceded by letters patent or by any other method
 - (i) prior to November 11, 1975, in the case of Category III land within the perimeter of Category IA land, or 20
 - (ii) prior to January 31, 1978, in the case of Category III land within the perimeter of Category IA-N land.

By-law may
require licence
or permit

7. A by-law of a band made under this Act may require the holding of a licence or 25 permit and may provide for the issuance thereof and the fees therefor.

By-law may
prohibit
activities

8. A by-law of a band made under this Act may prohibit an activity.

Statutory
Instruments
Act not to apply

9. The *Statutory Instruments Act* does 30 not apply to a by-law or resolution of a band made under this Act.

REGULATIONS

Regulations

10. The Governor in Council may make regulations
(a) prescribing anything that by this Act 35 is to be prescribed; and

APPLICATION DE LA LOI SUR LES INDIENS

Application de
la *Loi sur les
Indiens*

5. La *Loi sur les Indiens* ne s'applique aux bandes crie ou naskapie ou aux terres de catégorie IA ou IA-N que pour déterminer lesquels des bénéficiaires cris et naskapis 5 sont des Indiens au sens de cette loi.

RÈGLEMENTS ADMINISTRATIFS ET
RÉSOLUTIONS D'UNE BANDEPortée
territoriale

6. Les règlements administratifs d'une bande pris en application de la présente loi 10 peuvent s'appliquer dans les limites :

- a) des terres de catégorie IA ou IA-N attribuées à la bande; 10
- b) des terres de catégorie III situées dans le périmètre des terres de catégorie IA ou IA-N attribuées à la bande et dont la propriété a été cédée par lettres patentes ou par tout autre moyen : 15
 - (i) avant le 11 novembre 1975, dans le cas des terres de catégorie III situées dans le périmètre des terres de catégorie IA, 20
 - (ii) avant le 31 janvier 1978, dans le cas 20 des terres de catégorie III situées dans le périmètre des terres de catégorie IA-N.

7. Les règlements administratifs d'une bande pris en application de la présente loi 25 peuvent exiger la détention de licences ou permis, prévoir la délivrance de ces documents et fixer les droits à verser à cet égard.

Licences ou
permis

8. Les règlements administratifs d'une bande pris en application de la présente loi 30 peuvent porter interdiction d'une activité donnée.

Interdiction

9. La *Loi sur les textes réglementaires* ne s'applique pas aux règlements administratifs ni aux résolutions de la bande pris en application de la présente loi. 35

Loi sur les
textes
réglementaires

RÈGLEMENTS

Règlements

10. Le gouverneur en conseil peut, par règlement :
a) prendre toute mesure d'ordre réglementaire prévue par la présente loi;

(b) generally for carrying out the purposes and provisions of this Act.

b) prendre toute autre mesure d'application de la présente loi.

INCORPORATION BY REFERENCE OF
PROVINCIAL LAWS

APPLICATION DE LOIS PROVINCIALES PAR
RÈGLEMENT

Incorporation
by reference of
provincial laws

11. (1) For the purpose of applying the portion of paragraph 5.1.13 of the James Bay and Northern Quebec Agreement and of paragraph 5.1.13 of the Northeastern Quebec Agreement dealing with the leasing of lands and the granting of real rights to non-Natives, the Governor in Council may make regulations for the purpose of making provincial law in force in the Province applicable to leasehold interests or other real rights in Category IA or IA-N land granted to non-beneficiaries for periods exceeding five years, including any renewal thereof.

11. (1) Pour l'application des dispositions concernant, aux alinéas 5.1.13 de la Convention de la Baie James et du Nord québécois et 5.1.13 de la Convention du Nord-Est québécois, l'octroi de baux et de certains droits réels à des non-autochtones, le gouverneur en conseil peut prendre des règlements portant application de lois provinciales en vigueur aux baux ou autres droits réels octroyés à des non-bénéficiaires sur des terres de catégorie IA ou IA-N pour plus de cinq ans, toute éventuelle reconduction comprise.

Application de
lois provinciales
par règlement

Meaning of
"non-beneficiary"

(2) For the purposes of subsection (1), a non-beneficiary is a person who is not
(a) a Cree beneficiary, Naskapi beneficiary or Inuit of Fort George;
(b) a corporation or other body established pursuant to either of the Agreements;
(c) a corporation or other body the majority of whose shareholders or members are Cree beneficiaries, Naskapi beneficiaries or Inuit of Fort George; or
(d) a corporation or other body in which Cree beneficiaries, Naskapi beneficiaries or Inuit of Fort George participate, as shareholders or members or otherwise, and 30 that is prescribed.

(2) Au paragraphe (1), «non-bénéficiaires» s'entend des personnes qui ne sont :

Définition de
«non-bénéficiaires»

a) ni des bénéficiaires cris ou naskapis, ni des Inuit de Fort George;
b) ni des personnes morales ou autres organismes constitués en vertu de l'une ou l'autre des Conventions;
c) ni des personnes morales ou autres organismes composés en majorité, en qualité d'actionnaires ou de membres, de bénéficiaires cris ou naskapis ou d'Inuit de Fort George;
d) ni des personnes morales ou autres organismes visés par règlement dans lesquels des bénéficiaires cris ou naskapis ou des Inuit de Fort George ont une participation, notamment en qualité d'actionnaires ou de membres.

PART I

PARTIE I

LOCAL GOVERNMENT

ADMINISTRATIONS LOCALES

Incorporation of Bands

Constitution des bandes en personnes morales

Incorporation
of eight Cree
bands

12. (1) Pursuant to subparagraph 9.0.1a) of the James Bay and Northern Quebec Agreement, the *Indian Act* Cree bands of

(a) Great Whale River,
(b) Chisasibi,
(c) Old Factory,

12. (1) Conformément au sous-alinéa 9.0.1a) de la Convention de la Baie James et du Nord québécois, mais sous réserve de l'article 16, sont constituées en administrations locales distinctes dotées de la personnalité morale et désignées conformément aux

Bandes cries

- (d) Eastmain,
- (e) Rupert House,
- (f) Nemaska,
- (g) Waswanipi, and
- (h) Mistassini

are hereby separately constituted as corporations bearing the names set out in paragraphs (2)(a) to (h), respectively, subject to section 16.

Names of
incorporated
Cree bands

(2) The bands incorporated by subsection (1) may, respectively, be legally designated by any of their English, French or Cree names, as follows:

- (a) Great Whale River Band, Bande de Poste-de-la-Baleine, Whapmagoostoo Aeyouch; 15
- (b) Chisasibi Band, Bande de Chisasibi, Chisasibi Eeyouch;
- (c) Wemindji Band, Bande de Wemindji, Wemindji Eeyou; 20
- (d) Eastmain Band, Bande de Eastmain, Wapanoutauw Eeyou;
- (e) Waskaganish Band, Bande de Waskaganish, Waskaganish Eeyou;
- (f) Nemaska Band, Bande de Nemiscau, Nemaskauw Eenouch; 25
- (g) Waswanipi Band, Bande de Waswanipi, Waswanipi Eenouch; and
- (h) Mistassini Band, Bande de Mistassini, Mistasini Eenouch. 30

Predecessor
Indian Act
bands cease to
exist

13. On the coming into force of this Part, the *Indian Act* Cree bands listed in paragraphs 12(1)(a) to (h) cease to exist, and all their rights, titles, interests, assets, obligations and liabilities, including those of their band councils, shall vest, respectively, in the bands listed in paragraphs 12(2)(a) to (h).

Incorporation
of Naskapi
Band of Quebec

14. (1) Pursuant to paragraph 7.1.1 of the Northeastern Quebec Agreement, the *Indian Act* Naskapis de Schefferville band is hereby constituted as a corporation bearing the name of Naskapi Band of Quebec (in English), Bande Naskapi du Québec (in French), and Kobac Naskapi-aeyouch (in Naskapi), subject to section 16.

5

alinéas (2)a) à h), respectivement, les bandes antérieures cries de :

- a) Great Whale River,
- b) Chisasibi,
- c) Old Factory,
- d) Eastmain,
- e) Rupert House,
- f) Nemaska,
- g) Waswanipi,
- h) Mistassini.

5

10

Désignations
officielles

(2) Les désignations officielles des bandes constituées par le paragraphe (1) sont respectivement, en français, en anglais et en cri :

- a) Bande de Poste-de-la-Baleine, Great Whale River Band, Whapmagoostoo Aeyouch; 15
- b) Bande de Chisasibi, Chisasibi Band, Chisasibi Eeyouch;
- c) Bande de Wemindji, Wemindji Band, Wemindji Eeyou; 20
- d) Bande de Eastmain, Eastmain Band, Wapanoutauw Eeyou;
- e) Bande de Waskaganish, Waskaganish Band, Waskaganish Eeyou; 25
- f) Bande de Nemiscau, Nemaska Band, Nemaskauw Eenouch;
- g) Bande de Waswanipi, Waswanipi Band, Waswanipi Eenouch;
- h) Bande de Mistassini, Mistassini Band, Mistasini Eenouch. 30

Dissolution

13. À l'entrée en vigueur de la présente partie, les bandes antérieures cries mentionnées aux alinéas 12(1)a) à h) cessent d'exister, et leur actif, leurs droits, titres, intérêts, obligations et responsabilités, y compris ceux de leurs conseils, sont transmis aux bandes mentionnées aux alinéas 12(2)a) à h), respectivement.

45

14. (1) Conformément à l'alinéa 7.1.1 de la Convention du Nord-Est québécois, la bande antérieure des Naskapis de Schefferville est constituée en administration locale dotée de la personnalité morale, dont la désignation officielle est, en français, Bande Naskapi du Québec, en anglais, Naskapi

Bande Naskapi
du Québec

Legal designation	(2) The band incorporated by subsection (1) may be legally designated by any of its names mentioned in that subsection.	Band of Quebec et, en naskapi, Kobac Naskapi-ayouch.	(2) La bande visée au paragraphe (1) peut être légalement désignée par l'un ou l'autre des noms qui y sont mentionnés.	Désignation officielle
<i>Indian Act</i> Naskapi band ceases to exist	15. On the coming into force of this Part, the <i>Indian Act</i> Naskapis de Schefferville band ceases to exist, and all its rights, titles, interests, assets, obligations and liabilities, including those of its band council, shall vest in the Naskapi Band of Quebec.	15. À l'entrée en vigueur de la présente 5 partie, la bande antérieure des Naskapis de Schefferville cesse d'exister, et son actif, ses droits, titres, intérêts, obligations et responsabilités, y compris ceux de son conseil, sont 10 transmis à la Bande Naskapi du Québec.		Dissolution
Change of band name	16. (1) A band may, by by-law approved 10 by the electors of the band at a special band meeting or referendum at which at least five per cent of the electors voted on the matter, change its English, French or Cree or Naskapi name, but no such by-law is valid unless 15 approved by the Governor in Council.	16. (1) Une bande peut, par un règlement administratif qu'auront approuvé ses élec- teurs en assemblée extraordinaire ou par référendum avec un taux de participation au 15 vote d'au moins cinq pour cent, modifier la version française, anglaise, crie ou naskapie de sa désignation; la validité de ce règlement est subordonnée à son approbation par le gouverneur en conseil.	20	Changement de désignation
Effective date of by-law	(2) A by-law made under subsection (1) and approved by the Governor in Council takes effect on the date of its publication in the <i>Canada Gazette</i> or on such later date as 20 is specified in the by-law.	(2) Le règlement administratif pris en application du paragraphe (1) et approuvé par le gouverneur en conseil prend effet à la date de sa publication dans la <i>Gazette du Canada</i> ou à la date ultérieure qui y est 25 mentionnée.		Prise d'effet du règlement administratif

Membership of Bands

Appartenance aux bandes

Membership of Cree bands	17. The members of each of the Cree bands are the Cree beneficiaries who are enrolled or entitled to be enrolled on the community list in respect of that band pursuant to section 3 of the James Bay and North- 25 ern Quebec Agreement.	17. Sont membres d'une bande crie les bénéficiaires cris inscrits, ou admissibles à l'être, sur la liste de la communauté relative à la bande conformément au chapitre 3 de la 30 Convention de la Baie James et du Nord québécois.		Appartenance aux bandes cries
Special provision for Indians who are not Cree beneficiaries	18. A person who, immediately before the coming into force of this Part, was a member of one of the <i>Indian Act</i> Cree bands men- 30 tioned in subsection 12(1) but was not a Cree beneficiary (a) shall be deemed to be a member of that band's successor band listed in sub- 35 section 12(2) for the purposes of para- graph 21(f), section 45, subsection 55(1), paragraphs 90(2)(a) and (b), subsections 94(3) and (4) and subsection 103(1); (b) shall, if eighteen years of age or over and not declared mentally incompetent 40 under the laws of the Province, be deemed	18. Toute personne qui, jusqu'à l'entrée en vigueur de la présente partie, était membre d'une bande antérieure crie mentionnée au 35 paragraphe 12(1) sans être un bénéficiaire cri : (a) a la qualité de membre de la bande qui est substituée à celle-ci et mentionnée au paragraphe 12(2) pour l'application de 40 l'alinéa 21f), de l'article 45, du paragraphe 55(1), des alinéas 90(2)a) et b) et des paragraphes 94(3) et (4) et 103(1); (b) a la qualité d'électeur de cette bande pour l'application de l'article 63, du sous- 45 alinéa 66(1)a)(i), des articles 68 et 75 et		Dispositions particulières pour les Indiens qui ne sont pas des bénéficiaires cris

to be an elector of the successor band for the purposes of section 63, subparagraph 66(1)(a)(i), sections 68 and 75 and subsection 97(2), but is not eligible to be elected chief of that band; and

(c) shall, if eighteen years of age or over and not declared mentally incompetent under the laws of the Province, be deemed to be an elector of the successor band for the purposes of section 81, except where the matter submitted to a vote is a matter referred to in Part VI, VII, VIII or IX.

Special provision for Inuit of Fort George

19. (1) An Inuk of Fort George shall be deemed to be a member of the Chisasibi Band for the purposes of paragraph 21(f), section 45, subsection 55(1), paragraphs 90(2)(a) and (b), subsections 94(3) and (4) and subsection 103(1), and shall be deemed to be a resident of the Category IA land of the Chisasibi Band for the purpose of paragraph 22(2)(b).

Idem

(2) An Inuk of Fort George, if eighteen years of age or over and not declared mentally incompetent under the laws of the Province, shall be deemed to be an elector of the Chisasibi Band for the purposes of section 63, subparagraph 66(1)(a)(i), sections 68 and 75 and subsection 97(2).

Idem

(3) Notwithstanding subsection (2), an Inuk of Fort George is not eligible to be elected chief of the Chisasibi Band.

Membership of Naskapi band

20. The members of the Naskapi band are the Naskapi beneficiaries.

Special provision for Indians who are not Naskapi beneficiaries

20.1 A person who, immediately before the coming into force of this Part, was a member of the *Indian Act* Naskapis de Schefferville band but was not a Naskapi beneficiary

(a) shall be deemed to be a member of the Naskapi band for the purposes of paragraph 21(f), section 45, subsection 55(1), paragraphs 90(2)(a) and (b), subsections 94(3) and (4) and subsection 103(1);

(b) shall, if eighteen years of age or over and not declared mentally incompetent under the laws of the Province, be deemed to be an elector of the Naskapi band for the purposes of section 63, subparagraph

du paragraphe 97(2), sans être éligible au poste de chef de celle-ci, si elle est âgée d'au moins dix-huit ans et n'est pas déclarée mentalement incapable par les lois de la province;

c) a la qualité d'électeur de cette bande pour l'application de l'article 81, si elle est âgée d'au moins dix-huit ans et n'est pas déclarée mentalement incapable par les lois de la province, sauf lorsque la question qui fait l'objet du vote est mentionnée dans les parties VI, VII, VIII ou IX.

19. (1) Les Inuit de Fort George ont la qualité de membres de la bande de Chisasibi pour l'application de l'alinéa 21(f), de l'article 45, du paragraphe 55(1), des alinéas 90(2)a) et b) et des paragraphes 94(3) et (4), ainsi que du paragraphe 103(1) et de résidents des terres de catégorie IA de la Bande Chisasibi pour l'application de l'alinéa 22(2)b).

Disposition particulière pour les Inuit de Fort George

(2) Ils ont la qualité d'électeurs de la bande de Chisasibi, pour l'application de l'article 63, du sous-alinéa 66(1)a)(i), des articles 68 et 75 et du paragraphe 97(2), s'ils sont âgés d'au moins dix-huit ans et ne sont pas déclarés mentalement incapables par les lois de la province.

Idem

(3) Par dérogation au paragraphe (2), ils ne sont pas éligibles au poste de chef de la bande de Chisasibi.

Idem

20. Les membres de la bande naskapie sont les bénéficiaires naskapis.

Appartenance à la bande naskapie

20.1 Toute personne qui, jusqu'à l'entrée en vigueur de la présente partie, était membre de la bande antérieure des Naskapis de Schefferville sans être un bénéficiaire naskapi :

Dispositions particulières pour les Indiens qui ne sont pas des bénéficiaires naskapis

a) a la qualité de membre de la bande naskapie pour l'application de l'alinéa 21(f), de l'article 45, du paragraphe 55(1), des alinéas 90(2)a) et b), des paragraphes 94(3) et (4) et 103(1);

b) a la qualité d'électeur de cette bande pour l'application de l'article 63, du sous-alinéa 66(1)a)(i), des articles 68 et 75 et du paragraphe 97(2), sans être éligible au poste de chef de celle-ci, si elle est âgée

66(1)(a)(i), sections 68 and 75 and subsection 97(2), but is not eligible to be elected chief of that band; and

(c) shall, if eighteen years of age or over and not declared mentally incompetent under the laws of the Province, be deemed to be an elector of the Naskapi band for the purposes of section 81, except where the matter submitted to a vote is a matter referred to in Part VI, VII, VIII or IX. 10

Objects and Powers of Bands

21. The objects of a band are

- (a) to act as the local government authority on its Category IA or IA-N land;
- (b) to use, manage, administer and regulate its Category IA or IA-N land and the natural resources thereof; 15
- (c) to control the disposition of rights and interests in its Category IA or IA-N land and in the natural resources thereof;
- (d) to regulate the use of buildings on its Category IA or IA-N land; 20
- (e) to use, manage and administer its moneys and other assets;
- (f) to promote the general welfare of the members of the band; 25
- (g) to promote and carry out community development and charitable works in the community;
- (h) to establish and administer services, programs and projects for members of the band, other residents of Category IA and IA-N land and residents of the Category III land referred to in paragraph 6(b); 30
- (i) to promote and preserve the culture, values and traditions of the Crees or Naskapis, as the case may be; and 35
- (j) to exercise the powers and carry out the duties conferred or imposed on the band or on its predecessor *Indian Act* band by any Act of Parliament or regulations made thereunder, and by the Agreements. 40

22. (1) A band has, subject to this Act and the regulations, the capacity, rights, powers and privileges of a natural person.

d'au moins dix-huit ans et n'est pas déclarée mentalement incapable par les lois de la province;

c) a la qualité d'électeur de cette bande pour l'application de l'article 81, si elle est âgée d'au moins dix-huit ans et n'est pas déclarée mentalement incapable par les lois de la province, sauf lorsque la question qui fait l'objet du vote est mentionnée dans les parties VI, VII, VIII ou IX. 10

Mission de la bande

21. La bande a pour mission :

- a) d'exercer les pouvoirs d'une administration locale sur les terres de catégorie IA ou IA-N qui lui sont attribuées;
- b) d'assurer l'usage, la gestion, l'administration et la réglementation relatives à ses terres ainsi qu'aux ressources naturelles qui s'y trouvent; 15
- c) de régir les octrois de droits et d'intérêts sur ces terres et sur leurs ressources naturelles, y compris les ressources de leur sous-sol; 20
- d) de réglementer l'usage des bâtiments qui se trouvent sur ces terres;
- e) d'utiliser, de gérer et d'administrer ses deniers et autres éléments d'actif; 25
- f) de promouvoir le bien-être général de ses membres;
- g) de promouvoir et assurer le développement communautaire et les œuvres de bienfaisance au sein de la communauté; 30
- h) d'assurer les services, programmes et projets voulus pour ses membres, pour les autres personnes résidant sur les terres des catégories IA et IA-N ainsi que pour les personnes résidant sur les terres de catégorie III qui sont visées à l'alinéa 6b); 35
- i) de préserver et promouvoir la culture, les valeurs et les traditions crie ou naskapie, selon le cas; 40
- j) d'exercer les pouvoirs et fonctions que les lois fédérales ou leurs règlements ainsi que les Conventions lui confèrent ou conféraient à la bande antérieure.

22. (1) La bande a, sous réserve des autres dispositions de la présente loi et de ses règlements, la capacité d'une personne physique. 45

Objects of
bands

Mission de la
bande

Legal capacity
of bands

Capacité

Restriction on band's commercial activities

(2) A band shall not engage, directly or indirectly, in any commercial activity, except in so far as it is related to

(a) the management or administration of

(i) its Category IA or IA-N land or the natural resources thereof, or

(ii) its buildings or other immovable assets on its Category IA or IA-N land; or

(b) the provision of public services to or in respect of its Category IA or IA-N land or residents thereof.

Band may own shares in corporations

(3) Notwithstanding subsection (2), a band may own shares in corporations that carry on commercial activities.

Band may not be continued under *Canada Business Corporations Act*

23. (1) Section 261 of the *Canada Business Corporations Act* does not apply to a band.

Canada Corporations Act

(2) The *Canada Corporations Act* does not apply to a band.

Application of certain other Acts

(3) Where provisions of an Act of Parliament specifically applicable to corporations, other than the Acts mentioned in subsections (1) and (2), would apply to a band, the Governor in Council may by order declare that such Act or any provision thereof does not apply to a band.

Head Office of Band

Head office of band

24. The head office of a band shall be located at such place on its Category IA or IA-N land as is fixed by the band.

Band Council

Band council

25. The council of a band is a continuing body consisting of the council members holding office pursuant to Part II.

Band acts through its council

26. A band shall act through its council in exercising its powers and carrying out its duties under this Act.

Resolutions and by-laws

27. A council shall act by resolution, except where required to act by by-law.

(2) La bande ne peut se livrer, directement ou indirectement, à des activités commerciales que dans le cadre :

a) de la gestion :

(i) des terres de catégorie IA ou IA-N qui lui sont attribuées ou des ressources naturelles qui s'y trouvent,

(ii) des bâtiments et autres immeubles lui appartenant qui se trouvent sur ces terres;

b) de la prestation de services publics sur ces terres ou aux personnes qui y résident.

(3) Par dérogation au paragraphe (2) et indépendamment de la définition de «personne morale» à l'article 2, la bande peut détenir des actions de personnes morales exerçant des activités commerciales.

23. (1) L'article 261 de la *Loi sur les sociétés commerciales canadiennes* ne s'applique pas aux bandes.

(2) La *Loi sur les corporations canadiennes* ne s'applique pas aux bandes.

(3) Le gouverneur en conseil peut, par décret, soustraire la bande à l'application de dispositions, visant expressément les personnes morales, de lois fédérales, autres que celles qui sont mentionnées aux paragraphes (1) ou (2), qui lui seraient par ailleurs applicables.

Siège de la bande

24. La bande fixe son siège dans le périmètre des terres de catégorie IA ou IA-N qui lui sont attribuées.

Conseil de la bande

25. Le conseil de la bande est un groupe permanent dont les membres occupent leur poste conformément à la partie II.

26. La bande exerce ses pouvoirs et fonctions par l'intermédiaire du conseil.

27. Le conseil prend ses décisions par résolution, sauf cas où il lui est imposé de le faire par règlement administratif.

Activités commerciales

Actions

Loi sur les sociétés commerciales canadiennes

Loi sur les corporations canadiennes

Autres lois

Siège de la bande

Conseil

Rôle

Résolutions et règlements administratifs

Chief	28. The chief of a band is the principal representative and chief executive officer of that band and shall perform any duties assigned to him by the regulations and the by-laws of the band.	28. Le chef est le principal représentant et premier dirigeant de la bande; il exerce les fonctions qui lui sont attribuées soit par règlement, soit par règlement administratif.	Chief
Deputy chief	29. (1) In each band, one councillor shall hold office as deputy chief in accordance with an election by-law made under section 64 or in accordance with regulations made under paragraph 67(1)(a).	29. (1) Le poste de chef adjoint est confié à l'un des conseillers élus conformément au règlement administratif électoral visé à l'article 64 ou au règlement visé à l'alinéa 10 67(1)a).	5 Chef adjoint
Duties and powers of deputy chief	(2) The deputy chief shall perform the duties assigned to him by the regulations and the by-laws of the band, and, in the event that the chief is absent or incapacitated or if the office of chief is vacant, has and may exercise all the powers and duties of the chief.	(2) Le chef adjoint exerce les fonctions qui lui sont attribuées soit par règlement, soit par règlement administratif; en cas d'absence ou d'empêchement du chef ou de vacance de son poste, il assure son intérim, avec plein exercice de ses pouvoirs et fonctions.	10 Attributions du chef adjoint 15

Council Meetings

Assemblées du conseil

Council meetings	30. By-laws may be enacted or resolutions adopted only at council meetings.	30. Les règlements administratifs et les résolutions ne peuvent être adoptés qu'en assemblée du conseil.	Assemblées
Use of Cree or Naskapi language at council meetings	31. In addition to any other rights relating to the use of the Cree or Naskapi language, a Cree band may conduct its council meetings in the Cree language and the Naskapi band may conduct its council meetings in the Naskapi language.	31. Outre leurs autres droits relatifs à l'usage des langues crie ou naskapie, les bandes crie et naskapie peuvent tenir les assemblées du conseil respectivement en crie ou en naskapi.	Usage des langues crie ou naskapie 20
Language of by-laws and resolutions	32. (1) A by-law or resolution of a Cree band or the Naskapi band shall be enacted or adopted in either the English or the French language, and may also be enacted or adopted in the Cree language or the Naskapi language, as the case may be.	32. (1) Les règlements administratifs et les résolutions doivent avoir une version française ou anglaise et peuvent en outre avoir une version crie ou naskapie, selon le cas.	Version officielle des règlements administratifs et résolutions 25
Where versions in two or more languages	(2) Where a by-law is enacted or a resolution is adopted in more than one of the English, French, Cree or Naskapi languages, all versions in which it is enacted or adopted are equally authoritative and, where there is any inconsistency between the different versions, subsection 8(2) of the <i>Official Languages Act</i> applies, with such modifications as the circumstances require.	(2) Dans les cas où les règlements administratifs ou les résolutions sont adoptés en plus d'une langue, les différentes versions sont également valables, les incompatibilités étant résolues, compte tenu des adaptations de circonstance, conformément au paragraphe 8(2) de la <i>Loi sur les langues officielles</i> .	Version bilingue 30
Quorum of council	33. (1) Except as provided in subsection (2), a quorum of a council consists of a majority of the number of positions of council member, subject to subsection 38(5).	33. (1) Sous réserve du paragraphe 38(5), le quorum est constitué par la majorité du nombre de postes de membre du conseil, sauf cas prévu au paragraphe (2).	Quorum 35

Idem

(2) Where, at any time, vacancies on the council result in there being in office fewer council members than constitute a quorum under subsection (1), the council members remaining in office constitute a quorum, subject to subsection 38(5), for the limited purpose of enabling the council to act in a care-taker capacity until such time as enough vacancies on the council have been filled pursuant to Part II to restore the quorum 10 referred to in subsection (1).

Filling of vacancies

(3) Nothing in this section shall be construed to relieve the band of its obligation to call elections as required by subsections 76(1) and (2).

Where general election called

(4) Notwithstanding the length of the term of office of council members fixed pursuant to section 64 or 65 and notwithstanding the band's obligation under subsection 76(1), where a general election of the band is called, the council of the band in office immediately before the calling of that general election continues in office until the date fixed for that general election.

Chairmanship of meeting

34. (1) The chief or, in his absence, the 25 deputy chief shall act as chairman at council meetings.

Idem

(2) In the event that both the chief and deputy chief are unable to act as chairman at a council meeting, the council shall designate 30 another councillor to so act.

Voting

35. (1) The approval of any matter by a council requires the affirmative votes of the majority of the council members present when the vote is taken, subject to subsection 35 (2) and subsection 38(5).

Idem

(2) For the purposes of subsection (1), in any vote, where a council member present does not indicate either an affirmative vote or a negative vote or an abstention, he shall 40 be deemed to have voted in the affirmative.

Where tied vote

(3) In the event of a tied vote, the chairman may, except where disqualified from voting under section 38, cast a second vote to determine the question. 45

Inuit of Fort George

36. (1) For any period during which the council of the Chisasibi Band does not include an Inuk of Fort George, the Inuit of

(2) Sous réserve du paragraphe 38(5), si le nombre de postes vacants est tel que le quorum ne peut être constitué, celui-ci est ramené au nombre de postes effectivement 5 pourvus, de façon que le conseil puisse expédier les affaires courantes jusqu'au rétablissement de la situation. 5

Idem

(3) Le présent article n'a pas pour effet de relever la bande de son obligation de tenir des élections aux termes des paragraphes 10 15 76(1) et (2).

Obligation de pouvoir aux vacances de poste

(4) En cas de tenue d'élections générales, le conseil sortant reste en place jusqu'à la date des élections, indépendamment de la durée du mandat de ses membres aux termes 15 des articles 64 ou 65 et de l'obligation prévue au paragraphe 76(1).

Tenue d'élections générales

34. (1) Le chef ou, en son absence, le chef adjoint préside les assemblées du conseil.

Présidence des assemblées

(2) En cas d'empêchement du chef et du 20 chef adjoint, c'est le conseiller désigné par le conseil qui préside les assemblées. Idem

35. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et 38(5), les décisions du conseil se prennent à la majorité des voix des membres du conseil 25 présents lors du vote. Décisions

(2) Pour l'application du paragraphe (1), les membres du conseil qui ne se prononcent ni dans un sens ni dans un autre ou qui ne manifestent pas leur abstention sont considérés 30 comme ayant voté positivement. Idem

(3) En cas de partage, le président a voix prépondérante, sauf s'il n'a pu voter pour le motif prévu à l'article 38.

Cas de partage

36. (1) Pendant les périodes où ils ne sont 35 pas représentés au conseil de la bande de Chisasibi, les Inuit de Fort George peuvent Inuit de Fort George

Fort George are entitled to have one Inuk of Fort George present as an observer at meetings of the council of the Chisasibi Band.

déléguer à titre d'observateur un Inuk de Fort George aux assemblées du conseil.

Regulations respecting Inuk observer

(2) The Governor in Council may make regulations respecting the manner of selection and term and tenure of the Inuk observer referred to in subsection (1).

(2) Le gouverneur en conseil peut, par 5 règlement, fixer les modalités de sélection et le mandat de l'observateur inuk.

Observateur inuk

5

Rights of Inuk observer

(3) The Inuk observer selected pursuant to this section and the regulations shall be notified of, and has the right to attend, all 10 council meetings, and has the right to participate in the deliberations of the council, as if he were a council member, but he does not have the right to vote.

(3) L'observateur inuk doit être avisé de toutes les assemblées de celui-ci, a le droit d'y assister et de participer aux délibérations, mais il n'y a pas droit de vote.

Droits de l'observateur inuk

When council must meet

37. (1) A council shall meet at least once 15 in every calendar quarter.

37. (1) Le conseil se réunit au moins une 10 fois par trimestre.

Tenue des assemblées

Meetings public

(2) Subject to subsection (3), council meetings shall be open to the public.

(2) Sous réserve du paragraphe (3), les assemblées du conseil sont publiques.

Publicité des assemblées

Decorum

(3) The chairman of a council meeting may cause to be expelled and excluded from 20 that meeting any person whom he considers guilty of improper conduct at the meeting.

(3) Le président peut faire expulser de 15 l'assemblée toute personne qu'il juge coupable de conduite inconvenante en cours de séance.

Discipline

Conflict of interest

38. (1) A council member shall disclose to the council any pecuniary interest that he has in any matter before the council and shall not take part in deliberations of the council on that matter or vote on that matter.

38. (1) Le membre du conseil qui a un intérêt pécuniaire dans une affaire placée à 25 l'ordre du jour du conseil est tenu d'en faire 20 part à celui-ci; il ne peut dès lors participer aux délibérations ni au vote relatifs à cette affaire.

Conflit d'intérêts

Where disagreement

(2) Where a disagreement arises as to whether a council member has a pecuniary 30 interest in a matter before the council, the council shall decide by vote whether the council member has such an interest, and the council member in question may not take part in that vote.

(2) En cas de désaccord au sujet de l'inté- 25 rêt pécuniaire d'un membre du conseil, 25 celui-ci tranche la question par un vote auquel l'intéressé ne peut participer.

Cas de désaccord

35

Idem

(3) Where the council decides pursuant to subsection (2) that a council member has a pecuniary interest in a matter before the council, the council member in question shall not take part in deliberations of the council 40 on that matter or vote on that matter.

(3) Si la question est tranchée dans le sens de l'existence d'un intérêt pécuniaire, l'intéressé ne peut participer aux délibérations ni 30 au vote sur l'affaire en cause.

Idem

Where chairman is disqualified

(4) Where, pursuant to this section, the chairman is prohibited from taking part in deliberations and from voting, he may nevertheless continue to act as chairman.

(4) Le président peut continuer à diriger la séance même si, conformément au présent article, il perd son droit de participer aux 45 délibérations et au vote.

Situation du président

35

Effect of disqualification

(5) A council member who, pursuant to this section, is disqualified from taking part

(5) Le membre du conseil qui, conformément au présent article, perd son droit de

Quorum et majorité

in deliberations and from voting shall be considered not to be present for the purposes of

(a) determining a quorum under subsection 33(1) or (2); and

(b) determining a majority under subsection 35(1).

Offence

(6) A council member who contravenes subsection (1) or (3) is guilty of an offence.

Application of section to Inuk observer

(7) This section, in so far as it is applicable to an Inuk observer referred to in section 36, applies to such an observer as if he were a council member.

By-laws respecting council meetings

39. A band may make by-laws respecting procedures relating to council meetings, including, without limiting the generality of the foregoing, by-laws respecting notices of meetings, agenda, procedure at meetings and voting.

participer aux délibérations et au vote est considéré comme absent pour la détermination :

a) du quorum selon les paragraphes 33(1) ou (2);

b) de la majorité selon le paragraphe 35(1).

(6) Commet une infraction tout membre du conseil qui contrevient aux paragraphes (1) ou (3).

(7) Le présent article s'applique à l'observateur inuk, compte tenu de sa qualité, visé à l'article 36.

Infraction

Observateur Inuk

Règlements administratifs concernant les assemblées du conseil

39. La bande peut, par règlement administratif, régir la procédure applicable aux assemblées du conseil, notamment en ce qui concerne les avis de tenue des séances, les ordres du jour, la conduite des séances et les modalités de vote.

Committees of a Council

By-laws respecting committees

40. (1) A band may make by-laws

(a) establishing such committees as the band considers necessary to assist in the administration of the affairs of the band; and

(b) setting out the composition and functions of such committees.

Membership of committees

(2) By-laws made under subsection (1) may provide for the membership on committees of persons who are not council members.

Powers of committees

(3) Committees may exercise only advisory or administrative functions and are responsible to the council for the performance of their functions.

Band Bodies, Officers, Employees and Agents

Bodies, officers, employees and agents

41. (1) A band, by resolution or by-law, (a) shall appoint a band secretary and a band treasurer and fix their remuneration; (b) may prescribe duties for the band secretary and band treasurer in addition to the duties described in sections 42 and 43; and

Comités du conseil

40. (1) La bande peut, par règlement administratif :

a) constituer les comités dont elle juge l'aide nécessaire à la gestion de ses affaires;

b) fixer leur composition et leurs fonctions.

(2) Le règlement administratif visé au paragraphe (1) peut prévoir la participation aux comités de personnes ne faisant pas partie du conseil.

(3) Les comités ne peuvent exercer que des fonctions consultatives ou administratives; ils sont responsables devant le conseil de l'accomplissement de ces fonctions.

Organismes, personnel et mandataires de la bande

41. (1) Par résolution ou règlement administratif, la bande :

a) nomme son secrétaire et son trésorier et fixe leur rémunération;

b) peut attribuer au secrétaire et au trésorier des fonctions supplémentaires par rapport à celles que prévoient les articles 42 et 43;

Règlements administratifs concernant les comités

Composition des comités

Pouvoirs des comités

Personnel et mandataires

	(c) may appoint or engage or provide for the appointment or engagement of such bodies and such officers, in addition to the band secretary and band treasurer referred to in paragraph (a), employees or agents as are necessary for the proper conduct of the affairs of the band, and shall prescribe the duties and fix the remuneration of any body or person so appointed or engaged.	c) peut en outre s'assurer, à titre de cadres, d'employés ou de mandataires, les services des personnes ou organismes nécessaires à l'exercice de ses activités, à charge pour elle de fixer leurs fonctions et leur rémunération.	5	
Multiple office-holders	(2) A person may hold concurrently more than one office referred to in subsection (1).	(2) La même personne peut cumuler les fonctions de plusieurs des postes visés au paragraphe (1).	10	Cumul de fonctions
Employment agreements	(3) A band may enter into employment agreements with its officers and employees.	(3) La bande peut signer des contrats de travail avec ses cadres et employés.	10	Contrats de travail
Duties of band secretary	42. (1) The band secretary is responsible for (a) the safekeeping of all the books, records and documents of the band; and (b) the preparation of the minutes of all council meetings and band meetings.	42. (1) Le secrétaire est chargé de : a) la garde des livres, dossiers et documents de la bande; b) l'établissement des procès-verbaux des assemblées du conseil et de la bande.	15	Fonctions du secrétaire
Secretary may certify band documents	(2) The band secretary has the power to issue certified copies of any by-law or resolution of the band, and of minutes of council meetings, special band meetings and ordinary band meetings of the band.	(2) Le secrétaire a le pouvoir de délivrer des copies certifiées conformes des règlements administratifs et résolutions de la bande, ainsi que des procès-verbaux des assemblées du conseil et des assemblées, ordinaires ou extraordinaires, de la bande.	20	Pouvoir de certification
Exercise of secretary's powers	(3) The powers referred to in subsection (2) may also be exercised by the chief and by any other person designated by by-law of the band.	(3) Le pouvoir visé au paragraphe (2) peut être exercé par le chef ou toute autre personne désignée à cet effet par règlement administratif de la bande.	25	Exercice de ce pouvoir
Duties of band treasurer	43. The band treasurer is the chief financial officer of the band, is responsible for the receipt and deposit of band moneys and for all aspects of the financial administration of the band.	43. Le trésorier est le directeur financier de la bande; à ce titre, il est chargé de son administration financière, et notamment de la recette et du dépôt de ses deniers.	30	Fonctions du trésorier
Return of band property	44. (1) Where a person who is a council member, officer or employee of a band ceases, for any reason, to hold office as such, he shall forthwith return to the band any money, keys, books, documents, records or other property of the band that is in his possession by virtue of that office.	44. (1) Les membres du conseil ainsi que les cadres ou employés de la bande sont tenus, dès la cessation de leurs fonctions, de remettre à celle-ci les biens lui appartenant qu'ils ont en leur possession du fait de ces fonctions, notamment argent, clés, livres, documents et dossiers.	35	Restitution à la bande
Failure to comply	(2) Any person who fails to comply with subsection (1) is guilty of an offence.	(2) Quiconque contrevient au paragraphe (1) commet une infraction.		Inobservation

By-laws Respecting Local Government

Power to make
by-laws
respecting local
government

- 45.** (1) Subject to this section, a band may make by-laws of a local nature for the good government of its Category IA or IA-N land and of the inhabitants of such land, and for the general welfare of the members of the band, and, without limiting the generality of the foregoing, may make by-laws respecting
- (a) the administration of band affairs and the internal management of the band;
 - (b) the regulation of buildings for the protection of public health and safety, including the construction, maintenance, repair and demolition of buildings;
 - (c) health and hygiene, including
 - (i) the prevention of overcrowding of 15 residences,
 - (ii) the sanitary condition of public and private property,
 - (iii) the control or prohibition of activities or undertakings that constitute a 20 danger to public health,
 - (iv) the construction, operation and regulation of waste disposal systems and the collection, removal and disposal of waste generally, and 25
 - (v) subject to the laws of the Province, the establishment, maintenance and operation of cemeteries;
 - (d) public order and safety, including
 - (i) the establishment, maintenance and 30 operation of fire departments,
 - (ii) the discharge of firearms or of arms discharged by compressed air or any other means,
 - (iii) the keeping of animals, 35
 - (iv) curfews,
 - (v) the prohibition of the sale or exchange of alcoholic beverages,
 - (vi) the possession or consumption of alcoholic beverages in public places, and 40
 - (vii) the control of public games, sports, races, athletic contests and other amusements;
 - (e) the protection of the environment, including natural resources; 45

*Règlements administratifs
Administration locale*

Pouvoir de
réglementation

- 45.** (1) Sous réserve des autres dispositions du présent article, la bande peut, à des fins de bonne administration locale et en vue d'assurer le bien-être général de ses membres, prendre des règlements administratifs 5 concernant les terres de catégorie IA ou IA-N qui lui ont été attribuées et les habitants de ces terres, notamment dans les domaines suivants :
- a) administration de ses affaires et gestion 10 interne;
 - b) réglementation de bâtiments notamment de la construction, de l'entretien, de la réparation et de la démolition de ceux-ci du point de vue de la protection de la santé 15 et de la sécurité publiques;
 - c) santé et hygiène, y compris :
 - (i) la prévention du surpeuplement des habitations,
 - (ii) la salubrité des lieux publics et 20 privés,
 - (iii) la surveillance ou l'interdiction des activités ou des entreprises dangereuses pour la santé publique,
 - (iv) la mise en place, la prestation et la 25 réglementation des services d'enlèvement et d'élimination des ordures,
 - (v) sous réserve des lois de la province, l'établissement, l'usage et l'entretien de cimetières; 30
 - d) ordre et sécurité publics, y compris :
 - (i) la mise en place et la prestation des services anti-incendie,
 - (ii) l'usage des armes à feu, à air comprimé ou comportant tout autre disposi- 35 tif de tir,
 - (iii) la garde des animaux,
 - (iv) les couvre-feux,
 - (v) l'interdiction de vendre ou d'échanger des boissons alcoolisées, 40
 - (vi) la possession et la consommation de boissons alcoolisées dans les lieux publics,

- (f) the prevention of pollution;
- (g) the definition of nuisances and the control and prohibition of nuisances;
- (h) the taxation for local purposes, other-
wise than by means of an income tax, 5
- (i) of interests in its Category IA or
IA-N land, except those of Canada and
Quebec, and
- (ii) of occupants and tenants of its
Category IA or IA-N land, except 10
Canada and Quebec,
- subject to subsections (2) and (3) and
subject to and in accordance with regula-
tions made under subsection (4);
- (i) subject to subsection (5), the establish- 15
ment, maintenance and operation of local
services, including services relating to
water, sewers, fire protection, recreation,
cultural activities, roads, garbage removal
and disposal, lighting, heating, power, 20
transportation, communication or snow re-
moval, and respecting user charges for any
such service;
- (j) roads, traffic and transportation, 25
including
- (i) the operation and speed of vehicles,
- (ii) the maintenance, construction and
operation of roads,
- (iii) the regulation of traffic of all
kinds, 30
- (iv) the transportation of dangerous
substances, and
- (v) the establishment, maintenance and
operation of wharves, harbours, dry-
docks and other landing places; 35
- (k) the operation of businesses and the
carrying on of trades; and
- (l) parks and recreation.
- (vii) la surveillance des jeux publics, des
sports, des courses, des épreuves d'athlé-
tisme et des autres activités de loisirs;
- e) protection de l'environnement, y com-
pris des ressources naturelles; 5
- f) prévention de la pollution;
- g) définition, surveillance et interdiction
des nuisances;
- h) sous réserve des paragraphes (2) et (3)
et des règlements pris en application du 10
paragraphe (4), imposition à des fins loca-
les, mais sans recours à l'impôt sur le
revenu ni assujettissement du Canada ou
du Québec :
- (i) des intérêts sur les terres de catégo- 15
rie IA ou IA-N qui lui sont attribuées,
- (ii) des occupants et des locataires de
ces terres;
- i) sous réserve du paragraphe (5), mise en
place et prestation de services locaux, 20
notamment pour ce qui est des adductions
d'eau, des égouts, de la protection anti-
incendie, des loisirs, des activités culturel-
les, des routes, de l'enlèvement et de l'éli-
mination des ordures, de l'éclairage, du 25
chauffage, de l'énergie, des transports, des
communications et du déneigement, ainsi
que tarification des droits d'usage corres-
pondants;
- j) voirie, circulation et transports, y 30
compris :
- (i) la conduite et la vitesse des véhicu-
les,
- (ii) l'entretien, la construction et l'usage
des routes, 35
- (iii) la réglementation générale de la
circulation,
- (iv) le transport des matières dangereu-
ses,
- (v) la réalisation, l'entretien et l'explo- 40
tation des installations portuaires ou
aéroportuaires;
- k) exercice d'activités commerciales et
professionnelles et exploitation d'entrepri- 45
ses;
- l) parcs et loisirs.

(2) A band

(2) Le pouvoir fiscal de la bande ne peut
s'exercer :

Exercice du
pouvoir fiscal

(a) may not make taxation by-laws other than those described in paragraph (1)(h); and

(b) may not make by-laws under paragraph (1)(h) until there are in force regulations made under subsection (4).

a) que dans le cadre de l'alinéa (1)h);

b) qu'à compter de l'entrée en vigueur des règlements d'application du paragraphe (4).

Idem

(3) A by-law made under paragraph (1)(h) must be approved by the electors of the band at a special band meeting or referendum at which at least ten per cent of the electors of the band voted on the matter.

(3) Les règlements administratifs pris en application de l'alinéa (1)h) sont assujettis à l'approbation par assemblée extraordinaire ou par référendum avec un taux de participation au vote d'au moins dix pour cent.

5 Approbation

Regulations respecting taxation power

(4) The Governor in Council may make regulations respecting the exercise, pursuant to paragraph (1)(h), of a band's power of taxation, including, without restricting the generality of the foregoing, regulations respecting

(4) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, régir l'exercice du pouvoir fiscal prévu à l'alinéa (1)h), notamment en ce qui concerne :

10 Règlements relatifs au pouvoir fiscal

(a) assessments and the determination of tax rates;

(b) contestation of assessments;

(c) collection of taxes;

(d) contestation of taxation; and

(e) enforcement procedures.

a) l'évaluation et la détermination des taux d'imposition;

b) la contestation de l'évaluation;

c) la perception des taxes;

d) la contestation des taxes;

e) les procédures d'application forcée.

15

User charge by-laws

(5) A by-law described in paragraph (1)(i) respecting a user charge for a service may differentiate on an equitable basis between different categories of users and different categories of land that benefit from the service, but

(5) Le règlement administratif pris en application de l'alinéa (1)i) sur la tarification des droits d'usage peut établir des distinctions justes entre différentes catégories d'usagers et différentes catégories de terres bénéficiaires. Toutefois :

25

(a) may not delegate to anyone the power to prescribe user charges or user charge rates but must itself prescribe the user charges or the user charge rates; and

a) il doit fixer le tarif ou les taux des droits d'usage mais ne peut prévoir de délégation en la matière;

(b) may not prescribe user charges or user charge rates that exceed the total actual or anticipated cost of providing the service.

b) il ne peut prévoir des droits d'usage ou des taux dépassant le total du coût, effectif ou prévisionnel, de la prestation des services en cause.

30

Payment in forms other than money

(6) A band may accept payment of a tax referred to in paragraph (1)(h) or a user charge referred to in paragraph (1)(i) in a form other than money.

(6) La bande peut accepter que les impôts et les droits d'usage respectivement prévus aux alinéas (1)h) et i) soient acquittés sous forme non pécuniaire.

Forme du paiement

By-laws re land and resource use and planning

46. (1) A band may make by-laws respecting land and resource use and planning, including, without limiting the generality of the foregoing, by-laws respecting

46. (1) La bande peut prendre des règlements administratifs sur l'usage des terres et des ressources ainsi que sur la planification correspondante, notamment, en ce qui concerne les terres de catégorie IA ou IA-N qui lui sont attribuées :

Règlements relatifs aux terres et ressources

(a) the inventory, use and management of its Category IA or IA-N land and the natural resources thereof;

40

(b) the adoption of land use plans and resource use plans in relation to its Category IA or IA-N land; and

(c) use permits relating to its Category IA or IA-N land and buildings located thereon, and the conditions relating to the issuance, suspension or revocation of such permits.

a) sur leur inventaire, leur usage et leur gestion, de même que sur ceux des ressources naturelles qui s'y trouvent;

b) sur l'adoption de plans d'aménagement du territoire à leur égard et de plans d'utilisation des ressources qui s'y trouvent;

c) sur les permis d'usage à leur égard et à celui des bâtiments qui s'y trouvent, de même que sur la délivrance, la suspension et l'annulation de ces permis.

Where plan approved by electors

(2) Where a land use plan or resource use plan adopted pursuant to subsection (1) has been approved by the electors of the band at a special band meeting or referendum at which at least twenty-five per cent of the electors voted on the matter, any by-law or resolution of the band, whether made or adopted previously or subsequently, that is inconsistent with such land use plan or resource use plan is inoperative to the extent of the inconsistency.

(2) Les règlements administratifs et les résolutions pris avant ou après l'adoption des plans visés au paragraphe (1) et l'approbation de ceux-ci par vote en assemblée extraordinaire ou par référendum, avec un taux de participation au vote d'au moins vingt-cinq pour cent, ne s'appliquent que dans la mesure de leur compatibilité avec ces plans.

Approbation de plans par les électeurs

Zoning by-laws

47. (1) A band may make by-laws respecting zoning, including, without limiting the generality of the foregoing, by-laws respecting

(a) the division of all or part of its Category IA or IA-N land into zones for the purpose of regulating the use of the land, natural resources thereof, and buildings; and

(b) the implementation of a land use plan or resource use plan referred to in subsection 46(1) that was approved by the electors of the band under subsection 46(2).

47. (1) La bande peut prendre des règlements administratifs de zonage concernant notamment :

a) la division en zones de tout ou partie des terres de catégorie IA ou IA-N qui lui sont attribuées, en vue de régir leur usage et celui des ressources naturelles et des bâtiments qui s'y trouvent;

b) la mise en application des plans visés au paragraphe 46(1) et approuvés dans les conditions prévues au paragraphe 46(2).

Règlements administratifs de zonage

Approval of band electors required

(2) A zoning by-law other than one described in paragraph (1)(b) is subject to the approval of the electors of the band at a special band meeting or referendum at which at least fifteen per cent of the electors vote on the matter.

(2) Les règlements administratifs de zonage, à l'exception de ceux visés à l'alinéa (1)b), sont assujettis à approbation en assemblée extraordinaire ou par référendum avec un taux de participation au vote d'au moins quinze pour cent.

Approbation

By-laws on hunting, fishing, trapping, wildlife protection

48. (1) Subject to this section, a band may make by-laws respecting hunting, fishing and trapping and the protection of wildlife, including, without limiting the generality of the foregoing, by-laws respecting

(a) the exercise of the right to harvest referred to in section 24 of the James Bay and Northern Quebec Agreement and in *An Act respecting hunting and fishing*

48. (1) Sous réserve des autres dispositions du présent article, la bande peut prendre des règlements administratifs sur la chasse, la pêche et le piégeage, ainsi que sur la protection de la faune, et, notamment :

a) l'exercice du droit d'exploitation visé au chapitre 24 de la Convention de la Baie James et du Nord québécois et dans la *Loi sur les droits de chasse et de pêche dans*

Règlements : chasse, pêche, piégeage, protection de la faune

rights in the James Bay and New Quebec territories (Quebec);

(b) matters described in sections 85 and 86 of that Act;

(c) residence requirements relating to sport hunting and sport fishing by persons other than Cree or Naskapi beneficiaries, as contemplated by section 37 of that Act; and

(d) the right of persons of Cree or Naskapi ancestry to harvest for personal use, as contemplated by sections 38 and 38.1 of that Act.

les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec (Québec);

b) les questions visées aux articles 85 et 86 de cette loi;

c) en application de l'article 37 de cette loi, les conditions de résidence applicables à la chasse et à la pêche sportives par des personnes qui ne sont pas des bénéficiaires cris ou naskapis;

d) le droit d'exploitation des personnes d'ascendance crie ou naskapie mentionné aux articles 38 et 38.1 de cette loi.

Proposed
by-laws to be
submitted to
Coordinating
Committee

(2) Subject to subsection (3), a copy of each by-law described in subsection (1) that a band proposes to make shall, a reasonable period of time before its enactment, be submitted by the band to the Coordinating Committee referred to in section 24 of the James Bay and Northern Quebec Agreement and in *An Act respecting hunting and fishing rights in the James Bay and New Quebec territories* (Quebec), in order to enable that Committee to make representations to the band with respect thereto, but the band is not bound by any such representations.

(2) La bande présente au comité conjoint, dont font mention le chapitre 24 de la *Convention de la Baie James et du Nord québécois* et la *Loi sur les droits de chasse et de pêche dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec*, les projets de règlements administratifs qu'elle se propose de prendre en application du paragraphe (1) suffisamment de temps avant la date envisagée pour leur adoption pour que le comité puisse lui présenter ses observations, lesquelles ne la lient pas.

Présentation
des règlements

Exceptions

(3) Subsection (2) does not apply in respect of a proposed by-law that

(a) has previously been submitted to the Coordinating Committee pursuant to that subsection, whether or not it has been changed as a result of representations made pursuant to that subsection; or

(b) makes no substantive change to an existing by-law.

(3) Ne sont pas visés par le paragraphe (2) les projets de règlements administratifs :

a) déjà présentés au comité conjoint, même s'ils ont été modifiés à la suite d'observations présentées conformément à ce paragraphe;

b) qui n'apportent pas de modification de fond aux règlements administratifs en vigueur.

30

Approval of
band electors
required

(4) A by-law described in subsection (1) is subject to the approval of the electors of the band at a special band meeting or referendum at which at least ten per cent of the electors vote on the matter.

(4) Les règlements administratifs visés au paragraphe (1) sont assujettis à approbation par vote en assemblée extraordinaire ou par référendum avec un taux de participation au vote d'au moins dix pour cent.

Approbation
par vote

Minister may
disallow certain
by-laws

(5) A by-law described in paragraph (1)(b) shall come into force on the day on which a copy thereof, certified by the band secretary, is received by the Minister, but the Minister may disallow the by-law at any time within ninety days after receiving it.

(5) Les règlements administratifs visés à l'alinéa (1)b) entrent en vigueur à la date de réception par le ministre d'une copie de leur texte certifiée conforme par le secrétaire de la bande; le ministre peut toutefois les désavouer dans les quatre-vingt-dix jours suivant la réception.

Désaveu par le
ministre

45

Procedure for Making By-Laws and Resolutions

Règles régissant la prise des règlements administratifs et des résolutions

Approval by
band electors
may be
stipulated

49. Where a by-law or resolution is not required by this Act to be approved by the electors of the band, the by-law or resolution may nevertheless provide that it does not come into force unless approved by the electors of the band at a special band meeting or referendum at which the minimum percentage of electors specified in the by-law or resolution vote on the matter.

49. Même en l'absence d'une disposition de la présente loi à cet effet, un règlement administratif ou une résolution peuvent prévoir que leur entrée en vigueur est assujettie 5 à approbation en assemblée extraordinaire 5 ou par référendum, avec le taux minimum — de participation au vote — qui y est prévu.

Approbation
facultative

Original to be
signed

50. (1) The original copy of any by-law of 10 a band must be signed by

(a) the chairman of the council meeting at which it was enacted; and

(b) the band secretary or such other person as is designated by by-law. 15

50. (1) L'original de chaque règlement administratif de la bande doit porter la signature : 10

a) du président de l'assemblée du conseil au cours de laquelle il a été adopté;

b) du secrétaire de la bande ou de la personne désignée à cet effet par règlement administratif. 15

Signature de
l'original

Minutes of
council
meetings

(2) The minutes of a meeting of a band council are not valid unless adopted by the council by resolution and signed by

(a) the chairman of the meeting at which they are adopted; and 20

(b) the band secretary or such other person as is designated by by-law.

(2) Les procès-verbaux des assemblées du conseil ne sont valides qu'après adoption par résolution du conseil et signature :

a) du président de l'assemblée à laquelle ils se rapportent; 20

b) du secrétaire de la bande ou de la personne désignée à cet effet par règlement administratif.

Procès-verbaux

Where approval
of band electors
required

(3) Where a by-law or resolution is required to be approved by the electors of the band at a special band meeting or referendum, the band secretary 25

(a) in the case of a by-law, shall attach to the original copy of the by-law a statement signed by him indicating the date when such approval was given; or 30

(b) in the case of a resolution, shall cause a statement signed by him indicating the date when such approval was given to be recorded in the minutes of the first council meeting following such approval. 35

(3) Dans les cas où un règlement administratif ou une résolution doivent être approuvés par vote en assemblée extraordinaire ou par référendum, le secrétaire, selon le cas :

a) porte dans une mention, qu'il signe et joint à l'original du règlement, la date de l'approbation; 30

b) porte dans une mention, qu'il signe et fait inscrire au procès-verbal de la première assemblée du conseil suivant l'approbation de la résolution, la date de cette approbation. 35

Approbation
obligatoire par
les électeurs de
la bande

Non-compliance

(4) Non-compliance with this section does not invalidate a by-law or resolution.

(4) L'inobservation des dispositions du présent article n'invalide pas un règlement administratif ni une résolution.

Inobservation

Coming into
force of
resolutions

51. (1) Subject to subsection (2), a resolution comes into force on the day on which it is adopted by a band or on such later day as 40 is specified in the resolution.

51. (1) Sous réserve du paragraphe (2), une résolution entre en vigueur à la date de 40 son adoption par la bande ou à la date ultérieure qui y est précisée.

Entrée en
vigueur des
résolutions

Idem	(2) Where a resolution is required to be approved by the electors of the band at a special band meeting or referendum, that resolution comes into force on the day on which such approval is given or on such later day as is specified in the resolution.	(2) La résolution qui doit être approuvée par vote en assemblée extraordinaire ou par référendum entre en vigueur à la date de l'approbation ou à la date ultérieure qui y est précisée.	Idem
Posting of by-laws	52. (1) Within one week after a by-law has been enacted by a band, or has been enacted by a band and approved by the electors of the band at a special band meeting or referendum (where such approval is required), the band secretary shall post a copy of the by-law on the band's Category IA or IA-N land at a public place designated by the band.	52. (1) Dans le délai d'une semaine suivant l'adoption d'un règlement administratif par la bande, ou s'il s'agit d'un règlement à approuver par vote en assemblée extraordinaire ou par référendum, suivant son appro- bation, le secrétaire en fait afficher le texte au lieu public des terres de catégorie IA ou IA-N désigné par la bande.	Affichage des règlements administratifs
Coming into force of by-laws	(2) A by-law enacted by a band shall come into force on the day on which it is posted, whether or not it is posted within the time set out in subsection (1), or on such day, subsequent to the day on which it is posted, as may be specified in the by-law.	(2) Le règlement entre en vigueur dès l'affichage, indépendamment de l'observation du délai d'une semaine, ou à la date ultérieure qui y est précisée.	Entrée en vigueur
Register of by-laws	53. (1) The band secretary shall maintain a register of by-laws in which shall be kept the original copy of all by-laws of the band, including by-laws that have been repealed or are no longer in force.	53. (1) Le secrétaire tient le registre des originaux de tous les règlements administratifs de la bande, qu'ils soient en vigueur ou non.	Registre des règlements administratifs
Recording of resolutions	(2) The band secretary shall record the full text of every resolution adopted by the band in the minutes of the council meeting at which the resolution was adopted.	(2) Le secrétaire consigne le texte intégral de chaque résolution adoptée par la bande dans les procès-verbaux des assemblées du conseil au cours de laquelle a eu lieu l'adoption.	Enregistrement des résolutions
By-laws to be sent to Minister	(3) Within thirty days after the coming into force of a by-law, the band shall forward a copy thereof to the Minister.	(3) Dans les trente jours suivant l'entrée en vigueur d'un règlement administratif de la bande, celle-ci en transmet le texte au ministre.	Transmission au ministre
Non-compliance	(4) Non-compliance with this section does not affect the validity of a by-law or resolution.	(4) L'inobservation des dispositions du présent article n'invalide pas un règlement administratif ni une résolution.	Inobservation
Obtaining copies of by-laws and resolutions	54. Any person is entitled to obtain a copy of a by-law or resolution of a band on payment of such reasonable fee as is fixed by the band.	54. Toute personne peut obtenir copie des règlements administratifs et des résolutions de la bande, contre versement de droits fixés dans des limites raisonnables par celle-ci.	Copie des règlements administratifs et des résolutions

Challenges to By-Laws or Resolutions

Contestation des règlements administratifs et résolutions

Applications for quashing of by-law or resolution

55. (1) Subject to section 56, a member of a band or any other interested person may make application to the Provincial Court or Superior Court of Quebec to have a by-law or resolution of the band quashed, in whole or in part, for illegality or for irregularity in the manner or form of its enactment or adoption.

55. (1) Sous réserve de l'article 56, un membre de la bande ou toute autre personne intéressée peut demander à la Cour provinciale ou à la Cour supérieure du Québec la cassation totale ou partielle d'un règlement administratif ou d'une résolution de la bande pour illégalité ou vice de forme ou de procédure.

Demande d'annulation d'un règlement

Exclusion of Federal Court's jurisdiction

(2) Notwithstanding the *Federal Court Act*, the Federal Court does not have the jurisdiction to hear applications described in subsection (1).

(2) Par dérogation à sa loi constitutive, la Cour fédérale n'a pas compétence pour connaître des demandes visées au paragraphe (1).

Non-compétence de la Cour fédérale

Time limit for applying

56. (1) An application made under section 55 based on an irregularity in the manner or form of the enactment of a by-law or the adoption of a resolution may not be brought after ninety days after the coming into force of the by-law or resolution.

56. (1) Les actions en vice de forme ou de procédure visées à l'article 55 se prescrivent par quatre-vingt-dix jours à compter de l'entrée en vigueur des textes en cause.

Prescription

Idem

(2) An application made under section 55 based on the illegality of the by-law or resolution may not be brought after six months after the coming into force of the by-law or resolution.

(2) Les actions en illégalité visées à l'article 55 se prescrivent par six mois à compter de l'entrée en vigueur du texte en cause.

Idem

Subsequent actions

57. Where a by-law or resolution is quashed, any action for anything done under that by-law or resolution lies only against the band and not against any other person.

57. Les actions portant sur des actes accomplis en application de règlements administratifs ou de résolutions cassés ne peuvent être intentées que contre la bande.

Actions ultérieures

Transitional

Dispositions transitoires

Cree Transitional Provisions

Dispositions transitoires pour les Cris

Existing councils of Indian Act Cree bands

58. Subject to section 59, the council of an *Indian Act* Cree band that is in office pursuant to the *Indian Act* immediately before the coming into force of this Part becomes the council of its successor band under this Act on the coming into force of this Part, and continues in office as such until the expiration of its term of office under the *Indian Act* or until a day two years after the coming into force of this Part, whichever occurs first.

58. Sous réserve de l'article 59, les conseils des bandes antérieures crie en exercice jusqu'à l'entrée en vigueur de la présente partie deviennent, à compter de cette date, les conseils des bandes substituées à elles aux termes de la présente loi. Ils restent en exercice à ce titre jusqu'à la fin du mandat qui leur a été conféré sous le régime de la *Loi sur les Indiens* ou, au plus tard, pendant un délai de deux ans suivant la date mentionnée ci-dessus.

Conseils cris en exercice

Provisions of this Act to apply

59. For the transitional period described in section 58, the council has the powers and duties of a band council elected under this Act, and the provisions of this Act and the

59. Pendant la période visée à l'article 58, les conseils sont, pour leurs pouvoirs et fonctions et pour l'application, compte tenu des adaptations de circonstance, de la présente

Assujettissement à la présente loi

regulations apply, with such modifications as the circumstances require, to that council as if it had been elected under this Act.

loi et de ses règlements, assimilés aux conseils élus sous le régime de cette loi.

Continuation in force of by-laws of *Indian Act* Cree bands

60. The by-laws of an *Indian Act* Cree band listed in subsection 12(1) that are in force immediately before the coming into force of this Part remain in force on the territory of that band's successor band described in section 6 for a period of one year after the coming into force of this Part, unless repealed during that period pursuant to this Act.

60. Les règlements administratifs des 5 bandes antérieures crie énumérées au paragraphe 12(1), en vigueur jusqu'à l'entrée en vigueur de la présente partie, continuent à s'appliquer sur le territoire, visé à l'article 6, des bandes qui leur sont substituées pendant 10 un an suivant cette entrée en vigueur, sauf s'ils sont abrogés entre temps conformément 10 à la présente loi.

Maintien des règlements administratifs

Naskapi Transitional Provisions

Dispositions transitoires pour les Naskapis

Existing council of *Indian Act* Naskapi band

61. Subject to section 62, the council of the *Indian Act* Naskapis de Schefferville band that is in office pursuant to the *Indian Act* immediately before the coming into force of this Part becomes the council of the Naskapi band on the coming into force of this Part, and continues in office as such until the expiration of its term of office 20 under the *Indian Act* or until a day two years after the coming into force of this Part, whichever occurs first.

61. Sous réserve de l'article 62, le conseil de la bande antérieure des Naskapis de Schefferville en exercice jusqu'à la date d'entrée en vigueur de la présente partie devient, 15 à compter de cette date, le conseil de la bande naskapie. Il reste en exercice à ce titre jusqu'à la fin du mandat qui lui a été conféré sous le régime de la *Loi sur les Indiens* ou, 20 au plus tard, pendant un délai de deux ans 20 suivant la date visée ci-dessus.

Conseil naskapi en exercice

Provisions of this Act to apply

62. For the transitional period described in section 61, the council has the powers and duties of a band council elected under this Act, and the provisions of this Act and the regulations apply, with such modifications as the circumstances require, to that council as if it had been elected under this Act.

62. Pendant la période visée à l'article 61, le conseil de la bande naskapie est, pour ses pouvoirs et fonctions et pour l'application, compte tenu des adaptations de circonstance, 25 de la présente loi et de ses règlements, assimilé au conseil élu sous le régime de cette loi.

Assujettissement à la présente loi

PART II

PARTIE II

BAND ELECTIONS

ÉLECTIONS DE LA BANDE

Each elector entitled to vote

63. (1) Subject to subsection (2), each elector of a band is entitled to vote in any election of council members held by that band, whether the election is conducted pursuant to an election by-law made under section 64 or pursuant to regulations made under paragraph 67(1)(a).

63. (1) Sous réserve du paragraphe (2), chaque électeur d'une bande a droit de suffrage à chaque élection de membres du conseil par la bande, que le scrutin ait lieu en 30 conformité avec un règlement administratif pris en application de l'article 64 ou avec les règlements pris en application de l'alinéa 67(1)a.

Droit de suffrage

Exception

(2) An elector who is appointed a Returning Officer or a Deputy or Assistant Return-

(2) L'électeur qui est nommé directeur du scrutin, scrutateur ou scrutateur adjoint en

Exception

ing Officer under section 71 in respect of an election is not entitled to vote in that election.

vertu de l'article 71 perd son droit de vote au scrutin auquel il est affecté.

Election By-laws

Règlements administratifs électoraux

Election by-law

64. Subject to section 65 and subsection 66(1), a band may make by-laws respecting the election and term of office of its council members.

64. Sous réserve de l'article 65 et du paragraphe 66(1), la bande peut, par règlement administratif, régir l'élection et fixer le mandat des membres du conseil.

Règle générale

Required minimum content of by-law

65. A by-law made under section 64 shall include provision for

65. Le règlement visé à l'article 64 doit comprendre des dispositions prévoyant :

Conditions minimales de validité

- (a) the calling of elections and notices of elections;
- (b) the number of positions of council member;
- (c) the length of the term of office of council members;
- (d) the method of electing council members;
- (e) the basis on which one of the council members shall hold the office of chief;
- (f) the basis on which one of the council-
lors shall hold the office of deputy chief;
- (g) nomination procedures;
- (h) election method and procedure; and
- (i) the recording and certification of election results.

- a) la convocation des élections et les avis d'élection;
- b) le nombre de postes de membre du conseil;
- c) la durée du mandat des membres du conseil;
- d) le mode d'élection des membres du conseil;
- e) les critères de nomination d'un des membres du conseil aux fonctions de chef;
- f) les critères de nomination d'un des conseillers aux fonctions de chef adjoint;
- g) les modalités de présentation des candidatures;
- h) le mode de scrutin et les règles électorales;
- i) l'enregistrement et l'authentification des résultats des élections.

Coming into force and application of election by-law

66. (1) A by-law made under section 64, or any amendment thereto or repeal thereof, (a) does not come into force until it has been approved by

66. (1) Le règlement administratif visé à l'article 64, sa modification ou son abrogation :

Entrée en vigueur et application des règlements administratifs électoraux

- (i) the electors of the band at a special band meeting or referendum at which at least twenty per cent of the electors voted on the matter, and
- (ii) the Minister; and

- a) n'entre en vigueur qu'après approbation par :
 - (i) les électeurs de la bande en assemblée extraordinaire ou par référendum avec un taux de participation au vote d'au moins vingt pour cent;
 - (ii) le ministre;
- b) ne s'applique qu'aux élections tenues après son entrée en vigueur.

Minister's approval of election by-law

(2) The Minister shall approve a by-law made under section 64 if it

(2) Le ministre donne son approbation au règlement administratif visé à l'article 64 si ce règlement :

Approbation du ministre

- (a) is within the power of the band under section 64; and

- a) ressortit au pouvoir donné à la bande par l'article 64;

(b) includes provision for the matters listed in section 65.

Where Minister disallows by-law

(3) Where the Minister disallows an election by-law, he shall forthwith inform the band in writing of the reasons why, in his opinion, the by-law does not meet the requirements mentioned in paragraphs (2)(a) and (b).

Where Minister deemed to have approved by-law

(4) The Minister shall be deemed to have approved an election by-law if he does not, within thirty days of receiving a copy thereof, either approve or disallow it.

Regulations respecting elections

67. (1) The Governor in Council may make regulations

- (a) respecting the election of council members and their term of office, including the matters listed in section 65; and
- (b) prohibiting acts that are detrimental to the conduct of free and fair elections.

Application of regulations

(2) The regulations made under paragraph (1)(b) apply to all elections, but those made under paragraph (1)(a) apply only where, at the time of the calling of the election, there was not in force an election by-law made under section 64.

b) comprend des dispositions relatives aux points énumérés à l'article 65.

Désaveu par le ministre

(3) S'il désavoue un règlement administratif électoral, le ministre informe sans délai la bande, par avis écrit, des motifs pour lesquels il estime que le règlement ne satisfait pas aux conditions des alinéas (2)a) et b).

5

(4) Le défaut d'approbation ou de désaveu par le ministre d'un règlement administratif électoral dans les trente jours suivant la réception de son texte vaut approbation du règlement.

Présomption d'approbation

10

67. (1) Le gouverneur en conseil peut, par règlement :

Règlements

- a) régir l'élection et fixer le mandat des membres du conseil, notamment sur les points énumérés à l'article 65;
- b) interdire la perpétration d'actes nuisibles à la tenue d'élections libres et démocratiques.

20

(2) Les règlements pris en application de l'alinéa (1)a) ne s'appliquent qu'à défaut de règlement administratif électoral en vigueur alors que ceux pris en application de l'alinéa (1)b) s'appliquent à toute élection.

Application des règlements

25

Eligibility to be Elected and to Serve as Council Member

Eligibility to be elected council member

68. Any elector of a band is eligible to be elected to the office of council member of that band unless he

- (a) has been convicted of contravening a regulation made under paragraph 67(1)(b) within the two year period preceding the date fixed for the holding of the election for that office or, where the most recent election for that office took place before that two year period, in respect of the most recent election for that office;
- (b) has been appointed as a Returning Officer or as a Deputy or Assistant Returning Officer in respect of the election for that office;
- (c) is the band secretary or band treasurer referred to in section 41;

40

Éligibilité des membres du conseil

68. Est éligible à un poste de membre du conseil l'électeur qui :

Éligibilité des membres du conseil

- a) n'a pas été déclaré coupable d'une infraction aux règlements pris en application de l'alinéa 67(1)b) au cours des deux années précédant la date du scrutin ou, si la dernière élection remonte à plus de deux ans, d'une infraction similaire commise à l'égard de cette élection;
- b) n'a pas été nommé directeur du scrutin, scrutateur ni scrutateur adjoint pour l'élection en cause;
- c) n'est ni le secrétaire ni le trésorier de la bande;
- d) n'est ni juge assujetti à la *Loi sur les juges* ni procureur de la Couronne;

30

35

40

(d) is a judge to which the *Judges Act* applies or is a Crown prosecutor;

(e) is, on the day fixed for the holding of the election for that office, undergoing a term of imprisonment as a result of having been convicted of an indictable offence; or

(f) in the case of a Naskapi beneficiary, resides on the Matimekosh Reserve.

Circumstances
in which office
becomes vacant

69. Apart from general elections referred to in section 74, an office of council member becomes vacant immediately on the occurrence of one of the following events, and only the following events:

(a) the election of the office-holder to that office is declared invalid pursuant to sub-section 78(7);

(b) the office-holder

(i) dies or submits his resignation in writing to the council,

(ii) is convicted of contravening a regulation made under paragraph 67(1)(b),

(iii) is appointed band secretary or band treasurer pursuant to section 41,

(iv) is appointed a judge to which the *Judges Act* applies or a Crown prosecutor,

(v) commences a term of imprisonment as a result of having been convicted of an indictable offence, or

(vi) is declared mentally incompetent in accordance with the laws of the Province;

(c) the office-holder's term of office expires, whether pursuant to this Act, a by-law made under section 64 or regulations made under paragraph 67(1)(a);

(d) in the case of a Naskapi beneficiary, the office-holder resides on the Matimekosh Reserve; or

(e) the office is declared vacant pursuant to section 70.

Removal of
council member
for absence

70. (1) Where a council member has, without permission from the council, been absent from three or more consecutive council meetings otherwise than by reason of illness or incapacity, any fifteen electors of the band may file a petition with the band secretary requesting that a special band

e) à la date du scrutin, ne purge pas une peine d'emprisonnement pour un acte criminel;

f) dans le cas d'un bénéficiaire naskapi, ne réside pas dans la réserve Matimekosh.

5

5

69. En dehors des élections générales mentionnées à l'article 74, un poste de membre du conseil ne devient vacant que dans les cas suivants :

a) l'élection est invalidée en application du paragraphe 78(7);

b) le titulaire du poste :

(i) décède ou remet sa démission par écrit au conseil,

(ii) est déclaré coupable d'une infraction aux règlements pris en application de l'alinéa 67(1)b),

(iii) est nommé secrétaire ou trésorier de la bande,

(iv) est nommé juge aux termes de la *Loi sur les juges* ou procureur de la Couronne,

(v) commence à purger une peine d'emprisonnement pour un acte criminel,

(vi) est déclaré mentalement incapable en conformité avec les lois de la province;

c) le mandat du titulaire prend fin en conformité avec la présente loi, avec un règlement administratif pris en application de l'article 64 ou des règlements pris en application de l'alinéa 67(1)a);

d) dans le cas d'un bénéficiaire naskapi, le titulaire réside dans la réserve Matimekosh;

e) le poste est déclaré vacant en application de l'article 70.

35

70. (1) En cas d'absence non autorisée par le conseil d'un membre de celui-ci à au moins trois assemblées consécutives, et pour des raisons autres que la maladie ou un empêchement, un groupe de quinze électeurs peut déposer une requête auprès du secrétaire pour la convocation d'une assemblée extraor-

Destitution
d'un membre en
cas d'absence

meeting be convened for the purpose of deciding whether the office of that council member should be declared vacant.

Electors to
decide question

(2) Forthwith after the filing of a petition under subsection (1), the band shall call a special band meeting, to be held as soon as possible, for the purpose of deciding whether the office of the council member in question should be declared vacant, and if, with at least twenty per cent of the electors of the band voting on the question, the special band meeting decides that that office should be declared vacant, that office thereupon becomes vacant.

dinaire de la bande dans le but de décider de l'opportunité de déclarer vacant le poste de ce membre.

(2) Dès le dépôt de la requête, la bande convoque une assemblée extraordinaire, à tenir dans les meilleurs délais possible, pour décider de la question; le poste est déclaré vacant sur vote en ce sens avec un taux de participation d'au moins vingt pour cent.

Décision par les
électeurs

Returning Officers

Returning
Officers

71. (1) Each band shall appoint a person who is not a council member of that band as Returning Officer, and shall fix his tenure and term of office.

Deputy and
Assistant
Returning
Officers

(2) The Returning Officer of each band shall appoint a Deputy Returning Officer and may appoint such Assistant Returning Officers as are necessary to assist him in the performance of his duties.

Absence, etc.,
of Returning
Officer

(3) Where the Returning Officer of a band is absent or incapacitated or the office of Returning Officer is vacant, the Deputy Returning Officer of the band has and may exercise all the powers and duties of the Returning Officer.

Absence, etc.,
of both
Returning
Officer and
Deputy
Returning
Officer

(4) In the event of the absence or incapacity of both the Returning Officer and the Deputy Returning Officer of a band or if both such offices are vacant, the band secretary has and may exercise all the powers and duties of the Returning Officer of the band.

Eligibility to be
appointed

72. A person is not eligible to be appointed a Returning Officer or a Deputy or Assistant Returning Officer if he

- (a) is not of the age of majority under the laws of the Province;
- (b) is undergoing a term of imprisonment as a result of having been convicted of an indictable offence; or
- (c) has, at any time, been convicted of contravening a regulation made under paragraph 67(1)(b).

Personnel électoral

71. (1) La bande nomme le directeur du scrutin et fixe son mandat, mais elle ne peut choisir un des membres du conseil pour ce poste.

Directeur du
scrutin

(2) Le directeur du scrutin nomme un scrutateur et, à son appréciation, les scrutateurs adjoints qu'il estime nécessaires à l'exercice de ses fonctions.

Scrutateur et
scrutateurs
adjoints

(3) En cas d'absence ou d'empêchement du directeur du scrutin ou de vacance de son poste, le scrutateur exerce la plénitude des pouvoirs et fonctions du titulaire.

Absence ou
empêchement
du directeur du
scrutin

(4) En cas d'absence ou d'empêchement du directeur du scrutin et du scrutateur ou de vacance de ces deux postes, le secrétaire exerce la plénitude des pouvoirs et fonctions du directeur du scrutin.

Absence ou
empêchement
du directeur du
scrutin et du
scrutateur

72. Ne peuvent être nommés aux fonctions de directeur du scrutin, de scrutateur ou de scrutateur adjoint les personnes qui :

Incapacités

- a) n'ont pas l'âge de la majorité prévu par les lois de la province;
- b) purgent une peine d'emprisonnement pour un acte criminel;
- c) ont déjà été déclarées coupables d'une infraction aux règlements pris en application de l'alinéa 67(1)b).

Circumstances
in which office
becomes vacant

73. A Returning Officer or Deputy or Assistant Returning Officer ceases to hold office forthwith if he

(a) is convicted of contravening a regulation made under paragraph 67(1)(b);

(b) commences a term of imprisonment as a result of having been convicted of an indictable offence; or

(c) is declared mentally incompetent under the laws of the Province.

73. Le poste de directeur du scrutin, de scrutateur ou de scrutateur adjoint devient vacant dans le cas où son titulaire :

a) est déclaré coupable d'une infraction aux règlements pris en application de l'alinéa 67(1)b);

b) commence à purger une peine d'emprisonnement pour un acte criminel;

c) est déclaré mentalement incapable en conformité avec les lois de la province.

Cas de vacance

Calling of Elections

Meaning of
"general
election"

74. (1) Where a general election of a band is held, the term of office of every council member expires on the day of that general election.

Band may call
general election

(2) A band may hold a general election at any time.

Electors may
request general
election

75. (1) Any ten electors of a band may, subject to subsection (2), file a petition with the band secretary requesting that a special band meeting be convened for the purpose of deciding whether a general election of the band should be held.

Limitation

(2) A petition may not be filed under subsection (1) within one year after the previous general election or within one year after the filing of the most recent valid petition under that subsection.

Electors may
require band to
call general
election

(3) Within ten days after the filing of a valid petition under this section, the band shall call a special band meeting, to be held as soon as possible, for the purpose of deciding whether a general election of the band shall be held, and if, at that special band meeting,

(a) at least fifty per cent of the electors of the band vote on that question,

(b) the majority of those voting vote in favour of holding a general election, and

(c) the majority referred to in paragraph (b) consists of at least one-third of the total number of electors of the band,

the band shall forthwith hold a general election.

Convocation des élections

74. (1) En cas d'élections générales, le mandat de tous les membres du conseil prend fin à la date du scrutin.

(2) La bande peut tenir des élections générales à tout moment.

75. (1) Un groupe de dix électeurs peut, sous réserve du paragraphe (2), déposer une requête auprès du secrétaire pour la convocation d'une assemblée extraordinaire de la bande dans le but de décider de l'opportunité de la tenue d'élections générales.

(2) La requête visée au paragraphe (1) ne peut être déposée que si au moins un an s'est écoulé depuis les dernières élections générales ou depuis le dépôt de la dernière requête valide visant le même but.

(3) Dans les dix jours suivant le dépôt de la requête visée au paragraphe (1), si celle-ci est valide, la bande convoque une assemblée extraordinaire, à tenir dans les meilleurs délais possible, pour décider de la question et elle tient des élections générales sans délai si, à cette assemblée :

a) au moins cinquante pour cent des électeurs exercent leur droit de vote;

b) la majorité des votants se prononce en faveur de la tenue d'élections générales;

c) cette majorité est constituée par au moins un tiers des électeurs.

Conséquence
des élections
générales

Pouvoir de la
bande de tenir
des élections
générales

Requête
d'électeurs pour
la tenue
d'élections
générales

Restriction

Obligation de
tenir des
élections
générales

Individual election	76. (1) A band shall hold an election for a position of council member forthwith after the expiration of the term of office of that council member.	76. (1) La bande tient une élection partielle dès l'expiration du mandat du membre du conseil dont le poste devient vacant.	Élection partielle
Idem	(2) Where a position of council member becomes vacant more than six months before the expiration of the term of office of that council member, the band shall forthwith hold an election for that position.	(2) Si une vacance survient plus de six mois avant la fin du mandat, l'élection se tient sans délai.	Idem
Idem	(3) Where a position of council member becomes vacant less than six months before the expiration of the term of office of that council member, the band may hold an election for that position.	(3) Si une vacance survient dans les six mois précédant la fin du mandat, la tenue de l'élection est facultative.	Idem
Where no quorum due to vacancies	(4) Where a position of council member becomes vacant less than six months before the expiration of the term of office of that council member, and that vacancy results in there being in office less than the number of council members required to constitute a quorum under subsection 33(1), the band shall, unless it holds an election for that position or a general election, hold an ordinary band meeting within ten days for the purpose of appointing a sufficient number of council members to restore the quorum.	(4) Si une vacance survient dans les six mois précédant la fin du mandat et qu'elle rend impossible la constitution du quorum prévu par le paragraphe 33(1), la bande, sauf décision d'élection partielle pour le poste en cause ou cas d'élections générales, tient une assemblée ordinaire dans les dix jours en vue de nommer le nombre voulu de membres du conseil pour rétablir le quorum.	Défaut de quorum
Method of appointment	(5) The appointment of council members referred to in subsection (4) shall be made by a vote of the electors of the band.	(5) Les nominations visées au paragraphe (4) se font par voie électorale.	Mode de nomination
Eligibility rules apply	(6) Section 68 applies, with such modifications as the circumstances require, to appointments pursuant to subsection (5).	(6) L'article 68 s'applique, compte tenu des adaptations de circonstance, aux nominations visées au paragraphe (5).	Application des règles d'éligibilité
Term of appointed council member	(7) A council member appointed pursuant to subsection (5) remains in office for the balance of the term in respect of which the vacancy occurred.	(7) Les membres du conseil nommés conformément au paragraphe (5) occupent leur poste jusqu'à l'expiration du mandat à l'égard duquel il y a eu vacance.	Durée du mandat
Where band fails to hold election	77. (1) Where a band fails to hold an election pursuant to subsection 75(3) or subsection 76(1) or (2) within ten days after its obligation to do so has arisen, the Returning Officer of the band shall hold the election in question.	77. (1) Le directeur du scrutin tient les élections prévues au paragraphe 75(3), 76(1) ou (2) si la bande ne s'acquitte pas de son obligation dans un délai de dix jours à compter du moment où celle-ci a pris naissance.	Défaut d'élections
Idem	(2) Where a band fails to hold an election or a special band meeting pursuant to subsection 76(4) within ten days after its obligation to do so has arisen, the Returning Officer of the band shall hold the election or special band meeting.	(2) Le directeur du scrutin tient les élections ou l'assemblée extraordinaire prévues au paragraphe 76(4) si la bande ne s'acquitte pas de son obligation dans un délai de dix jours à compter du moment où celle-ci a pris naissance.	Idem

*Contestation of election results**Contentieux électoral*

Contestation of election

78. (1) Any candidate for election as council member of a band or any fifteen electors of a band may, within five days of the day of any election held by that band, contest the election of any council member or council members elected thereat by submitting to the Returning Officer of the band a written notice to that effect.

78. (1) Tout candidat à un poste de membre du conseil ou un groupe de quinze électeurs peut, par avis écrit adressé au directeur du scrutin dans les cinq jours suivant la date de celui-ci, contester l'élection d'un ou de plusieurs membres du conseil.

Contestation

Grounds for contesting election

(2) The election of a council member may be contested on the grounds that

(a) a regulation made under paragraph 67(1)(b) was contravened in respect of the election of that council member, whether or not anyone has been prosecuted or convicted for such contravention;

(b) there was non-compliance with this Act, a by-law made under section 64 or a regulation made under paragraph 67(1)(a) in respect of the election of that council member; or

(c) the person elected council member was ineligible to be elected to that office.

(2) L'élection d'un membre du conseil peut être contestée pour l'un des motifs suivants :

a) infraction, liée à cette élection, aux règlements pris en application de l'alinéa 67(1)b), indépendamment de toute poursuite ou déclaration de culpabilité à cet égard;

b) manquement, lié à cette élection, à la présente loi, à un règlement administratif pris en application de l'article 64 ou aux règlements pris en application de l'alinéa 67(1)a);

c) inéligibilité de l'élu.

Motifs de contestation

Petition to judge

(3) On receipt of a notice under subsection (1), the Returning Officer shall, within two weeks, prepare and submit to a judge of the Provincial Court or Superior Court of Quebec (hereinafter in this section referred to as "the judge") a petition in prescribed form setting out the name of the person or persons whose election is being contested, the name of the person or persons contesting the election and the grounds on which the election is being contested.

(3) Dans les deux semaines suivant la réception de l'avis mentionné au paragraphe (1), le directeur du scrutin présente à un juge de la Cour provinciale ou de la Cour supérieure du Québec une requête établie en la forme réglementaire et indiquant l'identité du ou des candidats dont l'élection est contestée et celle de la partie contestante, ainsi que les motifs à l'appui de la contestation.

Présentation de la requête

Deposit must accompany petition

(4) A petition described in subsection (3) must be accompanied by a deposit of two hundred dollars, which, except as provided in subsection (5), shall be refunded to the person or persons contesting the election forthwith after the judge has made a decision on the petition, whether or not the judge declares the election invalid.

(4) La requête doit être accompagnée d'un cautionnement de deux cents dollars, à restituer, sous réserve du paragraphe (5), dès que la décision est rendue, que celle-ci soit positive ou négative.

Cautionnement

When deposit forfeited

(5) Where the judge is of the opinion that the petition was not made in good faith, he may order the deposit forfeited and, where he so orders, the moneys forfeited shall be applied toward the cost of the court proceedings.

(5) Le juge peut, s'il estime que la requête n'a pas été faite de bonne foi, ordonner la confiscation du cautionnement. La somme ainsi confisquée est imputée sur les dépens.

Confiscation du cautionnement

Inquiry into
allegations

(6) The judge shall inquire into the correctness of the allegations contained in the petition, and for such purposes may exercise all the powers of a commissioner under Part I of the *Inquiries Act*.

(6) Le juge enquête sur l'exactitude des faits allégués dans la requête et, à cette fin, il peut exercer tous les pouvoirs conférés à un commissaire par la partie I de la *Loi sur les 5 enquêtes*.

Enquête

Judge may
declare election
invalid

(7) Where, after hearing the petition, the judge is satisfied, in respect of the election of one or more council members whose election has been contested, that a ground for contestation contained in the petition has been established and that, in the case of the grounds described in paragraph (2)(a) or (b), the offence or non-compliance materially affected the result of the election, he shall declare invalid the election of the council 15 member or council members in respect of whose election he is so satisfied.

(7) Le juge, après audition des parties, invalide l'élection s'il est convaincu du bien-fondé des motifs de contestation et en outre, dans le cas visé à l'alinéa (2)a) ou b), du fait 10 que les résultats de l'élection ont été faussés. 10

Invalidation

Duplication
barred

(8) The election of any particular council member cannot be contested a second time on the same ground in respect of the same 20 election.

(8) L'élection d'un membre du conseil ne peut être contestée une deuxième fois pour le même motif à l'égard de la même élection.

Chose jugée

Effect on
office-holder

(9) A council member whose election is contested under this section is entitled to remain in office until such time as the judge has declared his election invalid under sub- 25 section (7).

(9) Le membre du conseil dont l'élection est contestée peut rester en poste jusqu'à la 15 date de l'invalidation.

Maintien en
poste

PART III

MEETINGS AND REFERENDA OF THE BAND

Who may
attend band
meetings

79. Only electors of the band have a right to attend ordinary band meetings and special band meetings, but other persons may attend with the permission of the band. 30

79. Ne peuvent assister aux assemblées ordinaires ou extraordinaires de la bande que ses électeurs et les personnes qu'elle y a 20 autorisées.

Présence aux
assemblées

Use of Cree or
Naskapi
language

80. In addition to any other rights relating to the use of the Cree or Naskapi language, a Cree band may conduct ordinary band meetings, special band meetings and referenda in the Cree language and the Naskapi band 35 may conduct ordinary band meetings, special band meetings and referenda in the Naskapi language.

80. Outre leurs autres droits relatifs à l'usage des langues crie ou naskapie, les bandes crie et naskapie peuvent tenir leurs assemblées ordinaires ou extraordinaires ainsi que leurs référendums respectivement 25 en crie ou en naskapie.

Usage des
langues crie ou
naskapie

Each elector
may vote

81. Each elector of a band is entitled to vote in respect of any matter submitted to a 40 vote at an ordinary band meeting, special band meeting or referendum of that band.

81. Chaque électeur a droit de suffrage sur toute question mise aux voix en assemblée ordinaire ou extraordinaire ou par référendum. 30

Droit de
suffrage

*Ordinary Band Meetings**Assemblées ordinaires*

Ordinary band meetings

82. (1) A band shall hold at least one ordinary band meeting each calendar year.

82. (1) La bande tient au moins une assemblée ordinaire par an.

Périodicité

By-laws respecting ordinary band meetings

(2) A band may make by-laws respecting ordinary band meetings, including, without limiting the generality of the foregoing, by-laws respecting the calling of meetings, the conduct of meetings, quorums, voting, and the preparation and keeping of records of votes taken.

(2) La bande peut, par règlement administratif, régir ses assemblées ordinaires, notamment en ce qui concerne leur convocation, leur déroulement, leur quorum, ainsi que les votes, leur inscription et la tenue des registres correspondants.

Règlements administratifs

*Special Band Meetings and Referenda**Assemblées extraordinaires et référendums*

Requirements for approval of measures

83. (1) Except as provided in subsections 10 75(3) and 144(1), a matter shall be deemed to have been approved by the electors of a band at a special band meeting or referendum if

83. (1) Sauf dispositions contraires des paragraphes 75(3) et 144(1), le vote positif, 10 en assemblée extraordinaire ou par référendum, n'est valable qu'aux conditions suivantes :

Conditions d'approbation des mesures

- (a) the required minimum percentage of 15 electors voted on the matter; and
- (b) the majority of those voting voted in favour of the matter.

- a) taux minimum de participation prévu au vote; 15
- b) majorité des votants.

Abstentions

(2) In any vote at a special band meeting or referendum, an elector who does not cast 20 an affirmative vote or a negative vote or who spoils his ballot shall be deemed not to have voted.

(2) Lors d'un vote en assemblée extraordinaire ou par référendum, le fait de ne se prononcer ni dans un sens ni dans un autre ou l'altération d'un bulletin de vote équivaut 20 à une abstention.

Abstentions

Notice of special band meeting or referendum

84. Where a band wishes to hold a special band meeting or a referendum, it shall cause 25 to be posted in a public place in the community, at least ten days prior to the date fixed for such meeting or referendum, a notice specifying the date, time and place of the special band meeting or referendum and containing a brief description of the matters to be decided at that special band meeting or referendum.

84. Au moins dix jours avant la date fixée pour une assemblée extraordinaire ou un référendum, la bande fait afficher en un lieu public de la localité un avis en indiquant la 25 date, l'heure et le lieu et donnant une brève présentation des questions dont il faudra décider.

Avis d'assemblée extraordinaire ou de référendum

Presiding officer

85. (1) A presiding officer shall be appointed by the band for any special band 35 meeting or referendum.

85. (1) La bande nomme un président pour chaque assemblée extraordinaire ou 30 référendum.

Président

Duties of presiding officer

(2) A presiding officer appointed pursuant to subsection (1) is responsible for the fair and orderly conduct of the special band meeting or referendum, and for the preparation of a statement, attested to by at least 40 one witness, certifying the results of the special band meeting or referendum.

(2) Le président assure le bon déroulement de l'assemblée extraordinaire ou du référendum et établit un rapport, certifié par un ou plusieurs témoins, où il en atteste les 35 résultats.

Fonctions du président

Preservation of fair and orderly conduct

(3) The presiding officer may take such measures as are necessary to ensure the fair and orderly conduct of a special band meeting or referendum, and may cause any person engaging in disorderly conduct to be ejected from a special band meeting.

(3) Le président peut prendre les mesures nécessaires pour assurer le bon déroulement de l'assemblée extraordinaire ou du référendum et faire expulser de l'assemblée toute personne qui crée du tumulte.

Maintien de l'ordre

Assistants

(4) The presiding officer may engage such other persons as are necessary to assist him in carrying out his duties under subsections (2) and (3).

(4) Le président peut se faire assister des personnes nécessaires à l'accomplissement des fonctions que lui confèrent les paragraphes (2) et (3).

Assistants

Band by-laws respecting special band meetings and referenda

86. (1) A band may make by-laws respecting special band meetings and referenda, including, without limiting the generality of the foregoing, by-laws respecting the calling of meetings and referenda, the conduct of meetings and referenda, voting at meetings and in referenda, and the preparation and keeping of records of votes taken.

86. (1) La bande peut, par règlement administratif, régir les assemblées extraordinaires et les référendums, notamment en ce qui concerne leur convocation et leur déroulement, ainsi que les votes, leur inscription et la tenue des registres correspondants.

Règlements administratifs : dispositions générales

By-laws raising percentage voting requirements

(2) Where a provision of this Act, other than subsection (3), stipulates that a matter requires the approval of the electors of a band at a special band meeting or referendum at which a specified minimum percentage of the electors must vote on the matter, the band may make by-laws, subject to subsection (3), fixing a different minimum percentage, not lower than that specified in the relevant provision of this Act.

(2) Sous réserve du paragraphe (3), la bande peut, par règlement administratif, relever le taux minimal — de participation au vote — prévu par une disposition de la présente loi pour l'approbation d'une question en assemblée extraordinaire ou par référendum.

Règlements administratifs : taux de participation

Percentage vote required for by-law under subsection (2)

(3) A by-law made under subsection (2) requires the approval of the electors of the band at a special band meeting or referendum at which the same minimum percentage of electors voted on the matter as the minimum specified in the relevant provision of this Act referred to in that subsection.

(3) Le taux minimal — de participation au vote — requis pour l'approbation d'un règlement administratif visé au paragraphe (2) en assemblée extraordinaire ou par référendum est celui que prévoit la disposition de la présente loi dont il est question à ce paragraphe.

Taux requis pour l'approbation du relèvement

Copy of by-law to Minister

(4) A band shall forward to the Minister a copy of any by-law made under this section, within thirty days after its enactment.

(4) La bande transmet au ministre le texte des règlements administratifs qu'elle prend en application du présent article dans les trente jours suivant leur adoption.

Transmission au ministre

Regulations respecting special band meetings and referenda

87. (1) The Governor in Council may make regulations respecting special band meetings and referenda, including, without limiting the generality of the foregoing, regulations respecting any of the specific matters referred to in subsection 86(1).

87. (1) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, régir les assemblées extraordinaires et les référendums, notamment en ce qui concerne les points énoncés au paragraphe 86(1).

Règlements

Where regulations apply

(2) The regulations made under subsection (1) apply in respect of a special band meet-

(2) Les règlements visés au paragraphe (1) ne s'appliquent qu'à défaut de règlement

Application

ing or referendum only if, at the time of the calling of that special band meeting or referendum, there is not in force any applicable by-law made under subsection 86(1).

administratif en vigueur pris en application du paragraphe 86(1).

Where
regulation or
by-law not
complied with

88. Non-compliance with a by-law made under section 86 or a regulation made under section 87 does not affect the validity of the result of a vote unless such non-compliance materially affected that result.

88. L'inobservation des règlements administratifs pris en application de l'article 86 ou des règlements pris en vertu de l'article 87 n'invalide les résultats d'un vote que si ces résultats en sont faussés.

Effet de
l'inobservation

PART IV

FINANCIAL ADMINISTRATION OF BANDS

Fiscal year of
band

89. (1) The fiscal year of a band begins on April 1 of each year and ends on March 31 of the following year, unless otherwise provided by by-law made pursuant to subsection (2).

By-law
changing fiscal
year

(2) A band may, by by-law,
(a) adopt a fiscal year different from that provided for in subsection (1); or
(b) where the band has adopted a different fiscal year pursuant to paragraph (a), revert to the fiscal year provided for in subsection (1).

Transition
between old and
new fiscal years

(3) Where a by-law is made under subsection (2), the fiscal year provided for in the by-law cannot commence until after the end of the fiscal year in which the by-law came into force.

Idem

(4) Where a by-law is made under subsection (2), the period between the end of the fiscal year in which the by-law came into force and the commencement of the fiscal year provided for in the by-law shall be deemed to be a separate fiscal year for the purposes of this Part.

Budget

90. (1) A band shall, by resolution, prior to the beginning of each fiscal year, adopt a budget for that fiscal year, and may, if it deems necessary in the course of the fiscal year, adopt supplementary budgets for that fiscal year.

Explanation
and distribution

(2) Forthwith after adopting a budget or supplementary budget, a band shall

PARTIE IV

ADMINISTRATION FINANCIÈRE

Exercice

89. (1) Sauf disposition contraire d'un règlement administratif pris en application du paragraphe (2), l'exercice de la bande commence le 1^{er} avril et se termine le 31 mars de l'année suivante.

Modification de
l'exercice

(2) La bande peut, par règlement administratif :
a) modifier l'exercice prévu au paragraphe (1);
b) le cas échéant, revenir à cet exercice.

(3) L'ouverture du nouvel exercice ne peut avoir lieu qu'après la clôture de l'exercice modifié.

Transition entre
deux exercices

20

(4) L'intervalle entre cette clôture et cette ouverture constitue, pour l'application de la présente partie, un exercice distinct.

Idem

Budget

90. (1) La bande adopte par résolution, avant la clôture d'un exercice, le budget de l'exercice suivant. Elle peut en outre, au cours de celui-ci, adopter les budgets supplémentaires qu'elle estime nécessaires.

30

Publicité et
transmission

(2) Dès l'adoption du budget ou d'un budget supplémentaire, la bande :

(a) explain the budget or supplementary budget to the members of the band at an ordinary band meeting;

(b) make a copy thereof available at the head office of the band, for inspection by members of the band at reasonable hours; and

(c) send a copy thereof to the Minister.

a) l'explique à ses membres au cours d'une assemblée ordinaire;

b) en tient un exemplaire, à son siège, à la disposition de ses membres, pour consultation à toute heure raisonnable;

c) en transmet le texte au ministre.

Where delay in adopting budget

(3) Where a band fails to adopt a budget for a fiscal year prior to the beginning of that fiscal year, the budget and any supplementary budgets of the previous fiscal year apply until a new budget is adopted.

(3) Faute par la bande d'observer le délai prévu, le budget et les éventuels budgets supplémentaires continuent à s'appliquer jusqu'à l'adoption du nouveau budget.

Retard dans l'adoption du budget

By-laws

(4) A band may make by-laws respecting the preparation and implementation of budgets.

(4) La bande peut, par règlement administratif, régir la préparation et l'exécution des budgets.

Règlements administratifs

Authorization to spend moneys

(5) A band may not expend moneys or commit itself, by contract or otherwise, to expend moneys, unless

(5) Les dépenses ou engagements de dépenses, par contrat ou autrement, sont subordonnés :

Autorisation de dépenses

(a) such expenditure is authorized by or under a by-law or resolution; and

a) à autorisation par règlement administratif ou résolution;

(b) a certificate is issued by the band treasurer stating that moneys are available for such expenditure.

b) à l'attestation du trésorier certifiant la disponibilité de fonds pour les dépenses prévues.

Position of other party

(6) Non-compliance by a band with subsection (5) does not affect the validity or enforceability, with respect to the other party, of a band's commitment to expend moneys, if the other party took reasonable steps to satisfy itself that the band had complied with subsection (5).

(6) L'inobservation des conditions du paragraphe (5) n'invalide pas, à l'égard de l'autre partie, les engagements de dépenses de la bande ni n'empêche leur exécution forcée si cette partie a pris les mesures voulues pour s'assurer que la bande s'était conformée aux conditions en cause.

Effet de l'inobservation

Where inconsistency with budget

(7) Where a by-law or resolution referred to in subsection (5) is inconsistent with the band's budget or a supplementary budget, the by-law or resolution shall so state, but non-compliance with this subsection does not affect the validity of the by-law or resolution.

(7) Il doit être fait état, dans les règlements administratifs ou résolutions visés au paragraphe (5), des cas d'incompatibilité avec le budget ou un budget supplémentaire. Toutefois, l'inobservation du présent paragraphe n'invalide pas ces règlements ou résolutions.

Incompatibilité avec le budget

Books of account and financial records

91. (1) A band shall keep books of account and financial records that

91. (1) La bande tient des livres comptables et des registres financiers qui :

Livres comptables et registres financiers

(a) contain, as a minimum,

a) donnent au moins :

(i) an account of all moneys received and disbursed,

(i) l'enregistrement des sommes reçues et déboursées,

(ii) an account of revenues and expenditures,

(ii) l'enregistrement des revenus et des dépenses,

(iii) a record of accounts payable and receivable,

(iii) l'état des comptes créditeur et débiteur,

(iv) an account of assets and liabilities, and

(v) an account of all other transactions that may affect the financial position of the band;

(b) conform with generally accepted accounting principles; and

(c) permit a comparison between

(i) revenues and expenditures as shown in the books of account and financial records, and

(ii) the projected revenues and expenditures as shown in the budget and any supplementary budget.

(iv) l'état de l'actif et du passif,

(v) l'état de toutes les autres opérations susceptibles d'influer sur sa situation financière;

b) soient conformes aux principes comptables généralement reconnus;

c) permettent la comparaison entre :

(i) d'une part, l'enregistrement mentionné au sous-alinéa a)(ii),

(ii) d'autre part, les prévisions de revenus et de dépenses du budget et des éventuels budgets supplémentaires.

Access to books and records

(2) The Minister, a council member or elector of a band, or any person authorized in writing by the Minister or by a council member or elector may, at any reasonable time, inspect the books of account and financial records of the band, and any person who

(a) obstructs such person, or

(b) having control or possession of such books or records, fails to give all reasonable assistance to such person

is guilty of an offence.

(2) Le ministre, un membre du conseil ou un électeur, ou toute personne autorisée par écrit à cette fin par l'un d'eux, peuvent, à toute heure raisonnable, examiner les livres comptables et les registres financiers de la bande. Commet une infraction :

a) quiconque entrave l'action de ces personnes;

b) le détenteur ou le responsable de ces documents qui ne prête pas toute l'assistance possible à ces personnes.

Accès aux documents

Band to prepare annual financial statement

92. Within two months after the end of each fiscal year, a band shall prepare a financial statement in comparative form, containing, as a minimum,

(a) a balance sheet;

(b) a statement of revenues and expenditures and a comparison of these with the amounts stated in the band's budget and any supplementary budget; and

(c) any other information necessary for a fair presentation of the financial position of the band.

92. Dans les deux mois suivant la clôture de l'exercice, la bande établit un état financier comparatif qui donne au moins :

a) le bilan;

b) l'état des revenus et des dépenses par rapport aux montants correspondants du budget et des éventuels budgets supplémentaires;

c) les autres renseignements nécessaires à une présentation sincère de sa situation financière.

État financier annuel

Audit

Appointment of auditor

93. (1) For each fiscal year, the electors of a band shall, at a special band meeting or referendum at which at least five per cent of the electors voted on the matter,

(a) appoint a duly accredited auditor and fix or provide for his remuneration; or

Vérification

93. (1) Pour chaque exercice, les électeurs de la bande, en assemblée extraordinaire ou par référendum, avec un taux de participation au vote d'au moins cinq pour cent :

a) nomment un vérificateur dûment agréé et fixent ou prévoient sa rémunération;

Nomination du vérificateur

(b) authorize the council to appoint a duly accredited auditor and to fix or provide for his remuneration.

b) autorisent le conseil à nommer un vérificateur dûment agréé et à fixer ou à prévoir sa rémunération.

Where band fails to make appointment

(2) Where no auditor has been appointed under subsection (1) within three months after the beginning of a fiscal year, the Minister may appoint an auditor for that fiscal year and fix his remuneration.

(2) À défaut de nomination d'un vérificateur dans les trois mois suivant l'ouverture de l'exercice, le ministre peut en nommer un pour l'exercice en cours et fixer sa rémunération.

Défaut de nomination

Term of office

(3) The auditor appointed pursuant to subsection (1) or (2) holds office until he is re-appointed, or a new auditor is appointed, under subsection (1) or (2).

(3) Le vérificateur nommé en conformité avec le paragraphe (1) ou (2) reste en fonctions jusqu'à la nomination de son successeur; il peut être reconduit dans ses fonctions.

Durée du mandat

Where vacancy occurs

(4) Where a vacancy occurs during the term of the auditor, the band shall forthwith appoint a new auditor for the remainder of the term of the former auditor and shall fix the new auditor's remuneration.

(4) En cas de vacance en cours de mandat, la bande nomme sans délai un nouveau vérificateur pour le reste du mandat et fixe sa rémunération.

Vacance

Where band fails to act

(5) Where a band fails to act pursuant to subsection (4), the Minister may appoint a new auditor and fix his remuneration, and shall so inform the band in writing.

(5) En cas d'inobservation du paragraphe (4), le ministre peut nommer lui-même un nouveau vérificateur et fixer sa rémunération; le cas échéant, il en avise la bande par écrit.

Inobservation du paragraphe (4)

Band to pay remuneration

(6) In all cases the auditor's remuneration shall be paid by the band.

(6) Dans tous les cas, la bande paie la rémunération du vérificateur.

Obligation de la bande

Duty of auditor

94. (1) The auditor shall, within four months after the end of the band's fiscal year, prepare and submit to the band (with a copy to the Minister) a report on the band's financial statement, stating whether, in the opinion of the auditor, the financial statement presents fairly the financial position of the band in accordance with generally accepted accounting principles applied on a basis consistent with that applied in the previous fiscal year.

94. (1) Dans les quatre mois suivant la clôture de l'exercice, le vérificateur établit et présente à la bande un rapport où il donne son avis sur la sincérité de l'état financier et sur sa conformité avec les principes comptables généralement reconnus qu'il doit appliquer d'une façon compatible avec celle utilisée pour l'exercice précédent. Il en donne copie au ministre.

Rapport du vérificateur

Where report delayed

(2) Where the auditor has not been able to prepare the report within the period mentioned in subsection (1), he shall notify the band and the Minister of the reasons for the delay.

(2) En cas de retard dans l'établissement du rapport, le vérificateur doit en donner les motifs à la bande et au ministre.

Retard dans la présentation

Explanation of auditor's report

(3) A band shall present and explain the auditor's report to the members of the band at an ordinary band meeting.

(3) La bande présente et explique le rapport du vérificateur à ses membres à une assemblée ordinaire.

Publicité

Copy of auditor's report to be made available for inspection

(4) A band shall make a copy of the auditor's report available at the head office of the band, for inspection by members of the band at reasonable hours.

(4) Elle en tient un exemplaire, à son siège, à leur disposition, pour consultation à toute heure raisonnable.

Idem

Auditor's
access to
records, etc.

95. For the purpose of preparing his report under subsection 94(1), the auditor may at all reasonable times inspect the financial records, accounts, books, minutes, vouchers and receipts of the band, its subsidiaries and any person or body who administers money on behalf of the band (in so far as the records or other documents relate to the money being administered on behalf of the band), and any person who

(a) obstructs the auditor in the performance of his duties, or

(b) having control or possession of any such documents, fails to give the auditor all reasonable assistance in the performance of his duties

is guilty of an offence.

Borrowing Powers of Band

96. (1) A band may not borrow money on either a short-term or long-term basis otherwise than in accordance with section 97 and the regulations made under section 98.

(2) For the purposes of this section and sections 97 and 98,

(a) money shall be deemed to be borrowed on a short-term basis only if

(i) it is borrowed for the purpose of meeting the normal operating expenditures of the band,

(ii) it is to be repaid within one year from the day on which it is borrowed, and

(iii) the band has, prior to borrowing the money, identified the source of revenue from which the money is to be repaid; and

(b) all borrowing that is not on a short-term basis shall be deemed to be on a long-term basis.

(3) Where a source of revenue has been identified pursuant to subparagraph (2)(a)(iii), moneys received by the band from that source shall be applied to the repayment of the loan in question.

97. (1) Each borrowing by a band, whether on a short-term basis or on a long-term

95. Pour établir son rapport, le vérificateur peut, pendant les heures raisonnables, examiner les documents financiers et comptables, les pièces justificatives ainsi que les procès-verbaux de la bande, de ses filiales et de toute personne ou tout organisme qui gère des fonds pour son compte, dans la mesure où ces documents ou procès-verbaux se rapportent à des fonds gérés pour son compte.

10 Commet une infraction :

a) quiconque entrave l'action du vérificateur dans l'exercice de ses attributions;

b) le détenteur ou le responsable de ces documents qui ne prête pas toute l'assistance possible au vérificateur dans l'exercice de ses attributions.

Pouvoirs d'emprunt

96. (1) La bande ne peut contracter des emprunts, que ce soit à court ou à long terme, qu'en conformité avec l'article 97 et les règlements pris en application de l'article 98.

(2) Pour l'application du présent article et des articles 97 et 98 :

a) sont des emprunts à court terme seulement ceux pour lesquels les conditions suivantes sont remplies :

(i) affectation aux dépenses normales de fonctionnement de la bande,

(ii) remboursement dans le délai de un an,

(iii) détermination, préalable aux emprunts, des ressources affectées au remboursement;

b) les autres emprunts sont considérés comme des emprunts à long terme.

(3) Les ressources visées au sous-alinéa (2)a)(iii) doivent effectivement servir au remboursement des emprunts pour lesquels elles ont été déterminées.

97. (1) Tous les emprunts de la bande, que ce soit à court ou à long terme, doivent

Accès aux
documents

Restrictions

Court terme et
long terme

Rembourse-
ment

Règlements
administratifs
sur les
emprunts

Borrowing
limitations

Short-term and
long-term
borrowing

Repayment of
loan

Borrowing
by-laws

basis, must be authorized by a by-law of the band, which by-law must specify

(a) the amount to be borrowed and the purpose of borrowing; and

(b) the manner and terms of repayment and the repayment date or dates.

Long-term borrowing

(2) A by-law made under subsection (1) authorizing long-term borrowing must be approved by the electors of the band at a special band meeting or referendum at which at least twenty per cent of the electors voted on the matter.

Idem

(3) A band may not borrow on a long-term basis until regulations made under section 98 are in force.

Regulations re long-term borrowing

98. The Governor in Council may make regulations respecting long-term borrowing by bands.

être autorisés par un règlement administratif, où sont indiqués :

a) leur montant et leur objet;

b) les modalités et la ou les dates d'échéance de leur remboursement.

5

(2) Les règlements administratifs autorisant des emprunts à long terme doivent être approuvés en assemblée extraordinaire ou par référendum, avec un taux de participation au vote d'au moins vingt pour cent.

10

Emprunts à long terme

(3) La bande ne peut contracter d'emprunts à long terme avant l'entrée en vigueur des règlements pris en application de l'article 98.

Idem

98. Le gouverneur en conseil peut, par règlement, régir les emprunts à long terme des bandes.

Règlements sur les emprunts à long terme

Contracts

Marchés

By-laws re contracts and tenders

99. A band may make by-laws respecting procedures for the awarding of contracts and the calling of tenders in relation thereto, and such by-laws may take into account the preferential contract and employment benefits for Cree and Naskapi beneficiaries contained in the Agreements or established pursuant to the Agreements.

99. La bande peut, par règlement administratif, régir les modalités des appels d'offres et celles des attributions de marchés, en tenant compte, en ce qui concerne ce genre de contrats, des critères préférentiels et des avantages d'emploi prévus au profit des bénéficiaires cris et naskapis dans les Conventions ou en application de celles-ci.

Règlements administratifs

Appointment of Administrator

Mise en tutelle

When administrator may be appointed

100. (1) Where, as a result of an inspection by the Minister or a person authorized by him pursuant to subsection 91(2), the auditor's report under subsection 94(1), or any non-compliance with the provisions of this Part, the Minister is of the opinion that the financial affairs of a band are in serious disorder, he may give written notice to the band of his intention to appoint an administrator to administer the financial affairs of the band, setting out his reasons for so doing.

100. (1) Le ministre, s'il estime, d'après un examen effectué par lui ou par son délégué en application du paragraphe 91(2), au vu du rapport du vérificateur établi en application du paragraphe 94(1) ou par suite de l'inobservation de la présente partie, que les affaires financières de la bande sont dans un grave état de gabegie, peut l'avertir, par avis écrit motivé, de son intention d'affecter un administrateur à la gestion de ses affaires.

Avis de mise en tutelle

Band's opportunity to remedy situation

(2) Where a band receives a notice under subsection (1), it shall forthwith take corrective measures to remedy the situation referred to in the notice.

(2) Dès réception de l'avis, la bande est tenue de prendre les mesures de redressement qui s'imposent.

Obligation de la bande

Appointment of administrator

(3) At any time between sixty days and one year after giving notice under subsection

(3) Dans l'année qui suit l'avis, déduction faite des soixante premiers jours, le ministre

Nomination d'un administrateur

(1), the Minister may, if he is of the opinion that the situation referred to in the notice has not been adequately remedied, appoint, by order, an administrator to administer the financial affairs of the band, and the order shall set out the duties of the administrator.

Effect of
appointment

(4) Where an administrator has been appointed pursuant to subsection (3), no person shall expend moneys of the band without the consent of the administrator, and any person who violates this subsection is guilty of an offence.

Administrator's
term

(5) The administrator appointed pursuant to subsection (3) holds office for a term of four months from the date of his appointment.

Extension of
term

(6) At the expiration of the administrator's term of appointment referred to in subsection (5), the Minister may, where he is of the opinion that the financial affairs of the band continue to be in serious disorder, re-appoint the administrator, or appoint a new administrator, for a further period not exceeding four months.

Idem

(7) The Minister's power under subsection (6) applies also at the expiration of the term of appointment of an administrator appointed or re-appointed under that subsection.

peut, par arrêté, procéder à la nomination d'un administrateur s'il estime insuffisantes les mesures de redressement. L'arrêté fixe aussi les fonctions de l'administrateur.

(4) Nul ne peut engager de dépenses, sur les fonds de la bande, sans le consentement de l'administrateur. Quiconque contrevient au présent paragraphe commet une infraction.

(5) Le mandat de l'administrateur est de quatre mois.

(6) À l'expiration du mandat de l'administrateur, le ministre, s'il estime que la gabegie persiste, peut le reconduire dans ses fonctions ou en nommer un autre, pour une durée maximale de quatre mois.

(7) Le mandat de l'administrateur est renouvelable, et le ministre peut attribuer de nouveaux mandats.

5 Effet de la
nomination

10 Mandat de
l'administrateur

Nouveau
mandat

Idem

PART V

RESIDENCE AND ACCESS RIGHTS ON CATEGORY IA AND IA-N LAND

General
prohibition
against
residing, etc.

101. No person may reside on, enter or remain on Category IA or IA-N land otherwise than in accordance with a residence or access right under this Part.

Rights subject
to by-laws

102. (1) The exercise of residence or access rights conferred by sections 103 to 106 is subject to any by-law made under subsection (2).

By-laws
respecting the
exercise of
residence and
access rights

(2) A band may make by-laws for the purpose of regulating, on its Category IA or IA-N land, the exercise of residence or access rights conferred by sections 103 to 106, but, except in the case of an authoriza-

PARTIE V

TERRES DES CATÉGORIES IA ET IA-N : DROITS DE RÉSIDENCE ET D'ACCÈS

101. Nul ne peut pénétrer, résider ou demeurer sur une terre de catégorie IA ou IA-N si ce n'est en conformité avec un droit de résidence et d'accès prévu à la présente partie.

102. (1) L'exercice des droits de résidence ou d'accès visés aux articles 103 à 106 est assujéti aux règlements administratifs pris en application du paragraphe (2).

(2) La bande peut, par règlement administratif, régir l'exercice des droits de résidence ou d'accès visés aux articles 103 à 106 sur les terres de catégorie IA ou IA-N qui lui sont attribuées, mais, sous réserve des autorisa-

20 Interdiction
générale
relative à la
résidence

25 Assujettisse-
ment

30 Règlements
administratifs :
droits de
résidence et
d'accès

tion to reside under paragraph 103(2)(a) or an authorization of access under paragraph 105(5)(e), such a by-law may not, notwithstanding section 8, unreasonably restrict or, except as provided by subsection 103(3), effectively deny any such residence or access right.

Residence Rights

Right to reside on IA or IA-N land

103. (1) The following persons have the right to reside on the Category IA or IA-N land of a band:

- (a) a member of that band;
- (b) the member's consort, within the meaning of section 174; and
- (c) the family to the first degree of a person described in paragraph (a) or (b).

(2) In addition to persons described in subsection (1), the following persons may reside on the Category IA or IA-N land of a band:

- (a) a person so authorized in writing by 20 that band or by a by-law of that band;
- (b) a person so authorized by virtue of a grant from that band under Part VIII;
- (c) an administrator holding office pursuant to section 100; and
- (d) subject to subsection (3), a person 25 engaged in administrative or public duties approved by that band or scientific studies approved by that band.

Special categories of persons who may reside on IA or IA-N land

Band's control over number of outsiders

(3) A band may prohibit a person 30 described in paragraph (2)(d) from residing on its Category IA or IA-N land where the number of such persons would be such as to significantly alter the demographic composition of the community.

Pre-Agreement residence and occupation rights not affected

104. (1) A person who is not a Cree beneficiary and who

- (a) was, immediately before November 11, 1975, residing on or occupying, by virtue of a right of residence or occupancy, 40 land that became Category IA land by virtue of the James Bay and Northern Quebec Agreement, and

tions de résidence ou d'accès prévues respectivement aux alinéas 103(2)a) et 105(5)e), elle ne peut, malgré l'article 8, ainsi les restreindre abusivement ni, sauf cas prévu au 5 paragraphe 103(3), les refuser effectivement.

Droits de résidence

Titulaires du droit de résidence

103. (1) Ont le droit de résider sur les terres de catégorie IA ou IA-N attribuées à 10 la bande :

- a) les membres de la bande;
- b) les conjoints des membres, au sens de 10 l'article 174;
- c) la famille au premier degré des personnes visées à l'alinéa a) ou b).

(2) En sus des personnes visées au paragraphe (1), peuvent résider sur les terres de 15 catégorie IA ou IA-N attribuées à la bande :

- a) les personnes à qui la bande a donné, soit simplement par écrit, soit par règlement administratif, une autorisation à cet effet; 20
- b) les personnes qui ont une autorisation à cet effet aux termes d'une concession visée à la partie VIII;
- c) l'administrateur nommé en application de l'article 100; 25
- d) sous réserve du paragraphe (3), les personnes qui exercent des fonctions publiques ou administratives agréées par la bande ou se livrent à des études scientifiques ainsi agréées. 30

Élargissement du droit de résidence

(3) La bande peut interdire aux personnes visées à l'alinéa (2)d) de résider sur les terres de catégorie IA ou IA-N qui lui sont attribuées dans le cas où leur nombre risquerait de modifier notablement la composition 35 démographique de la communauté.

Limitation du nombre d'étrangers

104. (1) Les personnes qui ne sont pas des bénéficiaires cris et qui exerçaient, jusqu'au 11 novembre 1975, puis jusqu'à la date d'entrée en vigueur de la présente partie, des 40 droits de résidence ou d'occupation sur des terres constituées, par la Convention de la Baie James et du Nord québécois, en terres de catégorie IA peuvent continuer à exercer ces droits jusqu'à l'extinction de ceux-ci. 45

Maintien des droits acquis

(b) continues to reside on or occupy that land by virtue of that right at the coming into force of this Part

may continue to reside on or occupy that land in accordance with that right until the expiry of that right. 5

Idem

(2) A person who

(a) is not a Naskapi beneficiary,

(b) was, immediately before January 31, 1978, residing on or occupying, by virtue of a right of residence or occupancy, land that became Category IA-N land by virtue of the Northeastern Quebec Agreement, and

(c) continues to reside on or occupy that land by virtue of that right at the coming into force of this Part 15

may continue to reside on or occupy that land in accordance with that right until the expiry of that right. 20

Access Rights

Right of access
to IA land

105. (1) The following persons have a right of access to any Category IA land:

(a) any Cree beneficiary;

(b) that beneficiary's consort, within the meaning of section 174; and 25

(c) the family to the first degree of a person described in paragraph (a) or (b).

Indians who are
not Cree
beneficiaries

(2) A person who, immediately before the coming into force of this Part, was a member of one of the *Indian Act* Cree bands mentioned in subsection 12(1) but was not a Cree beneficiary has a right of access to the Category IA land of the band of which he is deemed by paragraph 18(a) to be a member. 30

Inuit of Fort
George

(3) The Inuit of Fort George have a right of access to the Category IA land of the Chisasibi Band. 35

Right of access
to IA-N land

(4) The following persons have a right of access to any Category IA-N land:

(a) any Naskapi beneficiary; 40

(b) that beneficiary's consort, within the meaning of section 174;

(c) the family to the first degree of a person described in paragraph (a) or (b); and 45

(2) Les personnes qui ne sont pas des bénéficiaires naskapis et qui exerçaient, jusqu'au 31 janvier 1978, puis jusqu'à la date d'entrée en vigueur de la présente partie, des droits de résidence ou d'occupation sur des terres constituées, par la Convention du Nord-Est québécois, en terres de catégorie IA-N peuvent continuer à exercer ces droits jusqu'à l'extinction de ceux-ci. 5

Idem

Droits d'accès

105. (1) Ont le droit d'accès aux terres de catégorie IA : 10 Titulaires du droit d'accès aux terres de catégorie IA

a) les bénéficiaires cris;

b) les conjoints de ces bénéficiaires, au sens de l'article 174;

c) la famille au premier degré des personnes visées à l'alinéa a) ou b). 15

(2) Les personnes qui, jusqu'à l'entrée en vigueur de la présente partie, étaient membres d'une bande antérieure crie mentionnée au paragraphe 12(1), mais sans être des bénéficiaires cris, ont le droit d'accès aux terres de catégorie IA attribuées à la bande dont elles ont qualité de membres aux termes de l'alinéa 18a). 20

Indiens
non-bénéficiaires
cris

(3) Les Inuit de Fort George ont le droit d'accès aux terres de catégorie IA attribuées à la bande de Chisasibi. 25 Inuit de Fort George

(4) Ont le droit d'accès aux terres de catégorie IA-N :

a) les bénéficiaires naskapis; 30

b) les conjoints de ces bénéficiaires, au sens de l'article 174;

c) la famille au premier degré des personnes visées aux alinéas a) ou b);

Titulaires du
droit d'accès
aux terres de
catégorie IA-N

(d) a person deemed by paragraph 20.1(a) to be a member of the Naskapi band.

d) les personnes qui ont la qualité de membres de la bande naskapie en application de l'alinéa 20.1(a).

Special categories of persons who are permitted access to IA or IA-N land

(5) In addition to persons described in subsections (1) to (4), the following persons are permitted access to Category IA or IA-N land of a band to the extent required in order to exercise their rights or functions referred to below, subject to the terms and conditions of the right or function in question:

(a) a person who is authorized by a government body or any other public body, established by or under an Act of Parliament, an Act of the legislature of Quebec or a by-law of the band to perform a public function, establish, operate or administer a public service, construct or operate a public installation or conduct a technical survey thereon;

(b) a holder of a right or interest granted under Part VIII in Category IA or IA-N land or in a building situated thereon;

(c) a person who has an authorization for commercial exploitation of forest resources referred to in subsection 111(2);

(d) a holder of a mining right or other subsurface right referred to in section 114 or 115 or a person exercising a right under subsection 113(3); and

(e) a person authorized in writing by the band or by a by-law of the band.

(5) En sus des personnes mentionnées aux paragraphes (1) à (4), peuvent avoir accès aux terres de catégorie IA ou IA-N attribuées à la bande, dans la mesure nécessaire pour exercer les droits ou fonctions énoncés ci-dessous et sous réserve des conditions dont ceux-ci sont assortis :

a) les personnes autorisées par un organisme d'État ou autre organisme public, constitué sous le régime d'une loi fédérale ou de la province ou d'un règlement administratif de la bande, à y exercer une fonction publique, à y établir ou assurer un service public, à y construire ou exploiter des installations publiques ou à y effectuer des levés techniques;

b) les titulaires de droits ou d'intérêts accordés en vertu de la partie VIII sur ces terres ou sur des bâtiments qui s'y trouvent;

c) les titulaires d'une autorisation d'exploitation forestière commerciale visée au paragraphe 111(2);

d) les titulaires de droits relatifs aux minéraux ou d'autres droits tréfonciers visés à l'article 114 ou 115 ou les personnes exerçant les droits prévus au paragraphe 113(3);

e) les personnes à qui la bande a donné, soit simplement par écrit, soit par règlement administratif, une autorisation à cet effet.

Élargissement du droit d'accès

Public's access to public facilities

106. Any member of the public is permitted access to the public facilities and installations mentioned in sections 63 and 191-45 of *An Act respecting the land regime in the James Bay and New Quebec territories* (Quebec), where all or any part of such a facility or installation is located on Category IA or IA-N land.

106. Le public a accès aux installations publiques mentionnées aux articles 63 et 191-45 de la *Loi sur le régime des terres dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec* (Québec), dans le cas où tout ou partie de ces installations se trouve sur des terres de catégorie IA ou IA-N.

Installations publiques

General

Special provision for Naskapis

107. Notwithstanding the *Indian Act*, a Naskapi beneficiary who, immediately before the coming into force of this section, resided on the Matimekosh Reserve has the

Dispositions générales

107. Par dérogation à la *Loi sur les Indiens*, les bénéficiaires naskapis qui résidaient dans la réserve Matimekosh jusqu'à l'entrée en vigueur du présent article ont le

Disposition particulière pour les Naskapis

right to continue to reside on, and enjoy access to and movement about, the said reserve, subject to subsection 20.25A of the Northeastern Quebec Agreement.

Obstruction
and trespass

108. (1) Every person who
(a) unlawfully interferes with a person's residence or access right under this Part, or
(b) resides on, enters or remains on Category IA or IA-N land otherwise than in accordance with a residence or access right under this Part
is guilty of an offence.

Other remedies
preserved

(2) Subsection (1) does not affect any right or remedy that, but for that subsection, would be available in respect of a contravention of section 101.

droit de continuer d'y résider, d'y avoir accès et de s'y déplacer, sous réserve de l'article 20.25A de la Convention du Nord-Est québécois.

5 108. (1) Commet une infraction quiconque :

a) entrave illégalement l'exercice des droits de résidence ou d'accès visés à la présente partie;

b) réside, pénètre ou demeure sur des terres de catégorie IA ou IA-N sans être titulaire d'un droit de résidence ou d'accès visé à la présente partie ou sans se conformer à son droit.

5 Trouble de
jouissance et
violation de
propriété

(2) Le paragraphe (1) n'a pas pour effet de porter atteinte aux droits et recours qui, en l'absence de ce paragraphe, seraient accessibles en cas de violation de l'article 101.

15 Maintien des
recours
existants

PART VI

RIGHTS OF BANDS, QUEBEC AND OTHERS IN RELATION TO CATEGORY IA AND IA-N LAND

Quebec retains
bare ownership

109. (1) Quebec retains the bare ownership of Category IA and IA-N land.

Band's rights re
its land and
resources

(2) Subject to this Act, a band has the exclusive use and benefit of its Category IA or IA-N land and the natural resources thereof, and may administer, manage, control, use and enjoy that land and the natural resources thereof for community, commercial, industrial, residential or other purposes, as if it were the owner thereof.

PARTIE VI

DROITS DES BANDES, DU QUÉBEC ET DES TIERS CONCERNANT LES TERRES DES CATÉGORIES IA ET IA-N

109. (1) Le Québec conserve la nue-propriété des terres des catégories IA et IA-N.

20 Droit du
Québec sur ses
terres et
ressources

(2) Sous réserve des autres dispositions de la présente loi, la bande a l'usage et le bénéfice exclusifs des terres de catégorie IA ou IA-N qui lui sont attribuées et des ressources naturelles qui s'y trouvent; à ce titre, elle dispose sur ces terres et ressources des droits d'administration, de régie, de contrôle, d'usage et de jouissance d'un propriétaire et peut les exercer à toutes fins utiles, notamment communautaires, commerciales, industrielles ou résidentielles.

25 Droits de la
bande sur ses
terres et
ressources

Soapstone Deposits

Band ownership
of soapstone
deposits

110. All deposits of
(a) soapstone, and
(b) any other similar material used for traditional arts and crafts of the Crees or Naskapis

Dépôts de stéatite

110. La bande a, sur les terres de catégorie IA ou IA-N qui lui sont attribuées, la propriété :

a) de tous les dépôts de stéatite;

35 Propriété des
dépôts de
stéatite

on Category IA or IA-N land of a band are the property of the band.

b) des autres matériaux analogues qui sont utilisés dans les travaux d'art et d'artisanat traditionnels des Cris et des Naskapis.

Forest Resources

Band's rights
subject to
provincial
control

111. (1) A band has the exclusive right to the commercial exploitation of forest resources on its Category IA or IA-N land without the payment of stumpage dues, but it may not exercise the right conferred on it by this subsection, either directly or through persons authorized by the band, unless it obtains from the provincial Minister responsible therefor, cutting rights or a licence to cut timber, as required by section 58 (in the case of a Cree band) or section 191-40 (in the case of the Naskapi band) of *An Act respecting the land regime in the James Bay and New Quebec territories* (Quebec).

Where approval
required at
band meeting

(2) An authorization from a band to a person for commercial exploitation of forest resources on the band's Category IA or IA-N land requires the approval of the electors of the band at a special band meeting or referendum at which at least twenty-five per cent of the electors voted on the matter.

Right of
member of
band

(3) Subject to any by-law of the band made under section 45 restricting or prohibiting the use of forest resources, a member of a band may use forest resources on the Category IA or IA-N land of his band for personal or community purposes.

Gravel

Gravel

112. A band, where it has obtained a permit from the ministre de l'Énergie et des Ressources of Quebec pursuant to section 56 (in the case of a Cree band) or section 191-38 (in the case of the Naskapi band) of *An Act respecting the land regime in the James Bay and New Quebec territories* (Quebec), may use, in accordance with that permit, gravel and other similar material generally used for personal or community earthworks.

Ressources forestières

5 Obtention de
permis

111. (1) La bande a le droit exclusif d'exploiter commercialement les ressources forestières des terres de catégorie IA ou IA-N qui lui sont attribuées sans être tenue de payer des droits de coupe; elle ne peut toutefois exercer ce droit, ni directement ni par personne interposée munie de son autorisation, que si elle a obtenu du ministre compétent de la province les droits ou permis de coupe prévus, pour une bande crie, par l'article 58 et, pour la bande naskapie, par l'article 15 191-40 de la *Loi sur le régime des terres dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec* (Québec).

Approbation
par les électeurs

(2) La bande ne peut autoriser quiconque à exploiter commercialement les ressources forestières des terres de catégorie IA ou IA-N qui lui sont attribuées qu'après approbation donnée en assemblée extraordinaire ou par référendum, avec un taux de participation au vote d'au moins vingt-cinq pour cent.

Droit des
membres

(3) Sous réserve des règlements administratifs pris en application de l'article 45 limitant ou interdisant l'usage des ressources forestières, les membres de la bande peuvent faire usage, à des fins personnelles ou communautaires, des ressources forestières des terres de catégorie IA ou IA-N qui sont attribuées à la bande.

Gravier

35 Gravier

112. La bande titulaire d'un permis délivré par le ministre de l'Énergie et des Ressources de la province conformément à l'article 56, pour une bande crie, et à l'article 191-38, pour la bande naskapie, de la *Loi sur le régime des terres dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec* (Québec) peut, dans les conditions précisées par le permis, faire usage, à des fins personnelles ou communautaires, du gravier ainsi que des autres matériaux analogues

employés généralement dans les travaux de terrassement.

Mineral, Subsurface and Mining Rights

Droits relatifs aux minéraux et droits tréfonciers

Mineral and subsurface rights

113. (1) Subject to this Act, Quebec retains the ownership of all mineral rights and subsurface rights on Category IA and IA-N land.

113. (1) Sous réserve des autres dispositions de la présente loi, le Québec conserve la propriété de tous les droits relatifs aux minéraux et des droits tréfonciers sur les terres des catégories IA et IA-N.

Sol et sous-sol

Consent and compensation requirements

(2) Subject to subsection (3), after November 11, 1975 (in the case of Category IA land) or January 31, 1978 (in the case of Category IA-N land) no mineral right or subsurface right on Category IA or IA-N land of a band may be granted or exercised and no mineral or other subsurface material or substance may be mined or extracted from such land without the consent of the band and payment to the band of compensation agreed to by the band.

(2) Sous réserve du paragraphe (3), l'octroi des droits relatifs aux minéraux et des droits tréfonciers sur les terres de catégorie IA ou IA-N, l'exercice de ces droits et l'extraction ou l'exploitation de minerais ou d'autres substances ou minéraux souterrains sont subordonnés, après le 11 novembre 1975, dans le cas des terres de catégorie IA, et après le 31 janvier 1978, dans le cas des terres de catégorie IA-N, au consentement et à l'indemnisation de la bande, selon un montant agréé par elle.

Consentement et indemnisation

Exception

(3) A holder of an exploration permit described in section 114 or of a right or title described in section 115 may, without the consent and payment referred to in subsection (2) but subject to section 116 and the payment of compensation as set out in that section, explore for and exploit minerals on adjacent Category IA or IA-N land if those minerals extend continuously from the minerals that are the object of the permit, right or title.

(3) Le titulaire d'un permis d'exploration visé à l'article 114 ou d'un droit ou titre visé à l'article 115 peut, sans le consentement ni l'indemnisation mentionnés au paragraphe (2), mais sous réserve de l'article 116 et du versement de l'indemnité qui y est prévue, prospecter et exploiter un gisement de minéraux situé dans des terres de catégorie IA ou IA-N et formant le prolongement ininterrompu du gisement, situé dans un périmètre contigu à ces terres, qui fait l'objet du permis, droit ou titre.

Where approval required at band meeting

(4) The following require approval by the electors of a band at a special band meeting or referendum at which at least twenty-five per cent of the electors voted on the matter:

- (a) the giving by the band of the consent referred to in subsection (2);
- (b) a grant by the band of a right or interest in its Category IA or IA-N land in connection with the giving of the consent referred to in subsection (2); and
- (c) the band's agreement as to the type and amount of the compensation referred to in subsection (2).

(4) Les points qui suivent exigent l'approbation des électeurs de la bande en assemblée extraordinaire ou par référendum, avec un taux de participation au vote d'au moins vingt-cinq pour cent :

- a) le consentement visé au paragraphe (2);
- b) l'octroi du droit ou de l'intérêt visé par ce consentement;
- c) la nature et le montant de l'indemnisation visée au paragraphe (2).

Approbation des électeurs

Société de développement de la Baie James

114. Where an exploration permit was granted by Quebec to the Société de développement de la Baie James,

114. La Société de développement de la Baie James, dans les cas où elle est titulaire

Société de développement de la Baie James

loppement de la Baie James prior to November 11, 1975 for land that subsequently became Category IA land pursuant to the James Bay and Northern Quebec Agreement, the Société de développement de la Baie James may, in accordance with that exploration permit and subject to subsections 116(1) and (2), use that Category IA land to carry out exploration activities and exploit mineral deposits.

Holders of prior rights or titles to minerals

115. (1) A holder of a right or title (including a mining claim, development licence, exploration permit, mining concession and mining lease) to minerals ("minerals" as defined in the *Mining Act* (Quebec) as it read on November 11, 1975) granted before November 11, 1975 on land surrounded by or adjacent to land that subsequently became Category IA land pursuant to the James Bay and Northern Quebec Agreement may, subject to subsections 116(1) and (2), use that Category IA land to the extent necessary for the exercise of his right or title.

Idem

(2) A holder of a right or title (including a mining claim, development licence, exploration permit, mining concession and mining lease) to minerals ("minerals" as defined in the *Mining Act* (Quebec) as it read on January 31, 1978) granted before January 31, 1978 on land surrounded by or adjacent to land that subsequently became Category IA-N land pursuant to the Northeastern Quebec Agreement may, subject to subsections 116(3) and (4), use that Category IA-N land to the extent necessary for the exercise of his right or title.

Manner in which rights must be exercised

116. (1) The rights conferred by subsection 113(3), section 114 and subsection 115(1) may not be exercised otherwise than in accordance with Division XXII of the *Mining Act* (Quebec) as it read on November 11, 1975, except that the expropriation of servitudes provided for by that Division shall be restricted to temporary servitudes.

Compensation to band

(2) Where Category IA land is used pursuant to subsection 113(3), section 114 or

d'un permis d'exploration délivré par le Québec avant le 11 novembre 1975 pour des terres ultérieurement constituées en terres de catégorie IA aux termes de la Convention de la Baie James et du Nord québécois, peut, sous réserve des paragraphes 116(1) et (2), faire usage de ces terres, dans les conditions précisées par le permis, à des fins de prospection et d'exploitation de gisements de minéraux.

10

Droits acquis

115. (1) Le titulaire d'un droit ou d'un titre, notamment d'un claim, d'un permis de mise en valeur, d'un permis d'exploration, d'une concession minière ou d'un bail minier octroyé avant le 11 novembre 1975, relatif à des minéraux (au sens donné à «minéraux» par la *Loi des mines* (Québec), en sa rédaction à cette date) et portant sur un périmètre enclavé dans des terres, ou contigu à des terres, ultérieurement constituées en terres de catégorie IA aux termes de la Convention de la Baie James et du Nord québécois, peut, sous réserve des paragraphes 116(1) et (2), faire usage de ces terres dans la mesure nécessaire à l'exercice de son droit ou titre.

25

Idem

(2) Le titulaire d'un droit ou d'un titre, notamment d'un claim, d'un permis de mise en valeur, d'un permis d'exploration, d'une concession minière ou d'un bail minier octroyé avant le 31 janvier 1978, relatif à des minéraux (au sens donné à «minéraux» par la *Loi des mines* (Québec), en sa rédaction à cette date) et portant sur un périmètre enclavé dans des terres, ou contigu à des terres, ultérieurement constituées en terres de catégorie IA-N aux termes de la Convention du Nord-Est québécois, peut, sous réserve des paragraphes 116(3) et (4), faire usage de ces terres dans la mesure nécessaire à l'exercice de son droit ou titre.

40

Modalités d'exercice des droits

116. (1) Les droits visés au paragraphe 113(3), à l'article 114 et au paragraphe 115(1) ne peuvent s'exercer que conformément à la section XXII de la *Loi des mines* (Québec), en sa rédaction au 11 novembre 1975, sauf que l'établissement des servitudes que prévoit cette section se limite aux servitudes temporaires.

45

Indemnisation de la bande

(2) La bande crie concernée reçoit, à titre d'indemnisation pour l'usage, dans les condi-

50

subsection 115(1), compensation shall be paid to the Cree band in question

(a) in the form of an equal area of land, where the Category IA land is used for a purpose other than exploration; or

(b) where the Category IA land is used for the purpose of exploration, in an amount equivalent to that paid to Quebec for the use of its land in similar cases.

(3) The right conferred by subsection 115(2) may not be exercised otherwise than in accordance with Division XXII of the *Mining Act* (Quebec) as it read on January 31, 1978, except that the expropriation of servitudes provided for by that Division shall be restricted to temporary servitudes.

(4) Where Category IA-N land is used pursuant to subsection 113(3) or 115(2), compensation shall be paid to the Naskapi band

(a) in the form of an equal area of land, where the Category IA-N land is used for a purpose other than exploration; or

(b) where the Category IA-N land is used for the purpose of exploration, in an amount equivalent to that paid to Quebec for the use of its land in similar cases.

(5) Where compensation is payable under paragraph (2)(a) or paragraph (4)(a), sections 125 and 126 apply, with such modifications as the circumstances require.

Pre-Existing Rights and Interests on Category IA and IA-N Land

117. (1) A holder of any lease, occupation permit or other grant or authorization the term of which lease, permit, grant or authorization had not expired at the coming into force of this Part, granted in writing by Quebec before November 11, 1975 on land that subsequently became Category IA land pursuant to the James Bay and Northern Quebec Agreement, may continue to exercise his rights under such lease, permit, grant or authorization, as if the land were Category III land, until the end of the term fixed therein, or, where the term is renewed on or after November 11, 1975, until the end of the renewal period.

tions prévues au paragraphe 113(3), à l'article 114 ou au paragraphe 115(1), des terres de catégorie IA qui lui sont attribuées :

a) des terres de superficie égale, s'il ne s'agit pas d'exploration;

b) s'il s'agit d'exploration, un montant équivalent à celui qui est versé au Québec pour un usage comparable des terres de celle-ci.

(3) Les droits visés au paragraphe 115(2) ne peuvent s'exercer que conformément à la section XXII de la *Loi des mines* (Québec), en sa rédaction au 31 janvier 1978, sauf que l'établissement des servitudes que prévoit cette section se limite aux servitudes temporaires.

(4) La bande naskapie reçoit, à titre d'indemnisation pour l'usage, dans les conditions prévues aux paragraphes 113(3) ou 115(2), des terres de catégorie IA-N qui lui sont attribuées :

a) des terres de superficie égale, s'il ne s'agit pas d'exploration;

b) s'il s'agit d'exploration, un montant équivalent à celui qui est versé au Québec pour un usage comparable des terres de celle-ci.

(5) Les articles 125 et 126 s'appliquent, compte tenu des adaptations de circonstance, aux indemnités foncières visées aux alinéas (2)(a) ou (4)(a).

Droits et intérêts acquis sur les terres des catégories IA et IA-N

117. (1) Le titulaire d'un droit, notamment bail, permis d'occupation ou autre concession ou autorisation, encore existant à l'entrée en vigueur de la présente partie et octroyé par écrit par le Québec avant le 11 novembre 1975 sur des terres ultérieurement constituées en terres de catégorie IA aux termes de la Convention de la Baie James et du Nord québécois peut exercer son droit comme s'il s'agissait de terres de catégorie III, jusqu'au terme prévu dans son titre ou, en cas de reconduction octroyée à cette date ou ultérieurement, jusqu'au nouveau terme.

Manner in which rights must be exercised

Compensation to band

Procedure re replacement land

Certain pre-existing rights on IA land to continue until expiry

Modalités d'exercice des droits

Indemnisation de la bande

Indemnités foncières

Terres de catégorie IA

Certain
pre-existing
rights on IA-N
land to continue
until expiry

(2) A holder of any lease, occupation permit or other grant or authorization the term of which lease, permit, grant or authorization had not expired at the coming into force of this Part, granted in writing by Quebec before January 31, 1978 on land that subsequently became Category IA-N land pursuant to the Northeastern Quebec Agreement, may continue to exercise his rights under such lease, permit, grant or authorization, as if the land were Category III land, until the end of the term fixed therein, or, where the term is renewed on or after January 31, 1978, until the end of the renewal period.

15

Replacement of
previously held
rights and
interests

(3) Where, immediately before the coming into force of this Part, a person held a right or interest, lawfully granted by the Minister or by an *Indian Act* Cree band,

(a) in Category IA land,

(b) in land that became Category IA land by virtue of the James Bay and Northern Quebec Agreement, or

(c) in a building situated on land described in paragraph (a) or (b),

that band's successor band under this Act shall, if that person so requests within two years after the coming into force of Part VIII, forthwith grant to that person under that Part a right or interest that is equivalent to the person's former right or interest, whereupon the person's former right or interest expires; and where the person does not make the request within two years after the coming into force of Part VIII, that person's former right or interest expires at the end of that period.

Idem, for IA-N
land

(4) Where, immediately before the coming into force of this Part, a person held a right or interest, lawfully granted by the Minister or by the *Indian Act* Naskapis de Schefferville band,

(a) in Category IA-N land,

(b) in land that became Category IA-N land by virtue of the Northeastern Quebec Agreement, or

(c) in a building situated on land described in paragraph (a) or (b),

(2) Le titulaire d'un droit, notamment bail, permis d'occupation ou autre concession ou autorisation, encore existant à l'entrée en vigueur de la présente partie et octroyé par écrit par le Québec avant le 31 janvier 1978 sur des terres ultérieurement constituées en terres de catégorie IA-N aux termes de la Convention du Nord-Est québécois peut exercer son droit comme s'il s'agissait de terres de catégorie III, jusqu'au terme prévu dans son titre ou, en cas de reconduction octroyée à cette date ou ultérieurement, jusqu'au nouveau terme.

Terres de
catégorie IA-N

(3) La bande crie concernée est tenue d'octroyer immédiatement, sous le régime de la partie VIII, au titulaire d'un droit octroyé légalement par le ministre ou la bande antérieure crie sur des terres de catégorie IA, sur des terres ultérieurement constituées en terres de catégorie IA aux termes de la Convention de la Baie James et du Nord québécois ou sur un bâtiment situé sur ces terres, un droit équivalent à celui dont l'intéressé était titulaire jusqu'à l'entrée en vigueur de la présente partie, à condition que celui-ci en fasse la demande dans les deux ans suivant l'entrée en vigueur de la partie VIII. L'ancien droit est dès lors remplacé par le nouveau ou, à défaut de demande dans le délai prévu, s'éteint à l'expiration de celui-ci.

Octroi d'un
droit équiva-
lent : terres de
catégorie IA

(4) La bande naskapie est tenue d'octroyer immédiatement, sous le régime de la partie VIII, au titulaire d'un droit octroyé légalement par le ministre ou la bande antérieure des Naskapis de Schefferville sur des terres de catégorie IA-N, sur des terres ultérieurement constituées en terres de catégorie IA-N aux termes de la Convention du Nord-Est québécois ou sur un bâtiment situé sur ces terres, un droit équivalent à celui dont l'intéressé était titulaire jusqu'à l'entrée en vigueur de la présente partie, à condition que

Idem : terres de
catégorie IA-N

the Naskapi band shall, if that person so requests within two years after the coming into force of Part VIII, forthwith grant to that person under that Part a right or interest that is equivalent to the person's former right or interest, whereupon the person's former right or interest expires; and where the person does not make the request within two years after the coming into force of Part VIII, that person's former right or interest expires at the end of that period.

Previous
possession or
occupation

(5) Where, immediately before the coming into force of this Part, a person was in possession of, or occupied, with the explicit consent of an *Indian Act* Cree band,

(a) Category IA land of that band,

(b) land that became Category IA land of that band by virtue of the James Bay and Northern Quebec Agreement, or

(c) a building owned by that band and situated on land described in paragraph (a) or (b),

but that person was not a holder of a right or interest in that land or building referred to in subsection (1) or (3), that band's successor band under this Act shall, if that person so requests within two years after the coming into force of Part VIII, forthwith grant to that person under that Part a right or interest in such land or building that is equitable in the circumstances, taking into account that possession or occupation and all other relevant factors.

Idem, for IA-N
land

(6) Where, immediately before the coming into force of this Part, a person was in possession of, or occupied, with the explicit consent of the *Indian Act* Naskapis de Schefferville band,

(a) Category IA-N land of that band,

(b) land that became Category IA-N land of that band by virtue of the Northeastern Quebec Agreement, or

(c) a building owned by that band and situated on land described in paragraph (a) or (b),

but that person was not a holder of a right or interest in that land or building referred to in

celui-ci en fasse la demande dans les deux ans suivant l'entrée en vigueur de la partie VIII. L'ancien droit est dès lors remplacé par le nouveau ou, à défaut de demande dans le 5 délai prévu, s'éteint à l'expiration de celui-ci. 5

(5) La bande crie concernée est tenue d'octroyer immédiatement, sous le régime de la partie VIII, à la personne qui, avec le consentement explicite de la bande antérieure crie et jusqu'à l'entrée en vigueur de la 10 présente partie, possédait ou occupait des terres de catégorie IA, des terres ultérieurement constituées en terres de catégorie IA aux termes de la Convention de la Baie James et du Nord québécois ou un bâtiment 15 de la bande antérieure crie situé sur ces terres, sans que cette personne soit titulaire d'un droit ou d'un intérêt visés aux paragraphes (1) ou (3), sur ces terres ou ce bâtiment, un droit ou un intérêt qui soit équita- 20 ble en l'occurrence, compte tenu de la possession ou de l'occupation elle-même et des circonstances, à condition que l'intéressé en fasse la demande dans les deux ans sui- 25 vant l'entrée en vigueur de la partie VIII. 25

Cas de
possession ou
d'occupation :
terres de
catégorie IA

(6) La bande naskapie est tenue d'octroyer immédiatement, sous le régime de la partie VIII, à la personne qui, avec le consentement explicite de la bande antérieure des Naskapis de Schefferville et jusqu'à l'entrée en vigueur 30 de la présente partie, possédait ou occupait des terres de catégorie IA-N, des terres ultérieurement constituées en terres de catégorie IA-N aux termes de la Convention du Nord-Est québécois ou un bâtiment de la bande 35 antérieure des Naskapis de Schefferville situé sur ces terres, sans que cette personne soit titulaire d'un droit ou d'un intérêt visés aux paragraphes (2) ou (4), sur ces terres ou ce bâtiment, un droit ou un intérêt qui soit 40

Idem : terres de
catégorie IA-N

subsection (2) or (4), the Naskapi band shall, if that person so requests within two years after the coming into force of Part VIII, forthwith grant to that person under that Part a right or interest in such land or building that is equitable in the circumstances, taking into account that possession or occupation and all other relevant factors.

équitable en l'occurrence, compte tenu de la possession ou de l'occupation elle-même et des circonstances, à condition que l'intéressé en fasse la demande dans les deux ans suivant l'entrée en vigueur de la partie VIII. 5

Certain restrictions applicable

(7) Subsections 132(2) and (4) and section 137 apply, with such modifications as the circumstances require, in respect of a grant by a band of a right or interest in land pursuant to subsection (3), (4), (5) or (6).

(7) Les paragraphes 132(2) et (4) et l'article 137 s'appliquent, compte tenu des adaptations de circonstance, à l'octroi par la bande de droits ou d'intérêts sur des terres en application des paragraphes (3), (4), (5) ou 10 (6).

Restrictions applicables

PART VII

PARTIE VII

EXPROPRIATION OF CATEGORY IA OR IA-N LAND BY QUEBEC

EXPROPRIATION DES TERRES DE CATÉGORIE IA OU IA-N PAR LE QUÉBEC

Definition of "expropriating authority"

118. In this Part, "expropriating authority" means
(a) Quebec; or
(b) any public body having the power of expropriation under the laws of the Province and specifically authorized by Quebec to carry out the expropriation in question. 20

118. Dans la présente partie, «autorité» 15 s'entend, selon le cas :
a) du Québec;
b) de tout organisme public investi, sous le 15 régime des lois de la province, du pouvoir d'expropriation et autorisé par le Québec, dans le cas particulier en cause, à y procéder.

Définition d'«autorité»

Expropriations

119. (1) An expropriating authority may not expropriate any Category IA or IA-N land or any interest therein except as provided by this Part.

119. (1) L'autorité ne peut procéder à 20 l'expropriation des terres des catégories IA et IA-N ou d'un intérêt sur ces terres que conformément aux dispositions de la présente partie.

Expropriation des terres

Quebec Expropriation Act

(2) The *Expropriation Act* (Quebec) 25 applies to expropriations under this Part, except to the extent that it is inconsistent with or in conflict with this Act, in which case this Act prevails to the extent of the inconsistency or conflict.

(2) La *Loi sur l'expropriation* du Québec 25 régit, sauf incompatibilité avec la présente loi, les expropriations effectuées en application de la présente partie.

Loi sur l'expropriation (Québec)

Expropriation of IA and IA-N land for public services or structures

120. (1) Subject to this Part, an expropriating authority may expropriate in full ownership any Category IA or IA-N land or any building thereon, or may expropriate a servitude over any Category IA or IA-N 35 land, but only for the purpose of, and to the

120. (1) Sous réserve des autres dispositions de la présente partie, l'autorité peut 30 exproprier en pleine propriété des terres de catégorie IA ou IA-N, y établir des servitudes ou exproprier les bâtiments qui y sont situés. Cette faculté ne peut toutefois s'exer-

Expropriation pour cause d'utilité publique

extent necessary for, the establishment of the following public services or structures:

- (a) infrastructures, such as regional roads and arteries, bridges, airports, maritime structures and protection and irrigation facilities; 5
- (b) services normally provided by local or municipal governments, including water systems, sewers, purification plants, treatment plants and fire protection services; 10
- (c) public utilities, including electricity, gas and oil, and telephone and other types of telecommunications;
- (d) gas or oil pipelines, and energy transmission lines, subject to subsection (2); 15 and
- (e) any other service or structure similar to those mentioned in paragraphs (a) to (d) established pursuant to the laws of the Province. 20

(2) An expropriating authority may expropriate for a purpose mentioned in paragraph (1)(d) only if

- (a) the expropriating authority has previously made all reasonable efforts to locate the pipeline or transmission line on
 - (i) Category III land,
 - (ii) Category II land, in the case of an expropriation of Category IA land or of a servitude over Category IA land, or 30
 - (iii) Category II-N land, in the case of an expropriation of Category IA-N land or of a servitude over Category IA-N land

and has been unable to do so at a cost substantially equivalent to or lower than the cost of locating the pipeline or transmission line on Category IA or IA-N land, as the case may be; and

- (b) the pipeline or transmission line is to be located as far as possible from the centre of any residential area located on Category IA or IA-N land, and, in the case of Category IA land, at least eight kilometres from such centre. 45

cer qu'aux fins de la mise en place des ouvrages et des services publics suivants :

- a) travaux d'infrastructure, notamment construction de voies de communication régionales, de ponts, d'aéroports, réalisation d'ouvrages maritimes, de protection et d'irrigation; 5
- b) services normalement assurés par les administrations locales ou municipales, notamment en ce qui concerne les adductions d'eau, les égouts, les usines d'épuration et de traitement et la protection anti-incendie; 10
- c) équipements collectifs notamment pour l'électricité, le gaz et le pétrole, ainsi que pour le téléphone et les autres modes de télécommunication; 15
- d) sous réserve du paragraphe (2), gazoducs ou oléoducs et lignes de transport d'énergie; 20
- e) services ou construction d'ouvrages analogues à ceux mentionnés aux alinéas a) à d) et mis en place conformément aux lois de la province. 20

(2) Dans le cas d'un ouvrage visé à l'alinéa (1)d), l'expropriation ne peut s'effectuer qu'aux conditions suivantes :

- a) l'autorité n'a pas réussi, malgré des efforts sérieux, à obtenir, pour un coût inférieur ou sensiblement équivalent à celui de l'implantation de l'ouvrage sur des terres de catégorie IA ou IA-N, selon le cas, que celui-ci soit implanté :
 - (i) soit sur des terres de catégorie III,
 - (ii) soit sur des terres de catégorie II, dans le cas de l'expropriation de terres de catégorie IA ou de l'établissement d'une servitude sur ces terres, 35
 - (iii) soit sur des terres de catégorie II-N, dans le cas de l'expropriation de terres de catégorie IA-N ou de l'établissement d'une servitude sur ces terres; 40
- b) il est prévu d'implanter l'ouvrage le plus loin possible du centre des zones résidentielles situées sur des terres de catégorie IA ou IA-N, et, de toute façon, à au moins huit kilomètres de ce centre, s'il s'agit de terres de catégorie IA. 45

What may be expropriated	121. (1) Except as provided in subsections (2) and (3), an expropriating authority may expropriate only servitudes.	121. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), l'autorité ne peut, par voie d'expropriation, qu'établir des servitudes.	Cas général : servitudes
Expropriation in full ownership where necessary	(2) Where a service or structure mentioned in subsection 120(1) cannot be established without a taking of the full use and enjoyment of the Category IA or IA-N land, the expropriating authority may expropriate the land in full ownership.	(2) L'autorité peut exproprier en pleine propriété des terres de catégorie IA ou IA-N si c'est le seul moyen de réaliser l'une des fins visées au paragraphe 120(1).	Expropriation en pleine propriété
Expropriation in full ownership required in certain cases	(3) Where the expropriation of a servitude for the establishment of a service or structure mentioned in subsection 120(1) would effectively prevent the use or enjoyment by the band or its members of the land on which the service or structure is to be established, the expropriating authority may not expropriate the servitude in question but may only expropriate the land in full ownership.	(3) L'autorité ne peut qu'exproprier des terres en pleine propriété dans les cas où l'établissement d'une servitude pour l'une des fins visées au paragraphe 120(1) priverait en fait la bande ou ses membres de leur droit d'usage ou de jouissance sur ces terres.	Idem
Band entitled to compensation	122. (1) Subject to section 123, a band is entitled to compensation from the expropriating authority in accordance with this section.	122. (1) Sous réserve de l'article 123, la bande a le droit de recevoir de l'autorité l'indemnité prévue au présent article.	Indemnisation de la bande
Compensation in land	(2) A band is entitled to be compensated with an equal area of land where the expropriation is for a purpose mentioned in paragraph 120(1)(d).	(2) La bande a le droit de recevoir, à titre d'indemnité pour des terres expropriées à l'une des fins visées à l'alinéa 120(1)d), des terres de superficie égale.	Indemnité foncière
Compensation in money	(3) A band is entitled to be compensated in money in respect of an expropriation of a servitude for a purpose mentioned in paragraph 120(1)(a), (b), (c) or (e), and the amount of compensation must be approved by the electors of the band at a special band meeting or referendum at which at least twenty-five per cent of the electors voted on the matter.	(3) La bande a le droit de recevoir, pour les servitudes établies à l'une des fins visées aux alinéas 120(1)a), b), c), ou e), une indemnité pécuniaire dont le montant doit être approuvé en assemblée extraordinaire ou par référendum, avec un taux de participation au vote d'au moins vingt-cinq pour cent.	Indemnité pécuniaire
Compensation in land or money or both	(4) A band is entitled to be compensated with an equal area of land or in money, or partly with land and partly in money, at the band's option, in respect of land expropriated in full ownership for a purpose mentioned in paragraph 120(1)(a), (b), (c) or (e), and the type and amount of compensation must be approved by the electors of the band at a special band meeting or referendum at which at least twenty-five per cent of the electors voted on the matter.	(4) La bande a le droit, à son choix, de recevoir, pour les terres expropriées en pleine propriété à l'une des fins visées aux alinéas 120(1)a), b), c) ou e), soit une indemnité foncière consistant en des terres de superficie égale, soit une indemnité pécuniaire, soit une indemnité mixte foncière et pécuniaire. La nature et le montant de l'indemnité doivent être approuvés en assemblée extraordinaire ou par référendum, avec un taux de participation au vote d'au moins vingt-cinq pour cent.	Indemnité foncière, pécuniaire ou mixte
Special provision for Naskapi band	(5) Notwithstanding subsections (2) and (4), the expropriating authority may com-	(5) Par dérogation aux paragraphes (2) et (4), l'autorité peut ne verser à la bande	Cas des Naskapis

pensate the Naskapi band exclusively in money in the circumstances described in the third paragraph of section 191-22 of *An Act respecting the land regime in the James Bay and New Quebec territories* (Quebec).

Where no compensation payable

123. A band is not entitled to any compensation where the expropriation is for a purpose mentioned in paragraph 120(1)(a), (b), (c) or (e) and the service or structure in question is of direct benefit to the members of the band as a community or to a significant portion of the band's Category IA or IA-N land.

Services deemed to be of direct benefit

124. (1) For the purposes of section 123, the following services or structures shall be deemed to be of direct benefit under that section:

- (a) services expressly requested by a band from the expropriating authority;
- (b) essential services for the use of the 20 members of a band as a community;
- (c) local services normally provided by a municipal or local government, including local roads, bridges, airports and other similar services; and
- (d) local services normally provided by a public utility.

Statement on expropriation notice

(2) An expropriating authority shall indicate on an expropriation notice whether or not the service or structure to be established on the land being expropriated is, in the opinion of the expropriating authority, of direct benefit to the members of the band as a community or to a significant portion of the band's Category IA or IA-N land.

Idem

(3) Where the expropriating authority referred to in subsection (2) fails to indicate its opinion in accordance with that subsection or indicates that, in its opinion, the service or structure referred to in subsection (2) is not of direct benefit to the members of the band as a community or to a significant portion of the band's Category IA or IA-N land, the service or structure shall be deemed, for the purposes of this Part, not to be of direct benefit to the members of the

naskapie qu'une indemnité pécuniaire dans les circonstances visées au troisième alinéa de l'article 191-22 de la *Loi sur le régime des terres dans les territoires de la Baie James 5 et du Nouveau-Québec* (Québec).

5

Non-indemnisation

123. La bande n'a droit à aucune indemnité dans les cas où l'expropriation a pour objet l'une des fins visées aux alinéas 120(1)a), b), c) ou e) et que la réalisation de cette fin présente un avantage direct pour les 10 membres de la bande en tant que communauté ou pour une partie considérable des terres de catégorie IA ou IA-N qui lui ont été attribuées.

124. (1) La réalisation des fins visées à 15 l'article 123 est considérée comme présentant un avantage direct dans les cas suivants :

- a) prestation de services expressément demandés par la bande à l'autorité;
- b) prestation des services essentiels pour 20 l'usage des membres de la bande en tant que communauté;
- c) prestation des services normalement assurés par une administration municipale ou locale, notamment en ce qui concerne 25 les routes, ponts ou aéroports locaux et autres services de même nature;
- d) prestation des services d'intérêt local normalement assurés par des entreprises de services publics.

30

(2) L'autorité fait mention, dans l'avis d'expropriation, du caractère d'avantage direct, pour les membres de la bande en tant que communauté ou pour une partie considérable des terres de catégorie IA ou IA-N qui 35 ont été attribuées à la bande, revêtu par la réalisation des fins visées ou, le cas échéant, 35 de l'absence de ce caractère.

Mention du caractère d'avantage direct

(3) Faute de cette mention, ou si l'autorité estime qu'il n'y a pas d'avantage direct, le 40 caractère ne peut être retenu.

Cas de non mention

band as a community or to a significant portion of the band's Category IA or IA-N land.

Disputes
referrable to
Tribunal
d'expropriation
du Québec

(4) Where a band and an expropriating authority disagree as to whether a service or structure is of direct benefit to the members of the band as a community or to a significant portion of the band's Category IA or IA-N land, or disagree as to whether a service or structure is one described in paragraphs (1)(a) to (d), the issue shall be determined by the Tribunal d'expropriation du Québec, unless the parties have agreed to submit the matter to final and binding arbitration.

(4) En cas de désaccord sur le caractère d'avantage direct ou l'appartenance de la fin visée à l'une des catégories mentionnées aux alinéas (1)a) à d), la question est tranchée par le Tribunal de l'expropriation du Québec, 5
sauf si les parties conviennent d'un arbitrage définitif. 10

Renvoi du litige
devant le
Tribunal de
l'expropriation
du Québec

Burden of proof
on expropriat-
ing authority

(5) In any disagreement referred to in subsection (4), the burden of proof lies on the expropriating authority.

(5) Dans le cas du désaccord visé au paragraphe (4), le fardeau de la preuve incombe à l'autorité. 10

Fardeau de la
preuve

Factors to be
considered

(6) In determining whether a service or structure is one described in paragraph (1)(b), (c) or (d) or whether a service or structure not described in subsection (1) is of direct benefit to the members of a band as a community or to a significant portion of the band's Category IA or IA-N land, regard shall be had to the potential use by the members of the band as a community of the service or structure, the advantages of the service or structure to the members of the band as a community, and the anticipated benefit of the service or structure to the Category IA or IA-N land of the band.

(6) Pour déterminer l'appartenance de la fin visée à l'une des catégories mentionnées aux alinéas (1)b) à d) ou pour apprécier le caractère d'avantage direct dans un cas d'espèce non prévu au paragraphe (1), il doit être tenu compte de l'usage que peuvent tirer les membres de la bande, en tant que communauté, de la réalisation de la fin en cause, des avantages qu'elle peut leur procurer et qu'elle peut donner aux terres de catégorie IA ou IA-N qui sont attribuées à la bande. 15 20

Éléments
d'appréciation

Rules governing
compensation
wholly or partly
in land

125. (1) Where a band is entitled to be compensated with land under paragraph 116(2)(a), paragraph 116(4)(a) or subsection 122(2) or elects to be compensated wholly or partly with land under subsection 122(4), the following rules apply:

(a) as soon as possible after service of the expropriation notice (where the band has not contested the right to expropriate) or after the final judgment on the right to expropriate (where the band has contested that right), the band shall indicate to the expropriating authority its preference as to the selection of replacement land, which preference must have been agreed to by the electors of the band at a special band meeting or referendum at which at least

125. (1) Les règles qui suivent s'appliquent aux cas d'indemnisation foncière, totale ou partielle, prévus aux alinéas 116(2)a) ou (4)a) ou aux paragraphes 122(2) ou (4) 25

a) dans les meilleurs délais suivant la signification de l'avis d'expropriation ou, s'il y a eu contestation du droit d'exproprier, suivant le jugement définitif, la bande indique à l'autorité son choix quant aux terres de remplacement, ce choix devant être approuvé en assemblée extraordinaire ou par référendum, avec un taux de participation au vote d'au moins vingt-cinq pour cent; 30 35

b) s'il considère comme inacceptable le choix de la bande, le Québec en tient

Règles
régissant les
indemnités
foncières totales
ou partielles

twenty-five per cent of the electors voted on the matter;

(b) if the selection of replacement land proposed by the band under paragraph (a) is not acceptable to Quebec, Quebec shall, taking into account the preference of the band as expressed under that paragraph, propose to the band alternative replacement land that

(i) is

(A) Category II land of the band or Category III land, in the case of a Cree band, or

(B) Category III land, in the case of the Naskapi band,

(ii) is adjacent to Category IA or IA-N land of the band, as the case may be, and

(iii) is double the area of, and has characteristics reasonably similar to those of the expropriated land;

(c) the band may select from the alternative replacement land proposed by Quebec under paragraph (b) an area of land equal to the area of the expropriated land, and such selection must be approved by the electors of the band at a special band meeting or referendum at which at least twenty-five per cent of the electors voted on the matter;

(d) once replacement land has been accepted by the band, the necessary measures shall forthwith be taken by Quebec and Canada to set aside that replacement land as Category IA or IA-N land of the band, as the case may be, unless other arrangements are agreed to between Quebec and the band and approved at a special band meeting or referendum at which at least twenty-five per cent of the electors voted on the matter; and

(e) where no agreement is reached between Quebec and the band as to the selection of replacement land within one hundred and twenty days after service of the expropriation notice (where the band has not contested the right to expropriate) or after the final judgment on the right to expropriate (where the band has contested that right), the compensation to the band

cependant compte pour lui proposer de faire un nouveau choix parmi des terres conformes aux critères suivants :

(i) elles font partie des terres de catégorie II attribuées à la bande ou des terres de catégorie III, s'il s'agit d'une bande crie, ou des terres de catégorie III, s'il s'agit de la bande naskapie,

(ii) elles sont contiguës aux terres de catégorie IA ou IA-N de la bande, selon le cas,

(iii) elles ont une superficie double de celle des terres expropriées et leurs caractéristiques sont suffisamment proches de celles-ci;

c) parmi les terres ainsi proposées, la bande peut choisir une superficie égale à celle des terres expropriées, ce choix devant être approuvé en assemblée extraordinaire ou par référendum, avec un taux de participation au vote d'au moins vingt-cinq pour cent;

d) le nouveau choix effectué, le Québec et le Canada prennent sans délai les mesures nécessaires pour constituer les terres retenues en terres de catégorie IA ou IA-N de la bande intéressée, sauf entente différente conclue entre le Québec et la bande et approuvée en assemblée extraordinaire ou par référendum, avec un taux de participation au vote d'au moins vingt-cinq pour cent;

e) faute d'accord sur l'indemnité foncière entre le Québec et la bande dans les cent vingt jours suivant, selon le cas, la signification de l'avis ou le jugement définitif, l'indemnité foncière est remplacée par une indemnité pécuniaire, dont le montant doit être approuvé en assemblée extraordinaire ou par référendum, avec un taux de participation au vote d'au moins vingt-cinq pour cent. En cas de désaccord des parties sur le montant, c'est l'article 127 qui s'applique.

shall be in the form of money instead of replacement land, and where the parties cannot agree on the amount of money, which amount must be approved by the electors of the band at a special band meeting or referendum at which at least twenty-five per cent of the electors voted on the matter, section 127 applies. 5

Replacement of
Category II
land

(2) Where, pursuant to clause (1)(b)(i)(A), Category II land is offered by Quebec and accepted by the band, that Category II land shall itself be replaced in accordance with section 74 of *An Act respecting the land regime in the James Bay and New Quebec territories* (Quebec). 15

Reclassification
of expropriated
land that is no
longer required

126. Where

(a) a band has been compensated with replacement land pursuant to paragraph 116(2)(a), paragraph 116(4)(a), subsection 122(2) or subsection 122(4), or (b) no compensation was paid to the band pursuant to section 123,

and subsequently the expropriated land is no longer required by the expropriating authority for the purpose for which it was expropriated, Canada and Quebec shall forthwith, if requested by the band by resolution approved by the electors of the band at a special band meeting or referendum at which at least twenty-five per cent of the electors voted on the matter, take the necessary measures to reclassify the expropriated land as Category IA or IA-N land, as the case may be, and, in the situation described in paragraph (a), shall take the necessary measures to return the replacement land to its former classification. 30

Determination
of amount of
money
compensation
referrable to
Tribunal de
l'expropriation
du Québec

127. Where compensation is payable wholly or partly in money pursuant to subsection 122(3) or (4) or paragraph 125(1)(e), and the parties cannot agree on the amount of such compensation, the amount shall be determined by the Tribunal de l'expropriation du Québec in accordance with the *Expropriation Act* (Quebec), unless the parties submit the matter to final and binding arbitration. 45

When work
may begin on
service or
structure

128. In any expropriation under this Part, the establishment of the service or structure

(2) Le remplacement des terres de catégorie II acceptées à titre d'indemnité foncière par la bande crie se fait conformément à l'article 74 de la *Loi sur le régime des terres dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec* (Québec). 5

Remplacement
des terres de
catégorie II

126. Le Canada et le Québec prennent sans délai les mesures nécessaires pour reclasser en terres de catégorie IA ou IA-N, selon le cas, les terres expropriées dont l'autorité n'a plus besoin pour l'objet de l'expropriation, que la bande ait ou non reçu à cette occasion une indemnité foncière, selon qu'il s'agissait soit des cas prévus aux alinéas 116(2)a) ou (4)a) ou aux paragraphes 122(2) ou (4), soit des cas prévus à l'article 123. Ce reclassement est subordonné à une demande présentée à cet effet par la bande sur résolution approuvée en assemblée extraordinaire ou par référendum, avec un taux de participation au vote d'au moins vingt-cinq pour cent. Le cas échéant, les terres accordées à titre d'indemnité sont reclassées dans leur précédente catégorie. 15 20

Reclassement
des terres

127. En cas de désaccord sur l'indemnité pécuniaire prévue aux paragraphes 122(3) ou (4) ou à l'alinéa 125(1)e), le montant est fixé par le Tribunal de l'expropriation du Québec conformément à la *Loi sur l'expropriation* (Québec), sauf si les parties conviennent d'un arbitrage définitif. 25 30

Renvoi du litige
pécuniaire

128. Dans les cas prévus à la présente partie, le démarrage des travaux nécessités

Démarrage des
travaux

or the commencement of construction related thereto may proceed after sixty days from service of the expropriation notice (where the band has not contested the right to expropriate) or from the final judgment on the right to expropriate (where the band has contested that right), even if negotiations concerning compensation have not been concluded.

par la réalisation de l'objet de l'expropriation peut se faire à l'issue d'un délai de soixante jours suivant, selon le cas, la signification de l'avis ou le jugement définitif mentionnés à l'alinéa 125(1)a), même si les négociations relatives à l'indemnité n'ont pas encore abouti.

When expropriated land ceases to be IA or IA-N land

129. Where Category IA or IA-N land has been expropriated in full ownership under this Part, the expropriated land ceases to be Category IA or IA-N land

(a) in the case where the band is not entitled to any compensation, as of the later of the two following dates:

(i) the date of the final judgment on the contestation of the right to expropriate or, where there is no such contestation, as of the day following the last day on which a motion of contestation may be presented, and

(ii) where the band claims a right to compensation, the date of the final judgment declaring that the band is not entitled to any compensation;

(b) in the case where the band is entitled to compensation in money, or elects pursuant to subsection 122(4) to be compensated in money, the day on which an agreement respecting compensation is concluded or, where there is no agreement as to compensation, as of the date of the final judgment on the amount of compensation pursuant to section 127;

(c) in the case where the band is entitled to compensation in the form of land, or where the band elects pursuant to subsection 122(4) to be compensated entirely in land, the latest of the following days:

(i) the day on which Canada sets aside the replacement land as Category IA or IA-N land of the band,

(ii) the day on which an agreement on money compensation pursuant to paragraph 125(1)(e) is concluded, and

(iii) the day of the final judgment on the amount of money compensation, where there has been no agreement on

129. Les terres de catégorie IA ou IA-N qui ont été expropriées en pleine propriété cessent de faire partie de cette catégorie :

a) dans les cas où la bande ne peut recevoir d'indemnité, à la dernière des dates suivantes :

(i) à la date du jugement définitif portant sur le droit d'exproprier ou, s'il n'y a pas eu contestation, le lendemain de la date d'expiration du délai de contestation du droit d'exproprier,

(ii) à la date du jugement définitif portant que la bande n'a pas droit à une indemnité;

b) dans les cas où la bande a droit à une indemnité pécuniaire ou choisit ce mode d'indemnisation en vertu du paragraphe 122(4), à la date de l'accord conclu à cet égard ou, s'il y a eu contestation, à la date du jugement définitif prévu à l'article 127;

c) dans les cas où la bande a droit à une indemnité foncière ou choisit ce mode d'indemnisation en vertu du paragraphe 122(4), à la dernière des dates suivantes :

(i) la date où les terres de remplacement sont mises de côté par le Canada comme terres de catégorie IA ou IA-N,

(ii) la date où l'accord sur l'indemnité pécuniaire est conclu conformément à l'alinéa 125(1)e),

(iii) la date du jugement définitif sur l'indemnité pécuniaire s'il n'y a pas sur celle-ci l'accord visé à l'alinéa 125(1)e);

d) dans les cas où la bande choisit l'indemnité mixte foncière et pécuniaire prévue au paragraphe 122(4), à la dernière des dates suivantes :

(i) la date où les terres de remplacement sont mises de côté par le Canada comme terres de catégorie IA ou IA-N,

Date de prise d'effet du reclassement

money compensation under paragraph 125(1)(e); or

(d) in the case where the band elects, pursuant to subsection 122(4), to take compensation partly in the form of land and partly in money, the latest of the following days:

- (i) the day on which Canada sets aside replacement land as Category IA or IA-N land of the band,
- (ii) the day on which an agreement on money compensation is concluded,
- (iii) the day on which, failing an agreement as to replacement land, an agreement on money compensation pursuant to paragraph 125(1)(e) is concluded, and
- (iv) the day of the final judgment on the amount of money compensation, where the amount of money compensation is not agreed on.

(ii) la date où est conclu l'accord sur l'indemnité pécuniaire,

(iii) la date où, en cas de désaccord sur l'indemnité foncière, l'accord sur l'indemnité pécuniaire est conclu conformément à l'alinéa 125(1)e),

(iv) la date du jugement définitif sur l'indemnité pécuniaire, s'il n'y a pas d'accord sur celle-ci.

PART VIII

DISPOSITIONS OF RIGHTS AND INTERESTS IN CATEGORY IA AND IA-N LAND AND BUILDINGS

Definitions

130. (1) In this Part,

“lease” does not include an emphyteutic lease;

“transfer” means a transfer made directly or indirectly, but does not include a transfer by testamentary or intestate succession.

Deemed transfer of corporation’s right or interest

(2) For the purposes of this Part, where a corporation holds a right or interest in Category IA or IA-N land and subsequently there is a change in the effective voting control of that corporation (otherwise than by testamentary or intestate succession), a transfer of that right or interest shall be deemed to have occurred.

Civil Codes

(3) In construing the nature and extent of the rights and interests listed in subsection 132(1), reference shall be had to the *Civil Code of Quebec* and the *Civil Code of Lower Canada* to the extent that they are not incon-

PARTIE VIII

OCTROI DE DROITS ET D'INTÉRÊTS SUR LES TERRES DES CATÉGORIES IA ET IA-N ET LES BÂTIMENTS QUI S'Y TROUVENT.

130. (1) Les définitions qui suivent s’appliquent à la présente partie.

«bail» Tout bail, à l’exclusion des baux emphytéotiques.

«transfert» Tout transfert direct ou indirect, à l’exclusion des transferts par testament ou par succession *ab intestat*.

(2) Pour l’application de la présente partie, la modification du contrôle réel d’une personne morale — pourvu que ce ne soit pas à la suite d’un testament ou d’une succession *ab intestat* — titulaire de droits ou d’intérêts sur les terres de catégorie IA ou IA-N emporte transfert de ces droits ou intérêts.

(3) Sauf incompatibilité avec la présente loi ou les dispositions de l’acte de concession, il faut s’en rapporter au *Code civil du Québec* et au *Code civil du Bas-Canada* en ce qui a trait à la nature et à l’étendue des

sistent with this Act or with the provisions of the grant of that right or interest.

droits ou intérêts mentionnés au paragraphe 132(1).

Quebec
landlord and
tenant law

131. Unless otherwise provided in the lease, provincial laws relating to the rights and obligations of lessors and lessees do not apply to a lease for residential purposes of a building situated on Category IA or IA-N land.

131. Sauf disposition contraire du bail, les lois provinciales relatives aux droits et obligations des propriétaires et locataires ne s'appliquent pas au bail de résidence d'un bâtiment situé sur des terres de catégorie IA ou IA-N.

Loi sur les
propriétaires et
locataires
5 (Québec)

Grants by band

132. (1) A band may, subject to this Part, grant

132. (1) La bande peut, sous réserve des 10 autres dispositions de la présente partie :

Concessions de
la bande

(a) with respect to its Category IA or IA-N land, a lease, usufruct, servitude, superficie or other right of use or occupation; and

a) consentir un bail, un usufruit, une servitude, un droit de superficie ou un autre droit d'usage ou d'occupation sur les terres de catégorie IA ou IA-N qui lui ont été attribuées; 15

(b) with respect to its buildings on its 15 Category IA or IA-N land, a lease, emphyteutic lease or usufruct, or a right of ownership, co-ownership, use or habitation, or other right of use or occupation or, subject to the approval of the electors of 20 the band described in subsection 193(3), a hypothec or other charge.

b) consentir un bail, un bail emphytéotique ou un usufruit, un droit de propriété, de copropriété, d'usage ou de résidence, un autre droit d'usage ou d'occupation, ou, sous réserve de l'approbation prévue au 20 paragraphe 193(3), une hypothèque ou autre charge sur les bâtiments lui appartenant et situés sur les terres de catégorie IA ou IA-N qui lui ont été attribuées.

Maximum term
of land grant

(2) The term of a grant made under paragraph (1)(a) may not exceed seventy-five years.

(2) Les concessions visées à l'alinéa 1a) ne 25 peuvent être accordées pour une durée de 25 plus de soixante-quinze ans.

Concessions
foncières

Band elector
approval for
non-residential
grants in land
over 10 years

(3) A grant for a term of ten years or more made under paragraph (1)(a) for non-residential purposes has no effect unless approved by the electors of the band at a special band meeting or referendum at which 30

(3) Les concessions d'au moins dix ans octroyées en vertu de l'alinéa (1)a) à des fins non résidentielles n'ont d'effet que si elles 30 sont approuvées en assemblée extraordinaire ou par référendum avec un taux de participation au vote :

Approbation
électorale :
concessions de
plus de dix ans

(a) at least ten per cent of the electors of the band voted on the matter, in the case of a grant for a term of less than twenty-five years; or

a) d'au moins dix pour cent, dans le cas de concessions octroyées pour une durée inférieure à vingt-cinq ans; 35

(b) at least twenty-five per cent of the 35 electors of the band voted on the matter, in the case of a grant for a term of twenty-five years or more.

b) d'au moins vingt-cinq pour cent, dans le cas de concessions octroyées pour une durée égale ou supérieure à vingt-cinq ans.

How term
computed

(4) For the purposes of subsections (2) and (3), any period in respect of which a grantee 40 has a right of renewal shall be deemed to be included in the original term of the grant.

(4) Les durées à prendre en compte pour 40 l'application des paragraphes (2) et (3) comprennent toute période de reconduction prévue dans le titre accordant les concessions correspondantes.

Période de
reconduction

Grants to be in writing

133. A grant made or authorization given under this Part has no effect unless it is made in writing by the band and accepted in writing by the person to whom it is given.

133. Les concessions ou autorisations visées à la présente partie n'ont d'effet que si elles sont octroyées et acceptées par écrit.

Obligation de l'écrit

Freedom of contract

134. (1) A grant made or authorization given under this Part may contain any terms and conditions not inconsistent with this Act.

134. (1) Les concessions ou autorisations visées à la présente partie peuvent comporter toutes conditions non incompatibles avec la présente loi.

Liberté de contracter

Implied terms where grant silent

(2) Unless otherwise provided in writing in a grant made under this Part,

(a) the term of a grant for non-residential purposes shall be deemed to be one year, except in the case of a grant of ownership or co-ownership of a building;

(b) the term of a grant for residential purposes made to an individual shall be deemed to be fifty years, except in the case of a grant of ownership or co-ownership of a building;

(c) the band may terminate the right or interest granted after non-use by the grantee of the right or interest for a continuous period of five years;

(d) the right or interest granted includes such ancillary rights as are necessary for the reasonable exercise of the right or interest granted; and

(e) the right or interest granted does not include

(i) the right of accession,

(ii) the right to renew the term of the grant,

(iii) the right to reside,

(iv) in the case of a right or interest in land,

(A) the right to subsequently transfer the right or interest or any part thereof to another person, and

(B) the right to construct or own a building on the land or otherwise have a building located on the land, except in the case of a grant of superficie, and

(v) in the case of a right or interest in a building originally granted by the band for non-residential purposes, the right to subsequently transfer that right or inter-

(2) Sauf disposition contraire du titre octroyant une concession prévue à la présente partie :

a) la durée d'une concession accordée à des fins non résidentielles est de un an, sauf en matière de propriété ou de copropriété de bâtiments;

b) la durée d'une concession accordée à un particulier à des fins résidentielles est de cinquante ans, sauf en matière de propriété ou de copropriété de bâtiments;

c) la bande peut résilier la concession en cas de non-exercice du droit ou de l'intérêt pendant cinq ans consécutifs;

d) la concession accordée est assortie des droits accessoires nécessaires à son exercice normal;

e) la concession accordée ne comporte pas :

(i) le droit d'accession,

(ii) le droit de reconduction,

(iii) le droit de résidence,

(iv) le droit de transférer ultérieurement, en tout ou en partie, un droit ou intérêt foncier à autrui ni, sauf s'il s'agit d'un droit de superficie, le droit de construire un bâtiment, d'en avoir la propriété ou de le laisser en place sur les terres octroyées,

(v) le droit de transférer ultérieurement, en tout ou en partie, à autrui les droits ou intérêts sur un bâtiment accordés à l'origine par la bande à des fins non résidentielles.

Conditions implicites

est or any part thereof to another person.

Commercial fisheries and outfitting operations

135. (1) A grant by a band relating to its Category IA or IA-N land does not permit the grantee to use that land for

- (a) a commercial fishery, or
- (b) an "outfitting operation" within the meaning of *An Act respecting hunting and fishing rights in the James Bay and New Quebec territories* (Quebec)

unless explicit permission for such use is included in the terms of the grant or is subsequently given by the band.

Approval of band electors required

(2) Permission to use Category IA or IA-N land for a purpose mentioned in paragraph (1)(a) or (b), whether included in the terms of the grant or subsequently given by the band, requires the approval of the electors of the band at a special band meeting or referendum at which

- (a) at least ten per cent of the electors of the band voted on the matter, in the case of permission for a period of less than twenty-five years; or
- (b) at least twenty-five per cent of the electors of the band voted on the matter, in the case of permission for a period of twenty-five years or more.

Superficie

Right of superficie

136. (1) For the purposes of this Part, a right of superficie is a right in land that entitles the holder of the right (referred to in this section as the "superficiary") to construct and own buildings on the land.

Termination of a right of superficie

(2) In addition to terminating through the operation of paragraphs 134(2)(a) and (b), a superficie granted under section 132 shall be deemed to expire if the band becomes the superficiary, or if there is a total loss of the land subject to the superficie.

Restoration of land to initial state

(3) Unless otherwise agreed to in writing by the band and the superficiary prior to the expiration of the term of a superficie, the superficiary shall, at his own expense and prior to the expiration of the term of the superficie,

135. (1) Le bénéficiaire d'une concession octroyée par la bande sur les terres de catégorie IA ou IA-N qui lui sont attribuées ne peut, sauf autorisation explicite donnée à cette fin dans l'acte de concession ou ultérieurement :

- a) y pratiquer la pêche commerciale;
- b) y exploiter une pourvoirie au sens de la *Loi sur les droits de chasse et de pêche* dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec.

Pêche commerciale et pourvoiries

Approbation par vote

(2) L'autorisation, qu'elle soit donnée dans l'acte de concession ou ultérieurement, de faire usage des terres de catégorie IA ou IA-N à l'une des fins visées au paragraphe (1) est subordonnée à son approbation en assemblée extraordinaire ou par référendum avec un taux de participation au vote :

- a) d'au moins dix pour cent, lorsque l'autorisation est pour une durée de moins de vingt-cinq ans;
- b) d'au moins vingt-cinq pour cent, lorsque l'autorisation est pour une durée égale ou supérieure à vingt-cinq ans.

Droit de superficie

136. (1) Pour l'application de la présente partie, le droit de superficie est un droit immobilier par l'exercice duquel son titulaire, le superficiaire, peut construire des bâtiments sur les terres assujetties au droit et en être propriétaire.

(2) Outre les cas d'extinction prévus aux alinéas 134(2)a) et b), le superficiaire perd le droit qui lui a été accordé en application de l'article 132 si la bande recouvre celui-ci ou s'il y a anéantissement des terres assujetties au droit.

(3) Sauf accord contraire passé par écrit entre la bande et le superficiaire avant l'extinction du droit, le superficiaire est tenu, à ses frais et avant l'extinction :

Extinction du droit

Remise en état

(a) remove or demolish any building owned by him on the land; and
 (b) restore the land as near as possible to the state that it was in at the commencement of the term of the superficte.

a) d'enlever ou de démolir les bâtiments qui sont situés sur les terres assujetties et dont il est le propriétaire;
 b) de rétablir les lieux, dans toute la mesure du possible, en l'état où ils se trouvaient à l'ouverture du droit.

Notice to band of intended demolition

(4) At least ninety days before demolishing a building pursuant to paragraph (3)(a), the superficiary shall give notice to the band of his intention to demolish the building.

(4) Le superficiaire donne à la bande un préavis de quatre-vingt-dix jours dans les cas où il a l'intention de procéder à la démolition.

Préavis de démolition

Band may elect to purchase building

(5) A band shall, within forty-five days after receiving a notice referred to in subsection (4), give notice to the superficiary as to whether the band elects or does not elect to purchase the building, and, where the band fails to give such notice within that period, it shall be deemed to have elected not to purchase the building.

(5) Dans les quarante-cinq jours suivant la réception du préavis mentionné au paragraphe (4), la bande donne avis au superficiaire de sa décision d'acheter ou non le bâtiment en cause; faute d'avis dans ce délai, la bande est réputée avoir renoncé à l'achat.

Option d'achat

Effect of band's election to purchase building

(6) Where the band elects under subsection (5) to purchase the building, the building becomes the property of the band at the time when the band gives notice to the superficiary of its election to purchase the building, and the band shall forthwith compensate the former superficiary in an amount to be agreed on between the band and the superficiary or, where no agreement can be reached, at the fair market value.

(6) La bande devient propriétaire du bâtiment dès qu'elle donne au superficiaire avis de sa décision de l'acheter; elle verse à celui-ci, sans délai, l'indemnité convenue entre eux ou, faute d'entente, l'indemnité correspondant à la juste valeur marchande du bâtiment.

Décision d'achat

Registration of notice of election to purchase

(7) Where, pursuant to subsection (5), a band gives notice to the superficiary that it elects to purchase the building, the band shall cause a copy of that notice to be registered in the land registry system established by Part X, but non-compliance with this subsection does not affect the validity of the notice.

(7) La bande fait enregistrer son avis de décision d'achat auprès du Service de l'Enregistrement constitué en application de la partie X; toutefois, le défaut d'enregistrement n'entraîne pas l'invalidité de l'avis.

Enregistrement de l'avis

Where superficiary does not comply with subsection (3) and band does not purchase building

(8) Where a band does not elect to purchase the building pursuant to subsection (5) and the superficiary fails to comply with subsection (3), then the building becomes the property of the band on the expiration of the term of the superficte, with no compensation payable to the superficiary.

(8) Dès l'extinction du droit, la bande devient propriétaire du bâtiment sans avoir à verser d'indemnité dans le cas où, alors qu'elle a renoncé à l'achat, le superficiaire ne s'est pas conformé au paragraphe (3).

Démolition aux frais de l'ancien superficiaire

Removal and demolition of building

(9) Where a band removes or demolishes a building within one year after becoming the owner thereof pursuant to subsection (8), the former superficiary is liable for reasonable costs incurred by the band in so removing or demolishing the building and in restoring the

(9) Si la bande exécute elle-même les travaux prévus au paragraphe (3) dans l'année qui suit la date où elle devient propriétaire du bâtiment, l'ancien superficiaire est tenu au remboursement des frais raisonnables entraînés à cette occasion.

Obligation de l'ancien superficiaire

land, within that one year period, as near as possible to the state that it was in at the commencement of the term of the superficie.

Subsequent Transfers of Rights or Interests

137. (1) Where a right or interest in land was originally granted by a band for residential purposes under paragraph 132(1)(a), a subsequent transfer of that right or interest on any part thereof is of no effect unless authorized by the band, either in the original grant or subsequently.

(2) Where a right or interest in land was originally granted by a band for non-residential purposes under paragraph 132(1)(a), a subsequent transfer of that right or interest on any part thereof is of no effect unless authorized by the band, either in the original grant or subsequently, with the approval of the electors of the band at a special band meeting or referendum at which the same percentage of electors voted on the matter as would be required if the right or interest being transferred were being granted by the band under paragraph 132(1)(a).

(3) Where a transfer of a right or interest of a corporation in Category IA or IA-N land of a band is deemed to have occurred by virtue of subsection 130(2) as a result of a change in the effective voting control of the corporation and that change in the effective voting control had not been previously authorized by the band pursuant to subsection (1) or (2), as the case may be, that right or interest of the corporation reverts to the band as of the date of the change in effective voting control of the corporation.

General

138. (1) A Cree band shall consult with the department or agency of the Government of Quebec or other person designated by Quebec and the Minister before permitting a person other than

- (a) a Cree beneficiary,
- (b) a body composed of a majority of Cree beneficiaries, or
- (c) a party to the James Bay and Northern Quebec Agreement

Transferts ultérieurs

137. (1) Le transfert total ou partiel des droits ou intérêts octroyés sur des terres, en application de l'alinéa 132(1)a), à des fins résidentielles n'a d'effet que s'il est autorisé par la bande, que l'autorisation soit donnée dans l'acte d'octroi du droit ou ultérieurement.

(2) S'il s'agit des mêmes droits mais octroyés à des fins non résidentielles, leur transfert n'a d'effet que si l'autorisation est assortie d'une approbation donnée en assemblée extraordinaire ou par référendum avec le même taux de participation au vote que pour l'approbation de l'octroi du droit.

(3) Dans le cas prévu au paragraphe 130(2), les droits ou intérêts considérés comme transférés à une personne morale du fait de la modification de son contrôle réel font retour à la bande dès la date de la modification si celle-ci n'a pas fait au préalable l'objet de l'autorisation visée aux paragraphes (1) ou (2).

Dispositions générales

138. (1) La bande crie est tenue, avant d'autoriser des personnes qui ne sont ni des bénéficiaires cris ni des organismes composés en majorité de bénéficiaires cris, ni des parties à la Convention de la Baie James et du Nord québécois, à entreprendre, sur les terres de catégorie IA qui lui ont été attribuées, des projets d'intérêt régional ou provincial, de consulter tant le ministère, l'organisme ou la personne désignés par le Québec que le ministre.

Fins résidentielles

Fins non résidentielles

Approbation du transfert

Obligation de consultations préalables

Band approval for transfer of land originally granted for residential purposes

Approval of electors for transfer of land originally granted for non-residential purposes

Approval for deemed transfer of corporation's right or interest

Consultation requirements before certain projects undertaken

to develop a project of a regional or provincial nature on the band's Category IA land.

Idem

(2) The Naskapi band shall consult with the department or agency of the Government of Quebec or other person designated by Quebec and the Minister before permitting a person other than

(a) a Naskapi beneficiary,

(b) a body composed of a majority of Naskapi beneficiaries, or

(c) a party to the Northeastern Quebec Agreement

to develop a project of a regional or provincial nature on the band's Category IA-N land.

(2) La bande naskapie est tenue, avant d'autoriser des personnes qui ne sont ni des 5 bénéficiaires naskapis ni des organismes composés en majorité de bénéficiaires naskapis, ni des parties à la Convention du Nord- 5 Est québécois, à entreprendre, sur les terres de catégorie IA-N qui lui ont été attribuées, 10 des projets d'intérêt régional ou provincial, de consulter tant le ministère, l'organisme ou la personne désignés par le Québec que le 10 ministre.

Idem

15

Land to be allocated for community services

139. (1) A band shall allocate land necessary for community services provided by Quebec, its agents or mandataries, such as roads, schools, hospitals, police stations and other similar services.

139. (1) La bande est tenue d'affecter les terres nécessaires à la prestation des services communautaires qu'assurent le Québec, ses représentants ou ses mandataires, notam- 15 ment en matière de routes, d'écoles, d'hôpitaux ou de postes de police.

Affectation de terres pour implantation d'infrastructures

Mode of allocation and fee

(2) The allocation of land by a band pursuant to subsection (1) shall be effected by way of servitude, lease or similar contract, and for a fee not exceeding one dollar.

(2) L'affectation visée au paragraphe (1) se fait par octroi de servitude ou de bail ou par tout autre moyen contractuel analogue, 20 contre versement maximal de un dollar.

Mode d'affectation et droits à acquitter

No prescription

140. No right or interest in Category IA 25 or IA-N land may be acquired by prescription.

140. Les droits ou intérêts sur les terres de catégorie IA ou IA-N ne peuvent s'acquérir par prescription.

Inapplicabilité de la prescription acquiescive

PART IX

CESSIONS BY BANDS

Definitions

"cession"
«abandon»

141. (1) In this Part,
"cession" means the ceding of the whole of the rights and interests of a band in or on 30 any of its Category IA or IA-N land;

"registered"
«enregistré»

"registered" means registered in the land registry system referred to in Part X.

Granting of rights or interests under other Parts of Act

(2) For greater certainty, the granting of rights or interests by a band in its Category 35

PARTIE IX

ABANDONS

141. (1) Les définitions qui suivent s'ap- 25 pliquent à la présente partie.

«abandon» Cession de tous les droits et intérêts de la bande sur tout ou partie des terres de catégorie IA ou IA-N qui lui sont attribuées. 30

«enregistré» Enregistré auprès du service mentionné à la partie X.

(2) L'octroi de droits et intérêts effectué par une bande, sur les terres de catégorie IA

Définitions

«abandon»
"cession"

«enregistré»
"registered"

Octroi de droits selon les autres parties de la loi

IA or IA-N land pursuant to any other Part of this Act does not constitute a cession within the meaning of this Part.

ou IA-N qui lui sont attribuées, conformément aux autres parties de la présente loi ne constitue pas un abandon au sens de la présente partie.

Cessions by band

142. (1) A band may make a cession, but only to Quebec and only in accordance with this Part.

142. (1) La bande ne peut faire un abandon qu'au profit du Québec et que conformément à la présente partie.

5 Abandon

Conditional or unconditional cession

(2) A cession may either be unconditional or may be subject to such terms and conditions as are contained in the Instrument of Cession.

(2) L'abandon peut être absolu ou assujéti aux conditions énoncées dans l'acte d'abandon.

Abandon absolu ou conditionnel

10

Requirements for valid cession

143. (1) A cession is not valid unless

143. (1) Les conditions de validité de l'abandon sont les suivantes :

Conditions de validité de l'abandon

(a) it is approved by the band in accordance with section 144;

a) approbation de la bande, conformément à l'article 144;

(b) an Instrument of Cession is executed by the band in accordance with paragraph 146(b);

b) signature de l'acte d'abandon, conformément à l'alinéa 146b);

(c) the statement and document referred to in paragraphs 146(a) and (b) have been submitted to the Minister in accordance with section 146;

c) présentation au ministre conformément à l'article 146 de l'attestation et de l'acte visés aux alinéas a) et b) du même article;

(d) the Governor in Council passes an order in council in accordance with section 147 transferring to Quebec the administration, management and control of the land described in the Instrument of Cession;

d) prise par le gouverneur en conseil, conformément à l'article 147, d'un décret portant transfert au Québec de l'administration, de la régie et du contrôle des terres visées par l'acte d'abandon;

(e) Quebec has, within six months of the date of the execution of the Instrument of Cession or such longer period as is specified in the Instrument of Cession,

e) acceptation par le Québec, dans les six mois suivant la date de signature de l'acte d'abandon ou dans le délai supérieur précisé dans l'acte :

(i) accepted the cession in accordance with the terms and conditions specified in the Instrument of Cession, and

(i) de l'abandon assorti des conditions précisées dans l'acte,

30

(ii) accepted the transfer from Canada of the administration, management and control of the land described in the Instrument of Cession.

(ii) du transfert visé à l'alinéa d).

Effective date of a cession

(2) The effective date of a cession is the date on which Quebec accepts the cession and the transfer of the administration, management and control pursuant to paragraph (1)(e), unless a later date is specified in the Instrument of Cession, in which case the effective date of the cession is that later date.

(2) L'abandon prend effet à la date de l'acceptation visée à l'alinéa (1)e), ou à la date ultérieure précisée dans l'acte.

Prise d'effet

Cession must be approved by referendum

144. (1) A cession requires the approval of the electors of the band in a referendum in

144. (1) L'abandon exige l'approbation des électeurs de la bande par référendum

Approbation par référendum

which at least sixty-five per cent of the electors of the band vote in favour of the cession.

avec un vote positif d'au moins soixante-cinq pour cent.

Notice of referendum

(2) At least thirty days prior to the day fixed for a referendum in which a proposed cession is to be voted on, a notice described in subsection (3)

(a) must be delivered to all holders of registered rights or interests in or on the land subject to the proposed cession by personal service or by registered mail to the holder's address that is registered in the land registry office; and

(b) must be posted on the band's Category IA or IA-N land at a public place designated by the band.

(2) Au moins trente jours avant la date fixée pour le référendum, l'avis prévu au 5 paragraphe (3) doit être :

Avis de référendum

a) transmis aux titulaires de droits et intérêts enregistrés sur les terres visées par l'abandon, par signification à personne ou par courrier recommandé à leur adresse telle qu'elle est inscrite au bureau de l'Enregistrement;

b) affiché au lieu public des terres de catégorie IA ou IA-N désigné par la bande.

Contents of notice

(3) The notice referred to in subsection (2) must clearly state that a proposed cession is to be voted on in the referendum, and must clearly set out

(a) the time and place of the referendum;

(b) a reasonably accurate description of the land subject to the proposed cession; and

(c) the principal terms and conditions of the proposed cession.

(3) L'avis mentionné au paragraphe (2) doit comporter en termes clairs, outre l'annonce du projet d'abandon, les éléments suivants :

a) date, heure et lieu du référendum;

b) description suffisamment précise des terres en cause;

c) principales conditions de l'abandon.

Éléments de l'avis

Rights or interests

145. (1) The existence of rights or interests of persons other than the band in or on Category IA or IA-N land, or in a building located thereon, does not in itself bar a cession of that land.

145. (1) L'existence de droits et intérêts détenus, sur des terres de catégorie IA ou IA-N ou sur des bâtiments qui y sont situés, par d'autres titulaires que la bande ne constitue pas en soi un empêchement à l'abandon.

Droits de tiers

Effect of cession on certain rights

(2) Except as provided by any agreement to the contrary between the band and Quebec, all rights and interests in or on Category IA or IA-N land subject to a cession and all rights and interests in buildings located thereon, other than rights and interests of Quebec, are extinguished as of the effective date of the cession.

(2) Sauf accord contraire entre la bande et le Québec, la prise d'effet de l'abandon entraîne l'extinction de tous droits ou intérêts, excepté ceux du Québec, sur les terres de catégorie IA ou IA-N visées par l'abandon et sur les bâtiments qui y sont situés.

Effet de l'abandon

Compensation for extinguished registered rights or interests

(3) Holders of registered rights or interests in or on Category IA or IA-N land, or in buildings located thereon, whose rights or interests have been extinguished by virtue of subsection (2) are entitled to fair compensation by the band for the value (as of the time of the delivery of the notice pursuant to paragraph 144(2)(a)) of the extinguished right or interest, and the amount of compensation, if not agreed on by the band and the

(3) Les titulaires de droits ou intérêts enregistrés sur des terres de catégorie IA ou IA-N ou sur des bâtiments qui y sont situés ont le droit, si ces droits ou intérêts sont éteints en application du paragraphe (2), de recevoir de la bande une juste indemnité, établie d'après la valeur des droits à la date de l'avis prévu à l'alinéa 144(2)a). En cas de désaccord entre la bande et les titulaires quant au montant de l'indemnité, celui-ci est

Indemnisation des titulaires de droits enregistrés

holder of the right or interest, shall be determined in accordance with regulations made under Part XI as if that right or interest had been expropriated by the band.

déterminé selon les règlements pris en application de la partie XI comme s'il s'agissait de droits expropriés par la bande.

Documents that the band must submit to Minister

146. Where a band has approved a cession pursuant to section 144, it shall cause to be submitted to the Minister or to such person as is designated by the Minister, within twenty days after the date of the referendum in which the cession was approved or such longer period as may be authorized by the Minister,

(a) a written statement of the officer responsible for the conduct of the referendum certifying the results of the vote taken therein; and

(b) a document specifically designated as an Instrument of Cession, in prescribed form, executed by at least two council members of the band, describing the cession that was approved in the referendum.

146. Dans les vingt jours suivant la date du référendum où l'abandon a été approuvé conformément à l'article 144, ou dans le délai supérieur autorisé par le ministre, la bande adresse à celui-ci, ou à son délégué :

a) l'attestation écrite, établie par le responsable du référendum, des résultats du 10 scrutin;

b) un document expressément intitulé «acte d'abandon», établi en la forme réglementaire, signé par au moins deux membres du conseil et donnant les éléments de 15 l'abandon.

Documents à adresser au ministre

Transfer to Quebec of administration, management and control

147. Where section 146 has been complied with, the Governor in Council shall, by order, transfer to Quebec the administration, management and control of the land 25 described in the Instrument of Cession subject to any terms or conditions set out in the Instrument of Cession.

147. Une fois remplies les formalités prévues à l'article 146, le gouverneur en conseil prend un décret portant transfert au Québec 20 de l'administration, de la régie et du contrôle des terres visées par l'acte d'abandon, sous réserve des conditions précisées dans l'acte.

Transfert au Québec

Effect of cession

148. As of the effective date of a cession, the land ceded ceases to be Category IA or 30 IA-N land.

148. À la date de prise d'effet de l'abandon, les terres en cause cessent d'appartenir à la catégorie IA ou IA-N. 25

Déclassement

Land registry system

149. A band shall, within sixty days of the effective date of a cession, deposit the Instrument of Cession in the land registry office referred to in Part X, but non-compliance 35 with this section does not affect the validity or effective date of the cession.

149. Dans les soixante jours suivant la date de prise d'effet de l'abandon, la bande fait enregistrer l'acte auprès du service constitué en application de la partie X; toutefois, le défaut d'enregistrement n'entraîne pas 30 l'invalidité de l'abandon ni ne porte atteinte à sa prise d'effet.

Service de l'Enregistrement

PART X

LAND REGISTRY SYSTEM

Enforceability of rights and interests

150. (1) A right or an interest in Category IA or IA-N land or in a building situated thereon granted after the coming into force 40 of this Part, other than

PARTIE X

SERVICE DE L'ENREGISTREMENT

150. (1) Les droits ou intérêts octroyés sur les terres de catégorie IA ou IA-N, ou sur les bâtiments qui y sont situés, après l'entrée en 35 vigueur de la présente partie ne sont opposables aux tiers que s'ils sont enregistrés con-

Opposabilité des droits

- (a) an authorization from a band referred to in subsection 111(2),
- (b) a right or interest granted by a band referred to in paragraph 113(4)(b),
- (c) a right conferred by section 114 or 115, and
- (d) a servitude expropriated by an expropriating authority under Part VII,
- is not enforceable against a third party unless it is registered in accordance with the regulations made under section 151.
- formément aux règlements pris en application de l'article 151. Toutefois, le présent paragraphe ne s'applique pas :
- a) aux autorisations visées au paragraphe 111(2);
- b) aux droits ou intérêts visés à l'alinéa 113(4)b);
- c) aux droits visés à l'article 114 ou 115;
- d) aux servitudes établies par l'autorité visée à la partie VII.

Enforceability
of hypothecs

- (2) A hypothec granted after the coming into force of this Part on an interest in Category IA or IA-N land or in a building situated thereon is not enforceable against that interest unless it is registered in accordance with the regulations made under section 151.

Opposabilité
des hypothèques

Regulations for
establishment
and maintenance
of land
registry system

- 151.** The Governor in Council may make regulations for establishing and maintaining a land registry system, under the control and supervision of the Minister, for the registration of rights and interests in Category IA and IA-N land and in buildings situated thereon, and, without restricting the generality of the foregoing, may make regulations respecting
- (a) the establishment and maintenance of land registry offices and their hours of operation;
- (b) the administration of the land registry system, including officers and employees and their powers and duties;
- (c) the procedure for registering rights and interests, including forms and fees;
- (d) the manner and form in which books and records are to be maintained by the land registry offices;
- (e) the effects of registering a right or interest, including priorities;
- (f) the registering of surveys of Category IA or IA-N land;
- (g) the cancellation of instruments registered in the land registry system; and
- (h) the keeping by the land registry offices of non-registrable documents for the purpose of facilitating the manage-
- 151.** Le gouverneur en conseil peut, par règlement, prévoir la constitution et le fonctionnement d'un service chargé, sous l'autorité et la surveillance du ministre, de l'enregistrement des droits ou intérêts sur les terres des catégories IA et IA-N et sur les bâtiments qui s'y trouvent et, notamment,
- a) la constitution et le fonctionnement de bureaux de l'Enregistrement, ainsi que leurs heures d'ouverture;
- b) la gestion du Service de l'Enregistrement, en particulier touchant son personnel et les attributions de celui-ci;
- c) les formalités d'enregistrement, en particulier touchant les formulaires à employer et les droits à payer;
- d) les modalités de tenue des documents du service;
- e) les effets de l'enregistrement, en particulier touchant le rang des droits et intérêts entre eux;
- f) l'enregistrement de l'arpentage des terres de catégorie IA ou IA-N;
- g) la radiation des actes enregistrés;
- h) la conservation par les bureaux de l'Enregistrement des documents non susceptibles d'enregistrement, en vue de faciliter la gestion et l'administration des terres de

Constitution du
Service de
l'Enregistre-
ment

ment or administration of Category IA or IA-N land or of buildings situated thereon.

catégorie IA ou IA-N ou des bâtiments qui y sont situés.

Duties of band

152. (1) A band shall deposit in the land registry office a copy of

- (a) every grant by the band made pursuant to section 132,
- (b) every authorization from the band referred to in subsection 111(2),
- (c) every grant by the band referred to in 10 paragraph 113(4)(b),
- (d) every authorization by the band referred to in section 137,
- (e) every land use plan or resource use plan adopted pursuant to subsection 46(1), 15 and
- (f) every zoning by-law made under section 47,

together with evidence of the approval of the electors of the band where such is required 20 by this Act.

152. (1) La bande dépose auprès du ser- 5 vice de l'Enregistrement une copie des actes accompagnés des attestations de l'approba- 5 tion donnée par les électeurs, s'il y a lieu, correspondant aux :

- a) concessions octroyées conformément à l'article 132;
- b) autorisations visées au paragraphe 10 111(2);
- c) octrois visés à l'alinéa 113(4)b);
- d) autorisations visées à l'article 137;
- e) plans d'aménagement du territoire et d'utilisation des ressources visés au para- 15 graphe 46(1);
- f) règlements administratifs de zonage pris en application de l'article 47.

Obligations de la bande

Validity not affected by non-compliance

(2) Failure of a band to comply with subsection (1) does not affect the validity of the grant, authorization, plan or by-law in question.

(2) L'inobservation du paragraphe (1) 20 n'entraîne pas l'invalidité du droit, de la concession, de l'autorisation, du plan ou du 25 règlement administratif en cause.

Deposit does not constitute registration

(3) For greater certainty, the deposit of a document under subsection (1) does not constitute registration of that document.

(3) Le dépôt prévu au paragraphe (1) 25 n'équivaut pas à un enregistrement.

Non-équivalence

PART XI

EXPROPRIATION BY BANDS

Rights and interests that a band may expropriate

153. Where regulations made under section 156 are in force, a band may, subject to 30 and in accordance with those regulations, for community purposes or community works, expropriate any right or interest in its Category IA or IA-N land or in any building situated thereon, except for

- (a) a right or interest of Canada or Quebec;
- (b) a right conferred by section 114 or 115; and
- (c) a servitude expropriated by an expro- 40 priating authority under Part VII.

PARTIE XI

EXPROPRIATION PAR LA BANDE

Faculté d'expropriation

153. La bande peut, dans le cadre des 30 règlements pris en application de l'article 156, exproprier, à des fins ou pour des travaux d'intérêt communautaire, tous droits ou intérêts sur les terres de catégorie IA ou 30 IA-N qui lui sont attribuées, ou sur les bâtiments qui y sont situés, exception faite :

- a) des droits ou intérêts du Canada ou du Québec;
- b) des droits visés aux articles 114 ou 115; 35
- c) des servitudes établies par l'autorité en vertu de la partie VII.

Acquisition by mutual agreement	154. The right of a band to expropriate pursuant to this Part does not restrict any right that the band has under this Act to acquire, by mutual agreement, rights or interests in land or buildings.	154. La faculté d'expropriation conférée à la bande par la présente partie ne porte pas atteinte à sa faculté d'acquérir des droits ou intérêts immobiliers de gré à gré sous le 5 régime de la présente loi.	Acquisition de gré à gré
Compensation	155. A band shall, subject to and in accordance with regulations made under section 156, pay compensation to holders of rights or interests expropriated pursuant to this Part.	155. La bande est tenue, dans le cadre des règlements pris en application de l'article 156, d'indemniser les titulaires des droits ou intérêts expropriés en vertu de la présente 10 partie.	Indemnisation
Regulations	156. The Governor in Council may make regulations respecting substantive or procedural aspects of expropriations permitted by this Part, including, without limiting the generality of the foregoing, regulations respect- 15 ing	156. Le gouverneur en conseil peut, par règlement, fixer les normes de fond et de forme applicables aux expropriations autorisées par la présente partie et, notamment, 15 prévoir :	Règlements
	(a) procedure governing expropriation, including the taking of possession, compulsory taking of possession and transfer of title;	a) la procédure d'expropriation en particulier touchant la prise de possession, la prise de possession forcée et le transfert de titre;	
	(b) entitlement to compensation, determination of the amount of compensation and the method for payment of compensation; and	b) les conditions d'ouverture du droit à 20 l'indemnité, la détermination de son montant et ses modalités de versement;	
	(c) contestation of 25	c) les cas de contestation :	
	(i) the right of a band to expropriate,	(i) de la faculté d'expropriation,	
	(ii) the right of the expropriated party to compensation, and	(ii) du droit à l'indemnité,	25
	(iii) the amount of compensation.	(iii) du montant de l'indemnité.	

PART XII

CREE-NASKAPI COMMISSION

Interpretation	157. In this Part,	30
"Commission" «Commission»	"Commission" means the Cree-Naskapi Commission established by section 158;	
"member" «commissaire»	"member" means a member of the Commission;	
"representation" Version anglaise seulement	"representation" includes a complaint.	35

Cree-Naskapi Commission established	158. (1) There shall be a commission, to be known as the Cree-Naskapi Commission, consisting of a maximum of three individuals appointed by the Governor in Council on the	
-------------------------------------	---	--

PARTIE XII

COMMISSION CRIE-NASKAPIE

30	157. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.	Définitions
	«commissaire» Membre de la Commission.	«commissaire» "member"
30	«Commission» La Commission crie-naskapie constituée par l'article 158.	«Commission» "Commission"

35	158. (1) Est constituée la Commission crie-naskapie, composée d'au plus trois commissaires, nommés par le gouverneur en conseil sur recommandation de l'Administration régionale crie et de la bande naskapie.	Constitution
----	---	--------------

recommendation of the Cree Regional Authority and the Naskapi band.

Chairman	(2) The Governor in Council shall designate one member of the Commission as Chairman.	(2) Le gouverneur en conseil choisit le président de la Commission parmi les 5 commissaires.	Président
Eligibility	159. A council member, officer, employee or agent of a band is not eligible to be appointed or to continue to serve as a member of the Commission.	159. Ni les membres du conseil ou les mandataires de la bande, ni les membres de son personnel ne peuvent faire partie de la Commission.	Exclusion 5
Term of office	160. (1) Except as provided by subsection (3), a member shall be appointed for a term of two years.	160. (1) Sous réserve du paragraphe (3), la durée du mandat des commissaires est de deux ans.	Mandat 10
Tenure	(2) A member may be removed for cause.	(2) Les commissaires peuvent être destitués pour une raison valable.	Destitution
Vacancy	(3) Where a member dies or resigns or is removed for cause, a new member shall be appointed for the duration of the unexpired term of the former member.	(3) En cas de décès, de démission ou de destitution, pour une raison valable, d'un commissaire, un nouveau commissaire est nommé pour le reste du mandat.	Vacance 15
Eligibility for re-appointment	(4) A member is eligible for re-appointment on the expiration of his term of office.	(4) Le mandat des commissaires est renouvelable.	Renouvellement du mandat
Temporary substitute member	(5) Where a member is absent or incapacitated, the Governor in Council may, on the recommendation of the Cree Regional Authority and the Naskapi band, appoint a temporary substitute member on such terms as are fixed by the Governor in Council.	(5) En cas d'absence ou d'empêchement d'un commissaire, le gouverneur en conseil peut, sur recommandation de l'Administration régionale crie et de la bande naskapie, nommer, à titre temporaire, un commissaire suppléant et fixer les conditions de la suppléance.	Suppléance 20 25
Remuneration of members	(6) Members of the Commission shall be paid such remuneration as is fixed by the Governor in Council.	(6) Les commissaires reçoivent la rémunération fixée par le gouverneur en conseil.	Rémunération des commissaires
Head office	161. The head office of the Commission shall be in the City of Val d'Or in the Province or at such other place as the Governor in Council, on the recommendation of the Cree Regional Authority and the Naskapi band, may designate.	161. Le siège de la Commission est fixé à Val-d'Or (Québec), ou au lieu désigné par le gouverneur en conseil sur la recommandation de l'Administration régionale crie et de la bande naskapie.	Siège 30
Staff	162. (1) The Commission may, with the approval of the Treasury Board, employ or engage such officers, employees and agents as are necessary for the proper conduct of the work of the Commission.	162. (1) La Commission peut, avec l'approbation du Conseil du trésor, engager le personnel et les mandataires nécessaires à l'exécution de sa mission.	Personnel 35
Remuneration of staff	(2) Persons employed or engaged under subsection (1) shall be paid such remuneration as is fixed by the Commission with the approval of the Treasury Board.	(2) Les personnes engagées conformément au paragraphe (1) reçoivent la rémunération fixée par la Commission avec l'approbation du Conseil du trésor.	Rémunération du personnel 40

Not part of public service	(3) The members of the Commission and persons employed or engaged under subsection (1) are not part of the public service of Canada by reason only of such membership, employment or engagement.	(3) La qualité de commissaire, de membre du personnel ou de mandataire de la Commission ne constitue pas à elle seule un critère d'appartenance à l'administration publique fédérale.	Non-appartenance à l'administration publique fédérale
Financial	(4) The remuneration of the members of the Commission and of persons employed or engaged under subsection (1) shall be paid out of money appropriated by Parliament for that purpose.	(4) La rémunération des commissaires et des personnes engagées conformément au paragraphe (1) est payée sur les crédits affectés par le Parlement à cette fin.	Origine de la rémunération
Quorum	163. (1) A quorum of the Commission consists of all members.	163. (1) La Commission ne peut valablement délibérer que si tous les commissaires sont présents.	Validité des délibérations
Majority	(2) Decisions of the Commission shall be made by majority vote, except as provided in section 164.	(2) Sous réserve de l'article 164, les décisions de la Commission se prennent à la majorité des voix.	Majorité
Rules	(3) The Commission may make rules for the conduct of its business.	(3) La Commission peut établir des règles régissant la conduite de ses travaux.	Règles
Commission may delegate its powers	164. The Commission may, by unanimous decision of its members, delegate its powers or duties, except those referred to in subsection 163(3) and paragraph 165(1)(a), to one or more members thereof.	164. La Commission peut, par décision unanime, déléguer ses pouvoirs et fonctions, sauf ceux qui sont mentionnés au paragraphe 163(3) et à l'alinéa 165(1)a), à un ou plusieurs commissaires.	Délégation de pouvoirs
Duties of Commission	165. (1) The Commission shall (a) prepare biennial reports on the implementation of this Act, in accordance with subsection 171(1); and (b) except as provided by subsections (2) and (3), investigate any representation submitted to it relating to the implementation of this Act, including representations relating to the exercise or non-exercise of a power under this Act and the performance or non-performance of a duty under this Act.	165. (1) La Commission a pour mission : a) d'établir les rapports prévus au paragraphe 171(1); b) sous réserve des paragraphes (2) et (3), d'enquêter sur les réclamations qui lui sont présentées concernant l'application de la présente loi, notamment l'exercice ou le défaut d'exercice de pouvoirs ou fonctions conférés sous le régime de cette loi.	Mission
Exception	(2) The Commission shall not investigate or continue to investigate a representation in respect of whose subject-matter judicial proceedings have been commenced.	(2) La Commission ne peut connaître des réclamations dont sont saisis les tribunaux.	Exception
Commission's discretion	(3) The Commission may refuse to investigate a representation or may discontinue an investigation if it is satisfied (a) that the representation has not been made in good faith; (b) that the person making the representation does not have a sufficient personal	(3) La Commission peut refuser d'entreprendre ou interrompre une enquête si elle a la conviction qu'elle se trouve devant l'un des cas suivants : a) la réclamation n'a pas été présentée de bonne foi; b) le réclamant n'a pas un intérêt suffisant;	Pouvoir d'appréciation

interest in the subject-matter of the representation;

(c) that, having regard to all the circumstances of the case, an investigation, or the continuation of the investigation, as the case may be, would serve no useful purpose; or

(d) that there exists a suitable alternative means by which the representation may be investigated or otherwise pursued.

c) l'enquête, ou sa poursuite, serait, eu égard aux circonstances, inutile;

d) il existe d'autres moyens, plus indiqués que son enquête, pour connaître de la réclamation.

Commission to state grounds for refusal

(4) Where the Commission refuses to investigate a representation or discontinues an investigation, it shall forthwith, in writing, so inform the person who made the representation, stating and explaining on which of the grounds set out in subsection (2) or (3) the Commission's decision was based.

(4) Dès qu'elle décide de ne pas entreprendre ou d'interrompre une enquête, la Commission en avise par écrit le réclamant, en indiquant laquelle des dispositions des paragraphes (2) ou (3) a motivé sa décision et en donnant toute précision complémentaire utile.

Motivation du refus

Notice of investigation

166. (1) Where the Commission decides to investigate a representation, it shall forthwith give notice to

(a) the person who made the representation;

(b) the band or bands referred to in the representation;

(c) any person whose misconduct is alleged in the representation; and

(d) the Minister.

166. (1) Dès qu'elle décide de recevoir une réclamation, la Commission adresse un avis d'enquête :

a) au réclamant;

b) à la bande ou aux bandes prises à partie;

c) aux personnes éventuellement mises en cause;

d) au ministre.

Avis d'enquête

Privacy of hearings

(2) An investigation by the Commission under this Part shall be conducted in private unless the Commission is satisfied that the public conduct of the investigation would not be prejudicial to the interests of any person, in which case it may order the investigation to be conducted in whole or in part in public.

(2) Le secret de l'enquête s'impose, sauf si la Commission est convaincue que la publicité de l'enquête ne risque de nuire à aucun intérêt. Dans ce cas, elle peut ordonner une publicité totale ou partielle.

Secret de l'enquête

Identity of person who made representation

(3) Where a person making a representation to the Commission under this Part so requests, the Commission shall not identify that person in any proceeding under this Part or in any report under section 170 or subsection 171(1).

(3) À la demande du réclamant, la Commission s'abstient de faire état de son identité au cours ou dans les actes de l'enquête, ainsi que dans les rapports prévus à l'article 170 ou au paragraphe 171(1).

Identité du réclamant

Commission may request evidence

167. The Commission, where it deems it necessary in the conduct of an investigation under this Part, may request any person to appear before it, give evidence and produce documents and things, but such a person is under no obligation to comply with the

167. Au cours de son enquête, la Commission peut, si elle l'estime nécessaire, demander à quiconque de comparaître devant elle, de témoigner et de produire des documents ou pièces, mais l'intéressé n'est pas obligé de se conformer à la demande, la Commission n'ayant pas le pouvoir de l'assigner.

Comparution des témoins

request, and the Commission has no power of subpoena.

Protection
against negative
findings

168. The Commission shall not make any negative finding against a person unless it has given him reasonable notice of his alleged misconduct that might form the subject of such a finding and has allowed him an opportunity to be heard in person or by counsel.

Protection of
members of
Commission

169. (1) No action lies against the Commission, any member thereof, or any person holding an office or appointment under the Commission, for anything done or reported or said in the course of the exercise or intended exercise of his official functions, unless it is shown that he acted in bad faith.

Protection of
witnesses

(2) In the absence of malice, no action for defamation lies against a person for testimony that he has given under oath before the Commission.

Report of
investigation

170. At the conclusion of an investigation under this Part, the Commission shall prepare a report stating its findings, conclusions and recommendations in respect of the matter investigated, and shall forthwith send copies of the report to the persons referred to in subsection 166(1) and to any person against whom the Commission has made a negative finding.

Commission's
biennial report
to Parliament

171. (1) Within two years after the coming into force of this Part and thereafter within six months of every second anniversary of the coming into force of this Part, the Commission shall prepare and submit to the Minister a report, in English, French, Cree and Naskapi, on the implementation of this Act, and the Minister shall cause the report to be laid before each House of Parliament on any of the first ten days on which that House is sitting after the day the Minister receives it.

Circulation of
report

(2) Forthwith after a report is laid before each House of Parliament under subsection (1), the Minister shall send a copy of the report to the Cree Regional Authority, the Naskapi Development Corporation, the council of each Cree band and the council of the Naskapi band.

168. La Commission ne peut rendre des conclusions défavorables à quiconque sans l'avoir averti suffisamment à l'avance des faits qui lui sont reprochés ni lui avoir donné la possibilité de se faire entendre personnellement ou par l'intermédiaire d'un représentant.

Protection
contre les
conclusions
défavorables

Protection des
commissaires

169. (1) Sauf cas de mauvaise foi prouvée, la Commission, les commissaires, son personnel et ses mandataires jouissent de l'immunité pour les actes, textes ou paroles liés à l'exercice effectif ou envisagé de leurs fonctions.

Protection des
témoins

(2) Sauf cas de malveillance, les personnes témoignant sous serment devant la Commission jouissent de l'immunité contre les actions en diffamation.

Rapport
d'enquête

170. À l'issue de son enquête, la Commission établit un rapport où elle fait état de ses conclusions et recommandations sur l'affaire en cause et qu'elle adresse sans délai aux destinataires de l'avis mentionné au paragraphe 166(1) et aux personnes à l'encontre desquelles elle a rendu des conclusions défavorables.

Rapport
bisannuel de la
Commission au
Parlement

171. (1) Dans les deux ans suivant la date d'entrée en vigueur de la présente partie et, par la suite, dans les six mois suivant chaque deuxième jour anniversaire de cette date, la Commission établit, en français, en anglais, en cri et en naskapi, un rapport sur l'application de la présente loi et l'adresse au ministre; celui-ci le fait déposer devant chaque chambre du Parlement dans les dix premiers jours de séance suivant sa réception.

Diffusion du
rapport

(2) Dès le dépôt du rapport devant le Parlement, le ministre en adresse le texte à l'Administration régionale crie, à la Société de développement des Naskapis, au conseil de chaque bande crie et au conseil de la bande naskapie.

Inquiry into the
functioning of
the Commission

172. (1) Within six months after the fifth anniversary of the coming into force of this Part, the Governor in Council shall appoint a person or persons to inquire into the powers, duties and operation of the Commission.

Report to be
tabled in
Parliament

(2) The person or persons appointed under subsection (1) shall, within six months after being appointed, submit a report to the Minister, containing such recommendations as they consider appropriate, and the Minister shall cause the report to be laid before each House of Parliament on any of the first ten days on which that House is sitting after the day the Minister receives it.

172. (1) Dans les six mois suivant les cinq premières années d'application de la présente partie, le gouverneur en conseil nomme une ou plusieurs personnes chargées de réexaminer les pouvoirs et fonctions de la Commission ainsi que son fonctionnement.

Réexamen du
fonctionnement
de la Commis-
sion

Rapport au
Parlement

(2) Le ou les responsables du réexamen adressent au ministre, dans les six mois suivant leur nomination, un rapport assorti des recommandations qu'ils estiment indiquées; 10 le ministre fait déposer le rapport devant chaque chambre du Parlement dans les dix premiers jours de séance suivant sa réception.

PART XIII

SUCCESSIONS

Application of
Part

173. This Part applies only in respect of 15 the succession of a Cree beneficiary or Naskapi beneficiary who dies after the coming into force of this Part and who, at the time of his death, was domiciled on Category IA land (in the case of a Cree beneficiary) or on 20 Category IA-N land (in the case of a Naskapi beneficiary).

Definitions

"child"
«enfant»

174. In this Part,
"child" includes an adopted child, where the adoption

(a) was done in accordance with, or is recognized by, the laws of the Province, or

(b) was done in accordance with Cree or Naskapi custom; 30

"consort" means one of two consorts;

"consort"
Version
anglaise
seulement

"consorts" means

(a) a man and a woman who are married and whose marriage was solemnized in accordance with, or is recog- 35 nized under, the laws of the Province, or

(b) an unmarried man and an unmarried woman who live together as husband and wife, taking into account Cree or Naskapi custom; 40

"consorts"
«conjoints»

PARTIE XIII

SUCCESSIONS

173. La présente partie ne s'applique qu'à 15 la succession d'un bénéficiaire cri ou naskapi décédé après l'entrée en vigueur de cette partie et domicilié, au moment de son décès, sur des terres de catégorie IA ou IA-N, selon 20 le cas.

Champ
d'application de
la présente
partie

174. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.

Définitions

25 «biens traditionnels» Selon le cas :

a) tous biens meubles, argent excepté, normalement utilisés dans l'exercice du 25 droit d'exploitation visé par la *Loi sur les droits de chasse et de pêche dans les territoires de la Baie James et du Nouveau Québec* (Québec), y compris les véhicules, les embarcations, les moteurs, 30 les armes à feu, les pièges et le matériel de camping, mais à l'exclusion des biens meubles utilisés dans la pêche commerciale;

b) produits ou sous-produits animaux 35 obtenus à la suite de l'exercice du droit d'exploitation visé à l'alinéa a).

«conjoints» Couple :

a) dont le mariage a été célébré ou reconnu conformément aux lois de la 40 province;

«conjoints»
«consorts»

"family council" «conseil de famille»	"family council" means the family council of a deceased Cree beneficiary or a deceased Naskapi beneficiary, composed in accordance with section 182;	b) non marié d'autre part et vivant en union de fait, compte tenu des coutumes cries ou naskapiés.	«conseil de famille» "family council"
"traditional property" «biens traditionnels»	<p>"traditional property" means</p> <p>(a) all movable property, excluding money, normally used in the exercise of the right to harvest referred to in <i>An Act respecting hunting and fishing rights in the James Bay and New Quebec territories</i> (Quebec), other than movable property used in commercial fishing, and includes, without limiting the generality of the foregoing, vehicles, boats, motors, guns, traps and camping equipment, and</p> <p>(b) animal products or by-products that are the product of the exercise of the right to harvest described in paragraph (a).</p>	<p>«conseil de famille» Le conseil de famille d'un bénéficiaire cri ou naskapi décédé, composé conformément à l'article 182.</p> <p>«enfant» Est considéré comme un enfant l'enfant adoptif, l'adoption pouvant avoir été :</p> <p>a) soit réalisée conformément aux lois de la province ou reconnue par celles-ci;</p> <p>b) soit réalisée conformément aux coutumes cries ou naskapiés.</p>	5 5 «enfant» "child"
Lawful heirs on intestate succession	175. For purposes of intestate succession, a surviving consort and a surviving child are included in the class of lawful heirs of a deceased Cree beneficiary or Naskapi beneficiary.	175. Dans le cas des successions <i>ab intestat</i> , le conjoint et le ou les enfants survivants d'un bénéficiaire cri ou naskapi décédé font partie de ses héritiers légitimes.	Successions <i>ab intestat</i>
Valid forms of wills	176. (1) The following constitute valid wills: (a) an instrument that is a valid will under the laws of the Province; and (b) an instrument accepted by the Minister as a will pursuant to subsection (2).	176. (1) Constitue un testament valide : a) l'acte établi conformément aux lois de la province; b) l'acte admis comme tel par le ministre conformément au paragraphe (2).	Testaments valides
Wills accepted by Minister	(2) The Minister may accept as a will any written instrument signed by a Cree beneficiary or Naskapi beneficiary, or bearing his mark, in which he indicates his wishes or intention with respect to the disposition of his property on his death.	(2) Le ministre peut admettre comme testament tout écrit signé par un bénéficiaire cri ou naskapi ou portant sa marque et dans lequel celui-ci indique ses intentions quant à la disposition de ses biens à son décès.	Testaments admis par le ministre
Article 599a of <i>Civil Code</i> not applicable	177. Deeds relating to the acceptance, renunciation or settlement of (a) a succession composed wholly or partly of movable, immovable or traditional property located on Category IA or IA-N land, or (b) a succession in which persons suffering legal incapacity are interested are not required to be made in authentic form as required by Article 599a of the <i>Civil</i>	177. Par dérogation à l'article 599a du <i>Code civil du Bas-Canada</i> , doivent être en la forme réglementaire sans être obligatoirement authentiques les actes relatifs à l'acceptation ou au règlement d'une succession, ou à la renonciation à une succession : a) composée en tout ou en partie de meubles, d'immeubles ou de biens traditionnels situés sur des terres de catégorie IA ou IA-N;	Non-application de l'article 599a du <i>Code civil</i>

Code of Lower Canada, but must be in the form prescribed under this Act.

b) intéressant des personnes frappées d'une incapacité légale.

Representation of minor heirs

178. (1) Where a Cree beneficiary or Naskapi beneficiary who is a minor under the laws of the Province and ordinarily resident on Category IA land, in the case of a Cree beneficiary, or on Category IA-N land, in the case of a Naskapi beneficiary, inherits movable or immovable property by virtue of a testamentary or an intestate succession, the 10 parents of that beneficiary are the legal guardians of that property.

178. (1) Les père et mère d'un bénéficiaire cri ou naskapi sont de plein droit 5 tuteurs aux biens meubles ou immeubles 5 dont hérite leur enfant mineur pourvu que celui-ci réside habituellement sur des terres de catégorie IA ou IA-N, selon le cas.

Tutelle

Legal guardians

(2) Legal guardians by virtue of subsection (1) shall act jointly, except where one of them is deceased or under a legal incapacity 15 or fails for any reason to act within a reasonable time, in which case the other may act alone.

(2) La tutelle s'exerce conjointement. Toutefois, en cas de décès ou d'incapacité légale 10 d'un tuteur ou de défaut par celui-ci d'agir avec la diligence voulue, l'autre peut l'exercer seul.

Exercice de la tutelle

Vacant succession

179. Where a Cree beneficiary or Naskapi beneficiary dies leaving no lawful heirs or 20 where all the heirs renounce the succession, the deceased's movable and immovable property become the property of the band of which the deceased was a member at the time of his death, unless the band renounces 25 such succession, in which case it shall be dealt with as a vacant succession.

179. À défaut d'héritiers légitimes ou lorsque ces derniers y renoncent, la succession 15 d'un bénéficiaire cri ou naskapi est dévolue à la bande du défunt; si celle-ci y renonce, il en est disposé comme d'une succession vacante.

Vacance de succession

Intestacy

180. On an intestacy of a Cree beneficiary or Naskapi beneficiary, a majority of the lawful heirs may appoint the band of which 30 the deceased was a member at the time of his death to administer or provide for the administration of the succession (except as regards traditional property), in which case the band may charge a fee for its services. 35

180. Au décès *ab intestat* d'un bénéficiaire cri ou naskapi, les héritiers légitimes 20 peuvent, à la majorité, charger la bande du défunt d'administrer ou de faire administrer la succession, sauf s'il s'agit de biens traditionnels. Le cas échéant, la bande peut exiger des frais pour ce service. 25

Succession *ab intestat*

Disposition of Traditional Property on an Intestacy

Disposition des biens traditionnels lors d'une succession ab intestat

Disposition of traditional property on intestacy

181. (1) Where a Cree beneficiary or Naskapi beneficiary dies intestate leaving traditional property, the family council of the deceased shall meet within one year of his death to decide on the disposition of his 40 traditional property.

181. (1) En cas de décès *ab intestat* d'un bénéficiaire cri ou naskapi qui laisse des biens traditionnels, le conseil de famille du défunt se réunit dans l'année suivant le décès 30 pour décider de la disposition de ces biens.

Réunion du conseil de famille

Powers of family council

(2) The family council referred to in subsection (1) may dispose of the deceased's traditional property in accordance with its decision, and may appoint a willing individu- 45

(2) Le conseil de famille peut décider de la disposition des biens traditionnels du défunt et charger une personne consentante de donner suite à sa décision.

Pouvoirs du conseil de famille

al to administer the deceased's estate accordingly.

Composition of family council

182. (1) The family council of a deceased Cree beneficiary or Naskapi beneficiary shall consist of the following person or persons:

- (a) his surviving consort, if any;
- (b) any surviving children of the age of majority and the legal representatives of any surviving minor children; and
- (c) any surviving parent.

5

10

Where no survivors in immediate family

(2) Where a deceased Cree beneficiary or Naskapi beneficiary leaves no survivors described in subsection (1), the family council of the deceased shall consist of the three closest surviving relatives of the age of majority, as determined in accordance with the law of the Province, who are ordinarily resident in the "Territory" as defined in section 2 of the *James Bay and Northern Quebec Native Claims Settlement Act*.

15

20

Where family council deadlocked

183. Where the family council is unable to reach a decision on the disposition of any part of the deceased's traditional property, it may request the council of the band of which the deceased was a member at the time of his death to appoint one or more willing persons to act as the deceased's family council in respect of that part of the deceased's traditional property on whose disposition the family council had been unable to reach a decision.

25

30

Circumstances in which band council acts as the family council

184. (1) Where the family council has not reached a decision on the disposition of any part of the deceased's traditional property within two years after the deceased's death, the council of the band of which the deceased was a member at the time of his death shall act as the deceased's family council in respect of that part of the deceased's traditional property on whose disposition the family council had not reached a decision.

35

40

Idem

(2) Where, on the death of a Cree beneficiary or Naskapi beneficiary,

- (a) the deceased leaves no surviving relatives,
- (b) for any reason a family council cannot be formed, or

45

182. (1) Le conseil de famille se compose :

- a) du conjoint;
- b) des enfants majeurs et des représentants légaux des enfants mineurs;
- c) des père et mère.

Composition du conseil de famille

5

Élargissement du conseil de famille

(2) Faute de survivants parmi les personnes mentionnées au paragraphe (1), le conseil de famille du défunt se compose de trois de ses parents majeurs considérés comme les plus proches selon les lois de la province et résidant habituellement dans le «territoire» au sens donné à ce mot à l'article 2 de la *Loi sur le règlement des revendications des autochtones de la Baie James et du Nord québécois*.

15

Situation d'impasse

183. Le conseil de famille peut demander au conseil de la bande à laquelle appartenait le défunt de charger une ou plusieurs personnes consentantes de se substituer à lui pour ce qui est des biens traditionnels au sujet de la disposition desquels il n'a pu en arriver à une décision.

20

Substitution de la bande au conseil de famille

184. (1) Le conseil de la bande du défunt se substitue au conseil de famille pour ce qui est des biens traditionnels au sujet de la disposition desquels celui-ci n'a pu en arriver à une décision dans les deux ans suivant le décès.

25

Idem

(2) Le conseil de la bande du défunt se substitue au conseil de famille dans l'un ou l'autre des cas suivants :

- a) absence de parents survivants;
- b) impossibilité de former le conseil de famille;

(c) the family council has not met within one year after the deceased's death, the council of the band of which the deceased was a member at the time of his death shall act as the deceased's family council.

5

Effect of
disposition

185. A disposition of any traditional property of a deceased Cree beneficiary or Naskapi beneficiary by the deceased's family council pursuant to this Part passes the property in question to the recipient as of the moment when the recipient takes possession of the property, and any debt in respect of that property thenceforth becomes the responsibility of the recipient.

Where a
recipient
renounces
traditional
property

186. Where any person designated by the family council of a deceased Cree beneficiary or Naskapi beneficiary to receive the deceased's traditional property pursuant to this Part renounces the property in question before taking possession of it, and no other person is designated by the family council within six months of such renunciation, the disposition of that property shall thenceforth be governed by the laws of the Province relating to intestate succession.

25

c) défaut par le conseil de famille de se réunir dans l'année suivant le décès.

185. Le cessionnaire désigné par le conseil de famille devient propriétaire des biens traditionnels au moment où il en prend possession; il est tenu dès lors des dettes qui s'y rattachent.

Transfert du
titre

5

186. En cas de renonciation de la part du cessionnaire désigné avant sa mise en possession et en l'absence d'une nouvelle désignation par le conseil de famille dans les six mois suivant la renonciation, il est disposé des biens traditionnels selon les lois de la province applicables en matière de succession *ab intestat*.

Renonciation

10

15

PART XIV

TAX EXEMPTIONS

Interpretation

187. (1) In this Part, "Indian" means
(a) in subsection (2), a Cree beneficiary or Naskapi beneficiary who is an Indian as defined in the *Indian Act*; and
(b) in section 188, an Indian as defined in the *Indian Act*.

Idem

(2) For the purposes of this Part, personal property
(a) that became the property of a band by virtue of section 13 or 15 and had been purchased by Canada with money appropriated by Parliament,
(b) that is purchased by Canada after the coming into force of this Part with money appropriated by Parliament for the use and benefit of Indians or bands, or
(c) that is given, after the coming into force of this Part, to Indians or to a band

35

PARTIE XIV

EXEMPTIONS FISCALES

Définition

187. (1) Dans la présente partie, «Indien» s'entend :
a) au paragraphe (2), d'un bénéficiaire cri ou naskapi qui est un Indien au sens de la *Loi sur les Indiens*;
b) à l'article 188, d'un Indien au sens de la *Loi sur les Indiens*.

Idem

(2) Pour l'application de la présente partie, sont considérés comme situés en permanence sur les terres de catégorie IA ou IA-N les biens personnels :
a) devenus la propriété de la bande en vertu des articles 13 ou 15, après avoir été achetés par le Canada sur les crédits affectés à cette fin par le Parlement;
b) achetés par le Canada, après l'entrée en vigueur de la présente partie, sur les crédits affectés par le Parlement à l'usage et au profit d'Indiens ou de bandes;

35

under a treaty or agreement between a band and Canada shall be deemed always to be situated on Category IA or IA-N land.

c) donnés, après l'entrée en vigueur de la présente partie, aux Indiens ou à la bande en vertu d'un traité ou d'un accord conclu entre une bande et le Canada.

5

Property
exempt from
taxation

188. (1) Notwithstanding any other Act of Parliament or of the legislature of any province, but subject to any by-laws of a band made pursuant to paragraph 45(1)(h), the following property is exempt from taxation:

- (a) the interest of an Indian or a band in Category IA or IA-N land; and
- (b) the personal property of an Indian or a band situated on Category IA or IA-N land.

188. (1) Par dérogation à toute autre loi fédérale ou provinciale, mais sous réserve des règlements administratifs pris en application de l'alinéa 45(1)h), sont exemptés de taxation :

- 10 a) les intérêts d'un Indien ou de la bande sur des terres de catégorie IA ou IA-N;
- b) les biens personnels d'un Indien ou de la bande situés sur des terres de catégorie IA ou IA-N.

10

15

Ownership,
occupation,
etc., of exempt
property

(2) Notwithstanding any other Act of Parliament or of the legislature of any province,

- (a) no Indian or band is subject to taxation in respect of the ownership, occupation, possession or use of any property 20 described in paragraph (1)(a) or (b) or is otherwise subject to taxation in respect of any such property; and
- (b) no succession duty, inheritance tax or estate duty is payable on the death of any 25 Indian in respect of any such property or the succession thereto if the property passes to an Indian.

(2) Par dérogation à toute autre loi fédérale ou provinciale :

- a) nul Indien ou bande n'est assujetti à une taxation concernant la propriété, l'occupation, la possession ou l'usage d'un bien 20 mentionné aux alinéas 1a) ou b) ni autrement soumis à une taxation quant à l'un de ces biens;
- b) aucun droit de mutation par décès, taxe d'héritage ou droit de succession n'est exi- 25 gible à la mort d'un Indien en ce qui concerne un bien de cette nature ou la succession audit bien, si ce dernier est transmis à un Indien.

Exemption

PART XV

SEIZURE EXEMPTIONS

Interpretation

189. In this Part, "Indian" means an Indian as defined in the *Indian Act*.

Property
exempt from
seizure, etc.

190. (1) Subject to this Part, movable and immovable property situated on Category IA or IA-N land and belonging to a Cree beneficiary, a Naskapi beneficiary or an Indian ordinarily resident on Category IA or 35 IA-N land, and any right or interest of such a person in Category IA or IA-N land, is not subject to privilege, hypothec or any other charge, or to attachment, levy, seizure or execution, in favour of or at the instance of 40 any person other than a Cree beneficiary, a

PARTIE XV

INSAISSISSABILITÉ

189. Dans la présente partie, «Indien» 30 Définition s'entend d'un Indien au sens de la *Loi sur les Indiens*.

190. (1) Sous réserve des autres dispositions de la présente partie, les biens meubles et immeubles d'un bénéficiaire cri ou nas- 35 kapi, ou d'un Indien résidant habituellement sur des terres de catégorie IA ou IA-N, et situés sur ces terres, ainsi que leurs droits et intérêts sur ces terres, ne sont susceptibles soit de privilège, hypothèque ou autre 40 charge, soit de nantissement, prélèvement, saisie ou saisie-exécution, qu'en faveur ou à la demande d'un bénéficiaire cri, d'une

Biens
insaisissables

Cree band or an Indian ordinarily resident on Category IA land (in the case of property of a Cree beneficiary or of an Indian ordinarily resident on Category IA land) or a Naskapi beneficiary, the Naskapi band or an Indian ordinarily resident on Category IA-N land (in the case of property of a Naskapi beneficiary or of an Indian ordinarily resident on Category IA-N land).

bande crie ou d'un Indien résidant habituellement sur des terres de catégorie IA (dans le cas de biens appartenant à un bénéficiaire crie ou à un Indien résidant habituellement sur des terres de catégorie IA) ou d'un bénéficiaire naskapi, de la bande naskapie ou d'un Indien résidant habituellement sur des terres de catégorie IA-N (dans le cas de biens appartenant à un bénéficiaire naskapi ou à un Indien résidant habituellement sur des terres de catégorie IA-N).

Idem

(2) Subject to this Part, movable and immovable property situated on Category IA or IA-N land and belonging to a band is not subject to privilege, hypothec or any other charge, or to attachment, levy, seizure or execution, in favour of or at the instance of any person other than a Cree beneficiary, a Cree band or an Indian ordinarily resident on Category IA land (in the case of property of a Cree band) or a Naskapi beneficiary, the Naskapi band or an Indian ordinarily resident on Category IA-N land (in the case of property of the Naskapi band).

(2) Sous réserve des autres dispositions de la présente partie, les biens meubles et immeubles d'une bande, situés sur des terres de catégorie IA ou IA-N, ne sont susceptibles soit de privilège, hypothèque ou autre charge, soit de nantissement, prélèvement, saisie ou saisie-exécution, qu'en faveur ou à la demande d'un bénéficiaire crie, d'une bande crie ou d'un Indien résidant habituellement sur des terres de catégorie IA (dans le cas de biens appartenant à une bande crie) ou d'un bénéficiaire naskapi, de la bande naskapie, ou d'un Indien résidant habituellement sur des terres de catégorie IA-N (dans le cas de biens appartenant à la bande naskapie).

Idem

Idem

(3) The right or interest of a band in its Category IA or IA-N land is not subject to privilege, hypothec or any other charge, or to attachment, levy, seizure or execution, in favour of or at the instance of any person.

(3) Les droits ou intérêts de la bande sur les terres de catégorie IA ou IA-N qui lui ont été attribuées ne sont susceptibles en aucun cas ni de privilège, hypothèque ou autre charge, ni de nantissement, prélèvement, saisie ou saisie-exécution.

Idem

Idem

(4) A right or interest in Category IA or IA-N land of a person other than a Cree beneficiary or Naskapi beneficiary or a band, or the immovable property of such person situated on Category IA or IA-N land, is not subject to attachment, levy, seizure or execution in favour of or at the instance of any person other than a Cree beneficiary or a Cree band (in the case of Category IA land) or a Naskapi beneficiary or the Naskapi band (in the case of Category IA-N land), except where the band has authorized that person to pledge, charge or hypothecate that right or interest or immovable property, in which case creditors may exercise their normal remedies in relation to that pledge, charge or hypothecation.

(4) Les droits ou intérêts sur les terres de catégorie IA ou IA-N, ou les immeubles situés sur ces terres, de personnes autres que des bénéficiaires cris ou naskapis ou de la bande ne sont pas susceptibles de nantissement, prélèvement, saisie ou saisie-exécution en faveur ou à la demande de personnes qui ne sont pas non plus des bénéficiaires cris ni une bande crie (dans le cas de terres de catégorie IA) ni des bénéficiaires naskapis ou la bande naskapie (dans le cas de terres de catégorie IA-N), sauf si la bande a autorisé ces personnes à hypothéquer, nantir ou grever d'une autre charge leurs droits, intérêts ou immeubles; le cas échéant, les créanciers peuvent exercer leurs recours normaux

Idem

Conditional
sales

- (5) A person who sells movable property to
- (a) a Cree beneficiary,
 - (b) a Naskapi beneficiary,
 - (c) an Indian ordinarily resident on Category IA or IA-N land, or
 - (d) a band

under an agreement whereby the right of property or right of possession thereto remains wholly or in part in the seller may exercise his rights under that agreement notwithstanding that the movable property is situated on Category IA or IA-N land.

à l'égard de l'hypothèque, du nantissement ou de la charge.

Vente
conditionnelle

- (5) La personne qui conclut avec un bénéficiaire cri, un bénéficiaire naskapi, un Indien résidant habituellement sur des terres de catégorie IA ou IA-N ou une bande un contrat aux termes duquel elle lui vend un bien meuble dont elle conserve en tout ou en partie le droit de propriété ou de possession peut exercer ce droit même si le bien est situé sur les terres de catégorie IA ou IA-N.

Property
deemed
situated on
Category IA or
IA-N land

191. For the purposes of section 190, movable property

- (a) that became the property of a band by virtue of section 13 or 15 and had been purchased with money appropriated by Parliament,
- (b) that is purchased after the coming into force of this Part with money appropriated by Parliament or by the legislature of Quebec for the use and benefit of Indians, Cree beneficiaries, Naskapi beneficiaries, or bands, or
- (c) that is, after the coming into force of this Part, provided to Cree beneficiaries, Naskapi beneficiaries or a band under a treaty or agreement between a band and Canada

shall be deemed always to be situated on Category IA or IA-N land, as the case may be.

191. Pour l'application de l'article 190, sont considérés comme situés en permanence sur les terres de catégorie IA ou IA-N les biens meubles :

- a) devenus la propriété de la bande en vertu des articles 13 ou 15, après avoir été achetés sur les crédits affectés à cette fin par le Parlement;
- b) achetés, après l'entrée en vigueur de la présente partie, sur les crédits affectés par le Parlement ou par la législature du Québec à l'usage et au bénéfice d'Indiens, de bénéficiaires cris ou naskapis ou de bandes;
- c) fournis, après l'entrée en vigueur de la présente partie, à des bénéficiaires cris ou naskapis, ou à une bande, en vertu d'un traité ou d'un accord entre une bande et le Canada.

Rattachement
aux terres de
catégorie IA ou
IA-N

Property
deemed to be
property of a
Cree band

192. (1) Where a Cree band has, pursuant to section 11A.0.6 of the James Bay and Northern Quebec Agreement, delegated to the Cree Regional Authority the power to coordinate and administer a program, movable property that

- (a) is necessary for the coordination or administration of that program,
- (b) is owned by the Cree Regional Authority, and
- (c) was purchased with money appropriated by Parliament or by the legislature of

192. (1) Pour l'application de l'article 190, sont considérés comme la propriété permanente de la bande crie pour l'usage et au bénéfice de laquelle ils ont été achetés les biens meubles qui réunissent les conditions suivantes :

- a) ils sont nécessaires à la mise en oeuvre d'un programme dont la coordination et l'exécution ont été déléguées par la bande, conformément à l'alinéa 11A.0.6 de la Convention de la Baie James et du Nord

Appartenance
aux bandes
cries

Quebec for the use and benefit of Indians, Cree beneficiaries or Cree bands shall, for the purposes of section 190, be deemed always to be the property of the Cree band for whose use and benefit it was purchased. 5

québécois, à l'Administration régionale crie;

b) ils appartiennent à l'Administration régionale crie;

c) ils ont été achetés sur les crédits affectés par le Parlement ou la législature du Québec à l'usage et au bénéfice d'Indiens, de bénéficiaires cris ou de bandes cries. 5

Property deemed to be property of the Naskapi band

(2) Where the Naskapi band has the authority to delegate the power to coordinate and administer a program to the Naskapi Development Corporation and has so delegated, movable property that

(a) is necessary for the coordination or administration of that program, 15

(b) is owned by the Naskapi Development Corporation, and

(c) was purchased with money appropriated by Parliament or by the legislature of Quebec for the use and benefit of Indians, Naskapi beneficiaries or the Naskapi band shall, for the purposes of section 190, be deemed always to be the property of the Naskapi band. 25

(2) Pour l'application de l'article 190, sont considérés comme la propriété permanente de la bande naskapie pour l'usage et au bénéfice de laquelle ils ont été achetés les biens meubles qui réunissent les conditions suivantes : 15

a) ils sont nécessaires à la mise en oeuvre d'un programme dont la coordination et l'exécution ont été déléguées par la bande, conformément aux pouvoirs qu'elle détient en l'espèce, à la Société de développement des Naskapis; 20

b) ils appartiennent à la Société de développement des Naskapis;

c) ils ont été achetés sur des crédits affectés par le Parlement ou la législature du Québec à l'usage et au bénéfice d'Indiens, de bénéficiaires naskapis ou de la bande naskapie. 25

Waiver of exemption

193. (1) A Cree beneficiary, a Naskapi beneficiary or an Indian ordinarily resident on Category IA or IA-N land may, in writing, waive the exemption conferred by subsection 190(1) in favour of any person, on such terms and conditions as are agreed to by the parties, but, in the case of a right or interest in Category IA or IA-N land, the consent of the band must be obtained to the waiver and the terms and conditions thereof, and the band's consent must be confirmed by the electors of the band at a special band meeting or referendum. 30 40

193. (1) Un bénéficiaire cri ou naskapi ou un Indien résidant habituellement sur des terres de catégorie IA ou IA-N peut renoncer par écrit en faveur de quiconque, aux conditions convenues par les parties, à l'exemption prévue au paragraphe 190(1), sous réserve, dans le cas de droits ou d'intérêts sur des terres de catégorie IA ou IA-N, du consentement de la bande à la renonciation et aux conditions de celle-ci, ainsi que d'approbation donnée par vote en assemblée extraordinaire ou par référendum. 35 40

Renonciation du bénéficiaire

Quorum requirements

(2) For the purposes of determining the quorum requirement respecting the confirmation of the band's consent referred to in subsection (1), the percentage requirement is the same as if the remaining term of the right or interest in question were being 45

(2) Le taux de participation au vote exigé pour l'approbation visée au paragraphe (1) est celui qui serait applicable si le solde de la durée de validité du droit ou de l'intérêt en question était un nouveau droit consenti en application de l'alinéa 132(1)a). 45

Taux de participation au vote

Appartenance à la bande naskapie

granted by the band under paragraph 132(1)(a).

Waiver by band

(3) A band may, in writing, waive the exemption conferred by subsection 190(2) in favour of any person, on such terms and conditions as are agreed to by the parties, subject to the approval of the waiver and the terms and conditions thereof by the electors of the band at a special band meeting or referendum at which at least twenty-five per cent of the electors voted on the matter.

(3) La bande peut renoncer par écrit en faveur de quiconque, aux conditions convenues par les parties, à l'exemption prévue au paragraphe 190(2), sous réserve d'approbation de la renonciation et des conditions de celle-ci donnée en assemblée extraordinaire ou par référendum, avec un taux de participation au vote d'au moins vingt-cinq pour cent.

Renonciation de la bande

PART XVI

POLICING

Policing jurisdiction (Crees)

194. (1) For the purposes of the territorial jurisdiction of Cree village municipalities under the *Police Act* (Quebec), the territory of any such municipality shall be deemed to include Category IA land of the band whose members constitute the Cree village corporation of that municipality.

Jurisdiction of municipal police forces

(2) The police force of a municipality referred to in subsection (1) and the members of that force have jurisdiction over the Category IA land of the band for the purpose of enforcing the applicable laws of Canada and Quebec and the applicable by-laws of the band.

Policing jurisdiction (Naskapis)

195. (1) For the purposes of the territorial jurisdiction of the Naskapi village municipality under the *Police Act* (Quebec), the territory of that municipality shall be deemed to include Category IA-N land.

Jurisdiction of municipal police force

(2) The police force of the Naskapi village municipality referred to in subsection (1) and the members of that force have jurisdiction over Category IA-N land for the purpose of enforcing the applicable laws of Canada and Quebec and the applicable by-laws of the band.

Agreements for policing services

196. (1) A band may, with the approval of the Attorney General of Quebec and the provincial Minister responsible for municipal affairs, enter into an agreement with

- (a) Quebec,
- (b) the Cree Regional Authority,

PARTIE XVI

POLICE

194. (1) La compétence territoriale dévolue à une municipalité de village crie sous le régime de la *Loi de police* (Québec) s'étend aux terres de catégorie IA attribuées à la bande dont les membres constituent la corporation de village cri de cette municipalité.

Compétence territoriale : Crie

(2) Le service de police de la municipalité visée au paragraphe (1) ainsi que le personnel de ce service ont compétence pour faire respecter les lois du Canada, les lois du Québec et les règlements administratifs de la bande applicables aux terres de catégorie IA.

Pouvoirs de police

195. (1) La compétence territoriale dévolue à la municipalité de village naskapie sous le régime de la *Loi de police* (Québec) s'étend aux terres de catégorie IA-N.

Compétence territoriale : Naskapis

(2) Le service de police de la municipalité visée au paragraphe (1) ainsi que le personnel de ce service ont compétence pour faire respecter les lois du Canada, les lois du Québec et les règlements administratifs de la bande applicables aux terres de catégorie IA-N.

Pouvoirs de police

196. (1) La bande peut, pour se faire aider ou suppléer dans l'exercice de ses pouvoirs de police sur les terres de catégorie IA ou IA-N qui lui sont attribuées, conclure, sous réserve d'approbation du procureur général et du ministre chargé des affaires municipales de la province, des accords avec :

Accords en matière de pouvoirs de police

- (c) the Kativik Regional Government (within the meaning of *An Act concerning Northern Villages and the Kativik Regional Government* (Quebec)),
 (d) a Cree village corporation (within the meaning of *The Cree and Naskapi Villages Act* (Quebec)), or
 (e) any other body empowered to provide policing services
- for the provision of policing services on its 10 Category IA or IA-N land.
- a) le Québec;
 b) l'Administration régionale crie;
 c) l'Administration régionale Kativik (au sens de la *Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik* (Québec));
 d) une corporation de village cri (au sens de la *Loi sur les villages cris et le village naskapi* (Québec));
 e) tout autre organisme habilité à exercer 10 des pouvoirs de police.

Jurisdiction of police forces

(2) A police force and the members thereof providing policing services pursuant to an agreement made under subsection (1) have jurisdiction over the Category IA or IA-N 15 land of the band for the purposes of enforcing the applicable laws of Canada and Quebec and the applicable by-laws of the band.

Pouvoirs des services de police

(2) Les services de police, ainsi que leur personnel, détachés auprès de la bande en vertu des accords visés au paragraphe (1) ont 15 compétence pour faire respecter les lois du Canada, les lois du Québec et les règlements administratifs de la bande applicables aux terres de catégorie IA ou IA-N.

PART XVII

OFFENCES

Offences under the Act

197. Every person who commits an 20 offence under subsection 38(6), section 44, subsection 91(2), section 95, subsection 100(4) or section 108 is liable on summary conviction to a fine not exceeding two thousand dollars or to imprisonment for a term 25 not exceeding six months or to both.

Contravention of regulations

198. (1) Every person who contravenes a regulation made under this Act is guilty of an offence and is liable on summary conviction to the punishment set out in the 30 regulations.

Regulations may fix maximum punishment

(2) The Governor in Council may make regulations stipulating a maximum fine or a maximum term of imprisonment, or both, for contravention of a regulation, but such maximum fine or maximum term of imprisonment may not exceed two thousand dollars or six months, respectively.

Contravention of by-law

199. (1) Every person who contravenes a by-law of a band is guilty of an offence and 40

PARTIE XVII

INFRACTIONS

197. Quiconque commet l'infraction 20 prévue au paragraphe 38(6), à l'article 44, au paragraphe 91(2), à l'article 95, au paragraphe 100(4) ou à l'article 108, encourt, sur déclaration sommaire de culpabilité, une amende maximale de deux mille dollars et un 25 emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines.

Infractions à la présente loi

198. (1) Quiconque contrevient aux règlements d'application de la présente loi commet une infraction et encourt, sur déclaration sommaire de culpabilité, la ou les peines prévues dans les règlements.

Infractions aux règlements

(2) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, fixer des maxima pour les peines prévues au paragraphe (1), jusqu'à concurrence de deux mille dollars pour les amendes et de six mois pour l'emprisonnement.

Fixation de maxima

199. (1) Quiconque contrevient aux règlements administratifs commet une infraction

Infractions aux règlements administratifs

is liable on summary conviction to the punishment set out in the by-law.

By-law may fix maximum punishment

(2) A by-law of a band may stipulate a maximum fine or a maximum term of imprisonment, or both, for contravention of the by-law, but such maximum fine or maximum term of imprisonment may not exceed two thousand dollars or six months, respectively.

Idem

(3) A by-law made under paragraph 45(1)(h) may not impose a term of imprisonment for non-payment of taxes.

et encourt, sur déclaration sommaire de culpabilité, la ou les peines qui y sont prévues.

Fixation de maxima

(2) Les règlements administratifs peuvent comporter des maxima pour les peines prévues au paragraphe (1), jusqu'à concurrence de deux mille dollars pour les amendes et de six mois pour l'emprisonnement.

5

(3) Les règlements administratifs pris en application de l'alinéa 45(1)h ne peuvent comporter de peine d'emprisonnement pour non-paiement d'impôts.

Idem

PART XVIII

ADMINISTRATION OF JUSTICE

Jurisdiction of justices of the peace

200. (1) In addition to the courts and persons having jurisdiction in respect of the offences listed in paragraphs (a) and (b), justices of the peace appointed pursuant to section 18.0.9 of the James Bay and Northern Quebec Agreement or section 12.4.1 of the Northeastern Quebec Agreement have jurisdiction in respect of

- (a) offences under subsection 199(1); and
- (b) offences under the following provisions of the *Criminal Code*: subsection 245(1) (common assault), section 401 (injuring or endangering animals) and subsection 402(1) (cruelty to animals).

Summary conviction court

(2) For the purpose of exercising their jurisdiction in respect of offences listed in paragraphs (1)(a) and (b), the justices of the peace referred to in subsection (1) are a summary conviction court within the meaning of Part XXIV of the *Criminal Code*.

References to *Criminal Code*

(3) The words in parenthesis in paragraph (1)(b) form no part of that paragraph but shall be deemed to have been inserted for convenience of reference only.

PARTIE XVIII

ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

Compétence des juges de paix

200. (1) Les juges de paix nommés conformément à l'alinéa 18.0.9 de la Convention de la Baie James et du Nord québécois ou à l'alinéa 12.4.1 de la Convention du Nord-Est québécois ont compétence, outre les juridictions et les personnes déjà compétentes en la matière, pour connaître des infractions visées :

- a) au paragraphe 199(1);
- b) par les dispositions suivantes du *Code criminel* : paragraphe 245(1) (voies de fait simples), article 401 (tuer ou blesser des animaux) et paragraphe 402(1) (cruauté envers les animaux).

(2) Pour l'exercice de la compétence que leur attribue le paragraphe (1), les juges de paix constituent une cour des poursuites sommaires au sens de la partie XXIV du *Code criminel*.

Cour des poursuites sommaires

(3) Les termes mis entre parenthèses à l'alinéa (1)b ne font pas partie de la disposition, n'étant cités que pour des raisons de commodité.

Renvois au *Code criminel*

PART XIX

GENERAL

Where signatory of document unable to write

201. Where, under this Act or any regulation or by-law made thereunder, a document

PARTIE XIX

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

201. Dans le cas où une personne qui doit, aux termes de la présente loi ou des règle-

Personnes ne sachant pas écrire

is required to be signed by a person and that person is unable to write, that person's mark shall constitute his signature if

(a) the mark is affixed to the document in the presence of a witness who is able to write; and

(b) the witness affixes his signature to the document beside the mark of the person for whom he is acting as witness.

Commissioners
of oaths

202. (1) In addition to any person authorized to act as a commissioner of oaths under the laws of Canada or of the Province, the chief of a band and the band secretary are *ex officio* commissioners of oaths for the purposes of this Act and any regulation or by-law made thereunder.

No fee
permitted

(2) The chief and band secretary shall not charge any fee or other compensation whatsoever for acting as a commissioner of oaths pursuant to subsection (1).

Certified copies
of documents

203. (1) A band secretary may issue certified copies of any by-law or resolution of the band or of any other document issued under the authority of the band.

Idem

(2) A band treasurer may issue certified copies of all or any part of the books of account and financial records of the band.

Admissibility of
certified copies

(3) In every case in which an original document could be received in evidence, a certified copy of that document issued under subsection (1) is receivable in evidence without proof of the signature or the official character of the person or persons appearing to have signed the document.

ments ou règlements administratifs pris en son application, apposer sa signature à un document ne sait pas écrire, sa marque constitue sa signature si :

5 a) elle est apposée au document en présence d'un témoin sachant écrire;

b) le témoin appose sa signature au document à côté de la marque.

Commissaire
aux serments

202. (1) Le chef et le secrétaire de la bande sont d'office commissaires aux serments dans le cadre de la présente loi ou des règlements ou règlements administratifs pris en son application, en plus des personnes autorisées à agir à ce titre par d'autres lois fédérales ou provinciales.

15

Gratuité

(2) Ni le chef ni le secrétaire de la bande ne peuvent exiger de droits ou autres redevances au titre de leurs fonctions de commissaires aux serments.

20

Copies
certifiées
conformes

203. (1) Le secrétaire de la bande peut délivrer des copies certifiées conformes des règlements administratifs, résolutions ou autres documents officiels de la bande.

20

Idem

(2) Le trésorier de la bande peut délivrer des copies ou extraits certifiés conformes des livres comptables ou registres financiers de la bande.

25

Admissibilité
des copies en
preuve

(3) Dans le cas où les documents visés au paragraphe (1) sont admissibles en preuve, leurs copies certifiées conformes le sont également, sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature qui y est apposée ni la qualité officielle du signataire.

30

PART XX

CONSEQUENTIAL AMENDMENTS TO OTHER ACTS

Expropriation Act

R.S. (1st
Supp.), c. 16

204. Section 3 of the *Expropriation Act* is amended by adding thereto the following subsection:

Exception

“(2) No interest in land that is Category IA land or Category IA-N land, as

PARTIE XX

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

Loi sur l'expropriation

S.R., c. 16 (1^{er}
suppl.)

204. L'article 3 de la *Loi sur l'expropriation* est modifié par adjonction de ce qui suit :

Exception

«(2) Les droits sur les terres de catégorie IA ou IA-N, au sens de la *Loi sur les*

EXPLANATORY NOTES

Clause 204: New. This amendment to the *Expropriation Act* flows from section 5.1.8 of the James Bay and Northern Quebec Agreement and section 5.1.7 of the Northeastern Quebec Agreement, which provide that no Category IA or IA-N land may be expropriated by Her Majesty in right of Canada without the consent of the Governor in Council.

NOTES EXPLICATIVES

Article 204. — Nouveau. Découle du chapitre 5.1.8 de la Convention de la Baie James et du Nord québécois et du chapitre 5.1.7 de la Convention du Nord-Est québécois, qui exigent que Sa Majesté du chef du Canada obtienne l'approbation du gouvernement en conseil pour l'expropriation de terres de catégorie IA ou IA-N.

defined in the *Cree-Naskapi (of Quebec) Act*, may be expropriated under this Part without the consent of the Governor in Council."

Cris et les Naskapis du Québec, ne peuvent faire l'objet d'une expropriation prévue à la présente partie sans le consentement du gouverneur en conseil.»

R.S. c. C-1

*Canada Assistance Plan**Régime d'assistance publique du Canada*

S.R., c. C-1

205. (1) The definition "band", "council", "Indian" and "reserve" in section 10 of the *Canada Assistance Plan* is repealed and the following substituted therefor:

5 205. (1) La définition de «bande», «conseil», «Indien» et «réserve», à l'article 10 du *Régime d'assistance publique du Canada*, est abrogée et remplacée par ce qui suit :

"band"
«bande»

"band" means

«bande» désigne

«bande»
"band"

(a) a band, as defined in the *Indian Act*, or

a) une bande, au sens de la *Loi sur les Indiens*, ou

(b) a band, as defined in the *Cree-Naskapi (of Quebec) Act*;"

b) une bande, au sens de la *Loi sur les Cris et les Naskapis du Québec*;"

(2) Section 10 of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after the definition "band", the following definition:

(2) L'article 10 de la même loi est modifié par insertion, après la définition de «bande», de ce qui suit :

"council"
«conseil»

"council" means

«conseil» désigne

«conseil»
"council"

(a) the "council of the band", as defined in the *Indian Act*, or

a) le «conseil de la bande», au sens de la *Loi sur les Indiens*, ou

(b) the "council", as defined in the *Cree-Naskapi (of Quebec) Act*;"

b) le «conseil», au sens de la *Loi sur les Cris et les Naskapis du Québec*;"

(3) Section 10 of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after the definition "council", the following definition:

(3) L'article 10 de la même loi est modifié par insertion, après la définition de «conseil», de ce qui suit :

"Indian"
«Indien»

"Indian" means an Indian, as defined in the *Indian Act*;"

«Indien» désigne un Indien, au sens de la *Loi sur les Indiens*;"

(4) Section 10 of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after the definition "provincial welfare program", the following definition:

(4) L'article 10 de la même loi est modifié par insertion, après la définition de «régime provincial de bien-être social», de ce qui suit :

"reserve"
«réserve»

"reserve" means

«réserve» désigne

30 «réserve»
"reserve"

(a) a reserve, as defined in the *Indian Act*, or

a) une réserve, au sens de la *Loi sur les Indiens*, ou

(b) Category IA land or Category IA-N land, as defined in the *Cree-Naskapi (of Quebec) Act*;"

b) les terres de catégories IA et IA-N, au sens de la *Loi sur les Cris et les Naskapis du Québec*;"

R.S. c. L-5

*Canada Lands Surveys Act**Loi sur l'arpentage des terres du Canada*

S.R., c. L-5

1976-77, c. 30,
s. 19

206. Paragraph 30(1)(a) of the *Canada Lands Surveys Act* is repealed and the following substituted therefor:

206. L'alinéa 30(1)a) de la *Loi sur l'arpentage des terres du Canada* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

"(a) any lands belonging to Her Majesty in right of Canada or of which the

«a) les terres situées dans les territoires du Nord-Ouest, le territoire du Yukon

1976-77, c. 30,
art. 19

Clause 205: This amendment, together with those proposed in clauses 206 to 217, is required because the nine bands that would be incorporated by the *Cree-Naskapi (of Quebec) Act* will not be “bands” within the meaning of the *Indian Act*, nor will Category IA or IA-N land be “reserves” within the meaning of the *Indian Act*.

The relevant portion of section 10 of the *Canada Assistance Plan* at present reads as follows:

“10. In this Part,
“band”, “council”, “Indian” and “reserve” have the same meaning as in the *Indian Act*;

Article 205. — Cette modification ainsi que celles envisagées aux articles 206 à 217 s'imposent du fait que les neuf bandes qui seraient constituées par la *Loi sur les cris et naskapis du Québec* ne seraient pas des «bandes» au sens de la *Loi sur les Indiens* et que les terres de catégorie IA ou IA-N ne seraient pas des réserves au sens de cette dernière loi.

Texte actuel des passages visés de l'article 10 du *Régime d'assistance publique du Canada* :

«10. Dans la présente Partie
«bande», «conseil», «Indien» et «réserve» ont la même signification que dans la *Loi sur les Indiens*;

Clause 206: See note to clause 205. This amendment to the *Canada Lands Surveys Act* would add the underlined and sidelined words.

Article 206. — Voir la note de l'article 205. Ajoute les mots soulignés et marqués d'un trait vertical.

Government of Canada has power to dispose that are situated in the Yukon Territory, the Northwest Territories or in any National Park of Canada and any lands that are

(i) surrendered lands or a reserve, as defined in the *Indian Act*, or

(ii) Category IA land or Category IA-N land, as defined in the *Cree-Naskapi (of Quebec) Act*; and”

ou les parcs nationaux du Canada, qui appartiennent à Sa Majesté du chef du Canada ou que le gouvernement du Canada a le droit d'aliéner, ainsi que les terres qui sont

(i) des terres cédées ou des réserves, au sens de la Loi sur les Indiens, ou

(ii) des terres de catégorie IA ou IA-N, au sens de la Loi sur les Cris et les Naskapis du Québec; et»

R.S. c. M-15

Municipal Grants Act

207. Paragraph (b) of the definition “federal property” in section 2 of the *Municipal Grants Act* is repealed and the following substituted therefor:

“(b) a park, historical site, monument, museum, public library, art gallery, reserve, as defined in the *Indian Act*, or Category IA land or Category IA-N land, as defined in the *Cree-Naskapi (of Quebec) Act*,”

Loi sur les subventions aux municipalités

S.R., c. M-15

207. L'alinéa b) de la définition de «propriété fédérale», à l'article 2 de la *Loi sur les subventions aux municipalités*, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«b) un parc, un lieu historique, un monument, un musée, une bibliothèque publique, une galerie d'art, une réserve, au sens de la Loi sur les Indiens, ou une terre de catégorie IA ou IA-N, au sens de la Loi sur les Cris et les Naskapis du Québec,»

1980-81-82-83,
c. 37*Municipal Grants Act, 1980*

208. The definition “taxing authority” in subsection 2(1) of the *Municipal Grants Act, 1980* is amended by striking out the word “or” at the end of paragraph (a) thereof, by adding the word “or” at the end of paragraph (b) thereof and by adding thereto, immediately after paragraph (b) thereof, the following paragraph:

“(c) any band within the meaning of the *Cree-Naskapi (of Quebec) Act* that levies and collects a tax on interests in “Category IA land” or “Category IA-N land” as defined in that Act,”

*Loi de 1980 sur les subventions aux municipalités*1980-81-82-83,
c. 37

208. La définition d'«autorité taxatrice», au paragraphe 2(1) de la *Loi de 1980 sur les subventions aux municipalités*, est modifiée par insertion, après l'alinéa b), de ce qui suit :

«c) toute bande, au sens de la *Loi sur les Cris et les Naskapis du Québec*, qui lève et perçoit un impôt sur les droits sur les terres de catégorie IA ou IA-N, au sens de cette loi.»

R.S. c. N-6

National Energy Board Act

209. Section 67 of the *National Energy Board Act* is amended by adding thereto the following subsection:

“(3) In this section, “Indian reserve” means

(a) a reserve, as defined in the *Indian Act*; or

Loi sur l'Office national de l'énergie

S.R., c. N-6

209. L'article 67 de la *Loi sur l'Office national de l'énergie* est modifié par adjonction de ce qui suit :

“(3) Au présent article, «réserve indienne» désigne

a) une réserve, au sens de la *Loi sur les Indiens*; et

Definition of
“Indian
reserve”Définition de
«réserve
indienne»

Clause 207: See note to clause 205. This amendment to the *Municipal Grants Act* would substitute the sidelined words for the words “Indian reserve”.

Article 207. — Voir la note de l’article 205. Substitue les mots soulignés et marqués d’un trait vertical aux mots «réserve indienne».

Clause 208: New. See note to clause 205.

Article 208. — Nouveau. Voir la note de l’article 205.

Clause 209: New. See note to clause 205.

Article 209. — Nouveau. Voir la note de l’article 205.

(b) Category IA land or Category IA-N land, as defined in the *Cree-Naskapi (of Quebec) Act*.”

b) les terres des catégories IA et IA-N, au sens de la *Loi sur les Cris et les Naskapis du Québec*.”

R.S. c. N-10

*National Housing Act**Loi nationale sur l'habitation*

S.R., c. N-10

1978-79, c. 16,
s. 3(5)

210. Subsection 6(4) of the *National Housing Act* is repealed and the following substituted therefor:

210. Le paragraphe 6(4) de la *Loi nationale sur l'habitation* est abrogé et remplacé 5 par ce qui suit :

1978-79, c. 16,
par. 3(5)Loans to
Indians or
bands

“(4) An approved lender may, subject to and in accordance with regulations of the Governor in Council made under the authority of this subsection, make a loan 10

«(4) Un prêteur agréé peut, sous réserve des règlements pris par le gouverneur en conseil en vertu du présent paragraphe, et en conformité avec ceux-ci, consentir un 10 prêt

Prêts à des
Indiens ou à des
bandes

(a) to an Indian, to the council of a band or to a group of Indians, within the meaning assigned to those terms by the *Indian Act*, or

a) à un Indien, au conseil d'une bande ou à un groupe d'Indiens, au sens de la *Loi sur les Indiens*, ou

(b) to a Cree band or to the Naskapi 15 band, within the meaning assigned to those terms by the *Cree-Naskapi (of Quebec) Act*,

b) à une bande crie ou à la bande nas- 15 kapie, au sens de la *Loi sur les Cris et les Naskapis du Québec*,

for the purpose of assisting in the purchase, improvement or construction of a 20 housing project

aux fins d'aider à l'achat, à l'amélioration ou à la construction d'un projet d'habita- 20 tions

(c) on a reserve, within the meaning of the *Indian Act*, or

c) dans une réserve, au sens de la *Loi sur les Indiens*, ou

(d) on Category IA land or Category IA-N land, within the meaning of the 25 *Cree-Naskapi (of Quebec) Act*,

d) sur une terre de catégorie IA ou IA-N, au sens de la *Loi sur les Cris et les Naskapis du Québec*, 25

and such loans are insurable in the manner provided by such regulations.”

et de tels prêts sont assurables de la manière prévue par ces règlements.»

1978-79, c. 16,
s. 7

211. Subsection 34.1(4) of the said Act is repealed and the following substituted 30 therefor:

211. Le paragraphe 34.1(4) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1978-79, c. 16,
art. 7

Definitions

“council of a
band”
«conseil...»

“(4) In this section,

“council of a band” means

(a) the “council of the band”, as defined in the *Indian Act*, or 35

(b) the “council”, as defined in the *Cree-Naskapi (of Quebec) Act*;

“(4) Au présent article,

«conseil de bande» désigne

a) le «conseil de la bande», au sens de la *Loi sur les Indiens*, ou

b) le «conseil», au sens de la *Loi sur les Cris et les Naskapis du Québec*; 35

“Indian”
«Indien»

“Indian” means an Indian, as defined in the *Indian Act*;

«Indien» désigne un Indien, au sens de la *Loi sur les Indiens*;

«Indien»
“Indian”“reserve”
«réserve»

“reserve” means 40

(a) a reserve, as defined in the *Indian Act*, or

«réserve» désigne

a) une réserve, au sens de la *Loi sur les Indiens*, ou 40

«réserve»
“reserve”

Clause 210: See note to clause 205. This amendment to the *National Housing Act* would add the underlined and sidelined words.

Article 210. — Voir la note de l'article 205. Ajoute les mots soulignés et marqués d'un trait vertical.

Clause 211: See note to clause 205. Subsection 34.1(4) at present reads as follows:

“(4) In this section, “council of a band”, “Indian” and “reserve” have the meanings assigned to those terms by the *Indian Act*.”

Article 211. — Voir la note de l'article 205. Texte actuel du paragraphe 34.1(4) :

«(4) Au présent article, «conseil d'une bande», «Indien» et «réserve» ont le sens que leur donne la *Loi sur les Indiens*.»

(b) Category IA land or Category IA-N land, as defined in the *Cree-Naskapi (of Quebec) Act*.”

b) les terres des catégories IA et IA-N, au sens de la *Loi sur les Cris et les Naskapis du Québec*.”

1978-79, c. 16,
s. 11

212. Subsection 56.1(1) of the said Act is amended by striking out the word “or” at the end of paragraph (b) thereof and by adding thereto the following paragraphs:

212. Le paragraphe 56.1(1) de la même loi est modifié par suppression du mot «ou» à la fin de l’alinéa b) et par adjonction de ce qui suit :

1978-79, c. 16,
art. 11

“(d) the council of a band, within the meaning of the *Cree-Naskapi (of Quebec) Act*, or

«d) le conseil d’une bande, au sens de la *Loi sur les Cris et les Naskapis du Québec*; ou

(e) a group of Cree beneficiaries or Naskapi beneficiaries, within the meaning of the *Cree-Naskapi (of Quebec) Act*, each member of which

e) un groupe de bénéficiaires cris ou de bénéficiaires naskapis, au sens de la *Loi sur les Cris et les Naskapis du Québec*, dont chaque membre

(i) is an Indian, within the meaning of the *Indian Act*, and

(i) est un Indien, au sens de la *Loi sur les Indiens*, et

(ii) resides on Category IA land or Category IA-N land, as defined in the *Cree-Naskapi (of Quebec) Act*.”

(ii) réside sur les terres de catégorie IA ou IA-N, au sens de la *Loi sur les Cris et les Naskapis du Québec*.”

1973-74, c. 18,
s. 21

213. Section 59 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

213. L’article 59 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1973-74, c. 18,
art. 21

“**59.** The Corporation may, subject to and in accordance with regulations of the Governor in Council, make loans to Indians, as defined in the *Indian Act*, for the purpose of assisting in the purchase, improvement or construction of housing projects on

«**59.** Sous réserve des règlements du gouverneur en conseil, la Société peut consentir des prêts aux Indiens, de la *Loi sur les Indiens*, en vue d’aider à l’achat, l’amélioration ou la construction de projets d’habitations sur:

Prêts aux
Indiens

(a) a reserve, as defined in the *Indian Act*; or

a) une réserve, au sens de la *Loi sur les Indiens*; ou

(b) Category IA land or Category IA-N land, as defined in the *Cree-Naskapi (of Quebec) Act*.”

b) les terres de catégorie IA ou IA-N, au sens de la *Loi sur les Cris et les Naskapis du Québec*.”

R.S. c. R-2

Railway Act

Loi sur les chemins de fer

S.R., c. R-2

214. Subsection 133(1) of the *Railway Act* is repealed and the following substituted therefor:

214. Le paragraphe 133(1) de la *Loi sur les chemins de fer* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Indian lands

“**133.** (1) No company shall take possession of or occupy any portion of any

«**133.** (1) Nulle compagnie ne peut s’approprier, ni occuper une partie

Terres des
Indiens

(a) reserve or surrendered lands, as defined in the *Indian Act*, or

a) d’une réserve ou de terres cédées, au sens de la *Loi sur les Indiens*, ou

(b) Category IA land or Category IA-N land, as defined in the *Cree-Naskapi (of Quebec) Act*,

b) d’une terre de catégorie IA ou IA-N, au sens de la *Loi sur les Cris et les Naskapis du Québec* sans le consentement du gouverneur en conseil.»

without the consent of the Governor in Council.”

45

Clause 212: See note to clause 205. The relevant portions of subsection 56.1(1) at present read as follows:

“56.1 (1) In this section,
“eligible contribution recipient” means

(c) the council of a band within the meaning of the *Indian Act* or a group of Indians within the meaning of that Act each member of which resides on a reserve within the meaning of that Act.”

Article 212. — Voir la note de l’article 205. Texte actuel des passages visés du paragraphe 56.1(1) :

«56.1 (1) Dans le présent article,
«bénéficiaire admissible» désigne

c) un conseil d’une bande, au sens de la *Loi sur les Indiens*, ou un groupe d’Indiens, au sens de ladite loi, dont tous les membres résident dans une réserve au sens de ladite loi.»

Clause 213: See note to clause 205. This amendment would substitute the sidelined words for “Indian reserves”.

Article 213. — Voir la note de l’article 205. Substitue les mots soulignés et marqués d’un trait vertical aux mots «réserves indiennes».

Clause 214: See note to clause 205. This amendment to the *Railway Act* would substitute the underlined and side-lined words for “Indian reserve or surrendered lands”.

Article 214. — Voir la note de l’article 205. Substitue les mots soulignés et marqués d’un trait vertical aux mots «réserve des Indiens ou de terres cédées».

R.S. c. L-13

*Lord's Day Act*1980-81-82-83,
c. 47, s. 31

215. (1) Section 7.1 of the *Lord's Day Act* is renumbered as subsection 7.1(1).

(2) Section 7.1 of the said Act is further amended by adding thereto the following subsection:

Definition of
"Indian
reserve"

"(2) In subsection (1), "Indian reserve" includes Category IA land and Category IA-N land, as defined in the *Cree-Naskapi (of Quebec) Act*."

1980-81-82-83,
c. 111, Sch. II*Privacy Act*

216. Section 8 of the *Privacy Act* is amended by adding thereto the following subsection:

Definition of
"Indian band"

"(6) In paragraph (2)(k), "Indian band" means
(a) a band, as defined in the *Indian Act*; or
(b) a band, as defined in the *Cree-Naskapi (of Quebec) Act*."

R.S., c. V-4

Veterans' Land Act

217. Section 46 of the *Veterans' Land Act* is amended by adding thereto the following subsection:

Definition of
"Indian
reserve"

"(4) In this section, "Indian reserve" means
(a) a reserve, as defined in the *Indian Act*; or
(b) Category IA land or Category IA-N land, as defined in the *Cree-Naskapi (of Quebec) Act*."

COMING INTO FORCE

Coming into
force

218. This Act, or any provision thereof, shall come into force on a day or days to be fixed by proclamation.

Loi sur le dimanche

S.R., c. L-13

215. (1) La *Loi sur le dimanche* est modifiée par substitution, au numéro d'article 7.1, du numéro de paragraphe 7.1(1).

(2) L'article 7.1 de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

5

"(2) Pour l'application du paragraphe (1), «réserve indienne» comprend les terres de catégories IA et IA-N, au sens de la *Loi sur les Cris et les Naskapis du Québec*."

Idem

*Loi sur la protection des renseignements personnels*1980-81-82-83,
c. 111

216. L'article 8 de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* est modifié par adjonction de ce qui suit :

"(6) L'expression «bande d'Indiens» à l'alinéa 2k) désigne

a) une bande au sens de la *Loi sur les Indiens*; ou
b) une bande au sens de la *Loi sur les Cris et les Naskapis du Québec*."

Définition de
«bande
d'Indiens»*Loi sur les terres destinées aux anciens combattants*

S.R. c. V-4

217. L'article 46 de la *Loi sur les terres destinées aux anciens combattants* est modifié par adjonction de ce qui suit :

"(4) Au présent article, «réserve indienne» désigne

a) une réserve, au sens de la *Loi sur les Indiens*; et
b) les terres des catégories IA et IA-N, au sens de la *Loi sur les Cris et les Naskapis du Québec*."

Définition de
«réserve
indienne»

25

ENTRÉE EN VIGUEUR

218. La présente loi ou telle de ses dispositions entre en vigueur à la date ou aux dates fixées par proclamation.

Entrée en
vigueur

Clause 215: New. See note to clause 205.

Article 215. — Nouveau. Voir la note de l'article 205.

Clause 216: New. See note to clause 205.

Article 216. — Nouveau. Voir la note de l'article 205.

Clause 217: New. See note to clause 205.

Article 217. — Nouveau. Voir la note de l'article 205.

TABLE OF PROVISIONS
CREE-NASKAPI (OF QUEBEC) ACT

TABLE ANALYTIQUE
LOI SUR LES CRIS ET LES NASKAPIS
DU QUÉBEC

SHORT TITLE

1. Short title

INTERPRETATION

2. (1) Definitions
- (2) "Indian Act" band
- (3) References to "natural resources" and "land"
- (4) References to Quebec statutes

INCONSISTENCY WITH FEDERAL OR
PROVINCIAL LAW

3. (1) Federal Acts
- (2) *James Bay and Northern Quebec Native Claims Settlement Act*
4. Provincial laws of general application

APPLICATION OF INDIAN ACT

5. Application of *Indian Act*

BAND BY-LAWS AND RESOLUTIONS

6. Territorial limits of band by-laws
7. By-law may require licence or permit
8. By-law may prohibit activities
9. *Statutory Instruments Act*

REGULATIONS

10. Regulations

TITRE ABRÉGÉ

1. Titre abrégé

DÉFINITIONS

2. (1) Définitions
- (2) «bande antérieure» "*Indian Act*" band
- (3) Mention de «ressources naturelles»
- (4) Mention des lois du Québec

INCOMPATIBILITÉ AVEC DES LOIS
FÉDÉRALES OU PROVINCIALES

3. (1) Lois fédérales
- (2) Loi sur le règlement des revendications des autochtones de la Baie James et du Nord québécois
4. Lois provinciales d'application générale

APPLICATION DE LA LOI SUR LES INDIENS

5. Application de la *Loi sur les Indiens*RÈGLEMENTS ADMINISTRATIFS ET
RÉSOLUTIONS D'UNE BANDE

6. Portée territoriale
7. Licences ou permis
8. Interdiction
9. Loi sur les textes réglementaires

RÈGLEMENTS

10. Règlements

INCORPORATION BY REFERENCE OF
PROVINCIAL LAWS

11. (1) Incorporation by reference of provincial laws
(2) Meaning of "non-beneficiary"

APPLICATION DE LOIS PROVINCIALES PAR
RÈGLEMENT

11. (1) Application de lois provinciales par règlement
(2) Définition de «non-bénéficiaires»

PART I

LOCAL GOVERNMENT

Incorporation of Bands

12. (1) Incorporation of eight Cree bands
(2) Names of incorporated Cree bands
13. Predecessor *Indian Act* bands cease to exist
14. (1) Incorporation of Naskapi Band of Quebec
(2) Legal designation
15. *Indian Act* Naskapi band ceases to exist
16. (1) Change of band name
(2) Effective date of by-law

Membership of Bands

17. Membership of Cree bands
18. Special provision for Indians who are not Cree beneficiaries
19. (1) Special provision for Inuit of Fort George
(2) Idem
(3) Idem
20. Membership of Naskapi band
20.1 Special provision for Indians who are not Naskapi beneficiaries

PARTIE I

ADMINISTRATIONS LOCALES

Constitution des bandes en personnes morales

12. (1) Bandes crie
(2) Désignations officielles
13. Dissolution
14. (1) Bande Naskapi du Québec
(2) Désignation officielle
15. Dissolution
16. (1) Changement de désignation
(2) Prise d'effet du règlement administratif

Appartenance aux bandes

17. Appartenance aux bandes crie
18. Dispositions particulières pour les Indiens qui ne sont pas des bénéficiaires crie
19. (1) Disposition spéciale pour les Inuit de Fort George
(2) Idem
(3) Idem
20. Appartenance à la bande naskapie
20.1 Dispositions particulières pour les Indiens qui ne sont pas des bénéficiaires naskapis

Objects and Powers of Bands

21. Objects of bands
22. (1) Legal capacity of bands
(2) Restriction on band's commercial activities
(3) Band may own shares in corporations
23. (1) Band may not be continued under *Canada Business Corporations Act*
(2) *Canada Corporations Act*
(3) Application of certain other Acts

Head Office of Band

24. Head office of band

Band Council

25. Band council
26. Band acts through its council
27. Resolutions and by-laws
28. Chief
29. (1) Deputy chief
(2) Duties and powers of deputy chief

Council Meetings

30. Council meetings
31. Use of Cree or Naskapi language at council meetings
32. (1) Language of by-laws and resolutions
(2) Where versions in two or more languages
33. (1) Quorum of council
(2) Idem
(3) Filling of vacancies
(4) Where general election called

Mission de la bande

21. Mission de la bande
22. (1) Capacité
(2) Activités commerciales
(3) Actions
23. (1) *Loi sur les sociétés commerciales canadiennes*
(2) *Loi sur les corporations canadiennes*
(3) Autres lois

Siège de la bande

24. Siège de la bande

Conseil de la bande

25. Conseil
26. Rôle
27. Résolutions et règlements administratifs
28. Chef
29. (1) Chef adjoint
(2) Attributions du chef adjoint

Assemblées du conseil

30. Assemblées
31. Usage des langues crie ou naskapie
32. (1) Version officielle des règlements administratifs et résolutions
(2) Version bilingue
33. (1) Quorum
(2) Idem
(3) Obligation de pourvoir aux vacances de poste
(4) Tenue d'élections générales

- | | |
|---|--|
| 34. (1) Chairmanship of meeting | 34. (1) Présidence des assemblées |
| (2) Idem | (2) Idem |
| 35. (1) Voting | 35. (1) Décisions |
| (2) Idem | (2) Idem |
| (3) Where tied vote | (3) Cas de partage |
| 36. (1) Inuit of Fort George | 36. (1) Inuit de Fort George |
| (2) Regulations respecting Inuk observer | (2) Observateur inuk |
| (3) Rights of Inuk observer | (3) Droits de l'observateur inuk |
| 37. (1) When council must meet | 37. (1) Tenue des assemblées |
| (2) Meetings public | (2) Publicité des assemblées |
| (3) Decorum | (3) Discipline |
| 38. (1) Conflict of interest | 38. (1) Conflit d'intérêts |
| (2) Where disagreement | (2) Cas de désaccord |
| (3) Idem | (3) Idem |
| (4) Where chairman is disqualified | (4) Situation du président |
| (5) Effect of disqualification | (5) Quorum et majorité |
| (6) Offence | (6) Infraction |
| (7) Application of section to Inuk observer | (7) Observateur inuk |
| 39. By-laws respecting council meetings | 39. Règlements administratifs concernant les assemblées du conseil |

Committees of a Council

40. (1) By-laws respecting committees
- (2) Membership of committees
- (3) Powers of committees

Comité du conseil

40. (1) Règlements administratifs concernant les comités
- (2) Composition des comités
- (3) Pouvoirs des comités

Band Bodies, Officers, Employees and Agents

41. (1) Bodies, officers, employees and agents
- (2) Multiple office-holders
- (3) Employment agreements
42. (1) Duties of band secretary
- (2) Secretary may certify band documents

Personnel et mandataires de la bande

41. (1) Personnel et mandataires
- (2) Cumul de fonctions
- (3) Contrats de travail
42. (1) Fonctions du secrétaire
- (2) Pouvoir de certification

- (3) Exercise of secretary's powers
- 43. Duties of band treasurer
- 44. (1) Return of band property
- (2) Failure to comply

- (3) Exercice de ce pouvoir
- 43. Fonctions du trésorier
- 44. (1) Restitution à la bande
- (2) Inobservation

By-laws Respecting Local Government

- 45. (1) Power to make by-laws respecting local government
- (2) Taxation by-laws
- (3) Idem
- (4) Regulations respecting taxation power
- (5) User charge by-laws
- (6) Payment in forms other than money
- 46. (1) By-laws re land and resource use and planning
- (2) Where plan approved by electors
- 47. (1) Zoning by-laws
- (2) Approval of band electors required
- 48. (1) By-laws on hunting, fishing, trapping, wildlife protection
- (2) Proposed by-laws to be submitted to Coordinating Committee
- (3) Exceptions
- (4) Approval of band electors required
- (5) Minister may disallow certain by-laws

*Administration locale
Règlements administratifs*

- 45. (1) Pouvoir de réglementation
- (2) Exercice du pouvoir fiscal
- (3) Approbation
- (4) Règlements relatifs au pouvoir fiscal
- (5) Droits d'usage
- (6) Forme du paiement
- 46. (1) Règlements relatifs aux terres et ressources
- (2) Approbation
- 47. (1) Règlements administratifs de zonage
- (2) Approbation
- 48. (1) Règlements : chasse, pêche, piégeage, protection de la faune
- (2) Présentation des règlements
- (3) Exceptions
- (4) Approbation par vote
- (5) Désaveu par le ministre

Procedure for making By-laws and Resolutions

- 49. Approval by band electors may be stipulated
- 50. (1) Original to be signed
- (2) Minutes of council meetings
- (3) Where approval of band electors required
- (4) Non-compliance

Règles régissant la prise des règlements administratifs et des résolutions

- 49. Approbation facultative
- 50. (1) Signature de l'original
- (2) Procès-verbaux
- (3) Approbation obligatoire par les électeurs de la bande
- (4) Inobservation

- | | |
|--|--|
| <p>51. (1) Coming into force of resolutions
(2) Idem</p> <p>52. (1) Posting of by-laws
(2) Coming into force of by-laws</p> <p>53. (1) Register of by-laws
(2) Recording of resolutions
(3) By-laws to be sent to Minister
(4) Non-compliance</p> <p>54. Obtaining copies of by-laws and resolutions</p> | <p>51. (1) Entrée en vigueur des résolutions
(2) Idem</p> <p>52. (1) Affichage des règlements administratifs
(2) Entrée en vigueur</p> <p>53. (1) Registre des règlements administratifs
(2) Enregistrement des résolutions
(3) Transmission au ministre
(4) Inobservation</p> <p>54. Copie des règlements administratifs et des résolutions</p> |
|--|--|

Challenges to By-laws or Resolutions

Contestations des règlements administratifs et résolutions

- | | |
|--|---|
| <p>55. (1) Applications for quashing of by-law or resolution
(2) Exclusion of Federal Court's jurisdiction</p> <p>56. (1) Time limit for applying
(2) Idem</p> <p>57. Subsequent actions</p> | <p>55. (1) Demande d'annulation d'un règlement
(2) Non-compétence de la Cour fédérale</p> <p>56. (1) Prescription
(2) Idem</p> <p>57. Actions ultérieures</p> |
|--|---|

Transitional

Dispositions transitoires

Cree Transitional Provisions

Dispositions transitoires pour les Cris

- | | |
|---|--|
| <p>58. Existing councils of <i>Indian Act</i> Cree bands</p> <p>59. Provisions of this Act to apply</p> <p>60. Continuation in force of by-laws of <i>Indian Act</i> Cree bands</p> | <p>58. Conseils cris en exercice</p> <p>59. Assujettissement à la présente loi</p> <p>60. Maintien des règlements administratifs</p> |
|---|--|

Naskapi Transitional Provisions

Dispositions transitoires pour les Naskapis

- | | |
|--|--|
| <p>61. Existing council of <i>Indian Act</i> Naskapi band</p> <p>62. Provisions of this Act to apply</p> | <p>61. Conseil naskapi en exercice</p> <p>62. Assujettissement à la présente loi</p> |
|--|--|

PART II

BAND ELECTIONS

63. (1) Each elector entitled to vote
(2) Exception

Election By-laws

64. Election by-law
65. Required minimum content of by-law
66. (1) Coming into force and application of election by-law
(2) Minister's approval of election by-law
(3) Where Minister disallows by-law
(4) Where Minister deemed to have approved by-law
67. (1) Regulations respecting elections
(2) Application of Regulations

Eligibility to be Elected and to Serve as Council Member

68. Eligibility to be elected council member
69. Circumstances in which office becomes vacant
70. (1) Removal of council member for absence
(2) Electors to decide question

Returning Officers

71. (1) Returning Officers
(2) Deputy and Assistant Returning Officers
(3) Absence, etc., of Returning Officer
(4) Absence, etc., of both Returning Officer and Deputy Returning Officer
72. Eligibility to be appointed

PARTIE II

ÉLECTIONS DE LA BANDE

63. (1) Droit de suffrage
(2) Exception

Règlements administratifs électoraux

64. Règle générale
65. Conditions minimales de validité
66. (1) Entrée en vigueur et application des règlements administratifs électoraux
(2) Approbation du ministre
(3) Désaveu par le ministre
(4) Présomption d'approbation
67. (1) Règlements
(2) Application des règlements

Éligibilité des membres du conseil

68. Éligibilité des membres du conseil
69. Cas de vacance
70. (1) Destitution d'un membre en cas d'absence
(2) Décision par les électeurs

Personnel électoral

71. (1) Directeur du scrutin
(2) Scrutateur et scrutateurs adjoints
(3) Absence ou empêchement du directeur du scrutin
(4) Absence ou empêchement du directeur du scrutin et du scrutateur
72. Incapacités

73. Circumstances in which office becomes vacant

73. Cas de vacance

Calling of Elections

Convocation des élections

74. (1) Meaning of "general election"
(2) Band may call general election
75. (1) Electors may request general election
(2) Limitation
(3) Electors may require band to call general election
76. (1) Individual election
(2) Idem
(3) Idem
(4) Where no quorum due to vacancies
(5) Method of appointment
(6) Eligibility rules apply
(7) Term of appointed council member
77. (1) Where band fails to hold election
(2) Idem

74. (1) Conséquence des élections générales
(2) Pouvoir de la bande de tenir des élections générales
75. (1) Requête d'électeurs pour la tenue d'élections générales
(2) Restriction
(3) Obligation de tenir des élections générales
76. (1) Élection partielle
(2) Idem
(3) Idem
(4) Défaut de quorum
(5) Mode de nomination
(6) Application des règles d'éligibilité
(7) Durée du mandat
77. (1) Défaut d'élections
(2) Idem

Contestation of election results

Contentieux électoral

78. (1) Contestation of election
(2) Grounds for contesting election
(3) Petition to judge
(4) Deposit must accompany petition
(5) When deposit forfeited
(6) Inquiry into allegations
(7) Judge may declare election invalid
(8) Duplication barred
(9) Effect on office-holder

78. (1) Contestation
(2) Motifs de contestation
(3) Présentation de la requête
(4) Cautionnement
(5) Confiscation du cautionnement
(6) Enquête
(7) Invalidation
(8) Chose jugée
(9) Maintien en poste

PART III

MEETINGS AND REFERENDA OF
THE BAND

- 79. Who may attend band meetings
- 80. Use of Cree or Naskapi language
- 81. Each elector may vote

Ordinary Band Meetings

- 82. (1) Ordinary band meetings
- (2) By-laws respecting ordinary band meetings

Special Band Meetings and Referenda

- 83. (1) Requirements for approval of measures
- (2) Abstentions
- 84. Notice of special band meeting or referendum
- 85. (1) Presiding officer
- (2) Duties of presiding officer
- (3) Preservation of fair and orderly conduct
- (4) Assistants
- 86. (1) Band by-laws re special band meetings and referenda
- (2) By-laws raising percentage voting requirements
- (3) Percentage vote required for by-law under subsection (2)
- (4) Copy of by-law to Minister
- 87. (1) Regulations respecting special band meetings and referenda
- (2) Where regulations apply
- 88. Where regulation or by-law not complied with

PARTIE III

ASSEMBLÉES ET RÉFÉRENDUMS DE
LA BANDE

- 79. Présence aux assemblées
- 80. Usage des langues crie ou naskapie
- 81. Droit de suffrage

Assemblées ordinaires

- 82. (1) Périodicité
- (2) Règlements administratifs

Assemblées extraordinaires et référendums

- 83. (1) Conditions d'approbation des mesures
- (2) Abstentions
- 84. Avis d'assemblée extraordinaire ou de référendum
- 85. (1) Président
- (2) Fonctions du président
- (3) Maintien de l'ordre
- (4) Assistants
- 86. (1) Règlements administratifs : dispositions générales
- (2) Règlements administratifs : taux de participation
- (3) Taux requis pour l'approbation du relèvement
- (4) Transmission au ministre
- 87. (1) Règlements
- (2) Application
- 88. Effet de l'inobservation

PART IV

FINANCIAL ADMINISTRATION OF
BANDS

89. (1) Fiscal year of band
 (2) By-law changing fiscal year
 (3) Transition between old and new fiscal years
 (4) Idem
90. (1) Budget
 (2) Explanation and distribution
 (3) Where delay in adopting budget
 (4) By-laws
 (5) Authorization to spend moneys
 (6) Position of other party
 (7) Where inconsistency with budget
91. (1) Books of account and financial records
 (2) Access to books and records
92. Band to prepare annual financial statement

Audit

93. (1) Appointment of auditor
 (2) Where band fails to make appointment
 (3) Term of office
 (4) Where vacancy occurs
 (5) Where band fails to act
 (6) Band to pay remuneration
94. (1) Duty of auditor
 (2) Where report delayed
 (3) Explanation of auditor's report
 (4) Copy of auditor's report to be made available for inspection
95. Auditor's access to records, etc.

Borrowing Powers of Band

96. (1) Borrowing limitations

PARTIE IV

ADMINISTRATION FINANCIÈRE

89. (1) Exercice
 (2) Modification de l'exercice
 (3) Transition entre deux exercices
90. (1) Budget
 (2) Publicité et transmission
 (3) Retard dans l'adoption du budget
 (4) Règlements administratifs
 (5) Autorisation de dépenses
 (6) Effet de l'inobservation
 (7) Incompatibilité avec le budget
91. (1) Livres comptables et registres financiers
 (2) Accès aux documents
92. État financier annuel

Vérification

93. (1) Nomination du vérificateur
 (2) Défaut de nomination
 (3) Durée du mandat
 (4) Vacance
 (5) Inobservation du paragraphe (4)
 (6) Obligation de la bande
94. (1) Rapport du vérificateur
 (2) Retard dans la présentation
 (3) Publicité
 (4) Idem
95. Accès aux documents

Pouvoirs d'emprunt

96. (1) Restrictions

- | | |
|--|--|
| (2) Short-term and long-term borrowing | (2) Court terme et long terme |
| (3) Repayment of loan | (3) Remboursement |
| 97. (1) Borrowing by-laws | 97. (1) Règlements administratifs sur les emprunts |
| (2) Long-term borrowing | (2) Emprunts à long terme |
| (3) Idem | (3) Idem |
| 98. Regulations re long-term borrowing | 98. Règlements sur les emprunts à long terme |

Contracts

99. By-laws re contracts and tenders

Marchés

99. Règlements administratifs

Appointment of Administrator

100. (1) When administrator may be appointed
- (2) Band's opportunity to remedy situation
- (3) Appointment of administrator
- (4) Effect of appointment
- (5) Administrator's term
- (6) Extension of term
- (7) Idem

Mise en tutelle

100. (1) Avis de mise en tutelle
- (2) Obligation de la bande
- (3) Nomination d'un administrateur
- (4) Effet de la nomination
- (5) Mandat de l'administrateur
- (6) Nouveau mandat
- (7) Idem

PART V

RESIDENCE AND ACCESS RIGHTS
ON CATEGORY IA AND IA-N LAND

101. General prohibition against residing, etc.
102. (1) Rights subject to by-laws
- (2) By-laws respecting the exercise of residence and access rights

PARTIE V

TERRES DES CATÉGORIES IA ET
IA-N : DROITS DE RÉSIDENCE ET
D'ACCÈS

101. Interdiction générale relative à la résidence
102. (1) Assujettissement
- (2) Règlements administratifs : droits de résidence et d'accès

Residence Rights

103. (1) Right to reside on IA or IA-N land

Droits de résidence

103. (1) Titulaires du droit de résidence

- | | |
|---|--|
| (2) Special categories of persons who may reside on IA or IA-N land
(3) Band's control over number of outsiders
104. (1) Pre-Agreement residence and occupation rights not affected
(2) Idem | (2) Élargissement du droit de résidence
(3) Limitation du nombre d'étrangers
104. (1) Maintien des droits acquis
(2) Idem |
|---|--|

Access Rights

105. (1) Right of access to IA land
- (2) Indians who are not Cree beneficiaries
- (3) Inuit of Fort George
- (4) Right of access to IA-N land
- (5) Special categories of persons who are permitted access to IA or IA-N land
106. Public's access to public facilities

Droits d'accès

105. (1) Titulaires du droit d'accès aux terres de catégorie IA
- (2) Indiens non-bénéficiaires cris
- (3) Inuit de Fort George
- (4) Titulaires du droit d'accès aux terres de catégorie IA-N
- (5) Élargissement du droit d'accès
106. Installations publiques

General

107. Special provision for Naskapis
108. (1) Obstruction and trespass
- (2) Other remedies preserved

Dispositions générales

107. Disposition spéciale pour les Naskapis
108. (1) Trouble de jouissance et violation de propriété
- (2) Maintien des recours existants

PART VI

RIGHTS OF BANDS, QUEBEC AND OTHERS IN RELATION TO CATEGORY IA AND IA-N LAND

109. (1) Quebec retains bare ownership
- (2) Band's rights re its land and resources

PARTIE VI

DROITS DES BANDES DU QUÉBEC ET DES TIERS CONCERNANT LES TERRES DES CATÉGORIES IA ET IA-N

109. (1) Droit du Québec sur ses terres et ressources
- (2) Droits de la bande sur ses terres et ressources

Soapstone Deposits

110. Band ownership of soapstone deposits

Dépôts de stéatite

110. Propriété des dépôts de stéatite

*Forest Resources**Ressources forestières*

111. (1) Band's rights subject to provincial control
- (2) Where approval required at band meeting
- (3) Right of member of band

111. (1) Obtention de permis
- (2) Approbation par les électeurs
- (3) Droit des membres

*Gravel**Gravier*

112. Gravel

112. Gravier

*Mineral, Subsurface and Mining Rights**Droits relatifs aux minéraux et droits tréfonciers*

113. (1) Mineral and subsurface rights
- (2) Consent and compensation requirements
- (3) Exception
- (4) Where approval required at band meeting

113. (1) Sol et sous-sol
- (2) Consentement et indemnisation
- (3) Exception
- (4) Approbation des électeurs

114. Société de développement de la Baie James

114. Société de développement de la Baie James

115. (1) Holders of prior rights or titles to minerals
- (2) Idem

115. (1) Droits acquis
- (2) Idem

116. (1) Manner in which rights must be exercised
- (2) Compensation to band
- (3) Manner in which rights must be exercised
- (4) Compensation to band
- (5) Procedure re replacement land

116. (1) Modalités d'exercice des droits
- (2) Indemnisation de la bande
- (3) Modalités d'exercice des droits
- (4) Indemnisation de la bande
- (5) Indemnités foncières

*Pre-Existing Rights and Interests on Category IA and IA-N Land**Droits acquis sur les terres des catégories IA et IA-N*

117. (1) Certain pre-existing rights on IA land to continue until expiry
- (2) Certain pre-existing rights on IA-N land to continue until expiry

117. (1) Terres de catégorie IA
- (2) Terres de catégorie IA-N

- | | |
|---|--|
| (3) Replacement of previously held rights and interests | (3) Octroi d'un droit équivalent : terres de catégorie IA |
| (4) Idem, for IA-N land | (4) Idem : terres de catégorie IA-N |
| (5) Previous possession or occupation | (5) Cas de possession ou d'occupation : terres de catégorie IA |
| (6) Idem, for IA-N land | (6) Idem : terres de catégorie IA-N |
| (7) Certain restrictions applicable | (7) Restrictions applicables |

PART VII

EXPROPRIATION OF CATEGORY IA
OR IA-N LAND BY QUEBEC

118. Definition of "expropriating authority"
119. (1) Expropriations
(2) *Quebec Expropriation Act*
120. (1) Expropriation of IA and IA-N land for public services or structures
(2) Pipelines and transmission lines
121. (1) What may be expropriated
(2) Expropriation in full ownership where necessary
(3) Expropriation in full ownership required in certain cases
122. (1) Band entitled to compensation
(2) Compensation in land
(3) Compensation in money
(4) Compensation in land or money or both
(5) Special provision for Naskapi band
123. Where no compensation payable
124. (1) Services deemed to be of direct benefit
(2) Statement on expropriation notice
(3) Idem
(4) Disputes referable to Tribunal d'expropriation du Québec

PARTIE VII

EXPROPRIATION DES TERRES DE
CATÉGORIE IA OU IA-N PAR LE
QUÉBEC

118. Définition d'«autorité»
119. (1) Expropriation des terres
(2) *Loi sur l'expropriation* (Québec)
120. (1) Expropriation pour cause d'utilité publique
(2) Canalisations et lignes de transport d'électricité
121. (1) Cas général : servitudes
(2) Expropriation en pleine propriété
(3) Idem
122. (1) Indemnisation de la bande
(2) Indemnité foncière
(3) Indemnité pécuniaire
(4) Indemnité foncière, pécuniaire ou mixte
(5) Cas des Naskapis
123. Non-indemnisation
124. (1) Notion d'avantage direct
(2) Mention du caractère d'avantage direct
(3) Cas de non mention
(4) Renvoi du litige devant le Tribunal de l'expropriation du Québec

- | | |
|---|--|
| (5) Burden of proof on expropriating authority | (5) Charge de la preuve |
| (6) Factors to be considered | (6) Éléments d'appréciation |
| 125. (1) Rules governing compensation wholly or partly in land | 125. (1) Règles régissant les indemnités foncières totales ou partielles |
| (2) Replacement of Category II land | (2) Remplacement des terres de catégorie II |
| 126. Reclassification of expropriated land that is no longer required | 126. Reclassement des terres |
| 127. Determination of amount of money compensation referable to Tribunal de l'expropriation du Québec | 127. Renvoi du litige pécuniaire |
| 128. When work may begin on service or structure | 128. Démarrage des travaux |
| 129. When expropriated land ceases to be IA or IA-N land | 129. Date de prise d'effet du reclassement |

PART VIII

DISPOSITIONS OF RIGHTS AND INTERESTS IN CATEGORY IA AND IA-N LAND AND BUILDINGS

130. (1) Definitions
 (2) Deemed transfer of corporation's right or interest
 (3) *Civil Codes*
131. Quebec landlord and tenant law
132. (1) Grants by band
 (2) Maximum term of land grant
 (3) Band elector approval for non-residential grants in land over 10 years
 (4) How term computed
133. Grants to be in writing
134. (1) Freedom of contract
 (2) Implied terms where grant silent
135. (1) Commercial fisheries and outfitting operations
 (2) Approval of band electors required

PARTIE VIII

OCTROI DE DROITS ET D'INTÉRÊTS SUR LES TERRES DES CATÉGORIES IA ET IA-N ET LES BÂTIMENTS QUI S'Y TROUVENT

130. (1) Définitions
 (2) Transfert des droits d'une personne morale
 (3) *Codes civils*
131. Loi sur les propriétaires et locataires (Québec)
132. (1) Concessions de la bande
 (2) Concessions foncières
 (3) Approbation électorale : concessions de plus de dix ans
 (4) Période de reconduction
133. Obligation de l'écrit
134. (1) Liberté de contracter
 (2) Conditions implicites
135. (1) Pêche commerciale et pourvoiries
 (2) Approbation par vote

Superficie

136. (1) Right of superficie
 (2) Termination of a right of superficie
 (3) Restoration of land to initial state
 (4) Notice to band of intended demolition
 (5) Band may elect to purchase building
 (6) Effect of band's election to purchase building
 (7) Registration of notice of election to purchase
 (8) Where superficiary does not comply with subsection (3) and band does not purchase building
 (9) Removal or demolition of building

Droit de superficie

136. (1) Droit de superficie
 (2) Extinction du droit
 (3) Remise en état
 (4) Préavis de démolition
 (5) Option d'achat
 (6) Décision d'achat
 (7) Enregistrement de l'avis
 (8) Démolition aux frais de l'ancien superficiaire
 (9) Obligation de l'ancien superficiaire

Subsequent Transfers of Rights or Interests

137. (1) Band approval for transfer of land originally granted for residential purposes
 (2) Approval of electors for transfer of land originally granted for non-residential purposes
 (3) Approval for deemed transfer of corporation's right or interest

Transferts ultérieurs

137. (1) Fins résidentielles
 (2) Fins non résidentielles
 (3) Approbation du transfert

General

138. (1) Consultation requirements before certain projects undertaken
 (2) Idem
 139. (1) Land to be allocated for community services
 (2) Mode of allocation and fee
 140. No prescription

Dispositions générales

138. (1) Obligation de consultations préalables
 (2) Idem
 139. (1) Affectation de terres pour implantation d'infrastructures
 (2) Mode d'affectation et droits à acquitter
 140. Inapplicabilité de la prescription acquiescive

PART IX

CESSIONS BY BANDS

- 141. (1) Definitions
 - (2) Granting of rights or interests under other Parts of Act
- 142. (1) Cessions by band
 - (2) Conditional or unconditional cession
- 143. (1) Requirements for valid cession
 - (2) Effective date of a cession
- 144. (1) Cession must be approved by referendum
 - (2) Notice of referendum
 - (3) Contents of notice
- 145. (1) Rights or interests
 - (2) Effect of cession on certain rights
 - (3) Compensation for extinguished registered rights or interests
- 146. Documents that the band must submit to Minister
- 147. Transfer to Quebec of administration, management and control
- 148. Effect of cession
- 149. Land registry system

PART X

LAND REGISTRY SYSTEM

- 150. (1) Enforceability of rights and interests
 - (2) Enforceability of hypothecs
- 151. Regulations for establishment and maintenance of land registry system
- 152. (1) Duties of band
 - (2) Validity not affected by non-compliance
 - (3) Deposit does not constitute registration

PARTIE IX

ABANDONS

- 141. (1) Définitions
 - (2) Octroi de droits selon les autres parties de la loi
- 142. (1) Abandon
 - (2) Abandon absolu ou conditionnel
- 143. (1) Conditions de validité de l'abandon
 - (2) Prise d'effet
- 144. (1) Approbation par référendum
 - (2) Avis de référendum
 - (3) Éléments de l'avis
- 145. (1) Droits de tiers
 - (2) Effet de l'abandon
 - (3) Indemnisation des titulaires de droits enregistrés
- 146. Documents à adresser au ministre
- 147. Transfert au Québec
- 148. Déclassement
- 149. Service de l'Enregistrement

PARTIE X

SERVICE DE L'ENREGISTREMENT

- 150. (1) Opposabilité des droits
 - (2) Opposabilité des hypothèques
- 151. Constitution du Service de l'Enregistrement
- 152. (1) Obligations de la bande
 - (2) Défaut de dépôt
 - (3) Non-équivalence

PART XI

EXPROPRIATION BY BANDS

- 153. Rights and interests that a band may expropriate
- 154. Acquisition by mutual agreement
- 155. Compensation
- 156. Regulations

PARTIE XI

EXPROPRIATION PAR LA BANDE

- 153. Faculté d'expropriation
- 154. Acquisition de gré à gré
- 155. Indemnisation
- 156. Règlements

PART XII

CREE-NASKAPI COMMISSION

- 157. Interpretation
- 158. (1) Cree-Naskapi Commission established
 - (2) Chairman
- 159. Eligibility
- 160. (1) Term of office
 - (2) Tenure
 - (3) Vacancy
 - (4) Eligibility for re-appointment
 - (5) Temporary substitute member
 - (6) Remuneration of members
- 161. Head office
- 162. (1) Staff
 - (2) Remuneration of staff
 - (3) Not part of public service
 - (4) Financial
- 163. (1) Quorum
 - (2) Majority
 - (3) Rules
- 164. Commission may delegate its powers
- 165. (1) Duties of Commission
 - (2) Exception
 - (3) Commission's discretion

PARTIE XII

COMMISSION CRIE-NASKAPIE

- 157. Définitions
- 158. (1) Constitution
 - (2) Président
- 159. Exclusion
- 160. (1) Mandat
 - (2) Destitution
 - (3) Vacance
 - (4) Renouvellement du mandat
 - (5) Suppléance
 - (6) Rémunération des commissaires
- 161. Sièges
- 162. (1) Personnel
 - (2) Rémunération du personnel
 - (3) Non-appartenance à l'administration publique fédérale
 - (4) Origine de la rémunération
- 163. (1) Validité des délibérations
 - (2) Majorité
 - (3) Règles
- 164. Délégation de pouvoirs
- 165. (1) Mission
 - (2) Exception
 - (3) Pouvoir d'appréciation

(4) Commission to state grounds for refusal	(4) Motivation du refus
166. (1) Notice of investigation	166. (1) Avis d'enquête
(2) Privacy of hearings	(2) Secret de l'enquête
(3) Identity of person who made representation	(3) Identité du réclamant
167. Commission may request evidence	167. Comparution des témoins
168. Protection against negative findings	168. Protection contre les conclusions défavorables
169. (1) Protection of members of Commission	169. (1) Protection des commissaires
(2) Protection of witnesses	(2) Protection des témoins
170. Report of investigation	170. Rapport d'enquête
171. (1) Commission's biennial report to Parliament	171. (1) Rapport bisannuel de la Commission au Parlement
(2) Circulation of report	(2) Jour de séance
	(3) Diffusion du rapport
172. (1) Inquiry into the functioning of the Commission	172. (1) Réexamen du fonctionnement de la Commission
(2) Report to be tabled in Parliament	(2) Rapport au Parlement

PART XIII

SUCCESSIONS

173. Application of Part
174. Definitions
175. Lawful heirs on intestate succession
176. (1) Valid forms of wills
(2) Wills accepted by Minister
177. Article 599a of <i>Civil Code</i> not applicable
178. (1) Representation of minor heirs
(2) Legal guardians
179. Vacant succession
180. Intestacy

PARTIE XIII

SUCCESSIONS

173. Champ d'application de la présente partie
174. Définitions
175. Successions <i>ab intestat</i>
176. (1) Testaments valides
(2) Testaments admis par le ministre
177. Non-application de l'article 599a du <i>Code civil</i>
178. (1) Tutelle
(2) Exercice de la tutelle
179. Vacance de succession
180. Succession <i>ab intestat</i>

Disposition of Traditional Property on an Intestacy

181. (1) Disposition of traditional property on intestacy
 (2) Powers of family council
182. (1) Composition of family council
 (2) Where no survivors in immediate family
183. Where family council deadlocked
184. (1) Circumstances in which band council acts as the family council
 (2) Idem
185. Effect of disposition
186. Where a recipient renounces traditional property

Disposition des biens traditionnels lors d'une succession ab intestat

181. (1) Réunion du conseil de famille
 (2) Pouvoirs du conseil de famille
182. (1) Composition du conseil de famille
 (2) Élargissement du conseil de famille
183. Situation d'impasse
184. (1) Substitution de la bande au conseil de famille
 (2) Idem
185. Transfert du titre
186. Renonciation

PART XIV

TAX EXEMPTIONS

187. (1) Interpretation
 (2) Idem
188. (1) Property exempt from taxation
 (2) Ownership, occupation, etc., of exempt property

PARTIE XIV

EXEMPTIONS FISCALES

187. (1) Définition
 (2) Idem
188. (1) Biens non imposés
 (2) Exemption

PART XV

SEIZURE EXEMPTIONS

189. Interpretation
190. (1) Property exempt from seizure, etc.
 (2) Idem
 (3) Idem
 (4) Idem
 (5) Conditional sales
191. Property deemed situated on Category IA or IA-N land
192. (1) Property deemed to be property of a Cree band

PARTIE XV

INSAISSABILITÉ

189. Définition
190. (1) Biens insaisissables
 (2) Idem
 (3) Idem
 (4) Idem
 (5) Vente conditionnelle
191. Rattachement aux terres de catégorie IA ou IA-N
192. (1) Appartenance aux bandes crie

- | | |
|---|--|
| (2) Property deemed to be property of the Naskapi band
193. (1) Waiver of exemption
(2) Quorum requirements
(3) Waiver by band | (2) Appartenance à la bande naskapie
193. (1) Renonciation du bénéficiaire
(2) Taux de participation au vote
(3) Renonciation de la bande |
|---|--|

PART XVI

POLICING

194. (1) Policing jurisdiction (Creeps)
 (2) Jurisdiction of municipal police forces
195. (1) Policing jurisdiction (Naskapis)
 (2) Jurisdiction of municipal police force
196. (1) Agreements for policing services
 (2) Jurisdiction of police forces

PARTIE XVI

POLICE

194. (1) Compétence territoriale : Cris
 (2) Pouvoirs de police
195. (1) Compétence territoriale : Naskapis
 (2) Pouvoirs de police
196. (1) Accords en matière de pouvoirs de police
 (2) Pouvoirs des services de police

PART XVII

OFFENCES

197. Offences under the Act
198. (1) Contravention of regulations
 (2) Regulations may fix maximum punishment
199. (1) Contravention of by-law
 (2) By-law may fix maximum punishment
 (3) Idem

PARTIE XVII

INFRACTIONS

197. Infractions à la présente loi
198. (1) Infractions aux règlements
 (2) Fixation de maxima
199. (1) Infractions aux règlements administratifs
 (2) Fixation de maxima
 (3) Idem

PART XVIII

ADMINISTRATION OF JUSTICE

200. (1) Jurisdiction of justices of the peace
 (2) Summary conviction court

PARTIE XVIII

ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

200. (1) Compétence des juges de paix
 (2) Cour des poursuites sommaires

(3) References to *Criminal Code*(3) Renvois au *Code criminel*

PART XIX

GENERAL

201. Where signatory of document unable to write
202. (1) Commissioners of oaths
(2) No fee permitted
203. (1) Certified copies of documents
(2) Idem
(3) Admissibility of certified copies

PARTIE XIX

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

201. Personnes ne sachant pas écrire
202. (1) Commissaire aux serments
(2) Gratuité
203. (1) Copies certifiées conformes
(2) Idem
(3) Admissibilité des copies en preuve

PART XX

CONSEQUENTIAL AMENDMENTS TO
OTHER ACTS

204. *Expropriation Act*
205. *Canada Assistance Plan*
206. *Canada Lands Surveys Act*
207. *Municipal Grants Act*
208. *Municipal Grants Act, 1980*
209. *National Energy Board Act*
- 210.-213. *National Housing Act*
214. *Railway Act*
215. *Lord's Day Act*

PARTIE XX

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

204. *Loi sur l'expropriation*
205. *Régime d'assistance publique du Canada*
206. *Loi sur l'arpentage des terres du Canada*
207. *Loi sur les subventions aux municipalités*
208. *Loi de 1980 sur les subventions aux municipalités*
209. *Loi sur l'Office national de l'énergie*
210. à 213. *Loi nationale sur l'habitation*
214. *Loi sur les chemins de fer*
215. *Loi sur le dimanche*

216. *Privacy Act*216. *Loi sur la protection des renseignements personnels*217. *Veterans' Land Act*217. *Loi sur les terres destinées aux anciens combattants*

COMING INTO FORCE

ENTRÉE EN VIGUEUR

218. Coming into force

218. entrée en vigueur

C-46

C-46

Second Session, Thirty-second Parliament,
32-33 Elizabeth II, 1983-84

Deuxième session, trente-deuxième législature,
32-33 Elizabeth II, 1983-84

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-46

PROJET DE LOI C-46

An Act respecting certain provisions of the James Bay and Northern Quebec Agreement and the Northeastern Quebec Agreement relating principally to Cree and Naskapi local government and to the land regime governing Category IA and Category IA-N land

Loi concernant diverses dispositions de la Convention de la Baie James et du Nord québécois et de la Convention du Nord-Est québécois relatives essentiellement à l'administration locale des Cris et des Naskapis et au régime des terres des catégories IA et IA-N

**AS PASSED BY THE HOUSE OF COMMONS
JUNE 8, 1984**

**ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES COMMUNES
LE 8 JUIN 1984**

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-46

PROJET DE LOI C-46

An Act respecting certain provisions of the James Bay and Northern Quebec Agreement and the Northeastern Quebec Agreement relating principally to Cree and Naskapi local government and to the land regime governing Category IA and Category IA-N land

Loi concernant diverses dispositions de la Convention de la Baie James et du Nord québécois et de la Convention du Nord-Est québécois relatives essentiellement à l'administration locale des Cris et des Naskapis et au régime des terres des catégories IA et IA-N

Preamble

WHEREAS the Government of Canada is obligated, pursuant to section 9 of the James Bay and Northern Quebec Agreement and section 7 of the Northeastern Quebec Agreement, to recommend to Parliament special legislation to provide for an orderly and efficient system of Cree and Naskapi local government, for the administration, management and control of Category IA and Category IA-N land by the Cree and Naskapi bands respectively, and for the protection of certain individual and collective rights under the said Agreements;

Attendu :

que le gouvernement du Canada est tenu, aux termes du chapitre 9 de la Convention de la Baie James et du Nord québécois et du chapitre 7 de la Convention du Nord-Est québécois, de recommander au Parlement l'adoption d'une loi spéciale prévoyant, pour les Cris et les Naskapis, un régime d'administration locale organisé et efficace, ainsi que l'administration, la régie et le contrôle par les bandes crées et la bande naskapie des terres des catégories IA et IA-N, ainsi que la protection des droits individuels et collectifs prévus aux Conventions;

Préambule

AND WHEREAS this Act is not intended to preclude the James Bay Crees and the Naskapis of Quebec from benefitting from future legislative or other measures respecting Indian government in Canada that are not incompatible with the said Agreements;

que la présente loi n'a pas pour objet d'empêcher les Cris de la Baie James et les Naskapis du Québec de bénéficier de toute mesure législative ou autre, compatible avec les Conventions, édictée à l'avenir en ce qui concerne le régime d'autonomie des Indiens du Canada,

NOW, THEREFORE, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète :

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *Cree-Naskapi (of Quebec) Act*.

1. *Loi sur les Cris et les Naskapis du Québec*. Titre abrégé

INTERPRETATION

DÉFINITIONS

Definitions			Définitions
	2. (1) In this Act,	2. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.	
"Agreements" «Conventions»	"Agreements" means the James Bay and Northern Quebec Agreement and the Northeastern Quebec Agreement;	«Administration régionale crie» L'Administration régionale crie constituée par la <i>Loi sur l'Administration régionale crie</i> (Québec).	«Administration régionale crie» "Cree Regional..."
"band" «bande»	"band" means a band incorporated by section 12 or 14;	«assemblée extraordinaire» L'assemblée de bande mentionnée aux articles 83 à 88.	«assemblée extraordinaire» "special..."
"building" «bâtiment»	"building" includes a permanent structure of any kind and also includes a mobile home;	«bande» Bande constituée par les articles 12 ou 14.	«bande» "band"
"Canada" «Canada»	"Canada" means Her Majesty in right of Canada;	«bande crie» Bande constituée par l'article 12.	«bande crie» "Cree band"
"Category IA land" «terre de catégorie 1A»	"Category IA land" means (a) until the transfer to Canada by Quebec by final deed referred to in paragraph (b), the land referred to in sections 4 and 5 of the James Bay and Northern Quebec Agreement of which the administration, management and control was transferred to Canada by Quebec by temporary deed by Quebec Order in Council No. 1851-79 of June 27, 1979, pursuant to section 21 of <i>An Act respecting the land regime in the James Bay and New Quebec territories</i> (Quebec), and accepted by Canada by Canada Order in Council P.C.1979-2178 of August 16, 1979, (b) after the transfer to Canada by Quebec by final deed pursuant to sections 4 and 5 of the James Bay and Northern Quebec Agreement and section 22 of <i>An Act respecting the land regime in the James Bay and New Quebec territories</i> (Quebec), the land described in such final deed, (c) any land set aside as Category IA land pursuant to paragraph 125(1)(d) of this Act, and (d) any other land set aside by the Governor in Council as Category IA land for the exclusive use and benefit of a Cree band, and, in relation to any particular Cree band, means (e) land described in paragraph (b), (c) or (d) set aside for the exclusive use and benefit of that band, or	«bande naskapie» Bande Naskapi du Québec constituée par l'article 14. «bâtiment» Sont assimilées à un bâtiment les constructions permanentes et les maisons mobiles. «bénéficiaire crie» Personne inscrite, ou admissible à l'être, à titre de bénéficiaire crie, conformément au chapitre 3 de la Convention de la Baie James et du Nord québécois. «bénéficiaire naskapi» Personne inscrite, ou admissible à l'être, à titre de bénéficiaire naskapi, conformément au chapitre 3 de la Convention du Nord-Est québécois. «Canada» Sa Majesté du chef du Canada. «chef» Personne qui occupe le poste de chef d'une bande conformément à la partie II. «conseil» Le groupe permanent visé à l'article 25. «conseiller» Personne qui occupe un poste de conseiller conformément à la partie II. «Convention de la Baie James et du Nord québécois» La convention passée entre le <i>Grand Council of the Crees (of Québec)</i> , la <i>Northern Québec Inuit Association</i> , le gouvernement du Québec, la Société d'énergie de la Baie James, la Société de développement de la Baie James, la Commission hydroélectrique de Québec et le gouvernement du Canada, le 11 novembre 1975, dans sa version modifiée par :	«bande naskapie» "Naskapi band" «bâtiment» "building" «bénéficiaire crie» "Cree beneficiary" «bénéficiaire naskapi» "Naskapi beneficiary" «Canada» "Canada" «chef» "chief" «conseil» "council" «conseiller» "councillor" «Convention de la Baie James et du Nord québécois» "James Bay..."

(f) land described in paragraph (a) set aside for the exclusive use and benefit of that band's predecessor *Indian Act* band;

"Category IA-N land"
«terre de catégorie IA-N»

"Category IA-N land" means

5

(a) until the transfer to Canada by Quebec by final deed referred to in paragraph (b), the land referred to in sections 4.4 and 5 of the Northeastern Quebec Agreement of which the 10 administration, management and control was transferred to Canada by Quebec by temporary deed by Quebec Order in Council No. 394-81 of February 12, 1981, pursuant to sections 191-3 15 and 191-5 of *An Act respecting the land regime in the James Bay and New Quebec territories* (Quebec) for the exclusive use and benefit of the *Indian Act* Naskapis de Schefferville band, and 20 accepted by Canada by Canada Order in Council P.C. 1981-809 of March 26, 1981,

(b) after the transfer to Canada by Quebec by final deed for the exclusive 25 use and benefit of the Naskapi band pursuant to sections 4.4 and 5 of the Northeastern Quebec Agreement and section 191-6 of *An Act respecting the land regime in the James Bay and New 30 Quebec territories* (Quebec), the land described in such final deed,

(c) any land set aside as Category IA-N land pursuant to paragraph 125(1)(d) of this Act for the exclusive use and benefit 35 of the Naskapi band, and

(d) any other land set aside by the Governor in Council as Category IA-N land for the exclusive use and benefit of the Naskapi band; 40

"Category II land"
«terre de catégorie II»

"Category II land" means the land established and allocated as Category II land pursuant to the James Bay and Northern Quebec Agreement and *An Act respecting the land regime in the James Bay and 45 New Quebec territories* (Quebec);

"Category II-N land"
«terre de catégorie II-N»

"Category II-N land" means the land established and allocated as Category II-N land pursuant to the Northeastern Quebec Agreement and *An Act respecting the land 50*

a) toute convention non visée aux alinéas b) ou c) et passée conformément aux dispositions modificatrices de la Convention de la Baie James et du Nord québécois; 5

b) la convention passée entre les mêmes parties le 12 décembre 1975, déposée devant la Chambre des communes par le ministre le 13 juillet 1976 et enregistrée sous le numéro 301-5/180C; 10

c) toute autre convention passée avant ou après l'entrée en vigueur du présent article et visée à :

(i) l'alinéa 4(1)a) de la *Loi sur le règlement des revendications des 15 autochtones de la Baie James et du Nord québécois*,

(ii) l'article 3 de la *Loi approuvant la Convention de la Baie James et du Nord québécois* (Québec). 20

«Convention du Nord-Est québécois» La convention passée entre la bande antérieure des Naskapis de Schefferville, le gouvernement du Québec, la Société d'énergie de la Baie James, la Société de développement 25 de la Baie James, la Commission hydroélectrique de Québec, le *Grand Council of the Crees (of Québec)*, la *Northern Québec Inuit Association* et le gouvernement du Canada, le 31 janvier 1978, et mentionnée 30 dans le décret du Canada n° C.P. 1978-502 daté du 23 février 1978, dans sa version modifiée par :

«Convention du Nord-Est québécois»
«North-eastern...»

a) toute convention non visée à l'alinéa b) et passée conformément aux dis- 35 positions modificatrices de la Convention du Nord-Est québécois;

b) toute autre convention passée avant ou après l'entrée en vigueur du présent article et visée à l'article 3 de la *Loi 40 approuvant la Convention du Nord-Est québécois* (Québec).

«Conventions» La Convention de la Baie James et du Nord québécois et la Convention du Nord-Est québécois. 45

«Conventions»
«Agreements»

«électeur» Membre d'une bande qui est âgé d'au moins dix-huit ans et qui n'a pas été déclaré mentalement incapable selon les lois de la province.

«électeur»
«elector»

regime in the James Bay and New Quebec territories (Quebec);

"Category III land"
«terre de catégorie III»

"Category III land" means the land established as Category III land pursuant to the James Bay and Northern Quebec Agreement and *An Act respecting the land regime in the James Bay and New Quebec territories (Quebec);* 5

"chief"
«chef»

"chief", in relation to a band, means the person holding the office of chief of that 10 band pursuant to Part II;

"council"
«conseil»

"council" means the continuing body of persons described in section 25;

"council member"
«membre du conseil»

"council member", in relation to a band, means the chief or a councillor of that 15 band;

"councillor"
«conseiller»

"councillor" means a person holding office as councillor of a band pursuant to Part II;

"Cree band"
«bande crie»

"Cree band" means a band incorporated by section 12; 20

"Cree beneficiary"
«bénéficiaire crie»

"Cree beneficiary" means a person who is enrolled or entitled to be enrolled as a Cree beneficiary pursuant to section 3 of the James Bay and Northern Quebec Agreement; 25

"Cree Regional Authority"
«Administration...»

"Cree Regional Authority" means the Cree Regional Authority established by *An Act respecting the Cree Regional Authority (Quebec);*

"elector"
«électeur»

"elector" means a member of a band who is 30 eighteen years of age or over and not declared mentally incompetent under the laws of the Province;

"Inuk of Fort George" or
"Inuit of Fort George"
«Inuk...»

"Inuk of Fort George" (in the singular) or "Inuit of Fort George" (in the plural) 35 means a person who

(a) is enrolled or entitled to be enrolled on the official list for the Inuit community of Fort George published by the Enrollment Commission pursuant to section 3 of the James Bay and Northern Quebec Agreement,

(b) is a legitimate or an illegitimate descendant of a person described in paragraph (a),

(c) is an adopted child of a person described in paragraph (a) or (b),

«Inuk de Fort George» (pluriel «Inuit de Fort George»)

«Inuk de Fort George»
«Inuk...»

a) Personne inscrite, ou admissible à l'être, sur la liste officielle de la communauté des Inuit de Fort George publiée 5 par la Commission d'inscription prévue au chapitre 3 de la Convention de la Baie James et du Nord québécois;

b) le descendant légitime ou illégitime de la personne visée à l'alinéa a); 10

c) l'enfant adoptif de la personne visée aux alinéas a) ou b);

d) le conjoint de la personne visée aux alinéas a), b) ou c), pourvu que le mariage ait été célébré ou soit reconnu 15 conformément aux lois de la province;

e) personne affiliée à la communauté des Inuit de Fort George, conformément au sous-alinéa 3.5.5f) de la Convention de la Baie James et du Nord québécois : 20

(i) entre le 31 janvier 1978 et l'entrée en vigueur du présent article, avec le consentement écrit de la bande antérieure de Fort George,

(ii) après l'entrée en vigueur du pré-25 sent article, avec le consentement écrit de la bande de Chisasibi.

«membre» Membre d'une bande crie ou de la bande naskapie, selon qu'il s'agit des dispositions des articles 17 ou 20. 30

«membre»
"member"

«membre du conseil» Le chef ou un conseiller d'une bande.

«membre du conseil»
"council member"

«ministre» Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien.

«ministre»
"Minister"

«personne morale» ou «personnalité morale» 35 S'entendent en un sens correspondant à celui de «corporation» dans les Conventions.

«personne morale» ou
«personnalité morale»
French version only

«province» La province de Québec.

«province»
"province"

«Québec» Sa Majesté du chef du Québec. 40

«Québec»
"Quebec"

«référendum» Le référendum visé aux articles 83 à 88. 45

«référendum»
"referendum"

«réserve Matimekosh» Le territoire visé par le décret du Québec n° 2718 daté du 21 août 1968. 45

«réserve Matimekosh»
"Matimekosh"
kosh...

(d) is married to a person described in paragraph (a), (b) or (c), where the marriage was solemnized in accordance with, or is recognized under, the laws of the Province, or

(e) has,

(i) between January 31, 1978 and the coming into force of this section, with the written consent of the *Indian Act* Fort George Band, or

(ii) after the coming into force of this section, with the written consent of the Chisasibi Band,

become affiliated with the Inuit community of Fort George pursuant to sub-15 paragraph 3.5.5f) of the James Bay and Northern Quebec Agreement;

“James Bay and Northern Quebec Agreement” means the agreement between the Grand Council of the Crees (of Quebec), 20 the Northern Quebec Inuit Association, the Government of Quebec, la Société d’énergie de la Baie James, la Société de développement de la Baie James, la Commission hydro-électrique de Québec and 25 the Government of Canada, dated November 11, 1975, as amended by

(a) any agreement not described in paragraph (b) or (c) made in accordance with the applicable amending 30 provisions of the James Bay and Northern Quebec Agreement,

(b) the agreement between those parties dated December 12, 1975, tabled in the House of Commons by the Minister on 35 July 13, 1976 and recorded as part of document number 301-5/180C, and

(c) any other agreement, whether made before or after the coming into force of this section, referred to in 40

(i) paragraph 4(1)(a) of the *James Bay and Northern Quebec Native Claims Settlement Act*, or

(ii) section 3 of *An Act approving the Agreement concerning James Bay and 45 Northern Quebec* (Quebec);

“Matimekoshe Reserve” means the area of land described in Quebec Order in Council No. 2718 of August 21, 1968;

«Société de développement des Naskapis» La Société de développement des Naskapis constituée par la *Loi sur la Société de développement des Naskapis* (Québec).

5 «terre de catégorie IA» Selon le cas :

a) terre visée aux chapitres 4 et 5 de la Convention de la Baie James et du Nord québécois et qui, tant que n’a pas été passé l’acte final de transfert prévu à ces chapitres et à l’article 22 de la *Loi sur le 10 régime des terres dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec* (Québec), reste placée sous l’autorité du Canada aux termes d’un acte provisoire de transfert passé par le décret du 15 Québec n° 1851-79 du 27 juin 1979 conformément à l’article 21 de la même loi et entériné par le décret du Canada n° C.P. 1979-2178 du 16 août 1979;

b) terre visée, après la passation de 20 l’acte final de transfert mentionné à l’alinéa a), par cet acte;

c) terre mise de côté comme terre de catégorie IA conformément à l’alinéa 125(1)d) de la présente loi; 25

d) terre mise de côté par le gouverneur en conseil comme terre de catégorie IA à l’usage et au bénéfice exclusifs d’une bande crie;

e) terre visée aux alinéas b), c) ou d) et 30 mise de côté à l’usage et au bénéfice exclusifs d’une bande crie donnée;

f) terre visée à l’alinéa a) et mise de côté à l’usage et au bénéfice exclusifs de la bande antérieure à une bande crie 35 donnée.

«terre de catégorie IA-N» Selon le cas :

a) terre visée aux chapitres 4.4. et 5 de la Convention du Nord-Est québécois et qui, tant que n’a pas été passé l’acte 40 final de transfert prévu à ces chapitres et à l’article 191-6 de la *Loi sur le régime des terres dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec* (Québec), reste placée, à l’usage et au 45 bénéfice exclusifs de la bande antérieure des Naskapis de Schefferville, sous l’autorité du Canada aux termes d’un acte provisoire de transfert passé par le

«Société de développement des Naskapis»
“Naskapi Development...”

5 «terre de catégorie IA»
“Category IA...”

«terre de catégorie IA-N»
“Category IA-N...”

“James Bay and Northern Quebec Agreement”
«Convention de la Baie James...»

“Matimekoshe Reserve”
«réserve...»

"member" «membre»	<p>"member", in relation to a band, means a member of a band as provided in</p> <p>(a) section 17, in the case of a Cree band, or</p> <p>(b) section 20, in the case of the Naskapi band;</p>	<p>décret du Québec n° 394-81 du 12 février 1981 conformément aux articles 191-3 et 191-5 de la même loi et entériné par le décret du Canada n° C.P. 1981-809 du 26 mars 1981;</p>
"Minister" «ministre»	<p>"Minister" means the Minister of Indian Affairs and Northern Development;</p>	<p>b) terre visée, après la passation de l'acte final de transfert mentionné à l'alinéa a), par cet acte;</p>
"Naskapi band" «bande naskapie»	<p>"Naskapi band" means the band incorporated by section 14;</p>	<p>c) terre mise de côté comme terre de catégorie IA-N conformément à l'alinéa 10 125(1)d) de la présente loi à l'usage et au bénéfice exclusifs de la bande naskapie;</p>
"Naskapi beneficiary" «bénéficiaire naskapi»	<p>"Naskapi beneficiary" means a person who is enrolled or entitled to be enrolled as a Naskapi beneficiary pursuant to section 3 of the Northeastern Quebec Agreement;</p>	<p>d) terre mise de côté par le gouverneur en conseil comme terre de catégorie 15 IA-N à l'usage et au bénéfice exclusifs de la bande naskapie.</p>
"Naskapi Development Corporation" «Société de...»	<p>"Naskapi Development Corporation" means 15 the Naskapi Development Corporation established by <i>An Act to establish the Naskapi Development Corporation</i> (Quebec);</p>	<p>«terre de catégorie II» Terre constituée en terre de catégorie II et répartie conformément à la Convention de la Baie James et 20 du Nord québécois et à la <i>Loi sur le régime des terres dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec</i> (Québec).</p>
"Northeastern Quebec Agreement" «Convention du Nord-Est québécois»	<p>"Northeastern Quebec Agreement" means 20 the agreement between the <i>Indian Act</i> Naskapis de Schefferville band, the Government of Quebec, La Société d'énergie de la Baie James, La Société de développement de la Baie James, La Commission 25 hydroélectrique de Québec, the Grand Council of the Crees (of Quebec), the Northern Quebec Inuit Association and the Government of Canada, dated January 31, 1978 and referred to in Canada Order 30 in Council P.C. 1978-502 of February 23, 1978, as amended by</p>	<p>«terre de catégorie II-N» Terre constituée en 25 terre de catégorie II-N et répartie conformément à la Convention du Nord-Est québécois et à la <i>Loi sur le régime des terres dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec</i> (Québec).</p>
	<p>(a) any agreement not described in paragraph (b) made in accordance with the applicable amending provisions of 35 the Northeastern Quebec Agreement, and</p> <p>(b) any other agreement, whether made before or after the coming into force of this section, referred to in section 3 of 40 <i>An Act approving the Northeastern Quebec Agreement</i> (Quebec);</p>	<p>«terre de catégorie III» Terre constituée en 30 terre de catégorie III conformément à la Convention de la Baie James et du Nord québécois et à la <i>Loi sur le régime des terres dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec</i> (Québec).</p>
"ordinary band meeting" Version anglaise seulement	<p>"ordinary band meeting" means any band meeting other than a special band meeting;</p>	
"prescribed" Version anglaise seulement	<p>"prescribed" means prescribed by regulation;</p>	

"Province" «province»	"Province" means the Province of Quebec;		
"Quebec" «Québec»	"Quebec" means Her Majesty in right of Quebec;		
"referendum" «référendum»	"referendum" means a referendum of a band referred to in sections 83 to 88;	5	
"special band meeting" «assemblée...»	"special band meeting" means a band meeting referred to in sections 83 to 88.		
"Indian Act" band	(2) A reference in this Act to an "Indian Act" band is a reference to a "band" within the meaning of the <i>Indian Act</i> .	(2) Dans la présente loi, «bande antérieure» s'entend de «bande» au sens de la <i>Loi 10 sur les Indiens</i> .	«bande antérieure» "Indian Act" band
References to "natural resources" and "land"	(3) The reference to "natural resources" in certain provisions of this Act is for emphasis only and shall not be construed as affecting in any way the meaning of the word "land" as including natural resources in those provisions or in any other provision of this Act or the regulations.	(3) La mention de «ressources naturelles» dans certaines dispositions de la présente loi ne vise que la précision; elle ne doit pas être interprétée comme si le mot «terre», dans ces dispositions, dans les autres dispositions de cette loi et dans celles des règlements, excluait la notion de «ressources naturelles».	Mention de «ressources naturelles» 5 10
References to Quebec statutes	(4) Unless otherwise indicated in this Act, a reference to an Act of the legislature of Quebec or to a provision thereof is a reference to that Act or provision as amended from time to time.	(4) Sauf indication contraire de la présente loi, la mention d'une loi du Québec ou de telle de ses dispositions est celle de son état éventuellement modifié.	Mention des lois du Québec

INCONSISTENCY WITH FEDERAL OR
PROVINCIAL LAW

INCOMPATIBILITÉ AVEC DES LOIS
FÉDÉRALES OU PROVINCIALES

Federal Acts	3. (1) Subject to subsection (2), where there is any inconsistency or conflict between the provisions of this Act and any other Act of Parliament, this Act shall prevail to the extent of the inconsistency or conflict.	3. (1) Sous réserve du paragraphe (2), les dispositions de la présente loi l'emportent sur les dispositions incompatibles de toute autre loi fédérale.	Lois fédérales 15
<i>James Bay and Northern Quebec Native Claims Settlement Act</i>	(2) Where there is any inconsistency or conflict between the provisions of this Act and the <i>James Bay and Northern Quebec Native Claims Settlement Act</i> , the <i>James Bay and Northern Quebec Native Claims Settlement Act</i> shall prevail to the extent of the inconsistency or conflict.	(2) Les dispositions de la <i>Loi sur le règlement des revendications des autochtones de la Baie James et du Nord québécois</i> l'emportent sur les dispositions incompatibles de la présente loi.	<i>Loi sur le règlement des revendications des autochtones de la Baie James et du Nord québécois</i> 20
Provincial laws of general application	4. Provincial laws of general application do not apply to the extent that they are inconsistent or in conflict with this Act or a regulation or by-law made thereunder or to the extent that they make provision for a matter that is provided for by this Act.	4. Les lois provinciales d'application générale ne s'appliquent pas en cas d'incompatibilité avec la présente loi ou les règlements ou règlements administratifs pris sous son régime, ni dans la mesure où ces lois contiennent des dispositions sur toute question prévue par la présente loi.	Lois provinciales d'application générale 25 30

APPLICATION OF INDIAN ACT

Application of
Indian Act

5. Except for the purpose of determining which of the Cree beneficiaries and Naskapi beneficiaries are "Indians" within the meaning of the *Indian Act*, the *Indian Act* does not apply to Cree bands or the Naskapi band, nor does it apply on or in respect of Category IA or IA-N land.

BAND BY-LAWS AND RESOLUTIONS

Territorial
limits of band
by-laws

6. A by-law of a band made under this Act may have application within the following territorial limits:

- (a) that band's Category IA or IA-N land; and
- (b) Category III land situated within the perimeter of that band's Category IA or IA-N land and the ownership of which was ceded by letters patent or by any other method
 - (i) prior to November 11, 1975, in the case of Category III land within the perimeter of Category IA land, or
 - (ii) prior to January 31, 1978, in the case of Category III land within the perimeter of Category IA-N land.

By-law may
require licence
or permit

7. A by-law of a band made under this Act may require the holding of a licence or permit and may provide for the issuance thereof and the fees therefor.

By-law may
prohibit
activities

8. A by-law of a band made under this Act may prohibit an activity.

Statutory
Instruments
Act not to apply

9. The *Statutory Instruments Act* does not apply to a by-law or resolution of a band made under this Act.

REGULATIONS

Regulations

10. The Governor in Council may make regulations

- (a) prescribing anything that by this Act is to be prescribed; and

APPLICATION DE LA LOI SUR LES INDIENS

Application de
la *Loi sur les
Indiens*

5. La *Loi sur les Indiens* ne s'applique aux bandes crie ou naskapie ou aux terres de catégorie IA ou IA-N que pour déterminer lesquels des bénéficiaires cris et naskapis sont des Indiens au sens de cette loi.

RÈGLEMENTS ADMINISTRATIFS ET
RÉSOLUTIONS D'UNE BANDEPortée
territoriale

6. Les règlements administratifs d'une bande pris en application de la présente loi peuvent s'appliquer dans les limites :

- a) des terres de catégorie IA ou IA-N attribuées à la bande;
- b) des terres de catégorie III situées dans le périmètre des terres de catégorie IA ou IA-N attribuées à la bande et dont la propriété a été cédée par lettres patentes ou par tout autre moyen :
- (i) avant le 11 novembre 1975, dans le cas des terres de catégorie III situées dans le périmètre des terres de catégorie IA,
- (ii) avant le 31 janvier 1978, dans le cas des terres de catégorie III situées dans le périmètre des terres de catégorie IA-N.

7. Les règlements administratifs d'une bande pris en application de la présente loi peuvent exiger la détention de licences ou permis, prévoir la délivrance de ces documents et fixer les droits à verser à cet égard.

8. Les règlements administratifs d'une bande pris en application de la présente loi peuvent porter interdiction d'une activité donnée.

9. La *Loi sur les textes réglementaires* ne s'applique pas aux règlements administratifs ni aux résolutions de la bande pris en application de la présente loi.

RÈGLEMENTS

Loi sur les
textes
réglementaires

10. Le gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) prendre toute mesure d'ordre réglementaire prévue par la présente loi;

Règlements

(b) generally for carrying out the purposes and provisions of this Act.

b) prendre toute autre mesure d'application de la présente loi.

INCORPORATION BY REFERENCE OF PROVINCIAL LAWS

APPLICATION DE LOIS PROVINCIALES PAR RÈGLEMENT

Incorporation
by reference of
provincial laws

11. (1) For the purpose of applying the portion of paragraph 5.1.13 of the James Bay and Northern Quebec Agreement and of paragraph 5.1.13 of the Northeastern Quebec Agreement dealing with the leasing of lands and the granting of real rights to non-Natives, the Governor in Council may make regulations for the purpose of making 10 provincial law in force in the Province applicable to leasehold interests or other real rights in Category IA or IA-N land granted to non-beneficiaries for periods exceeding five years, including any renewal thereof. 15

Meaning of
"non-beneficiary"

(2) For the purposes of subsection (1), a non-beneficiary is a person who is not

(a) a Cree beneficiary, Naskapi beneficiary or Inuk of Fort George;

(b) a corporation or other body established pursuant to either of the Agreements; 20

(c) a corporation or other body the majority of whose shareholders or members are Cree beneficiaries, Naskapi 25 beneficiaries or Inuit of Fort George; or

(d) a corporation or other body in which Cree beneficiaries, Naskapi beneficiaries or Inuit of Fort George participate, as shareholders or members or otherwise, and 30 that is prescribed.

Application de
lois provinciales
par règlement

11. (1) Pour l'application des dispositions concernant, aux alinéas 5.1.13 de la Convention de la Baie James et du Nord québécois 5 et 5.1.13 de la Convention du Nord-Est québécois, l'octroi de baux et de certains droits réels à des non-autochtones, le gouverneur en conseil peut prendre des règlements portant 10 application de lois provinciales en vigueur 10 aux baux ou autres droits réels octroyés à des non-bénéficiaires sur des terres de catégorie IA ou IA-N pour plus de cinq ans, toute éventuelle reconduction comprise.

(2) Au paragraphe (1), «non-bénéficiaires» 15 s'entend des personnes qui ne sont : Définition de «non-bénéficiaires»

a) ni des bénéficiaires cris ou naskapis, ni des Inuit de Fort George;

b) ni des personnes morales ou autres organismes constitués en vertu de l'une ou 20 l'autre des Conventions;

c) ni des personnes morales ou autres organismes composés en majorité, en qualité d'actionnaires ou de membres, de 25 bénéficiaires cris ou naskapis ou d'Inuit de Fort George;

d) ni des personnes morales ou autres organismes visés par règlement dans lesquels des bénéficiaires cris ou naskapis ou des Inuit de Fort George ont une partici- 30 pation, notamment en qualité d'actionnaires ou de membres.

PART I

PARTIE I

LOCAL GOVERNMENT

ADMINISTRATIONS LOCALES

Incorporation of Bands

Constitution des bandes en personnes morales

Incorporation
of eight Cree
bands

12. (1) Pursuant to subparagraph 9.0.1a) of the James Bay and Northern Quebec Agreement, the *Indian Act* Cree bands of

- (a) Great Whale River,
- (b) Chisasibi,
- (c) Old Factory,

Bandes cries

12. (1) Conformément au sous-alinéa 9.0.1a) de la Convention de la Baie James et du Nord québécois, mais sous réserve de 35 l'article 16, sont constituées en administrations locales distinctes dotées de la personnalité morale et désignées conformément aux

- (d) Eastmain,
- (e) Rupert House,
- (f) Nemaska,
- (g) Waswanipi, and
- (h) Mistassini

are hereby separately constituted as corporations bearing the names set out in paragraphs (2)(a) to (h), respectively, subject to section 16.

alinéas (2)a) à h), respectivement, les bandes antérieures crient de :

- a) Great Whale River,
- b) Chisasibi,
- 5 c) Old Factory,
- d) Eastmain,
- e) Rupert House,
- f) Nemaska,
- g) Waswanipi,
- h) Mistassini.

10

Names of
incorporated
Cree bands

(2) The bands incorporated by subsection (1) may, respectively, be legally designated by any of their English, French or Cree names, as follows:

- (a) Great Whale River Band, Bande de Poste-de-la-Baleine, Whapmagoostoo Aeyouch; 15
- (b) Chisasibi Band, Bande de Chisasibi, Chisasibi Eeyouch;
- (c) Wemindji Band, Bande de Wemindji, Wemindji Eeyou; 20
- (d) Eastmain Band, Bande de Eastmain, Wapanoutauw Eeyou;
- (e) Waskaganish Band, Bande de Waskaganish, Waskaganish Eeyou;
- (f) Nemaska Band, Bande de Nemiscau, Nemaskauw Eenouch; 25
- (g) Waswanipi Band, Bande de Waswanipi, Waswanipi Eenouch; and
- (h) Mistassini Band, Bande de Mistassini, Mistasini Eenouch. 30

(2) Les désignations officielles des bandes constituées par le paragraphe (1) sont respectivement, en français, en anglais et en cri :

- a) Bande de Poste-de-la-Baleine, Great Whale River Band, Whapmagoostoo Aeyouch; 15
- b) Bande de Chisasibi, Chisasibi Band, Chisasibi Eeyouch;
- c) Bande de Wemindji, Wemindji Band, Wemindji Eeyou; 20
- d) Bande de Eastmain, Eastmain Band, Wapanoutauw Eeyou;
- e) Bande de Waskaganish, Waskaganish Band, Waskaganish Eeyou; 25
- f) Bande de Nemiscau, Nemaska Band, Nemaskauw Eenouch;
- g) Bande de Waswanipi, Waswanipi Band, Waswanipi Eenouch;
- h) Bande de Mistassini, Mistassini Band, Mistasini Eenouch. 30

Désignations
officielles

Predecessor
Indian Act
bands cease to
exist

13. On the coming into force of this Part, the *Indian Act* Cree bands listed in paragraphs 12(1)(a) to (h) cease to exist, and all their rights, titles, interests, assets, obligations and liabilities, including those of their band councils, shall vest, respectively, in the bands listed in paragraphs 12(2)(a) to (h).

13. À l'entrée en vigueur de la présente partie, les bandes antérieures crient mentionnées aux alinéas 12(1)a) à h) cessent d'exister, et leur actif, leurs droits, titres, intérêts, obligations et responsabilités, y compris ceux de leurs conseils, sont transmis aux bandes mentionnées aux alinéas 12(2)a) à h), respectivement.

Dissolution

Incorporation
of Naskapi
Band of Quebec

14. (1) Pursuant to paragraph 7.1.1 of the Northeastern Quebec Agreement, the *Indian Act* Naskapis de Schefferville band is hereby constituted as a corporation bearing the name of Naskapi Band of Quebec (in English), Bande Naskapi du Québec (in French), and Kobac Naskapi-aeyouch (in Naskapi), subject to section 16.

14. (1) Conformément à l'alinéa 7.1.1 de la Convention du Nord-Est québécois, la bande antérieure des Naskapis de Schefferville est constituée en administration locale dotée de la personnalité morale, dont la désignation officielle est, en français, Bande Naskapi du Québec, en anglais, Naskapi

Bande Naskapi
du Québec

45

Legal designation	(2) The band incorporated by subsection (1) may be legally designated by any of its names mentioned in that subsection.	Band of Quebec et, en naskapi, Kobac Naskapi-aeoyouch.	(2) La bande visée au paragraphe (1) peut être légalement désignée par l'un ou l'autre des noms qui y sont mentionnés.	Désignation officielle
Indian Act Naskapi band ceases to exist	15. On the coming into force of this Part, the <i>Indian Act</i> Naskapis de Schefferville band ceases to exist, and all its rights, titles, interests, assets, obligations and liabilities, including those of its band council, shall vest in the Naskapi Band of Quebec.	15. À l'entrée en vigueur de la présente 5 partie, la bande antérieure des Naskapis de Schefferville cesse d'exister, et son actif, ses droits, titres, intérêts, obligations et responsabilités, y compris ceux de son conseil, sont 10 transmis à la Bande Naskapi du Québec.		Dissolution
Change of band name	16. (1) A band may, by by-law approved 10 by the electors of the band at a special band meeting or referendum at which at least five per cent of the electors voted on the matter, change its English, French or Cree or Naskapi name, but no such by-law is valid unless 15 approved by the Governor in Council.	16. (1) Une bande peut, par un règlement 10 administratif qu'auront approuvé ses électeurs en assemblée extraordinaire ou par 15 référendum avec un taux de participation au vote d'au moins cinq pour cent, modifier la version française, anglaise, crie ou naskapie de sa désignation; la validité de ce règlement est subordonnée à son approbation par le 20 gouverneur en conseil.		Changement de désignation
Effective date of by-law	(2) A by-law made under subsection (1) and approved by the Governor in Council takes effect on the date of its publication in the <i>Canada Gazette</i> or on such later date as 20 is specified in the by-law.	(2) Le règlement administratif pris en 20 application du paragraphe (1) et approuvé par le gouverneur en conseil prend effet à la date de sa publication dans la <i>Gazette du Canada</i> ou à la date ultérieure qui y est 25 mentionnée.		Prise d'effet du règlement administratif

Membership of Bands

Appartenance aux bandes

Membership of Cree bands	17. The members of each of the Cree bands are the Cree beneficiaries who are enrolled or entitled to be enrolled on the community list in respect of that band pursuant to section 3 of the James Bay and Northern Quebec Agreement.	17. Sont membres d'une bande crie les 25 bénéficiaires cris inscrits, ou admissibles à l'être, sur la liste de la communauté relative à la bande conformément au chapitre 3 de la 30 Convention de la Baie James et du Nord québécois.		Appartenance aux bandes cries
Special provision for Indians who are not Cree beneficiaries	18. A person who, immediately before the coming into force of this Part, was a member of one of the <i>Indian Act</i> Cree bands mentioned in subsection 12(1) but was not a Cree beneficiary (a) shall be deemed to be a member of that band's successor band listed in subsection 12(2) for the purposes of paragraph 21(f), section 45, subsection 55(1), paragraphs 90(2)(a) and (b), subsections 94(3) and (4) and subsection 103(1); (b) shall, if eighteen years of age or over and not declared mentally incompetent 40 under the laws of the Province, be deemed	18. Toute personne qui, jusqu'à l'entrée en 35 vigueur de la présente partie, était membre d'une bande antérieure crie mentionnée au 40 paragraphe 12(1) sans être un bénéficiaire cri : (a) a la qualité de membre de la bande qui est substituée à celle-ci et mentionnée au 45 paragraphe 12(2) pour l'application de 40 l'alinéa 21(f), de l'article 45, du paragraphe 55(1), des alinéas 90(2)(a) et (b) et des paragraphes 94(3) et (4) et 103(1); (b) a la qualité d'électeur de cette bande 45 pour l'application de l'article 63, du sous- alinéa 66(1)(a)(i), des articles 68 et 75 et		Dispositions particulières pour les Indiens qui ne sont pas des bénéficiaires cris

to be an elector of the successor band for the purposes of section 63, subparagraph 66(1)(a)(i), sections 68 and 75 and subsection 97(2), but is not eligible to be elected chief of that band; and

(c) shall, if eighteen years of age or over and not declared mentally incompetent under the laws of the Province, be deemed to be an elector of the successor band for the purposes of section 81, except where the matter submitted to a vote is a matter referred to in Part VI, VII, VIII or IX.

19. (1) An Inuk of Fort George shall be deemed to be a member of the Chisasibi Band for the purposes of paragraph 21(f), 15 section 45, subsection 55(1), paragraphs 90(2)(a) and (b), subsections 94(3) and (4) and subsection 103(1), and shall be deemed to be a resident of the Category IA land of the Chisasibi Band for the 20 purpose of paragraph 22(2)(b).

(2) An Inuk of Fort George, if eighteen years of age or over and not declared mentally incompetent under the laws of the Province, shall be deemed to be an 25 elector of the Chisasibi Band for the purposes of section 63, subparagraph 66(1)(a)(i), sections 68 and 75 and subsection 97(2).

(3) Notwithstanding subsection (2), an 30 Inuk of Fort George is not eligible to be elected chief of the Chisasibi Band.

20. The members of the Naskapi band are the Naskapi beneficiaries.

20.1 A person who, immediately before 35 the coming into force of this Part, was a member of the *Indian Act* Naskapis de Schefferville band but was not a Naskapi beneficiary

(a) shall be deemed to be a member of the 40 Naskapi band for the purposes of paragraph 21(f), section 45, subsection 55(1), paragraphs 90(2)(a) and (b), subsections 94(3) and (4) and subsection 103(1);

(b) shall, if eighteen years of age or over 45 and not declared mentally incompetent under the laws of the Province, be deemed to be an elector of the Naskapi band for the purposes of section 63, subparagraph

du paragraphe 97(2), sans être éligible au poste de chef de celle-ci, si elle est âgée d'au moins dix-huit ans et n'est pas déclarée mentalement incapable par les lois de la province;

c) a la qualité d'électeur de cette bande pour l'application de l'article 81, si elle est âgée d'au moins dix-huit ans et n'est pas déclarée mentalement incapable par les lois de la province, sauf lorsque la question 10 qui fait l'objet du vote est mentionnée dans les parties VI, VII, VIII ou IX.

19. (1) Les Inuit de Fort George ont la qualité de membres de la bande de Chisasibi pour l'application de l'alinéa 21f), de 15 l'article 45, du paragraphe 55(1), des alinéas 90(2)a) et b) et des paragraphes 94(3) et (4), ainsi que du paragraphe 103(1) et de résidents des terres de catégorie IA de la Bande Chisasibi pour l'appli- 20 cation de l'alinéa 22(2)b).

(2) Ils ont la qualité d'électeurs de la bande de Chisasibi, pour l'application de l'article 63, du sous-alinéa 66(1)a)(i), des articles 68 et 75 et du paragraphe 97(2), 25 s'ils sont âgés d'au moins dix-huit ans et ne sont pas déclarés mentalement incapables par les lois de la province.

(3) Par dérogation au paragraphe (2), ils ne sont pas éligibles au poste de chef de 30 la bande de Chisasibi.

20. Les membres de la bande naskapie sont les bénéficiaires naskapis.

20.1 Toute personne qui, jusqu'à l'entrée en vigueur de la présente partie, était 35 membre de la bande antérieure des Naskapis de Schefferville sans être un bénéficiaire naskapi :

a) a la qualité de membre de la bande naskapie pour l'application de l'alinéa 40 21f), de l'article 45, du paragraphe 55(1), des alinéas 90(2)a) et b), des paragraphes 94(3) et (4) et 103(1);

b) a la qualité d'électeur de cette bande pour l'application de l'article 63, du sous- 45 alinéa 66(1)a)(i), des articles 68 et 75 et du paragraphe 97(2), sans être éligible au poste de chef de celle-ci, si elle est âgée

Special provision for Inuit of Fort George

Disposition particulière pour les Inuit de Fort George

Idem

Idem

Idem

Idem

Membership of Naskapi band

Appartenance à la bande naskapie

Special provision for Indians who are not Naskapi beneficiaries

Dispositions particulières pour les Indiens qui ne sont pas des bénéficiaires naskapis

66(1)(a)(i), sections 68 and 75 and sub-section 97(2), but is not eligible to be elected chief of that band; and

(c) shall, if eighteen years of age or over and not declared mentally incompetent under the laws of the Province, be deemed to be an elector of the Naskapi band for the purposes of section 81, except where the matter submitted to a vote is a matter referred to in Part VI, VII, VIII or IX. 10

Objects and Powers of Bands

21. The objects of a band are

- (a) to act as the local government authority on its Category IA or IA-N land;
- (b) to use, manage, administer and regulate its Category IA or IA-N land and the natural resources thereof;
- (c) to control the disposition of rights and interests in its Category IA or IA-N land and in the natural resources thereof;
- (d) to regulate the use of buildings on its Category IA or IA-N land;
- (e) to use, manage and administer its moneys and other assets;
- (f) to promote the general welfare of the members of the band;
- (g) to promote and carry out community development and charitable works in the community;
- (h) to establish and administer services, programs and projects for members of the band, other residents of Category IA and IA-N land and residents of the Category III land referred to in paragraph 6(b);
- (i) to promote and preserve the culture, values and traditions of the Crees or Naskapis, as the case may be; and
- (j) to exercise the powers and carry out the duties conferred or imposed on the band or on its predecessor *Indian Act* band by any Act of Parliament or regulations made thereunder, and by the Agreements. 40

22. (1) A band has, subject to this Act and the regulations, the capacity, rights, powers and privileges of a natural person.

d'au moins dix-huit ans et n'est pas déclarée mentalement incapable par les lois de la province;

c) a la qualité d'électeur de cette bande pour l'application de l'article 81, si elle est âgée d'au moins dix-huit ans et n'est pas déclarée mentalement incapable par les lois de la province, sauf lorsque la question qui fait l'objet du vote est mentionnée dans les parties VI, VII, VIII ou IX. 10

Mission de la bande

21. La bande a pour mission :

- a) d'exercer les pouvoirs d'une administration locale sur les terres de catégorie IA ou IA-N qui lui sont attribuées;
- b) d'assurer l'usage, la gestion, l'administration et la réglementation relatives à ses terres ainsi qu'aux ressources naturelles qui s'y trouvent;
- c) de régir les octrois de droits et d'intérêts sur ces terres et sur leurs ressources naturelles, y compris les ressources de leur sous-sol;
- d) de réglementer l'usage des bâtiments qui se trouvent sur ces terres;
- e) d'utiliser, de gérer et d'administrer ses deniers et autres éléments d'actif;
- f) de promouvoir le bien-être général de ses membres;
- g) de promouvoir et assurer le développement communautaire et les œuvres de bienfaisance au sein de la communauté;
- h) d'assurer les services, programmes et projets voulus pour ses membres, pour les autres personnes résidant sur les terres des catégories IA et IA-N ainsi que pour les personnes résidant sur les terres de catégorie III qui sont visées à l'alinéa 6b);
- i) de préserver et promouvoir la culture, les valeurs et les traditions crie ou naskapie, selon le cas;
- j) d'exercer les pouvoirs et fonctions que les lois fédérales ou leurs règlements ainsi que les Conventions lui confèrent ou conféraient à la bande antérieure. 40

22. (1) La bande a, sous réserve des autres dispositions de la présente loi et de ses règlements, la capacité d'une personne physique. 45

Objects of
bands

Mission de la
bande

Legal capacity
of bands

Capacité

Restriction on
band's
commercial
activities

(2) A band shall not engage, directly or indirectly, in any commercial activity, except in so far as it is related to

(a) the management or administration of

(i) its Category IA or IA-N land or the natural resources thereof, or

(ii) its buildings or other immovable assets on its Category IA or IA-N land; or

(b) the provision of public services to or in respect of its Category IA or IA-N land or residents thereof.

Band may own
shares in
corporations

(3) Notwithstanding subsection (2), a band may own shares in corporations that carry on commercial activities.

Band may not
be continued
under *Canada
Business
Corporations
Act*

23. (1) Section 261 of the *Canada Business Corporations Act* does not apply to a band.

*Canada
Corporations
Act*

(2) The *Canada Corporations Act* does not apply to a band.

Application of
certain other
Acts

(3) Where provisions of an Act of Parliament specifically applicable to corporations, other than the Acts mentioned in subsections (1) and (2), would apply to a band, the Governor in Council may by order declare that such Act or any provision thereof does not apply to a band.

Head Office of Band

Head office of
band

24. The head office of a band shall be located at such place on its Category IA or IA-N land as is fixed by the band.

Band Council

Band council

25. The council of a band is a continuing body consisting of the council members holding office pursuant to Part II.

Band acts
through its
council

26. A band shall act through its council in exercising its powers and carrying out its duties under this Act.

Resolutions and
by-laws

27. A council shall act by resolution, except where required to act by by-law.

(2) La bande ne peut se livrer, directement ou indirectement, à des activités commerciales que dans le cadre :

a) de la gestion :

(i) des terres de catégorie IA ou IA-N qui lui sont attribuées ou des ressources naturelles qui s'y trouvent,

(ii) des bâtiments et autres immeubles lui appartenant qui se trouvent sur ces terres;

b) de la prestation de services publics sur ces terres ou aux personnes qui y résident.

(3) Par dérogation au paragraphe (2) et indépendamment de la définition de «personne morale» à l'article 2, la bande peut détenir des actions de personnes morales exerçant des activités commerciales.

23. (1) L'article 261 de la *Loi sur les sociétés commerciales canadiennes* ne s'applique pas aux bandes.

(2) La *Loi sur les corporations canadiennes* ne s'applique pas aux bandes.

(3) Le gouverneur en conseil peut, par décret, soustraire la bande à l'application de dispositions, visant expressément les personnes morales, de lois fédérales, autres que celles qui sont mentionnées aux paragraphes (1) ou (2), qui lui seraient par ailleurs applicables.

Siège de la bande

24. La bande fixe son siège dans le périmètre des terres de catégorie IA ou IA-N qui lui sont attribuées.

Conseil de la bande

25. Le conseil de la bande est un groupe permanent dont les membres occupent leur poste conformément à la partie II.

26. La bande exerce ses pouvoirs et fonctions par l'intermédiaire du conseil.

27. Le conseil prend ses décisions par résolution, sauf cas où il lui est imposé de le faire par règlement administratif.

Activités
commerciales

Actions

*Loi sur les
sociétés
commerciales
canadiennes*

*Loi sur les
corporations
canadiennes*

Autres lois

Siège de la
bande

Conseil

Rôle

Résolutions et
règlements
administratifs

Chief	28. The chief of a band is the principal representative and chief executive officer of that band and shall perform any duties assigned to him by the regulations and the by-laws of the band.	28. Le chef est le principal représentant et premier dirigeant de la bande; il exerce les fonctions qui lui sont attribuées soit par règlement, soit par règlement administratif.	Chief
Deputy chief	29. (1) In each band, one councillor shall hold office as deputy chief in accordance with an election by-law made under section 64 or in accordance with regulations made under paragraph 67(1)(a).	29. (1) Le poste de chef adjoint est confié à l'un des conseillers élus conformément au règlement administratif électoral visé à l'article 64 ou au règlement visé à l'alinéa 10 67(1)a).	5 Chef adjoint
Duties and powers of deputy chief	(2) The deputy chief shall perform the duties assigned to him by the regulations and the by-laws of the band, and, in the event that the chief is absent or incapacitated or if the office of chief is vacant, has and may exercise all the powers and duties of the chief.	(2) Le chef adjoint exerce les fonctions qui lui sont attribuées soit par règlement, soit par règlement administratif; en cas d'absence ou d'empêchement du chef ou de vacance de son poste, il assure son intérim, avec plein exercice de ses pouvoirs et fonctions.	10 Attributions du chef adjoint 15

Council Meetings

Assemblées du conseil

Council meetings	30. By-laws may be enacted or resolutions adopted only at council meetings.	30. Les règlements administratifs et les résolutions ne peuvent être adoptés qu'en assemblée du conseil.	Assemblées
Use of Cree or Naskapi language at council meetings	31. In addition to any other rights relating to the use of the Cree or Naskapi language, a Cree band may conduct its council meetings in the Cree language and the Naskapi band may conduct its council meetings in the Naskapi language.	31. Outre leurs autres droits relatifs à l'usage des langues crie ou naskapie, les bandes crie et naskapie peuvent tenir les assemblées du conseil respectivement en crie ou en naskapie.	Usage des langues crie ou naskapie 20
Language of by-laws and resolutions	32. (1) A by-law or resolution of a Cree band or the Naskapi band shall be enacted or adopted in either the English or the French language, and may also be enacted or adopted in the Cree language or the Naskapi language, as the case may be.	32. (1) Les règlements administratifs et les résolutions doivent avoir une version française ou anglaise et peuvent en outre avoir une version crie ou naskapie, selon le cas.	Version officielle des règlements administratifs et résolutions 25
Where versions in two or more languages	(2) Where a by-law is enacted or a resolution is adopted in more than one of the English, French, Cree or Naskapi languages, all versions in which it is enacted or adopted are equally authoritative and, where there is any inconsistency between the different versions, subsection 8(2) of the <i>Official Languages Act</i> applies, with such modifications as the circumstances require.	(2) Dans les cas où les règlements administratifs ou les résolutions sont adoptés en plus d'une langue, les différentes versions ont également foi, les incompatibilités étant résolues, compte tenu des adaptations de circonstance, conformément au paragraphe 8(2) de la <i>Loi sur les langues officielles</i> .	Version bilingue 30
Quorum of council	33. (1) Except as provided in subsection (2), a quorum of a council consists of a majority of the number of positions of council member, subject to subsection 38(5).	33. (1) Sous réserve du paragraphe 38(5), le quorum est constitué par la majorité du nombre de postes de membre du conseil, sauf cas prévu au paragraphe (2).	Quorum 35

Idem	(2) Where, at any time, vacancies on the council result in there being in office fewer council members than constitute a quorum under subsection (1), the council members remaining in office constitute a quorum, subject to subsection 38(5), for the limited purpose of enabling the council to act in a care-taker capacity until such time as enough vacancies on the council have been filled pursuant to Part II to restore the quorum 10 referred to in subsection (1).	(2) Sous réserve du paragraphe 38(5), si le nombre de postes vacants est tel que le quorum ne peut être constitué, celui-ci est ramené au nombre de postes effectivement 5 pourvus, de façon que le conseil puisse expé- 5 dier les affaires courantes jusqu'au rétablissement de la situation.	Idem
Filling of vacancies	(3) Nothing in this section shall be construed to relieve the band of its obligation to call elections as required by subsections 76(1) and (2).	(3) Le présent article n'a pas pour effet de relever la bande de son obligation de tenir des élections aux termes des paragraphes 10 15 76(1) et (2).	Obligation de pourvoir aux vacances de poste
Where general election called	(4) Notwithstanding the length of the term of office of council members fixed pursuant to section 64 or 65 and notwithstanding the band's obligation under subsection 76(1), where a general election of the band is 20 called, the council of the band in office immediately before the calling of that general election continues in office until the date fixed for that general election.	(4) En cas de tenue d'élections générales, le conseil sortant reste en place jusqu'à la date des élections, indépendamment de la durée du mandat de ses membres aux termes 15 des articles 64 ou 65 et de l'obligation prévue au paragraphe 76(1).	Tenue d'élections générales
Chairmanship of meeting	34. (1) The chief or, in his absence, the 25 deputy chief shall act as chairman at council meetings.	34. (1) Le chef ou, en son absence, le chef adjoint préside les assemblées du conseil.	Présidence des assemblées
Idem	(2) In the event that both the chief and deputy chief are unable to act as chairman at a council meeting, the council shall designate 30 another councillor to so act.	(2) En cas d'empêchement du chef et du 20 chef adjoint, c'est le conseiller désigné par le conseil qui préside les assemblées.	Idem
Voting	35. (1) The approval of any matter by a council requires the affirmative votes of the majority of the council members present when the vote is taken, subject to subsection 35 (2) and subsection 38(5).	35. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et 38(5), les décisions du conseil se prennent à la majorité des voix des membres du con- 25 seil présents lors du vote.	Décisions
Idem	(2) For the purposes of subsection (1), in any vote, where a council member present does not indicate either an affirmative vote or a negative vote or an abstention, he shall 40 be deemed to have voted in the affirmative.	(2) Pour l'application du paragraphe (1), les membres du conseil qui ne se prononcent ni dans un sens ni dans un autre ou qui ne manifestent pas leur abstention sont considé- 30 rés comme ayant voté positivement.	Idem
Where tied vote	(3) In the event of a tied vote, the chairman may, except where disqualified from voting under section 38, cast a second vote to determine the question. 45	(3) En cas de partage, le président a voix prépondérante, sauf s'il n'a pu voter pour le motif prévu à l'article 38.	Cas de partage
Inuit of Fort George	36. (1) For any period during which the council of the Chisasibi Band does not include an Inuk of Fort George, the Inuit of	36. (1) Pendant les périodes où ils ne sont 35 pas représentés au conseil de la bande de Chisasibi, les Inuit de Fort George peuvent	Inuit de Fort George

Fort George are entitled to have one Inuk of Fort George present as an observer at meetings of the council of the Chisasibi Band.

déléguer à titre d'observateur un Inuk de Fort George aux assemblées du conseil.

Regulations respecting Inuk observer

(2) The Governor in Council may make regulations respecting the manner of selection and term and tenure of the Inuk observer referred to in subsection (1).

(2) Le gouverneur en conseil peut, par 5 règlement, fixer les modalités de sélection et le mandat de l'observateur inuk.

Observateur inuk

5

Rights of Inuk observer

(3) The Inuk observer selected pursuant to this section and the regulations shall be notified of, and has the right to attend, all 10 council meetings, and has the right to participate in the deliberations of the council, as if he were a council member, but he does not have the right to vote.

(3) L'observateur inuk doit être avisé de toutes les assemblées de celui-ci, a le droit d'y assister et de participer aux délibérations, mais il n'y a pas droit de vote.

Droits de l'observateur inuk

When council must meet

37. (1) A council shall meet at least once 15 in every calendar quarter.

37. (1) Le conseil se réunit au moins une 10 fois par trimestre. Tenue des assemblées

Meetings public

(2) Subject to subsection (3), council meetings shall be open to the public.

(2) Sous réserve du paragraphe (3), les assemblées du conseil sont publiques.

Publicité des assemblées

Decorum

(3) The chairman of a council meeting may cause to be expelled and excluded from 20 that meeting any person whom he considers guilty of improper conduct at the meeting.

(3) Le président peut faire expulser de 15 l'assemblée toute personne qu'il juge coupable de conduite inconvenante en cours de séance.

Discipline

Conflict of interest

38. (1) A council member shall disclose to the council any pecuniary interest that he has in any matter before the council and shall not take part in deliberations of the council on that matter or vote on that matter.

38. (1) Le membre du conseil qui a un intérêt pécuniaire dans une affaire placée à l'ordre du jour du conseil est tenu d'en faire 20 part à celui-ci; il ne peut dès lors participer aux délibérations ni au vote relatifs à cette affaire.

Conflit d'intérêts

Where disagreement

(2) Where a disagreement arises as to whether a council member has a pecuniary interest in a matter before the council, the council shall decide by vote whether the council member has such an interest, and the council member in question may not take part in that vote. 35

(2) En cas de désaccord au sujet de l'intérêt pécuniaire d'un membre du conseil, 25 celui-ci tranche la question par un vote auquel l'intéressé ne peut participer.

Cas de désaccord

Idem

(3) Where the council decides pursuant to subsection (2) that a council member has a pecuniary interest in a matter before the council, the council member in question shall not take part in deliberations of the council 40 on that matter or vote on that matter.

(3) Si la question est tranchée dans le sens de l'existence d'un intérêt pécuniaire, l'intéressé ne peut participer aux délibérations ni 30 au vote sur l'affaire en cause.

Idem

Where chairman is disqualified

(4) Where, pursuant to this section, the chairman is prohibited from taking part in deliberations and from voting, he may nevertheless continue to act as chairman. 45

(4) Le président peut continuer à diriger la séance même si, conformément au présent article, il perd son droit de participer aux 45 délibérations et au vote.

Situation du président

35

Effect of disqualification

(5) A council member who, pursuant to this section, is disqualified from taking part

(5) Le membre du conseil qui, conformément au présent article, perd son droit de

Quorum et majorité

in deliberations and from voting shall be considered not to be present for the purposes of

(a) determining a quorum under subsection 33(1) or (2); and

(b) determining a majority under subsection 35(1).

Offence

(6) A council member who contravenes subsection (1) or (3) is guilty of an offence.

Application of section to Inuk observer

(7) This section, in so far as it is applicable to an Inuk observer referred to in section 36, applies to such an observer as if he were a council member.

By-laws respecting council meetings

39. A band may make by-laws respecting procedures relating to council meetings, including, without limiting the generality of the foregoing, by-laws respecting notices of meetings, agenda, procedure at meetings and voting.

participer aux délibérations et au vote est considéré comme absent pour la détermination :

a) du quorum selon les paragraphes 33(1) ou (2);

b) de la majorité selon le paragraphe 35(1).

(6) Commet une infraction tout membre du conseil qui contrevient aux paragraphes (1) ou (3).

(7) Le présent article s'applique à l'observateur inuk, compte tenu de sa qualité, visé à l'article 36.

Infraction

Observateur Inuk

Règlements administratifs concernant les assemblées du conseil

39. La bande peut, par règlement administratif, régir la procédure applicable aux assemblées du conseil, notamment en ce qui concerne les avis de tenue des séances, les ordres du jour, la conduite des séances et les modalités de vote.

Committees of a Council

By-laws respecting committees

40. (1) A band may make by-laws (a) establishing such committees as the band considers necessary to assist in the administration of the affairs of the band; and (b) setting out the composition and functions of such committees.

Membership of committees

(2) By-laws made under subsection (1) may provide for the membership on committees of persons who are not council members.

Powers of committees

(3) Committees may exercise only advisory or administrative functions and are responsible to the council for the performance of their functions.

Band Bodies, Officers, Employees and Agents

Bodies, officers, employees and agents

41. (1) A band, by resolution or by-law, (a) shall appoint a band secretary and a band treasurer and fix their remuneration; (b) may prescribe duties for the band secretary and band treasurer in addition to the duties described in sections 42 and 43; and

Comités du conseil

40. (1) La bande peut, par règlement administratif :

a) constituer les comités dont elle juge l'aide nécessaire à la gestion de ses affaires;

b) fixer leur composition et leurs fonctions.

(2) Le règlement administratif visé au paragraphe (1) peut prévoir la participation aux comités de personnes ne faisant pas partie du conseil.

(3) Les comités ne peuvent exercer que des fonctions consultatives ou administratives; ils sont responsables devant le conseil de l'accomplissement de ces fonctions.

Organismes, personnel et mandataires de la bande

41. (1) Par résolution ou règlement administratif, la bande :

a) nomme son secrétaire et son trésorier et fixe leur rémunération;

b) peut attribuer au secrétaire et au trésorier des fonctions supplémentaires par rapport à celles que prévoient les articles 42 et 43;

Règlements administratifs concernant les comités

Composition des comités

Pouvoirs des comités

Personnel et mandataires

(c) may appoint or engage or provide for the appointment or engagement of such bodies and such officers, in addition to the band secretary and band treasurer referred to in paragraph (a), employees or agents as are necessary for the proper conduct of the affairs of the band, and shall prescribe the duties and fix the remuneration of any body or person so appointed or engaged.

c) peut en outre s'assurer, à titre de cadres, d'employés ou de mandataires, les services des personnes ou organismes nécessaires à l'exercice de ses activités, à charge pour elle de fixer leurs fonctions et leur rémunération.

Multiple office-holders

(2) A person may hold concurrently more than one office referred to in subsection (1).

(2) La même personne peut cumuler les fonctions de plusieurs des postes visés au paragraphe (1).

Cumul de fonctions

Employment agreements

(3) A band may enter into employment agreements with its officers and employees.

(3) La bande peut signer des contrats de travail avec ses cadres et employés.

Contrats de travail

Duties of band secretary

42. (1) The band secretary is responsible for
(a) the safekeeping of all the books, records and documents of the band; and
(b) the preparation of the minutes of all council meetings and band meetings.

42. (1) Le secrétaire est chargé de :
a) la garde des livres, dossiers et documents de la bande;
b) l'établissement des procès-verbaux des assemblées du conseil et de la bande.

Fonctions du secrétaire

Secretary may certify band documents

(2) The band secretary has the power to issue certified copies of any by-law or resolution of the band, and of minutes of council meetings, special band meetings and ordinary band meetings of the band.

(2) Le secrétaire a le pouvoir de délivrer des copies certifiées conformes des règlements administratifs et résolutions de la bande, ainsi que des procès-verbaux des assemblées du conseil et des assemblées, ordinaires ou extraordinaires, de la bande.

Pouvoir de certification

Exercise of secretary's powers

(3) The powers referred to in subsection (2) may also be exercised by the chief and by any other person designated by by-law of the band.

(3) Le pouvoir visé au paragraphe (2) peut être exercé par le chef ou toute autre personne désignée à cet effet par règlement administratif de la bande.

Exercice de ce pouvoir

Duties of band treasurer

43. The band treasurer is the chief financial officer of the band, is responsible for the receipt and deposit of band moneys and for all aspects of the financial administration of the band.

43. Le trésorier est le directeur financier de la bande; à ce titre, il est chargé de son administration financière, et notamment de la recette et du dépôt de ses deniers.

Fonctions du trésorier

Return of band property

44. (1) Where a person who is a council member, officer or employee of a band ceases, for any reason, to hold office as such, he shall forthwith return to the band any money, keys, books, documents, records or other property of the band that is in his possession by virtue of that office.

44. (1) Les membres du conseil ainsi que les cadres ou employés de la bande sont tenus, dès la cessation de leurs fonctions, de remettre à celle-ci les biens lui appartenant qu'ils ont en leur possession du fait de ces fonctions, notamment argent, clés, livres, documents et dossiers.

Restitution à la bande

Failure to comply

(2) Any person who fails to comply with subsection (1) is guilty of an offence.

(2) Quiconque contrevient au paragraphe (1) commet une infraction.

Inobservation

*By-laws Respecting Local Government**Règlements administratifs
Administration locale*

Power to make
by-laws
respecting local
government

45. (1) Subject to this section, a band may make by-laws of a local nature for the good government of its Category IA or IA-N land and of the inhabitants of such land, and for the general welfare of the members of the band, and, without limiting the generality of the foregoing, may make by-laws respecting
- (a) the administration of band affairs and the internal management of the band;
 - (b) the regulation of buildings for the protection of public health and safety, including the construction, maintenance, repair and demolition of buildings;
 - (c) health and hygiene, including
 - (i) the prevention of overcrowding of 15 residences,
 - (ii) the sanitary condition of public and private property,
 - (iii) the control or prohibition of activities or undertakings that constitute a 20 danger to public health,
 - (iv) the construction, operation and regulation of waste disposal systems and the collection, removal and disposal of waste generally, and 25
 - (v) subject to the laws of the Province, the establishment, maintenance and operation of cemeteries;
 - (d) public order and safety, including
 - (i) the establishment, maintenance and 30 operation of fire departments,
 - (ii) the discharge of firearms or of arms discharged by compressed air or any other means,
 - (iii) the keeping of animals, 35
 - (iv) curfews,
 - (v) the prohibition of the sale or exchange of alcoholic beverages,
 - (vi) the possession or consumption of alcoholic beverages in public places, and 40
 - (vii) the control of public games, sports, races, athletic contests and other amusements;
 - (e) the protection of the environment, including natural resources; 45

Pouvoir de
réglementation

45. (1) Sous réserve des autres dispositions du présent article, la bande peut, à des fins de bonne administration locale et en vue d'assurer le bien-être général de ses membres, prendre des règlements administratifs 5 concernant les terres de catégorie IA ou IA-N qui lui ont été attribuées et les habitants de ces terres, notamment dans les domaines suivants :
- a) administration de ses affaires et gestion 10 interne;
 - b) réglementation de bâtiments notamment de la construction, de l'entretien, de la réparation et de la démolition de ceux-ci du point de vue de la protection de la santé 15 et de la sécurité publiques;
 - c) santé et hygiène, y compris :
 - (i) la prévention du surpeuplement des habitations,
 - (ii) la salubrité des lieux publics et 20 privés,
 - (iii) la surveillance ou l'interdiction des activités ou des entreprises dangereuses pour la santé publique,
 - (iv) la mise en place, la prestation et la 25 réglementation des services d'enlèvement et d'élimination des ordures,
 - (v) sous réserve des lois de la province, l'établissement, l'usage et l'entretien de cimetières; 30
 - d) ordre et sécurité publics, y compris :
 - (i) la mise en place et la prestation des services anti-incendie,
 - (ii) l'usage des armes à feu, à air comprimé ou comportant tout autre disposi- 35 tif de tir,
 - (iii) la garde des animaux,
 - (iv) les couvre-feux,
 - (v) l'interdiction de vendre ou d'échan- 40 ger des boissons alcoolisées,
 - (vi) la possession et la consommation de boissons alcoolisées dans les lieux publics,

- (f) the prevention of pollution;
- (g) the definition of nuisances and the control and prohibition of nuisances;
- (h) the taxation for local purposes, otherwise than by means of an income tax, 5
- (i) of interests in its Category IA or IA-N land, except those of Canada and Quebec, and
- (ii) of occupants and tenants of its Category IA or IA-N land, except 10 Canada and Quebec,
- subject to subsections (2) and (3) and subject to and in accordance with regulations made under subsection (4);
- (i) subject to subsection (5), the establish- 15 ment, maintenance and operation of local services, including services relating to water, sewers, fire protection, recreation, cultural activities, roads, garbage removal and disposal, lighting, heating, power, 20 transportation, communication or snow removal, and respecting user charges for any such service;
- (j) roads, traffic and transportation, including 25
- (i) the operation and speed of vehicles,
- (ii) the maintenance, construction and operation of roads,
- (iii) the regulation of traffic of all kinds, 30
- (iv) the transportation of dangerous substances, and
- (v) the establishment, maintenance and operation of wharves, harbours, dry-docks and other landing places; 35
- (k) the operation of businesses and the carrying on of trades; and
- (l) parks and recreation.
- (vii) la surveillance des jeux publics, des sports, des courses, des épreuves d'athlétisme et des autres activités de loisirs;
- e) protection de l'environnement, y compris des ressources naturelles; 5
- f) prévention de la pollution;
- g) définition, surveillance et interdiction des nuisances;
- h) sous réserve des paragraphes (2) et (3) et des règlements pris en application du 10 paragraphe (4), imposition à des fins locales, mais sans recours à l'impôt sur le revenu ni assujettissement du Canada ou du Québec :
- (i) des intérêts sur les terres de catégo- 15 rie IA ou IA-N qui lui sont attribuées,
- (ii) des occupants et des locataires de ces terres;
- i) sous réserve du paragraphe (5), mise en place et prestation de services locaux, 20 notamment pour ce qui est des adductions d'eau, des égouts, de la protection anti-incendie, des loisirs, des activités culturelles, des routes, de l'enlèvement et de l'élimination des ordures, de l'éclairage, du 25 chauffage, de l'énergie, des transports, des communications et du déneigement, ainsi que tarification des droits d'usage correspondants;
- j) voirie, circulation et transports, y 30 compris :
- (i) la conduite et la vitesse des véhicules,
- (ii) l'entretien, la construction et l'usage des routes, 35
- (iii) la réglementation générale de la circulation,
- (iv) le transport des matières dangereuses,
- (v) la réalisation, l'entretien et l'explo- 40 tation des installations portuaires ou aéroportuaires;
- k) exercice d'activités commerciales et professionnelles et exploitation d'entreprises; 45
- l) parcs et loisirs.

(2) A band

(2) Le pouvoir fiscal de la bande ne peut s'exercer :

(a) may not make taxation by-laws other than those described in paragraph (1)(h); and

(b) may not make by-laws under paragraph (1)(h) until there are in force regulations made under subsection (4).

Idem

(3) A by-law made under paragraph (1)(h) must be approved by the electors of the band at a special band meeting or referendum at which at least ten per cent of the electors of the band voted on the matter.

Regulations respecting taxation power

(4) The Governor in Council may make regulations respecting the exercise, pursuant to paragraph (1)(h), of a band's power of taxation, including, without restricting the generality of the foregoing, regulations respecting

- (a) assessments and the determination of tax rates;
- (b) contestation of assessments;
- (c) collection of taxes;
- (d) contestation of taxation; and
- (e) enforcement procedures.

User charge by-laws

(5) A by-law described in paragraph (1)(i) respecting a user charge for a service may differentiate on an equitable basis between different categories of users and different categories of land that benefit from the service, but

- (a) may not delegate to anyone the power to prescribe user charges or user charge rates but must itself prescribe the user charges or the user charge rates; and
- (b) may not prescribe user charges or user charge rates that exceed the total actual or anticipated cost of providing the service.

Payment in forms other than money

(6) A band may accept payment of a tax referred to in paragraph (1)(h) or a user charge referred to in paragraph (1)(i) in a form other than money.

By-laws re land and resource use and planning

46. (1) A band may make by-laws respecting land and resource use and planning, including, without limiting the generality of the foregoing, by-laws respecting

- (a) the inventory, use and management of its Category IA or IA-N land and the natural resources thereof;

a) que dans le cadre de l'alinéa (1)h);

b) qu'à compter de l'entrée en vigueur des règlements d'application du paragraphe (4).

(3) Les règlements administratifs pris en application de l'alinéa (1)h) sont assujettis à l'approbation par assemblée extraordinaire ou par référendum avec un taux de participation au vote d'au moins dix pour cent.

5 Approbation

(4) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, régir l'exercice du pouvoir fiscal prévu à l'alinéa (1)h), notamment en ce qui concerne :

Règlements relatifs au pouvoir fiscal

- a) l'évaluation et la détermination des taux d'imposition;
- b) la contestation de l'évaluation;
- c) la perception des taxes;
- d) la contestation des taxes;
- e) les procédures d'application forcée.

15

(5) Le règlement administratif pris en application de l'alinéa (1)i) sur la tarification des droits d'usage peut établir des distinctions justes entre différentes catégories d'usagers et différentes catégories de terres bénéficiaires. Toutefois :

Droits d'usage

- a) il doit fixer le tarif ou les taux des droits d'usage mais ne peut prévoir de délégation en la matière;
- b) il ne peut prévoir des droits d'usage ou des taux dépassant le total du coût, effectif ou prévisionnel, de la prestation des services en cause.

25

(6) La bande peut accepter que les impôts et les droits d'usage respectivement prévus aux alinéas (1)h) et i) soient acquittés sous forme non pécuniaire.

Forme du paiement

46. (1) La bande peut prendre des règlements administratifs sur l'usage des terres et des ressources ainsi que sur la planification correspondante, notamment, en ce qui concerne les terres de catégorie IA ou IA-N qui lui sont attribuées :

Règlements relatifs aux terres et ressources

(b) the adoption of land use plans and resource use plans in relation to its Category IA or IA-N land; and

(c) use permits relating to its Category IA or IA-N land and buildings located thereon, and the conditions relating to the issuance, suspension or revocation of such permits.

a) sur leur inventaire, leur usage et leur gestion, de même que sur ceux des ressources naturelles qui s'y trouvent;

b) sur l'adoption de plans d'aménagement du territoire à leur égard et de plans d'utilisation des ressources qui s'y trouvent;

c) sur les permis d'usage à leur égard et à celui des bâtiments qui s'y trouvent, de même que sur la délivrance, la suspension et l'annulation de ces permis.

(2) Where a land use plan or resource use plan adopted pursuant to subsection (1) has been approved by the electors of the band at a special band meeting or referendum at which at least twenty-five per cent of the electors voted on the matter, any by-law or resolution of the band, whether made or adopted previously or subsequently, that is inconsistent with such land use plan or resource use plan is inoperative to the extent of the inconsistency.

(2) Les règlements administratifs et les résolutions pris avant ou après l'adoption des plans visés au paragraphe (1) et l'approbation de ceux-ci par vote en assemblée extraordinaire ou par référendum, avec un taux de participation au vote d'au moins vingt-cinq pour cent, ne s'appliquent que dans la mesure de leur compatibilité avec ces plans.

Where plan approved by electors

Approbation de plans par les électeurs

Zoning by-laws

47. (1) A band may make by-laws respecting zoning, including, without limiting the generality of the foregoing, by-laws respecting

(a) the division of all or part of its Category IA or IA-N land into zones for the purpose of regulating the use of the land, natural resources thereof, and buildings; and

(b) the implementation of a land use plan or resource use plan referred to in subsection 46(1) that was approved by the electors of the band under subsection 46(2).

47. (1) La bande peut prendre des règlements administratifs de zonage concernant notamment :

a) la division en zones de tout ou partie des terres de catégorie IA ou IA-N qui lui sont attribuées, en vue de régir leur usage et celui des ressources naturelles et des bâtiments qui s'y trouvent;

b) la mise en application des plans visés au paragraphe 46(1) et approuvés dans les conditions prévues au paragraphe 46(2).

(2) A zoning by-law other than one described in paragraph (1)(b) is subject to the approval of the electors of the band at a special band meeting or referendum at which at least fifteen per cent of the electors vote on the matter.

(2) Les règlements administratifs de zonage, à l'exception de ceux visés à l'alinéa (1)b), sont assujettis à approbation en assemblée extraordinaire ou par référendum avec un taux de participation au vote d'au moins quinze pour cent.

Approval of band electors required

Approbation

By-laws on hunting, fishing, trapping, wildlife protection

48. (1) Subject to this section, a band may make by-laws respecting hunting, fishing and trapping and the protection of wildlife, including, without limiting the generality of the foregoing, by-laws respecting

(a) the exercise of the right to harvest referred to in section 24 of the James Bay and Northern Quebec Agreement and in *An Act respecting hunting and fishing*

48. (1) Sous réserve des autres dispositions du présent article, la bande peut prendre des règlements administratifs sur la chasse, la pêche et le piégeage, ainsi que sur la protection de la faune, et, notamment :

a) l'exercice du droit d'exploitation visé au chapitre 24 de la Convention de la Baie James et du Nord québécois et dans la *Loi sur les droits de chasse et de pêche dans*

Règlements : chasse, pêche, piégeage, protection de la faune

rights in the James Bay and New Quebec territories (Quebec);

(b) matters described in sections 85 and 86 of that Act;

(c) residence requirements relating to sport hunting and sport fishing by persons other than Cree or Naskapi beneficiaries, as contemplated by section 37 of that Act; and

(d) the right of persons of Cree or Naskapi ancestry to harvest for personal use, as contemplated by sections 38 and 38.1 of that Act.

les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec (Québec);

b) les questions visées aux articles 85 et 86 de cette loi;

c) en application de l'article 37 de cette loi, les conditions de résidence applicables à la chasse et à la pêche sportives par des personnes qui ne sont pas des bénéficiaires cris ou naskapis;

d) le droit d'exploitation des personnes d'ascendance crie ou naskapie mentionné aux articles 38 et 38.1 de cette loi.

Proposed
by-laws to be
submitted to
Coordinating
Committee

(2) Subject to subsection (3), a copy of each by-law described in subsection (1) that a band proposes to make shall, a reasonable period of time before its enactment, be submitted by the band to the Coordinating Committee referred to in section 24 of the James Bay and Northern Quebec Agreement and in *An Act respecting hunting and fishing rights in the James Bay and New Quebec territories* (Quebec), in order to enable that Committee to make representations to the band with respect thereto, but the band is not bound by any such representations.

(2) La bande présente au comité conjoint, dont font mention le chapitre 24 de la *Convention de la Baie James et du Nord québécois* et la *Loi sur les droits de chasse et de pêche dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec*, les projets de règlements administratifs qu'elle se propose de prendre en application du paragraphe (1) suffisamment de temps avant la date envisagée pour leur adoption pour que le comité puisse lui présenter ses observations, lesquelles ne la lient pas.

Présentation
des règlements

Exceptions

(3) Subsection (2) does not apply in respect of a proposed by-law that

(a) has previously been submitted to the Coordinating Committee pursuant to that subsection, whether or not it has been changed as a result of representations made pursuant to that subsection; or

(b) makes no substantive change to an existing by-law.

(3) Ne sont pas visés par le paragraphe (2) les projets de règlements administratifs :

a) déjà présentés au comité conjoint, même s'ils ont été modifiés à la suite d'observations présentées conformément à ce paragraphe;

b) qui n'apportent pas de modification de fond aux règlements administratifs en vigueur.

Approval of
band electors
required

(4) A by-law described in subsection (1) is subject to the approval of the electors of the band at a special band meeting or referendum at which at least ten per cent of the electors vote on the matter.

(4) Les règlements administratifs visés au paragraphe (1) sont assujettis à approbation par vote en assemblée extraordinaire ou par référendum avec un taux de participation au vote d'au moins dix pour cent.

Approbation
par vote

Minister may
disallow certain
by-laws

(5) A by-law described in paragraph (1)(b) shall come into force on the day on which a copy thereof, certified by the band secretary, is received by the Minister, but the Minister may disallow the by-law at any time within ninety days after receiving it.

(5) Les règlements administratifs visés à l'alinéa (1)b) entrent en vigueur à la date de réception par le ministre d'une copie de leur texte certifiée conforme par le secrétaire de la bande; le ministre peut toutefois les désavouer dans les quatre-vingt-dix jours suivant la réception.

Désaveu par le
ministre

Procedure for Making By-Laws and Resolutions

Règles régissant la prise des règlements administratifs et des résolutions

Approval by band electors may be stipulated	49. Where a by-law or resolution is not required by this Act to be approved by the electors of the band, the by-law or resolution may nevertheless provide that it does not come into force unless approved by the electors of the band at a special band meeting or referendum at which the minimum percentage of electors specified in the by-law or resolution vote on the matter.	49. Même en l'absence d'une disposition de la présente loi à cet effet, un règlement administratif ou une résolution peuvent prévoir que leur entrée en vigueur est assujettie à approbation en assemblée extraordinaire ou par référendum, avec le taux minimum — de participation au vote — qui y est prévu.	Approbation facultative
Original to be signed	50. (1) The original copy of any by-law of a band must be signed by (a) the chairman of the council meeting at which it was enacted; and (b) the band secretary or such other person as is designated by by-law.	50. (1) L'original de chaque règlement administratif de la bande doit porter la signature : a) du président de l'assemblée du conseil au cours de laquelle il a été adopté; b) du secrétaire de la bande ou de la personne désignée à cet effet par règlement administratif.	Signature de l'original
Minutes of council meetings	(2) The minutes of a meeting of a band council are not valid unless adopted by the council by resolution and signed by (a) the chairman of the meeting at which they are adopted; and (b) the band secretary or such other person as is designated by by-law.	(2) Les procès-verbaux des assemblées du conseil ne sont valides qu'après adoption par résolution du conseil et signature : a) du président de l'assemblée à laquelle ils se rapportent; b) du secrétaire de la bande ou de la personne désignée à cet effet par règlement administratif.	Procès-verbaux
Where approval of band electors required	(3) Where a by-law or resolution is required to be approved by the electors of the band at a special band meeting or referendum, the band secretary (a) in the case of a by-law, shall attach to the original copy of the by-law a statement signed by him indicating the date when such approval was given; or (b) in the case of a resolution, shall cause a statement signed by him indicating the date when such approval was given to be recorded in the minutes of the first council meeting following such approval.	(3) Dans les cas où un règlement administratif ou une résolution doivent être approuvés par vote en assemblée extraordinaire ou par référendum, le secrétaire, selon le cas : a) porte dans une mention, qu'il signe et joint à l'original du règlement, la date de l'approbation; b) porte dans une mention, qu'il signe et fait inscrire au procès-verbal de la première assemblée du conseil suivant l'approbation de la résolution, la date de cette approbation.	Approbation obligatoire par les électeurs de la bande
Non-compliance	(4) Non-compliance with this section does not invalidate a by-law or resolution.	(4) L'inobservation des dispositions du présent article n'invalide pas un règlement administratif ni une résolution.	Inobservation
Coming into force of resolutions	51. (1) Subject to subsection (2), a resolution comes into force on the day on which it is adopted by a band or on such later day as is specified in the resolution.	51. (1) Sous réserve du paragraphe (2), une résolution entre en vigueur à la date de son adoption par la bande ou à la date ultérieure qui y est précisée.	Entrée en vigueur des résolutions

Idem	(2) Where a resolution is required to be approved by the electors of the band at a special band meeting or referendum, that resolution comes into force on the day on which such approval is given or on such later day as is specified in the resolution.	(2) La résolution qui doit être approuvée par vote en assemblée extraordinaire ou par référendum entre en vigueur à la date de l'approbation ou à la date ultérieure qui y est précisée.	Idem
Posting of by-laws	52. (1) Within one week after a by-law has been enacted by a band, or has been enacted by a band and approved by the electors of the band at a special band meeting or referendum (where such approval is required), the band secretary shall post a copy of the by-law on the band's Category IA or IA-N land at a public place designated by the band.	52. (1) Dans le délai d'une semaine suivant l'adoption d'un règlement administratif par la bande, ou s'il s'agit d'un règlement à approuver par vote en assemblée extraordinaire ou par référendum, suivant son approbation, le secrétaire en fait afficher le texte au lieu public des terres de catégorie IA ou IA-N désigné par la bande.	Affichage des règlements administratifs
Coming into force of by-laws	(2) A by-law enacted by a band shall come into force on the day on which it is posted, whether or not it is posted within the time set out in subsection (1), or on such day, subsequent to the day on which it is posted, as may be specified in the by-law.	(2) Le règlement entre en vigueur dès l'affichage, indépendamment de l'observation du délai d'une semaine, ou à la date ultérieure qui y est précisée.	Entrée en vigueur
Register of by-laws	53. (1) The band secretary shall maintain a register of by-laws in which shall be kept the original copy of all by-laws of the band, including by-laws that have been repealed or are no longer in force.	53. (1) Le secrétaire tient le registre des originaux de tous les règlements administratifs de la bande, qu'ils soient en vigueur ou non.	Registre des règlements administratifs
Recording of resolutions	(2) The band secretary shall record the full text of every resolution adopted by the band in the minutes of the council meeting at which the resolution was adopted.	(2) Le secrétaire consigne le texte intégral de chaque résolution adoptée par la bande dans les procès-verbaux des assemblées du conseil au cours de laquelle a eu lieu l'adoption.	Enregistrement des résolutions
By-laws to be sent to Minister	(3) Within thirty days after the coming into force of a by-law, the band shall forward a copy thereof to the Minister.	(3) Dans les trente jours suivant l'entrée en vigueur d'un règlement administratif de la bande, celle-ci en transmet le texte au ministre.	Transmission au ministre
Non-compliance	(4) Non-compliance with this section does not affect the validity of a by-law or resolution.	(4) L'inobservation des dispositions du présent article n'invalide pas un règlement administratif ni une résolution.	Inobservation
Obtaining copies of by-laws and resolutions	54. Any person is entitled to obtain a copy of a by-law or resolution of a band on payment of such reasonable fee as is fixed by the band.	54. Toute personne peut obtenir copie des règlements administratifs et des résolutions de la bande, contre versement de droits fixés dans des limites raisonnables par celle-ci.	Copie des règlements administratifs et des résolutions

Challenges to By-Laws or Resolutions

Contestation des règlements administratifs et résolutions

Applications for quashing of by-law or resolution

55. (1) Subject to section 56, a member of a band or any other interested person may make application to the Provincial Court or Superior Court of Quebec to have a by-law or resolution of the band quashed, in whole or in part, for illegality or for irregularity in the manner or form of its enactment or adoption.

55. (1) Sous réserve de l'article 56, un membre de la bande ou toute autre personne intéressée peut demander à la Cour provinciale ou à la Cour supérieure du Québec la cassation totale ou partielle d'un règlement administratif ou d'une résolution de la bande pour illégalité ou vice de forme ou de procédure.

Demande d'annulation d'un règlement

Exclusion of Federal Court's jurisdiction

(2) Notwithstanding the *Federal Court Act*, the Federal Court does not have the jurisdiction to hear applications described in subsection (1).

(2) Par dérogation à sa loi constitutive, la Cour fédérale n'a pas compétence pour connaître des demandes visées au paragraphe (1).

Non-compétence de la Cour fédérale

Time limit for applying

56. (1) An application made under section 55 based on an irregularity in the manner or form of the enactment of a by-law or the adoption of a resolution may not be brought after ninety days after the coming into force of the by-law or resolution.

56. (1) Les actions en vice de forme ou de procédure visées à l'article 55 se prescrivent par quatre-vingt-dix jours à compter de l'entrée en vigueur des textes en cause.

Prescription

Idem

(2) An application made under section 55 based on the illegality of the by-law or resolution may not be brought after six months after the coming into force of the by-law or resolution.

(2) Les actions en illégalité visées à l'article 55 se prescrivent par six mois à compter de l'entrée en vigueur du texte en cause.

Idem

Subsequent actions

57. Where a by-law or resolution is quashed, any action for anything done under that by-law or resolution lies only against the band and not against any other person.

57. Les actions portant sur des actes accomplis en application de règlements administratifs ou de résolutions cassés ne peuvent être intentées que contre la bande.

Actions ultérieures

Transitional

Dispositions transitoires

Cree Transitional Provisions

Dispositions transitoires pour les Cris

Existing councils of Indian Act Cree bands

58. Subject to section 59, the council of an Indian Act Cree band that is in office pursuant to the *Indian Act* immediately before the coming into force of this Part becomes the council of its successor band under this Act on the coming into force of this Part, and continues in office as such until the expiration of its term of office under the *Indian Act* or until a day two years after the coming into force of this Part, whichever occurs first.

58. Sous réserve de l'article 59, les conseils des bandes antérieures cries en exercice jusqu'à l'entrée en vigueur de la présente partie deviennent, à compter de cette date, les conseils des bandes substituées à elles aux termes de la présente loi. Ils restent en exercice à ce titre jusqu'à la fin du mandat qui leur a été conféré sous le régime de la *Loi sur les Indiens* ou, au plus tard, pendant un délai de deux ans suivant la date mentionnée ci-dessus.

Conseils cries en exercice

Provisions of this Act to apply

59. For the transitional period described in section 58, the council has the powers and duties of a band council elected under this Act, and the provisions of this Act and the

59. Pendant la période visée à l'article 58, les conseils sont, pour leurs pouvoirs et fonctions et pour l'application, compte tenu des adaptations de circonstance, de la présente

Assujettissement à la présente loi

regulations apply, with such modifications as the circumstances require, to that council as if it had been elected under this Act.

loi et de ses règlements, assimilés aux conseils élus sous le régime de cette loi.

Continuation in force of by-laws of *Indian Act* Cree bands

60. The by-laws of an *Indian Act* Cree band listed in subsection 12(1) that are in force immediately before the coming into force of this Part remain in force on the territory of that band's successor band described in section 6 for a period of one year after the coming into force of this Part, unless repealed during that period pursuant to this Act.

60. Les règlements administratifs des bandes antérieures crie énumérées au paragraphe 12(1), en vigueur jusqu'à l'entrée en vigueur de la présente partie, continuent à s'appliquer sur le territoire, visé à l'article 6, des bandes qui leur sont substituées pendant un an suivant cette entrée en vigueur, sauf s'ils sont abrogés entre temps conformément à la présente loi.

Maintien des règlements administratifs

Naskapi Transitional Provisions

Dispositions transitoires pour les Naskapis

Existing council of *Indian Act* Naskapi band

61. Subject to section 62, the council of the *Indian Act* Naskapis de Schefferville band that is in office pursuant to the *Indian Act* immediately before the coming into force of this Part becomes the council of the Naskapi band on the coming into force of this Part, and continues in office as such until the expiration of its term of office under the *Indian Act* or until a day two years after the coming into force of this Part, whichever occurs first.

61. Sous réserve de l'article 62, le conseil de la bande antérieure des Naskapis de Schefferville en exercice jusqu'à la date d'entrée en vigueur de la présente partie devient, à compter de cette date, le conseil de la bande naskapie. Il reste en exercice à ce titre jusqu'à la fin du mandat qui lui a été conféré sous le régime de la *Loi sur les Indiens* ou, au plus tard, pendant un délai de deux ans suivant la date visée ci-dessus.

Conseil naskapi en exercice

Provisions of this Act to apply

62. For the transitional period described in section 61, the council has the powers and duties of a band council elected under this Act, and the provisions of this Act and the regulations apply, with such modifications as the circumstances require, to that council as if it had been elected under this Act.

62. Pendant la période visée à l'article 61, le conseil de la bande naskapie est, pour ses pouvoirs et fonctions et pour l'application, compte tenu des adaptations de circonstance, de la présente loi et de ses règlements, assimilé au conseil élu sous le régime de cette loi.

Assujettissement à la présente loi

PART II

PARTIE II

BAND ELECTIONS

ÉLECTIONS DE LA BANDE

Each elector entitled to vote

63. (1) Subject to subsection (2), each elector of a band is entitled to vote in any election of council members held by that band, whether the election is conducted pursuant to an election by-law made under section 64 or pursuant to regulations made under paragraph 67(1)(a).

63. (1) Sous réserve du paragraphe (2), chaque électeur d'une bande a droit de suffrage à chaque élection de membres du conseil par la bande, que le scrutin ait lieu en conformité avec un règlement administratif pris en application de l'article 64 ou avec les règlements pris en application de l'alinéa 67(1)a).

Droit de suffrage

Exception

(2) An elector who is appointed a Returning Officer or a Deputy or Assistant Return-

(2) L'électeur qui est nommé directeur du scrutin, scrutateur ou scrutateur adjoint en

Exception

ing Officer under section 71 in respect of an election is not entitled to vote in that election.

vertu de l'article 71 perd son droit de vote au scrutin auquel il est affecté.

Election By-laws

Règlements administratifs électoraux

Election by-law

64. Subject to section 65 and subsection 66(1), a band may make by-laws respecting the election and term of office of its council members.

64. Sous réserve de l'article 65 et du paragraphe 66(1), la bande peut, par règlement administratif, régir l'élection et fixer le mandat des membres du conseil.

Règle générale

Required minimum content of by-law

65. A by-law made under section 64 shall include provision for

65. Le règlement visé à l'article 64 doit comprendre des dispositions prévoyant :

Conditions minimales de validité

- (a) the calling of elections and notices of elections;
- (b) the number of positions of council member;
- (c) the length of the term of office of council members;
- (d) the method of electing council members;
- (e) the basis on which one of the council members shall hold the office of chief;
- (f) the basis on which one of the council-20
lors shall hold the office of deputy chief;
- (g) nomination procedures;
- (h) election method and procedure; and
- (i) the recording and certification of election results.

- a) la convocation des élections et les avis d'élection;
- b) le nombre de postes de membre du conseil;
- c) la durée du mandat des membres du conseil;
- d) le mode d'élection des membres du conseil;
- e) les critères de nomination d'un des membres du conseil aux fonctions de chef;
- f) les critères de nomination d'un des conseillers aux fonctions de chef adjoint;
- g) les modalités de présentation des candidatures;
- h) le mode de scrutin et les règles électorales;
- i) l'enregistrement et l'authentification des résultats des élections.

Coming into force and application of election by-law

66. (1) A by-law made under section 64, or any amendment thereto or repeal thereof, (a) does not come into force until it has been approved by

66. (1) Le règlement administratif visé à l'article 64, sa modification ou son abrogation :

Entrée en vigueur et application des règlements administratifs électoraux

- (i) the electors of the band at a special band meeting or referendum at which at least twenty per cent of the electors voted on the matter, and
- (ii) the Minister; and
- (b) applies only in respect of elections called after its coming into force.

- a) n'entre en vigueur qu'après approbation par :
 - (i) les électeurs de la bande en assemblée extraordinaire ou par référendum avec un taux de participation au vote d'au moins vingt pour cent;
 - (ii) le ministre;
- b) ne s'applique qu'aux élections tenues après son entrée en vigueur.

Minister's approval of election by-law

(2) The Minister shall approve a by-law made under section 64 if it

(2) Le ministre donne son approbation au règlement administratif visé à l'article 64 si ce règlement :

Approbation du ministre

- (a) is within the power of the band under section 64; and

- a) ressortit au pouvoir donné à la bande par l'article 64;

(b) includes provision for the matters listed in section 65.

b) comprend des dispositions relatives aux points énumérés à l'article 65.

Where Minister disallows by-law

(3) Where the Minister disallows an election by-law, he shall forthwith inform the band in writing of the reasons why, in his opinion, the by-law does not meet the requirements mentioned in paragraphs (2)(a) and (b).

(3) S'il désavoue un règlement administratif électoral, le ministre informe sans délai la bande, par avis écrit, des motifs pour lesquels il estime que le règlement ne satisfait pas aux conditions des alinéas (2)a) et b).

Désaveu par le ministre

Where Minister deemed to have approved by-law

(4) The Minister shall be deemed to have approved an election by-law if he does not, within thirty days of receiving a copy thereof, either approve or disallow it.

(4) Le défaut d'approbation ou de désaveu par le ministre d'un règlement administratif électoral dans les trente jours suivant la réception de son texte vaut approbation du règlement.

Présomption d'approbation

Regulations respecting elections

67. (1) The Governor in Council may make regulations

67. (1) Le gouverneur en conseil peut, par règlement :

Règlements

(a) respecting the election of council members and their term of office, including the matters listed in section 65; and
(b) prohibiting acts that are detrimental to the conduct of free and fair elections.

a) régir l'élection et fixer le mandat des membres du conseil, notamment sur les points énumérés à l'article 65;
b) interdire la perpétration d'actes nuisibles à la tenue d'élections libres et démocratiques.

20

Application of regulations

(2) The regulations made under paragraph (1)(b) apply to all elections, but those made under paragraph (1)(a) apply only where, at the time of the calling of the election, there was not in force an election by-law made under section 64.

(2) Les règlements pris en application de l'alinéa (1)a) ne s'appliquent qu'à défaut de règlement administratif électoral en vigueur alors que ceux pris en application de l'alinéa (1)b) s'appliquent à toute élection.

Application des règlements

25

Eligibility to be Elected and to Serve as Council Member

Éligibilité des membres du conseil

Eligibility to be elected council member

68. Any elector of a band is eligible to be elected to the office of council member of that band unless he

68. Est éligible à un poste de membre du conseil l'électeur qui :

Éligibilité des membres du conseil

(a) has been convicted of contravening a regulation made under paragraph 67(1)(b) within the two year period preceding the date fixed for the holding of the election for that office or, where the most recent election for that office took place before that two year period, in respect of the most recent election for that office;

a) n'a pas été déclaré coupable d'une infraction aux règlements pris en application de l'alinéa 67(1)b) au cours des deux années précédant la date du scrutin ou, si la dernière élection remonte à plus de deux ans, d'une infraction similaire commise à l'égard de cette élection;

(b) has been appointed as a Returning Officer or as a Deputy or Assistant Returning Officer in respect of the election for that office;

b) n'a pas été nommé directeur du scrutin, scrutateur ni scrutateur adjoint pour l'élection en cause;

(c) is the band secretary or band treasurer referred to in section 41;

c) n'est ni le secrétaire ni le trésorier de la bande;

d) n'est ni juge assujetti à la Loi sur les juges ni procureur de la Couronne;

40

(d) is a judge to which the *Judges Act* applies or is a Crown prosecutor;

(e) is, on the day fixed for the holding of the election for that office, undergoing a term of imprisonment as a result of having been convicted of an indictable offence; or

(f) in the case of a Naskapi beneficiary, resides on the Matimekosh Reserve.

Circumstances
in which office
becomes vacant

69. Apart from general elections referred to in section 74, an office of council member becomes vacant immediately on the occurrence of one of the following events, and only the following events:

(a) the election of the office-holder to that office is declared invalid pursuant to sub-section 78(7);

(b) the office-holder

(i) dies or submits his resignation in writing to the council,

(ii) is convicted of contravening a regulation made under paragraph 67(1)(b),

(iii) is appointed band secretary or band treasurer pursuant to section 41,

(iv) is appointed a judge to which the *Judges Act* applies or a Crown prosecutor,

(v) commences a term of imprisonment as a result of having been convicted of an indictable offence, or

(vi) is declared mentally incompetent in accordance with the laws of the Province;

(c) the office-holder's term of office expires, whether pursuant to this Act, a by-law made under section 64 or regulations made under paragraph 67(1)(a);

(d) in the case of a Naskapi beneficiary, the office-holder resides on the Matimekosh Reserve; or

(e) the office is declared vacant pursuant to section 70.

70. (1) Where a council member has, without permission from the council, been absent from three or more consecutive council meetings otherwise than by reason of illness or incapacity, any fifteen electors of the band may file a petition with the band secretary requesting that a special band

Removal of
council member
for absence

e) à la date du scrutin, ne purge pas une peine d'emprisonnement pour un acte criminel;

f) dans le cas d'un bénéficiaire naskapi, ne réside pas dans la réserve Matimekosh.

69. En dehors des élections générales mentionnées à l'article 74, un poste de membre du conseil ne devient vacant que dans les cas suivants :

a) l'élection est invalidée en application du paragraphe 78(7);

b) le titulaire du poste :

(i) décède ou remet sa démission par écrit au conseil,

(ii) est déclaré coupable d'une infraction aux règlements pris en application de l'alinéa 67(1)b),

(iii) est nommé secrétaire ou trésorier de la bande,

(iv) est nommé juge aux termes de la *Loi sur les juges* ou procureur de la Couronne,

(v) commence à purger une peine d'emprisonnement pour un acte criminel,

(vi) est déclaré mentalement incapable en conformité avec les lois de la province;

c) le mandat du titulaire prend fin en conformité avec la présente loi, avec un règlement administratif pris en application de l'article 64 ou des règlements pris en application de l'alinéa 67(1)a);

d) dans le cas d'un bénéficiaire naskapi, le titulaire réside dans la réserve Matimekosh;

e) le poste est déclaré vacant en application de l'article 70.

70. (1) En cas d'absence non autorisée par le conseil d'un membre de celui-ci à au moins trois assemblées consécutives, et pour des raisons autres que la maladie ou un empêchement, un groupe de quinze électeurs peut déposer une requête auprès du secrétaire pour la convocation d'une assemblée extraor-

Cas de vacance

Destitution
d'un membre en
cas d'absence

meeting be convened for the purpose of deciding whether the office of that council member should be declared vacant.

Electors to
decide question

(2) Forthwith after the filing of a petition under subsection (1), the band shall call a special band meeting, to be held as soon as possible, for the purpose of deciding whether the office of the council member in question should be declared vacant, and if, with at least twenty per cent of the electors of the band voting on the question, the special band meeting decides that that office should be declared vacant, that office thereupon becomes vacant.

dinaire de la bande dans le but de décider de l'opportunité de déclarer vacant le poste de ce membre.

Décision par les
électeurs

(2) Dès le dépôt de la requête, la bande convoque une assemblée extraordinaire, à 5
5 tenir dans les meilleurs délais possible, pour décider de la question; le poste est déclaré vacant sur vote en ce sens avec un taux de participation d'au moins vingt pour cent.

Returning Officers

Returning
Officers

71. (1) Each band shall appoint a person 15
who is not a council member of that band as Returning Officer, and shall fix his tenure and term of office.

Deputy and
Assistant
Returning
Officers

(2) The Returning Officer of each band shall appoint a Deputy Returning Officer 20
and may appoint such Assistant Returning Officers as are necessary to assist him in the performance of his duties.

Absence, etc.,
of Returning
Officer

(3) Where the Returning Officer of a band is absent or incapacitated or the office 25
of Returning Officer is vacant, the Deputy Returning Officer of the band has and may exercise all the powers and duties of the Returning Officer.

Absence, etc.,
of both
Returning
Officer and
Deputy
Returning
Officer

(4) In the event of the absence or incapaciti- 30
ty of both the Returning Officer and the Deputy Returning Officer of a band or if both such offices are vacant, the band secretary has and may exercise all the powers and duties of the Returning Officer of the band. 35

Eligibility to be
appointed

72. A person is not eligible to be appointed a Returning Officer or a Deputy or Assistant Returning Officer if he

- (a) is not of the age of majority under the laws of the Province; 40
- (b) is undergoing a term of imprisonment as a result of having been convicted of an indictable offence; or
- (c) has, at any time, been convicted of contravening a regulation made under 45
paragraph 67(1)(b).

Personnel électoral

71. (1) La bande nomme le directeur du 10
scrutin et fixe son mandat, mais elle ne peut choisir un des membres du conseil pour ce poste.

Directeur du
scrutin

(2) Le directeur du scrutin nomme un 15
scrutateur et, à son appréciation, les scrutateurs adjoints qu'il estime nécessaires à l'exercice de ses fonctions.

Scrutateur et
scrutateurs
adjoints

(3) En cas d'absence ou d'empêchement 20
du directeur du scrutin ou de vacance de son poste, le scrutateur exerce la plénitude des pouvoirs et fonctions du titulaire.

Absence ou
empêchement
du directeur du
scrutin

(4) En cas d'absence ou d'empêchement 25
du directeur du scrutin et du scrutateur ou de vacance de ces deux postes, le secrétaire exerce la plénitude des pouvoirs et fonctions du directeur du scrutin.

Absence ou
empêchement
du directeur du
scrutin et du
scrutateur

72. Ne peuvent être nommés aux fonctions de directeur du scrutin, de scrutateur ou de scrutateur adjoint les personnes qui :

Incapacités

- a) n'ont pas l'âge de la majorité prévu par 30
les lois de la province;
- b) purgent une peine d'emprisonnement pour un acte criminel;
- c) ont déjà été déclarées coupables d'une 35
infraction aux règlements pris en application de l'alinéa 67(1)b).

Circumstances
in which office
becomes vacant

73. A Returning Officer or Deputy or Assistant Returning Officer ceases to hold office forthwith if he

- (a) is convicted of contravening a regulation made under paragraph 67(1)(b);
- (b) commences a term of imprisonment as a result of having been convicted of an indictable offence; or
- (c) is declared mentally incompetent under the laws of the Province.

5

10

73. Le poste de directeur du scrutin, de scrutateur ou de scrutateur adjoint devient vacant dans le cas où son titulaire :

- a) est déclaré coupable d'une infraction aux règlements pris en application de l'alinéa 67(1)b);
- b) commence à purger une peine d'emprisonnement pour un acte criminel;
- c) est déclaré mentalement incapable en conformité avec les lois de la province.

5

10

Cas de vacance

Calling of Elections

Meaning of
"general
election"

74. (1) Where a general election of a band is held, the term of office of every council member expires on the day of that general election.

Band may call
general election

(2) A band may hold a general election at any time.

Electors may
request general
election

75. (1) Any ten electors of a band may, subject to subsection (2), file a petition with the band secretary requesting that a special band meeting be convened for the purpose of deciding whether a general election of the band should be held.

Limitation

(2) A petition may not be filed under subsection (1) within one year after the previous general election or within one year after the filing of the most recent valid petition under that subsection.

Electors may
require band to
call general
election

(3) Within ten days after the filing of a valid petition under this section, the band shall call a special band meeting, to be held as soon as possible, for the purpose of deciding whether a general election of the band shall be held, and if, at that special band meeting,

- (a) at least fifty per cent of the electors of the band vote on that question,
- (b) the majority of those voting vote in favour of holding a general election, and
- (c) the majority referred to in paragraph (b) consists of at least one-third of the total number of electors of the band,

the band shall forthwith hold a general election.

Convocation des élections

74. (1) En cas d'élections générales, le mandat de tous les membres du conseil prend fin à la date du scrutin.

(2) La bande peut tenir des élections générales à tout moment.

75. (1) Un groupe de dix électeurs peut, sous réserve du paragraphe (2), déposer une requête auprès du secrétaire pour la convocation d'une assemblée extraordinaire de la bande dans le but de décider de l'opportunité de la tenue d'élections générales.

(2) La requête visée au paragraphe (1) ne peut être déposée que si au moins un an s'est écoulé depuis les dernières élections générales ou depuis le dépôt de la dernière requête valide visant le même but.

(3) Dans les dix jours suivant le dépôt de la requête visée au paragraphe (1), si celle-ci est valide, la bande convoque une assemblée extraordinaire, à tenir dans les meilleurs délais possible, pour décider de la question et elle tient des élections générales sans délai si, à cette assemblée :

- a) au moins cinquante pour cent des électeurs exercent leur droit de vote;
- b) la majorité des votants se prononce en faveur de la tenue d'élections générales;
- c) cette majorité est constituée par au moins un tiers des électeurs.

Conséquence
des élections
générales

Pouvoir de la
bande de tenir
des élections
générales

15

Requête
d'électeurs pour
la tenue
d'élections
générales

Restriction

Obligation de
tenir des
élections
générales

35

Individual election	76. (1) A band shall hold an election for a position of council member forthwith after the expiration of the term of office of that council member.	76. (1) La bande tient une élection partielle dès l'expiration du mandat du membre du conseil dont le poste devient vacant.	Élection partielle
Idem	(2) Where a position of council member becomes vacant more than six months before the expiration of the term of office of that council member, the band shall forthwith hold an election for that position.	(2) Si une vacance survient plus de six mois avant la fin du mandat, l'élection se tient sans délai.	Idem
Idem	(3) Where a position of council member becomes vacant less than six months before the expiration of the term of office of that council member, the band may hold an election for that position.	(3) Si une vacance survient dans les six mois précédant la fin du mandat, la tenue de l'élection est facultative.	Idem
Where no quorum due to vacancies	(4) Where a position of council member becomes vacant less than six months before the expiration of the term of office of that council member, and that vacancy results in there being in office less than the number of council members required to constitute a quorum under subsection 33(1), the band shall, unless it holds an election for that position or a general election, hold an ordinary band meeting within ten days for the purpose of appointing a sufficient number of council members to restore the quorum.	(4) Si une vacance survient dans les six mois précédant la fin du mandat et qu'elle rend impossible la constitution du quorum prévu par le paragraphe 33(1), la bande, sauf décision d'élection partielle pour le poste en cause ou cas d'élections générales, tient une assemblée ordinaire dans les dix jours en vue de nommer le nombre voulu de membres du conseil pour rétablir le quorum.	Défaut de quorum
Method of appointment	(5) The appointment of council members referred to in subsection (4) shall be made by a vote of the electors of the band.	(5) Les nominations visées au paragraphe (4) se font par voie électorale.	Mode de nomination
Eligibility rules apply	(6) Section 68 applies, with such modifications as the circumstances require, to appointments pursuant to subsection (5).	(6) L'article 68 s'applique, compte tenu des adaptations de circonstance, aux nominations visées au paragraphe (5).	Application des règles d'éligibilité
Term of appointed council member	(7) A council member appointed pursuant to subsection (5) remains in office for the balance of the term in respect of which the vacancy occurred.	(7) Les membres du conseil nommés conformément au paragraphe (5) occupent leur poste jusqu'à l'expiration du mandat à l'égard duquel il y a eu vacance.	Durée du mandat
Where band fails to hold election	77. (1) Where a band fails to hold an election pursuant to subsection 75(3) or subsection 76(1) or (2) within ten days after its obligation to do so has arisen, the Returning Officer of the band shall hold the election in question.	77. (1) Le directeur du scrutin tient les élections prévues au paragraphe 75(3), 76(1) ou (2) si la bande ne s'acquitte pas de son obligation dans un délai de dix jours à compter du moment où celle-ci a pris naissance.	Défaut d'élections
Idem	(2) Where a band fails to hold an election or a special band meeting pursuant to subsection 76(4) within ten days after its obligation to do so has arisen, the Returning Officer of the band shall hold the election or special band meeting.	(2) Le directeur du scrutin tient les élections ou l'assemblée extraordinaire prévues au paragraphe 76(4) si la bande ne s'acquitte pas de son obligation dans un délai de dix jours à compter du moment où celle-ci a pris naissance.	Idem

*Contestation of election results**Contentieux électoral*Contestation of
election

78. (1) Any candidate for election as council member of a band or any fifteen electors of a band may, within five days of the day of any election held by that band, contest the election of any council member or council members elected thereat by submitting to the Returning Officer of the band a written notice to that effect.

Grounds for
contesting
election

(2) The election of a council member may be contested on the grounds that

(a) a regulation made under paragraph 67(1)(b) was contravened in respect of the election of that council member, whether or not anyone has been prosecuted or convicted for such contravention;

(b) there was non-compliance with this Act, a by-law made under section 64 or a regulation made under paragraph 67(1)(a) in respect of the election of that council member; or

(c) the person elected council member was ineligible to be elected to that office.

Petition to
judge

(3) On receipt of a notice under subsection (1), the Returning Officer shall, within two weeks, prepare and submit to a judge of the Provincial Court or Superior Court of Quebec (hereinafter in this section referred to as "the judge") a petition in prescribed form setting out the name of the person or persons whose election is being contested, the name of the person or persons contesting the election and the grounds on which the election is being contested.

Deposit must
accompany
petition

(4) A petition described in subsection (3) must be accompanied by a deposit of two hundred dollars, which, except as provided in subsection (5), shall be refunded to the person or persons contesting the election forthwith after the judge has made a decision on the petition, whether or not the judge declares the election invalid.

When deposit
forfeited

(5) Where the judge is of the opinion that the petition was not made in good faith, he may order the deposit forfeited and, where he so orders, the moneys forfeited shall be applied toward the cost of the court proceedings.

Contestation

78. (1) Tout candidat à un poste de membre du conseil ou un groupe de quinze électeurs peut, par avis écrit adressé au directeur du scrutin dans les cinq jours suivant la date de celui-ci, contester l'élection d'un ou de plusieurs membres du conseil.

Motifs de
contestation

(2) L'élection d'un membre du conseil peut être contestée pour l'un des motifs suivants :

a) infraction, liée à cette élection, aux règlements pris en application de l'alinéa 67(1)b), indépendamment de toute poursuite ou déclaration de culpabilité à cet égard;

b) manquement, lié à cette élection, à la présente loi, à un règlement administratif pris en application de l'article 64 ou aux règlements pris en application de l'alinéa 67(1)a);

c) inéligibilité de l'élu.

20

Présentation de
la requête

(3) Dans les deux semaines suivant la réception de l'avis mentionné au paragraphe (1), le directeur du scrutin présente à un juge de la Cour provinciale ou de la Cour supérieure du Québec une requête établie en la forme réglementaire et indiquant l'identité du ou des candidats dont l'élection est contestée et celle de la partie contestante, ainsi que les motifs à l'appui de la contestation.

30

Cautionnement

(4) La requête doit être accompagnée d'un cautionnement de deux cents dollars, à restituer, sous réserve du paragraphe (5), dès que la décision est rendue, que celle-ci soit positive ou négative.

35

Confiscation du
cautionnement

(5) Le juge peut, s'il estime que la requête n'a pas été faite de bonne foi, ordonner la confiscation du cautionnement. La somme ainsi confisquée est imputée sur les dépens.

Inquiry into
allegations

(6) The judge shall inquire into the correctness of the allegations contained in the petition, and for such purposes may exercise all the powers of a commissioner under Part I of the *Inquiries Act*.

(6) Le juge enquête sur l'exactitude des faits allégués dans la requête et, à cette fin, il peut exercer tous les pouvoirs conférés à un commissaire par la partie I de la *Loi sur les 5 enquêtes*.

Enquête

5

Judge may
declare election
invalid

(7) Where, after hearing the petition, the judge is satisfied, in respect of the election of one or more council members whose election has been contested, that a ground for contestation contained in the petition has been established and that, in the case of the grounds described in paragraph (2)(a) or (b), the offence or non-compliance materially affected the result of the election, he shall declare invalid the election of the council 15 member or council members in respect of whose election he is so satisfied.

(7) Le juge, après audition des parties, invalide l'élection s'il est convaincu du bien-fondé des motifs de contestation et en outre, dans le cas visé à l'alinéa (2)a) ou b), du fait 10 que les résultats de l'élection ont été faussés. 10

Invalidation

Duplication
barred

(8) The election of any particular council member cannot be contested a second time on the same ground in respect of the same 20 election.

(8) L'élection d'un membre du conseil ne peut être contestée une deuxième fois pour le même motif à l'égard de la même élection.

Chose jugée

Effect on
office-holder

(9) A council member whose election is contested under this section is entitled to remain in office until such time as the judge has declared his election invalid under sub-25 section (7).

(9) Le membre du conseil dont l'élection est contestée peut rester en poste jusqu'à la 15 date de l'invalidation.

Maintien en
poste

PART III

MEETINGS AND REFERENDA OF THE BAND

Who may
attend band
meetings

79. Only electors of the band have a right to attend ordinary band meetings and special band meetings, but other persons may attend with the permission of the band.

PARTIE III

ASSEMBLÉES ET RÉFÉRENDUMS DE LA BANDE

79. Ne peuvent assister aux assemblées ordinaires ou extraordinaires de la bande que ses électeurs et les personnes qu'elle y a 20 autorisées.

Présence aux
assemblées

Use of Cree or
Naskapi
language

80. In addition to any other rights relating to the use of the Cree or Naskapi language, a Cree band may conduct ordinary band meetings, special band meetings and referenda in the Cree language and the Naskapi band 35 may conduct ordinary band meetings, special band meetings and referenda in the Naskapi language.

80. Outre leurs autres droits relatifs à l'usage des langues crie ou naskapie, les bandes crie et naskapie peuvent tenir leurs assemblées ordinaires ou extraordinaires 25 ainsi que leurs référendums respectivement en cri ou en naskapi.

Usage des
langues crie ou
naskapie

Each elector
may vote

81. Each elector of a band is entitled to vote in respect of any matter submitted to a 40 vote at an ordinary band meeting, special band meeting or referendum of that band.

81. Chaque électeur a droit de suffrage sur toute question mise aux voix en assemblée ordinaire ou extraordinaire ou par référendum. 30

Droit de
suffrage

*Ordinary Band Meetings**Assemblées ordinaires*

Ordinary band meetings

82. (1) A band shall hold at least one ordinary band meeting each calendar year.

82. (1) La bande tient au moins une assemblée ordinaire par an.

Périodicité

By-laws respecting ordinary band meetings

(2) A band may make by-laws respecting ordinary band meetings, including, without limiting the generality of the foregoing, by-laws respecting the calling of meetings, the conduct of meetings, quorums, voting, and the preparation and keeping of records of votes taken.

(2) La bande peut, par règlement administratif, régir ses assemblées ordinaires, notamment en ce qui concerne leur convocation, leur déroulement, leur quorum, ainsi que les votes, leur inscription et la tenue des registres correspondants.

Règlements administratifs

*Special Band Meetings and Referenda**Assemblées extraordinaires et référendums*

Requirements for approval of measures

83. (1) Except as provided in subsections 1075(3) and 144(1), a matter shall be deemed to have been approved by the electors of a band at a special band meeting or referendum if

83. (1) Sauf dispositions contraires des paragraphes 75(3) et 144(1), le vote positif, en assemblée extraordinaire ou par référendum, n'est valable qu'aux conditions suivantes :

Conditions d'approbation des mesures

(a) the required minimum percentage of electors voted on the matter; and

a) taux minimum de participation prévu au vote;

15

(b) the majority of those voting voted in favour of the matter.

b) majorité des votants.

Abstentions

(2) In any vote at a special band meeting or referendum, an elector who does not cast an affirmative vote or a negative vote or who spoils his ballot shall be deemed not to have voted.

(2) Lors d'un vote en assemblée extraordinaire ou par référendum, le fait de ne se prononcer ni dans un sens ni dans un autre ou l'altération d'un bulletin de vote équivaut à une abstention.

Abstentions

Notice of special band meeting or referendum

84. Where a band wishes to hold a special band meeting or a referendum, it shall cause to be posted in a public place in the community, at least ten days prior to the date fixed for such meeting or referendum, a notice specifying the date, time and place of the special band meeting or referendum and containing a brief description of the matters to be decided at that special band meeting or referendum.

84. Au moins dix jours avant la date fixée pour une assemblée extraordinaire ou un référendum, la bande fait afficher en un lieu public de la localité un avis en indiquant la date, l'heure et le lieu et donnant une brève présentation des questions dont il faudra décider.

Avis d'assemblée extraordinaire ou de référendum

Presiding officer

85. (1) A presiding officer shall be appointed by the band for any special band meeting or referendum.

85. (1) La bande nomme un président pour chaque assemblée extraordinaire ou référendum.

Président

Duties of presiding officer

(2) A presiding officer appointed pursuant to subsection (1) is responsible for the fair and orderly conduct of the special band meeting or referendum, and for the preparation of a statement, attested to by at least one witness, certifying the results of the special band meeting or referendum.

(2) Le président assure le bon déroulement de l'assemblée extraordinaire ou du référendum et établit un rapport, certifié par un ou plusieurs témoins, où il en atteste les résultats.

Fonctions du président

Preservation of fair and orderly conduct

(3) The presiding officer may take such measures as are necessary to ensure the fair and orderly conduct of a special band meeting or referendum, and may cause any person engaging in disorderly conduct to be ejected from a special band meeting.

(3) Le président peut prendre les mesures nécessaires pour assurer le bon déroulement de l'assemblée extraordinaire ou du référendum et faire expulser de l'assemblée toute personne qui crée du tumulte.

Maintien de l'ordre

5

Assistants

(4) The presiding officer may engage such other persons as are necessary to assist him in carrying out his duties under subsections (2) and (3).

(4) Le président peut se faire assister des personnes nécessaires à l'accomplissement des fonctions que lui confèrent les paragraphes (2) et (3).

Assistants

10

Band by-laws respecting special band meetings and referenda

86. (1) A band may make by-laws respecting special band meetings and referenda, including, without limiting the generality of the foregoing, by-laws respecting the calling of meetings and referenda, the conduct of meetings and referenda, voting at meetings and in referenda, and the preparation and keeping of records of votes taken.

86. (1) La bande peut, par règlement administratif, régir les assemblées extraordinaires et les référendums, notamment en ce qui concerne leur convocation et leur déroulement, ainsi que les votes, leur inscription et la tenue des registres correspondants.

Règlements administratifs : dispositions générales

15

By-laws raising percentage voting requirements

(2) Where a provision of this Act, other than subsection (3), stipulates that a matter requires the approval of the electors of a band at a special band meeting or referendum at which a specified minimum percentage of the electors must vote on the matter, the band may make by-laws, subject to subsection (3), fixing a different minimum percentage, not lower than that specified in the relevant provision of this Act.

(2) Sous réserve du paragraphe (3), la bande peut, par règlement administratif, relever le taux minimal — de participation au vote — prévu par une disposition de la présente loi pour l'approbation d'une question en assemblée extraordinaire ou par référendum.

Règlements administratifs : taux de participation

20

25

Percentage vote required for by-law under subsection (2)

(3) A by-law made under subsection (2) requires the approval of the electors of the band at a special band meeting or referendum at which the same minimum percentage of electors voted on the matter as the minimum specified in the relevant provision of this Act referred to in that subsection.

(3) Le taux minimal — de participation au vote — requis pour l'approbation d'un règlement administratif visé au paragraphe (2) en assemblée extraordinaire ou par référendum est celui que prévoit la disposition de la présente loi dont il est question à ce paragraphe.

Taux requis pour l'approbation du relèvement

30

35

Copy of by-law to Minister

(4) A band shall forward to the Minister a copy of any by-law made under this section, within thirty days after its enactment.

(4) La bande transmet au ministre le texte des règlements administratifs qu'elle prend en application du présent article dans les trente jours suivant leur adoption.

Transmission au ministre

30

Regulations respecting special band meetings and referenda

87. (1) The Governor in Council may make regulations respecting special band meetings and referenda, including, without limiting the generality of the foregoing, regulations respecting any of the specific matters referred to in subsection 86(1).

87. (1) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, régir les assemblées extraordinaires et les référendums, notamment en ce qui concerne les points énoncés au paragraphe 86(1).

Règlements

35

Where regulations apply

(2) The regulations made under subsection (1) apply in respect of a special band meeting

(2) Les règlements visés au paragraphe (1) ne s'appliquent qu'à défaut de règlement

Application

40

ing or referendum only if, at the time of the calling of that special band meeting or referendum, there is not in force any applicable by-law made under subsection 86(1).

administratif en vigueur pris en application du paragraphe 86(1).

Where regulation or by-law not complied with

88. Non-compliance with a by-law made under section 86 or a regulation made under section 87 does not affect the validity of the result of a vote unless such non-compliance materially affected that result.

88. L'inobservation des règlements administratifs pris en application de l'article 86 ou des règlements pris en vertu de l'article 87 n'invalide les résultats d'un vote que si ces résultats en sont faussés.

Effet de l'inobservation

PART IV

FINANCIAL ADMINISTRATION OF BANDS

Fiscal year of band

89. (1) The fiscal year of a band begins on April 1 of each year and ends on March 31 of the following year, unless otherwise provided by by-law made pursuant to subsection (2).

By-law changing fiscal year

(2) A band may, by by-law,
(a) adopt a fiscal year different from that provided for in subsection (1); or
(b) where the band has adopted a different fiscal year pursuant to paragraph (a), revert to the fiscal year provided for in subsection (1).

Transition between old and new fiscal years

(3) Where a by-law is made under subsection (2), the fiscal year provided for in the by-law cannot commence until after the end of the fiscal year in which the by-law came into force.

Idem

(4) Where a by-law is made under subsection (2), the period between the end of the fiscal year in which the by-law came into force and the commencement of the fiscal year provided for in the by-law shall be deemed to be a separate fiscal year for the purposes of this Part.

Budget

90. (1) A band shall, by resolution, prior to the beginning of each fiscal year, adopt a budget for that fiscal year, and may, if it deems necessary in the course of the fiscal year, adopt supplementary budgets for that fiscal year.

Explanation and distribution

(2) Forthwith after adopting a budget or supplementary budget, a band shall

PARTIE IV

ADMINISTRATION FINANCIÈRE

Exercice

89. (1) Sauf disposition contraire d'un règlement administratif pris en application du paragraphe (2), l'exercice de la bande commence le 1^{er} avril et se termine le 31 mars de l'année suivante.

Modification de l'exercice

(2) La bande peut, par règlement administratif :
a) modifier l'exercice prévu au paragraphe (1);
b) le cas échéant, revenir à cet exercice.

Transition entre deux exercices

(3) L'ouverture du nouvel exercice ne peut avoir lieu qu'après la clôture de l'exercice modifié.

20

Idem

(4) L'intervalle entre cette clôture et cette ouverture constitue, pour l'application de la présente partie, un exercice distinct.

Budget

90. (1) La bande adopte par résolution, avant la clôture d'un exercice, le budget de l'exercice suivant. Elle peut en outre, au cours de celui-ci, adopter les budgets supplémentaires qu'elle estime nécessaires.

Publicité et transmission

(2) Dès l'adoption du budget ou d'un budget supplémentaire, la bande :

30

(a) explain the budget or supplementary budget to the members of the band at an ordinary band meeting;

(b) make a copy thereof available at the head office of the band, for inspection by members of the band at reasonable hours; and

(c) send a copy thereof to the Minister.

Where delay in adopting budget

(3) Where a band fails to adopt a budget for a fiscal year prior to the beginning of that fiscal year, the budget and any supplementary budgets of the previous fiscal year apply until a new budget is adopted.

a) l'explique à ses membres au cours d'une assemblée ordinaire;

b) en tient un exemplaire, à son siège, à la disposition de ses membres, pour consultation à toute heure raisonnable;

c) en transmet le texte au ministre.

5

(3) Faute par la bande d'observer le délai prévu, le budget et les éventuels budgets supplémentaires continuent à s'appliquer jusqu'à l'adoption du nouveau budget.

10

Retard dans l'adoption du budget

By-laws

(4) A band may make by-laws respecting the preparation and implementation of budgets.

(4) La bande peut, par règlement administratif, régir la préparation et l'exécution des budgets.

Règlements administratifs

Authorization to spend moneys

(5) A band may not expend moneys or commit itself, by contract or otherwise, to expend moneys, unless

(a) such expenditure is authorized by or under a by-law or resolution; and

(b) a certificate is issued by the band treasurer stating that moneys are available for such expenditure.

(5) Les dépenses ou engagements de dépenses, par contrat ou autrement, sont subordonnés :

a) à autorisation par règlement administratif ou résolution;

b) à l'attestation du trésorier certifiant la disponibilité de fonds pour les dépenses prévues.

Autorisation de dépenses

Position of other party

(6) Non-compliance by a band with subsection (5) does not affect the validity or enforceability, with respect to the other party, of a band's commitment to expend moneys, if the other party took reasonable steps to satisfy itself that the band had complied with subsection (5).

(6) L'inobservation des conditions du paragraphe (5) n'invalide pas, à l'égard de l'autre partie, les engagements de dépenses de la bande ni n'empêche leur exécution forcée si cette partie a pris les mesures voulues pour s'assurer que la bande s'était conformée aux conditions en cause.

Effet de l'inobservation

Where inconsistency with budget

(7) Where a by-law or resolution referred to in subsection (5) is inconsistent with the band's budget or a supplementary budget, the by-law or resolution shall so state, but non-compliance with this subsection does not affect the validity of the by-law or resolution.

(7) Il doit être fait état, dans les règlements administratifs ou résolutions visés au paragraphe (5), des cas d'incompatibilité avec le budget ou un budget supplémentaire. Toutefois, l'inobservation du présent paragraphe n'invalide pas ces règlements ou résolutions.

Incompatibilité avec le budget

Books of account and financial records

91. (1) A band shall keep books of account and financial records that

(a) contain, as a minimum,

(i) an account of all moneys received and disbursed,

(ii) an account of revenues and expenditures,

(iii) a record of accounts payable and receivable,

91. (1) La bande tient des livres comptables et des registres financiers qui :

a) donnent au moins :

(i) l'enregistrement des sommes reçues et déboursées,

(ii) l'enregistrement des revenus et des dépenses,

(iii) l'état des comptes créditeur et débiteur,

Livres comptables et registres financiers

40

(iv) an account of assets and liabilities, and

(v) an account of all other transactions that may affect the financial position of the band;

(b) conform with generally accepted accounting principles; and

(c) permit a comparison between

(i) revenues and expenditures as shown in the books of account and financial records, and

(ii) the projected revenues and expenditures as shown in the budget and any supplementary budget.

(iv) l'état de l'actif et du passif,

(v) l'état de toutes les autres opérations susceptibles d'influer sur sa situation financière;

b) soient conformes aux principes comptables généralement reconnus;

c) permettent la comparaison entre :

(i) d'une part, l'enregistrement mentionné au sous-alinéa a)(ii),

(ii) d'autre part, les prévisions de revenus et de dépenses du budget et des éventuels budgets supplémentaires.

Access to books and records

(2) The Minister, a council member or elector of a band, or any person authorized in writing by the Minister or by a council member or elector may, at any reasonable time, inspect the books of account and financial records of the band, and any person who

(a) obstructs such person, or

(b) having control or possession of such books or records, fails to give all reasonable assistance to such person

is guilty of an offence.

(2) Le ministre, un membre du conseil ou un électeur, ou toute personne autorisée par écrit à cette fin par l'un d'eux, peuvent, à toute heure raisonnable, examiner les livres comptables et les registres financiers de la bande. Commet une infraction :

a) quiconque entrave l'action de ces personnes;

b) le détenteur ou le responsable de ces documents qui ne prête pas toute l'assistance possible à ces personnes.

Accès aux documents

Band to prepare annual financial statement

92. Within two months after the end of each fiscal year, a band shall prepare a financial statement in comparative form, containing, as a minimum,

(a) a balance sheet;

(b) a statement of revenues and expenditures and a comparison of these with the amounts stated in the band's budget and any supplementary budget; and

(c) any other information necessary for a fair presentation of the financial position of the band.

92. Dans les deux mois suivant la clôture de l'exercice, la bande établit un état financier comparatif qui donne au moins :

a) le bilan;

b) l'état des revenus et des dépenses par rapport aux montants correspondants du budget et des éventuels budgets supplémentaires;

c) les autres renseignements nécessaires à une présentation sincère de sa situation financière.

État financier annuel

Audit

Appointment of auditor

93. (1) For each fiscal year, the electors of a band shall, at a special band meeting or referendum at which at least five per cent of the electors voted on the matter,

(a) appoint a duly accredited auditor and fix or provide for his remuneration; or

Vérification

93. (1) Pour chaque exercice, les électeurs de la bande, en assemblée extraordinaire ou par référendum, avec un taux de participation au vote d'au moins cinq pour cent :

a) nomment un vérificateur dûment agréé et fixent ou prévoient sa rémunération;

Nomination du vérificateur

(b) authorize the council to appoint a duly accredited auditor and to fix or provide for his remuneration.

b) autorisent le conseil à nommer un vérificateur dûment agréé et à fixer ou à prévoir sa rémunération.

Where band fails to make appointment

(2) Where no auditor has been appointed under subsection (1) within three months after the beginning of a fiscal year, the Minister may appoint an auditor for that fiscal year and fix his remuneration.

(2) À défaut de nomination d'un vérificateur dans les trois mois suivant l'ouverture de l'exercice, le ministre peut en nommer un pour l'exercice en cours et fixer sa rémunération.

Défaut de nomination

Term of office

(3) The auditor appointed pursuant to subsection (1) or (2) holds office until he is re-appointed, or a new auditor is appointed, under subsection (1) or (2).

(3) Le vérificateur nommé en conformité avec le paragraphe (1) ou (2) reste en fonctions jusqu'à la nomination de son successeur; il peut être reconduit dans ses fonctions.

Durée du mandat

Where vacancy occurs

(4) Where a vacancy occurs during the term of the auditor, the band shall forthwith appoint a new auditor for the remainder of the term of the former auditor and shall fix the new auditor's remuneration.

(4) En cas de vacance en cours de mandat, la bande nomme sans délai un nouveau vérificateur pour le reste du mandat et fixe sa rémunération.

Vacance

Where band fails to act

(5) Where a band fails to act pursuant to subsection (4), the Minister may appoint a new auditor and fix his remuneration, and shall so inform the band in writing.

(5) En cas d'inobservation du paragraphe (4), le ministre peut nommer lui-même un nouveau vérificateur et fixer sa rémunération; le cas échéant, il en avise la bande par écrit.

Inobservation du paragraphe (4)

Band to pay remuneration

(6) In all cases the auditor's remuneration shall be paid by the band.

(6) Dans tous les cas, la bande paie la rémunération du vérificateur.

Obligation de la bande

Duty of auditor

94. (1) The auditor shall, within four months after the end of the band's fiscal year, prepare and submit to the band (with a copy to the Minister) a report on the band's financial statement, stating whether, in the opinion of the auditor, the financial statement presents fairly the financial position of the band in accordance with generally accepted accounting principles applied on a basis consistent with that applied in the previous fiscal year.

94. (1) Dans les quatre mois suivant la clôture de l'exercice, le vérificateur établit et présente à la bande un rapport où il donne son avis sur la sincérité de l'état financier et sur sa conformité avec les principes comptables généralement reconnus qu'il doit appliquer d'une façon compatible avec celle utilisée pour l'exercice précédent. Il en donne copie au ministre.

Rapport du vérificateur

Where report delayed

(2) Where the auditor has not been able to prepare the report within the period mentioned in subsection (1), he shall notify the band and the Minister of the reasons for the delay.

(2) En cas de retard dans l'établissement du rapport, le vérificateur doit en donner les motifs à la bande et au ministre.

Retard dans la présentation

Explanation of auditor's report

(3) A band shall present and explain the auditor's report to the members of the band at an ordinary band meeting.

(3) La bande présente et explique le rapport du vérificateur à ses membres à une assemblée ordinaire.

Publicité

Copy of auditor's report to be made available for inspection

(4) A band shall make a copy of the auditor's report available at the head office of the band, for inspection by members of the band at reasonable hours.

(4) Elle en tient un exemplaire, à son siège, à leur disposition, pour consultation à toute heure raisonnable.

Idem

Auditor's
access to
records, etc.

95. For the purpose of preparing his report under subsection 94(1), the auditor may at all reasonable times inspect the financial records, accounts, books, minutes, vouchers and receipts of the band, its subsidiaries and any person or body who administers money on behalf of the band (in so far as the records or other documents relate to the money being administered on behalf of the band), and any person who

(a) obstructs the auditor in the performance of his duties, or

(b) having control or possession of any such documents, fails to give the auditor all reasonable assistance in the performance of his duties

is guilty of an offence.

Borrowing Powers of Band

Borrowing
limitations

96. (1) A band may not borrow money on either a short-term or long-term basis otherwise than in accordance with section 97 and the regulations made under section 98.

Short-term and
long-term
borrowing

(2) For the purposes of this section and sections 97 and 98,

(a) money shall be deemed to be borrowed on a short-term basis only if

(i) it is borrowed for the purpose of meeting the normal operating expenditures of the band,

(ii) it is to be repaid within one year from the day on which it is borrowed, and

(iii) the band has, prior to borrowing the money, identified the source of revenue from which the money is to be repaid; and

(b) all borrowing that is not on a short-term basis shall be deemed to be on a long-term basis.

Repayment of
loan

(3) Where a source of revenue has been identified pursuant to subparagraph (2)(a)(iii), moneys received by the band from that source shall be applied to the repayment of the loan in question.

Borrowing
by-laws

97. (1) Each borrowing by a band, whether on a short-term basis or on a long-term

Accès aux
documents

95. Pour établir son rapport, le vérificateur peut, pendant les heures raisonnables, examiner les documents financiers et comptables, les pièces justificatives ainsi que les procès-verbaux de la bande, de ses filiales et de toute personne ou tout organisme qui gère des fonds pour son compte, dans la mesure où ces documents ou procès-verbaux se rapportent à des fonds gérés pour son compte.

10 Commet une infraction :

a) quiconque entrave l'action du vérificateur dans l'exercice de ses attributions;

b) le détenteur ou le responsable de ces documents qui ne prête pas toute l'assistance possible au vérificateur dans l'exercice de ses attributions.

Pouvoirs d'emprunt

Restrictions

96. (1) La bande ne peut contracter des emprunts, que ce soit à court ou à long terme, qu'en conformité avec l'article 97 et les règlements pris en application de l'article 98.

Court terme et
long terme

(2) Pour l'application du présent article et des articles 97 et 98 :

a) sont des emprunts à court terme seulement ceux pour lesquels les conditions suivantes sont remplies :

(i) affectation aux dépenses normales de fonctionnement de la bande,

(ii) remboursement dans le délai de un an,

(iii) détermination, préalable aux emprunts, des ressources affectées au remboursement;

b) les autres emprunts sont considérés comme des emprunts à long terme.

Rembourse-
ment

(3) Les ressources visées au sous-alinéa (2)a)(iii) doivent effectivement servir au remboursement des emprunts pour lesquels elles ont été déterminées.

Règlements
administratifs
sur les
emprunts

97. (1) Tous les emprunts de la bande, que ce soit à court ou à long terme, doivent

basis, must be authorized by a by-law of the band, which by-law must specify

- (a) the amount to be borrowed and the purpose of borrowing; and
- (b) the manner and terms of repayment and the repayment date or dates.

Long-term borrowing

(2) A by-law made under subsection (1) authorizing long-term borrowing must be approved by the electors of the band at a special band meeting or referendum at which at least twenty per cent of the electors voted on the matter.

Idem

(3) A band may not borrow on a long-term basis until regulations made under section 98 are in force.

Regulations re long-term borrowing

98. The Governor in Council may make regulations respecting long-term borrowing by bands.

être autorisés par un règlement administratif, où sont indiqués :

- a) leur montant et leur objet;
- b) les modalités et la ou les dates d'échéance de leur remboursement.

5

Emprunts à long terme

(2) Les règlements administratifs autorisant des emprunts à long terme doivent être approuvés en assemblée extraordinaire ou par référendum, avec un taux de participation au vote d'au moins vingt pour cent.

10

Idem

(3) La bande ne peut contracter d'emprunts à long terme avant l'entrée en vigueur des règlements pris en application de l'article 98.

15

98. Le gouverneur en conseil peut, par règlement, régir les emprunts à long terme des bandes.

Règlements sur les emprunts à long terme

Contracts

By-laws re contracts and tenders

99. A band may make by-laws respecting procedures for the awarding of contracts and the calling of tenders in relation thereto, and such by-laws may take into account the preferential contract and employment benefits for Cree and Naskapi beneficiaries contained in the Agreements or established pursuant to the Agreements.

20

20

25

Marchés

99. La bande peut, par règlement administratif, régir les modalités des appels d'offres et celles des attributions de marchés, en tenant compte, en ce qui concerne ce genre de contrats, des critères préférentiels et des avantages d'emploi prévus au profit des bénéficiaires cris et naskapis dans les Conventions ou en application de celles-ci.

25

Règlements administratifs

Appointment of Administrator

When administrator may be appointed

100. (1) Where, as a result of an inspection by the Minister or a person authorized by him pursuant to subsection 91(2), the auditor's report under subsection 94(1), or any non-compliance with the provisions of this Part, the Minister is of the opinion that the financial affairs of a band are in serious disorder, he may give written notice to the band of his intention to appoint an administrator to administer the financial affairs of the band, setting out his reasons for so doing.

30

30

35

(2) Where a band receives a notice under subsection (1), it shall forthwith take corrective measures to remedy the situation referred to in the notice.

40

(3) At any time between sixty days and one year after giving notice under subsection

Band's opportunity to remedy situation

Appointment of administrator

Mise en tutelle

100. (1) Le ministre, s'il estime, d'après un examen effectué par lui ou par son délégué en application du paragraphe 91(2), au vu du rapport du vérificateur établi en application du paragraphe 94(1) ou par suite de l'inobservation de la présente partie, que les affaires financières de la bande sont dans un grave état de gabegie, peut l'avertir, par avis écrit motivé, de son intention d'affecter un administrateur à la gestion de ses affaires.

35

Avis de mise en tutelle

(2) Dès réception de l'avis, la bande est tenue de prendre les mesures de redressement qui s'imposent.

Obligation de la bande

(3) Dans l'année qui suit l'avis, déduction faite des soixante premiers jours, le ministre

Nomination d'un administrateur

40

(1), the Minister may, if he is of the opinion that the situation referred to in the notice has not been adequately remedied, appoint, by order, an administrator to administer the financial affairs of the band, and the order shall set out the duties of the administrator.

Effect of
appointment

(4) Where an administrator has been appointed pursuant to subsection (3), no person shall expend moneys of the band without the consent of the administrator, and any person who violates this subsection is guilty of an offence.

Administrator's
term

(5) The administrator appointed pursuant to subsection (3) holds office for a term of four months from the date of his appointment.

Extension of
term

(6) At the expiration of the administrator's term of appointment referred to in subsection (5), the Minister may, where he is of the opinion that the financial affairs of the band continue to be in serious disorder, reappoint the administrator, or appoint a new administrator, for a further period not exceeding four months.

Idem

(7) The Minister's power under subsection (6) applies also at the expiration of the term of appointment of an administrator appointed or re-appointed under that subsection.

peut, par arrêté, procéder à la nomination d'un administrateur s'il estime insuffisantes les mesures de redressement. L'arrêté fixe aussi les fonctions de l'administrateur.

5 Effet de la
nomination

(4) Nul ne peut engager de dépenses, sur les fonds de la bande, sans le consentement de l'administrateur. Quiconque contrevient au présent paragraphe commet une infraction.

(5) Le mandat de l'administrateur est de quatre mois. 10 Mandat de l'administrateur

(6) À l'expiration du mandat de l'administrateur, le ministre, s'il estime que la gabegie persiste, peut le reconduire dans ses fonctions ou en nommer un autre, pour une durée maximale de quatre mois. 15

Nouveau
mandat

(7) Le mandat de l'administrateur est renouvelable, et le ministre peut attribuer de nouveaux mandats.

Idem

PART V

RESIDENCE AND ACCESS RIGHTS ON CATEGORY IA AND IA-N LAND

General
prohibition
against
residing, etc.

101. No person may reside on, enter or remain on Category IA or IA-N land otherwise than in accordance with a residence or access right under this Part.

Rights subject
to by-laws

102. (1) The exercise of residence or access rights conferred by sections 103 to 106 is subject to any by-law made under subsection (2).

By-laws
respecting the
exercise of
residence and
access rights

(2) A band may make by-laws for the purpose of regulating, on its Category IA or IA-N land, the exercise of residence or access rights conferred by sections 103 to 106, but, except in the case of an authoriza-

PARTIE V

TERRES DES CATÉGORIES IA ET IA-N : DROITS DE RÉSIDENCE ET D'ACCÈS

101. Nul ne peut pénétrer, résider ou demeurer sur une terre de catégorie IA ou IA-N si ce n'est en conformité avec un droit de résidence et d'accès prévu à la présente partie. 20

Interdiction
générale
relative à la
résidence

102. (1) L'exercice des droits de résidence ou d'accès visés aux articles 103 à 106 est assujéti aux règlements administratifs pris en application du paragraphe (2). 25

Assujettisse-
ment

(2) La bande peut, par règlement administratif, régir l'exercice des droits de résidence ou d'accès visés aux articles 103 à 106 sur les terres de catégorie IA ou IA-N qui lui sont attribuées, mais, sous réserve des autorisa-

Règlements
administratifs :
droits de
résidence et
d'accès

tion to reside under paragraph 103(2)(a) or an authorization of access under paragraph 105(5)(e), such a by-law may not, notwithstanding section 8, unreasonably restrict or, except as provided by subsection 103(3), effectively deny any such residence or access right.

Residence Rights

103. (1) The following persons have the right to reside on the Category IA or IA-N land of a band:

- (a) a member of that band;
- (b) the member's consort, within the meaning of section 174; and
- (c) the family to the first degree of a person described in paragraph (a) or (b).

(2) In addition to persons described in subsection (1), the following persons may reside on the Category IA or IA-N land of a band:

- (a) a person so authorized in writing by that band or by a by-law of that band;
- (b) a person so authorized by virtue of a grant from that band under Part VIII;
- (c) an administrator holding office pursuant to section 100; and
- (d) subject to subsection (3), a person engaged in administrative or public duties approved by that band or scientific studies approved by that band.

(3) A band may prohibit a person described in paragraph (2)(d) from residing on its Category IA or IA-N land where the number of such persons would be such as to significantly alter the demographic composition of the community.

104. (1) A person who is not a Cree beneficiary and who

- (a) was, immediately before November 11, 1975, residing on or occupying, by virtue of a right of residence or occupancy, land that became Category IA land by virtue of the James Bay and Northern Quebec Agreement, and

tions de résidence ou d'accès prévues respectivement aux alinéas 103(2)a) et 105(5)e), elle ne peut, malgré l'article 8, ainsi les restreindre abusivement ni, sauf cas prévu au paragraphe 103(3), les refuser effectivement.

Droits de résidence

103. (1) Ont le droit de résider sur les terres de catégorie IA ou IA-N attribuées à la bande :

- a) les membres de la bande;
- b) les conjoints des membres, au sens de l'article 174;
- c) la famille au premier degré des personnes visées à l'alinéa a) ou b).

(2) En sus des personnes visées au paragraphe (1), peuvent résider sur les terres de catégorie IA ou IA-N attribuées à la bande :

- a) les personnes à qui la bande a donné, soit simplement par écrit, soit par règlement administratif, une autorisation à cet effet;
- b) les personnes qui ont une autorisation à cet effet aux termes d'une concession visée à la partie VIII;
- c) l'administrateur nommé en application de l'article 100;
- d) sous réserve du paragraphe (3), les personnes qui exercent des fonctions publiques ou administratives agréées par la bande ou se livrent à des études scientifiques ainsi agréées.

(3) La bande peut interdire aux personnes visées à l'alinéa (2)d) de résider sur les terres de catégorie IA ou IA-N qui lui sont attribuées dans le cas où leur nombre risquerait de modifier notablement la composition démographique de la communauté.

104. (1) Les personnes qui ne sont pas des bénéficiaires cris et qui exerçaient, jusqu'au 11 novembre 1975, puis jusqu'à la date d'entrée en vigueur de la présente partie, des droits de résidence ou d'occupation sur des terres constituées, par la Convention de la Baie James et du Nord québécois, en terres de catégorie IA peuvent continuer à exercer ces droits jusqu'à l'extinction de ceux-ci.

Titulaires du droit de résidence

Élargissement du droit de résidence

Limitation du nombre d'étrangers

Maintien des droits acquis

Right to reside on IA or IA-N land

Special categories of persons who may reside on IA or IA-N land

Band's control over number of outsiders

Pre-Agreement residence and occupation rights not affected

(b) continues to reside on or occupy that land by virtue of that right at the coming into force of this Part

may continue to reside on or occupy that land in accordance with that right until the expiry of that right. 5

Idem (2) A person who
(a) is not a Naskapi beneficiary,
(b) was, immediately before January 31, 1978, residing on or occupying, by virtue of a right of residence or occupancy, land that became Category IA-N land by virtue of the Northeastern Quebec Agreement, and
(c) continues to reside on or occupy that land by virtue of that right at the coming into force of this Part 15
may continue to reside on or occupy that land in accordance with that right until the expiry of that right. 20

Access Rights

Right of access to IA land

105. (1) The following persons have a right of access to any Category IA land:

- (a) any Cree beneficiary;
- (b) that beneficiary's consort, within the meaning of section 174; and 25
- (c) the family to the first degree of a person described in paragraph (a) or (b).

Indians who are not Cree beneficiaries

(2) A person who, immediately before the coming into force of this Part, was a member of one of the *Indian Act* Cree bands mentioned in subsection 12(1) but was not a Cree beneficiary has a right of access to the Category IA land of the band of which he is deemed by paragraph 18(a) to be a member. 30

Inuit of Fort George

(3) The Inuit of Fort George have a right of access to the Category IA land of the Chisasibi Band. 35

Right of access to IA-N land

(4) The following persons have a right of access to any Category IA-N land:

- (a) any Naskapi beneficiary; 40
- (b) that beneficiary's consort, within the meaning of section 174;
- (c) the family to the first degree of a person described in paragraph (a) or (b); and 45

(2) Les personnes qui ne sont pas des bénéficiaires naskapis et qui exerçaient, jusqu'au 31 janvier 1978, puis jusqu'à la date d'entrée en vigueur de la présente partie, des droits de résidence ou d'occupation sur des terres constituées, par la Convention du Nord-Est québécois, en terres de catégorie IA-N peuvent continuer à exercer ces droits jusqu'à l'extinction de ceux-ci. 5

Idem

Droits d'accès

105. (1) Ont le droit d'accès aux terres de catégorie IA : 10

- a) les bénéficiaires cris;
- b) les conjoints de ces bénéficiaires, au sens de l'article 174;
- c) la famille au premier degré des personnes visées à l'alinéa a) ou b). 15

Titulaires du droit d'accès aux terres de catégorie IA

(2) Les personnes qui, jusqu'à l'entrée en vigueur de la présente partie, étaient membres d'une bande antérieure crie mentionnée au paragraphe 12(1), mais sans être des bénéficiaires cris, ont le droit d'accès aux terres de catégorie IA attribuées à la bande dont elles ont qualité de membres aux termes de l'alinéa 18a). 20

Indiens non-bénéficiaires cris

(3) Les Inuit de Fort George ont le droit d'accès aux terres de catégorie IA attribuées à la bande de Chisasibi. 25

Inuit de Fort George

(4) Ont le droit d'accès aux terres de catégorie IA-N :

- a) les bénéficiaires naskapis; 30
- b) les conjoints de ces bénéficiaires, au sens de l'article 174;
- c) la famille au premier degré des personnes visées aux alinéas a) ou b);

Titulaires du droit d'accès aux terres de catégorie IA-N

(d) a person deemed by paragraph 20.1(a) to be a member of the Naskapi band.

(5) In addition to persons described in subsections (1) to (4), the following persons are permitted access to Category IA or IA-N land of a band to the extent required in order to exercise their rights or functions referred to below, subject to the terms and conditions of the right or function in question:

- (a) a person who is authorized by a government body or any other public body, established by or under an Act of Parliament, an Act of the legislature of Quebec or a by-law of the band to perform a public function, establish, operate or administer a public service, construct or operate a public installation or conduct a technical survey thereon;
- (b) a holder of a right or interest granted under Part VIII in Category IA or IA-N land or in a building situated thereon;
- (c) a person who has an authorization for commercial exploitation of forest resources referred to in subsection 111(2);
- (d) a holder of a mining right or other subsurface right referred to in section 114 or 115 or a person exercising a right under subsection 113(3); and
- (e) a person authorized in writing by the band or by a by-law of the band.

d) les personnes qui ont la qualité de membres de la bande naskapie en application de l'alinéa 20.1(a).

(5) En sus des personnes mentionnées aux paragraphes (1) à (4), peuvent avoir accès aux terres de catégorie IA ou IA-N attribuées à la bande, dans la mesure nécessaire pour exercer les droits ou fonctions énoncés ci-dessous et sous réserve des conditions dont ceux-ci sont assortis :

- a) les personnes autorisées par un organisme d'État ou autre organisme public, constitué sous le régime d'une loi fédérale ou de la province ou d'un règlement administratif de la bande, à y exercer une fonction publique, à y établir ou assurer un service public, à y construire ou exploiter des installations publiques ou à y effectuer des levés techniques;
- b) les titulaires de droits ou d'intérêts accordés en vertu de la partie VIII sur ces terres ou sur des bâtiments qui s'y trouvent;
- c) les titulaires d'une autorisation d'exploitation forestière commerciale visée au paragraphe 111(2);
- d) les titulaires de droits relatifs aux minéraux ou d'autres droits tréfonciers visés à l'article 114 ou 115 ou les personnes exerçant les droits prévus au paragraphe 113(3);
- e) les personnes à qui la bande a donné, soit simplement par écrit, soit par règlement administratif, une autorisation à cet effet.

Élargissement du droit d'accès

106. Any member of the public is permitted access to the public facilities and installations mentioned in sections 63 and 191-45 of *An Act respecting the land regime in the James Bay and New Quebec territories* (Quebec), where all or any part of such a facility or installation is located on Category IA or IA-N land.

106. Le public a accès aux installations publiques mentionnées aux articles 63 et 191-45 de la *Loi sur le régime des terres dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec* (Québec), dans le cas où tout ou partie de ces installations se trouve sur des terres de catégorie IA ou IA-N.

General

107. Notwithstanding the *Indian Act*, a Naskapi beneficiary who, immediately before the coming into force of this section, resided on the Matimekosh Reserve has the

Dispositions générales

107. Par dérogation à la *Loi sur les Indiens*, les bénéficiaires naskapis qui résidaient dans la réserve Matimekosh jusqu'à l'entrée en vigueur du présent article ont le

Installations publiques

Disposition particulière pour les Naskapis

Special categories of persons who are permitted access to IA or IA-N land

Public's access to public facilities

Special provision for Naskapis

right to continue to reside on, and enjoy access to and movement about, the said reserve, subject to subsection 20.25A of the Northeastern Quebec Agreement.

Obstruction
and trespass

108. (1) Every person who

(a) unlawfully interferes with a person's residence or access right under this Part, or

(b) resides on, enters or remains on Category IA or IA-N land otherwise than in accordance with a residence or access right under this Part

is guilty of an offence.

Other remedies
preserved

(2) Subsection (1) does not affect any right or remedy that, but for that subsection, would be available in respect of a contravention of section 101.

droit de continuer d'y résider, d'y avoir accès et de s'y déplacer, sous réserve de l'article 20.25A de la Convention du Nord-Est québécois.

108. (1) Commet une infraction quiconque :

a) entrave illégalement l'exercice des droits de résidence ou d'accès visés à la présente partie;

b) réside, pénètre ou demeure sur des terres de catégorie IA ou IA-N sans être titulaire d'un droit de résidence ou d'accès visé à la présente partie ou sans se conformer à son droit.

5 Trouble de
jouissance et
violation de
propriété

(2) Le paragraphe (1) n'a pas pour effet de porter atteinte aux droits et recours qui, en l'absence de ce paragraphe, seraient accessibles en cas de violation de l'article 101.

15 Maintien des
recours
existants

PART VI

RIGHTS OF BANDS, QUEBEC AND OTHERS IN RELATION TO CATEGORY IA AND IA-N LAND

Quebec retains
bare ownership

109. (1) Quebec retains the bare ownership of Category IA and IA-N land.

Band's rights re
its land and
resources

(2) Subject to this Act, a band has the exclusive use and benefit of its Category IA or IA-N land and the natural resources thereof, and may administer, manage, control, use and enjoy that land and the natural resources thereof for community, commercial, industrial, residential or other purposes, as if it were the owner thereof.

PARTIE VI

DROITS DES BANDES, DU QUÉBEC ET DES TIERS CONCERNANT LES TERRES DES CATÉGORIES IA ET IA-N

109. (1) Le Québec conserve la nue-propriété des terres des catégories IA et IA-N.

20 Droit du
Québec sur ses
terres et
ressources

(2) Sous réserve des autres dispositions de la présente loi, la bande a l'usage et le bénéfice exclusifs des terres de catégorie IA ou IA-N qui lui sont attribuées et des ressources naturelles qui s'y trouvent; à ce titre, elle dispose sur ces terres et ressources des droits d'administration, de régie, de contrôle, d'usage et de jouissance d'un propriétaire et peut les exercer à toutes fins utiles, notamment communautaires, commerciales, industrielles ou résidentielles.

25 Droits de la
bande sur ses
terres et
ressources

Soapstone Deposits

Band ownership
of soapstone
deposits

110. All deposits of

(a) soapstone, and

(b) any other similar material used for traditional arts and crafts of the Crees or Naskapis

Dépôts de stéatite

110. La bande a, sur les terres de catégorie IA ou IA-N qui lui sont attribuées, la propriété :

a) de tous les dépôts de stéatite;

35 Propriété des
dépôts de
stéatite

on Category IA or IA-N land of a band are the property of the band.

b) des autres matériaux analogues qui sont utilisés dans les travaux d'art et d'artisanat traditionnels des Cris et des Naskapis.

Forest Resources

111. (1) A band has the exclusive right to the commercial exploitation of forest resources on its Category IA or IA-N land without the payment of stumpage dues, but it may not exercise the right conferred on it by this subsection, either directly or through persons authorized by the band, unless it obtains from the provincial Minister responsible therefor, cutting rights or a licence to cut timber, as required by section 58 (in the case of a Cree band) or section 191-40 (in the case of the Naskapi band) of *An Act respecting the land regime in the James Bay and New Quebec territories* (Quebec).

(2) An authorization from a band to a person for commercial exploitation of forest resources on the band's Category IA or IA-N land requires the approval of the electors of the band at a special band meeting or referendum at which at least twenty-five per cent of the electors voted on the matter.

(3) Subject to any by-law of the band made under section 45 restricting or prohibiting the use of forest resources, a member of a band may use forest resources on the Category IA or IA-N land of his band for personal or community purposes.

Ressources forestières

111. (1) La bande a le droit exclusif d'exploiter commercialement les ressources forestières des terres de catégorie IA ou IA-N qui lui sont attribuées sans être tenue de payer des droits de coupe; elle ne peut toutefois exercer ce droit, ni directement ni par personne interposée munie de son autorisation, que si elle a obtenu du ministre compétent de la province les droits ou permis de coupe prévus, pour une bande crie, par l'article 58 et, pour la bande naskapie, par l'article 191-40 de la *Loi sur le régime des terres dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec* (Québec).

(2) La bande ne peut autoriser quiconque à exploiter commercialement les ressources forestières des terres de catégorie IA ou IA-N qui lui sont attribuées qu'après approbation donnée en assemblée extraordinaire ou par référendum, avec un taux de participation au vote d'au moins vingt-cinq pour cent.

(3) Sous réserve des règlements administratifs pris en application de l'article 45 limitant ou interdisant l'usage des ressources forestières, les membres de la bande peuvent faire usage, à des fins personnelles ou communautaires, des ressources forestières des terres de catégorie IA ou IA-N qui sont attribuées à la bande.

5 Obtention de permis

Approbation par les électeurs

Droit des membres

Gravel

112. A band, where it has obtained a permit from the ministre de l'Énergie et des Ressources of Quebec pursuant to section 56 (in the case of a Cree band) or section 191-38 (in the case of the Naskapi band) of *An Act respecting the land regime in the James Bay and New Quebec territories* (Quebec), may use, in accordance with that permit, gravel and other similar material generally used for personal or community earthworks.

Gravier

112. La bande titulaire d'un permis délivré par le ministre de l'Énergie et des Ressources de la province conformément à l'article 56, pour une bande crie, et à l'article 191-38, pour la bande naskapie, de la *Loi sur le régime des terres dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec* (Québec) peut, dans les conditions précisées par le permis, faire usage, à des fins personnelles ou communautaires, du gravier ainsi que des autres matériaux analogues

Band's rights subject to provincial control

Where approval required at band meeting

Right of member of band

Gravel

Gravier

employés généralement dans les travaux de terrassement.

Mineral, Subsurface and Mining Rights

Droits relatifs aux minéraux et droits tréfonciers

Mineral and subsurface rights

113. (1) Subject to this Act, Quebec retains the ownership of all mineral rights and subsurface rights on Category IA and IA-N land.

113. (1) Sous réserve des autres dispositions de la présente loi, le Québec conserve la propriété de tous les droits relatifs aux minéraux et des droits tréfonciers sur les terres des catégories IA et IA-N.

Sol et sous-sol

Consent and compensation requirements

(2) Subject to subsection (3), after November 11, 1975 (in the case of Category IA land) or January 31, 1978 (in the case of Category IA-N land) no mineral right or subsurface right on Category IA or IA-N land of a band may be granted or exercised and no mineral or other subsurface material or substance may be mined or extracted from such land without the consent of the band and payment to the band of compensation agreed to by the band.

(2) Sous réserve du paragraphe (3), l'octroi des droits relatifs aux minéraux et des droits tréfonciers sur les terres de catégorie IA ou IA-N, l'exercice de ces droits et l'extraction ou l'exploitation de minerais ou d'autres substances ou minéraux souterrains sont subordonnés, après le 11 novembre 1975, dans le cas des terres de catégorie IA, et après le 31 janvier 1978, dans le cas des terres de catégorie IA-N, au consentement et à l'indemnisation de la bande, selon un montant agréé par elle.

Consentement et indemnisation

Exception

(3) A holder of an exploration permit described in section 114 or of a right or title described in section 115 may, without the consent and payment referred to in subsection (2) but subject to section 116 and the payment of compensation as set out in that section, explore for and exploit minerals on adjacent Category IA or IA-N land if those minerals extend continuously from the minerals that are the object of the permit, right or title.

(3) Le titulaire d'un permis d'exploration visé à l'article 114 ou d'un droit ou titre visé à l'article 115 peut, sans le consentement ni l'indemnisation mentionnés au paragraphe (2), mais sous réserve de l'article 116 et du versement de l'indemnité qui y est prévue, prospecter et exploiter un gisement de minéraux situé dans des terres de catégorie IA ou IA-N et formant le prolongement ininterrompu du gisement, situé dans un périmètre contigu à ces terres, qui fait l'objet du permis, droit ou titre.

Exception

Where approval required at band meeting

(4) The following require approval by the electors of a band at a special band meeting or referendum at which at least twenty-five per cent of the electors voted on the matter:

- (a) the giving by the band of the consent referred to in subsection (2);
- (b) a grant by the band of a right or interest in its Category IA or IA-N land in connection with the giving of the consent referred to in subsection (2); and
- (c) the band's agreement as to the type and amount of the compensation referred to in subsection (2).

(4) Les points qui suivent exigent l'approbation des électeurs de la bande en assemblée extraordinaire ou par référendum, avec un taux de participation au vote d'au moins vingt-cinq pour cent :

Approbation des électeurs

- a) le consentement visé au paragraphe (2);
- b) l'octroi du droit ou de l'intérêt visé par ce consentement;
- c) la nature et le montant de l'indemnisation visée au paragraphe (2).

40

Société de développement de la Baie James

114. Where an exploration permit was granted by Quebec to the Société de développement de la Baie James,

114. La Société de développement de la Baie James, dans les cas où elle est titulaire

Société de développement de la Baie James

loppement de la Baie James prior to November 11, 1975 for land that subsequently became Category IA land pursuant to the James Bay and Northern Quebec Agreement, the Société de développement de la Baie James may, in accordance with that exploration permit and subject to subsections 116(1) and (2), use that Category IA land to carry out exploration activities and exploit mineral deposits.

Holders of prior rights or titles to minerals

115. (1) A holder of a right or title (including a mining claim, development licence, exploration permit, mining concession and mining lease) to minerals ("minerals" as defined in the *Mining Act* (Quebec) as it read on November 11, 1975) granted before November 11, 1975 on land surrounded by or adjacent to land that subsequently became Category IA land pursuant to the James Bay and Northern Quebec Agreement may, subject to subsections 116(1) and (2), use that Category IA land to the extent necessary for the exercise of his right or title.

Idem

(2) A holder of a right or title (including a mining claim, development licence, exploration permit, mining concession and mining lease) to minerals ("minerals" as defined in the *Mining Act* (Quebec) as it read on January 31, 1978) granted before January 31, 1978 on land surrounded by or adjacent to land that subsequently became Category IA-N land pursuant to the Northeastern Quebec Agreement may, subject to subsections 116(3) and (4), use that Category IA-N land to the extent necessary for the exercise of his right or title.

Manner in which rights must be exercised

116. (1) The rights conferred by subsection 113(3), section 114 and subsection 115(1) may not be exercised otherwise than in accordance with Division XXII of the *Mining Act* (Quebec) as it read on November 11, 1975, except that the expropriation of servitudes provided for by that Division shall be restricted to temporary servitudes.

Compensation to band

(2) Where Category IA land is used pursuant to subsection 113(3), section 114 or

d'un permis d'exploration délivré par le Québec avant le 11 novembre 1975 pour des terres ultérieurement constituées en terres de catégorie IA aux termes de la Convention de la Baie James et du Nord québécois, peut, sous réserve des paragraphes 116(1) et (2), faire usage de ces terres, dans les conditions précisées par le permis, à des fins de prospection et d'exploitation de gisements de minéraux.

10

Droits acquis

115. (1) Le titulaire d'un droit ou d'un titre, notamment d'un claim, d'un permis de mise en valeur, d'un permis d'exploration, d'une concession minière ou d'un bail minier octroyé avant le 11 novembre 1975, relatif à des minéraux (au sens donné à «minéraux» par la *Loi des mines* (Québec), en sa rédaction à cette date) et portant sur un périmètre enclavé dans des terres, ou contigu à des terres, ultérieurement constituées en terres de catégorie IA aux termes de la Convention de la Baie James et du Nord québécois, peut, sous réserve des paragraphes 116(1) et (2), faire usage de ces terres dans la mesure nécessaire à l'exercice de son droit ou titre.

25

Idem

(2) Le titulaire d'un droit ou d'un titre, notamment d'un claim, d'un permis de mise en valeur, d'un permis d'exploration, d'une concession minière ou d'un bail minier octroyé avant le 31 janvier 1978, relatif à des minéraux (au sens donné à «minéraux» par la *Loi des mines* (Québec), en sa rédaction à cette date) et portant sur un périmètre enclavé dans des terres, ou contigu à des terres, ultérieurement constituées en terres de catégorie IA-N aux termes de la Convention du Nord-Est québécois, peut, sous réserve des paragraphes 116(3) et (4), faire usage de ces terres dans la mesure nécessaire à l'exercice de son droit ou titre.

40

Modalités d'exercice des droits

116. (1) Les droits visés au paragraphe 113(3), à l'article 114 et au paragraphe 115(1) ne peuvent s'exercer que conformément à la section XXII de la *Loi des mines* (Québec), en sa rédaction au 11 novembre 1975, sauf que l'établissement des servitudes que prévoit cette section se limite aux servitudes temporaires.

Indemnisation de la bande

(2) La bande crie concernée reçoit, à titre d'indemnisation pour l'usage, dans les condi-

50

subsection 115(1), compensation shall be paid to the Cree band in question

(a) in the form of an equal area of land, where the Category IA land is used for a purpose other than exploration; or

(b) where the Category IA land is used for the purpose of exploration, in an amount equivalent to that paid to Quebec for the use of its land in similar cases.

(3) The right conferred by subsection 115(2) may not be exercised otherwise than in accordance with Division XXII of the *Mining Act* (Quebec) as it read on January 31, 1978, except that the expropriation of servitudes provided for by that Division shall be restricted to temporary servitudes.

(4) Where Category IA-N land is used pursuant to subsection 113(3) or 115(2), compensation shall be paid to the Naskapi band

(a) in the form of an equal area of land, where the Category IA-N land is used for a purpose other than exploration; or

(b) where the Category IA-N land is used for the purpose of exploration, in an amount equivalent to that paid to Quebec for the use of its land in similar cases.

(5) Where compensation is payable under paragraph (2)(a) or paragraph (4)(a), sections 125 and 126 apply, with such modifications as the circumstances require.

Pre-Existing Rights and Interests on Category IA and IA-N Land

117. (1) A holder of any lease, occupation permit or other grant or authorization the term of which lease, permit, grant or authorization had not expired at the coming into force of this Part, granted in writing by Quebec before November 11, 1975 on land that subsequently became Category IA land pursuant to the James Bay and Northern Quebec Agreement, may continue to exercise his rights under such lease, permit, grant or authorization, as if the land were Category III land, until the end of the term fixed therein, or, where the term is renewed on or after November 11, 1975, until the end of the renewal period.

tions prévues au paragraphe 113(3), à l'article 114 ou au paragraphe 115(1), des terres de catégorie IA qui lui sont attribuées :

a) des terres de superficie égale, s'il ne s'agit pas d'exploration;

b) s'il s'agit d'exploration, un montant équivalent à celui qui est versé au Québec pour un usage comparable des terres de celle-ci.

(3) Les droits visés au paragraphe 115(2) ne peuvent s'exercer que conformément à la section XXII de la *Loi des mines* (Québec), en sa rédaction au 31 janvier 1978, sauf que l'établissement des servitudes que prévoit cette section se limite aux servitudes temporaires.

(4) La bande naskapie reçoit, à titre d'indemnisation pour l'usage, dans les conditions prévues aux paragraphes 113(3) ou 115(2), des terres de catégorie IA-N qui lui sont attribuées :

a) des terres de superficie égale, s'il ne s'agit pas d'exploration;

b) s'il s'agit d'exploration, un montant équivalent à celui qui est versé au Québec pour un usage comparable des terres de celle-ci.

(5) Les articles 125 et 126 s'appliquent, compte tenu des adaptations de circonstance, aux indemnités foncières visées aux alinéas (2)a) ou (4)a).

Droits et intérêts acquis sur les terres des catégories IA et IA-N

117. (1) Le titulaire d'un droit, notamment bail, permis d'occupation ou autre concession ou autorisation, encore existant à l'entrée en vigueur de la présente partie et octroyé par écrit par le Québec avant le 11 novembre 1975 sur des terres ultérieurement constituées en terres de catégorie IA aux termes de la Convention de la Baie James et du Nord québécois peut exercer son droit comme s'il s'agissait de terres de catégorie III, jusqu'au terme prévu dans son titre ou, en cas de reconduction octroyée à cette date ou ultérieurement, jusqu'au nouveau terme.

Manner in which rights must be exercised

Compensation to band

Procedure re replacement land

Certain pre-existing rights on IA land to continue until expiry

Modalités d'exercice des droits

Indemnisation de la bande

Indemnités foncières

Terres de catégorie IA

Certain
pre-existing
rights on IA-N
land to continue
until expiry

(2) A holder of any lease, occupation permit or other grant or authorization the term of which lease, permit, grant or authorization had not expired at the coming into force of this Part, granted in writing by Quebec before January 31, 1978 on land that subsequently became Category IA-N land pursuant to the Northeastern Quebec Agreement, may continue to exercise his rights under such lease, permit, grant or authorization, as if the land were Category III land, until the end of the term fixed therein, or, where the term is renewed on or after January 31, 1978, until the end of the renewal period.

(2) Le titulaire d'un droit, notamment bail, permis d'occupation ou autre concession ou autorisation, encore existant à l'entrée en vigueur de la présente partie et octroyé par écrit par le Québec avant le 31 janvier 1978 sur des terres ultérieurement constituées en terres de catégorie IA-N aux termes de la Convention du Nord-Est québécois peut exercer son droit comme s'il s'agissait de terres de catégorie III, jusqu'au terme prévu dans son titre ou, en cas de reconduction octroyée à cette date ou ultérieurement, jusqu'au nouveau terme.

Terres de
catégorie IA-N

Replacement of
previously held
rights and
interests

(3) Where, immediately before the coming into force of this Part, a person held a right or interest, lawfully granted by the Minister or by an *Indian Act* Cree band,

(a) in Category IA land,

(b) in land that became Category IA land by virtue of the James Bay and Northern Quebec Agreement, or

(c) in a building situated on land described in paragraph (a) or (b),

that band's successor band under this Act shall, if that person so requests within two years after the coming into force of Part VIII, forthwith grant to that person under that Part a right or interest that is equivalent to the person's former right or interest, whereupon the person's former right or interest expires; and where the person does not make the request within two years after the coming into force of Part VIII, that person's former right or interest expires at the end of that period.

(3) La bande crie concernée est tenue d'octroyer immédiatement, sous le régime de la partie VIII, au titulaire d'un droit octroyé légalement par le ministre ou la bande antérieure crie sur des terres de catégorie IA, sur des terres ultérieurement constituées en terres de catégorie IA aux termes de la Convention de la Baie James et du Nord québécois ou sur un bâtiment situé sur ces terres, un droit équivalent à celui dont l'intéressé était titulaire jusqu'à l'entrée en vigueur de la présente partie, à condition que celui-ci fasse la demande dans les deux ans suivant l'entrée en vigueur de la partie VIII. L'ancien droit est dès lors remplacé par le nouveau ou, à défaut de demande dans le délai prévu, s'éteint à l'expiration de celui-ci.

Octroi d'un
droit équiva-
lent : terres de
catégorie IA

Idem, for IA-N
land

(4) Where, immediately before the coming into force of this Part, a person held a right or interest, lawfully granted by the Minister or by the *Indian Act* Naskapis de Schefferville band,

(a) in Category IA-N land,

(b) in land that became Category IA-N land by virtue of the Northeastern Quebec Agreement, or

(c) in a building situated on land described in paragraph (a) or (b),

(4) La bande naskapie est tenue d'octroyer immédiatement, sous le régime de la partie VIII, au titulaire d'un droit octroyé légalement par le ministre ou la bande antérieure des Naskapis de Schefferville sur des terres de catégorie IA-N, sur des terres ultérieurement constituées en terres de catégorie IA-N aux termes de la Convention du Nord-Est québécois ou sur un bâtiment situé sur ces terres, un droit équivalent à celui dont l'intéressé était titulaire jusqu'à l'entrée en vigueur de la présente partie, à condition que

Idem : terres de
catégorie IA-N

the Naskapi band shall, if that person so requests within two years after the coming into force of Part VIII, forthwith grant to that person under that Part a right or interest that is equivalent to the person's former right or interest, whereupon the person's former right or interest expires; and where the person does not make the request within two years after the coming into force of Part VIII, that person's former right or interest 10 expires at the end of that period.

Previous
possession or
occupation

(5) Where, immediately before the coming into force of this Part, a person was in possession of, or occupied, with the explicit consent of an *Indian Act* Cree band,

(a) Category IA land of that band,

(b) land that became Category IA land of that band by virtue of the James Bay and Northern Quebec Agreement, or

(c) a building owned by that band and situated on land described in paragraph (a) or (b),

but that person was not a holder of a right or interest in that land or building referred to in subsection (1) or (3), that band's successor 25 band under this Act shall, if that person so requests within two years after the coming into force of Part VIII, forthwith grant to that person under that Part a right or interest in such land or building that is equitable 30 in the circumstances, taking into account that possession or occupation and all other relevant factors.

Idem, for IA-N
land

(6) Where, immediately before the coming into force of this Part, a person was in 35 possession of, or occupied, with the explicit consent of the *Indian Act* Naskapis de Schefferville band,

(a) Category IA-N land of that band,

(b) land that became Category IA-N land 40 of that band by virtue of the Northeastern Quebec Agreement, or

(c) a building owned by that band and situated on land described in paragraph (a) or (b),

but that person was not a holder of a right or interest in that land or building referred to in

celui-ci en fasse la demande dans les deux ans suivant l'entrée en vigueur de la partie VIII. L'ancien droit est dès lors remplacé par le nouveau ou, à défaut de demande dans le 5 délai prévu, s'éteint à l'expiration de celui-ci. 5

(5) La bande crie concernée est tenue d'octroyer immédiatement, sous le régime de la partie VIII, à la personne qui, avec le 15 consentement explicite de la bande antérieure crie et jusqu'à l'entrée en vigueur de la 10 présente partie, possédait ou occupait des terres de catégorie IA, des terres ultérieurement constituées en terres de catégorie IA aux termes de la Convention de la Baie James et du Nord québécois ou un bâtiment 15 de la bande antérieure crie situé sur ces terres, sans que cette personne soit titulaire d'un droit ou d'un intérêt visés aux paragraphes (1) ou (3), sur ces terres ou ce bâtiment, un droit ou un intérêt qui soit équita- 20 ble en l'occurrence, compte tenu de la possession ou de l'occupation elle-même et des circonstances, à condition que l'intéressé en fasse la demande dans les deux ans suivant l'entrée en vigueur de la partie VIII. 25

Cas de
possession ou
d'occupation :
terres de
catégorie IA

(6) La bande naskapie est tenue d'octroyer immédiatement, sous le régime de la partie VIII, à la personne qui, avec le consentement explicite de la bande antérieure des Naskapis de Schefferville et jusqu'à l'entrée en vigueur 30 de la présente partie, possédait ou occupait des terres de catégorie IA-N, des terres ultérieurement constituées en terres de catégorie IA-N aux termes de la Convention du Nord-Est québécois ou un bâtiment de la bande 35 antérieure des Naskapis de Schefferville situé sur ces terres, sans que cette personne soit titulaire d'un droit ou d'un intérêt visés aux paragraphes (2) ou (4), sur ces terres ou ce bâtiment, un droit ou un intérêt qui soit 40

Idem : terres de
catégorie IA-N

subsection (2) or (4), the Naskapi band shall, if that person so requests within two years after the coming into force of Part VIII, forthwith grant to that person under that Part a right or interest in such land or building that is equitable in the circumstances, taking into account that possession or occupation and all other relevant factors.

équitable en l'occurrence, compte tenu de la possession ou de l'occupation elle-même et des circonstances, à condition que l'intéressé en fasse la demande dans les deux ans suivant l'entrée en vigueur de la partie VIII.

Certain restrictions applicable

(7) Subsections 132(2) and (4) and section 137 apply, with such modifications as the circumstances require, in respect of a grant by a band of a right or interest in land pursuant to subsection (3), (4), (5) or (6).

(7) Les paragraphes 132(2) et (4) et l'article 137 s'appliquent, compte tenu des adaptations de circonstance, à l'octroi par la bande de droits ou d'intérêts sur des terres en application des paragraphes (3), (4), (5) ou (6).

Restrictions applicables

PART VII

EXPROPRIATION OF CATEGORY IA OR IA-N LAND BY QUEBEC

PARTIE VII

EXPROPRIATION DES TERRES DE CATÉGORIE IA OU IA-N PAR LE QUÉBEC

Definition of "expropriating authority"

118. In this Part, "expropriating authority" means

(a) Quebec; or

(b) any public body having the power of expropriation under the laws of the Province and specifically authorized by Quebec to carry out the expropriation in question.

118. Dans la présente partie, «autorité» s'entend, selon le cas :

a) du Québec;

b) de tout organisme public investi, sous le régime des lois de la province, du pouvoir d'expropriation et autorisé par le Québec, dans le cas particulier en cause, à y procéder.

Définition d'«autorité»

Expropriations

119. (1) An expropriating authority may not expropriate any Category IA or IA-N land or any interest therein except as provided by this Part.

119. (1) L'autorité ne peut procéder à l'expropriation des terres des catégories IA et IA-N ou d'un intérêt sur ces terres que conformément aux dispositions de la présente partie.

Expropriation des terres

Quebec Expropriation Act

(2) The Expropriation Act (Quebec) applies to expropriations under this Part, except to the extent that it is inconsistent with or in conflict with this Act, in which case this Act prevails to the extent of the inconsistency or conflict.

(2) La Loi sur l'expropriation du Québec régit, sauf incompatibilité avec la présente loi, les expropriations effectuées en application de la présente partie.

Loi sur l'expropriation (Québec)

Expropriation of IA and IA-N land for public services or structures

120. (1) Subject to this Part, an expropriating authority may expropriate in full ownership any Category IA or IA-N land or any building thereon, or may expropriate a servitude over any Category IA or IA-N land, but only for the purpose of, and to the

120. (1) Sous réserve des autres dispositions de la présente partie, l'autorité peut exproprier en pleine propriété des terres de catégorie IA ou IA-N, y établir des servitudes ou exproprier les bâtiments qui y sont situés. Cette faculté ne peut toutefois s'exer-

Expropriation pour cause d'utilité publique

extent necessary for, the establishment of the following public services or structures:

- (a) infrastructures, such as regional roads and arteries, bridges, airports, maritime structures and protection and irrigation facilities; 5
- (b) services normally provided by local or municipal governments, including water systems, sewers, purification plants, treatment plants and fire protection services; 10
- (c) public utilities, including electricity, gas and oil, and telephone and other types of telecommunications;
- (d) gas or oil pipelines, and energy transmission lines, subject to subsection (2); 15 and
- (e) any other service or structure similar to those mentioned in paragraphs (a) to (d) established pursuant to the laws of the Province. 20

(2) An expropriating authority may expropriate for a purpose mentioned in paragraph (1)(d) only if

- (a) the expropriating authority has previously made all reasonable efforts to locate 25 the pipeline or transmission line on
 - (i) Category III land,
 - (ii) Category II land, in the case of an expropriation of Category IA land or of a servitude over Category IA land, or 30
 - (iii) Category II-N land, in the case of an expropriation of Category IA-N land or of a servitude over Category IA-N land

and has been unable to do so at a cost 35 substantially equivalent to or lower than the cost of locating the pipeline or transmission line on Category IA or IA-N land, as the case may be; and

- (b) the pipeline or transmission line is to 40 be located as far as possible from the centre of any residential area located on Category IA or IA-N land, and, in the case of Category IA land, at least eight kilometres from such centre. 45

cer qu'aux fins de la mise en place des ouvrages et des services publics suivants :

- a) travaux d'infrastructure, notamment construction de voies de communication régionales, de ponts, d'aéroports, réalisation d'ouvrages maritimes, de protection et d'irrigation; 5
- b) services normalement assurés par les administrations locales ou municipales, notamment en ce qui concerne les adduc- 10 tions d'eau, les égouts, les usines d'épuration et de traitement et la protection anti-incendie;
- c) équipements collectifs notamment pour l'électricité, le gaz et le pétrole, ainsi que 15 pour le téléphone et les autres modes de télécommunication;
- d) sous réserve du paragraphe (2), gazoducs ou oléoducs et lignes de transport d'énergie; 20
- e) services ou construction d'ouvrages analogues à ceux mentionnés aux alinéas a) à d) et mis en place conformément aux lois de la province.

(2) Dans le cas d'un ouvrage visé à l'alinéa 25 (1)d), l'expropriation ne peut s'effectuer qu'aux conditions suivantes : Canalisations et lignes de transport d'énergie

- a) l'autorité n'a pas réussi, malgré des efforts sérieux, à obtenir, pour un coût inférieur ou sensiblement équivalent à 30 celui de l'implantation de l'ouvrage sur des terres de catégorie IA ou IA-N, selon le cas, que celui-ci soit implanté :

- (i) soit sur des terres de catégorie III,
- (ii) soit sur des terres de catégorie II, 35 dans le cas de l'expropriation de terres de catégorie IA ou de l'établissement d'une servitude sur ces terres,
- (iii) soit sur des terres de catégorie II-N, dans le cas de l'expropriation de 40 terres de catégorie IA-N ou de l'établissement d'une servitude sur ces terres;

- b) il est prévu d'implanter l'ouvrage le plus loin possible du centre des zones résidentielles situées sur des terres de catégo- 45 rie IA ou IA-N, et, de toute façon, à au moins huit kilomètres de ce centre, s'il s'agit de terres de catégorie IA.

What may be expropriated	121. (1) Except as provided in subsections (2) and (3), an expropriating authority may expropriate only servitudes.	121. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), l'autorité ne peut, par voie d'expropriation, qu'établir des servitudes.	Cas général : servitudes
Expropriation in full ownership where necessary	(2) Where a service or structure mentioned in subsection 120(1) cannot be established without a taking of the full use and enjoyment of the Category IA or IA-N land, the expropriating authority may expropriate the land in full ownership.	(2) L'autorité peut exproprier en pleine propriété des terres de catégorie IA ou IA-N si c'est le seul moyen de réaliser l'une des fins visées au paragraphe 120(1).	Expropriation en pleine propriété
Expropriation in full ownership required in certain cases	(3) Where the expropriation of a servitude for the establishment of a service or structure mentioned in subsection 120(1) would effectively prevent the use or enjoyment by the band or its members of the land on which the service or structure is to be established, the expropriating authority may not expropriate the servitude in question but may only expropriate the land in full ownership.	(3) L'autorité ne peut qu'exproprier des terres en pleine propriété dans les cas où l'établissement d'une servitude pour l'une des fins visées au paragraphe 120(1) priverait en fait la bande ou ses membres de leur droit d'usage ou de jouissance sur ces terres.	Idem
Band entitled to compensation	122. (1) Subject to section 123, a band is entitled to compensation from the expropriating authority in accordance with this section.	122. (1) Sous réserve de l'article 123, la bande a le droit de recevoir de l'autorité l'indemnité prévue au présent article.	Indemnisation de la bande
Compensation in land	(2) A band is entitled to be compensated with an equal area of land where the expropriation is for a purpose mentioned in paragraph 120(1)(d).	(2) La bande a le droit de recevoir, à titre d'indemnité pour des terres expropriées à l'une des fins visées à l'alinéa 120(1)d), des terres de superficie égale.	Indemnité foncière
Compensation in money	(3) A band is entitled to be compensated in money in respect of an expropriation of a servitude for a purpose mentioned in paragraph 120(1)(a), (b), (c) or (e), and the amount of compensation must be approved by the electors of the band at a special band meeting or referendum at which at least twenty-five per cent of the electors voted on the matter.	(3) La bande a le droit de recevoir, pour les servitudes établies à l'une des fins visées aux alinéas 120(1)a), b), c), ou e), une indemnité pécuniaire dont le montant doit être approuvé en assemblée extraordinaire ou par référendum, avec un taux de participation au vote d'au moins vingt-cinq pour cent.	Indemnité pécuniaire
Compensation in land or money or both	(4) A band is entitled to be compensated with an equal area of land or in money, or partly with land and partly in money, at the band's option, in respect of land expropriated in full ownership for a purpose mentioned in paragraph 120(1)(a), (b), (c) or (e), and the type and amount of compensation must be approved by the electors of the band at a special band meeting or referendum at which at least twenty-five per cent of the electors voted on the matter.	(4) La bande a le droit, à son choix, de recevoir, pour les terres expropriées en pleine propriété à l'une des fins visées aux alinéas 120(1)a), b), c) ou e), soit une indemnité foncière consistant en des terres de superficie égale, soit une indemnité pécuniaire, soit une indemnité mixte foncière et pécuniaire. La nature et le montant de l'indemnité doivent être approuvés en assemblée extraordinaire ou par référendum, avec un taux de participation au vote d'au moins vingt-cinq pour cent.	Indemnité foncière, pécuniaire ou mixte
Special provision for Naskapi band	(5) Notwithstanding subsections (2) and (4), the expropriating authority may com-	(5) Par dérogation aux paragraphes (2) et (4), l'autorité peut ne verser à la bande	Cas des Naskapis

pensate the Naskapi band exclusively in money in the circumstances described in the third paragraph of section 191-22 of *An Act respecting the land regime in the James Bay and New Quebec territories* (Quebec).

Where no compensation payable

123. A band is not entitled to any compensation where the expropriation is for a purpose mentioned in paragraph 120(1)(a), (b), (c) or (e) and the service or structure in question is of direct benefit to the members of the band as a community or to a significant portion of the band's Category IA or IA-N land.

Services deemed to be of direct benefit

124. (1) For the purposes of section 123, the following services or structures shall be deemed to be of direct benefit under that section:

- (a) services expressly requested by a band from the expropriating authority;
- (b) essential services for the use of the members of a band as a community;
- (c) local services normally provided by a municipal or local government, including local roads, bridges, airports and other similar services; and
- (d) local services normally provided by a public utility.

Statement on expropriation notice

(2) An expropriating authority shall indicate on an expropriation notice whether or not the service or structure to be established on the land being expropriated is, in the opinion of the expropriating authority, of direct benefit to the members of the band as a community or to a significant portion of the band's Category IA or IA-N land.

Idem

(3) Where the expropriating authority referred to in subsection (2) fails to indicate its opinion in accordance with that subsection or indicates that, in its opinion, the service or structure referred to in subsection (2) is not of direct benefit to the members of the band as a community or to a significant portion of the band's Category IA or IA-N land, the service or structure shall be deemed, for the purposes of this Part, not to be of direct benefit to the members of the

naskapie qu'une indemnité pécuniaire dans les circonstances visées au troisième alinéa de l'article 191-22 de la *Loi sur le régime des terres dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec* (Québec).

5

Non-indemnisation

123. La bande n'a droit à aucune indemnité dans les cas où l'expropriation a pour objet l'une des fins visées aux alinéas 120(1)a), b), c) ou e) et que la réalisation de cette fin présente un avantage direct pour les membres de la bande en tant que communauté ou pour une partie considérable des terres de catégorie IA ou IA-N qui lui ont été attribuées.

124. (1) La réalisation des fins visées à l'article 123 est considérée comme présentant un avantage direct dans les cas suivants :

Notion d'avantage direct

- a) prestation de services expressément demandés par la bande à l'autorité;
- b) prestation des services essentiels pour l'usage des membres de la bande en tant que communauté;
- c) prestation des services normalement assurés par une administration municipale ou locale, notamment en ce qui concerne les routes, ponts ou aéroports locaux et autres services de même nature;
- d) prestation des services d'intérêt local normalement assurés par des entreprises de services publics.

30

Mention du caractère d'avantage direct

(2) L'autorité fait mention, dans l'avis d'expropriation, du caractère d'avantage direct, pour les membres de la bande en tant que communauté ou pour une partie considérable des terres de catégorie IA ou IA-N qui ont été attribuées à la bande, revêtu par la réalisation des fins visées ou, le cas échéant, de l'absence de ce caractère.

(3) Faute de cette mention, ou si l'autorité estime qu'il n'y a pas d'avantage direct, le caractère ne peut être retenu.

Cas de non mention

40

band as a community or to a significant portion of the band's Category IA or IA-N land.

(4) Where a band and an expropriating authority disagree as to whether a service or structure is of direct benefit to the members of the band as a community or to a significant portion of the band's Category IA or IA-N land, or disagree as to whether a service or structure is one described in paragraphs (1)(a) to (d), the issue shall be determined by the Tribunal d'expropriation du Québec, unless the parties have agreed to submit the matter to final and binding arbitration.

(5) In any disagreement referred to in subsection (4), the burden of proof lies on the expropriating authority.

(6) In determining whether a service or structure is one described in paragraph (1)(b), (c) or (d) or whether a service or structure not described in subsection (1) is of direct benefit to the members of a band as a community or to a significant portion of the band's Category IA or IA-N land, regard shall be had to the potential use by the members of the band as a community of the service or structure, the advantages of the service or structure to the members of the band as a community, and the anticipated benefit of the service or structure to the Category IA or IA-N land of the band.

125. (1) Where a band is entitled to be compensated with land under paragraph 116(2)(a), paragraph 116(4)(a) or subsection 122(2) or elects to be compensated wholly or partly with land under subsection 122(4), the following rules apply:

(a) as soon as possible after service of the expropriation notice (where the band has not contested the right to expropriate) or after the final judgment on the right to expropriate (where the band has contested that right), the band shall indicate to the expropriating authority its preference as to the selection of replacement land, which preference must have been agreed to by the electors of the band at a special band meeting or referendum at which at least

(4) En cas de désaccord sur le caractère d'avantage direct ou l'appartenance de la fin visée à l'une des catégories mentionnées aux alinéas (1)a) à d), la question est tranchée par le Tribunal de l'expropriation du Québec, sauf si les parties conviennent d'un arbitrage définitif.

(5) Dans le cas du désaccord visé au paragraphe (4), le fardeau de la preuve incombe à l'autorité.

(6) Pour déterminer l'appartenance de la fin visée à l'une des catégories mentionnées aux alinéas (1)b) à d) ou pour apprécier le caractère d'avantage direct dans un cas d'espèce non prévu au paragraphe (1), il doit être tenu compte de l'usage que peuvent tirer les membres de la bande, en tant que communauté, de la réalisation de la fin en cause, des avantages qu'elle peut leur procurer et qu'elle peut donner aux terres de catégorie IA ou IA-N qui sont attribuées à la bande.

125. (1) Les règles qui suivent s'appliquent aux cas d'indemnisation foncière, totale ou partielle, prévus aux alinéas 116(2)a) ou (4)a) ou aux paragraphes 122(2) ou (4)

a) dans les meilleurs délais suivant la signification de l'avis d'expropriation ou, s'il y a eu contestation du droit d'exproprier, suivant le jugement définitif, la bande indique à l'autorité son choix quant aux terres de remplacement, ce choix devant être approuvé en assemblée extraordinaire ou par référendum, avec un taux de participation au vote d'au moins vingt-cinq pour cent;

b) s'il considère comme inacceptable le choix de la bande, le Québec en tient

Renvoi du litige devant le Tribunal de l'expropriation du Québec

Fardeau de la preuve

Éléments d'appréciation

Règles régissant les indemnités foncières totales ou partielles

Disputes
referrable to
Tribunal
d'expropriation
du Québec

Burden of proof
on expropriat-
ing authority

Factors to be
considered

Rules governing
compensation
wholly or partly
in land

twenty-five per cent of the electors voted on the matter;

(b) if the selection of replacement land proposed by the band under paragraph (a) is not acceptable to Quebec, Quebec shall, taking into account the preference of the band as expressed under that paragraph, propose to the band alternative replacement land that

(i) is

(A) Category II land of the band or Category III land, in the case of a Cree band, or

(B) Category III land, in the case of the Naskapi band,

(ii) is adjacent to Category IA or IA-N land of the band, as the case may be, and

(iii) is double the area of, and has characteristics reasonably similar to those of the expropriated land;

(c) the band may select from the alternative replacement land proposed by Quebec under paragraph (b) an area of land equal to the area of the expropriated land, and such selection must be approved by the electors of the band at a special band meeting or referendum at which at least twenty-five per cent of the electors voted on the matter;

(d) once replacement land has been accepted by the band, the necessary measures shall forthwith be taken by Quebec and Canada to set aside that replacement land as Category IA or IA-N land of the band, as the case may be, unless other arrangements are agreed to between Quebec and the band and approved at a special band meeting or referendum at which at least twenty-five per cent of the electors voted on the matter; and

(e) where no agreement is reached between Quebec and the band as to the selection of replacement land within one hundred and twenty days after service of the expropriation notice (where the band has not contested the right to expropriate) or after the final judgment on the right to expropriate (where the band has contested that right), the compensation to the band

cependant compte pour lui proposer de faire un nouveau choix parmi des terres conformes aux critères suivants :

(i) elles font partie des terres de catégorie II attribuées à la bande ou des terres de catégorie III, s'il s'agit d'une bande crie, ou des terres de catégorie III, s'il s'agit de la bande naskapie,

(ii) elles sont contiguës aux terres de catégorie IA ou IA-N de la bande, selon le cas,

(iii) elles ont une superficie double de celle des terres expropriées et leurs caractéristiques sont suffisamment proches de celles-ci;

c) parmi les terres ainsi proposées, la bande peut choisir une superficie égale à celle des terres expropriées, ce choix devant être approuvé en assemblée extraordinaire ou par référendum, avec un taux de participation au vote d'au moins vingt-cinq pour cent;

d) le nouveau choix effectué, le Québec et le Canada prennent sans délai les mesures nécessaires pour constituer les terres retenues en terres de catégorie IA ou IA-N de la bande intéressée, sauf entente différente conclue entre le Québec et la bande et approuvée en assemblée extraordinaire ou par référendum, avec un taux de participation au vote d'au moins vingt-cinq pour cent;

e) faute d'accord sur l'indemnité foncière entre le Québec et la bande dans les cent vingt jours suivant, selon le cas, la signification de l'avis ou le jugement définitif, l'indemnité foncière est remplacée par une indemnité pécuniaire, dont le montant doit être approuvé en assemblée extraordinaire ou par référendum, avec un taux de participation au vote d'au moins vingt-cinq pour cent. En cas de désaccord des parties sur le montant, c'est l'article 127 qui s'applique.

shall be in the form of money instead of replacement land, and where the parties cannot agree on the amount of money, which amount must be approved by the electors of the band at a special band meeting or referendum at which at least twenty-five per cent of the electors voted on the matter, section 127 applies.

Replacement of
Category II
land

(2) Where, pursuant to clause (1)(b)(i)(A), Category II land is offered by Quebec and accepted by the band, that Category II land shall itself be replaced in accordance with section 74 of *An Act respecting the land regime in the James Bay and New Quebec territories* (Quebec).

(2) Le remplacement des terres de catégorie II acceptées à titre d'indemnité foncière par la bande crie se fait conformément à l'article 74 de la *Loi sur le régime des terres dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec* (Québec).

Remplacement
des terres de
catégorie II

Reclassification
of expropriated
land that is no
longer required

126. Where

(a) a band has been compensated with replacement land pursuant to paragraph 116(2)(a), paragraph 116(4)(a), subsection 122(2) or subsection 122(4), or

(b) no compensation was paid to the band pursuant to section 123,

and subsequently the expropriated land is no longer required by the expropriating authority for the purpose for which it was expropriated, Canada and Quebec shall forthwith, if requested by the band by resolution approved by the electors of the band at a special band meeting or referendum at which at least twenty-five per cent of the electors voted on the matter, take the necessary measures to reclassify the expropriated land as Category IA or IA-N land, as the case may be, and, in the situation described in paragraph (a), shall take the necessary measures to return the replacement land to its former classification.

126. Le Canada et le Québec prennent sans délai les mesures nécessaires pour reclasser en terres de catégorie IA ou IA-N, selon le cas, les terres expropriées dont l'autorité n'a plus besoin pour l'objet de l'expropriation, que la bande ait ou non reçu à cette occasion une indemnité foncière, selon qu'il s'agissait soit des cas prévus aux alinéas 116(2)a) ou (4)a) ou aux paragraphes 122(2) ou (4), soit des cas prévus à l'article 123. Ce reclassement est subordonné à une demande présentée à cet effet par la bande sur résolution approuvée en assemblée extraordinaire ou par référendum, avec un taux de participation au vote d'au moins vingt-cinq pour cent. Le cas échéant, les terres accordées à titre d'indemnité sont reclassées dans leur précédente catégorie.

Reclassement
des terres

Determination
of amount of
money
compensation
referrable to
Tribunal de
l'expropriation
du Québec

127. Where compensation is payable wholly or partly in money pursuant to subsection 122(3) or (4) or paragraph 125(1)(e), and the parties cannot agree on the amount of such compensation, the amount shall be determined by the Tribunal de l'expropriation du Québec in accordance with the *Expropriation Act* (Quebec), unless the parties submit the matter to final and binding arbitration.

127. En cas de désaccord sur l'indemnité pécuniaire prévue aux paragraphes 122(3) ou (4) ou à l'alinéa 125(1)e), le montant est fixé par le Tribunal de l'expropriation du Québec conformément à la *Loi sur l'expropriation* (Québec), sauf si les parties conviennent d'un arbitrage définitif.

Renvoi du litige
pécuniaire

When work
may begin on
service or
structure

128. In any expropriation under this Part, the establishment of the service or structure

128. Dans les cas prévus à la présente partie, le démarrage des travaux nécessités

Démarrage des
travaux

or the commencement of construction related thereto may proceed after sixty days from service of the expropriation notice (where the band has not contested the right to expropriate) or from the final judgment on the right to expropriate (where the band has contested that right), even if negotiations concerning compensation have not been concluded.

When expropriated land ceases to be IA or IA-N land

129. Where Category IA or IA-N land has been expropriated in full ownership under this Part, the expropriated land ceases to be Category IA or IA-N land

(a) in the case where the band is not entitled to any compensation, as of the later of the two following dates:

(i) the date of the final judgment on the contestation of the right to expropriate or, where there is no such contestation, as of the day following the last day on which a motion of contestation may be presented, and

(ii) where the band claims a right to compensation, the date of the final judgment declaring that the band is not entitled to any compensation;

(b) in the case where the band is entitled to compensation in money, or elects pursuant to subsection 122(4) to be compensated in money, the day on which an agreement respecting compensation is concluded or, where there is no agreement as to compensation, as of the date of the final judgment on the amount of compensation pursuant to section 127;

(c) in the case where the band is entitled to compensation in the form of land, or where the band elects pursuant to subsection 122(4) to be compensated entirely in land, the latest of the following days:

(i) the day on which Canada sets aside the replacement land as Category IA or IA-N land of the band,

(ii) the day on which an agreement on money compensation pursuant to paragraph 125(1)(e) is concluded, and

(iii) the day of the final judgment on the amount of money compensation, where there has been no agreement on

par la réalisation de l'objet de l'expropriation peut se faire à l'issue d'un délai de soixante jours suivant, selon le cas, la signification de l'avis ou le jugement définitif mentionnés à l'alinéa 125(1)a), même si les négociations relatives à l'indemnité n'ont pas encore abouti.

129. Les terres de catégorie IA ou IA-N qui ont été expropriées en pleine propriété cessent de faire partie de cette catégorie :

a) dans les cas où la bande ne peut recevoir d'indemnité, à la dernière des dates suivantes :

(i) à la date du jugement définitif portant sur le droit d'exproprier ou, s'il n'y a pas eu contestation, le lendemain de la date d'expiration du délai de contestation du droit d'exproprier,

(ii) à la date du jugement définitif portant que la bande n'a pas droit à une indemnité;

b) dans les cas où la bande a droit à une indemnité pécuniaire ou choisit ce mode d'indemnisation en vertu du paragraphe 122(4), à la date de l'accord conclu à cet égard ou, s'il y a eu contestation, à la date du jugement définitif prévu à l'article 127;

c) dans les cas où la bande a droit à une indemnité foncière ou choisit ce mode d'indemnisation en vertu du paragraphe 122(4), à la dernière des dates suivantes :

(i) la date où les terres de remplacement sont mises de côté par le Canada comme terres de catégorie IA ou IA-N,

(ii) la date où l'accord sur l'indemnité pécuniaire est conclu conformément à l'alinéa 125(1)e),

(iii) la date du jugement définitif sur l'indemnité pécuniaire s'il n'y a pas sur celle-ci l'accord visé à l'alinéa 125(1)e);

d) dans les cas où la bande choisit l'indemnité mixte foncière et pécuniaire prévue au paragraphe 122(4), à la dernière des dates suivantes :

(i) la date où les terres de remplacement sont mises de côté par le Canada comme terres de catégorie IA ou IA-N,

Date de prise d'effet du reclassement

money compensation under paragraph 125(1)(e); or

(d) in the case where the band elects, pursuant to subsection 122(4), to take compensation partly in the form of land and partly in money, the latest of the following days:

(i) the day on which Canada sets aside replacement land as Category IA or IA-N land of the band,

(ii) the day on which an agreement on money compensation is concluded,

(iii) the day on which, failing an agreement as to replacement land, an agreement on money compensation pursuant to paragraph 125(1)(e) is concluded, and

(iv) the day of the final judgment on the amount of money compensation, where the amount of money compensation is not agreed on.

(ii) la date où est conclu l'accord sur l'indemnité pécuniaire,

(iii) la date où, en cas de désaccord sur l'indemnité foncière, l'accord sur l'indemnité pécuniaire est conclu conformément à l'alinéa 125(1)e),

(iv) la date du jugement définitif sur l'indemnité pécuniaire, s'il n'y a pas d'accord sur celle-ci.

PART VIII

DISPOSITIONS OF RIGHTS AND INTERESTS IN CATEGORY IA AND IA-N LAND AND BUILDINGS

Definitions

130. (1) In this Part,

“lease”
«bail»

“lease” does not include an emphyteutic lease;

“transfer”
«transfert»

“transfer” means a transfer made directly or indirectly, but does not include a transfer by testamentary or intestate succession.

Deemed transfer of corporation's right or interest

(2) For the purposes of this Part, where a corporation holds a right or interest in Category IA or IA-N land and subsequently there is a change in the effective voting control of that corporation (otherwise than by testamentary or intestate succession), a transfer of that right or interest shall be deemed to have occurred.

Civil Codes

(3) In construing the nature and extent of the rights and interests listed in subsection 132(1), reference shall be had to the *Civil Code of Quebec* and the *Civil Code of Lower Canada* to the extent that they are not incon-

PARTIE VIII

OCTROI DE DROITS ET D'INTÉRÊTS SUR LES TERRES DES CATÉGORIES IA ET IA-N ET LES BÂTIMENTS QUI S'Y TROUVENT.

130. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.

«bail» Tout bail, à l'exclusion des baux emphytéotiques.

«transfert» Tout transfert direct ou indirect, à l'exclusion des transferts par testament ou par succession *ab intestat*.

(2) Pour l'application de la présente partie, la modification du contrôle réel d'une personne morale — pourvu que ce ne soit pas à la suite d'un testament ou d'une succession *ab intestat* — titulaire de droits ou d'intérêts sur les terres de catégorie IA ou IA-N emporte transfert de ces droits ou intérêts.

(3) Sauf incompatibilité avec la présente loi ou les dispositions de l'acte de concession, il faut s'en rapporter au *Code civil du Québec* et au *Code civil du Bas-Canada* en ce qui a trait à la nature et à l'étendue des

Définitions

«bail»
“lease”

«transfert»
“transfer”

Transfert des droits d'une personne morale

Codes civils

sistent with this Act or with the provisions of the grant of that right or interest.

droits ou intérêts mentionnés au paragraphe 132(1).

Quebec
landlord and
tenant law

131. Unless otherwise provided in the lease, provincial laws relating to the rights and obligations of lessors and lessees do not apply to a lease for residential purposes of a building situated on Category IA or IA-N land.

131. Sauf disposition contraire du bail, les lois provinciales relatives aux droits et obligations des propriétaires et locataires ne s'appliquent pas au bail de résidence d'un bâtiment situé sur des terres de catégorie IA ou IA-N.

Loi sur les
propriétaires et
locataires
5 (Québec)

Grants by band

132. (1) A band may, subject to this Part, grant

132. (1) La bande peut, sous réserve des 10 autres dispositions de la présente partie :

Concessions de
la bande

(a) with respect to its Category IA or IA-N land, a lease, usufruct, servitude, superficie or other right of use or occupation; and

a) consentir un bail, un usufruit, une servitude, un droit de superficie ou un autre droit d'usage ou d'occupation sur les terres de catégorie IA ou IA-N qui lui ont été attribuées; 15

(b) with respect to its buildings on its 15 Category IA or IA-N land, a lease, emphyteutic lease or usufruct, or a right of ownership, co-ownership, use or habitation, or other right of use or occupation or, subject to the approval of the electors of 20 the band described in subsection 193(3), a hypothec or other charge.

b) consentir un bail, un bail emphytéotique ou un usufruit, un droit de propriété, de copropriété, d'usage ou de résidence, un autre droit d'usage ou d'occupation, ou, sous réserve de l'approbation prévue au 20 paragraphe 193(3), une hypothèque ou autre charge sur les bâtiments lui appartenant et situés sur les terres de catégorie IA ou IA-N qui lui ont été attribuées.

Maximum term
of land grant

(2) The term of a grant made under paragraph (1)(a) may not exceed seventy-five years.

(2) Les concessions visées à l'alinéa 1a) ne 25 peuvent être accordées pour une durée de 25 plus de soixante-quinze ans.

Concessions
foncières

Band elector
approval for
non-residential
grants in land
over 10 years

(3) A grant for a term of ten years or more made under paragraph (1)(a) for non-residential purposes has no effect unless approved by the electors of the band at a special band meeting or referendum at which 30

(3) Les concessions d'au moins dix ans octroyées en vertu de l'alinéa (1)a) à des fins non résidentielles n'ont d'effet que si elles 30 sont approuvées en assemblée extraordinaire ou par référendum avec un taux de participation au vote :

Approbation
électorale :
concessions de
plus de dix ans

(a) at least ten per cent of the electors of the band voted on the matter, in the case of a grant for a term of less than twenty-five years; or

a) d'au moins dix pour cent, dans le cas de concessions octroyées pour une durée inférieure à vingt-cinq ans; 35

(b) at least twenty-five per cent of the 35 electors of the band voted on the matter, in the case of a grant for a term of twenty-five years or more.

b) d'au moins vingt-cinq pour cent, dans le cas de concessions octroyées pour une durée égale ou supérieure à vingt-cinq ans.

How term
computed

(4) For the purposes of subsections (2) and (3), any period in respect of which a grantee 40 has a right of renewal shall be deemed to be included in the original term of the grant.

(4) Les durées à prendre en compte pour 40 l'application des paragraphes (2) et (3) comprennent toute période de reconduction prévue dans le titre accordant les concessions correspondantes.

Période de
reconduction

Grants to be in writing

133. A grant made or authorization given under this Part has no effect unless it is made in writing by the band and accepted in writing by the person to whom it is given.

133. Les concessions ou autorisations visées à la présente partie n'ont d'effet que si elles sont octroyées et acceptées par écrit.

Obligation de l'écrit

Freedom of contract

134. (1) A grant made or authorization given under this Part may contain any terms and conditions not inconsistent with this Act.

134. (1) Les concessions ou autorisations visées à la présente partie peuvent comporter toutes conditions non incompatibles avec la présente loi.

Liberté de contracter

Implied terms where grant silent

(2) Unless otherwise provided in writing in a grant made under this Part,

(a) the term of a grant for non-residential purposes shall be deemed to be one year, except in the case of a grant of ownership or co-ownership of a building;

(b) the term of a grant for residential purposes made to an individual shall be deemed to be fifty years, except in the case of a grant of ownership or co-ownership of a building;

(c) the band may terminate the right or interest granted after non-use by the grantee of the right or interest for a continuous period of five years;

(d) the right or interest granted includes such ancillary rights as are necessary for the reasonable exercise of the right or interest granted; and

(e) the right or interest granted does not include

(i) the right of accession,

(ii) the right to renew the term of the grant,

(iii) the right to reside,

(iv) in the case of a right or interest in land,

(A) the right to subsequently transfer the right or interest or any part thereof to another person, and

(B) the right to construct or own a building on the land or otherwise have a building located on the land, except in the case of a grant of superficie, and

(v) in the case of a right or interest in a building originally granted by the band for non-residential purposes, the right to subsequently transfer that right or inter-

(2) Sauf disposition contraire du titre octroyant une concession prévue à la présente partie :

Conditions implicites

a) la durée d'une concession accordée à des fins non résidentielles est de un an, sauf en matière de propriété ou de copropriété de bâtiments;

b) la durée d'une concession accordée à un particulier à des fins résidentielles est de cinquante ans, sauf en matière de propriété ou de copropriété de bâtiments;

c) la bande peut résilier la concession en cas de non-exercice du droit ou de l'intérêt pendant cinq ans consécutifs;

d) la concession accordée est assortie des droits accessoires nécessaires à son exercice normal;

e) la concession accordée ne comporte pas :

(i) le droit d'accession,

(ii) le droit de reconduction,

(iii) le droit de résidence,

(iv) le droit de transférer ultérieurement, en tout ou en partie, un droit ou intérêt foncier à autrui ni, sauf s'il s'agit d'un droit de superficie, le droit de construire un bâtiment, d'en avoir la propriété ou de le laisser en place sur les terres octroyées,

(v) le droit de transférer ultérieurement, en tout ou en partie, à autrui les droits ou intérêts sur un bâtiment accordés à l'origine par la bande à des fins non résidentielles.

10

10

15

20

25

30

35

40

45

est or any part thereof to another person.

Commercial
fisheries and
outfitting
operations

135. (1) A grant by a band relating to its Category IA or IA-N land does not permit the grantee to use that land for

- (a) a commercial fishery, or
- (b) an "outfitting operation" within the meaning of *An Act respecting hunting and fishing rights in the James Bay and New Quebec territories* (Quebec)

unless explicit permission for such use is included in the terms of the grant or is subsequently given by the band.

Approval of
band electors
required

(2) Permission to use Category IA or IA-N land for a purpose mentioned in paragraph (1)(a) or (b), whether included in the terms of the grant or subsequently given by the band, requires the approval of the electors of the band at a special band meeting or referendum at which

- (a) at least ten per cent of the electors of the band voted on the matter, in the case of permission for a period of less than twenty-five years; or
- (b) at least twenty-five per cent of the electors of the band voted on the matter, in the case of permission for a period of twenty-five years or more.

Superficie

Right of
superficie

136. (1) For the purposes of this Part, a right of superficie is a right in land that entitles the holder of the right (referred to in this section as the "superficiary") to construct and own buildings on the land.

Termination of
a right of
superficie

(2) In addition to terminating through the operation of paragraphs 134(2)(a) and (b), a superficie granted under section 132 shall be deemed to expire if the band becomes the superficiary, or if there is a total loss of the land subject to the superficie.

Restoration of
land to initial
state

(3) Unless otherwise agreed to in writing by the band and the superficiary prior to the expiration of the term of a superficie, the superficiary shall, at his own expense and prior to the expiration of the term of the superficie,

135. (1) Le bénéficiaire d'une concession octroyée par la bande sur les terres de catégorie IA ou IA-N qui lui sont attribuées ne peut, sauf autorisation explicite donnée à cette fin dans l'acte de concession ou ultérieurement :

- a) y pratiquer la pêche commerciale;
- b) y exploiter une pourvoirie au sens de la *Loi sur les droits de chasse et de pêche* dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec.

Pêche
commerciale et
pourvoiries

(2) L'autorisation, qu'elle soit donnée dans l'acte de concession ou ultérieurement, de faire usage des terres de catégorie IA ou IA-N à l'une des fins visées au paragraphe (1) est subordonnée à son approbation en assemblée extraordinaire ou par référendum avec un taux de participation au vote :

- a) d'au moins dix pour cent, lorsque l'autorisation est pour une durée de moins de vingt-cinq ans;
- b) d'au moins vingt-cinq pour cent, lorsque l'autorisation est pour une durée égale ou supérieure à vingt-cinq ans.

Approbation
par vote

Droit de superficie

136. (1) Pour l'application de la présente partie, le droit de superficie est un droit immobilier par l'exercice duquel son titulaire, le superficiaire, peut construire des bâtiments sur les terres assujetties au droit et en être propriétaire.

Droit de
superficie

(2) Outre les cas d'extinction prévus aux alinéas 134(2)a) et b), le superficiaire perd le droit qui lui a été accordé en application de l'article 132 si la bande recouvre celui-ci ou s'il y a anéantissement des terres assujetties au droit.

Extinction du
droit

(3) Sauf accord contraire passé par écrit entre la bande et le superficiaire avant l'extinction du droit, le superficiaire est tenu, à ses frais et avant l'extinction :

Remise en état

(a) remove or demolish any building owned by him on the land; and

(b) restore the land as near as possible to the state that it was in at the commencement of the term of the superficies.

Notice to band of intended demolition

(4) At least ninety days before demolishing a building pursuant to paragraph (3)(a), the superficiesary shall give notice to the band of his intention to demolish the building.

Band may elect to purchase building

(5) A band shall, within forty-five days 10 after receiving a notice referred to in subsection (4), give notice to the superficiesary as to whether the band elects or does not elect to purchase the building, and, where the band fails to give such notice within that period, it 15 shall be deemed to have elected not to purchase the building.

Effect of band's election to purchase building

(6) Where the band elects under subsection (5) to purchase the building, the building becomes the property of the band at the 20 time when the band gives notice to the superficiesary of its election to purchase the building, and the band shall forthwith compensate the former superficiesary in an amount to be 25 agreed on between the band and the superficiesary or, where no agreement can be reached, at the fair market value.

Registration of notice of election to purchase

(7) Where, pursuant to subsection (5), a band gives notice to the superficiesary that it elects to purchase the building, the band 30 shall cause a copy of that notice to be registered in the land registry system established by Part X, but non-compliance with this subsection does not affect the validity of the notice. 35

Where superficiesary does not comply with subsection (3) and band does not purchase building

(8) Where a band does not elect to purchase the building pursuant to subsection (5) and the superficiesary fails to comply with subsection (3), then the building becomes the property of the band on the expiration of the 40 term of the superficies, with no compensation payable to the superficiesary.

Removal and demolition of building

(9) Where a band removes or demolishes a building within one year after becoming the owner thereof pursuant to subsection (8), the 45 former superficiesary is liable for reasonable costs incurred by the band in so removing or demolishing the building and in restoring the

a) d'enlever ou de démolir les bâtiments qui sont situés sur les terres assujetties et dont il est le propriétaire;

b) de rétablir les lieux, dans toute la 5 mesure du possible, en l'état où ils se trouvaient à l'ouverture du droit. 5

Préavis de démolition

(4) Le superficiesaire donne à la bande un préavis de quatre-vingt-dix jours dans les cas où il a l'intention de procéder à la 10 démolition.

Option d'achat

(5) Dans les quarante-cinq jours suivant la réception du préavis mentionné au paragraphe (4), la bande donne avis au superficiesaire de sa décision d'acheter ou non le bâtiment en cause; faute d'avis dans ce délai, la bande 15 est réputée avoir renoncé à l'achat.

Décision d'achat

(6) La bande devient propriétaire du bâtiment dès qu'elle donne au superficiesaire avis de sa décision de l'acheter; elle verse à celui-ci, sans délai, l'indemnité convenue 20 entre eux ou, faute d'entente, l'indemnité correspondant à la juste valeur marchande du bâtiment. 20

Enregistrement de l'avis

(7) La bande fait enregistrer son avis de décision d'achat auprès du Service de l'Enre- 25 gistrement constitué en application de la partie X; toutefois, le défaut d'enregistrement n'entraîne pas l'invalidité de l'avis.

Démolition aux frais de l'ancien superficiesaire

(8) Dès l'extinction du droit, la bande devient propriétaire du bâtiment sans avoir à 30 verser d'indemnité dans le cas où, alors qu'elle a renoncé à l'achat, le superficiesaire ne s'est pas conformé au paragraphe (3).

Obligation de l'ancien superficiesaire

(9) Si la bande exécute elle-même les travaux prévus au paragraphe (3) dans l'année 35 qui suit la date où elle devient propriétaire du bâtiment, l'ancien superficiesaire est tenu au remboursement des frais raisonnables entraînés à cette occasion.

land, within that one year period, as near as possible to the state that it was in at the commencement of the term of the superficie.

Subsequent Transfers of Rights or Interests

Band approval for transfer of land originally granted for residential purposes

Approval of electors for transfer of land originally granted for non-residential purposes

Approval for deemed transfer of corporation's right or interest

137. (1) Where a right or interest in land was originally granted by a band for residential purposes under paragraph 132(1)(a), a subsequent transfer of that right or interest on any part thereof is of no effect unless authorized by the band, either in the original grant or subsequently.

(2) Where a right or interest in land was originally granted by a band for non-residential purposes under paragraph 132(1)(a), a subsequent transfer of that right or interest on any part thereof is of no effect unless authorized by the band, either in the original grant or subsequently, with the approval of the electors of the band at a special band meeting or referendum at which the same percentage of electors voted on the matter as would be required if the right or interest being transferred were being granted by the band under paragraph 132(1)(a).

(3) Where a transfer of a right or interest of a corporation in Category IA or IA-N land of a band is deemed to have occurred by virtue of subsection 130(2) as a result of a change in the effective voting control of the corporation and that change in the effective voting control had not been previously authorized by the band pursuant to subsection (1) or (2), as the case may be, that right or interest of the corporation reverts to the band as of the date of the change in effective voting control of the corporation.

General

Consultation requirements before certain projects undertaken

138. (1) A Cree band shall consult with the department or agency of the Government of Quebec or other person designated by Quebec and the Minister before permitting a person other than

- (a) a Cree beneficiary,
- (b) a body composed of a majority of Cree beneficiaries, or
- (c) a party to the James Bay and Northern Quebec Agreement

Transferts ultérieurs

137. (1) Le transfert total ou partiel des droits ou intérêts octroyés sur des terres, en application de l'alinéa 132(1)a), à des fins résidentielles n'a d'effet que s'il est autorisé par la bande, que l'autorisation soit donnée dans l'acte d'octroi du droit ou ultérieurement.

(2) S'il s'agit des mêmes droits mais octroyés à des fins non résidentielles, leur transfert n'a d'effet que si l'autorisation est assortie d'une approbation donnée en assemblée extraordinaire ou par référendum avec le même taux de participation au vote que pour l'approbation de l'octroi du droit.

(3) Dans le cas prévu au paragraphe 130(2), les droits ou intérêts considérés comme transférés à une personne morale du fait de la modification de son contrôle réel font retour à la bande dès la date de la modification si celle-ci n'a pas fait au préalable l'objet de l'autorisation visée aux paragraphes (1) ou (2).

Dispositions générales

138. (1) La bande crie est tenue, avant d'autoriser des personnes qui ne sont ni des bénéficiaires cris ni des organismes composés en majorité de bénéficiaires cris, ni des parties à la Convention de la Baie James et du Nord québécois, à entreprendre, sur les terres de catégorie IA qui lui ont été attribuées, des projets d'intérêt régional ou provincial, de consulter tant le ministère, l'organisme ou la personne désignés par le Québec que le ministre.

Fins résidentielles

Fins non résidentielles

Approbation du transfert

Obligation de consultations préalables

to develop a project of a regional or provincial nature on the band's Category IA land.

Idem

(2) The Naskapi band shall consult with the department or agency of the Government of Quebec or other person designated by Quebec and the Minister before permitting a person other than

- (a) a Naskapi beneficiary,
- (b) a body composed of a majority of Naskapi beneficiaries, or
- (c) a party to the Northeastern Quebec Agreement

to develop a project of a regional or provincial nature on the band's Category IA-N land.

(2) La bande naskapie est tenue, avant d'autoriser des personnes qui ne sont ni des 5 bénéficiaires naskapis ni des organismes composés en majorité de bénéficiaires naskapis, ni des parties à la Convention du Nord- 5 Est québécois, à entreprendre, sur les terres de catégorie IA-N qui lui ont été attribuées, des projets d'intérêt régional ou provincial, de consulter tant le ministère, l'organisme ou la personne désignés par le Québec que le 10 ministre.

Idem

15

Land to be allocated for community services

139. (1) A band shall allocate land necessary for community services provided by Quebec, its agents or mandataries, such as roads, schools, hospitals, police stations and other similar services.

139. (1) La bande est tenue d'affecter les terres nécessaires à la prestation des services communautaires qu'assurent le Québec, ses représentants ou ses mandataires, notamment en matière de routes, d'écoles, d'hôpitaux ou de postes de police.

Affectation de terres pour implantation d'infrastructures

Mode of allocation and fee

(2) The allocation of land by a band pursuant to subsection (1) shall be effected by way of servitude, lease or similar contract, and for a fee not exceeding one dollar.

(2) L'affectation visée au paragraphe (1) se fait par octroi de servitude ou de bail ou par tout autre moyen contractuel analogue, 20 contre versement maximal de un dollar.

Mode d'affectation et droits à acquitter

No prescription

140. No right or interest in Category IA 25 or IA-N land may be acquired by prescription.

140. Les droits ou intérêts sur les terres de catégorie IA ou IA-N ne peuvent s'acquérir par prescription.

Inapplicabilité de la prescription acquisitive

PART IX

CESSIONS BY BANDS

Definitions

141. (1) In this Part,

“cession” means the ceding of the whole of the rights and interests of a band in or on 30 any of its Category IA or IA-N land;

“registered” means registered in the land registry system referred to in Part X.

“cession”
«abandon»

“registered”
«enregistré»

Granting of rights or interests under other Parts of Act

(2) For greater certainty, the granting of rights or interests by a band in its Category 35

PARTIE IX

ABANDONS

141. (1) Les définitions qui suivent s'ap- 25 pliquent à la présente partie.

«abandon» Cession de tous les droits et intérêts de la bande sur tout ou partie des terres de catégorie IA ou IA-N qui lui sont attribuées.

«enregistré» Enregistré auprès du service mentionné à la partie X.

Définitions

«abandon»
“cession”

30

«enregistré»
“registered”

Octroi de droits selon les autres parties de la loi

(2) L'octroi de droits et intérêts effectué par une bande, sur les terres de catégorie IA

	IA or IA-N land pursuant to any other Part of this Act does not constitute a cession within the meaning of this Part.	ou IA-N qui lui sont attribuées, conformément aux autres parties de la présente loi ne constitue pas un abandon au sens de la présente partie.	
Cessions by band	142. (1) A band may make a cession, but only to Quebec and only in accordance with this Part.	142. (1) La bande ne peut faire un abandon qu'au profit du Québec et que conformément à la présente partie.	5 Abandon
Conditional or unconditional cession	(2) A cession may either be unconditional or may be subject to such terms and conditions as are contained in the Instrument of Cession.	(2) L'abandon peut être absolu ou assujéti aux conditions énoncées dans l'acte d'abandon.	10 Abandon absolu ou conditionnel
Requirements for valid cession	143. (1) A cession is not valid unless (a) it is approved by the band in accordance with section 144; (b) an Instrument of Cession is executed by the band in accordance with paragraph 15 146(b); (c) the statement and document referred to in paragraphs 146(a) and (b) have been submitted to the Minister in accordance with section 146; (d) the Governor in Council passes an order in council in accordance with section 147 transferring to Quebec the administration, management and control of the land described in the Instrument of Cession; 25 and (e) Quebec has, within six months of the date of the execution of the Instrument of Cession or such longer period as is specified in the Instrument of Cession, 30 (i) accepted the cession in accordance with the terms and conditions specified in the Instrument of Cession, and (ii) accepted the transfer from Canada of the administration, management and 35 control of the land described in the Instrument of Cession.	143. (1) Les conditions de validité de l'abandon sont les suivantes : a) approbation de la bande, conformément à l'article 144; b) signature de l'acte d'abandon, conformément à l'alinéa 146b); c) présentation au ministre conformément à l'article 146 de l'attestation et de l'acte visés aux alinéas a) et b) du même article; d) prise par le gouverneur en conseil, conformément à l'article 147, d'un décret portant transfert au Québec de l'administration, de la régie et du contrôle des terres visées par l'acte d'abandon; e) acceptation par le Québec, dans les six 25 mois suivant la date de signature de l'acte d'abandon ou dans le délai supérieur précisé dans l'acte : (i) de l'abandon assorti des conditions précisées dans l'acte, 30 (ii) du transfert visé à l'alinéa d).	Conditions de validité de l'abandon
Effective date of a cession	(2) The effective date of a cession is the date on which Quebec accepts the cession and the transfer of the administration, management and control pursuant to paragraph 1)(e), unless a later date is specified in the Instrument of Cession, in which case the effective date of the cession is that later date.	(2) L'abandon prend effet à la date de l'acceptation visée à l'alinéa (1)e), ou à la 40 date ultérieure précisée dans l'acte.	Prise d'effet
Cession must be approved by referendum	144. (1) A cession requires the approval 45 of the electors of the band in a referendum in	144. (1) L'abandon exige l'approbation 35 des électeurs de la bande par référendum	Approbation par référendum

which at least sixty-five per cent of the electors of the band vote in favour of the cession.

avec un vote positif d'au moins soixante-cinq pour cent.

Notice of referendum

(2) At least thirty days prior to the day fixed for a referendum in which a proposed cession is to be voted on, a notice described in subsection (3)

(2) Au moins trente jours avant la date fixée pour le référendum, l'avis prévu au 5 paragraphe (3) doit être :

Avis de référendum

5

(a) must be delivered to all holders of registered rights or interests in or on the land subject to the proposed cession by personal service or by registered mail to 10 the holder's address that is registered in the land registry office; and

a) transmis aux titulaires de droits et intérêts enregistrés sur les terres visées par l'abandon, par signification à personne ou par courrier recommandé à leur adresse telle qu'elle est inscrite au bureau de 10 l'Enregistrement;

(b) must be posted on the band's Category IA or IA-N land at a public place designated by the band.

15

b) affiché au lieu public des terres de catégorie IA ou IA-N désigné par la bande.

Contents of notice

(3) The notice referred to in subsection (2) must clearly state that a proposed cession is to be voted on in the referendum, and must clearly set out

(3) L'avis mentionné au paragraphe (2) 15 doit comporter en termes clairs, outre l'annonce du projet d'abandon, les éléments suivants :

Éléments de l'avis

(a) the time and place of the referendum; 20

a) date, heure et lieu du référendum;

(b) a reasonably accurate description of the land subject to the proposed cession; and

b) description suffisamment précise des 20 terres en cause;

(c) the principal terms and conditions of the proposed cession. 25

c) principales conditions de l'abandon.

Rights or interests

145. (1) The existence of rights or interests of persons other than the band in or on Category IA or IA-N land, or in a building located thereon, does not in itself bar a cession of that land.

145. (1) L'existence de droits et intérêts 30 détenus, sur des terres de catégorie IA ou IA-N ou sur des bâtiments qui y sont situés, par d'autres titulaires que la bande ne constitue pas en soi un empêchement à l'abandon.

Droits de tiers

Effect of cession on certain rights

(2) Except as provided by any agreement to the contrary between the band and Quebec, all rights and interests in or on Category IA or IA-N land subject to a cession and all rights and interests in buildings 35 located thereon, other than rights and interests of Quebec, are extinguished as of the effective date of the cession.

(2) Sauf accord contraire entre la bande et le Québec, la prise d'effet de l'abandon entraîne l'extinction de tous droits ou intérêts, excepté ceux du Québec, sur les terres 30 de catégorie IA ou IA-N visées par l'abandon et sur les bâtiments qui y sont situés.

Effet de l'abandon

Compensation for extinguished registered rights or interests

(3) Holders of registered rights or interests in or on Category IA or IA-N land, or in 40 buildings located thereon, whose rights or interests have been extinguished by virtue of subsection (2) are entitled to fair compensation by the band for the value (as of the time of the delivery of the notice pursuant to 45 paragraph 144(2)(a)) of the extinguished right or interest, and the amount of compensation, if not agreed on by the band and the

(3) Les titulaires de droits ou intérêts 35 enregistrés sur des terres de catégorie IA ou IA-N ou sur des bâtiments qui y sont situés ont le droit, si ces droits ou intérêts sont éteints en application du paragraphe (2), de recevoir de la bande une juste indemnité, établie d'après la valeur des droits à la date 40 de l'avis prévu à l'alinéa 144(2)a). En cas de désaccord entre la bande et les titulaires quant au montant de l'indemnité, celui-ci est

Indemnisation des titulaires de droits enregistrés

holder of the right or interest, shall be determined in accordance with regulations made under Part XI as if that right or interest had been expropriated by the band.

déterminé selon les règlements pris en application de la partie XI comme s'il s'agissait de droits expropriés par la bande.

Documents that the band must submit to Minister

146. Where a band has approved a cession pursuant to section 144, it shall cause to be submitted to the Minister or to such person as is designated by the Minister, within twenty days after the date of the referendum in which the cession was approved or such longer period as may be authorized by the Minister,

(a) a written statement of the officer responsible for the conduct of the referendum certifying the results of the vote taken therein; and

(b) a document specifically designated as an Instrument of Cession, in prescribed form, executed by at least two council members of the band, describing the cession that was approved in the referendum.

146. Dans les vingt jours suivant la date du référendum où l'abandon a été approuvé conformément à l'article 144, ou dans le délai supérieur autorisé par le ministre, la bande adresse à celui-ci, ou à son délégué :

a) l'attestation écrite, établie par le responsable du référendum, des résultats du scrutin;

b) un document expressément intitulé «acte d'abandon», établi en la forme réglementaire, signé par au moins deux membres du conseil et donnant les éléments de l'abandon.

Documents à adresser au ministre

Transfer to Quebec of administration, management and control

147. Where section 146 has been complied with, the Governor in Council shall, by order, transfer to Quebec the administration, management and control of the land described in the Instrument of Cession subject to any terms or conditions set out in the Instrument of Cession.

147. Une fois remplies les formalités prévues à l'article 146, le gouverneur en conseil prend un décret portant transfert au Québec de l'administration, de la régie et du contrôle des terres visées par l'acte d'abandon, sous réserve des conditions précisées dans l'acte.

Transfert au Québec

Effect of cession

148. As of the effective date of a cession, the land ceded ceases to be Category IA or IA-N land.

148. À la date de prise d'effet de l'abandon, les terres en cause cessent d'appartenir à la catégorie IA ou IA-N.

Déclassement

Land registry system

149. A band shall, within sixty days of the effective date of a cession, deposit the Instrument of Cession in the land registry office referred to in Part X, but non-compliance with this section does not affect the validity or effective date of the cession.

149. Dans les soixante jours suivant la date de prise d'effet de l'abandon, la bande fait enregistrer l'acte auprès du service constitué en application de la partie X; toutefois, le défaut d'enregistrement n'entraîne pas l'invalidité de l'abandon ni ne porte atteinte à sa prise d'effet.

Service de l'Enregistrement

PART X

PARTIE X

LAND REGISTRY SYSTEM

SERVICE DE L'ENREGISTREMENT

Enforceability of rights and interests

150. (1) A right or an interest in Category IA or IA-N land or in a building situated thereon granted after the coming into force of this Part, other than

150. (1) Les droits ou intérêts octroyés sur les terres de catégorie IA ou IA-N, ou sur les bâtiments qui y sont situés, après l'entrée en vigueur de la présente partie ne sont opposables aux tiers que s'ils sont enregistrés con-

Opposabilité des droits

- (a) an authorization from a band referred to in subsection 111(2),
 (b) a right or interest granted by a band referred to in paragraph 113(4)(b),
 (c) a right conferred by section 114 or 115, and
 (d) a servitude expropriated by an expropriating authority under Part VII,
 is not enforceable against a third party unless it is registered in accordance with the regulations made under section 151.
- formément aux règlements pris en application de l'article 151. Toutefois, le présent paragraphe ne s'applique pas :
 a) aux autorisations visées au paragraphe 111(2);
 b) aux droits ou intérêts visés à l'alinéa 113(4)b);
 c) aux droits visés à l'article 114 ou 115;
 d) aux servitudes établies par l'autorité visée à la partie VII.

Enforceability of hypothecs

- (2) A hypothec granted after the coming into force of this Part on an interest in Category IA or IA-N land or in a building situated thereon is not enforceable against that interest unless it is registered in accordance with the regulations made under section 151.
- (2) Les hypothèques accordées après l'entrée en vigueur de la présente partie sur des intérêts eux-mêmes détenus sur des terres de catégorie IA ou IA-N ou sur les bâtiments qui y sont situés n'ont d'effet sur ces intérêts que si elles sont enregistrées conformément aux règlements pris en application de l'article 151.

Opposabilité des hypothèques

Regulations for establishment and maintenance of land registry system

- 151.** The Governor in Council may make regulations for establishing and maintaining a land registry system, under the control and supervision of the Minister, for the registration of rights and interests in Category IA and IA-N land and in buildings situated thereon, and, without restricting the generality of the foregoing, may make regulations respecting
- (a) the establishment and maintenance of land registry offices and their hours of operation;
 (b) the administration of the land registry system, including officers and employees and their powers and duties;
 (c) the procedure for registering rights and interests, including forms and fees;
 (d) the manner and form in which books and records are to be maintained by the land registry offices;
 (e) the effects of registering a right or interest, including priorities;
 (f) the registering of surveys of Category IA or IA-N land;
 (g) the cancellation of instruments registered in the land registry system; and
 (h) the keeping by the land registry offices of non-registrable documents for the purpose of facilitating the manage-
- 151.** Le gouverneur en conseil peut, par règlement, prévoir la constitution et le fonctionnement d'un service chargé, sous l'autorité et la surveillance du ministre, de l'enregistrement des droits ou intérêts sur les terres des catégories IA et IA-N et sur les bâtiments qui s'y trouvent et, notamment, prévoir :
- a) la constitution et le fonctionnement de bureaux de l'Enregistrement, ainsi que leurs heures d'ouverture;
 b) la gestion du Service de l'Enregistrement, en particulier touchant son personnel et les attributions de celui-ci;
 c) les formalités d'enregistrement, en particulier touchant les formulaires à employer et les droits à payer;
 d) les modalités de tenue des documents du service;
 e) les effets de l'enregistrement, en particulier touchant le rang des droits et intérêts entre eux;
 f) l'enregistrement de l'arpentage des terres de catégorie IA ou IA-N;
 g) la radiation des actes enregistrés;
 h) la conservation par les bureaux de l'Enregistrement des documents non susceptibles d'enregistrement, en vue de faciliter la gestion et l'administration des terres de

Constitution du Service de l'Enregistrement

ment or administration of Category IA or IA-N land or of buildings situated thereon.

catégorie IA ou IA-N ou des bâtiments qui y sont situés.

Duties of band

152. (1) A band shall deposit in the land registry office a copy of

- (a) every grant by the band made pursuant to section 132,
- (b) every authorization from the band referred to in subsection 111(2),
- (c) every grant by the band referred to in 10 paragraph 113(4)(b),
- (d) every authorization by the band referred to in section 137,
- (e) every land use plan or resource use plan adopted pursuant to subsection 46(1), 15 and
- (f) every zoning by-law made under section 47,

together with evidence of the approval of the electors of the band where such is required 20 by this Act.

152. (1) La bande dépose auprès du ser- 5 vice de l'Enregistrement une copie des actes accompagnés des attestations de l'approba- 5 tion donnée par les électeurs, s'il y a lieu, correspondant aux :

- a) concessions octroyées conformément à l'article 132;
- b) autorisations visées au paragraphe 10 111(2);
- c) octrois visés à l'alinéa 113(4)b);
- d) autorisations visées à l'article 137;
- e) plans d'aménagement du territoire et d'utilisation des ressources visés au para- 15 graphe 46(1);
- f) règlements administratifs de zonage pris en application de l'article 47.

Obligations de la bande

Validity not affected by non-compliance

(2) Failure of a band to comply with subsection (1) does not affect the validity of the grant, authorization, plan or by-law in question.

(2) L'inobservation du paragraphe (1) 20 n'entraîne pas l'invalidité du droit, de la concession, de l'autorisation, du plan ou du 25 règlement administratif en cause.

Deposit does not constitute registration

(3) For greater certainty, the deposit of a document under subsection (1) does not constitute registration of that document.

(3) Le dépôt prévu au paragraphe (1) 25 n'équivaut pas à un enregistrement.

Non-équivalence

PART XI

PARTIE XI

EXPROPRIATION BY BANDS

EXPROPRIATION PAR LA BANDE

Rights and interests that a band may expropriate

153. Where regulations made under section 156 are in force, a band may, subject to 30 and in accordance with those regulations, for community purposes or community works, expropriate any right or interest in its Category IA or IA-N land or in any building situated thereon, except for

- (a) a right or interest of Canada or Quebec;
- (b) a right conferred by section 114 or 115; and
- (c) a servitude expropriated by an expro- 40 priating authority under Part VII.

153. La bande peut, dans le cadre des 30 règlements pris en application de l'article 156, exproprier, à des fins ou pour des travaux d'intérêt communautaire, tous droits ou intérêts sur les terres de catégorie IA ou 30 IA-N qui lui sont attribuées, ou sur les bâtiments qui y sont situés, exception faite :

- a) des droits ou intérêts du Canada ou du Québec;
- b) des droits visés aux articles 114 ou 115; 35
- c) des servitudes établies par l'autorité en vertu de la partie VII.

Faculté d'expropriation

Acquisition by
mutual
agreement

154. The right of a band to expropriate pursuant to this Part does not restrict any right that the band has under this Act to acquire, by mutual agreement, rights or interests in land or buildings.

154. La faculté d'expropriation conférée à la bande par la présente partie ne porte pas atteinte à sa faculté d'acquérir des droits ou intérêts immobiliers de gré à gré sous le régime de la présente loi.

Acquisition de
gré à gré

Compensation

155. A band shall, subject to and in accordance with regulations made under section 156, pay compensation to holders of rights or interests expropriated pursuant to this Part.

155. La bande est tenue, dans le cadre des règlements pris en application de l'article 156, d'indemniser les titulaires des droits ou intérêts expropriés en vertu de la présente partie.

Indemnisation

Regulations

156. The Governor in Council may make regulations respecting substantive or procedural aspects of expropriations permitted by this Part, including, without limiting the generality of the foregoing, regulations respecting

156. Le gouverneur en conseil peut, par règlement, fixer les normes de fond et de forme applicables aux expropriations autorisées par la présente partie et, notamment,

Règlements

(a) procedure governing expropriation, including the taking of possession, compulsory taking of possession and transfer of title;

a) la procédure d'expropriation en particulier touchant la prise de possession, la prise de possession forcée et le transfert de titre;

(b) entitlement to compensation, determination of the amount of compensation and the method for payment of compensation; and

b) les conditions d'ouverture du droit à l'indemnité, la détermination de son montant et ses modalités de versement;

(c) contestation of

c) les cas de contestation :

(i) the right of a band to expropriate,

(i) de la faculté d'expropriation,

(ii) the right of the expropriated party to compensation, and

(ii) du droit à l'indemnité,

(iii) the amount of compensation.

(iii) du montant de l'indemnité.

PART XII

CREE-NASKAPI COMMISSION

Interpretation

157. In this Part,
"Commission" means the Cree-Naskapi Commission established by section 158;

"Commission"

"member"

"member" means a member of the Commission;

"representation"

"representation" includes a complaint.

Cree-Naskapi
Commission
established

158. (1) There shall be a commission, to be known as the Cree-Naskapi Commission, consisting of a maximum of three individuals appointed by the Governor in Council on the

PARTIE XII

COMMISSION CRIE-NASKAPIE

157. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.

Définitions

«commissaire» Membre de la Commission.

«commissaire»
"member"

«Commission» La Commission crie-naskapie constituée par l'article 158.

«Commission»
"Commission"

158. (1) Est constituée la Commission crie-naskapie, composée d'au plus trois commissaires, nommés par le gouverneur en conseil sur recommandation de l'Administration régionale crie et de la bande naskapie.

Constitution

recommendation of the Cree Regional Authority and the Naskapi band.

Chairman	(2) The Governor in Council shall designate one member of the Commission as Chairman.	(2) Le gouverneur en conseil choisit le président de la Commission parmi les 5 commissaires.	Président
Eligibility	159. A council member, officer, employee or agent of a band is not eligible to be appointed or to continue to serve as a member of the Commission.	159. Ni les membres du conseil ou les mandataires de la bande, ni les membres de son personnel ne peuvent faire partie de la Commission.	Exclusion 5
Term of office	160. (1) Except as provided by subsection (3), a member shall be appointed for a term of two years.	160. (1) Sous réserve du paragraphe (3), la durée du mandat des commissaires est de deux ans.	Mandat 10
Tenure	(2) A member may be removed for cause.	(2) Les commissaires peuvent être destitués pour une raison valable.	Destitution
Vacancy	(3) Where a member dies or resigns or is removed for cause, a new member shall be appointed for the duration of the unexpired term of the former member.	(3) En cas de décès, de démission ou de destitution, pour une raison valable, d'un commissaire, un nouveau commissaire est nommé pour le reste du mandat.	Vacance 15
Eligibility for re-appointment	(4) A member is eligible for re-appointment on the expiration of his term of office.	(4) Le mandat des commissaires est renouvelable.	Renouvellement du mandat
Temporary substitute member	(5) Where a member is absent or incapacitated, the Governor in Council may, on the recommendation of the Cree Regional Authority and the Naskapi band, appoint a temporary substitute member on such terms as are fixed by the Governor in Council.	(5) En cas d'absence ou d'empêchement d'un commissaire, le gouverneur en conseil peut, sur recommandation de l'Administration régionale crie et de la bande naskapie, nommer, à titre temporaire, un commissaire suppléant et fixer les conditions de la suppléance.	Suppléance 20 25
Remuneration of members	(6) Members of the Commission shall be paid such remuneration as is fixed by the Governor in Council.	(6) Les commissaires reçoivent la rémunération fixée par le gouverneur en conseil.	Rémunération des commissaires
Head office	161. The head office of the Commission shall be in the City of Val d'Or in the Province or at such other place as the Governor in Council, on the recommendation of the Cree Regional Authority and the Naskapi band, may designate.	161. Le siège de la Commission est fixé à Val-d'Or (Québec), ou au lieu désigné par le gouverneur en conseil sur la recommandation de l'Administration régionale crie et de la bande naskapie.	Siège 30
Staff	162. (1) The Commission may, with the approval of the Treasury Board, employ or engage such officers, employees and agents as are necessary for the proper conduct of the work of the Commission.	162. (1) La Commission peut, avec l'approbation du Conseil du trésor, engager le personnel et les mandataires nécessaires à l'exécution de sa mission.	Personnel 35
Remuneration of staff	(2) Persons employed or engaged under subsection (1) shall be paid such remuneration as is fixed by the Commission with the approval of the Treasury Board.	(2) Les personnes engagées conformément au paragraphe (1) reçoivent la rémunération fixée par la Commission avec l'approbation du Conseil du trésor.	Rémunération du personnel 40

Not part of public service	(3) The members of the Commission and persons employed or engaged under subsection (1) are not part of the public service of Canada by reason only of such membership, employment or engagement.	(3) La qualité de commissaire, de membre du personnel ou de mandataire de la Commission ne constitue pas à elle seule un critère d'appartenance à l'administration publique 5 que fédérale.	Non-appartenance à l'administration publique fédérale 5
Financial	(4) The remuneration of the members of the Commission and of persons employed or engaged under subsection (1) shall be paid out of money appropriated by Parliament for that purpose.	(4) La rémunération des commissaires et des personnes engagées conformément au paragraphe (1) est payée sur les crédits affectés par le Parlement à cette fin.	Origine de la rémunération 10
Quorum	163. (1) A quorum of the Commission consists of all members.	163. (1) La Commission ne peut valablement délibérer que si tous les commissaires sont présents.	Validité des délibérations 10
Majority	(2) Decisions of the Commission shall be made by majority vote, except as provided in section 164.	(2) Sous réserve de l'article 164, les décisions de la Commission se prennent à la 15 majorité des voix.	Majorité 15
Rules	(3) The Commission may make rules for the conduct of its business.	(3) La Commission peut établir des règles régissant la conduite de ses travaux.	Règles 15
Commission may delegate its powers	164. The Commission may, by unanimous decision of its members, delegate its powers or duties, except those referred to in subsection 163(3) and paragraph 165(1)(a), to one or more members thereof.	164. La Commission peut, par décision unanime, déléguer ses pouvoirs et fonctions, sauf ceux qui sont mentionnés au paragraphe 163(3) et à l'alinéa 165(1)a), à un ou plusieurs commissaires.	Délégation de pouvoirs 20
Duties of Commission	165. (1) The Commission shall (a) prepare biennial reports on the implementation of this Act, in accordance with subsection 171(1); and (b) except as provided by subsections (2) and (3), investigate any representation submitted to it relating to the implementation of this Act, including representations relating to the exercise or non-exercise of a power under this Act and the performance or non-performance of a duty under this Act.	165. (1) La Commission a pour mission : a) d'établir les rapports prévus au paragraphe 171(1); b) sous réserve des paragraphes (2) et (3), d'enquêter sur les réclamations qui lui sont présentées concernant l'application de la présente loi, notamment l'exercice ou le défaut d'exercice de pouvoirs ou fonctions conférés sous le régime de cette loi.	Mission 25
Exception	(2) The Commission shall not investigate or continue to investigate a representation in respect of whose subject-matter judicial proceedings have been commenced.	(2) La Commission ne peut connaître des réclamations dont sont saisis les tribunaux.	Exception 35
Commission's discretion	(3) The Commission may refuse to investigate a representation or may discontinue an investigation if it is satisfied (a) that the representation has not been made in good faith; (b) that the person making the representation does not have a sufficient personal	(3) La Commission peut refuser d'entreprendre ou interrompre une enquête si elle a la conviction qu'elle se trouve devant l'un des cas suivants : a) la réclamation n'a pas été présentée de bonne foi; b) le réclamant n'a pas un intérêt suffisant;	Pouvoir d'appréciation 35 40

interest in the subject-matter of the representation;

(c) that, having regard to all the circumstances of the case, an investigation, or the continuation of the investigation, as the case may be, would serve no useful purpose; or

(d) that there exists a suitable alternative means by which the representation may be investigated or otherwise pursued.

c) l'enquête, ou sa poursuite, serait, eu égard aux circonstances, inutile;

d) il existe d'autres moyens, plus indiqués que son enquête, pour connaître de la réclamation.

Commission to state grounds for refusal

(4) Where the Commission refuses to investigate a representation or discontinues an investigation, it shall forthwith, in writing, so inform the person who made the representation, stating and explaining on which of the grounds set out in subsection (2) or (3) the Commission's decision was based.

(4) Dès qu'elle décide de ne pas entreprendre ou d'interrompre une enquête, la Commission en avise par écrit le réclamant, en indiquant laquelle des dispositions des paragraphes (2) ou (3) a motivé sa décision et en donnant toute précision complémentaire utile.

Motivation du refus

Notice of investigation

166. (1) Where the Commission decides to investigate a representation, it shall forthwith give notice to

(a) the person who made the representation;

(b) the band or bands referred to in the representation;

(c) any person whose misconduct is alleged in the representation; and

(d) the Minister.

166. (1) Dès qu'elle décide de recevoir une réclamation, la Commission adresse un avis d'enquête :

a) au réclamant;

b) à la bande ou aux bandes prises à partie;

c) aux personnes éventuellement mises en cause;

d) au ministre.

Avis d'enquête

Privacy of hearings

(2) An investigation by the Commission under this Part shall be conducted in private unless the Commission is satisfied that the public conduct of the investigation would not be prejudicial to the interests of any person, in which case it may order the investigation to be conducted in whole or in part in public.

(2) Le secret de l'enquête s'impose, sauf si la Commission est convaincue que la publicité de l'enquête ne risque de nuire à aucun intérêt. Dans ce cas, elle peut ordonner une publicité totale ou partielle.

Secret de l'enquête

Identity of person who made representation

(3) Where a person making a representation to the Commission under this Part so requests, the Commission shall not identify that person in any proceeding under this Part or in any report under section 170 or subsection 171(1).

(3) À la demande du réclamant, la Commission s'abstient de faire état de son identité au cours ou dans les actes de l'enquête, ainsi que dans les rapports prévus à l'article 170 ou au paragraphe 171(1).

Identité du réclamant

Commission may request evidence

167. The Commission, where it deems it necessary in the conduct of an investigation under this Part, may request any person to appear before it, give evidence and produce documents and things, but such a person is under no obligation to comply with the

167. Au cours de son enquête, la Commission peut, si elle l'estime nécessaire, demander à quiconque de comparaître devant elle, de témoigner et de produire des documents ou pièces, mais l'intéressé n'est pas obligé de se conformer à la demande, la Commission n'ayant pas le pouvoir de l'assigner.

Comparution des témoins

request, and the Commission has no power of subpoena.

Protection
against negative
findings

168. The Commission shall not make any negative finding against a person unless it has given him reasonable notice of his alleged misconduct that might form the subject of such a finding and has allowed him an opportunity to be heard in person or by counsel.

168. La Commission ne peut rendre des conclusions défavorables à quiconque sans l'avoir averti suffisamment à l'avance des faits qui lui sont reprochés ni lui avoir donné la possibilité de se faire entendre personnellement ou par l'intermédiaire d'un représentant.

Protection
contre les
conclusions
défavorables

Protection of
members of
Commission

169. (1) No action lies against the Commission, any member thereof, or any person holding an office or appointment under the Commission, for anything done or reported or said in the course of the exercise or intended exercise of his official functions, unless it is shown that he acted in bad faith.

169. (1) Sauf cas de mauvaise foi prouvée, la Commission, les commissaires, son personnel et ses mandataires jouissent de l'immunité pour les actes, textes ou paroles liés à l'exercice effectif ou envisagé de leurs fonctions.

Protection des
commissaires

Protection of
witnesses

(2) In the absence of malice, no action for defamation lies against a person for testimony that he has given under oath before the Commission.

(2) Sauf cas de malveillance, les personnes témoignant sous serment devant la Commission jouissent de l'immunité contre les actions en diffamation.

Protection des
témoins

Report of
investigation

170. At the conclusion of an investigation under this Part, the Commission shall prepare a report stating its findings, conclusions and recommendations in respect of the matter investigated, and shall forthwith send copies of the report to the persons referred to in subsection 166(1) and to any person against whom the Commission has made a negative finding.

170. À l'issue de son enquête, la Commission établit un rapport où elle fait état de ses conclusions et recommandations sur l'affaire en cause et qu'elle adresse sans délai aux destinataires de l'avis mentionné au paragraphe 166(1) et aux personnes à l'encontre desquelles elle a rendu des conclusions défavorables.

Rapport
d'enquête

Commission's
biennial report
to Parliament

171. (1) Within two years after the coming into force of this Part and thereafter within six months of every second anniversary of the coming into force of this Part, the Commission shall prepare and submit to the Minister a report, in English, French, Cree and Naskapi, on the implementation of this Act, and the Minister shall cause the report to be laid before each House of Parliament on any of the first ten days on which that House is sitting after the day the Minister receives it.

171. (1) Dans les deux ans suivant la date d'entrée en vigueur de la présente partie et, par la suite, dans les six mois suivant chaque deuxième jour anniversaire de cette date, la Commission établit, en français, en anglais, en cri et en naskapi, un rapport sur l'application de la présente loi et l'adresse au ministre; celui-ci le fait déposer devant chaque chambre du Parlement dans les dix premiers jours de séance suivant sa réception.

Rapport
bisannuel de la
Commission au
Parlement

Circulation of
report

(2) Forthwith after a report is laid before each House of Parliament under subsection (1), the Minister shall send a copy of the report to the Cree Regional Authority, the Naskapi Development Corporation, the council of each Cree band and the council of the Naskapi band.

(2) Dès le dépôt du rapport devant le Parlement, le ministre en adresse le texte à l'Administration régionale crie, à la Société de développement des Naskapis, au conseil de chaque bande crie et au conseil de la bande naskapie.

Diffusion du
rapport

Inquiry into the
functioning of
the Commission

172. (1) Within six months after the fifth anniversary of the coming into force of this Part, the Governor in Council shall appoint a person or persons to inquire into the powers, duties and operation of the Commission.

Report to be
tabled in
Parliament

(2) The person or persons appointed under subsection (1) shall, within six months after being appointed, submit a report to the Minister, containing such recommendations as they consider appropriate, and the Minister shall cause the report to be laid before each House of Parliament on any of the first ten days on which that House is sitting after the day the Minister receives it.

172. (1) Dans les six mois suivant les cinq premières années d'application de la présente partie, le gouverneur en conseil nomme une ou plusieurs personnes chargées de réexaminer les pouvoirs et fonctions de la Commission ainsi que son fonctionnement.

Réexamen du
fonctionnement
de la Commis-
sion

Rapport au
Parlement

(2) Le ou les responsables du réexamen adressent au ministre, dans les six mois suivant leur nomination, un rapport assorti des recommandations qu'ils estiment indiquées; 10 le ministre fait déposer le rapport devant chaque chambre du Parlement dans les dix premiers jours de séance suivant sa réception.

PART XIII

SUCCESSIONS

Application of
Part

173. This Part applies only in respect of the succession of a Cree beneficiary or Naskapi beneficiary who dies after the coming into force of this Part and who, at the time of his death, was domiciled on Category IA land (in the case of a Cree beneficiary) or on Category IA-N land (in the case of a Naskapi beneficiary).

Definitions

"child"
«enfant»

174. In this Part,
"child" includes an adopted child, where the adoption

(a) was done in accordance with, or is recognized by, the laws of the Province, or

(b) was done in accordance with Cree or Naskapi custom;

"consort"
Version
anglaise
seulement

"consort" means one of two consorts;

"consorts"
«conjoints»

"consorts" means

(a) a man and a woman who are married and whose marriage was solemnized in accordance with, or is recognized under, the laws of the Province, or

(b) an unmarried man and an unmarried woman who live together as husband and wife, taking into account Cree or Naskapi custom;

PARTIE XIII

SUCCESSIONS

173. La présente partie ne s'applique qu'à la succession d'un bénéficiaire cri ou naskapi décédé après l'entrée en vigueur de cette partie et domicilié, au moment de son décès, sur des terres de catégorie IA ou IA-N, selon le cas.

Champ
d'application de
la présente
partie

174. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.

Définitions

«biens traditionnels» Selon le cas :

a) tous biens meubles, argent excepté, normalement utilisés dans l'exercice du droit d'exploitation visé par la *Loi sur les droits de chasse et de pêche dans les territoires de la Baie James et du Nouveau Québec* (Québec), y compris les véhicules, les embarcations, les moteurs, les armes à feu, les pièges et le matériel de camping, mais à l'exclusion des biens meubles utilisés dans la pêche commerciale;

b) produits ou sous-produits animaux obtenus à la suite de l'exercice du droit d'exploitation visé à l'alinéa a).

«conjoints» Couple :

a) dont le mariage a été célébré ou reconnu conformément aux lois de la province;

«biens
traditionnels»
"traditional
property"

«conjoints»
"consorts"

"family council" «conseil de famille»	"family council" means the family council of a deceased Cree beneficiary or a deceased Naskapi beneficiary, composed in accordance with section 182;	b) non marié d'autre part et vivant en union de fait, compte tenu des coutumes cries ou naskapies.	
"traditional property" «biens traditionnels»	<p>"traditional property" means</p> <p>(a) all movable property, excluding money, normally used in the exercise of the right to harvest referred to in <i>An Act respecting hunting and fishing rights in the James Bay and New Quebec territories</i> (Quebec), other than movable property used in commercial fishing, and includes, without limiting the generality of the foregoing, vehicles, boats, motors, guns, traps and camping equipment, and</p> <p>(b) animal products or by-products that are the product of the exercise of the right to harvest described in paragraph (a).</p>	<p>«conseil de famille» Le conseil de famille d'un bénéficiaire cri ou naskapi décédé, composé conformément à l'article 182.</p> <p>«enfant» Est considéré comme un enfant l'enfant adoptif, l'adoption pouvant avoir été :</p> <p>a) soit réalisée conformément aux lois de la province ou reconnue par celles-ci;</p> <p>b) soit réalisée conformément aux coutumes cries ou naskapies.</p>	<p>«conseil de famille» "family council"</p> <p>«enfant» "child"</p>
Lawful heirs on intestate succession	<p>175. For purposes of intestate succession, a surviving consort and a surviving child are included in the class of lawful heirs of a deceased Cree beneficiary or Naskapi beneficiary.</p>	<p>175. Dans le cas des successions <i>ab intestat</i>, le conjoint et le ou les enfants survivants d'un bénéficiaire cri ou naskapi décédé font partie de ses héritiers légitimes.</p>	Successions <i>ab intestat</i>
Valid forms of wills	<p>176. (1) The following constitute valid wills:</p> <p>(a) an instrument that is a valid will under the laws of the Province; and</p> <p>(b) an instrument accepted by the Minister as a will pursuant to subsection (2).</p>	<p>176. (1) Constitue un testament valide :</p> <p>a) l'acte établi conformément aux lois de la province;</p> <p>b) l'acte admis comme tel par le ministre conformément au paragraphe (2).</p>	Testaments valides
Wills accepted by Minister	<p>(2) The Minister may accept as a will any written instrument signed by a Cree beneficiary or Naskapi beneficiary, or bearing his mark, in which he indicates his wishes or intention with respect to the disposition of his property on his death.</p>	<p>(2) Le ministre peut admettre comme testament tout écrit signé par un bénéficiaire cri ou naskapi ou portant sa marque et dans lequel celui-ci indique ses intentions quant à la disposition de ses biens à son décès.</p>	Testaments admis par le ministre
Article 599a of Civil Code not applicable	<p>177. Deeds relating to the acceptance, renunciation or settlement of</p> <p>(a) a succession composed wholly or partly of movable, immovable or traditional property located on Category IA or IA-N land, or</p> <p>(b) a succession in which persons suffering legal incapacity are interested</p> <p>are not required to be made in authentic form as required by Article 599a of the <i>Civil</i></p>	<p>177. Par dérogation à l'article 599a du <i>Code civil du Bas-Canada</i>, doivent être en la forme réglementaire sans être obligatoirement authentiques les actes relatifs à l'acceptation ou au règlement d'une succession, ou à la renonciation à une succession :</p> <p>a) composée en tout ou en partie de meubles, d'immeubles ou de biens traditionnels situés sur des terres de catégorie IA ou IA-N;</p>	Non-application de l'article 599a du <i>Code civil</i>

Code of Lower Canada, but must be in the form prescribed under this Act.

Representation
of minor heirs

178. (1) Where a Cree beneficiary or Naskapi beneficiary who is a minor under the laws of the Province and ordinarily resident on Category IA land, in the case of a Cree beneficiary, or on Category IA-N land, in the case of a Naskapi beneficiary, inherits movable or immovable property by virtue of a testamentary or an intestate succession, the parents of that beneficiary are the legal guardians of that property.

Legal guardians

(2) Legal guardians by virtue of subsection (1) shall act jointly, except where one of them is deceased or under a legal incapacity or fails for any reason to act within a reasonable time, in which case the other may act alone.

Vacant
succession

179. Where a Cree beneficiary or Naskapi beneficiary dies leaving no lawful heirs or where all the heirs renounce the succession, the deceased's movable and immovable property become the property of the band of which the deceased was a member at the time of his death, unless the band renounces such succession, in which case it shall be dealt with as a vacant succession.

Intestacy

180. On an intestacy of a Cree beneficiary or Naskapi beneficiary, a majority of the lawful heirs may appoint the band of which the deceased was a member at the time of his death to administer or provide for the administration of the succession (except as regards traditional property), in which case the band may charge a fee for its services.

Disposition of
traditional
property on
intestacy

181. (1) Where a Cree beneficiary or Naskapi beneficiary dies intestate leaving traditional property, the family council of the deceased shall meet within one year of his death to decide on the disposition of his traditional property.

Powers of
family council

(2) The family council referred to in subsection (1) may dispose of the deceased's traditional property in accordance with its decision, and may appoint a willing individu-

b) intéressant des personnes frappées d'une incapacité légale.

Tutelle

178. (1) Les père et mère d'un bénéficiaire cri ou naskapi sont de plein droit tuteurs aux biens meubles ou immeubles dont hérite leur enfant mineur pourvu que celui-ci réside habituellement sur des terres de catégorie IA ou IA-N, selon le cas.

5

(2) La tutelle s'exerce conjointement. Toutefois, en cas de décès ou d'incapacité légale d'un tuteur ou de défaut par celui-ci d'agir avec la diligence voulue, l'autre peut l'exercer seul.

Exercice de la
tutelle

10

179. À défaut d'héritiers légitimes ou lorsque ces derniers y renoncent, la succession d'un bénéficiaire cri ou naskapi est dévolue à la bande du défunt; si celle-ci y renonce, il en est disposé comme d'une succession vacante.

Vacance de
succession

15

180. Au décès *ab intestat* d'un bénéficiaire cri ou naskapi, les héritiers légitimes peuvent, à la majorité, charger la bande du défunt d'administrer ou de faire administrer la succession, sauf s'il s'agit de biens traditionnels. Le cas échéant, la bande peut exiger des frais pour ce service.

Succession *ab
intestat*

20

25

Disposition of Traditional Property on an Intestacy

Disposition des biens traditionnels lors d'une succession ab intestat

Réunion du
conseil de
famille

181. (1) En cas de décès *ab intestat* d'un bénéficiaire cri ou naskapi qui laisse des biens traditionnels, le conseil de famille du défunt se réunit dans l'année suivant le décès pour décider de la disposition de ces biens.

30

Pouvoirs du
conseil de
famille

(2) Le conseil de famille peut décider de la disposition des biens traditionnels du défunt et charger une personne consentante de donner suite à sa décision.

45

al to administer the deceased's estate accordingly.

Composition of family council

182. (1) The family council of a deceased Cree beneficiary or Naskapi beneficiary shall consist of the following person or persons:

- (a) his surviving consort, if any;
- (b) any surviving children of the age of majority and the legal representatives of any surviving minor children; and
- (c) any surviving parent.

5

182. (1) Le conseil de famille se compose :

- a) du conjoint;
- b) des enfants majeurs et des représentants légaux des enfants mineurs;
- c) des père et mère.

5

Composition du conseil de famille

Where no survivors in immediate family

(2) Where a deceased Cree beneficiary or Naskapi beneficiary leaves no survivors described in subsection (1), the family council of the deceased shall consist of the three closest surviving relatives of the age of 15 majority, as determined in accordance with the law of the Province, who are ordinarily resident in the "Territory" as defined in section 2 of the *James Bay and Northern Quebec Native Claims Settlement Act*.

10

(2) Faute de survivants parmi les personnes mentionnées au paragraphe (1), le conseil de famille du défunt se compose de trois de ses parents majeurs considérés comme les plus proches selon les lois de la province et 10 résidant habituellement dans le «territoire» au sens donné à ce mot à l'article 2 de la *Loi sur le règlement des revendications des autochtones de la Baie James et du Nord québécois*.

15

Élargissement du conseil de famille

Where family council deadlocked

183. Where the family council is unable to reach a decision on the disposition of any part of the deceased's traditional property, it may request the council of the band of which the deceased was a member at the time of his death to appoint one or more willing persons to act as the deceased's family council in respect of that part of the deceased's traditional property on whose disposition the family council had been unable to reach a decision.

25

183. Le conseil de famille peut demander au conseil de la bande à laquelle appartenait le défunt de charger une ou plusieurs personnes consentantes de se substituer à lui pour ce qui est des biens traditionnels au sujet de la disposition desquels il n'a pu en arriver à une décision.

20

Situation d'impasse

Circumstances in which band council acts as the family council

184. (1) Where the family council has not reached a decision on the disposition of any part of the deceased's traditional property within two years after the deceased's death, the council of the band of which the deceased was a member at the time of his death shall act as the deceased's family council in respect of that part of the deceased's traditional property on whose disposition the family council had not reached a decision.

35

184. (1) Le conseil de la bande du défunt se substitue au conseil de famille pour ce qui est des biens traditionnels au sujet de la disposition desquels celui-ci n'a pu en arriver à une décision dans les deux ans suivant le décès.

25

Substitution de la bande au conseil de famille

Idem

(2) Where, on the death of a Cree beneficiary or Naskapi beneficiary,

- (a) the deceased leaves no surviving relatives,
- (b) for any reason a family council cannot be formed, or

45

(2) Le conseil de la bande du défunt se substitue au conseil de famille dans l'un ou l'autre des cas suivants :

Idem

- a) absence de parents survivants;
- b) impossibilité de former le conseil de famille;

30

(c) the family council has not met within one year after the deceased's death, the council of the band of which the deceased was a member at the time of his death shall act as the deceased's family council.

5

c) défaut par le conseil de famille de se réunir dans l'année suivant le décès.

Effect of disposition

185. A disposition of any traditional property of a deceased Cree beneficiary or Naskapi beneficiary by the deceased's family council pursuant to this Part passes the property in question to the recipient as of the moment when the recipient takes possession of the property, and any debt in respect of that property thenceforth becomes the responsibility of the recipient.

10

185. Le cessionnaire désigné par le conseil de famille devient propriétaire des biens traditionnels au moment où il en prend possession; il est tenu dès lors des dettes qui s'y rattachent.

Transfert du titre

5

Where a recipient renounces traditional property

186. Where any person designated by the family council of a deceased Cree beneficiary or Naskapi beneficiary to receive the deceased's traditional property pursuant to this Part renounces the property in question before taking possession of it, and no other person is designated by the family council within six months of such renunciation, the disposition of that property shall thenceforth be governed by the laws of the Province relating to intestate succession.

25

186. En cas de renonciation de la part du cessionnaire désigné avant sa mise en possession et en l'absence d'une nouvelle désignation par le conseil de famille dans les six mois suivant la renonciation, il est disposé des biens traditionnels selon les lois de la province applicables en matière de succession *ab intestat*.

Renonciation

PART XIV

TAX EXEMPTIONS

Interpretation

187. (1) In this Part, "Indian" means
(a) in subsection (2), a Cree beneficiary or Naskapi beneficiary who is an Indian as defined in the *Indian Act*; and
(b) in section 188, an Indian as defined in the *Indian Act*.

30

Idem

(2) For the purposes of this Part, personal property
(a) that became the property of a band by virtue of section 13 or 15 and had been purchased by Canada with money appropriated by Parliament,
(b) that is purchased by Canada after the coming into force of this Part with money appropriated by Parliament for the use and benefit of Indians or bands, or
(c) that is given, after the coming into force of this Part, to Indians or to a band

35

PARTIE XIV

EXEMPTIONS FISCALES

Définition

187. (1) Dans la présente partie, «Indien» s'entend :
a) au paragraphe (2), d'un bénéficiaire cri ou naskapi qui est un Indien au sens de la *Loi sur les Indiens*;
b) à l'article 188, d'un Indien au sens de la *Loi sur les Indiens*.

20

(2) Pour l'application de la présente partie, sont considérés comme situés en permanence sur les terres de catégorie IA ou IA-N les biens personnels :
a) devenus la propriété de la bande en vertu des articles 13 ou 15, après avoir été achetés par le Canada sur les crédits affectés à cette fin par le Parlement;
b) achetés par le Canada, après l'entrée en vigueur de la présente partie, sur les crédits affectés par le Parlement à l'usage et au profit d'Indiens ou de bandes;

35

under a treaty or agreement between a band and Canada
shall be deemed always to be situated on Category IA or IA-N land.

c) donnés, après l'entrée en vigueur de la présente partie, aux Indiens ou à la bande en vertu d'un traité ou d'un accord conclu entre une bande et le Canada.

5

Property
exempt from
taxation

188. (1) Notwithstanding any other Act of Parliament or of the legislature of any province, but subject to any by-laws of a band made pursuant to paragraph 45(1)(h), the following property is exempt from taxation:

- (a) the interest of an Indian or a band in Category IA or IA-N land; and
- (b) the personal property of an Indian or a band situated on Category IA or IA-N land.

10

Ownership,
occupation,
etc., of exempt
property

(2) Notwithstanding any other Act of Parliament or of the legislature of any province,

- (a) no Indian or band is subject to taxation in respect of the ownership, occupation, possession or use of any property described in paragraph (1)(a) or (b) or is otherwise subject to taxation in respect of any such property; and
- (b) no succession duty, inheritance tax or estate duty is payable on the death of any Indian in respect of any such property or the succession thereto if the property passes to an Indian.

15

188. (1) Par dérogation à toute autre loi fédérale ou provinciale, mais sous réserve des règlements administratifs pris en application de l'alinéa 45(1)h), sont exemptés de taxation :

- a) les intérêts d'un Indien ou de la bande sur des terres de catégorie IA ou IA-N;
- b) les biens personnels d'un Indien ou de la bande situés sur des terres de catégorie IA ou IA-N.

10

Biens non
imposés

15

(2) Par dérogation à toute autre loi fédérale ou provinciale :

- a) nul Indien ou bande n'est assujetti à une taxation concernant la propriété, l'occupation, la possession ou l'usage d'un bien mentionné aux alinéas 1a) ou b) ni autrement soumis à une taxation quant à l'un de ces biens;
- b) aucun droit de mutation par décès, taxe d'héritage ou droit de succession n'est exigible à la mort d'un Indien en ce qui concerne un bien de cette nature ou la succession audit bien, si ce dernier est transmis à un Indien.

Exemption

PART XV

SEIZURE EXEMPTIONS

Interpretation

189. In this Part, "Indian" means an Indian as defined in the *Indian Act*.

Property
exempt from
seizure, etc.

190. (1) Subject to this Part, movable and immovable property situated on Category IA or IA-N land and belonging to a Cree beneficiary, a Naskapi beneficiary or an Indian ordinarily resident on Category IA or IA-N land, and any right or interest of such a person in Category IA or IA-N land, is not subject to privilege, hypothec or any other charge, or to attachment, levy, seizure or execution, in favour of or at the instance of any person other than a Cree beneficiary, a

30

PARTIE XV

INSAISSISSABILITÉ

189. Dans la présente partie, «Indien» 30 Définition
s'entend d'un Indien au sens de la *Loi sur les Indiens*.

Biens
insaisissables

190. (1) Sous réserve des autres dispositions de la présente partie, les biens meubles et immeubles d'un bénéficiaire cri ou naskapi, ou d'un Indien résidant habituellement sur des terres de catégorie IA ou IA-N, et situés sur ces terres, ainsi que leurs droits et intérêts sur ces terres, ne sont susceptibles soit de privilège, hypothèque ou autre charge, soit de nantissement, prélèvement, saisie ou saisie-exécution, qu'en faveur ou à la demande d'un bénéficiaire cri, d'une

35

40

Cree band or an Indian ordinarily resident on Category IA land (in the case of property of a Cree beneficiary or of an Indian ordinarily resident on Category IA land) or a Naskapi beneficiary, the Naskapi band or an Indian ordinarily resident on Category IA-N land (in the case of property of a Naskapi beneficiary or of an Indian ordinarily resident on Category IA-N land).

bande crie ou d'un Indien résidant habituellement sur des terres de catégorie IA (dans le cas de biens appartenant à un bénéficiaire cri ou à un Indien résidant habituellement sur des terres de catégorie IA) ou d'un bénéficiaire naskapi, de la bande naskapie ou d'un Indien résidant habituellement sur des terres de catégorie IA-N (dans le cas de biens appartenant à un bénéficiaire naskapi ou à un Indien résidant habituellement sur des terres de catégorie IA-N).

Idem

(2) Subject to this Part, movable and immovable property situated on Category IA or IA-N land and belonging to a band is not subject to privilege, hypothec or any other charge, or to attachment, levy, seizure or execution, in favour of or at the instance of any person other than a Cree beneficiary, a Cree band or an Indian ordinarily resident on Category IA land (in the case of property of a Cree band) or a Naskapi beneficiary, the Naskapi band or an Indian ordinarily resident on Category IA-N land (in the case of property of the Naskapi band).

(2) Sous réserve des autres dispositions de la présente partie, les biens meubles et immeubles d'une bande, situés sur des terres de catégorie IA ou IA-N, ne sont susceptibles soit de privilège, hypothèque ou autre charge, soit de nantissement, prélèvement, saisie ou saisie-exécution, qu'en faveur ou à la demande d'un bénéficiaire cri, d'une bande crie ou d'un Indien résidant habituellement sur des terres de catégorie IA (dans le cas de biens appartenant à une bande crie) ou d'un bénéficiaire naskapi, de la bande naskapie, ou d'un Indien résidant habituellement sur des terres de catégorie IA-N (dans le cas de biens appartenant à la bande naskapie).

Idem

Idem

(3) The right or interest of a band in its Category IA or IA-N land is not subject to privilege, hypothec or any other charge, or to attachment, levy, seizure or execution, in favour of or at the instance of any person.

(3) Les droits ou intérêts de la bande sur les terres de catégorie IA ou IA-N qui lui ont été attribuées ne sont susceptibles en aucun cas ni de privilège, hypothèque ou autre charge, ni de nantissement, prélèvement, saisie ou saisie-exécution.

Idem

Idem

(4) A right or interest in Category IA or IA-N land of a person other than a Cree beneficiary or Naskapi beneficiary or a band, or the immovable property of such person situated on Category IA or IA-N land, is not subject to attachment, levy, seizure or execution in favour of or at the instance of any person other than a Cree beneficiary or a Cree band (in the case of Category IA land) or a Naskapi beneficiary or the Naskapi band (in the case of Category IA-N land), except where the band has authorized that person to pledge, charge or hypothecate that right or interest or immovable property, in which case creditors may exercise their normal remedies in relation to that pledge, charge or hypothecation.

(4) Les droits ou intérêts sur les terres de catégorie IA ou IA-N, ou les immeubles situés sur ces terres, de personnes autres que des bénéficiaires cris ou naskapis ou de la bande ne sont pas susceptibles de nantissement, prélèvement, saisie ou saisie-exécution en faveur ou à la demande de personnes qui ne sont pas non plus des bénéficiaires cris ni une bande crie (dans le cas de terres de catégorie IA) ni des bénéficiaires naskapis ou la bande naskapie (dans le cas de terres de catégorie IA-N), sauf si la bande a autorisé ces personnes à hypothéquer, nantir ou grever d'une autre charge leurs droits, intérêts ou immeubles; le cas échéant, les créanciers peuvent exercer leurs recours normaux

Idem

Conditional
sales

- (5) A person who sells movable property to
 (a) a Cree beneficiary,
 (b) a Naskapi beneficiary,
 (c) an Indian ordinarily resident on Category IA or IA-N land, or
 (d) a band

under an agreement whereby the right of property or right of possession thereto remains wholly or in part in the seller may exercise his rights under that agreement notwithstanding that the movable property is situated on Category IA or IA-N land.

à l'égard de l'hypothèque, du nantissement ou de la charge.

- (5) La personne qui conclut avec un bénéficiaire cri, un bénéficiaire naskapi, un Indien résidant habituellement sur des terres de catégorie IA ou IA-N ou une bande un contrat aux termes duquel elle lui vend un bien meuble dont elle conserve en tout ou en partie le droit de propriété ou de possession peut exercer ce droit même si le bien est situé sur les terres de catégorie IA ou IA-N.

Vente
conditionnelle

Property
deemed
situated on
Category IA or
IA-N land

191. For the purposes of section 190, movable property

- (a) that became the property of a band by virtue of section 13 or 15 and had been purchased with money appropriated by Parliament,
 (b) that is purchased after the coming into force of this Part with money appropriated by Parliament or by the legislature of Quebec for the use and benefit of Indians, Cree beneficiaries, Naskapi beneficiaries, or bands, or
 (c) that is, after the coming into force of this Part, provided to Cree beneficiaries, Naskapi beneficiaries or a band under a treaty or agreement between a band and Canada

shall be deemed always to be situated on Category IA or IA-N land, as the case may be.

191. Pour l'application de l'article 190, sont considérés comme situés en permanence sur les terres de catégorie IA ou IA-N les biens meubles :

- a) devenus la propriété de la bande en vertu des articles 13 ou 15, après avoir été achetés sur les crédits affectés à cette fin par le Parlement;
 b) achetés, après l'entrée en vigueur de la présente partie, sur les crédits affectés par le Parlement ou par la législature du Québec à l'usage et au bénéfice d'Indiens, de bénéficiaires cris ou naskapis ou de bandes;
 c) fournis, après l'entrée en vigueur de la présente partie, à des bénéficiaires cris ou naskapis, ou à une bande, en vertu d'un traité ou d'un accord entre une bande et le Canada.

Rattachement
aux terres de
catégorie IA ou
IA-N

Property
deemed to be
property of a
Cree band

192. (1) Where a Cree band has, pursuant to section 11A.0.6 of the James Bay and Northern Quebec Agreement, delegated to the Cree Regional Authority the power to coordinate and administer a program, movable property that

- (a) is necessary for the coordination or administration of that program,
 (b) is owned by the Cree Regional Authority, and
 (c) was purchased with money appropriated by Parliament or by the legislature of

192. (1) Pour l'application de l'article 190, sont considérés comme la propriété permanente de la bande crie pour l'usage et au bénéfice de laquelle ils ont été achetés les biens meubles qui réunissent les conditions suivantes :

- a) ils sont nécessaires à la mise en oeuvre d'un programme dont la coordination et l'exécution ont été déléguées par la bande, conformément à l'alinéa 11A.0.6 de la Convention de la Baie James et du Nord

Appartenance
aux bandes
cries

Quebec for the use and benefit of Indians, Cree beneficiaries or Cree bands shall, for the purposes of section 190, be deemed always to be the property of the Cree band for whose use and benefit it was purchased.

(2) Where the Naskapi band has the authority to delegate the power to coordinate and administer a program to the Naskapi Development Corporation and has so delegated, movable property that

- is necessary for the coordination or administration of that program,
- is owned by the Naskapi Development Corporation, and
- was purchased with money appropriated by Parliament or by the legislature of Quebec for the use and benefit of Indians, Naskapi beneficiaries or the Naskapi band shall, for the purposes of section 190, be deemed always to be the property of the Naskapi band.

québécois, à l'Administration régionale crie;

- ils appartiennent à l'Administration régionale crie;
- ils ont été achetés sur les crédits affectés par le Parlement ou la législature du Québec à l'usage et au bénéfice d'Indiens, de bénéficiaires cris ou de bandes cries.

(2) Pour l'application de l'article 190, sont considérés comme la propriété permanente de la bande naskapie pour l'usage et au bénéfice de laquelle ils ont été achetés les biens meubles qui réunissent les conditions suivantes :

- ils sont nécessaires à la mise en oeuvre d'un programme dont la coordination et l'exécution ont été déléguées par la bande, conformément aux pouvoirs qu'elle détient en l'espèce, à la Société de développement des Naskapis;
- ils appartiennent à la Société de développement des Naskapis;
- ils ont été achetés sur des crédits affectés par le Parlement ou la législature du Québec à l'usage et au bénéfice d'Indiens, de bénéficiaires naskapis ou de la bande naskapie.

193. (1) A Cree beneficiary, a Naskapi beneficiary or an Indian ordinarily resident on Category IA or IA-N land may, in writing, waive the exemption conferred by subsection 190(1) in favour of any person, on such terms and conditions as are agreed to by the parties, but, in the case of a right or interest in Category IA or IA-N land, the consent of the band must be obtained to the waiver and the terms and conditions thereof, and the band's consent must be confirmed by the electors of the band at a special band meeting or referendum.

(2) For the purposes of determining the quorum requirement respecting the confirmation of the band's consent referred to in subsection (1), the percentage requirement is the same as if the remaining term of the right or interest in question were being

193. (1) Un bénéficiaire cri ou naskapi ou un Indien résidant habituellement sur des terres de catégorie IA ou IA-N peut renoncer par écrit en faveur de quiconque, aux conditions convenues par les parties, à l'exemption prévue au paragraphe 190(1), sous réserve, dans le cas de droits ou d'intérêts sur des terres de catégorie IA ou IA-N, du consentement de la bande à la renonciation et aux conditions de celle-ci, ainsi que d'approbation donnée par vote en assemblée extraordinaire ou par référendum.

(2) Le taux de participation au vote exigé pour l'approbation visée au paragraphe (1) est celui qui serait applicable si le solde de la durée de validité du droit ou de l'intérêt en question était un nouveau droit consenti en application de l'alinéa 132(1)a).

Property deemed to be property of the Naskapi band

Waiver of exemption

Quorum requirements

Appartenance à la bande naskapie

Renonciation du bénéficiaire

Taux de participation au vote

granted by the band under paragraph 132(1)(a).

Waiver by band

(3) A band may, in writing, waive the exemption conferred by subsection 190(2) in favour of any person, on such terms and conditions as are agreed to by the parties, subject to the approval of the waiver and the terms and conditions thereof by the electors of the band at a special band meeting or referendum at which at least twenty-five per cent of the electors voted on the matter.

(3) La bande peut renoncer par écrit en faveur de quiconque, aux conditions convenues par les parties, à l'exemption prévue au paragraphe 190(2), sous réserve d'approbation de la renonciation et des conditions de celle-ci donnée en assemblée extraordinaire ou par référendum, avec un taux de participation au vote d'au moins vingt-cinq pour cent.

Renonciation de la bande

PART XVI

POLICING

Policing jurisdiction (Crees)

194. (1) For the purposes of the territorial jurisdiction of Cree village municipalities under the *Police Act* (Quebec), the territory of any such municipality shall be deemed to include Category IA land of the band whose members constitute the Cree village corporation of that municipality.

Jurisdiction of municipal police forces

(2) The police force of a municipality referred to in subsection (1) and the members of that force have jurisdiction over the Category IA land of the band for the purpose of enforcing the applicable laws of Canada and Quebec and the applicable by-laws of the band.

Policing jurisdiction (Naskapis)

195. (1) For the purposes of the territorial jurisdiction of the Naskapi village municipality under the *Police Act* (Quebec), the territory of that municipality shall be deemed to include Category IA-N land.

Jurisdiction of municipal police force

(2) The police force of the Naskapi village municipality referred to in subsection (1) and the members of that force have jurisdiction over Category IA-N land for the purpose of enforcing the applicable laws of Canada and Quebec and the applicable by-laws of the band.

Agreements for policing services

196. (1) A band may, with the approval of the Attorney General of Quebec and the provincial Minister responsible for municipal affairs, enter into an agreement with

- (a) Quebec,
- (b) the Cree Regional Authority,

PARTIE XVI

POLICE

194. (1) La compétence territoriale dévolue à une municipalité de village crie sous le régime de la *Loi de police* (Québec) s'étend aux terres de catégorie IA attribuées à la bande dont les membres constituent la corporation de village cri de cette municipalité.

(2) Le service de police de la municipalité visée au paragraphe (1) ainsi que le personnel de ce service ont compétence pour faire respecter les lois du Canada, les lois du Québec et les règlements administratifs de la bande applicables aux terres de catégorie IA.

195. (1) La compétence territoriale dévolue à la municipalité de village naskapie sous le régime de la *Loi de police* (Québec) s'étend aux terres de catégorie IA-N.

(2) Le service de police de la municipalité visée au paragraphe (1) ainsi que le personnel de ce service ont compétence pour faire respecter les lois du Canada, les lois du Québec et les règlements administratifs de la bande applicables aux terres de catégorie IA-N.

196. (1) La bande peut, pour se faire aider ou suppléer dans l'exercice de ses pouvoirs de police sur les terres de catégorie IA ou IA-N qui lui sont attribuées, conclure, sous réserve d'approbation du procureur général et du ministre chargé des affaires municipales de la province, des accords avec :

Compétence territoriale : Cris

Pouvoirs de police

Compétence territoriale : Naskapis

Pouvoirs de police

Accords en matière de pouvoirs de police

(c) the Kativik Regional Government (within the meaning of *An Act concerning Northern Villages and the Kativik Regional Government* (Quebec)),

(d) a Cree village corporation (within the meaning of *The Cree and Naskapi Villages Act* (Quebec)), or

(e) any other body empowered to provide policing services

for the provision of policing services on its 10
Category IA or IA-N land.

a) le Québec;

b) l'Administration régionale crie;

c) l'Administration régionale Kativik (au sens de la *Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik* 5 (Québec);

d) une corporation de village cri (au sens de la *Loi sur les villages cris et le village naskapi* (Québec);

e) tout autre organisme habilité à exercer 10
des pouvoirs de police.

Jurisdiction of
police forces

(2) A police force and the members thereof providing policing services pursuant to an agreement made under subsection (1) have jurisdiction over the Category IA or IA-N 15
land of the band for the purposes of enforcing the applicable laws of Canada and Quebec and the applicable by-laws of the band.

(2) Les services de police, ainsi que leur personnel, détachés auprès de la bande en vertu des accords visés au paragraphe (1) ont 15
compétence pour faire respecter les lois du Canada, les lois du Québec et les règlements administratifs de la bande applicables aux terres de catégorie IA ou IA-N.

Pouvoirs des
services de
police

PART XVII

OFFENCES

Offences under
the Act

197. Every person who commits an 20
offence under subsection 38(6), section 44, subsection 91(2), section 95, subsection 100(4) or section 108 is liable on summary conviction to a fine not exceeding two thousand dollars or to imprisonment for a term 25
not exceeding six months or to both.

Contravention
of regulations

198. (1) Every person who contravenes a regulation made under this Act is guilty of an offence and is liable on summary conviction to the punishment set out in the 30
regulations.

Regulations
may fix
maximum
punishment

(2) The Governor in Council may make regulations stipulating a maximum fine or a maximum term of imprisonment, or both, for contravention of a regulation, but such maximum fine or maximum term of imprisonment may not exceed two thousand dollars or six months, respectively.

Contravention
of by-law

199. (1) Every person who contravenes a by-law of a band is guilty of an offence and 40

PARTIE XVII

INFRACTIONS

197. Quiconque commet l'infraction 20
prévue au paragraphe 38(6), à l'article 44, au paragraphe 91(2), à l'article 95, au paragraphe 100(4) ou à l'article 108, encourt, sur déclaration sommaire de culpabilité, une amende maximale de deux mille dollars et un 25
emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines.

Infractions à la
présente loi

198. (1) Quiconque contrevient aux règlements d'application de la présente loi commet une infraction et encourt, sur déclaration sommaire de culpabilité, la ou les peines prévues dans les règlements. 30

Infractions aux
règlements

(2) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, fixer des maxima pour les peines prévues au paragraphe (1), jusqu'à concurrence de deux mille dollars pour les amendes et de six mois pour l'emprisonnement. 35

Fixation de
maxima

199. (1) Quiconque contrevient aux règlements administratifs commet une infraction

Infractions aux
règlements
administratifs

By-law may fix maximum punishment

Idem

Jurisdiction of justices of the peace

Summary conviction court

References to Criminal Code

Where signatory of document unable to write

is liable on summary conviction to the punishment set out in the by-law.

(2) A by-law of a band may stipulate a maximum fine or a maximum term of imprisonment, or both, for contravention of the by-law, but such maximum fine or maximum term of imprisonment may not exceed two thousand dollars or six months, respectively.

(3) A by-law made under paragraph 45(1)(h) may not impose a term of imprisonment for non-payment of taxes.

PART XVIII

ADMINISTRATION OF JUSTICE

200. (1) In addition to the courts and persons having jurisdiction in respect of the offences listed in paragraphs (a) and (b), 15 justices of the peace appointed pursuant to section 18.0.9 of the James Bay and Northern Quebec Agreement or section 12.4.1 of the Northeastern Quebec Agreement have jurisdiction in respect of

- (a) offences under subsection 199(1); and
- (b) offences under the following provisions of the *Criminal Code*: subsection 245(1) (common assault), section 401 (injuring or endangering animals) and 25 subsection 402(1) (cruelty to animals).

(2) For the purpose of exercising their jurisdiction in respect of offences listed in paragraphs (1)(a) and (b), the justices of the peace referred to in subsection (1) are a 30 summary conviction court within the meaning of Part XXIV of the *Criminal Code*.

(3) The words in parenthesis in paragraph (1)(b) form no part of that paragraph but shall be deemed to have been inserted for 35 convenience of reference only.

PART XIX

GENERAL

201. Where, under this Act or any regulation or by-law made thereunder, a document

et encourt, sur déclaration sommaire de culpabilité, la ou les peines qui y sont prévues.

(2) Les règlements administratifs peuvent comporter des maxima pour les peines prévues au paragraphe (1), jusqu'à concurrence 5 de deux mille dollars pour les amendes et de six mois pour l'emprisonnement.

(3) Les règlements administratifs pris en application de l'alinéa 45(1)h ne peuvent comporter de peine d'emprisonnement pour 10 non-paiement d'impôts.

PARTIE XVIII

ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

200. (1) Les juges de paix nommés conformément à l'alinéa 18.0.9 de la Convention de la Baie James et du Nord québécois ou à l'alinéa 12.4.1 de la Convention du Nord-Est 15 québécois ont compétence, outre les juridictions et les personnes déjà compétentes en la matière, pour connaître des infractions 20 visées :

- a) au paragraphe 199(1); 20
- b) par les dispositions suivantes du *Code criminel* : paragraphe 245(1) (voies de fait simples), article 401 (tuer ou blesser des animaux) et paragraphe 402(1) (cruauté envers les animaux). 25

(2) Pour l'exercice de la compétence que leur attribue le paragraphe (1), les juges de paix constituent une cour des poursuites sommaires au sens de la partie XXIV du *Code criminel*. 30

(3) Les termes mis entre parenthèses à l'alinéa (1)b ne font pas partie de la disposition, n'étant cités que pour des raisons de commodité.

PARTIE XIX

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

201. Dans le cas où une personne qui doit, 35 aux termes de la présente loi ou des règle-

Fixation de maxima

Idem

Compétence des juges de paix

Cour des poursuites sommaires

Renvois au *Code criminel*

Personnes ne sachant pas écrire

is required to be signed by a person and that person is unable to write, that person's mark shall constitute his signature if

(a) the mark is affixed to the document in the presence of a witness who is able to write; and

(b) the witness affixes his signature to the document beside the mark of the person for whom he is acting as witness.

Commissioners
of oaths

202. (1) In addition to any person authorized to act as a commissioner of oaths under the laws of Canada or of the Province, the chief of a band and the band secretary are *ex officio* commissioners of oaths for the purposes of this Act and any regulation or by-law made thereunder.

No fee
permitted

(2) The chief and band secretary shall not charge any fee or other compensation whatsoever for acting as a commissioner of oaths pursuant to subsection (1).

Certified copies
of documents

203. (1) A band secretary may issue certified copies of any by-law or resolution of the band or of any other document issued under the authority of the band.

Idem

(2) A band treasurer may issue certified copies of all or any part of the books of account and financial records of the band.

Admissibility of
certified copies

(3) In every case in which an original document could be received in evidence, a certified copy of that document issued under subsection (1) is receivable in evidence without proof of the signature or the official character of the person or persons appearing to have signed the document.

ments administratifs pris en son application, apposer sa signature à un document ne sait pas écrire, sa marque constitue sa signature si :

a) elle est apposée au document en présence d'un témoin sachant écrire;

b) le témoin appose sa signature au document à côté de la marque.

Commissaire
aux serments

202. (1) Le chef et le secrétaire de la bande sont d'office commissaires aux serments dans le cadre de la présente loi ou des règlements ou règlements administratifs pris en son application, en plus des personnes autorisées à agir à ce titre par d'autres lois fédérales ou provinciales.

Gratuité

(2) Ni le chef ni le secrétaire de la bande ne peuvent exiger de droits ou autres redevances au titre de leurs fonctions de commissaires aux serments.

Copies
certifiées
conformes

203. (1) Le secrétaire de la bande peut délivrer des copies certifiées conformes des règlements administratifs, résolutions ou autres documents officiels de la bande.

Idem

(2) Le trésorier de la bande peut délivrer des copies ou extraits certifiés conformes des livres comptables ou registres financiers de la bande.

Admissibilité
des copies en
preuve

(3) Dans le cas où les documents visés au paragraphe (1) sont admissibles en preuve, leurs copies certifiées conformes le sont également, sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature qui y est apposée ni la qualité officielle du signataire.

PART XX

CONSEQUENTIAL AMENDMENTS TO OTHER ACTS

Expropriation Act

204. Section 3 of the *Expropriation Act* is amended by adding thereto the following subsection:

“(2) No interest in land that is Category IA land or Category IA-N land, as

Exception

PARTIE XX

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

Loi sur l'expropriation

204. L'article 3 de la *Loi sur l'expropriation* est modifié par adjonction de ce qui suit :

«(2) Les droits sur les terres de catégorie IA ou IA-N, au sens de la *Loi sur les*

Exception

S.R., c. 16 (1^{er}
suppl.)

defined in the *Cree-Naskapi (of Quebec) Act*, may be expropriated under this Part without the consent of the Governor in Council."

R.S. c. C-1

Canada Assistance Plan

205. (1) The definition "band", "council", "Indian" and "reserve" in section 10 of the *Canada Assistance Plan* is repealed and the following substituted therefor:

"band"
«bande»

"band" means

- (a) a band, as defined in the *Indian Act*, or
- (b) a band, as defined in the *Cree-Naskapi (of Quebec) Act*;

(2) Section 10 of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after the definition "band", the following definition:

"council"
«conseil»

"council" means

- (a) the "council of the band", as defined in the *Indian Act*, or
- (b) the "council", as defined in the *Cree-Naskapi (of Quebec) Act*;

(3) Section 10 of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after the definition "council", the following definition:

"Indian"
«Indien»

"Indian" means an Indian, as defined in the *Indian Act*;

(4) Section 10 of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after the definition "provincial welfare program", the following definition:

"reserve"
«réserve»

"reserve" means

- (a) a reserve, as defined in the *Indian Act*, or
- (b) Category IA land or Category IA-N land, as defined in the *Cree-Naskapi (of Quebec) Act*;

R.S. c. L-5

Canada Lands Surveys Act

1976-77, c. 30,
s. 19

206. Paragraph 30(1)(a) of the *Canada Lands Surveys Act* is repealed and the following substituted therefor:

"(a) any lands belonging to Her Majesty in right of Canada or of which the

Cris et les Naskapis du Québec, ne peuvent faire l'objet d'une expropriation prévue à la présente partie sans le consentement du gouverneur en conseil.»

Régime d'assistance publique du Canada

S.R., c. C-1

205. (1) La définition de «bande», «conseil», «Indien» et «réserve», à l'article 10 du *Régime d'assistance publique du Canada*, est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«bande» désigne

«bande»
"band"

- a) une bande, au sens de la *Loi sur les Indiens*, ou
- b) une bande, au sens de la *Loi sur les Cris et les Naskapis du Québec*;

(2) L'article 10 de la même loi est modifié par insertion, après la définition de «bande», de ce qui suit :

«conseil» désigne

«conseil»
"council"

- a) le «conseil de la bande», au sens de la *Loi sur les Indiens*, ou
- b) le «conseil», au sens de la *Loi sur les Cris et les Naskapis du Québec*;

(3) L'article 10 de la même loi est modifié par insertion, après la définition de «conseil», de ce qui suit :

«Indien» désigne un Indien, au sens de la *Loi sur les Indiens*;

«Indien»
"Indian"

(4) L'article 10 de la même loi est modifié par insertion, après la définition de «régime provincial de bien-être social», de ce qui suit :

«réserve» désigne

30 «réserve»
"reserve"

- a) une réserve, au sens de la *Loi sur les Indiens*, ou
- b) les terres de catégories IA et IA-N, au sens de la *Loi sur les Cris et les Naskapis du Québec*.

35

Loi sur l'arpentage des terres du Canada

S.R., c. L-5

206. L'alinéa 30(1)a) de la *Loi sur l'arpentage des terres du Canada* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«a) les terres situées dans les territoires du Nord-Ouest, le territoire du Yukon

1976-77, c. 30,
art. 19

40

Government of Canada has power to dispose that are situated in the Yukon Territory, the Northwest Territories or in any National Park of Canada and any lands that are

(i) surrendered lands or a reserve, as defined in the *Indian Act*, or

(ii) Category IA land or Category IA-N land, as defined in the *Cree-Naskapi (of Quebec) Act*; and”

5

10

ou les parcs nationaux du Canada, qui appartiennent à Sa Majesté du chef du Canada ou que le gouvernement du Canada a le droit d'aliéner, ainsi que les terres qui sont

5

(i) des terres cédées ou des réserves, au sens de la *Loi sur les Indiens*, ou

(ii) des terres de catégorie IA ou IA-N, au sens de la *Loi sur les Cris et les Naskapis du Québec*; et»

10

R.S. c. M-15

Municipal Grants Act

207. Paragraph (b) of the definition “federal property” in section 2 of the *Municipal Grants Act* is repealed and the following substituted therefor:

“(b) a park, historical site, monument, museum, public library, art gallery, reserve, as defined in the *Indian Act*, or Category IA land or Category IA-N land, as defined in the *Cree-Naskapi (of Quebec) Act*,”

20

Loi sur les subventions aux municipalités

S.R., c. M-15

207. L'alinéa b) de la définition de «propriété fédérale», à l'article 2 de la *Loi sur les subventions aux municipalités*, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«b) un parc, un lieu historique, un monument, un musée, une bibliothèque publique, une galerie d'art, une réserve, au sens de la *Loi sur les Indiens*, ou une terre de catégorie IA ou IA-N, au sens de la *Loi sur les Cris et les Naskapis du Québec*,»

1980-81-82-83,
c. 37

Municipal Grants Act, 1980

208. The definition “taxing authority” in subsection 2(1) of the *Municipal Grants Act, 1980* is amended by striking out the word “or” at the end of paragraph (a) thereof, by adding the word “or” at the end of paragraph (b) thereof and by adding thereto, immediately after paragraph (b) thereof, the following paragraph:

“(c) any band within the meaning of the *Cree-Naskapi (of Quebec) Act* that levies and collects a tax on interests in “Category IA land” or “Category IA-N land” as defined in that Act,”

25

Loi de 1980 sur les subventions aux municipalités

1980-81-82-83,
c. 37

208. La définition d'«autorité taxatrice», au paragraphe 2(1) de la *Loi de 1980 sur les subventions aux municipalités*, est modifiée par insertion, après l'alinéa b), de ce qui suit :

«c) toute bande, au sens de la *Loi sur les Cris et les Naskapis du Québec*, qui lève et perçoit un impôt sur les droits sur les terres de catégorie IA ou IA-N, au sens de cette loi.»

25

R.S. c. N-6

National Energy Board Act

209. Section 67 of the *National Energy Board Act* is amended by adding thereto the following subsection:

“(3) In this section, “Indian reserve” means

(a) a reserve, as defined in the *Indian Act*; or

40

Loi sur l'Office national de l'énergie

S.R., c. N-6

209. L'article 67 de la *Loi sur l'Office national de l'énergie* est modifié par adjonction de ce qui suit :

«(3) Au présent article, «réserve indienne» désigne

a) une réserve, au sens de la *Loi sur les Indiens*; et

Definition of
“Indian
reserve”Définition de
«réserve
indienne»

(b) Category IA land or Category IA-N land, as defined in the *Cree-Naskapi (of Quebec) Act*.”

b) les terres des catégories IA et IA-N, au sens de la *Loi sur les Cris et les Naskapis du Québec*.»

R.S. c. N-10

National Housing Act

Loi nationale sur l'habitation

S.R., c. N-10

1978-79, c. 16, s. 3(5)

210. Subsection 6(4) of the *National Housing Act* is repealed and the following substituted therefor:

210. Le paragraphe 6(4) de la *Loi nationale sur l'habitation* est abrogé et remplacé 5 par ce qui suit :

1978-79, c. 16, par. 3(5)

Loans to Indians or bands

“(4) An approved lender may, subject to and in accordance with regulations of the Governor in Council made under the authority of this subsection, make a loan 10

«(4) Un prêteur agréé peut, sous réserve des règlements pris par le gouverneur en conseil en vertu du présent paragraphe, et en conformité avec ceux-ci, consentir un 10 prêt

1978-79, c. 16, s. 3(5)

Prêts à des Indiens ou à des bandes

(a) to an Indian, to the council of a band or to a group of Indians, within the meaning assigned to those terms by the *Indian Act*, or

a) à un Indien, au conseil d'une bande ou à un groupe d'Indiens, au sens de la *Loi sur les Indiens*, ou

(b) to a Cree band or to the Naskapi 15 band, within the meaning assigned to those terms by the *Cree-Naskapi (of Quebec) Act*,

b) à une bande crie ou à la bande nas- 15 kapie, au sens de la *Loi sur les Cris et les Naskapis du Québec*,

for the purpose of assisting in the purchase, improvement or construction of a 20 housing project

aux fins d'aider à l'achat, à l'amélioration ou à la construction d'un projet d'habita- 20 tions

(c) on a reserve, within the meaning of the *Indian Act*, or

c) dans une réserve, au sens de la *Loi sur les Indiens*, ou

(d) on Category IA land or Category IA-N land, within the meaning of the 25 *Cree-Naskapi (of Quebec) Act*,

d) sur une terre de catégorie IA ou IA-N, au sens de la *Loi sur les Cris et les Naskapis du Québec*, 25

and such loans are insurable in the manner provided by such regulations.”

et de tels prêts sont assurables de la manière prévue par ces règlements.»

1978-79, c. 16, s. 7

211. Subsection 34.1(4) of the said Act is repealed and the following substituted 30 therefor:

211. Le paragraphe 34.1(4) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1978-79, c. 16, art. 7

Definitions

“(4) In this section,

“(4) Au présent article,

30 Définitions

“council of a band”

«conseil de bande» désigne

«conseil de bande»

«conseil...»

(a) the “council of the band”, as defined in the *Indian Act*, or 35

a) le «conseil de la bande», au sens de la *Loi sur les Indiens*, ou

“Indian”

«Indien» désigne un Indien, au sens de la *Loi sur les Indiens*; 35

«Indien»

“Indian” means an Indian, as defined in the *Indian Act*;

“(4) In this section,

“(4) Au présent article,

30 Définitions

“reserve”

«réserve» désigne

«réserve»

«réserve»

(a) a reserve, as defined in the *Indian Act*, or 40

a) une réserve, au sens de la *Loi sur les Indiens*, ou 40

(b) Category IA land or Category IA-N land, as defined in the *Cree-Naskapi (of Quebec) Act*.”

b) les terres des catégories IA et IA-N, au sens de la *Loi sur les Cris et les Naskapis du Québec*.”

1978-79, c. 16,
s. 11

212. Subsection 56.1(1) of the said Act is amended by striking out the word “or” at the end of paragraph (b) thereof and by adding thereto the following paragraphs:

“(d) the council of a band, within the meaning of the *Cree-Naskapi (of Quebec) Act*, or
(e) a group of Cree beneficiaries or Naskapi beneficiaries, within the meaning of the *Cree-Naskapi (of Quebec) Act*, each member of which
(i) is an Indian, within the meaning of the *Indian Act*, and
(ii) resides on Category IA land or Category IA-N land, as defined in the *Cree-Naskapi (of Quebec) Act*.”

212. Le paragraphe 56.1(1) de la même loi est modifié par suppression du mot «ou» à la fin de l’alinéa b) et par adjonction de ce qui suit :

«d) le conseil d’une bande, au sens de la *Loi sur les Cris et les Naskapis du Québec*; ou
e) un groupe de bénéficiaires cris ou de bénéficiaires naskapis, au sens de la *Loi sur les Cris et les Naskapis du Québec*, dont chaque membre
(i) est un Indien, au sens de la *Loi sur les Indiens*, et
(ii) réside sur les terres de catégorie IA ou IA-N, au sens de la *Loi sur les Cris et les Naskapis du Québec*.”

1978-79, c. 16,
art. 11

1973-74, c. 18,
s. 21

213. Section 59 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“**59.** The Corporation may, subject to and in accordance with regulations of the Governor in Council, make loans to Indians, as defined in the *Indian Act*, for the purpose of assisting in the purchase, improvement or construction of housing projects on

(a) a reserve, as defined in the *Indian Act*; or
(b) Category IA land or Category IA-N land, as defined in the *Cree-Naskapi (of Quebec) Act*.”

213. L’article 59 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«**59.** Sous réserve des règlements du gouverneur en conseil, la Société peut consentir des prêts aux Indiens, de la *Loi sur les Indiens*, en vue d’aider à l’achat, l’amélioration ou la construction de projets d’habitations sur:

a) une réserve, au sens de la *Loi sur les Indiens*; ou
b) les terres de catégorie IA ou IA-N, au sens de la *Loi sur les Cris et les Naskapis du Québec*.”

Prêts aux
Indiens

Loans to
Indians

R.S. c. R-2

Railway Act

214. Subsection 133(1) of the *Railway Act* is repealed and the following substituted therefor:

“**133.** (1) No company shall take possession of or occupy any portion of any
(a) reserve or surrendered lands, as defined in the *Indian Act*, or
(b) Category IA land or Category IA-N land, as defined in the *Cree-Naskapi (of Quebec) Act*,
without the consent of the Governor in Council.”

Indian lands

Loi sur les chemins de fer

S.R., c. R-2

214. Le paragraphe 133(1) de la *Loi sur les chemins de fer* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«**133.** (1) Nulle compagnie ne peut s’approprier, ni occuper une partie
a) d’une réserve ou de terres cédées, au sens de la *Loi sur les Indiens*, ou
b) d’une terre de catégorie IA ou IA-N, au sens de la *Loi sur les Cris et les Naskapis du Québec* sans le consentement du gouverneur en conseil.»

Terres des
Indiens

R.S. c. L-13

*Lord's Day Act*1980-81-82-83,
c. 47, s. 31

215. (1) Section 7.1 of the *Lord's Day Act* is renumbered as subsection 7.1(1).

(2) Section 7.1 of the said Act is further amended by adding thereto the following subsection:

Definition of
"Indian
reserve"

"(2) In subsection (1), "Indian reserve" includes Category IA land and Category IA-N land, as defined in the *Cree-Naskapi (of Quebec) Act*."

1980-81-82-83,
c. 111, Sch. II*Privacy Act*

216. Section 8 of the *Privacy Act* is amended by adding thereto the following subsection:

Definition of
"Indian band"

"(6) In paragraph (2)(k), "Indian band" means

(a) a band, as defined in the *Indian Act*; or

(b) a band, as defined in the *Cree-Naskapi (of Quebec) Act*."

R.S., c. V-4

Veterans' Land Act

217. Section 46 of the *Veterans' Land Act* is amended by adding thereto the following subsection:

Definition of
"Indian
reserve"

"(4) In this section, "Indian reserve" means

(a) a reserve, as defined in the *Indian Act*; or

(b) Category IA land or Category IA-N land, as defined in the *Cree-Naskapi (of Quebec) Act*."

COMING INTO FORCE

Coming into
force

218. This Act, or any provision thereof, shall come into force on a day or days to be fixed by proclamation.

Loi sur le dimanche

S.R., c. L-13

215. (1) La *Loi sur le dimanche* est modifiée par substitution, au numéro d'article 7.1, du numéro de paragraphe 7.1(1).

(2) L'article 7.1 de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

5

«(2) Pour l'application du paragraphe (1), «réserve indienne» comprend les terres de catégories IA et IA-N, au sens de la *Loi sur les Cris et les Naskapis du Québec*.»

Idem

*Loi sur la protection des renseignements personnels*1980-81-82-83,
c. 111

216. L'article 8 de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* est modifié par adjonction de ce qui suit :

«(6) L'expression «bande d'Indiens» à l'alinéa 2k) désigne

Définition de
«bande
d'Indiens»

a) une bande au sens de la *Loi sur les Indiens*; ou

b) une bande au sens de la *Loi sur les Cris et les Naskapis du Québec*.»

Loi sur les terres destinées aux anciens combattants

S.R. c. V-4

217. L'article 46 de la *Loi sur les terres destinées aux anciens combattants* est modifié par adjonction de ce qui suit :

«(4) Au présent article, «réserve indienne» désigne

Définition de
«réserve
indienne»

a) une réserve, au sens de la *Loi sur les Indiens*; et

b) les terres des catégories IA et IA-N, au sens de la *Loi sur les Cris et les Naskapis du Québec*.»

25

ENTRÉE EN VIGUEUR

218. La présente loi ou telle de ses dispositions entre en vigueur à la date ou aux dates fixées par proclamation.

Entrée en
vigueur

TABLE OF PROVISIONS
CREE-NASKAPI (OF QUEBEC) ACT

TABLE ANALYTIQUE
LOI SUR LES CRIS ET LES NASKAPIS
DU QUÉBEC

SHORT TITLE
1. Short title

TITRE ABRÉGÉ
1. Titre abrégé

INTERPRETATION
2. (1) Definitions
(2) "Indian Act" band
(3) References to "natural resources"
and "land"
(4) References to Quebec statutes

DÉFINITIONS
2. (1) Définitions
(2) «bande antérieure» "Indian Act"
band
(3) Mention de «ressources naturelles»
(4) Mention des lois du Québec

INCONSISTENCY WITH FEDERAL OR
PROVINCIAL LAW
3. (1) Federal Acts
(2) *James Bay and Northern Quebec
Native Claims Settlement Act*
4. Provincial laws of general application

INCOMPATIBILITÉ AVEC DES LOIS
FÉDÉRALES OU PROVINCIALES
3. (1) Lois fédérales
(2) Loi sur le règlement des revendica-
tions des autochtones de la Baie
James et du Nord québécois
4. Lois provinciales d'application générale

APPLICATION OF INDIAN ACT
5. Application of *Indian Act*

APPLICATION DE LA LOI SUR LES INDIENS
5. Application de la *Loi sur les Indiens*

BAND BY-LAWS AND RESOLUTIONS
6. Territorial limits of band by-laws
7. By-law may require licence or permit
8. By-law may prohibit activities
9. *Statutory Instruments Act*

RÈGLEMENTS ADMINISTRATIFS ET
RÉSOLUTIONS D'UNE BANDE
6. Portée territoriale
7. Licences ou permis
8. Interdiction
9. Loi sur les textes réglementaires

REGULATIONS
10. Regulations

RÈGLEMENTS
10. Règlements

INCORPORATION BY REFERENCE OF
PROVINCIAL LAWS

11. (1) Incorporation by reference of provincial laws
(2) Meaning of "non-beneficiary"

APPLICATION DE LOIS PROVINCIALES PAR
RÈGLEMENT

11. (1) Application de lois provinciales par règlement
(2) Définition de «non-bénéficiaires»

PART I

LOCAL GOVERNMENT

Incorporation of Bands

12. (1) Incorporation of eight Cree bands
(2) Names of incorporated Cree bands
13. Predecessor *Indian Act* bands cease to exist
14. (1) Incorporation of Naskapi Band of Quebec
(2) Legal designation
15. *Indian Act* Naskapi band ceases to exist
16. (1) Change of band name
(2) Effective date of by-law

Membership of Bands

17. Membership of Cree bands
18. Special provision for Indians who are not Cree beneficiaries
19. (1) Special provision for Inuit of Fort George
(2) *Idem*
(3) *Idem*
20. Membership of Naskapi band
20.1 Special provision for Indians who are not Naskapi beneficiaries

PARTIE I

ADMINISTRATIONS LOCALES

Constitution des bandes en personnes morales

12. (1) Bandes crie
(2) Désignations officielles
13. Dissolution
14. (1) Bande Naskapi du Québec
(2) Désignation officielle
15. Dissolution
16. (1) Changement de désignation
(2) Prise d'effet du règlement administratif

Appartenance aux bandes

17. Appartenance aux bandes crie
18. Dispositions particulières pour les Indiens qui ne sont pas des bénéficiaires crie
19. (1) Disposition spéciale pour les Inuit de Fort George
(2) *Idem*
(3) *Idem*
20. Appartenance à la bande naskapie
20.1 Dispositions particulières pour les Indiens qui ne sont pas des bénéficiaires naskapis

Objects and Powers of Bands

- 21. Objects of bands
- 22. (1) Legal capacity of bands
- (2) Restriction on band's commercial activities
- (3) Band may own shares in corporations
- 23. (1) Band may not be continued under *Canada Business Corporations Act*
- (2) *Canada Corporations Act*
- (3) Application of certain other Acts

Head Office of Band

- 24. Head office of band

Band Council

- 25. Band council
- 26. Band acts through its council
- 27. Resolutions and by-laws
- 28. Chief
- 29. (1) Deputy chief
- (2) Duties and powers of deputy chief

Council Meetings

- 30. Council meetings
- 31. Use of Cree or Naskapi language at council meetings
- 32. (1) Language of by-laws and resolutions
- (2) Where versions in two or more languages
- 33. (1) Quorum of council
- (2) Idem
- (3) Filling of vacancies
- (4) Where general election called

Mission de la bande

- 21. Mission de la bande
- 22. (1) Capacité
- (2) Activités commerciales
- (3) Actions
- 23. (1) *Loi sur les sociétés commerciales canadiennes*
- (2) *Loi sur les corporations canadiennes*
- (3) Autres lois

Siège de la bande

- 24. Siège de la bande

Conseil de la bande

- 25. Conseil
- 26. Rôle
- 27. Résolutions et règlements administratifs
- 28. Chef
- 29. (1) Chef adjoint
- (2) Attributions du chef adjoint

Assemblées du conseil

- 30. Assemblées
- 31. Usage des langues crie ou naskapie
- 32. (1) Version officielle des règlements administratifs et résolutions
- (2) Version bilingue
- 33. (1) Quorum
- (2) Idem
- (3) Obligation de pourvoir aux vacances de poste
- (4) Tenue d'élections générales

- | | |
|---|--|
| 34. (1) Chairmanship of meeting | 34. (1) Présidence des assemblées |
| (2) Idem | (2) Idem |
| 35. (1) Voting | 35. (1) Décisions |
| (2) Idem | (2) Idem |
| (3) Where tied vote | (3) Cas de partage |
| 36. (1) Inuit of Fort George | 36. (1) Inuit de Fort George |
| (2) Regulations respecting Inuk observer | (2) Observateur inuk |
| (3) Rights of Inuk observer | (3) Droits de l'observateur inuk |
| 37. (1) When council must meet | 37. (1) Tenue des assemblées |
| (2) Meetings public | (2) Publicité des assemblées |
| (3) Decorum | (3) Discipline |
| 38. (1) Conflict of interest | 38. (1) Conflit d'intérêts |
| (2) Where disagreement | (2) Cas de désaccord |
| (3) Idem | (3) Idem |
| (4) Where chairman is disqualified | (4) Situation du président |
| (5) Effect of disqualification | (5) Quorum et majorité |
| (6) Offence | (6) Infraction |
| (7) Application of section to Inuk observer | (7) Observateur inuk |
| 39. By-laws respecting council meetings | 39. Règlements administratifs concernant les assemblées du conseil |

Committees of a Council

Comité du conseil

- | | |
|---------------------------------------|--|
| 40. (1) By-laws respecting committees | 40. (1) Règlements administratifs concernant les comités |
| (2) Membership of committees | (2) Composition des comités |
| (3) Powers of committees | (3) Pouvoirs des comités |

Band Bodies, Officers, Employees and Agents

Personnel et mandataires de la bande

- | | |
|--|----------------------------------|
| 41. (1) Bodies, officers, employees and agents | 41. (1) Personnel et mandataires |
| (2) Multiple office-holders | (2) Cumul de fonctions |
| (3) Employment agreements | (3) Contrats de travail |
| 42. (1) Duties of band secretary | 42. (1) Fonctions du secrétaire |
| (2) Secretary may certify band documents | (2) Pouvoir de certification |

- (3) Exercise of secretary's powers
- 43. Duties of band treasurer
- 44. (1) Return of band property
- (2) Failure to comply

- (3) Exercice de ce pouvoir
- 43. Fonctions du trésorier
- 44. (1) Restitution à la bande
- (2) Inobservation

By-laws Respecting Local Government

- 45. (1) Power to make by-laws respecting local government
- (2) Taxation by-laws
- (3) Idem
- (4) Regulations respecting taxation power
- (5) User charge by-laws
- (6) Payment in forms other than money
- 46. (1) By-laws re land and resource use and planning
- (2) Where plan approved by electors
- 47. (1) Zoning by-laws
- (2) Approval of band electors required
- 48. (1) By-laws on hunting, fishing, trapping, wildlife protection
- (2) Proposed by-laws to be submitted to Coordinating Committee
- (3) Exceptions
- (4) Approval of band electors required
- (5) Minister may disallow certain by-laws

*Administration locale
Règlements administratifs*

- 45. (1) Pouvoir de réglementation
- (2) Exercice du pouvoir fiscal
- (3) Approbation
- (4) Règlements relatifs au pouvoir fiscal
- (5) Droits d'usage
- (6) Forme du paiement
- 46. (1) Règlements relatifs aux terres et ressources
- (2) Approbation
- 47. (1) Règlements administratifs de zonage
- (2) Approbation
- 48. (1) Règlements : chasse, pêche, piégeage, protection de la faune
- (2) Présentation des règlements
- (3) Exceptions
- (4) Approbation par vote
- (5) Désaveu par le ministre

Procedure for making By-laws and Resolutions

- 49. Approval by band electors may be stipulated
- 50. (1) Original to be signed
- (2) Minutes of council meetings
- (3) Where approval of band electors required
- (4) Non-compliance

Règles régissant la prise des règlements administratifs et des résolutions

- 49. Approbation facultative
- 50. (1) Signature de l'original
- (2) Procès-verbaux
- (3) Approbation obligatoire par les électeurs de la bande
- (4) Inobservation

- | | |
|--|--|
| <p>51. (1) Coming into force of resolutions
(2) Idem</p> <p>52. (1) Posting of by-laws
(2) Coming into force of by-laws</p> <p>53. (1) Register of by-laws
(2) Recording of resolutions
(3) By-laws to be sent to Minister
(4) Non-compliance</p> <p>54. Obtaining copies of by-laws and resolutions</p> | <p>51. (1) Entrée en vigueur des résolutions
(2) Idem</p> <p>52. (1) Affichage des règlements administratifs
(2) Entrée en vigueur</p> <p>53. (1) Registre des règlements administratifs
(2) Enregistrement des résolutions
(3) Transmission au ministre
(4) Inobservation</p> <p>54. Copie des règlements administratifs et des résolutions</p> |
|--|--|

Challenges to By-laws or Resolutions

Contestations des règlements administratifs et résolutions

- | | |
|--|---|
| <p>55. (1) Applications for quashing of by-law or resolution
(2) Exclusion of Federal Court's jurisdiction</p> <p>56. (1) Time limit for applying
(2) Idem</p> <p>57. Subsequent actions</p> | <p>55. (1) Demande d'annulation d'un règlement
(2) Non-compétence de la Cour fédérale</p> <p>56. (1) Prescription
(2) Idem</p> <p>57. Actions ultérieures</p> |
|--|---|

Transitional

Dispositions transitoires

Cree Transitional Provisions

Dispositions transitoires pour les Cris

- | | |
|---|--|
| <p>58. Existing councils of <i>Indian Act</i> Cree bands</p> <p>59. Provisions of this Act to apply</p> <p>60. Continuation in force of by-laws of <i>Indian Act</i> Cree bands</p> | <p>58. Conseils cris en exercice</p> <p>59. Assujettissement à la présente loi</p> <p>60. Maintien des règlements administratifs</p> |
|---|--|

Naskapi Transitional Provisions

Dispositions transitoires pour les Naskapis

- | | |
|--|--|
| <p>61. Existing council of <i>Indian Act</i> Naskapi band</p> <p>62. Provisions of this Act to apply</p> | <p>61. Conseil naskapi en exercice</p> <p>62. Assujettissement à la présente loi</p> |
|--|--|

PART II

BAND ELECTIONS

63. (1) Each elector entitled to vote
(2) Exception

Election By-laws

64. Election by-law
65. Required minimum content of by-law
66. (1) Coming into force and application of election by-law
(2) Minister's approval of election by-law
(3) Where Minister disallows by-law
(4) Where Minister deemed to have approved by-law
67. (1) Regulations respecting elections
(2) Application of Regulations

Eligibility to be Elected and to Serve as Council Member

68. Eligibility to be elected council member
69. Circumstances in which office becomes vacant
70. (1) Removal of council member for absence
(2) Electors to decide question

Returning Officers

71. (1) Returning Officers
(2) Deputy and Assistant Returning Officers
(3) Absence, etc., of Returning Officer
(4) Absence, etc., of both Returning Officer and Deputy Returning Officer
72. Eligibility to be appointed

PARTIE II

ÉLECTIONS DE LA BANDE

63. (1) Droit de suffrage
(2) Exception

Règlements administratifs électoraux

64. Règle générale
65. Conditions minimales de validité
66. (1) Entrée en vigueur et application des règlements administratifs électoraux
(2) Approbation du ministre
(3) Désaveu par le ministre
(4) Présomption d'approbation
67. (1) Règlements
(2) Application des règlements

Éligibilité des membres du conseil

68. Éligibilité des membres du conseil
69. Cas de vacance
70. (1) Destitution d'un membre en cas d'absence
(2) Décision par les électeurs

Personnel électoral

71. (1) Directeur du scrutin
(2) Scrutateur et scrutateurs adjoints
(3) Absence ou empêchement du directeur du scrutin
(4) Absence ou empêchement du directeur du scrutin et du scrutateur
72. Incapacités

73. Circumstances in which office becomes vacant

73. Cas de vacance

Calling of Elections

Convocation des élections

74. (1) Meaning of "general election"

74. (1) Conséquence des élections générales

(2) Band may call general election

(2) Pouvoir de la bande de tenir des élections générales

75. (1) Electors may request general election

75. (1) Requête d'électeurs pour la tenue d'élections générales

(2) Limitation

(2) Restriction

(3) Electors may require band to call general election

(3) Obligation de tenir des élections générales

76. (1) Individual election

76. (1) Élection partielle

(2) Idem

(2) Idem

(3) Idem

(3) Idem

(4) Where no quorum due to vacancies

(4) Défaut de quorum

(5) Method of appointment

(5) Mode de nomination

(6) Eligibility rules apply

(6) Application des règles d'éligibilité

(7) Term of appointed council member

(7) Durée du mandat

77. (1) Where band fails to hold election

77. (1) Défaut d'élections

(2) Idem

(2) Idem

Contestation of election results

Contentieux électoral

78. (1) Contestation of election

78. (1) Contestation

(2) Grounds for contesting election

(2) Motifs de contestation

(3) Petition to judge

(3) Présentation de la requête

(4) Deposit must accompany petition

(4) Cautionnement

(5) When deposit forfeited

(5) Confiscation du cautionnement

(6) Inquiry into allegations

(6) Enquête

(7) Judge may declare election invalid

(7) Invalidation

(8) Duplication barred

(8) Chose jugée

(9) Effect on office-holder

(9) Maintien en poste

PART III

MEETINGS AND REFERENDA OF
THE BAND

- 79. Who may attend band meetings
- 80. Use of Cree or Naskapi language
- 81. Each elector may vote

Ordinary Band Meetings

- 82. (1) Ordinary band meetings
- (2) By-laws respecting ordinary band meetings

Special Band Meetings and Referenda

- 83. (1) Requirements for approval of measures
- (2) Abstentions
- 84. Notice of special band meeting or referendum
- 85. (1) Presiding officer
- (2) Duties of presiding officer
- (3) Preservation of fair and orderly conduct
- (4) Assistants
- 86. (1) Band by-laws re special band meetings and referenda
- (2) By-laws raising percentage voting requirements
- (3) Percentage vote required for by-law under subsection (2)
- (4) Copy of by-law to Minister
- 87. (1) Regulations respecting special band meetings and referenda
- (2) Where regulations apply
- 88. Where regulation or by-law not complied with

PARTIE III

ASSEMBLÉES ET RÉFÉRENDUMS DE
LA BANDE

- 79. Présence aux assemblées
- 80. Usage des langues crie ou naskapie
- 81. Droit de suffrage

Assemblées ordinaires

- 82. (1) Périodicité
- (2) Règlements administratifs

Assemblées extraordinaires et référendums

- 83. (1) Conditions d'approbation des mesures
- (2) Abstentions
- 84. Avis d'assemblée extraordinaire ou de référendum
- 85. (1) Président
- (2) Fonctions du président
- (3) Maintien de l'ordre
- (4) Assistants
- 86. (1) Règlements administratifs : dispositions générales
- (2) Règlements administratifs : taux de participation
- (3) Taux requis pour l'approbation du relèvement
- (4) Transmission au ministre
- 87. (1) Règlements
- (2) Application
- 88. Effet de l'inobservation

PART IV

FINANCIAL ADMINISTRATION OF
BANDS

89. (1) Fiscal year of band
 - (2) By-law changing fiscal year
 - (3) Transition between old and new fiscal years
 - (4) Idem
90. (1) Budget
 - (2) Explanation and distribution
 - (3) Where delay in adopting budget
 - (4) By-laws
 - (5) Authorization to spend moneys
 - (6) Position of other party
 - (7) Where inconsistency with budget
91. (1) Books of account and financial records
 - (2) Access to books and records
92. Band to prepare annual financial statement

Audit

93. (1) Appointment of auditor
 - (2) Where band fails to make appointment
 - (3) Term of office
 - (4) Where vacancy occurs
 - (5) Where band fails to act
 - (6) Band to pay remuneration
94. (1) Duty of auditor
 - (2) Where report delayed
 - (3) Explanation of auditor's report
 - (4) Copy of auditor's report to be made available for inspection
95. Auditor's access to records, etc.

Borrowing Powers of Band

96. (1) Borrowing limitations

PARTIE IV

ADMINISTRATION FINANCIÈRE

89. (1) Exercice
 - (2) Modification de l'exercice
 - (3) Transition entre deux exercices
90. (1) Budget
 - (2) Publicité et transmission
 - (3) Retard dans l'adoption du budget
 - (4) Règlements administratifs
 - (5) Autorisation de dépenses
 - (6) Effet de l'inobservation
 - (7) Incompatibilité avec le budget
91. (1) Livres comptables et registres financiers
 - (2) Accès aux documents
92. État financier annuel

Vérification

93. (1) Nomination du vérificateur
 - (2) Défaut de nomination
 - (3) Durée du mandat
 - (4) Vacance
 - (5) Inobservation du paragraphe (4)
 - (6) Obligation de la bande
94. (1) Rapport du vérificateur
 - (2) Retard dans la présentation
 - (3) Publicité
 - (4) Idem
95. Accès aux documents

Pouvoirs d'emprunt

96. (1) Restrictions

- | | |
|--|--|
| (2) Short-term and long-term borrowing | (2) Court terme et long terme |
| (3) Repayment of loan | (3) Remboursement |
| 97. (1) Borrowing by-laws | 97. (1) Règlements administratifs sur les emprunts |
| (2) Long-term borrowing | (2) Emprunts à long terme |
| (3) Idem | (3) Idem |
| 98. Regulations re long-term borrowing | 98. Règlements sur les emprunts à long terme |

Contracts

99. By-laws re contracts and tenders

Marchés

99. Règlements administratifs

Appointment of Administrator

100. (1) When administrator may be appointed
- (2) Band's opportunity to remedy situation
- (3) Appointment of administrator
- (4) Effect of appointment
- (5) Administrator's term
- (6) Extension of term
- (7) Idem

Mise en tutelle

100. (1) Avis de mise en tutelle
- (2) Obligation de la bande
- (3) Nomination d'un administrateur
- (4) Effet de la nomination
- (5) Mandat de l'administrateur
- (6) Nouveau mandat
- (7) Idem

PART V

RESIDENCE AND ACCESS RIGHTS
ON CATEGORY IA AND IA-N LAND

101. General prohibition against residing, etc.
102. (1) Rights subject to by-laws
- (2) By-laws respecting the exercise of residence and access rights

Residence Rights

103. (1) Right to reside on IA or IA-N land

PARTIE V

TERRES DES CATÉGORIES IA ET
IA-N : DROITS DE RÉSIDENCE ET
D'ACCÈS

101. Interdiction générale relative à la résidence
102. (1) Assujettissement
- (2) Règlements administratifs : droits de résidence et d'accès

Droits de résidence

103. (1) Titulaires du droit de résidence

- | | |
|---|--|
| (2) Special categories of persons who may reside on IA or IA-N land
(3) Band's control over number of outsiders
104. (1) Pre-Agreement residence and occupation rights not affected
(2) Idem | (2) Élargissement du droit de résidence
(3) Limitation du nombre d'étrangers
104. (1) Maintien des droits acquis
(2) Idem |
|---|--|

Access Rights

105. (1) Right of access to IA land
- (2) Indians who are not Cree beneficiaries
- (3) Inuit of Fort George
- (4) Right of access to IA-N land
- (5) Special categories of persons who are permitted access to IA or IA-N land
106. Public's access to public facilities

Droits d'accès

105. (1) Titulaires du droit d'accès aux terres de catégorie IA
- (2) Indiens non-bénéficiaires cris
- (3) Inuit de Fort George
- (4) Titulaires du droit d'accès aux terres de catégorie IA-N
- (5) Élargissement du droit d'accès
106. Installations publiques

General

107. Special provision for Naskapis
108. (1) Obstruction and trespass
- (2) Other remedies preserved

Dispositions générales

107. Disposition spéciale pour les Naskapis
108. (1) Trouble de jouissance et violation de propriété
- (2) Maintien des recours existants

PART VI

RIGHTS OF BANDS, QUEBEC AND OTHERS IN RELATION TO CATEGORY IA AND IA-N LAND

109. (1) Quebec retains bare ownership
- (2) Band's rights re its land and resources

PARTIE VI

DROITS DES BANDES DU QUÉBEC ET DES TIERS CONCERNANT LES TERRES DES CATÉGORIES IA ET IA-N

109. (1) Droit du Québec sur ses terres et ressources
- (2) Droits de la bande sur ses terres et ressources

Soapstone Deposits

110. Band ownership of soapstone deposits

Dépôts de stéatite

110. Propriété des dépôts de stéatite

*Forest Resources**Ressources forestières*

- | | |
|--|--|
| 111. (1) Band's rights subject to provincial control
(2) Where approval required at band meeting
(3) Right of member of band | 111. (1) Obtention de permis
(2) Approbation par les électeurs
(3) Droit des membres |
|--|--|

*Gravel**Gravier*

- | | |
|-------------|--------------|
| 112. Gravel | 112. Gravier |
|-------------|--------------|

*Mineral, Subsurface and Mining Rights**Droits relatifs aux minéraux et droits tréfonciers*

- | | |
|--|---|
| 113. (1) Mineral and subsurface rights
(2) Consent and compensation requirements
(3) Exception
(4) Where approval required at band meeting | 113. (1) Sol et sous-sol
(2) Consentement et indemnisation
(3) Exception
(4) Approbation des électeurs |
| 114. Société de développement de la Baie James | 114. Société de développement de la Baie James |
| 115. (1) Holders of prior rights or titles to minerals
(2) Idem | 115. (1) Droits acquis
(2) Idem |
| 116. (1) Manner in which rights must be exercised
(2) Compensation to band
(3) Manner in which rights must be exercised
(4) Compensation to band
(5) Procedure re replacement land | 116. (1) Modalités d'exercice des droits
(2) Indemnisation de la bande
(3) Modalités d'exercice des droits
(4) Indemnisation de la bande
(5) Indemnités foncières |

*Pre-Existing Rights and Interests on Category IA and IA-N Land**Droits acquis sur les terres des catégories IA et IA-N*

- | | |
|---|---|
| 117. (1) Certain pre-existing rights on IA land to continue until expiry
(2) Certain pre-existing rights on IA-N land to continue until expiry | 117. (1) Terres de catégorie IA
(2) Terres de catégorie IA-N |
|---|---|

- (3) Replacement of previously held rights and interests
- (4) Idem, for IA-N land
- (5) Previous possession or occupation
- (6) Idem, for IA-N land
- (7) Certain restrictions applicable

- (3) Octroi d'un droit équivalent : terres de catégorie IA
- (4) Idem : terres de catégorie IA-N
- (5) Cas de possession ou d'occupation : terres de catégorie IA
- (6) Idem : terres de catégorie IA-N
- (7) Restrictions applicables

PART VII

EXPROPRIATION OF CATEGORY IA
OR IA-N LAND BY QUEBEC

- 118. Definition of "expropriating authority"
- 119. (1) Expropriations
 - (2) Quebec *Expropriation Act*
- 120. (1) Expropriation of IA and IA-N land for public services or structures
 - (2) Pipelines and transmission lines
- 121. (1) What may be expropriated
 - (2) Expropriation in full ownership where necessary
 - (3) Expropriation in full ownership required in certain cases
- 122. (1) Band entitled to compensation
 - (2) Compensation in land
 - (3) Compensation in money
 - (4) Compensation in land or money or both
 - (5) Special provision for Naskapi band
- 123. Where no compensation payable
- 124. (1) Services deemed to be of direct benefit
 - (2) Statement on expropriation notice
 - (3) Idem
 - (4) Disputes referable to Tribunal d'expropriation du Québec

PARTIE VII

EXPROPRIATION DES TERRES DE
CATÉGORIE IA OU IA-N PAR LE
QUÉBEC

- 118. Définition d'«autorité»
- 119. (1) Expropriation des terres
 - (2) *Loi sur l'expropriation* (Québec)
- 120. (1) Expropriation pour cause d'utilité publique
 - (2) Canalisations et lignes de transport d'électricité
- 121. (1) Cas général : servitudes
 - (2) Expropriation en pleine propriété
 - (3) Idem
- 122. (1) Indemnisation de la bande
 - (2) Indemnité foncière
 - (3) Indemnité pécuniaire
 - (4) Indemnité foncière, pécuniaire ou mixte
 - (5) Cas des Naskapis
- 123. Non-indemnisation
- 124. (1) Notion d'avantage direct
 - (2) Mention du caractère d'avantage direct
 - (3) Cas de non mention
 - (4) Renvoi du litige devant le Tribunal de l'expropriation du Québec

- | | |
|---|--|
| (5) Burden of proof on expropriating authority | (5) Charge de la preuve |
| (6) Factors to be considered | (6) Éléments d'appréciation |
| 125. (1) Rules governing compensation wholly or partly in land | 125. (1) Règles régissant les indemnités foncières totales ou partielles |
| (2) Replacement of Category II land | (2) Remplacement des terres de catégorie II |
| 126. Reclassification of expropriated land that is no longer required | 126. Reclassement des terres |
| 127. Determination of amount of money compensation referable to Tribunal de l'expropriation du Québec | 127. Renvoi du litige pécuniaire |
| 128. When work may begin on service or structure | 128. Démarrage des travaux |
| 129. When expropriated land ceases to be IA or IA-N land | 129. Date de prise d'effet du reclassement |

PART VIII

DISPOSITIONS OF RIGHTS AND INTERESTS IN CATEGORY IA AND IA-N LAND AND BUILDINGS

130. (1) Definitions
 (2) Deemed transfer of corporation's right or interest
 (3) *Civil Codes*
131. Quebec landlord and tenant law
132. (1) Grants by band
 (2) Maximum term of land grant
 (3) Band elector approval for non-residential grants in land over 10 years
 (4) How term computed
133. Grants to be in writing
134. (1) Freedom of contract
 (2) Implied terms where grant silent
135. (1) Commercial fisheries and outfitting operations
 (2) Approval of band electors required

PARTIE VIII

OCTROI DE DROITS ET D'INTÉRÊTS SUR LES TERRES DES CATÉGORIES IA ET IA-N ET LES BÂTIMENTS QUI S'Y TROUVENT

130. (1) Définitions
 (2) Transfert des droits d'une personne morale
 (3) *Codes civils*
131. Loi sur les propriétaires et locataires (Québec)
132. (1) Concessions de la bande
 (2) Concessions foncières
 (3) Approbation électorale : concessions de plus de dix ans
 (4) Période de reconduction
133. Obligation de l'écrit
134. (1) Liberté de contracter
 (2) Conditions implicites
135. (1) Pêche commerciale et pourvoies
 (2) Approbation par vote

Superficie

136. (1) Right of superficie
 (2) Termination of a right of superficie
 (3) Restoration of land to initial state
 (4) Notice to band of intended demolition
 (5) Band may elect to purchase building
 (6) Effect of band's election to purchase building
 (7) Registration of notice of election to purchase
 (8) Where superficiary does not comply with subsection (3) and band does not purchase building
 (9) Removal or demolition of building

Subsequent Transfers of Rights or Interests

137. (1) Band approval for transfer of land originally granted for residential purposes
 (2) Approval of electors for transfer of land originally granted for non-residential purposes
 (3) Approval for deemed transfer of corporation's right or interest

General

138. (1) Consultation requirements before certain projects undertaken
 (2) Idem
 139. (1) Land to be allocated for community services
 (2) Mode of allocation and fee
 140. No prescription

Droit de superficie

136. (1) Droit de superficie
 (2) Extinction du droit
 (3) Remise en état
 (4) Préavis de démolition
 (5) Option d'achat
 (6) Décision d'achat
 (7) Enregistrement de l'avis
 (8) Démolition aux frais de l'ancien superficiaire
 (9) Obligation de l'ancien superficiaire

Transferts ultérieurs

137. (1) Fins résidentielles
 (2) Fins non résidentielles
 (3) Approbation du transfert

Dispositions générales

138. (1) Obligation de consultations préalables
 (2) Idem
 139. (1) Affectation de terres pour implantation d'infrastructures
 (2) Mode d'affectation et droits à acquitter
 140. Inapplicabilité de la prescription acquiescive

PART IX

CESSIONS BY BANDS

- 141. (1) Definitions
 - (2) Granting of rights or interests under other Parts of Act
- 142. (1) Cessions by band
 - (2) Conditional or unconditional cession
- 143. (1) Requirements for valid cession
 - (2) Effective date of a cession
- 144. (1) Cession must be approved by referendum
 - (2) Notice of referendum
 - (3) Contents of notice
- 145. (1) Rights or interests
 - (2) Effect of cession on certain rights
 - (3) Compensation for extinguished registered rights or interests
- 146. Documents that the band must submit to Minister
- 147. Transfer to Quebec of administration, management and control
- 148. Effect of cession
- 149. Land registry system

PART X

LAND REGISTRY SYSTEM

- 150. (1) Enforceability of rights and interests
 - (2) Enforceability of hypothecs
- 151. Regulations for establishment and maintenance of land registry system
- 152. (1) Duties of band
 - (2) Validity not affected by non-compliance
 - (3) Deposit does not constitute registration

PARTIE IX

ABANDONS

- 141. (1) Définitions
 - (2) Octroi de droits selon les autres parties de la loi
- 142. (1) Abandon
 - (2) Abandon absolu ou conditionnel
- 143. (1) Conditions de validité de l'abandon
 - (2) Prise d'effet
- 144. (1) Approbation par référendum
 - (2) Avis de référendum
 - (3) Éléments de l'avis
- 145. (1) Droits de tiers
 - (2) Effet de l'abandon
 - (3) Indemnisation des titulaires de droits enregistrés
- 146. Documents à adresser au ministre
- 147. Transfert au Québec
- 148. Déclassement
- 149. Service de l'Enregistrement

PARTIE X

SERVICE DE L'ENREGISTREMENT

- 150. (1) Opposabilité des droits
 - (2) Opposabilité des hypothèques
- 151. Constitution du Service de l'Enregistrement
- 152. (1) Obligations de la bande
 - (2) Défaut de dépôt
 - (3) Non-équivalence

PART XI

EXPROPRIATION BY BANDS

- 153. Rights and interests that a band may expropriate
- 154. Acquisition by mutual agreement
- 155. Compensation
- 156. Regulations

PARTIE XI

EXPROPRIATION PAR LA BANDE

- 153. Faculté d'expropriation
- 154. Acquisition de gré à gré
- 155. Indemnisation
- 156. Règlements

PART XII

CREE-NASKAPI COMMISSION

- 157. Interpretation
- 158. (1) Cree-Naskapi Commission established
 - (2) Chairman
- 159. Eligibility
- 160. (1) Term of office
 - (2) Tenure
 - (3) Vacancy
 - (4) Eligibility for re-appointment
 - (5) Temporary substitute member
 - (6) Remuneration of members
- 161. Head office
- 162. (1) Staff
 - (2) Remuneration of staff
 - (3) Not part of public service
 - (4) Financial
- 163. (1) Quorum
 - (2) Majority
 - (3) Rules
- 164. Commission may delegate its powers
- 165. (1) Duties of Commission
 - (2) Exception
 - (3) Commission's discretion

PARTIE XII

COMMISSION CRIE-NASKAPIE

- 157. Définitions
- 158. (1) Constitution
 - (2) Président
- 159. Exclusion
- 160. (1) Mandat
 - (2) Destitution
 - (3) Vacance
 - (4) Renouvellement du mandat
 - (5) Suppléance
 - (6) Rémunération des commissaires
- 161. Siège
- 162. (1) Personnel
 - (2) Rémunération du personnel
 - (3) Non-appartenance à l'administration publique fédérale
 - (4) Origine de la rémunération
- 163. (1) Validité des délibérations
 - (2) Majorité
 - (3) Règles
- 164. Délégation de pouvoirs
- 165. (1) Mission
 - (2) Exception
 - (3) Pouvoir d'appréciation

(4) Commission to state grounds for refusal	(4) Motivation du refus
166. (1) Notice of investigation	166. (1) Avis d'enquête
(2) Privacy of hearings	(2) Secret de l'enquête
(3) Identity of person who made representation	(3) Identité du réclamant
167. Commission may request evidence	167. Comparution des témoins
168. Protection against negative findings	168. Protection contre les conclusions défavorables
169. (1) Protection of members of Commission	169. (1) Protection des commissaires
(2) Protection of witnesses	(2) Protection des témoins
170. Report of investigation	170. Rapport d'enquête
171. (1) Commission's biennial report to Parliament	171. (1) Rapport bisannuel de la Commission au Parlement
(2) Circulation of report	(2) Jour de séance
	(3) Diffusion du rapport
172. (1) Inquiry into the functioning of the Commission	172. (1) Réexamen du fonctionnement de la Commission
(2) Report to be tabled in Parliament	(2) Rapport au Parlement

PART XIII

SUCCESSIONS

- 173. Application of Part
- 174. Definitions
- 175. Lawful heirs on intestate succession
- 176. (1) Valid forms of wills
- (2) Wills accepted by Minister
- 177. Article 599a of *Civil Code* not applicable
- 178. (1) Representation of minor heirs
- (2) Legal guardians
- 179. Vacant succession
- 180. Intestacy

PARTIE XIII

SUCCESSIONS

- 173. Champ d'application de la présente partie
- 174. Définitions
- 175. Successions *ab intestat*
- 176. (1) Testaments valides
- (2) Testaments admis par le ministre
- 177. Non-application de l'article 599a du *Code civil*
- 178. (1) Tutelle
- (2) Exercice de la tutelle
- 179. Vacance de succession
- 180. Succession *ab intestat*

*Disposition of Traditional Property on an
Intestacy*

181. (1) Disposition of traditional property on intestacy
(2) Powers of family council
182. (1) Composition of family council
(2) Where no survivors in immediate family
183. Where family council deadlocked
184. (1) Circumstances in which band council acts as the family council
(2) Idem
185. Effect of disposition
186. Where a recipient renounces traditional property

*Disposition des biens traditionnels lors d'une
succession ab intestat*

181. (1) Réunion du conseil de famille
(2) Pouvoirs du conseil de famille
182. (1) Composition du conseil de famille
(2) Élargissement du conseil de famille
183. Situation d'impasse
184. (1) Substitution de la bande au conseil de famille
(2) Idem
185. Transfert du titre
186. Renonciation

PART XIV

TAX EXEMPTIONS

187. (1) Interpretation
(2) Idem
188. (1) Property exempt from taxation
(2) Ownership, occupation, etc., of exempt property

PARTIE XIV

EXEMPTIONS FISCALES

187. (1) Définition
(2) Idem
188. (1) Biens non imposés
(2) Exemption

PART XV

SEIZURE EXEMPTIONS

189. Interpretation
190. (1) Property exempt from seizure, etc.
(2) Idem
(3) Idem
(4) Idem
(5) Conditional sales
191. Property deemed situated on Category IA or IA-N land
192. (1) Property deemed to be property of a Cree band

PARTIE XV

INSAISSABILITÉ

189. Définition
190. (1) Biens insaisissables
(2) Idem
(3) Idem
(4) Idem
(5) Vente conditionnelle
191. Rattachement aux terres de catégorie IA ou IA-N
192. (1) Appartenance aux bandes crie

- | | |
|---|--|
| (2) Property deemed to be property of the Naskapi band
193. (1) Waiver of exemption
(2) Quorum requirements
(3) Waiver by band | (2) Appartenance à la bande naskapie
193. (1) Renonciation du bénéficiaire
(2) Taux de participation au vote
(3) Renonciation de la bande |
|---|--|

PART XVI

POLICING

194. (1) Policing jurisdiction (Creets)
 (2) Jurisdiction of municipal police forces
195. (1) Policing jurisdiction (Naskapis)
 (2) Jurisdiction of municipal police force
196. (1) Agreements for policing services
 (2) Jurisdiction of police forces

PARTIE XVI

POLICE

194. (1) Compétence territoriale : Cris
 (2) Pouvoirs de police
195. (1) Compétence territoriale : Naskapis
 (2) Pouvoirs de police
196. (1) Accords en matière de pouvoirs de police
 (2) Pouvoirs des services de police

PART XVII

OFFENCES

197. Offences under the Act
198. (1) Contravention of regulations
 (2) Regulations may fix maximum punishment
199. (1) Contravention of by-law
 (2) By-law may fix maximum punishment
 (3) Idem

PARTIE XVII

INFRACTIONS

197. Infractions à la présente loi
198. (1) Infractions aux règlements
 (2) Fixation de maxima
199. (1) Infractions aux règlements administratifs
 (2) Fixation de maxima
 (3) Idem

PART XVIII

ADMINISTRATION OF JUSTICE

200. (1) Jurisdiction of justices of the peace
 (2) Summary conviction court

PARTIE XVIII

ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

200. (1) Compétence des juges de paix
 (2) Cour des poursuites sommaires

(3) References to *Criminal Code*(3) Renvois au *Code criminel*

PART XIX

GENERAL

201. Where signatory of document unable to write
202. (1) Commissioners of oaths
(2) No fee permitted
203. (1) Certified copies of documents
(2) Idem
(3) Admissibility of certified copies

PARTIE XIX

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

201. Personnes ne sachant pas écrire
202. (1) Commissaire aux serments
(2) Gratuité
203. (1) Copies certifiées conformes
(2) Idem
(3) Admissibilité des copies en preuve

PART XX

CONSEQUENTIAL AMENDMENTS TO
OTHER ACTS

204. *Expropriation Act*
205. *Canada Assistance Plan*
206. *Canada Lands Surveys Act*
207. *Municipal Grants Act*
208. *Municipal Grants Act, 1980*
209. *National Energy Board Act*
- 210.-213. *National Housing Act*
214. *Railway Act*
215. *Lord's Day Act*

PARTIE XX

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

204. *Loi sur l'expropriation*
205. *Régime d'assistance publique du Canada*
206. *Loi sur l'arpentage des terres du Canada*
207. *Loi sur les subventions aux municipalités*
208. *Loi de 1980 sur les subventions aux municipalités*
209. *Loi sur l'Office national de l'énergie*
210. à 213. *Loi nationale sur l'habitation*
214. *Loi sur les chemins de fer*
215. *Loi sur le dimanche*

216. *Privacy Act*216. *Loi sur la protection des renseignements personnels*217. *Veterans' Land Act*217. *Loi sur les terres destinées aux anciens combattants*

COMING INTO FORCE

ENTRÉE EN VIGUEUR

218. Coming into force

218. entrée en vigueur

